



Journal

**Journal du Grand Conseil
du canton de Berne**

**Session du
17 au 25 novembre 2014**

**Procès-verbal des délibérations
au sens des articles 10 et 11 du
Règlement du Grand Conseil**

Année 2014 / Cahier 5

www.be.ch/journaldugrandconseil

Généralités

Allocutions de la présidente.....	879
Hommage à une députée démissionnaire	1054
2014.RRGR.940 Entrée d'une nouvelle membre au Grand Conseil. Madame Christine Grogg-Meyer (PEV)	879
2014.RRGR.974 Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Jan Gnägi (PBD)	879
Motions d'ordre.....	879, 1021
Urgence des interventions parlementaires	1095

Actes législatifs

2014.GEF.10 Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord sur la reconnaissance des diplômes).....	899
--	-----

Rapports

2014.RRGR.718 Rapport « Audit interne de la conformité au prix du marché des loyers payés par le canton »	884
2014.RRGR.11111 Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale du canton de Berne	900
2011.RRGR.11103 Rapport complémentaire à la stratégie d'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne. Domaines de la prévention et de la répression. Rapport du Conseil-exécutif	905
2014.RRGR.735 Rapport sur l'aménagement du territoire de 2014	987

Elections

2014.RRGR.1060 Election d'un ou d'une membre PBD de la CFor	933
2014.RRGR.1061 Election d'un ou d'une membre PEV de la CFor	933
2014.RRGR.760 Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional (100%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016	933
2014.RRGR.996 Election d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante germanophone du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016	933
2014.RRGR.856 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone du Tribunal de protection de l'enfant et de l'adulte (TPEA), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016	933

Motions

2014.RRGR.11116 085-2014 Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV). Nommer plus de médecins et de professionnels des soins dans les conseils d'administration des hôpitaux publics Motion ayant valeur de directive	929
--	-----

2014.RRGR.889 164-2014 Brand (Münchenbuchsee, UDC). Conférences régionales: des décisions démocratiques!	1012
2014.RRGR.10127 135-2014 Brunner (Hinterkappelen, PS). Communication des autorités en cas de danger Motion ayant valeur de directive	898
2013.RRGR.1356 007-2014 Geissbühler-Strupler (Herschwanden, UDC). <i>Lehrplan 21</i> : un concentré de bureaucratie inutilisable Motion ayant valeur de directive	948
2014.RRGR.790 152-2014 Guggisberg (Kirchlindach, UDC). Interdiction des clubs sociaux cannabiques.	908
2014.RRGR.665 139-2014 Hess (Berne, UDC). Enseignement en dialecte à l'école enfantine.....	967
2014.RRGR.610 116-2014 Hofmann (Berne, PS). BKW transgresse la politique gouvernementale	892
2014.RRGR.751 149-2014 Krähenbühl (Unterlängg, UDC). Procédures de planification des parcs éoliens	1005
2014.RRGR.11122 107-2014 Mühlheim (Berne, pvl). Planification des soins hospitaliers 2015-2019 Motion ayant valeur de directive	917
2014.RRGR.11121 051-2014 Müller (Böwil, UDC). Corriger les compétences du Conseil-exécutif en matière financière	934
2014.RRGR.714 142-2014 PBD (Luginbühl-Bachmann, Krattigen). Révision du système DRG	923
2014.RRGR.353 096-2014 Perina-Werz (Belp, PDC). Election du Conseil-exécutif: suppression de la limite d'âge	881
2014.RRGR.351 094-2014 Perina-Werz (Belp, PDC). Harmonisation et simplification des prescriptions sur les constructions	1013
2014.RRGR.352 095-2014 Perina-Werz (Belp, PDC). Densification du milieu bâti dans les petites communes.....	1014
2014.RRGR.324 088-2014 Perina-Werz (Belp, PDC). Economies d'énergie: mêmes déductions fiscales pour la construction de bâtiments de remplacement que pour l'assainissement de bâtiments existants.....	1018
2014.RRGR.331 091-2014 PS-JS-PSA (Marti, Berne). Accueil des enfants pendant les vacances scolaires: soutien des communes par le canton.....	961
2014.RRGR.11118 059-2014 PS-JS-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen). Soutien aux proches aidants.	938
2014.RRGR.10110 073-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Maintien de la Réserve de l'asile et édiction d'une base légale.....	897
2014.RRGR.134 049-2014 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). <i>Lehrplan 21</i> : le Grand Conseil doit pouvoir décider Motion ayant valeur de directive	951
2014.RRGR.315 082-2014 Tanner (Ranflüh, UDF). Monuments dignes de conservation: plus de latitude....	970

2014.RRGR.310 078-2014 Wenger (Spiez, PEV). Allégements fiscaux pour les entreprises « sociales »	1017
2014.RRGR.895 170-2014 Zryd (Macolin, PS). Le canton entre en contradiction avec la loi fédérale sur l'encouragement du sport	
Motion ayant valeur de directive	941
2014.RRGR.744 146-2014 Zuber (Moutier, PSA). Pour une institution psychiatrique commune au canton du Jura et à la partie francophone du canton de Berne	928

Budget et plan intégré mission-financement

2014.GEF.10861 Budget 2015 (canton et Justice).....	1021
2014.GEF.10861 Plan intégré mission-financement 2016-2018 (canton et Justice).....	1021, 1043

Motions financières

2014.RRGR.624 126-2014 Feller (Münsingen, PBD). Budget 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS	
Discussion.....	1046
Texte et réponse du Conseil-exécutif.....	1055
2014.RRGR.1055 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg). Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016	
Discussion.....	1046
Texte et réponse du Conseil-exécutif.....	1056
2014.RRGR.1056 202-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg). Pas de nouvel endettement dans le PIMF	
Discussion.....	1046
Texte et réponse du Conseil-exécutif.....	1057

Autres affaires

2014.GEF.10709 Prolongation de la planification des soins 2011-2014 et adaptation des modalités d'évaluation de l'économicité	917
---	-----

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

2013.RRGR.1363 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie	892
2014.RRGR.516 Direction de la police et des affaires militaires.....	896
2014.GEF11848 Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale	922
2014.RRGR.830 Direction de l'instruction publique	940
2014.RRGR.837 Direction de l'économie publique	984
2014.RRGR.840 Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.....	1005
2013.RRGR.1362 Direction des finances.....	1016

Affaires traitées en procédure écrite

Questions

2014.RRGR.845 Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif.....	1057
---	------

Interpellations

2014.RRGR.11117 067-2014 Augstburger (Gerzensee, UDC). Un chasseur de tête pour le poste de médecin cantonal?.....	1077
2014.RRGR.128 047-2014 Bhend (Steffisbourg, PS). Corruption ou copinage dans le canton de Berne?.....	1091
2014.RRGR.888 163-2014 Brand (Münchenbuchsee, UDC). Impact de la révision de la LPP dans le canton de Berne	1089
2014.RRGR.284 064-2014 Fuchs (Berne, UDC). Clientélisme dans l'administration cantonale?	1064
2014.RRGR.328 090-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Embouteillages dans le canton de Berne et mesures envisagées pour réduire ce phénomène	1064
2014.RRGR.10123 119-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Condamnation de policiers qui avec leurs véhicules de service dépassent les vitesses autorisées lors d'interventions d'urgence.....	1068
2014.RRGR.10122 120-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Finale de la Coupe de Suisse de football et concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives	1069
2014.RRGR.327 089-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Exclusions temporaires et renvois dans les écoles du degré secondaire II du canton de Berne.....	1083
2014.RRGR.349 093-2014 Hügli (Biel/Bienne, PS). Forfaits fiscaux: nouveaux développements?	1092
2014.RRGR.11115 086-2014 Imboden (Berne, Les Verts). Intégration professionnelle des personnes réfugiées et de celles admises à titre provisoire	1078
2014.RRGR.306 070-2014 Imboden (Berne, Les Verts). Chômage des jeunes dans le canton de Berne	1088
2014.RRGR.868 157-2014 Knutti (Weissenburg, UDC). Hôpital de Zweisimmen: questions en suspens	1072
2014.RRGR.869 158-2014 Krähenbühl (Unterlänggenegg, UDC). Mise en œuvre des mesures EOS par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale	1073
2014.RRGR.586 108-2014 Krähenbühl (Unterlänggenegg, UDC). Informatique en nuage: stratégie de l'administration cantonale	1094
2014.RRGR.10128 131-2014 Machado Rebmann (Berne, LAVerte). Proportionnalité de l'intervention de la police le 29 mars 2014.....	1070
2014.RRGR.655 130-2014 Machado Rebmann (Berne, LAVerte). Expo Vert 18: le mystère	1084
2014.RRGR.11120 052-2014 Müller (Bowil, UDC). Financement d'un projet de construction de la fondation Transfair.....	1075

2014.RRGR.354 097-2014 Muntwyler (Berne, Les Verts). CO ₂ : un risque financier pour le canton de Berne également?.....	1093
2014.RRGR.10113 084-2014 PS-JS-PSA (Marti, Berne). Impact des structures d'aide d'urgence sur les enfants et les adolescents.....	1065
2014.RRGR.11119 058-2014 PS-JS-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen). Mise en oeuvre dans le canton de Berne de la Stratégie nationale en matière de démence	1076
2014.RRGR.893 168-2014 Rudin (Lyss, pvl). Rapport sur l'élevage des cochons: clarification de la situation	1086
2014.RRGR.316 083-2014 Sommer (Wynigen, PLR). Redimensionnement de l'inventaire des monuments historiques.....	1082
2014.RRGR.885 160-2014 Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC). Coûts de l'expertise du professeur Rütsche sur l'initiative sur les sites hospitaliers	1074
2014.RRGR.10124 098-2014 Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV). Coûts de l'exécution des peines dans le canton de Berne	1067
2014.RRGR.286 066-2014 Zuber (Moutier, PSA). Participation du canton au financement des échanges linguistiques scolaires	1080

Demandes de crédit 2014

Chancellerie d'Etat

2014.RRGR.824 Vote électronique pour les Suisses et Suissesses de l'étranger. Exploitation. Autorisation de dépenses ; crédit d'objet ; crédit d'engagement pluriannuel 2015-2016	881
---	-----

Economie publique

2013.RRGR.1136 International School of Berne, Gümli- gen. Subvention à la nouvelle construction 2015- 2016, crédit d'engagement pluriannuel / crédit d'objet	976
---	-----

Finances

2014.RRGR.842 Assurance de choses du canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel	1015
--	------

Instruction publique

2014.RRGR.833 Fondation « Kornhausbibliotheken ». Subvention cantonale 2015. Crédit d'objet	940
---	-----

Police et affaires militaires

2014.POM.41 Contributions périodiques du Fonds de loterie aux monuments historiques, 2015-2018	895
---	-----

Travaux publics, transports et énergie

2014.RRGR.793 Crédit-cadre 2015 – 2017 pour le gros entretien (la remise en état) des immeubles du portfolio cantonal ainsi que pour les dépenses connexes relevant de la compétence de la Direc- tion des travaux publics, des transports et de l'énergie	888
2014.RRGR.792 Crédit-cadre 2015 pour les locations cantonales urgentes	888
2014.RRGR.818 Institut de pathologie de l'Université de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation	891
2014.RRGR.844 Berne – Hallerstrasse 6/8. Loyer et frais accessoires pour les surfaces d'archives et de bureaux du 1 ^{er} au 3 ^e sous-sol ; crédit d'engagement pluriannuel	891

Liste des annexes

Arrêtés du Grand Conseil

N°25 2014.GEF.10 Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Ac- cord sur la reconnaissance des diplômes)

Demandes de crédit

N°24 Demandes de crédit de la session de novembre 2014



Lundi 17 novembre 2014, 13 heures 30 – 16 heures 28

Première séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 153 députés. Excusés : Aebersold Michael, Adrian, Giauque Beat, Jost Ueli, Junker Burkhard Margrit, Lanz Raphael, Messerli Philippe, Schmidhauser Corinne

La présidente. C'est avec plaisir que je vous souhaite la bienvenue à cette session. Comme vous le savez et comme chaque année, la session de novembre est placée sous le signe du budget et du plan intégré mission-financement, auquel nous nous consacrerons lundi prochain, au début de l'après-midi. Les affaires n°44, 45, 46, 47, 48, c'est-à-dire le budget, le plan intégré et les trois motions financières seront discutés à ce moment-là, c'est-à-dire lundi prochain, l'après-midi. Si nous avançons assez rapidement cette semaine, nous continuerons cette semaine avec le reste des affaires de la Direction des finances, que ce soit clair. Je pense également que le rapport 2014 sur l'aménagement du territoire sera certainement un des gros dossiers de cette session. Cela fait depuis deux sessions que nous sommes sous le régime du nouveau droit parlementaire et j'ai l'impression que vous avez bien commencé les travaux. Les commissions ont trouvé leur rythme de croisière et cela se reflète sur leur travail et les affaires qui leur sont confiées. J'aimerais aussi vraiment remercier notre secrétaire général et tous les nouveaux secrétaires des différentes commissions. Je pense que les secrétaires de toutes les directions se donnent vraiment beaucoup de peine pour que le travail dans les commissions se fasse le mieux possible et nous pouvons les applaudir. (*Applaudissements*) Indépendamment de l'efficacité de notre travail, il est clair que nous devons délibérer. Nous sommes un parlement, qui par principe, discute. J'ai l'impression que vous avez maintenant compris que vous aviez d'autres instruments de travail, et nous nous sommes aperçus que vous aviez déposé des motions d'ordre pour changer la forme des délibérations. C'est le but de l'opération. Le Bureau vous propose quelque chose et si vous n'êtes pas d'accord, vous déposez des motions d'ordre, ce qui a été fait. Comme vous le savez, la session sera brève. La semaine prochaine, le mardi est une réserve, jusqu'à la session du soir, donc ne venez pas nous dire que vous avez des rendez-vous à ce moment-là. J'ai l'impression, compte tenu de la façon dont c'est parti, que nous aurons besoin du mardi. Nous sommes en début de législature et par la suite, comme lors des précédentes législatures, le travail augmentera. Nous voyons aussi que des motions et des interpellations sont en train d'être déposées. J'aimerais également vous annoncer qu'il y a trois dossiers ou lettres qui sont posés sur la table dans la salle des pas perdus. Nous avons reçu la lettre «Sprachunterricht. Appell für einen nationalen Zusammenhalt» du Grand

Conseil fribourgeois, vous pouvez aller la lire, je vous conseille fortement d'en prendre connaissance. Nous avons ensuite une lettre intitulée «Trendtage Gesundheit Luzern», allez aussi jeter un coup d'œil. Enfin nous avons un rapport annuel de la GIBB «Gewerblich-Industrielle Berufsschule Bern». Tous ces documents seront à disposition des personnes intéressées. Je déclare donc la session de novembre ouverte et nous allons commencer par deux assermentations.

Affaire 2014.RRGR.940

Entrée d'une nouvelle membre au Grand Conseil. Madame Christine Grogg-Meyer (PEV)

Affaire 2014.RRGR.974

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Jan Gnägi (PBD)

Délibération groupée

La présidente. Mme Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV) succède à M. Daniel Steiner-Brütsch pour le PEV et M. Gnägi, Jens (PBD) succède à M. Heinz Siegenthaler pour le PBD. Je prie toutes les personnes présentes dans cette salle de se lever pour cette assermentation, les personnes sur les tribunes et la presse également.

Madame Christine Grogg-Meyer et Monsieur Jan Gnägi prêtent serment.

(*Applaudissements*)

Motion d'ordre

Point 5 du programme

Affaire 2014.RRGR.718 Rapport « Audit interne de la conformité au prix du marché des loyers payés par le canton »

Proposition UDC (Brand, Münchenbuchsee)

Débat organisé

Proposition de la présidence

Débat libre

Point 7 du programme

Affaire 2014.RRGR.792 Crédit-cadre 2015 pour les locations cantonales urgentes

Proposition UDC (Brand, Münchenbuchsee)

Débat organisé

Point 17 du programme

Affaire 2014.RRGR.11111 Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale du canton de Berne

Proposition PEV (Schnegg-Affolter, Lyss)

Débat libre

Point 36 du programme

Affaire 2013.RRGR.1136 International School of Berne, Gümliigen. Subvention à la nouvelle construction 2015-2016, crédit d'engagement pluriannuel / crédit d'objet

Proposition PS-JS-PSA (Näf, Muri)

Débat libre

Point 31 du programme

Affaire 2013.RRGR.1356 M 007-2014 Lehrplan 21: un concentré de bureaucratie inutilisable

Point 32 du programme

Affaire 2014.RRGR.134 M 049-2014 Lehrplan 21: le Grand Conseil doit pouvoir décider

Proposition UDC (Krähenbühl, Unterlangenegg)

Traiter l'affaire 32 avant l'affaire 31.

La présidente. Nous avons reçu quatre motions d'ordre. Les quatre motions demandent un changement de la forme des délibérations au Grand Conseil. Il s'agit des affaires n° 5, 7, 17 et 36. Nous avons pour l'affaire n°5, une motion d'ordre de l'UDC, qui aimerait un débat organisé et la présidence vous demande un débat libre. M. Brand, c'est à vous.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Nur kurz: Wir haben einen Rückweisungsantrag mit Auflagen zum Traktandum Nummer 5 gestellt, dies allerdings sehr kurzfristig. Wir möchten jedoch nicht, dass es über dieses Thema eine ewiglange Debatte gibt. Deshalb haben wir beschlossen, einen Ordnungsantrag zu stellen, mit dem wir eine organisierte Debatte verlangen. Damit haben die Fraktionen fünf Minuten Zeit, und wir denken, das müsste eigentlich ausreichen.

La présidente. Nous allons tout de suite passer au vote pour cette affaire n° 5. Si vous êtes d'accord avec la proposition de la présidence pour un débat libre, vous votez oui, si vous acceptez la proposition de l'UDC, vous votez non.

Vote affaire 2014.RRGR.718 : proposition de la présidence (débat libre) / proposition UDC (débat organisé)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la proposition UDC

Oui	65
Non	75
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté la proposition de l'UDC. Nous serons donc en débat organisé. Nous passons tout de suite à la proposition n°7. A la place d'un débat réduit, M. Brand propose un débat organisé. Voulez-vous motiver? – Non. Est-ce que quelqu'un est contre? – Nous allons donc passer au vote. Ceux qui sont pour un débat organisé votent oui, ceux qui sont contre votent non.

Vote affaire 2014.RRGR.792 : proposition UDC (débat organisé)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	138
Non	2
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Nous serons donc en débat organisé pour l'affaire n°7. Nous passons à l'affaire n°17. Mme Schnegg a demandé un débat libre au lieu d'un débat réduit. Mme Schnegg aimerait motiver.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Hier geht es um das Traktandum 17, den Bericht zur Umsetzung des Familienkonzepts. Die EVP verlangt hier eine freie Debatte. Insbesondere auch weil zum Bericht zwei Anträge vorliegen, haben wir den Eindruck, dies werde vielleicht etwas mehr zu reden geben, als in zwei Minuten möglich ist. Wir sind zudem sicher, dass diejenigen Fraktionen, denen die Familien in diesem Kanton wichtig sind, auch etwas mehr dazu sagen möchten als innerhalb von zwei Minuten pro Fraktion möglich wäre. Wir danken Ihnen daher für Ihre Unterstützung.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui soutiennent la proposition du PEV pour un débat libre votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote affaire 2014.RRGR.11111 : proposition PEV (débat libre)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	70
Non	71
Abstentions	4

La présidente. Vous avez refusé le débat libre. Nous restons donc en débat réduit. Nous avons encore l'affaire n°36. M. Näf, si vous voulez motiver, il faut vous annoncer.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Dies ist ein Geschäft, zu welchem offenbar in verschiedenen Fraktionen unterschiedliche Meinungen vorhanden sind. Sie haben die Worte der Grossratspräsidentin gehört, wonach das Büro offenbar relativ restriktiv mit den Redezeiten umgeht. Wir denken, in solchen Fällen, in denen es innerhalb der Fraktionen unterschiedliche Meinungen gibt, kann man auch davon ausgehen, dass es noch Meinungsänderungen geben kann. Daher macht es aus unserer Sicht wirklich Sinn, dies in einer freien Debatte zu diskutieren.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent la proposition de passer en débat libre votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote affaire 2013.RRGR.1136 proposition PS-JS-PSA (débat libre)

Décision du Grand Conseil

Adoption

Oui	96
Non	47
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté la proposition de débat libre. J'aimerais encore vous transmettre une information. La motion d'ordre UDC Krähenbühl qui demandait une discussion d'abord de la motion 31 et ensuite de la motion 32 à la Direction de l'instruction publique, a été retirée.

Affaire 2014.RRGR.824

Vote électronique pour les Suisses et Suissesses de l'étranger. Exploitation. Autorisation de dépenses ; crédit d'objet ; crédit d'engagement pluriannuel 2015-2016

Annexe 24, ACE 1049/2014

La présidente. Est-ce que quelqu'un aimerait prendre la parole à ce sujet? – Ce n'est pas le cas, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit de 747 500 francs votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	133
Non	4
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté ce crédit. Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel 2015-2016.

Affaire 2014.RRGR.353

N° de l'intervention:	096-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	25.03.2014
Déposée par:	Perina-Werz (Belp, PDC)
	(porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1064/2014 du 3 septembre 2014
Direction:	CHA

Election du Conseil-exécutif: suppression de la limite d'âge

Le Conseil-exécutif est chargé de supprimer la limite d'âge prévue par la loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA) pour l'élection du Conseil-exécutif.

Développement

Dans le canton de Berne, il faut aujourd'hui avoir moins de 65 ans pour se présenter à l'élection du Conseil-exécutif. C'est ce que prévoit l'article 16 LOCA. Cette disposition est en contradiction avec la Constitution fédérale. On vit aujourd'hui plus longtemps, en bonne santé et avec toutes ses capacités intellectuelles. Cette limite d'âge doit être supprimée car elle est discriminatoire. Les plus de 65 ans ont beaucoup à nous apprendre avec leur expérience et leurs connaissances.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif a eu l'occasion à diverses reprises de donner son avis sur le bien-fondé des limites d'âge appliquées aux mandats politiques.

Il a notamment traité en 2002 quatre interventions dans lesquelles des objections étaient formulées contre de telles limites (motion urgente Fuchs/Sterchi 139/2002, motion urgente Ryser 171/2002, motion Pulver 156/2002, interpellation Wenger-Schüpbach 184/2002). C'est la décision de la commune de Madiswil d'introduire une limite de 70 ans pour les mandats publics qui avait suscité le dépôt de ces interventions.

Dans la réponse commune, le Conseil-exécutif donnait une première grille de lecture des actes législatifs cantonaux dont les dispositions définissent une limite d'âge. Le Grand Conseil s'est à l'époque rangé aux propositions du Conseil-exécutif et a adopté les interventions sans opposition. Les trois motions demandaient l'interdiction des limites d'âge, jugées discriminatoires, par la modification ou l'abrogation des actes législatifs cantonaux et communaux pertinents.

La modification de la loi du 23 juin 2004 sur les communes a introduit l'interdiction de la limite d'âge au niveau communal. De plus, la législation cantonale a été passée au crible afin que les limites d'âge discriminatoires puissent être levées, travaux qui ont été récapitulés en 2004 dans un rapport de la Chancellerie d'Etat au Conseil-exécutif. A l'issue de cet examen, la limite d'âge appliquée aux membres du Conseil-exécutif a cependant été maintenue (art. 16, al. 1 de la loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration [Loi d'organisation, LOCA]: « L'élection ou la réélection au Conseil-exécutif n'est plus possible lorsque le candidat ou la candidate a atteint l'âge de 65 ans. »)

La motion Lager 176/2004 chargeait le Conseil-exécutif de proposer au Grand Conseil une modification de la loi d'organisation pour la suppression de la limite d'âge imposée aux membres du Conseil-exécutif.

Dans sa réponse, le Conseil-exécutif s'est prononcé pour la suppression de cette limite d'âge. Il a fait référence au « Rapport du Conseil fédéral sur les limites d'âge en vigueur dans les cantons et les communes pour les membres des organes exécutifs et législatifs » du 21 avril 2004, selon lequel les limites d'âge ne constituent pas un critère de sélection adapté. Il a donc recommandé aux cantons et aux communes de les supprimer.

Le Grand Conseil a rejeté la motion Lager en février 2005, par 84 voix contre 57, et l'article 16, alinéa 1 de la loi d'organisation est donc resté en vigueur. Depuis, il n'y a pas eu d'autre intervention politique au sujet des limites d'âge.

Dans l'intervalle, seuls les cantons de Berne et de Glaris appliquent une limite d'âge aux conseillers et conseillères d'Etat dont le mandat s'exerce à plein temps, limitant ainsi leur éligibilité. Suite à l'adoption le 18 mai 2014 de la réforme de ses institutions, le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures a remplacé la limite d'âge par une restriction du nombre de mandats qu'il est possible d'exercer.

Dans la doctrine, on s'accorde à dire au sujet des limites d'âge qu'elles ne sont pas admissibles pour les autorités législatives et les membres des autorités exécutives dont le mandat s'exerce à temps partiel. Cet avis se réfère à l'interdiction de la discrimination (art. 8, al. 2 Cst.) et à la libre formation de l'opinion des citoyens et des citoyennes (art. 34 Cst.). Par contre, il n'y a pas de convergence de vues au sujet des membres d'exécutif dont le mandat s'exerce à plein temps. Une partie de la doctrine en effet estime qu'une limite d'âge est admissible en considération de la charge de travail.

Le Conseil-exécutif se prononce néanmoins pour l'abrogation de l'article 16, alinéa 1 de la loi d'organisation, comme il l'a fait dans sa réponse à la motion Lager. Il motive sa position en renvoyant à l'évolution démographique et à l'espérance de vie, qui est en augmentation constante. Il est nécessaire à la collectivité qu'au-delà d'un certain âge, les citoyens et citoyennes continuent d'exercer des responsabilités. Comme l'a dit le Conseil fédéral dans son rapport, les limites d'âge sont réductrices, elles ne tiennent pas compte des aptitudes individuelles. Un grand nombre de personnes ont montré qu'en politique aussi bien que dans la culture et les sciences, l'âge n'est pas un obstacle à la performance.

Enfin, les arguments contre l'abrogation des limites d'âge relèvent également des droits politiques et de la démocratie. Les restrictions à l'éligibilité à une autorité élue au suffrage universel doivent être appliquées avec modération dans l'optique de la liberté du vote. Le corps électoral est en définitive libre de choisir la personne qui lui paraît le mieux apte à exercer un mandat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire n°4. M. Vanoni devait reprendre cette motion, mais où est-il? – Est-ce que quelqu'un est contre cette motion? – Personne ne reprend cette motion? – Vous êtes contre, M. Gsteiger? – Et bien, venez vous exprimer, puisque je n'ai pas de motionnaire (*hilarité*). M. Gsteiger pour le PEV a la parole.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Je suis un peu étonné que cette motion ne soit pas autrement contestée. Au sein de notre parti, une nette majorité la conteste. De manière générale, il faut bien constater une désaffection des citoyens à l'égard des scrutins électoraux et également une perte de confiance envers les élus. Les gens ne comprennent notamment pas que l'âge de la retraite soit effectif pour certaines activités professionnelles mais que le monde politique, en grande partie, échappe à ce dispositif. La limite d'âge est imposée aux fonctionnaires, à certains dirigeants d'entreprises, mais pourquoi n'en serait-il pas de même pour les élus? D'habitude, pour convaincre, ici à la tribune, on cite des bons exemples. Aujourd'hui, permettez-moi de

citer un mauvais exemple. Regardez les problèmes que vivent actuellement nos voisins français. La classe politique française souffre d'immobilisme et a une incapacité grandissante à se renouveler. Il semble que la limite maximale d'éligibilité serait une solution efficace, mais une majorité n'en veut pas. Il y a trop d'anciens qui sont en place et qui défendent leur pré carré. Nous, nous l'avons, cette limite d'âge et nous devrions la garder, d'autant plus que la motion Perina que nous discutons concerne uniquement le gouvernement. Nous parlons ici des membres de l'exécutif, des directeurs, qui ont un travail astreignant, qui ont de lourdes responsabilités et qui sont politiciens à temps complet. On pourrait imaginer passer à la retraite à 70 ans, si on voulait tenir compte de l'évolution démographique et de l'espérance de vie. Cette possibilité existe déjà, puisque quelqu'un qui serait candidat à 64 ans pourrait fonctionner jusqu'à 68 ans, on est donc presque à 70 ans. Le Parti évangélique, en majorité, rejette cette motion et vous demande de maintenir la limite d'âge pour le Conseil-exécutif à 65 ans lors de la candidature.

La présidente. M. Vanoni vient de me dire qu'il n'avait jamais été question qu'il reprenne cette motion. C'est à vous, M. Klopfenstein.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Die FDP ist natürlich anderer Meinung als Herr Gsteiger. Wir unterstützen den Vorstoss voll und ganz. Wir finden, die Alterslimite von 65 Jahren sei zu starr und nicht mehr angebracht, deshalb kann man dieses Gesetz ändern. Die Begründung auf Seite zwei unten ist überzeugend. Leute von über 65 Jahren haben Erfahrung und ein Wissen, das sie durchaus in Politik und Verwaltung einbringen können. Das kann nicht schaden. In der Regel lassen sich ältere Leute auch nicht so leicht ins Bockshorn jagen – auch daher schadet es ja nicht, wenn man dort etwas bedachtere Leute hat. Die Parteien sollen dies übernehmen. Sie sollen gute Kandidaten mit angemessenem Alter liefern, und dann soll das Volk entscheiden. Hier brauchen wir kein Korsett. Vielleicht noch eine Klammerbemerkung an Herrn Gsteiger. Gute alte Staatsmänner lenkten früher Europa. Das ist gut gegangen – man muss ja als Beispiel nicht gerade Konrad Adenauer nehmen. Und, Herr Gsteiger, «La Grande Nation» im Westen ist erst ins Strudeln geraten, als sie jüngere Leute eingesetzt hat. Als noch die etwas älteren, bedachteren eingesetzt waren, ging es dort nämlich aufwärts mit dem Brutto-sozialprodukt; dies nur als Nebenbemerkung. Rein rechnerisch ist zudem Folgendes zu sagen: Wenn jemand Regierungsrat werden möchte, so will er sein Amt ja in der Regel zwei Perioden innehaben, während acht Jahren, um etwas gestalten zu können. Daher dürfte er ja bereits mit 61 Jahren nicht mehr in die Startblöcke gehen. Und 61 ist ja weiss Gott kein Alter – keine Angst, dabei spreche ich nicht von mir. Wir sind daher der Meinung, die Alterslimite von 65 Jahren sei ein alter Zopf. Die Partei soll dies übernehmen und das Volk soll entscheiden. Ein Korsett per Reglement braucht es nicht. Deshalb bin ich hundertprozentig anderer Meinung als die EVP, und die FDP unterstützt dies ebenfalls.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP unterstützt den Vorstoss einstimmig (*la présidente agite sa cloche*). Ich möchte noch eine kleine Anmerkung zum Inhalt des Vorstosses machen. Wir möchten den Antrag, den dieser Vorstoss stellt, «Änderung des Gesetzes über die Organisation des Regierungsrats und der Verwaltung» so verstehen, dass effektiv nur Artikel 16 Absatz 1 des Organisationsgesetzes abgeändert wird, welcher die Alterslimite für die Regierungsmitglieder festlegt. Es soll nicht etwa eine breite Alterslimiten-Diskussion für die Verwaltung als solche entstehen. Dort, wo im Verwaltungsapparat Leute eingestellt werden, ist es für uns immer noch richtig, ein Pensionsalter vorzusehen. Hingegen sind wir bei den Regierungsratswahlen inzwischen auch der Ansicht, das Volk, der Souverän, solle entscheiden, ob jemand noch fähig ist, im Regierungsrat Einsitz zu nehmen oder nicht. Deshalb nehmen wir den Vorstoss einstimmig an.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Es wurde eigentlich praktisch alles gesagt. Auch für uns ist dies ein alter Zopf, und wir denken, dass ja schlussendlich die Wähler entscheiden werden, ob sie jemanden noch wollen oder nicht. Für uns von der glp ist sehr wichtig, dass auch die Parteien hier Verantwortung übernehmen. Wir sind davon überzeugt, dass eine Partei kaum jemanden mit über 65 Jahren noch ins Rennen schicken wird. Das wird die Ausnahme bleiben. Wir glauben also an die Wählerinnen und Wähler, und wir glauben auch an die Vernunft. Es geht ja vor allem auch um die derzeit gewählten Regierungsrätinnen und Regierungsräte. Sie alle kennen ihr Alter gut, und ich hoffe und wünsche ihnen, dass sie selber relativ gut einschätzen können, ob sie für das Amt noch brauchbar sind oder nicht. Das wird sich also – mit oder ohne Gesetzesänderung – sicher einpendeln, und wir werden sehen, dass dies das Durchschnittsalter unserer Regierungsrätinnen und Regierungsräte nicht wesentlich anheben wird. Die glp nimmt die Motion geschlossen an.

La présidente. Si presque tout le monde est d'accord, nous pourrions voter. Mme Graber pour l'UDC, vous avez la parole.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Depuis quelques années, la tendance est à la suppression des limites d'âge pour les élections à des fonctions législatives ou exécutives. Nous saluons cette évolution positive qui concerne le canton de Berne, mais également les autres cantons. Aujourd'hui, seuls Berne et Glaris connaissent encore une disposition limitant l'accès à l'exécutif cantonal en raison de l'âge. Il s'agit là d'une discrimination qui n'a pas sa place dans notre ordre juridique. Il arrive assez souvent que des personnes de 70 ans soient plus en forme que des personnes de 50 ans. L'histoire nous offre plusieurs exemples de personnalités politiques de haut vol ayant exercé les plus hautes fonctions après 65 ans. En 1958, Charles de Gaulle est élu premier président de la V^e République à l'âge de 68 ans. Il a été un excellent président. En 1949, Konrad Adenauer est élu chancelier à l'âge de 73 ans. Ce grand chancelier, qui a résisté courageusement au nazisme, restera en fonction jusqu'en 1963, il a alors 87 ans. Ronald Reagan devient quant à lui président des États-

Unis âgé de 70 ans. Et que dire des deux derniers papes, élus tous les deux au pontificat à l'âge de 77 ans? Benoît XVI nous a laissé des textes et des réflexions d'une intelligence sommitale. François, quant à lui, ne cesse de captiver les foules avec un charisme et un sens de la communication avérés et rarement observés chez des quadragénaires. Plus près de nous, Pascal Couchepin, Otto Stich et Pierre Graber sont demeurés au Conseil fédéral jusqu'à respectivement 67, 68 et 69 ans. Il n'y a que des arguments en faveur de la suppression de cette disposition. C'est la raison pour laquelle le groupe UDC soutiendra la motion Perina-Werz à l'unanimité.

Regine Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Wie wir bereits gehört haben, verlangt die Motion die Abschaffung der Altersbeschränkung für eine Kandidatur als Regierungsrätin oder Regierungsrat. Neu soll man auch nach Erreichen des 65. Altersjahrs als Regierungsrätin oder Regierungsrat kandidieren können. Wir alle haben das Glück, in einer Zeit und einer Gesellschaft zu leben, in der man immer älter wird und dies häufig auch bei guter Gesundheit. Ein wachsender Anteil der Bevölkerung befindet sich im Alterssegment von über 65 Jahren. Mit 65 Jahren beginnt für viele Menschen ein neuer Lebensabschnitt. Ein Lebensabschnitt, in dem man noch bereit ist, sich neuen Herausforderungen zu stellen. Mit der jetzt bestehenden Alterslimite wird eine ganze Altersgruppe diskriminiert. Wir haben dieses Geschäft in der Fraktion aber kontrovers diskutiert. Neben den Argumenten für die Aufhebung dieser Diskriminierung gab es auch viele Stimmen, die sich für die Beibehaltung der Limite äusserten. Dies mit dem Argument, dass eine Altersgrenze gerade auch im Hinblick auf die hohe Arbeitsbelastung bei einem Regierungsratsamt zulässig ist. Als Grund für die Beibehaltung der heute bestehenden Regelung wurde auch angeführt, dass es in der Politik auch Platz und Möglichkeiten für jüngere Menschen braucht. Die demografische Entwicklung und damit auch die Notwendigkeit, nicht eine ganze Bevölkerungsgruppe zu diskriminieren, waren jedoch ausschlaggebend, daher stimmt eine Mehrheit der SP-JUSO-PSA-Fraktion der Motion zu.

Bettina Keller, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion unterstützt die Motion grossmehrheitlich, und wir schliessen uns allgemein der Argumentation des Regierungsrats an. Heute liegt die Alterslimite bei 65 Jahren, wenn man für den Regierungsrat kandidieren will, weil dies das AHV-Alter ist. Mit 65 Jahren soll man in den Ruhestand eintreten dürfen und nicht mehr arbeiten müssen. Dieses AHV-Alter stellt die grüne Fraktion überhaupt nicht in Frage. Aber es gibt sehr viele Menschen, Frauen und Männer, die auch nach 65 weiterhin aktiv bleiben: beruflich, sozial, künstlerisch oder eben auch politisch. Das ist ein unglaubliches Potenzial für unsere Gesellschaft, und man beginnt heute eigentlich langsam zu begreifen und zu ermessen, wie wichtig die Energie und Zeit dieser Jungrentner-Bevölkerungsgruppe für den Zusammenhalt und das Funktionieren unserer Gesellschaft ist; Stichwort Freiwilligenarbeit, Kinder hüten, die noch ältere Generation betreuen usw. Die grosse Mehrheit der grünen Fraktion hält es für demokratiepolitisch fragwürdig, wenn wir diese Gruppe von Menschen, die immer grösser wird, mit ihrem grossen Potenzial im Vornherein von

einer Wahl in den Regierungsrat ausschliessen. Ein paar Skeptiker befürchten hingegen, die Abschaffung der heute bestehenden Alterslimite könnte zur Sesselkleberei führen, indem gewisse Leute gar nicht mehr den richtigen Moment finden um aufzuhören. Unsere Skeptiker könnten dem Anliegen allerdings zustimmen, wenn damit gleichzeitig eine Amtszeitbeschränkung eingeführt würde, wie dies kürzlich im Kanton Appenzell geschehen ist. Dort wurde eine Amtszeitbeschränkung von 16 Jahren festgelegt.

La présidente. M. Hess s'exprime à titre personnel.

Erich Hess, Berne (UDC). Für mich ist es keine Diskussion: Alle ab 18 Jahren bis zu ihrem Tod sind aktiv wie auch passiv stimm- und wahlberechtigt. Somit muss auch jeder über 65-Jährige in den Regierungsrat gewählt werden dürfen. Im Gegenteil: Es ist sogar rechtlich gar nicht zulässig, dass wir Leute, die über 65 Jahre alt sind, vom Regierungsmandat ausschliessen. Diesbezüglich gab es von Seiten von Gemeinden auch schon entsprechende Gerichtsurteile. Deshalb schneiden Sie den alten Zopf aus diesem Reglement heraus und stimmen Sie der Motion zu, sodass wir das Recht hier im Kanton Bern wiederherstellen können.

Christoph Auer, chancelier. Ich werde mich kurz fassen. Der Regierungsrat nimmt sehr gerne zur Kenntnis, dass offenbar eine grosse Mehrheit von Ihnen der Annahme dieser Motion zustimmt. Noch eine Bemerkung zum Votum von Herrn Grossrat Leuenberger: Es ist richtig, dass nur die Regierungsmitglieder angesprochen sind, entgegen dem, was in der Motion bezüglich des Gesetzestitels geschrieben steht. Es geht nicht um Verwaltungsangestellte oder auch Richterinnen und Richter; es geht nur um Regierungsmitglieder.

Das aus der Sicht des Regierungsrats wichtigste Argument wurde bereits erwähnt, nämlich das demokratiepolitische Argument. Letztlich geht es darum, wer in unserem Kanton entscheiden soll, ob jemand noch Regierungsmitglied sein kann oder nicht. Wenn wir es beim jetzigen Zustand belassen, sind Sie als Gesetzgeber die Behörde, die dies entscheidet, indem Sie diese Limite ins Gesetz schreiben. Wenn wir diese Limite streichen, sind es nicht Sie als Gesetzgeber, sondern unser demokratiepolitisch am höchsten legitimates Organ, das Volk, welches entscheidet, ob im Einzelfall eine Person noch fähig sein soll, als Regierungsmitglied zu amten oder nicht. Die Regierung nimmt gerne zur Kenntnis, dass auch Sie der Meinung sind, dieser wichtige Entscheid müsse eigentlich vom am höchsten legitimates Organ, also dem Volk, getroffen werden und nicht vom Gesetzgeber. In diesem Sinne ist die Regierung froh, dass Sie der Motion mehrheitlich zustimmen können.

La présidente. Nous passons maintenant au vote. Ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 222

Non	13
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté la motion. Nous prenons donc congé de M. le chancelier.

Affaire 2014.RRGR.718

Rapport « Audit interne de la conformité au prix du marché des loyers payés par le canton »

La présidente. M. le directeur de la police, soyez le bienvenu. M. le directeur de la police remplace Mme Egger-Jenzer, qui est malheureusement toujours à l'hôpital. Nous lui souhaitons un bon rétablissement. Nous passons à l'affaire n°5. Il s'agit d'une prise de connaissance du rapport «Audit interne de la conformité au prix du marché des loyers payés par le canton». Vu que c'est la première fois que nous passons à un débat organisé, j'aimerais vous signaler que le rapporteur de la commission, en l'occurrence M. Pfister, aura huit minutes. L'auteur de la proposition, ici il n'y en a qu'un, M. Messerli, aura cinq minutes. Les groupes, qu'ils aient cinq ou cinquante membres, auront chacun cinq minutes. Nous n'avons pas d'intervenant à titre individuel et si c'est possible, le Conseil-exécutif a au maximum dix minutes. Nous allons commencer. M. Pfister, c'est à vous.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR), rapporteur de la commission. Der Ausschuss der FiKo, welcher die Geschäfte der BVE vorberät, hat sich mit der Verwaltung getroffen und den Bericht in Zusammenarbeit mit ihr diskutiert. Wir haben der Verwaltung kritische Fragen dazu gestellt, wie man mit Zumieten umgehe, bei denen sehr hohe Mietzinse bezahlt werden. Man hat uns versichert, dies werde ständig überprüft. Wenn ein Mietvertrag ablaufe und man weiterhin auf das Mietobjekt angewiesen sei, so werde der Mietzins mit dem Vermieter neu diskutiert. Wenn man die Gelegenheit habe, eine Zumietung aufzuheben, weil man in kantonseigenen Liegenschaften für einen Verwaltungszweig Platz hat, so werde dieser dort eingegliedert.

Wir stellten die Frage, wie spontan die Abteilungen denn jeweils zu einem solchen Wechsel bereit seien. Uns wurde gesagt, man habe diesbezüglich einen Gesinnungswandel feststellen können. Man sei dort jeweils sofort bereit, in kantonseigene Objekte einzuziehen. Der Ausschuss konnte feststellen, dass das AGG hier dranbleibt und den Finger darauf hält, damit man dort eben wirklich auch Geld einsparen kann. Nach all den Diskussionen mit der Verwaltung beschloss der Ausschuss intern, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und der FiKo dasselbe zu beantragen. Die FiKo hat dann ebenfalls die Diskussion über den Bericht eröffnet. Man stellte fest, es sei etwas unschön, dass eben eine interne Überprüfung gemacht wurde und keine externe. Wir mussten aber zur Kenntnis nehmen, dass der Grosse Rat, als er die Motion Messerli beriet, die ja der Auslöser für den Bericht war, deren Punkt 1 nicht überweisen hat. Aus dieser Sicht hatten wir keinen Grund, der Verwaltung zu sagen, wir würden den Bericht zurückweisen oder nicht zur Kenntnis nehmen. Somit empfehle ich dem Grossen Rat im Namen der FiKo, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Der Antrag

lautet wie folgt: Aufgrund des Antrags der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion wird beschlossen:

1. Der Bericht «Interne Analyse der Marktüblichkeit der Mietkosten bei Zumietobjekten» zur Kenntnis genommen.
2. Gestützt auf Artikel 51 Buchstabe c und Artikel 52 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. Juni 2013 über den Grossen Rat (Grossratsgesetz, GRG)
 - a) vom Bericht Kenntnis zu nehmen
 - b) die Motion Messerli 271-2011, eingereicht am 7. September 2011 und vom Grossen Rat überwiesen am 13. Juni 2012, abzuschreiben

Proposition UDC (Messerli, Interlaken)

Renvoi au Conseil-exécutif avec pour mandat de répondre aux questions suivantes :

- Quels contrats de bail ont-ils été conclus sous la pression des circonstances (délais, mauvaise position de négociation) ?
- Que pense faire le Conseil-exécutif pour ne plus devoir agir sous la pression des délais ?
- Comment expliquer la différence entre le loyer du 7, Marktgasse à Langnau (290.- CHF par m²) et celui de la Laupenstrasse à Berne (280.- CHF par m²) ?
- Que signifie « aménagé pour répondre aux besoins des utilisateurs » dans le cas du 18, Laupenstrasse ?
- Comment se présente le contrat de bail de l'école professionnelle d'administration bwd située près de la gare du Wankdorf par rapport à celui de l'école Feusi située tout près ?
- Comment se présente le contrat de bail du tribunal régional situé au 34, Effingerstrasse ?

La proposition UDC est distribuée aux membres du Grand Conseil pendant que Monsieur Messerli s'exprime à la tribune.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). (*L'orateur s'exprime en allemand standard.*) Zunächst eine Entschuldigung für die späte Einreichung und Auflage dieses Antrags. Es handelte sich um ein Kommunikationsproblem. Ich hoffe, die Fraktionen oder zumindest die Ratsmitglieder haben trotzdem noch Zeit, den Antrag zur Kenntnis zu nehmen, da er offenbar jetzt ausgeteilt wird. Ich wäre den Fraktionen dankbar gewesen, wenn Sie die Anträge noch behandelt hätten, aber das ist nun leider nicht mehr möglich, weil das Geschäft jetzt auf dem Tisch ist. Dennoch geht es um eine wichtige Angelegenheit. Es geht um Mietzinsen von jährlich 70 Mio. Franken. Die SVP stellt den Antrag, dieser Bericht sei zurückzuweisen. So einfach geht das jetzt, nach dem neuen Grossratsgesetz, nicht mehr, denn eine Rückweisung eines Berichts muss Auflagen enthalten. Diese Auflagen müssen beinhalten, was geschehen soll. Die Erklärungen der Auflagen ergeben sich praktisch von selbst. Es ist äusserst befremdlich und lässt Fragen offen, wenn der Kanton sagt, er habe unter Zeitdruck Mietverhältnisse eingehen müssen, und es sei nicht mehr möglich gewesen, diese Mietverträge aus einer guten Verhandlungsposition abzuschliessen. Das sagt ein Kanton Bern, und gibt es sogar ehrlicherweise so zu. Darum beantragen wir als Auflagen, dass folgende Fragen beantwortet und die erwähnten Mietverhältnisse darge-

stellt werden: Erstens, welche Mietverträge mussten unter dem Druck der Verhältnisse, zeitlich und aus schlechter Verhandlungsposition heraus, abgeschlossen werden? Zweitens, was gedenkt der Regierungsrat zu unternehmen, um nicht mehr unter zeitlichem Engpass handeln zu müssen? Drittens, wie ist der Unterschied zwischen dem Mietzins in Langnau, Marktgasse 7 – 290 Franken pro Quadratmeter – und demjenigen an der Laupenstrasse in Bern – 280 Franken pro Quadratmeter – zu erklären? Es ist selbstredend klar, dass dieser Unterschied doch einer Erklärung bedarf. Viertens, was heisst «nutzungsspezifischer Ausbau»? Verschiedentlich und namentlich auch im Fall der Laupenstrasse 18 wird für die hohen Kosten ein nutzungsspezifischer Ausbau erwähnt. Was ist damit gemeint? Fünftens werden zwei Mietverhältnisse nicht erwähnt, was aus unserer Sicht ein grosser Mangel ist; nämlich das Mietverhältnis betreffend die Berufsschule für Verwaltung bwd beim Wankdorfstadion im Vergleich zur in der Nähe gelegenen «Feusi». Sie werden mit hoher Wahrscheinlichkeit sehen, dass hier riesengrosse Mietzinsunterschiede bestehen und dies praktisch am selben Ort. Und schliesslich fordern wir auch die Darstellung der Mietverhältnisse «Regionalgericht» an der Effingerstrasse 34. Auch dort werden Sie feststellen, dass wahrscheinlich nicht von ungefähr im Bericht keine Rede von diesem Mietverhältnis ist. Ich ersuche Sie, den Antrag der SVP anzunehmen, diesen Bericht zurückzuweisen und den erwähnten Auflagen zuzustimmen.

Peter Moser, Bienne (PLR). An und für sich war unsere Fraktion für Kenntnisnahme dieses Berichts. Ich finde es nicht ganz seriös, dass man zu diesem Papier Stellung nehmen soll, wenn man es vor noch nicht einmal fünf Minuten erst auf den Tisch bekommen hat. Ich bin nach wie vor der Meinung, der Bericht solle zur Kenntnis genommen werden, und die SVP soll eine Interpellation einreichen mit den Fragen, die sie hier stellt.

Hans Kipfer, Thoun (PEV). Der Antrag mit Auflagen ist noch nicht bei uns angekommen. Wir konnten also schlichtweg noch nicht darüber diskutieren. Dieses Verfahren ist also schon ein wenig erstaunlich. Das ändert aber nichts an unserer Meinung. Wir hatten hier ursprünglich einmal eine sinnvolle Motion. Daraus resultiert nun ein aus meiner Sicht sinnvoller Bericht, der kurz und prägnant aufzeigt, was Sache ist. Tatsache ist, dass wir 17,5 Prozent der Kosten als überteuert einstufen. Wenn wir den Bericht lesen, sehen wir, dass die Verwaltung den Handlungsbedarf erkannt hat. Wir sind der Meinung, genau dort müsse man weitergehen. Wir haben die Möglichkeit, über Kredite und über das Budget zu steuern oder zu bremsen, wenn wir das möchten. Aber aus unserer Sicht macht es absolut keinen Sinn, hier noch einmal einen Bericht, ein dickeres Bündel Papier, mit Antworten auf zusätzliche Fragen zu verlangen. Da sollte man einen anderen Weg einschlagen. Die Grundlagen sind bekannt; es ist klar, wie die Situation ist, und nun muss man daraus entsprechende Massnahmen ableiten. Wir nehmen daher den Bericht zur Kenntnis und bitten die Verwaltung vor allem, die Massnahmen entsprechend auszuführen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Wir von der BDP-Fraktion sehen das Vorgehen, wie es im Moment läuft, nicht. Wir

empfehlen Herrn Messerli, eine dringliche Interpellation einzureichen. Das ist heute bis um 16.00 Uhr möglich. So können wir die ordentliche Beratung dieses Geschäfts irgendwann diese Woche noch nachholen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich bin etwas erstaunt über die Wortmeldungen, denn es fanden ja bereits vor der Session Gespräche über dieses Geschäft statt. Ich glaube, dabei hat sich ein wenig abgezeichnet, dass ein solcher Rückweisungsantrag kommen wird. Dass er nun so spät erst kommt, sodass Sie ihn teilweise noch nicht einmal vor der Debatte erhalten haben, tut mir leid. Wir haben ihn heute Morgen um 10.00 Uhr eingereicht, und er wurde offenbar erst jetzt ausgeteilt. Schlussendlich mussten Sie sich aber ja bereits mit dem Bericht befassen. Sie haben gesehen, was darin enthalten ist und konnten sich wahrscheinlich Ihre Gedanken dazu machen.

Noch kurz zum Rückweisungsantrag. Sie wissen, dass die Raumkosten nach den Personalkosten den grössten Ausgabenposten im kantonalen Finanzhaushalt bilden. Sie sind auch ein grosser Kostentreiber. Im Rahmen von NEF (Neue Verwaltungsführung) – das wissen wahrscheinlich die Wenigsten, die noch im Grossen Rat Einsitz haben – hatte man uns versprochen, die Raumkosten würden den einzelnen Produktgruppen zugeteilt. Dies hätte ich als einzigen Vorteil von NEF gesehen. NEF hat aus meiner Sicht ansonsten nur Nachteile, aber die Raumkostenverrechnung wäre ein Vorteil gewesen. Diese Raumkostenverrechnung hat man vonseiten der BVE klammheimlich beerdigt. Man setzte sie einfach nicht um. Das will man nicht machen. Genau diese Raumkostenverrechnung hätte aber zur Wirkung gehabt, dass man solche teuren Mietverhältnisse, wie wir sie jetzt im Kanton Bern haben, anschaut und innerhalb der Verwaltung feststellt, dass wir uns diese nicht leisten können.

Der vorliegende Bericht schafft wenig Transparenz. Sein Informationsgehalt ist sehr dürrig. Wenn man den Bericht von Wüest & Partner nicht hat, kann man auch nicht nachvollziehen, ob das, was die Regierung hier sagt, überhaupt stimmt oder nicht. Aussagekräftig wird es erst dann, wenn man die Quadratmeterpreise vergleicht und sieht, dass diese teilweise in Langnau teurer sind als in Bern an der Laupenstrasse. Das kann definitiv nicht sein. Die Lage in Bern an der Laupenstrasse, direkt neben dem Bahnhof – das ist ein ganz anderes Verhältnis als in Langnau. Es ist daher schleierhaft, weshalb solche Mietverträge seitens der Regierung eingegangen wurden. Unklar ist ebenfalls, was mit den Mieterausbauten geschieht. Diese sind ebenfalls nicht nachvollziehbar. Offenbar gab es sehr viele Mietverhältnisse, bei denen solche speziellen Mieterausbauten gemacht wurden. Und welche speziellen Mieterausbauten ein Zivilstandesamt entgegen allen anderen Büros braucht, ist mir auch schleierhaft. Ich bitte Sie daher, den Rückweisungsantrag zu unterstützen. Als Zweites verlangt die Regierung in ihrem Antrag die Abschreibung der Motion Messerli. Ich bitte Sie, diese Abschreibung zu bestreiten.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch wir sind etwas verwirrt, denn dieser Antrag lag in der Fraktions-sitzung effektiv noch nicht vor. Grundsätzlich, muss ich sagen, bin ich auch deshalb etwas verwirrt, weil die SVP ja die Gelegenheit gehabt hätte, den Bericht bereits vorgängig

in irgendeine andere Richtung zu lenken oder in der BaK oder der FiKo noch irgendetwas zu beeinflussen. Wir sind nun also in einer etwas dummen Lage. Wir haben gesehen, dass eine Mehrheit der Mietobjekte vom Kanton zu marktüblichen Mieten zugemietet werden. Das Problem sind die etwa 4 Prozent der Mietverhältnisse, die sich ein im obersten Bereich des Quantils von über 90 Prozent bewegen. Diese werden zur Diskussion gestellt. Wir als glp-Fraktion nehmen den Bericht aber zur Kenntnis. Wir wissen auch, dass die Regierung jetzt einen Schuss vor den Bug erhalten hat. Sie muss sich überlegen, wie sie künftig Mietverträge gestalten will. Sie muss Alternativen suchen, wenn es zu teuer ist. Ich glaube, das Problem ist erkannt, und ein weiterer Bericht wäre jetzt wirklich nicht sinnvoll. Wir müssen jetzt dafür sorgen, dass die Regierung den zweiten Schritt macht und bei nächsten Mieten schaut, ob man nicht etwas Einfacheres oder Billigeres zumieten könnte. In diesem Sinn nimmt die glp-Fraktion den Bericht zur Kenntnis.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Walter Messerli hat es geschafft, in unserer Fraktion für eine gewisse Unruhe zu sorgen. Wir haben versucht, dein Anliegen zu diskutieren, Walter. Wir konnten uns jedoch in der kurzen Zeit nicht wirklich entscheiden. Jedes Fraktionsmitglied wird sich daher nun noch kurz überlegen, wie es abstimmen will. Manche werden zustimmen. Es gibt aber eine grosse Mehrheit, die den Bericht so zur Kenntnis nehmen wird. Wie von den Vorrednern auch gesagt wurde, kannst du ja deine Fragen noch bis um 16.00 Uhr als dringliche Interpellation einreichen, Walter, dann wirst du sicher von der Verwaltung Antworten erhalten. Es wäre auch nicht richtig, wenn man den stellvertretenden Departementschef, Herrn Käser, nun zwänge, zu Fragen Auskunft zu geben, die nicht seine eigene Direktion betreffen. Wir finden deshalb mehrheitlich, der Bericht sei nun zur Kenntnis zu nehmen. Ein paar wenige können deinen Argumenten folgen und werden deinen Antrag unterstützen. Wir finden es aber auch nicht richtig, dass wir den Antrag erst jetzt erhalten. Man hätte ihn ja bereits heute Morgen einreichen können, das hätte das Ganze etwas verbessert. Auch wir haben ihn noch nicht schriftlich erhalten, deshalb ist das alles etwas schwierig. Daher bleiben wir hier lieber auf der sicheren Seite und lehnen den Antrag grossmehrheitlich ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Wir wurden auch etwas überrascht – vor allem auch davon, dass Walter Messerli plötzlich Hochdeutsch sprach. (*Hilarité*) Aber wir haben es verstanden. Eigentlich wurde schon fast alles gesagt. Folgendes möchte ich aber noch ausführen; der Vorredner hat es auch kurz erwähnt. Ich habe den Fraktionssprecher der SVP fast ein wenig so verstanden, dass, wenn der Bericht nicht von Wüest & Partner kommt, noch fraglich bleibt, was die Regierung sagt. Oder anders gesagt: Es wird vermutet, sie sage nicht die Wahrheit. Das finde ich etwas krass. Bevor wir uns aber definitiv eine Meinung bilden, möchten wir – gerade weil dies so kurzfristig eingebracht wurde – aus Fairnessgründen den Regierungsrat zu dieser Sache anhören. Grundsätzlich wollten aber auch wir vom Bericht Kenntnis nehmen. Wir fanden, er sei sogar eher noch etwas weiter gegangen, als ursprünglich eigentlich gefordert worden war. Aus unserer Sicht ist er doch recht

aussagekräftig. Wenn da nun tatsächlich noch irgendwelche versteckten Füchse im Weinberg sein sollten, so müssen wir sehen, wie wir diese daraus vertreiben können.

(Monsieur Näf s'approche de la tribune pour prendre la parole. La présidente l'informe que ce n'est pas possible puisque l'affaire est délibérée selon le mode du débat organisé.)

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich habe ja die erfreuliche Aufgabe, Frau Baudirektorin Egger zu vertreten. Sie befindet sich noch im Spital und lässt Sie herzlich grüssen.

Zu diesem Geschäft. In der vorberatenden Kommission BaK wurde diesem Bericht einstimmig zugestimmt, und es wurden keine Anträge gestellt. Herr Pfister hat vorhin dargestellt, wie die Beurteilung in der FiKo ausfiel. Wie richtig festgestellt wurde, ist dies ein Bericht der Regierung, nicht einer von «Wüest & Partner» oder einem anderen Expertenbüro. Dies hat einen Zusammenhang mit der Umsetzung der Motion Messerli, wie erwähnt wurde. Es geht um einen Rahmenkredit von 176 Mio. Franken für alle baulichen Unterhaltsmassnahmen im kantonalen Hochbau während den nächsten Jahren, 2015–2017. Die Jahrestanchen basieren auf einem durchschnittlichen Ansatz von einem Prozent des Gebäudeversicherungswerts des kantonalen Immobilienportfolios. Das sind etwa 5,1 Mrd. Franken. Für das Jahr 2015 sind es 51 Mio. Franken und für die Jahre 2016 und 2017 je 55 Mio. Franken. Die Ansätze für die Jahre 2016 und 2017 sind deshalb höher, weil es darum geht, den Unterhaltsrückstau zu kompensieren, der infolge der Sparmassnahmen vergangener Jahre entstanden ist. Die Ausgaben pro Unterhaltsobjekt dürfen den Betrag von 1 Mio. Franken ... *(Quelqu'un signale à Monsieur Käser qu'il ne s'exprime pas sur la bonne affaire.)*

Bitte entschuldigen Sie, der Polizeidirektor hat das falsche Geschäft vor sich *(hilarité)*. Ich hoffe, Sie verzeihen mir den kleinen Fehler. Ich komme nun zum richtigen Geschäft. Vorberatende Kommission war die FiKo. Herr Grossrat Pfister hat dargestellt, wie die Beratungen in der Kommission verlaufen sind; es wurden keine Anträge gestellt. Hier geht es, wie ich bereits erwähnt habe, um den Vollzug der teilweise überwiesenen Motion Messerli. Das Fazit, welches die Regierung zieht, lautet, dass die kantonalen Mietobjekte gesamthaft betrachtet marktgerecht zugemietet sind. Die Gründe für Objekte mit höheren Mieten sind erkannt. Der möglichst schnellen Ablösung von ungünstigen Mietverträgen wird hohe Priorität eingeräumt. Die 17 teuersten Mietobjekte werden im Bericht aufgelistet.

Wenn ich nun den Rückweisungsantrag der SVP von Herrn Messerli betrachte, so stelle ich fest, dass sich dessen erste vier Lemmata unter anderem auf die Seiten 6 und 7 des Berichts beziehen. Dabei geht es um das Zivilstandesamt in Langnau und um die Laupenstrasse. Das wurde dort beantwortet, und es wurde auch begründet, weshalb diese Objekte teurer sind. Die beiden letzten Lemmata im Rückweisungsantrag beziehen sich auf Mietverhältnisse, die eben nicht bei den teuersten sind, sondern sich in der normalen Bandbreite befinden. Hauptgründe für Mietobjekte mit teureren Mietkosten sind folgende drei: Erstens zusätzliche

Zins- und Amortisationskosten über einige Jahre – zumindest fünf Jahre –, manchmal für nutzerspezifische Ausbauten, die der Vermieter vorfinanziert hat. Ein zweiter Grund ist, dass es sich teilweise um Mietverträge handelt, die der Kanton im Rahmen einer Kantonalisierung übernehmen musste. Der dritte denkbare Grund ist, dass es sich teilweise um Mietverträge handelt, die vor allem aus zeitlichen Gründen mangels Alternativen abgeschlossen werden mussten. Ich bitte Sie im Namen der Regierung, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

La présidente. Nous allons passer au vote. Affaire n°5. Nous aurons trois votes. Tout d'abord, le renvoi du rapport assorti de charges, ensuite, l'approbation de la prise de connaissance ou non, et finalement le classement de la motion ou non. Ceux qui acceptent le renvoi du rapport assorti de charges, comme le propose l'UDC, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition UDC)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 43

Non 97

Abstentions 6

La présidente. Vous avez refusé le renvoi de ce rapport. Nous passons au deuxième vote. Ceux qui approuvent la prise de connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final (prise de connaissance du rapport)

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 104

Non 41

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance de ce rapport. Nous votons maintenant sur le classement de la motion Messerli, 271/ 2011, déposée le 7 septembre 2011 et adoptée par le Grand Conseil le 13 juin 2012. Ceux qui acceptent de classer cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement de la motion Messerli)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 98

Non 45

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté le classement de cette motion.

Affaire 2014.RRGR.793

Crédit-cadre 2015 – 2017 pour le gros entretien (la remise en état) des immeubles du portfolio cantonal ainsi que pour les dépenses connexes relevant de la compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Annexe 24, ACE 960/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n°6 «Crédit-cadre 2015–2017 pour le gros entretien (la remise en état) des immeubles du portfolio cantonal ainsi que pour les dépenses connexes relevant de la compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie». C'est une demande de crédit de 176 millions de francs. Nous sommes en débat réduit et M. Trüssel a la parole.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl), rapporteur de la commission. Herzlichen Dank an den Herrn Regierungsrat für die einführenden Worte zu diesem Geschäft (*hilarité*). Seit 1990 werden Ausgaben für Unterhaltmassnahmen mittels Rahmenkredit bewilligt. Die Änderung des Gesetzes über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG), die am 1. Juni 2014 in Kraft getreten ist, bedingte eine neue Definition der gebundenen Ausgaben. Bauliche Massnahmen zur Erhaltung von bestehender Bausubstanz gelten als neue Ausgabe. Bisher waren dies gebundene Ausgaben. Das ist der Grund, weshalb dieses Geschäft neu der Kompetenz des Grossen Rats unterliegt. Bisher betrug dieser Rahmenkredit 195 Mio. Franken, in der Kompetenz bis zu 2 Mio. Franken pro Einzelgeschäft. Neu ist vorgesehen, dass der Rahmenkredit noch 176 Mio. Franken umfasst, mit einer Kompetenz von 1 Mio. Franken pro Einzelgeschäft. Darin enthalten sind 5 Mio. Franken für so genannte Nutzeranpassungen. Das heisst, nutzungsspezifische Umbauten oder Anpassungen bis maximal 50 000 Franken pro Einzel-fall.

Was geschieht, wenn wir diesen Kredit ablehnen? Das BVE muss für jedes Geschäft, das grösser als 500 000 Franken ist, eine Kreditvorlage zuhanden des Grossen Rats erstellen. Das würde je nach Jahr etwa 20 bis 30 Objekte betreffen. Da können wir uns vorstellen, dass die Sessionen künftig wohl nicht mehr so glatt durchgehen würden. In der BaK hat uns das AGG dieses Vorgehen als sinnvoll dargestellt, und die BaK empfiehlt Ihnen den Kredit einstimmig zur Annahme.

La présidente. Vous l'avez entendu, ce crédit n'est pas contesté. Est-ce que quelqu'un dans la salle conteste ce crédit? – Ce n'est pas le cas, nous passons tout de suite au vote. Je rappelle que ce crédit était soumis au référendum financier facultatif. C'est une demande de crédit de 176 millions de francs. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	135
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.792

Crédit-cadre 2015 pour les locations cantonales urgentes

Annexe 24, ACE 957/2014

Proposition PLR (Flück, Unterseen)

Ch. 5, 3^e tiret

La Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) est informée de toute utilisation des fonds du crédit-cadre et en particulier du respect des conditions au sens des lettres a à f ainsi que de l'urgence (motivation détaillée).

Proposition UDC (Brand, Münchenbuchsee)

Rejet du crédit-cadre.

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°7 «Crédit-cadre 2015 pour les locations cantonales urgentes». Il s'agit d'une demande de crédit de 2 millions de francs et ici, nous serons en débat organisé et nous avons deux propositions d'amendement. M. Mentha prend la parole pour la CIAT.

Luc Mentha, Köniz (PS), rapporteur de la commission. Wir haben das Geschäft in der BaK angeschaut und empfehlen Ihnen einstimmig, dem Antrag zuzustimmen. Das Geschäft hat nicht zu grossen Diskussionen Anlass gegeben. Es geht darum, dass wir ja eine Neudefinition der gebundenen Ausgaben haben. Dies bedeutet, dass bei Verträgen mit jährlichen Mietkosten ab mehr als 200 000 Franken grundsätzlich der Grosse Rat zuständig wäre. Nun sagt die Regierung, sie wäre froh, wenn sie in dringenden Fällen mit solchen Geschäften nicht an den Grossen Rat gelangen müsste. Die Vorbereitung eines Grossratsgeschäfts dauert sechs bis neun Monate, und in dringenden Fällen kann es sein, dass man aufgrund dieses Zeitablaufs nicht schnell genug handeln kann. Dies kann sich unter Umständen so auswirken, dass man gute Mietverträge nicht abschliessen kann. Der Rahmenkredit von 2 Mio. Franken für 2015 soll die Kompetenz an den Regierungsrat delegieren. Gestützt darauf kann er in dringenden Fällen Verträge in der Höhe von zwischen 200 000 und 1. Mio. Franken abschliessen.

In welchen Fällen kommt dies zur Anwendung? Dafür gibt es einen Kriterienkatalog. Sie haben diesen studieren können. Es braucht eben Dringlichkeit, und es müssen die im Antrag der Regierung festgelegten Kriterien erfüllt sein. Wir haben in der BaK die Frage gestellt, welche Verträge darunter gefallen wären, wenn die Regierung den Rahmenkredit mit diesem Kriterienkatalog bereits früher gehabt hätte. Wir haben eine Liste solcher Fälle erhalten, und es wären demnach etwa vier bis sechs Geschäfte pro Jahr, die nach diesen Kriterien abgehandelt werden müssten. Wichtig zu wissen ist, dass dies nur ein Rahmenkredit für ein Jahr ist.

Ebenfalls wichtig zu wissen ist, dass die BaK über die Verwendung dieses Rahmenkredits in jedem Einzelfall einen Bericht erhält. Damit können wir prüfen, ob die Regierung den Rahmenkredit korrekt nutzt oder ob sie die Spielregeln, die sie hier deklariert hat, unserer Meinung nach nicht einhält. Wie gesagt unterstützt die BaK den Antrag. Sollte sich in Zukunft zeigen, dass dieser Rahmenkredit nicht korrekt oder sinnvoll eingesetzt wird, könnten wir bereits nach einem Jahr einen allfälligen nächsten solchen Rahmenkredit nicht mehr gewähren oder grundsätzlich eine Neubeurteilung vornehmen.

Natürlich ging es auch um die Grundsatzfrage, ob der Regierungsrat mit der Kompetenzabgrenzung, die er jetzt nach der Parlamentsreform neu zur Kenntnis nehmen musste, einfach Mühe hat und diese nicht will, oder ob es wirklich dringende Fälle gibt, in denen man deswegen gute Mietlösungen nicht abschliessen könnte. In der BaK überwog die letztere Sichtweise. Es kann effektiv Fälle geben, in denen eine Geschäftsbehandlungsdauer von sechs bis neun Monaten ein Geschäft zum Scheitern bringen könnte, und das wäre nicht im Interesse unseres Kantons.

Ich kann noch bekannt geben, dass sich die BaK mit dem Antrag der FDP befasst hat. Wir haben den Eindruck, diese Präzisierung sei sinnvoll. Wir haben es immer so verstanden, dass der BaK im Einzelfall wirklich im Detail darüber Bericht erstattet werden muss, ob Dringlichkeit gegeben war, als man den Mietvertrag abgeschlossen hat, und ob die Kriterien erfüllt waren. In diesem Sinn ist die BaK einstimmig der Auffassung, man könne diesen Zusatzantrag der FDP-Fraktion gutheissen. Den Ablehnungsantrag der SVP lehnen wir einstimmig ab. Wir sind der Meinung, man könne den Rahmenkredit, wie er von der Regierung beantragt wurde, beschliessen.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Der Kommissionssprecher hat es bereits gesagt: Wir haben den Antrag eingebracht, weil wir das Gefühl hatten, die Dringlichkeit, wegen der man dieses Geld aus dem Rahmenkredit benötigt, müsse jeweils wirklich auch begründet werden. Es darf beispielsweise nicht sein, dass man schlussendlich verschleppte Geschäfte über diesen Kredit abwickelt. Deshalb muss die Dringlichkeit detailliert begründet sein. Ich sage auch gleich, dass die FDP-Fraktion den Antrag der SVP ablehnt. Wir stimmen dem Geschäft grundsätzlich zu, und ich bitte Sie, unserem Antrag ebenfalls zuzustimmen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Der Kommissionsprecher hat es erwähnt: Der Regierungsrat schreibt selber in der Einleitung, dass das Geschäft, welches wir nun behandeln, eine Folge der neuen Definition der gebundenen Ausgaben ist. Wir haben im Rahmen der Revision des Parlamentsrechts explizit gewollt, dass die Kompetenz der Regierung im Bereich der gebundenen Ausgaben eingeschränkt wird; dass also mehr Geschäfte, die der Regierungsrat bisher unter gebundenen Ausgaben deklariert und selber beschlossen hat, nun hier im Grossen Rat behandelt werden. Das vorliegende ist ganz klar ein Geschäft, bei dem es darum geht, diese Kompetenzverschiebung, die wir im Parlamentsrecht vorgenommen haben, faktisch wieder rückgängig zu machen. Das ist unseres Erachtens nicht nötig.

Hier geht es um grosse Geschäfte, um grosse Zumieten, um grossen Bedarf des Kantons. Ich kann mir schlicht nicht vorstellen, dass der Kanton Bedarf hat, innerhalb von sechs oder acht Monaten plötzlich schnell einen Mietvertrag für über 200 000 Franken abzuschliessen. Solche Bedürfnisse kommen rechtzeitig; und zwar so rechtzeitig, dass man Gelegenheit hat, ein entsprechendes Grossratsgeschäft vorzubereiten. Und wenn man das Gefühl hat, es reiche nicht in sechs Monaten, so kann man für Derartiges ganz sicher auch ein Grossratsgeschäft in etwas kürzerer Zeit durchpeitschen, sodass man es vielleicht schon innerhalb von drei oder vier Monaten hier im Grossen Rat behandeln kann. Damit ist man nicht gezwungen, hier praktisch auf ein Notrecht zurückzugreifen und einen solchen Rahmenkredit zu beschliessen. Geschäftsmietverträge haben eine Kündigungsfrist von sechs Monaten. Will also ein Vermieter seinen Mietvertrag mit dem Kanton kündigen, so muss er dies sechs Monate im Voraus sagen. Und sechs Monate reichen aus, um ein entsprechendes neues Kreditgeschäft in den Grossen Rat zu bringen, sollte dies nötig sein.

Zu denken gab uns auch das hiervor behandelte Geschäft, der Bericht, in dem der Regierungsrat die Mietverhältnisse dargelegt hat. Wenn man dort sieht, dass 71,6 Prozent der Mietzinse, die in diesem Bericht erwähnt sind, Mietverhältnisse betreffen, die im oberen bzw. im teuren Mietsegment liegen, dann frage ich mich, ob es nicht vielleicht besser wäre, wenn der Regierungsrat mit diesen grossen Geschäften tatsächlich vor den Grossen Rat kommen müsste. Vielleicht ergäbe das ja auch eine gewisse Handhabe gegenüber den Vermietern.

Der Rahmenkredit gelte für ein Jahr, wurde vorhin gesagt. Das mag sein; im Bericht steht aber, es sei ein mehrjähriger Verpflichtungskredit. Vielleicht wäre es gut, wenn der Regierungsrat nachher noch sagt, was mit dem mehrjährigen Verpflichtungskredit gemeint ist. Die Information an die BaK ist auch sehr gut, daher unterstützen wir selbstverständlich den Antrag der FDP. Ich frage mich einfach, was das nützt. Denn am Ende geht es einfach um die Information. Schlussendlich läuft es genauso, wie es bisher gelaufen ist: Der Regierungsrat beschliesst, dann orientiert er schnell die BaK, danach können wir uns hier im Rat noch ein wenig darüber räuspern und damit ist es dann erledigt. Ich bitte Sie deshalb, unseren Ablehnungsantrag zu unterstützen und das Geschäft abzulehnen, denn es ist unnötig.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Ich werde kaum zum Geschäft selber sprechen; dieses hat der Sprecher der BaK sehr gut vorgestellt. Ich kann mich auch kurz fassen. Die Grünen werden dem Antrag der FDP zustimmen. Den Rückweisungsantrag lehnen wir einstimmig ab. Der Regierungsrat braucht diese Flexibilität. Es handelt sich um ausserordentliche Fälle von Zumieten, und bei diesen muss der Regierungsrat rasch handeln können. Zudem kommt dies den Kanton viel günstiger zu stehen, als wenn er bei jeder Zumiete ein Grossratsgeschäft vorbereiten und die ganze Schlaufe durchlaufen muss. Deshalb empfehlen Ihnen die Grünen einstimmig, den Antrag SVP, Brand, abzulehnen und dem Geschäft zuzustimmen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Auch für die EDU-Fraktion ist die Dringlichkeit zu wenig begründet, als dass

wir dem Rahmenkredit zustimmen könnten. Es wurde erläutert: Wir haben eine neue Kompetenzenregelung eingeführt, und schon beim ersten Mal wollen wir hier ein Präjudiz schaffen. Wir glauben nicht, dass die Regierung ohne diesen Kredit stark in ihrer Handlungsfähigkeit eingeschränkt wäre. Hinzu kommt etwas, das Kollege Brand noch nicht ins Feld geführt hat, und das wir betonen möchten: Wir glauben nicht, dass ein Vermieter bei einem allfälligen Mietgeschäft nicht abwarten würde, bis der Grosse Rat darüber befunden hat. Der Kanton ist ein zahlungsfähiger, zuverlässiger Mieter, deshalb glauben wir kaum, dass damit irgendein Geschäft verhindert würde. Die Bedingungen a bis e wären für uns eigentlich in Ordnung gewesen. Aber die Bedingung f öffnet Tür und Tor für jährliche Mehrausgaben. Es ist kein gutes Geschäft, wenn man dringlich jährliche Mehrkosten von über 200 000 Franken im Einzelfall auf diese Weise durchwinkt. Wir werden deshalb dem Antrag SVP, Brand, zustimmen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die BDP-Fraktion stimmt dem Rahmenkredit für Zumieten für das Jahr 2015 zu. Wir sehen, dass der Regierungsrat ein solches Instrument braucht, um im Einzelfall flexibel handeln zu können. Dies umso mehr, als seinem Handeln mit den hier stipulierten Kriterien ja Barrieren und Schranken gesetzt sind, und er gleichwohl nicht machen kann, was er will. Den Antrag FDP, Flück, nehmen wir an, den Antrag SVP, Brand, lehnen wir ab.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt dem Rahmenkredit für Zumieten zu. Zum Vorschlag der FDP, Flück: Wir sind der Meinung, das wäre nicht unbedingt nötig, aber es ist für uns okay, wir stimmen dem also zu. Den Antrag der SVP, Brand, lehnen wir klar ab. Wir sind derselben Ansicht, wie sie bereits vom Sprecher der BaK ausgeführt wurde. Wir gehen davon aus, dass nach einem Jahr die Möglichkeit besteht, zu korrigieren oder einzugreifen. Es braucht daher dort kein Übersteuern oder ein weiteres Reglementieren. Deshalb stimmen wir dem Geschäft insgesamt zu, ebenso dem Antrag FDP, und den Antrag SVP lehnen wir ab.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Auch die EVP wird dem Rahmenkredit zustimmen. Wir haben es bereits gehört: Es geht um eine Neudefinition der Zumietkosten neu als gebundene Kosten. Die Regierung argumentiert, sie benötige dort grössere Flexibilität, um in dringenden Fällen rasch handeln zu können. Diese Argumentation ist für uns einleuchtend. Wir gehen auch nicht davon aus, dass damit die Parlamentsrechtsrevision unterlaufen wird. Andererseits werden mit der Ausgabendelegation an den Regierungsrat natürlich durchaus auch gewisse Ausgaben einer breiteren politischen Diskussion entzogen. Das sehen wir durchaus ein. Deshalb ist es für uns sehr wichtig festzustellen, dass diese Vorlage aus unserer Sicht keinen Blankoscheck für die Regierung darstellt. Unter Buchstabe a bis f sind ganz klare Kriterien aufgeführt, wann die Regierung tatsächlich von den dringlichen Ausgabenmassnahmen Gebrauch machen kann. Luc Mentha sagte bereits, dass dieser Kredit zudem eine einjährige Angelegenheit sein wird.

Der wichtigste Punkt ist aber eigentlich das vorgesehene Controlling durch die BaK. Es ist sehr wichtig, dass diese Sachbereichskommission eben nicht einfach nur dasitzt und durchwinkt, sondern dass sie tatsächlich informiert wird. So kann sie auch ein Auge darauf halten, ob sich die neuen Verträge, die abgeschlossen werden, in einem marktüblichen Bereich bewegen. Das halte ich für sehr wichtig. Ich gehe davon aus, dass die BaK so, wie sie nun ihre Arbeit aufgenommen hat, durchaus in der Lage sein wird, dort ein Auge darauf zu halten.

Christian von Kaenel, La Lenk (UDC). Die SVP-Fraktion lehnt das Kreditgeschäft grossmehrheitlich ab. Ich glaube, Peter Brand hat bereits ausgeführt, welches die Gründe dafür sind. Grundsätzlich sind wir dagegen, dem Grossen diese Kompetenz zu entziehen; auch die Geschäfte ab 200 000 Franken sollen Grossratsgeschäfte bleiben. Wir sind der Meinung, die Begründung mit den Vorbereitungsarbeiten von sechs Monaten Dauer sei eine gewisse Alibiübung. Die Vertragskündigungen müssen ja rechtzeitig erfolgen. Wir sind daher überzeugt, dass man auch die entsprechenden Mietobjekte vor den Grossen Rat bringen könnte. Wir sind zudem der Meinung, dies sei planbar. Man muss diese Mietobjekte rechtzeitig planen und deshalb haben wir das Gefühl, diese 2 Mio. Franken seien zu hoch. Unter Traktandum 5 haben wir ja bereits gehört, dass wir 70 Mio. Franken ausgeben. Deshalb sind wir ganz klar der Meinung, wir müssten hier nun bremsen, und jedes Mietgeschäft sollte vor den Grossen Rat gebracht werden, damit wir es hier auch diskutieren können. Aus diesen Gründen lehnen wir den Kreditantrag grossmehrheitlich ab.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Auch diesem Geschäft hat die BaK einstimmig zugestimmt. Es geht um einen Rahmenkredit von 2 Mio. Franken, damit der Regierungsrat im Jahr 2015 bei Bedarf klar definierte dringende Zumietgeschäfte selber bewilligen kann. Die Ausgaben pro Mietobjekt dürfen dabei den Betrag von 1 Mio. Franken pro Jahr nicht übersteigen. Es geht um Zumietgeschäfte, die über den ordentlichen Weg nicht rechtzeitig bewilligt werden können. Die Kriterien für die Finanzierung über diesen Rahmenkredit müssen erfüllt sein. Diese Kriterien werden unter Ziffer 5 abschliessend aufgelistet.

Es war eine interessante Diskussion, der ich hier zuhören konnte. Es war viel von Gefühlen die Rede: «Wir haben das Gefühl, das gehe nicht», «Wir haben das Gefühl, die Regierung «täuppelet», weil sie diese Kompetenz nicht mehr hat.» – Ich habe nicht das Gefühl, dies sei der Grund, weshalb die Regierung dieses Geschäft einbringt. Der Rahmenkredit ist eigentlich eine Sparmassnahme. Wenn Sie heute dem Ablehnungsantrag zustimmen, verzichten Sie auf Einsparungen, die der Kanton gegebenenfalls im Jahr 2015 machen könnte, weil er schnell handeln könnte.

Worum geht es bei diesem Rahmenkredit? Nach der neuen Definition der gebundenen Ausgaben in Zusammenhang mit dem neuen Parlamentsgesetz wird das Parlament künftig auch über Mietgeschäfte mit einer jährlichen Miete von mehr als 200 000 Franken bestimmen können. Das ist für die Regierung absolut in Ordnung. Die vorangegangene Debatte zum hiervor behandelten Geschäft, zur Marktüb-

lichkeit von Mieten, hat gezeigt, dass dieses Thema eine gewisse politische Brisanz haben kann und auch aus Sicht der Finanzen wichtig ist. Die neue Lösung hat aber auch zur Folge, dass bei dringenden Geschäften allenfalls ein Problem bestehen kann, weil die ordentliche Bearbeitungsdauer von Grossratsgeschäften in der Regel sechs bis neun Monate dauert. Diese Zeitspanne kann in dringlichen Fällen eben zu entsprechenden Problemen führen. Ich habe vorhin gehört, wie jemand sagte, er habe das Gefühl, ein Vermieter werde warten, bis der Grosse Rat darüber befunden habe. Ich könnte Ihnen da von einigen anderen Gefühlsregungen erzählen, wie wir sie insbesondere bei Mietgeschäften in Zusammenhang mit dem Asylwesen erlebt haben. Dort hat man jeweils das Gefühl, man lebe nicht auf demselben Stern wie gewisse Vermieter. Es kann also tatsächlich ein Problem sein, wenn man sechs bis neun Monate warten muss, bis man das Geschäft abschliessen kann.

Für solche – und nur für solche – Fälle schlägt die Regierung den vorliegenden Rahmenkredit vor. Er ist bewusst klein gehalten, und er soll wirklich nur in ausserordentlichen Ausnahmefällen zur Anwendung kommen. Der Beschluss nennt deshalb auch klar und abschliessend alle Kriterien für diejenigen Fälle, in denen die Regierung in Vertretung des Grossen Rats solche Mietverträge eingehen darf. Weiter ist stipuliert, dass die BaK über jede Verwendung der Mittel aus diesem Rahmenkredit unverzüglich und detailliert informiert wird. Ich gehe doch davon aus, dass die BaK nachfragen oder kritisch hinterfragen würde, wenn die Baudirektion nicht sauber informieren würde. Ich gehe davon aus, die Baudirektion habe jedes Interesse, diese Informationen sauber, klar und offen in die BaK zu bringen.

Was geschähe nun, wenn der Ablehnungsantrag angenommen würde? Es ist ganz einfach: Dem Kanton könnten Mehrkosten entstehen. Dies beispielsweise dann, wenn ein attraktives und kostengünstiges Angebot aus Zeitgründen nicht angenommen werden kann. Oder auch, wenn ein Provisorium nötig wird, weil nach einer Kündigung eines Mietverhältnisses nicht schnell genug eine neue Mietlösung abgeschlossen werden kann. Es ist der Regierung ein wichtiges Anliegen, dass überteuerte Mietverhältnisse künftig möglichst nicht mehr vorkommen. Dafür ist aber auch wichtig, dass die Regierung in begründeten und kleineren Fällen, in denen Dringlichkeit und Zeitdruck bestehen, rasch handeln kann. Ohne einen entsprechenden Rahmenkredit für dringliche Zumieten besteht aber das Risiko, dass das Gegenteil geschieht. Die Regierung nimmt den Antrag der FDP von Herrn Flück an und lehnt den Antrag der SVP von Herrn Brand ab.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent l'amendement du PLR, M. Flück, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition PLR)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 137

Non 1

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté cet amendement. Nous passons donc maintenant au vote. Ceux qui acceptent ce crédit-cadre de 2 millions, comme le proposent le Conseil-exécutif et la CIAT, disent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote final (proposition du Conseil-exécutif et de la commission / proposition de renvoi UDC)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 86

Non 47

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.818

Institut de pathologie de l'Université de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

Annexe 24, ACE 997/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n°8 «Institut de pathologie de l'Université de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation». Il s'agit d'une demande de crédit de 7 530 000 francs qui est soumise au référendum financier facultatif. M. Moser vous avez la parole, si vous le voulez. M. Moser ne veut pas s'exprimer. Est-ce que ce crédit est contesté? – Ce n'est pas le cas, nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 128

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.844

Berne – Hallerstrasse 6/8. Loyer et frais accessoires pour les surfaces d'archives et de bureaux du 1^{er} au 3^e sous-sol ; crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 24, ACE 1018/2014

La présidente. Nous passons à l'affaire n°9 «Berne – Hallerstrasse 6/8. Loyer et frais accessoires pour les surfaces d'archives et de bureaux du 1^{er} au 3^e sous-sol; crédit d'engagement pluriannuel». Il s'agit d'un crédit d'enga-

gement pluriannuel. M. Aeschlimann, vous être le porte-parole de la CIAT et vous ne demandez pas la parole. Est-ce que ce crédit est contesté? – Il s'agit d'un crédit de 295 246,80 francs. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit d'engagement pluriannuel votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 126

Non 1

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2013.RRGR.1363

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

Proposition du Conseil-exécutif :

M 211-2011 Kohler (Steffisbourg, PBD). Limiter la pollution lumineuse pour éviter de gaspiller de l'énergie

Traitement au Grand Conseil: 7 juin 2012

Décision: Adoption

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Nous passons à l'affaire n°10 «Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014». M. Pfister, pour la Commission des finances, aurait la parole. Il ne veut pas s'exprimer. Est-ce que quelqu'un aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette proposition de prolonger le délai de deux ans votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 131

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté la proposition.

Affaire 2014.RRGR.610

N° de l'intervention: 116-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 02.06.2014

Déposée par: Hofmann (Berne, PS)
(porte-parole)

Cosignataires: 17

Urgence: refusée le 05.06.2014
N° d'ACE: 1204/2014 du 15 octobre 2014
Direction: TTE

BKW transgresse la politique gouvernementale

Le Conseil-exécutif est chargé, en sa qualité d'actionnaire majoritaire de BKW, d'exiger de la société qu'elle se retire du groupe de recourants opposés au réseau de mesure de la radioactivité dans l'environnement URAnet.

Développement

Dans le *Bund* du 8 mai dernier, on pouvait lire l'information suivante : « BKW, Axpo, KKW Gösgen et KKW Leibstadt AG refusent de financer le réseau URAnet. Il était prévu à l'origine de poser les premières sondes pour mesurer la radioactivité de l'Aar et du Rhin cette année et de remplacer le système de surveillance de l'air une année plus tard. » [trad.]

Les organisations en question ont formé ensemble recours contre la construction du réseau de mesure.

Après la catastrophe de Fukushima, il est apparu clairement que le risque de contamination radioactive de l'eau était nettement sous-estimé dans notre pays. Si au Japon, on a observé des rejets radioactifs dans la mer, à Mühleberg, ces rejets s'écoulent dans l'Aar, puis, à travers le Mittelland, dans le lac de Bienne. La contamination de l'Aar serait désastreuse pour les captages d'eau potable.

Dans l'article du *Bund*, on lit encore : « La découverte de césium radioactif en provenance de Mühleberg dans le lac de Bienne l'été dernier a fait des vagues. Certes, les valeurs limite étaient loin d'être atteintes. Mais l'étonnement initial des autorités face à l'augmentation de la radioactivité a mis en évidence les graves lacunes du système de surveillance de la radioactivité dans les eaux. » [trad.]

Il apparaît donc que le déversement d'isotopes radioactifs dans l'Aar est problématique, même en cas « d'exploitation normale ». Raison pour laquelle j'avais déposé une interpellation à ce sujet le 10 septembre 2013. J'avais découvert alors que Mühleberg déverse nettement plus de rejets radioactifs que les autres centrales suisses, fait d'ailleurs confirmé par le Conseil-exécutif dans sa réponse.

Une autre citation du *Bund* : « Dans sa réponse à des interventions déposées par les Verts, le Conseil fédéral a reconnu que les systèmes actuels de mesure sont insuffisants. Mais, dès le 15 mai 2013, il a décidé la mise en place d'un nouveau réseau automatique de mesure de la radioactivité de l'air et, c'est nouveau, de l'eau. » [trad.]

La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie n'est pas restée inactive non plus : dès le mois de janvier 2013, elle affirmait clairement (dans une prise de position adressée à l'IFSN) que Mühleberg devait réduire et contrôler ses rejets radioactifs. C'est ce qu'elle affirmait dans la réponse à mon interpellation susmentionnée.

Une dernière citation du *Bund* : « Le recours des exploitants va retarder le processus, comme le confirme Sybille Estier, la responsable de la Section URA Radioactivité de l'environnement de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). » [trad.] Ces retards totalisent au moins une année, peut-être plus. L'OFSP juge lui aussi manifestement urgente la mise en place du réseau de mesure.

Pourquoi BKW a-t-elle toutes les raisons de se retirer du groupe de recourants ?

Mühleberg présente diverses caractéristiques qui lui sont propres :

1. Le Conseil-exécutif juge urgent de mettre en place un réseau de mesure et de réduire les rejets radioactifs. L'attitude de BKW, qui a fait recours, sabote donc les intentions du gouvernement. Le réseau en question conditionne en effet la réalisation de toutes les autres mesures.
2. D'après la BZ du 6 mai, BKW est la seule exploitante de centrale nucléaire de Suisse dans laquelle le canton détient une participation majoritaire.
3. Mühleberg est de toutes les centrales suisses celle qui déverse le plus de substances radioactives en régime d'exploitation normale (cf. ci-dessus).

Comparée aux bénéfices de Mühleberg (déclaration de Madame Thoma dans la BZ du 19.4.2014 : « La fermeture de la centrale va réduire les bénéfices de BWK de 120 millions par an. » [trad.]), la somme sur laquelle porte le litige est très modeste : 350 000 par an pendant 15 ans, toutes centrales confondues. Et BKW ne devrait en payer qu'une partie. C'est de la négligence pure d'empêcher la mise en place d'un réseau de mesure pour une somme aussi ridicule.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel, dans le domaine des centrales nucléaires, la sécurité – et avec elle les systèmes qui permettent de la mesurer et de la surveiller – est tout à fait centrale. Dans toutes les décisions relatives à la stratégie et à l'exploitation, il est impératif d'accorder à la sécurité une priorité absolue. Que BKW participe ou non à la procédure juridique en question n'a cependant pas de répercussions directes qui seraient significatives sur le plan de la sécurité. Le Conseil fédéral a fait savoir qu'il avancera les fonds nécessaires au financement du réseau de mesure dans l'eau, de manière à ce que le recours n'entraîne pas de retards à ce niveau. Il s'agit ici d'une décision de nature purement procédurale, qui relève de la responsabilité de la direction de BKW. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a en l'occurrence pas lieu de se mêler de cette question qui relève de la compétence opérationnelle de BKW.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°11, motion 116-2014 de M. Hoffmann, «BKW transgresse la politique gouvernementale». Cette motion est rejetée par le Conseil-exécutif. M. Hofmann, annoncez-vous et vous aurez ensuite la parole.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die Antwort der Regierung ist kurz – allzu kurz – und zudem ungenau. Eine bessere Antwort gab der Bundesrat am 2. Juli 2014 auf eine ähnlichen Vorstoss im Nationalrat von Nationalrätin Martina Munz. Der Titel ihrer Anfrage war: «Überwachung der Radioaktivität durchsetzen». Es sollen zwei neue Überwachungssysteme für Radioaktivitätsmessungen gebaut wer-

den, eines für Gewässer und eines für die Luft. Das System für Gewässer kostet wesentlich weniger, ist aber dringlicher, denn bisher gab es gar keine Messungen, die unabhängig von den Betreibern der AKW vorgenommen wurden. Die AKW haben einfach während Jahrzehnten radioaktive Abfälle in die Aare abgelassen und nahmen diese Messungen selber vor. In Zukunft ist die Idee, dass man solche Messungen unabhängig von den Betreibern installieren würde. Die Messsysteme, das hat die Regierung richtig bemerkt, werden vom Bund vorfinanziert. Das heisst, die Rekurse der AKW-Betreiber haben also keinen Einfluss auf das Zeitprogramm für die Installation der Systeme. Wahrscheinlich hat dazu auch die Anfrage von Frau Munz etwas beigetragen.

Das Überwachungssystem der Luft ist wesentlich teurer als das für das Wasser, und es wird nicht vorfinanziert. Hier kann man natürlich sagen, es würden bereits jetzt Luftmessungen auf Radioaktivität hin durchgeführt. Aber den Einwand, dass es dies bereits gibt, kann man so beantworten – ich zitiere aus der Antwort des Bundesrats auf den Vorstoss Munz: « ... das vom BAG betriebene Netz für die Luftüberwachung ist veraltet.» Die Verzögerung der Installation eines neuen Luftüberwachungssystems wird also mindestens ein Jahr – je nach Ausgang des Prozesses auch mehr als ein Jahr – dauern. So lange wird man also nach dem Willen der BKW und der anderen AKW-Betreiber die Luft mit einem veralteten System überwachen. Das heisst, das Ganze ist eben doch sicherheitsrelevant, und nicht wie die Regierung anführt, überhaupt nicht sicherheitsrelevant.

Es gibt aber noch einen gewichtigeren Einwand gegen die Antwort der Regierung. Gemäss Regierung soll es sich um einen «... rein verfahrenstechnischen Vorgehensentscheid, für den die Geschäftsleitung der BKW zuständig ist» handeln. Das erscheint mir völlig abwegig. Die zentrale Frage ist doch, ob hier das Verursacherprinzip gilt oder nicht. Die AKW-Betreiber inklusive BKW wenden sich gegen eine Kostenübernahme von 80 Prozent an den Überwachungssystemen. Das heisst, sie anerkennen schlicht und einfach das Verursacherprinzip nicht. Das erscheint mir doch als ziemlich gravierend. Der Fraktionssprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion wird sich dazu noch genauer äussern.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Die Antwort des Regierungsrats ist kurz. Kurz kann eben auch gut sein. Wir sind mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden. Es entsteht ja keine Verzögerung, weil der Bundesrat klar gesagt hat, das Messnetz für das Wasser werde vorfinanziert. Und es geht hier um das Wasser; Herr Hofmann ist nun auf die Luft umgeschwenkt, aber seine Motion zielt auf das Wasser. Es geht vielleicht hier auch noch darum, die Grössenordnungen und Verhältnismässigkeiten zu sehen. Das haben auch Presseberichte gezeigt. Die Ergebnisse liegen ja weit unter den Grenzwerten. Wenn wir die Luftmesswerte betrachten, so leben wir im Haslital bekanntlich um einiges oberhalb dessen, was um Mühleberg herum ist, ohne dass wir bei uns ein Kernkraftwerk hätten. Da könnten wir manchmal auch reklamieren. Kurz zusammengefasst ist die SVP mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden und lehnt die Motion ganz klar ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Die Grünen danken Res Hofmann für den Vorstoss. Grossrat Hofmann hat

in seinen Ausführungen den Sachverhalt klar dargestellt. Dem gibt es eigentlich nicht mehr viel beizufügen. Es ist hier ein ganz klarer Fall. Die allfällig ins Wasser oder in die Luft austretende Radioaktivität wird durch die AKW selber verursacht. Sie haben sich somit auch an den Kosten für diese Überwachung zu beteiligen. Es ist ganz klar, dass hier das Verursacherprinzip eingehalten werden muss. Nicht zuletzt ist ja auch der Bedarf an einem solchen Überwachungssystem klar nachgewiesen. Das ENSI fordert dies auch. Es ist ungeheuerlich und völlig unverständlich, dass sich die BKW gegen die Übernahme dieser Kosten sträubt, wo sie sich sonst doch so sehr mit dem Slogan «safety first» brüstet, den sie sich auf die Fahne geschrieben hat. Notabene sind diese Kosten ja auch nicht dermassen astronomisch. Wie man gesehen hat, sind es 350 000 Franken pro Jahr. Aufgeteilt auf fünf AKW ergibt dies 70 000 Franken pro Jahr. Das kann ja nicht so wahnsinnig viel sein. Wir sind deshalb auch etwas erstaunt über die Antwort des Regierungsrats, der sich hier mit dem Hinweis, es handle sich um ein operatives Geschäft, das nicht in seiner Verantwortung liege, aus der Affäre ziehen will. Es ist nicht nur bei der BKW sondern sicher auch bei anderen Unternehmen Aufgabe des Verwaltungsrats, bei wichtigen Entscheiden einzugreifen, wenn es nötig ist. Und hier ist unseres Erachtens ein korrigierendes Eingreifen nötig. Hier, werter Regierungsrat, ist es wirklich nötig! Ansonsten wird der Slogan «safety first» der BKW zu einer leeren Worthülse. Fazit: Die Grünen unterstützen die vorliegende Motion ganz klar und einstimmig. Wir bitten Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, hier ein Zeichen zu setzen und dies ebenfalls zu tun. Die BKW muss auch hier ihre Verantwortung vollumfänglich übernehmen.

Pierre Masson, Langenthal (PS). In der Politik geht es nicht darum, viele Worte zu gebrauchen, sondern treffende. Das ist meines Erachtens dem Motionär in seinem Votum gelungen. Als Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion knüpfe ich an sein Votum an und nehme den Faden beim Stichwort «Verursacherprinzip» auf. Res Hofmann hat es erwähnt: Die Frage ist, ob hier das Verursacherprinzip gilt oder nicht. Die AKW-Betreiber, inklusive BKW, wehren sich gegen die Übernahme von 80 Prozent der Kosten für die geplanten Messsysteme. Das heisst, sie anerkennen das Verursacherprinzip nicht. Betrachten wir einmal, was dazu in den Verfassungen festgehalten ist. Bundesverfassung, Artikel 74 Umwelt: «Die Kosten der Vermeidung und Beseitigung trägt der Verursacher». Kantonsverfassung, Artikel 31, Umweltschutz: «Kosten für Umweltschutzmassnahmen sind in der Regel nach dem Verursacherprinzip zu tragen.» Das heisst, die AKW-Betreiber müssten nicht nur 80 sondern 100 Prozent dieser Kosten für die Messsysteme übernehmen. Wenn ein massgeblich dem Staat gehörender Betrieb sich um das verfassungsrechtlich geltende Verursacherprinzip foutiert, dann mutet es einigermassen seltsam an, wenn die Regierung von einem rein verfahrenstechnischen Vorgehensentscheid spricht, für den die Geschäftsleitung zuständig ist. Ebenso mutete es seltsam an, dass der Regierungsrat keinen Anlass sieht, sich in dieser Frage in die operativen Zuständigkeiten der BKW einzumischen. Man kann auch mit so genannt operativen bzw. verfahrenstechnischen Massnahmen gegen die Verfassung verstossen, und in

solchen Fällen müsste die Aufsichtspflicht der Regierung greifen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich kann mich eigentlich relativ kurz fassen. Wir folgen hier dem Regierungsrat. Wir sehen es gleich wie er: Mit diesem Vorstoss wird der Fokus zu sehr auf das operative Geschäft gelegt. Wir finden, man müsse dort nicht dermassen in die Details eingreifen. Etwas möchten wir aber gleichwohl festhalten: Auch für uns ist natürlich der ökologische Aspekt ganz klar zentral, und wir sehen, dass dieser Aspekt hinter der Motion steht. Aber wenn man derart ins Detail eingreift, geht uns das fast zu weit. Wir möchten jetzt eigentlich lieber den strategischen Entscheid stützen, den die BKW gefällt hat, nämlich längerfristig auch ökologischer und nachhaltiger unterwegs zu sein. Wir wollen aber weiterhin kritisch ein Auge darauf richten, und dort zukünftig auch nachfragen, damit es in eine Richtung weitergeht, die auch wir als nachhaltig und zentral erachten.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die BDP ist ja bekanntlich dezidiert für die Energiewende, und wir haben absolut nichts dagegen, dass im Sinne der Sicherheit der Bevölkerung diese Messgeräte finanziert und montiert werden; und zwar ohne Verzögerung. Das erachten wir aber auch ohne diese Motion als gewährleistet. Die Motion leistet unserer Ansicht nach keinen materiellen sicherheitsrelevanten Beitrag. Deshalb gehen wir mit dem Regierungsrat darin einig, dass sich die Politik nicht in die Zuständigkeiten der BKW einmischen soll. Wir lehnen die Motion einstimmig ab.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Auch für die FDP steht natürlich die Sicherheit im Zentrum, das ist keine Frage. Die Regierung zeigt aber auf, dass zurzeit eben keine sicherheitsrelevanten Risiken bestehen. Aus unserer Sicht ist klar die Geschäftsleitung der BKW dafür zuständig, diesen Entscheid zu fällen, und nicht der Verwaltungsrat. Im Übrigen hat die Geschäftsleitung selber mitgeteilt, sie wehre sich nicht gegen die Überwachung. Vielmehr wehre sie sich mit ihrer Beschwerde vor allem gegen die Überwälzung der Kosten an die Betreiber, weil dazu im Moment die gesetzlichen Grundlagen fehlten. Ich denke, das ist das Recht dieser Unternehmung. Die FDP lehnt die Motion einstimmig ab.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP-Fraktion war sich in dieser Frage nicht einig. Eine Minderheit unterstützt das Anliegen des Motionärs, wonach sich die Betreiber und Verursacher eigentlich nicht juristisch gegen ein Sicherheitskontrollsystem zur Wehr setzen können sollten. Eine Mehrheit vertrat die Ansicht, eine Motion sei das falsche Instrument, weil der Regierungsrat nicht auf das operative Geschäft einer AG Einfluss nehmen könne, wie wir dies auch bereits gehört haben. Zudem sei ja nicht zuletzt das ENSI für Sicherheitsfragen zuständig.

Auch wenn der Vorstoss nicht die geeignetste Form aufweist, sollte er aus meiner persönlichen Sicht aus zwei Gründen dennoch unterstützt werden: Bei dieser Hochrisikotechnologie – und hier wiederhole ich mich halt an diesem Rednerpult – gilt bezüglich Sicherheitsfragen aus meiner Sicht eine Nulltoleranzmarke. Wir müssen also alles einsetzen, was uns Hinweise darauf gibt, wo mit dieser Technolo-

gie ein Problem bestehen könnte. Der zweite Grund ist, dass bei dieser Technologie die Forderung nach der Kostenwahrheit und nach dem Verursacherprinzip mehr als überfällig ist. Auch hierin wiederhole ich mich.

La présidente. Je n'ai aucun député qui désire intervenir à titre individuel. M. Käser, c'est à vous.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich bitte Sie, die Formulierung des Vorstosses, insbesondere die ersten beiden Zeilen, nochmals zu lesen. Mit einem solchen Vorstoss kann man natürlich eine Atomenergiedebatte lancieren. Aber diese beiden Zeilen sind relevant. Der Motionär möchte den Regierungsrat beauftragen, als Mehrheitsaktionär die BKW dringend aufzufordern, aus der Gruppe der Rekursführer gegen das Messnetz «Uranet» auszutreten. Deshalb ist die Antwort der Regierung so kurz. Die Regierung teilt die Ansicht des Motionärs absolut, wonach die Sicherheit, die Messbarkeit dieser Sicherheit und die Überwachung in Zusammenhang mit Atomkraftwerken zentral sind. Ob sich die BKW am konkret angesprochenen Rechtsverfahren – also demjenigen, das in den ersten beiden Zeilen der Motion genannt wird – beteiligt oder nicht beteiligt, hat aber rein gar nichts mit der Sicherheit zu tun. Der Bundesrat hat kommuniziert, er werde das Messnetz im Wasser vorfinanzieren. Dieses Messnetz wird also dort, wo man sicherheitsrelevante Messungen vornehmen kann, ohnehin eingeführt werden. Deshalb geht es für die Regierung hier um einen rein verfahrenstechnischen Vorgehensentscheid. Und für diesen ist die Geschäftsleitung der BKW zuständig und nicht der Regierungsrat des Kantons Bern. Deshalb beantrage ich Ihnen die Ablehnung dieser Motion.

La présidente. Nous sommes en débat libre. M. le motionnaire, vous voulez encore une fois la parole? – Non, donc nous passons au vote. Ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	44
Non	91
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2014.POM.41

Contributions périodiques du Fonds de loterie aux monuments historiques, 2015-2018

Annexe 24, ACE 1038/2014

La présidente. Nous changeons de Direction, mais vous restez avec nous, M. le directeur de la police et des affaires militaires. Nous passons à l'affaire n°12 «Contributions

périodiques du Fonds de loterie aux monuments historiques, 2015–2018». Il s'agit d'une demande de crédit soumise au référendum financier facultatif. M. Grimm, pour la Commission de la sécurité, si vous le voulez, vous avez la parole. C'est à vous.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl), rapporteur de la commission. Ich stelle das Geschäft aus zwei Gründen kurz vor. Der erste Grund ist, dass es im Lotteriefondsgebiet gewisse Neuerungen gegeben hat in Bezug auf das vorliegende Geschäft. Zweitens bestand in der SiK keine Einstimmigkeit bei der Abstimmung. Beim vorliegenden Geschäft geht es um eine Ausnahme. Dies deshalb, weil grundsätzlich keine wiederkehrenden Beiträge aus dem Lotteriefonds geleistet werden. Diese Beiträge wurden 2005 eingeführt. Eine grosse Anzahl von Schlössern wird im Kanton Bern von Stiftungen verwaltet. Mit der Neuorganisation der kantonalen Verwaltungen im Jahr 2010 hat sich vielerorts die Frage nach der Nutzung der zusätzlich frei werdenden Gebäude gestellt. Damit der Kanton nicht noch mehr Schlösser aufgebürdet bekommt, hat der Grosse Rat mit wiederkehrenden Beiträgen (WiBe) diese einzige Ausnahme im Lotteriewesen beschlossen. Dadurch sollen wiederkehrende Beiträge in die Schlossstiftungen fliessen. Wenn Sie die Liste der Schlösser im Vortrag auf Seite vier betrachten, sehen Sie, dass Gebäude wie das Münster, aber auch das von Rüttegut dazugehören. Es ist schwierig, die verschiedenen Institutionen wirklich direkt miteinander vergleichen zu können. Es muss uns ein Anliegen sein, den Stiftungen eine echte Chance zu geben, sodass sie sich über Wasser halten können. Mit der Bewilligung des hier vorgelegten Kredits unterstützen wir sie mindestens moderat dabei. Es gibt auch noch Schlösser, die sich im Umbruch befinden. Diese werden in den nächsten Jahren ebenfalls zu dieser Liste hinzukommen. Dies sind zum Beispiel das Schloss Thun oder auch das Schloss Burgdorf. Es muss klar sein, wie es in den Jahren 2015 bis 2010 weitergeht. Wenn neue Schlösser zu WiBe hinzukommen, braucht es auch Anpassung und Transparenz zwischen den Beitragsempfängern. Wir müssen absolut daran interessiert sein, dass der Kreis der Bezüger für die nächsten vier Jahre klar definiert ist. Auch der Öffentlichkeit gegenüber müssen wir transparent kommunizieren.

Der uns hier vorliegende Antrag weicht insofern von den bisherigen Anträgen ab, als dass neu auch die Investitionsbeiträge für die denkmalpflegerischen Beiträge darin enthalten sind. Früher sind alle Gesuche der Denkmalpflege während des Jahrs als Einzelgesuche eingereicht worden. Mit den Institutionen hat man bereits jetzt geschaut, welche Investitionen in den nächsten vier Jahren nötig sein werden. Dadurch muss sich der Lotteriefonds nicht mehr für jede einzelne Ausgabe an den Regierungsrat oder allenfalls an den Grossen Rat wenden. Das erleichtert die Liquiditätsplanung und auch die Kalkulation der kommenden Ausgaben. Der Lotteriefonds schliesst mit allen Institutionen eine Leistungsvereinbarung ab – das ist auch ein ganz wesentlicher Punkt –, und diese bleibt grundsätzlich auf derselben Basis. Sie wird auf vier Jahre ausgerichtet und beinhaltet zum Beispiel, wie Kostennachweis und Unterhaltsmassnahmen für den Lotteriefonds zu führen sind, wie allfällige Reserven zu bilanzieren sind oder wie die Abwicklung von Instandset-

zungsmassnahmen mit der Denkmalpflege zu erfolgen hat, sowie objektspezifische Besonderheiten, zu denen die jeweiligen Stiftungen gegenüber dem Lotteriefonds Rechenschaft abzulegen haben.

Kulturdenkmäler sollen der breiten Öffentlichkeit zugänglich sein und bleiben. Da die Nutzer aber von Fall zu Fall unterschiedlich sind, fallen auch unterschiedliche Verwaltungs- und Betriebskosten an wie beispielsweise Energie, Reinigung, Wasser usw. Als grundlegende Bemessungsgrösse für die Instandhaltung der beitragsberechtigten Objekte dienen die Geschossflächen gemäss SIA 416. Die Kategorisierung, nach der die einzelnen Kulturgüter eingeordnet werden, finden Sie in Abschnitt 3.8. Ich glaube, darauf muss ich nicht näher eingehen. In Tabelle sieben werden die widerkehrenden Beiträge der Jahre 2015 bis 2018 denjenigen der Jahre 2011 bis 2014 gegenübergestellt. Wir genehmigen mit der Annahme dieses Geschäfts total 3,77 Mio. Franken pro Jahr. Das heisst also, rund 15 Mio. Franken insgesamt in den kommenden vier Jahren. Die widerkehrenden Beiträge müssen von den Stiftungen in einer Spezialfinanzierung geführt und für den Erhalt und die Pflege der national geschützten Baudenkmäler eingesetzt werden. Das begrüsst die SiK sehr.

Durch die vereinfachten Prozessabläufe gewinnen die Stiftungen an Planungssicherheit. Auch das ist ein ganz wesentlicher Punkt. Und die Sammelbeschlüsse des Lotteriefonds bzw. der Zuwendungsbereich Denkmalpflege wird von Einzelschritten und Einzelbeiträgen entlastet. Schlussendlich zeigt uns Tabelle acht auf Seite 20 alle geplanten Investitionen für die Instandsetzung für die Jahre 2015 bis 2018. Insgesamt sind dies 7,685 Mio. Franken, also rund 1,92 Mio. Franken pro Jahr. Wir bewilligen hier im Total einen Kredit von 22,76 Mio. Franken.

Die SiK wurde von der Verwaltung kompetent informiert. Dem Leiter des Lotteriefonds, Rico Galli, danken wir an dieser Stelle ganz herzlich für seine Ausführungen. Er konnte uns auch alle gestellten Fragen kompetent beantworten, vielen Dank! Die Kommission konnte sich davon überzeugen, dass die im Vortrag dargestellten Anpassungen sinnvoll sind. Die SiK hat das Kreditgeschäft mit 13 gegen 1 Stimme ohne Enthaltungen gutgeheissen – einige fehlten –, und wir bitten Sie, dies ebenfalls mit einem Ja zu bestätigen. Das Geschäft unterliegt dem fakultativen Referendum. Hoffen wir einmal, dieses werde nicht ergriffen. Wir bitten Sie, das Geschäft anzunehmen.

La présidente. Guet! Je le répète, nous sommes en débat réduit. Ce crédit est-il vraiment contesté? – Ce n'est pas le cas, donc nous pouvons tout de suite passer au vote. Ceux qui acceptent cette demande de crédit de 22 765 000 francs, qui est soumise au référendum financier facultatif, votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	122
Non	1
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette demande de crédit.

Affaire 2014.POM.516

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

Proposition du Conseil-exécutif:

M 076-2010 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Frais de la prise en charge des jeunes alcoolisés ou drogués

Traitement au Grand Conseil: 26 janvier 2011

Décision: adoption du point 1 sous forme de motion et du point 3 sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2015

M 104-2010 Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV). Mise en place d'une division cellulaire de dégrisement

Traitement au grand Conseil: 26 janvier 2011

Décision: adoption de l'exigence principale sous forme de motion et des points 1 à 5 sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2015

M 220-2011 Matti (La Neuveville, PLR). Restituer certaines compétences à la police administrative

Traitement au grand Conseil: 30 janvier 2012

Décision: adoption sous forme de postulat

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 054-2012 Mühlheim (Berne, pvl). Violences et menaces contre les autorités: mise en place de groupes d'intervention

Traitement au grand Conseil: 6 septembre 2012

Décision: adoption sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2015

M 083-2012 Meyer (Roggwil, PS). Financement du coût de la sécurité par le canton

Traitement au grand Conseil: 6 septembre 2012

Décision: adoption du point 1 sous forme de postulat

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Nous passons à l'affaire n°13 «Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014». Nous avons ici une proposition de prolonger le délai de réalisation de cinq motions. M. Burkhalter, y a-t-il quelque chose à dire là-dessus? – Est-ce que quelqu'un aimerait s'exprimer à ce sujet? – Non, donc nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent de prolonger le délai de réalisation de ces cinq motions votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	129
Non	2
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté de prolonger ce délai.

Affaire 2014.RRGR.10110

N° de l'intervention:	073-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	16.03.2014
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 20.03.2014
N° d'ACE:	1316/2014 du 29 octobre 2014
Direction:	POM

Maintien de la Réserve de l'asile et édicition d'une base légale

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les dispositions suivantes :

1. entreprendre tout ce qui est en son pouvoir pour doter le compte courant intitulé Réserve de l'asile d'une base légale ;
2. dès lors, faire en sorte que ce compte courant soit maintenu ;
3. utiliser les fonds du compte pour financer des programmes d'occupation et des cours de langue dans le domaine de l'asile.

Développement

On apprend à la lecture des journaux (Der Bund du 10 mars 2014), et mon entretien téléphonique avec le secrétaire général de la Direction de la police et des affaires militaires (POM) l'a confirmé, que la POM a décidé de verser les fonds de la Réserve de l'asile, un compte courant qui contient actuellement 16 millions de francs, dans les caisses de l'Etat.

Ce compte a été ouvert en 1996 par arrêté du Conseil-exécutif afin de combler les lacunes de financement dans le domaine de l'asile. Le montant qui se trouve sur ce compte a pris de l'ampleur. Or, la CHS a constaté lors des investigations menées à ce sujet qu'il n'y a pas pour ce compte de bases légales. Elle relève dans son rapport (cf. rapport sur l'asile dans le canton de Berne, p. 13) que la POM se dit favorable à l'adaptation des lois spéciales. On comprend donc mal que la POM ne se soit pas jusqu'ici préoccupée de ces bases légales. Le Conseil-exécutif se doit aujourd'hui de prendre les dispositions nécessaires aux adaptations.

Par ailleurs, il est inacceptable que la POM se propose maintenant de verser les fonds de la Réserve de l'asile aux caisses de l'Etat au lieu de les allouer conformément à leur destination première. Ces réserves ont été constituées

durant des années avec les moyens de l'asile. Il est donc plus que discutable que la POM supprime les cours de langue, l'accès aux programmes d'occupation, l'argent de poche (à Hochfeld, pendant une année et demie), le tout en invoquant des raisons financières, et qu'elle décide maintenant de détourner cet argent de sa destination première pour le verser à l'Etat. L'argent a été alloué à l'asile et il faut donc édicter des bases légales qui le consacrent aux cours de langue et aux programmes d'occupation. Il est incompréhensible que la POM ne se soit pas engagée pour assurer l'utilisation des réserves de l'asile sur des bases légales.

Le Conseil-exécutif semble n'avoir pas exprimé dans un arrêté son approbation de la manière de procéder de la POM. Il faut même se poser la question de savoir si en agissant ainsi, la Direction se conformerait à la loi.

Réponse du Conseil-exécutif

1. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a ouvert le compte courant intitulé Réserve de l'asile en 1996 sur la base d'un arrêté du Conseil-exécutif (ACE 0041/1996). Le service en charge de l'assistance sociale de l'asile (aujourd'hui, aide sociale en matière d'asile) a été transféré, en date du 1^{er} octobre 2003, de l'Office des affaires sociales (OAS) de la SAP à l'Office de la population et des migrations (OPM) de la Direction de la police et des affaires militaires (POM). À cette date, le montant de la Réserve de l'asile s'élevait à 10,5 millions de francs. Ce compte servait au paiement de charges extraordinaires (p. ex. en cas d'augmentation rapide des demandes d'asile) ou au financement de prestations qui n'étaient pas couvertes, ou ne l'étaient pas en totalité, par le forfait global versé en continu par la Confédération (prestations liées à la sécurité à l'intérieur ou aux abords immédiats des centres d'accueil, etc.). À la fin 2013, le solde était de 16 millions de francs.

La dissolution de la Réserve de l'asile, contestée par le motionnaire, trouve son origine dans une remarque émise par le Contrôle des Finances du canton de Berne (CF), qui avait mentionné le montant de la Réserve de l'asile dans ses rapports de 2003 (CHF 10,6 mio), 2004 (CHF 12,8 mio) et 2005 (CHF 12,3 mio), se bornant à formuler des recommandations quant au suivi de certains postes de dépenses. La POM en a déduit que l'existence de la Réserve de l'asile n'appelait pas de justifications supplémentaires. Pour la première fois en 2011, puis à nouveau en 2012, le CF a exigé, dans les constatations figurant à l'examen des comptes annuels, que les opérations effectuées sur ce compte fassent l'objet de justifications, ce qui est toutefois impossible, car il faudrait motiver en détail tous les mouvements opérés par l'OAS, puis par l'OPM sur la Réserve de l'asile au cours des 18 dernières années, ainsi que tous les engagements futurs.

Dans son rapport sur les comptes annuels 2013, le CF a qualifié la Réserve de l'asile de réserve latente inadmissible et demandé qu'elle soit supprimée au cours de l'année 2014, ou qu'un financement spécial soit créé. Le 12 février 2014, le Conseil-exécutif a donc été informé de la clôture – avec incidence sur le résultat – du compte

courant Réserve de l'asile demandée par la POM et de la constitution de réserves pour l'aide d'urgence, mesures auxquelles il ne s'est pas opposé. Par suite, l'OPM a donc effectué un virement en faveur du produit Asile et fermé ce compte.

Le Conseil-exécutif est néanmoins prêt à revenir sur ses conclusions du 12 février 2014 et à examiner la création d'un financement spécial. Cela étant, il souligne que le solde du compte courant à la fin 2013 sera partiellement utilisé pour les dépenses relatives à l'hébergement des requérants d'asile mineurs non accompagnés, non couvertes par le montant forfaitaire versé par la Confédération (CHF 0,8 mio), et les déficits de l'exercice 2014 dans le domaine de l'asile. En raison de la diminution des montants forfaitaires fédéraux, il estime en outre qu'il ne sera plus possible de constituer le financement spécial en question au cours des prochaines années.

2. Même si, au vu de la situation actuellement tendue dans le domaine de l'asile, le Conseil-exécutif témoigne d'une certaine compréhension à l'égard des objectifs politiques du motionnaire, à savoir le maintien de la Réserve de l'asile comme compte courant et l'utilisation graduelle de ses fonds pour l'aide sociale accordée aux requérants, il n'en reste pas moins lié par la volonté du législateur et doit tenir compte des remarques émises par le CF.

Si la majorité du Grand Conseil se déclare, en raison de considérations politiques, favorable au maintien du compte courant Réserve de l'asile et à l'utilisation des fonds définie initialement, le Conseil-exécutif procédera à une analyse approfondie de la situation et déterminera la suite des opérations en fonction des conditions posées par le pouvoir législatif.

3. L'OPM ne reverse pas l'intégralité des subventions reçues de la Confédération aux organisations chargées de l'aide sociale en matière d'asile. Sur le forfait global, il retient en effet, d'une part, le montant consacré à l'administration des frais de santé (primes de caisse-maladie, franchises et quotes-parts); d'autre part, il en prélève également l'argent versé par le canton aux programmes d'occupation d'intérêt général destinés aux personnes relevant du domaine de l'asile. En 2014, l'OPM a ainsi consacré à ces programmes la somme de 1,2 million de francs, retranchée des subventions fédérales en cours.

De plus, les conventions de prestations prévoient que les organisations mandatées pour l'aide sociale en matière d'asile doivent financer des cours de langue de base, en prenant les sommes nécessaires sur le montant forfaitaire qu'elles reçoivent pour l'encadrement et la gestion. En revanche, les cours de langue plus avancés faisant partie des mesures d'intégration, ils ne relèvent pas de l'aide sociale en matière d'asile. Le financement de tels cours avec les forfaits globaux de la Confédération ou avec les fonds de la Réserve de l'asile, alimentée par ces forfaits, n'est donc théoriquement pas possible.

Si le Grand Conseil se prononce en principe, sur la base des arguments développés au chiffre 2, en faveur du maintien du compte courant Réserve de l'asile et de la poursuite de l'utilisation du montant, le Conseil-exécutif recommande l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire n°14, motion de M. Sancar, «Maintien de la Réserve de l'asile et édicton d'une base légale». On vient de me dire que M. Sancar est prêt à accepter un postulat. Est-ce que le postulat est contesté? – Ce n'est pas le cas, nous pouvons donc passer au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 76

Non 51

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.10127

N° de l'intervention:	135-2014
Type d'intervention:	Motion ayant valeur de directive
Déposée le:	11.06.2014
Déposée par:	Brunner (Hinterkappelen, PS) (porte-parole) Hofmann (Berne, PS) Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) Imboden (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1241/2014 du 22 octobre 2014
Direction:	POM

Communication des autorités en cas de danger

Le Conseil-exécutif est chargé d'appliquer, avec le concours de la Confédération et des communes, une politique de communication transparente et rapide lorsque la population se trouve menacée par une contamination radioactive ou autre sur les biens-fonds et chantiers du canton.

Développement

En juin dernier, la presse dominicale a révélé la présence, dans la décharge de Teufthal, de radium 226 en provenance de Bienne. Le hasard a en effet voulu que Teufthal, contrairement à la plupart des autres décharges, soit équipée d'un système de mesure de la radioactivité.

La colère gronde dans la population face au défaut d'information de la part des autorités. De tels ratés de la communication ne devraient pas se reproduire. Même si le risque pour la population est minime, des mesures sont nécessaires en ce qui concerne la communication. Et la Confédération, le canton et les communes n'ont pas à se rejeter la faute, ce n'est pas acceptable. La population a droit à des informations transparentes et complètes.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, la latitude du Conseil-exécutif est relativement grande dans l'appréciation du degré de réalisation des objectifs, des moyens à mettre en œuvre et des autres modalités de l'exécution du mandat. La décision reste dans la responsabilité du Conseil-exécutif.

Le Conseil-exécutif est conscient qu'un renvoi mutuel des responsabilités entre la Confédération, les cantons et les communes n'est d'aucune utilité. Ce n'est toutefois pas le cas en l'espèce, puisque les bases légales énoncent clairement les compétences et que le fonctionnement des canaux d'information à la population est en principe assuré.

Conformément à la législation fédérale sur l'énergie nucléaire et la radioprotection, la Confédération est compétente pour toutes les questions liées à la radioactivité, un domaine impliquant plusieurs de ses services. La contamination au radium affectant certaines décharges (désaffectées) ou d'anciens ateliers de posage de l'industrie horlogère relève des compétences de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), lequel effectue des mesures afin d'évaluer si un danger menace la population. Partant, c'est à lui qu'il incombe d'informer cette dernière – le cas échéant, conjointement avec le propriétaire du terrain concerné – si une ancienne décharge présente un taux de radiation élevé. Les cantons ne disposent pour leur part d'aucune compétence de communication en la matière.

En ce qui concerne la décharge du chemin des Fléoles, à Bienne, l'OFSP et la SUVA ont été avisés, ainsi que le bureau d'ingénieurs encadrant les travaux d'excavation, l'Office des ponts et chaussées (OPC), l'Office des eaux et des déchets (OED) et la Ville de Bienne, de la découverte de substances radioactives. Il était prévu que la population en soit conjointement informée par l'OFSP et la Ville de Bienne, mais l'affaire a été révélée par la presse avant la diffusion du communiqué que l'OFSP avait préparé à cette fin.

En cas de catastrophes ou de situations d'urgence relevant des attributions du canton, l'information à la population relève de la loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi; RSB 521.1). Elle est du ressort du Conseil-exécutif, la Chancellerie d'État assurant la coordination. Le cas de figure décrit dans la présente motion ne correspond toutefois pas à une catastrophe ou à une situation d'urgence au sens de la LCPPCi. En cas de découverte de déchets radioactifs, il est important que l'OFSP soit averti au plus vite et que les matériaux incriminés soient entreposés en lieu sûr jusqu'à ce que ce dernier procède à leur évaluation. Lors de la manipulation de tels matériaux, il convient d'empêcher le dégagement de poussières pouvant être inhalées. Dans la situation décrite dans la motion, la population n'a pas encouru de danger.

Il est rare que l'on découvre des substances radioactives dans des déchets et, lorsque c'est le cas, elles présentent peu de danger. Si elles sont découvertes lors d'arrivages dans des centrales d'incinération ou des décharges, l'exploitant en informe l'OFSP, autorité compétente en la matière. Celui-ci ouvre ensuite une procédure à la structure

ordonnée, visant à évaluer l'intensité et la provenance du rayonnement radioactif, à isoler le cas échéant les matériaux incriminés et à statuer sur leur destruction. En principe, la population n'en est pas informée. Dans certains cas, les autorités locales (représentants de la commune du site de la décharge) sont prévenues.

Le Conseil-exécutif s'engage, dans le cadre de ses compétences, à mettre en œuvre au mieux les revendications de la motionnaire pour ce qui est de la communication avec la population.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire n°15, motion de Mme Brunner, «Communication des autorités en cas de danger. Motion ayant valeur de directive». Nous sommes en débat réduit. Cette motion est acceptée par le Conseil-exécutif. Est-ce que cette motion est contestée? – Ce n'est pas le cas. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent (*la présidente agite sa cloche*) oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	69
-----	----

Non	49
-----	----

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté cette motion. M. le directeur de la police, je vous souhaite une bonne soirée. Nous attendons M. le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée de Monsieur Perrenoud.

Affaire 2014.GEF.10

Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord sur la reconnaissance des diplômes)

Annexe 25

La présidente. M. le directeur de la santé publique, soyez le bienvenu. Nous passons donc à l'affaire n°16 «Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord sur la reconnaissance des diplômes)». Nous sommes en débat réduit. Il s'agit d'un arrêté du Grand Conseil et Mme Herren-Brauen a la parole pour la Commission de la santé et des affaires sociales.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD), rapporteuse de la commission. Das vorliegende Geschäft ist eine Ver-

einbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen. Es handelt sich hier um einen interkantonalen Vertrag, der schon sehr lange, seit Februar 1993, besteht und im Jahr 2005 ein erstes Mal revidiert wurde. Grundsätzlich führen die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) und die Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK) Listen. Die GDK führt Register über Inhaber von Abschlüssen in Gesundheitsberufen aus dem In- und Ausland. Die EDK führt Listen über alle anderen Berufe wie auch die Liste über Lehrpersonen, denen aufgrund eines kantonalen Entscheids die Unterrichtsberechtigung entzogen wurde.

Was wird revidiert? Es sind folgende drei Punkte: Erstens sollen in der Vereinbarung neue Gebühren eingeführt und die Maximalgebühr von 2000 auf 3000 Franken erhöht werden. Auch wird das Online-Abfrageverfahren gesetzlich ermöglicht. Zweitens soll die Vereinbarung an das BGMD-Bundesgesetz über Meldepflicht und Nachprüfung von Berufsqualifikationen von Dienstleisterinnen und Dienstleistern angepasst werden. Drittens wird in der Vereinbarung ausdrücklich erwähnt, dass nicht nur betroffene Personen Entscheide der Rekurskommission beim Bundesgericht anfechten können, sondern auch die Anerkennungsbehörde. Der Grosse Rat ist hier zuständig, da es sich um eine interkantonale Vereinbarung handelt, die länger als ein Jahr andauert. Hauptsächlich geht es hier um technische Anpassungen. Das hat sich auch darin gezeigt, dass im Konsultationsverfahren nur fünf von 19 Verbänden überhaupt Stellung nahmen. Die Änderungen wurden durchwegs positiv beurteilt. Einzig wurde von zwei Verbänden darauf hingewiesen, die Gebühren sollten nicht unverhältnismässig werden, und auch der Datenschutz müsse gewährleistet sein.

In der Kommission wurde das Geschäft eingehend diskutiert, und Fragen wurden vom Leiter des Rechtsamts der GEF sowie der Projektleiterin GDK zu unserer Zufriedenheit beantwortet. Zum Schluss möchte ich mich bei den involvierten Stellen für die Zusammenarbeit bedanken. Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, der Vereinbarung zuzustimmen.

La présidente. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait encore s'exprimer? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent la proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de la santé et des affaires sociales en ce qui concerne les chiffres 1, 2, 3, 4 et 5, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 117

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cet arrêté à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.11111

Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale du canton de Berne

Déclaration de planification CSoc (Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen)

Le rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale est soumis au Grand Conseil tous les quatre ans, en alternance avec le rapport social.

Déclaration de planification PEV (Schnegg-Affolter, Lyss)

Le Conseil-exécutif présente le calendrier de mise en œuvre des mesures d'amélioration des ressources financières des familles au plus tard en même temps que le prochain rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale.

La présidente. Nous passons à l'affaire n°17 «Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale du canton de Berne». Mme Beutler-Hohenberger, c'est à vous.

Melanie Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV), rapporteuse de la commission. Ich möchte mein Votum im Namen der GSoK gleich mit einem Dank und einer kurzen Würdigung beginnen, wie ich dies als Referentin im Rahmen der Kommission ebenfalls gemacht habe. Ich möchte allen Beteiligten danken, die auf irgendeiner Stufe an diesem Bericht zum Familienkonzept gearbeitet oder mitgewirkt haben. Es wurde viel Zahlenmaterial zusammengetragen und es wurde viel Evaluation betrieben – da steckt viel Arbeit dahinter. Eine Würdigung auch in dem Sinne, als es bekanntlich ein grosses Anliegen des Kantons Bern ist, den Familien im Kanton Bern gute Rahmenbedingungen zu bieten, sie zu stärken und auszurüsten, damit sie ihre wichtigen Funktionen wahrnehmen können.

Eine kurze Zusammenfassung, worüber wir hier sprechen: In der Märzsession 2010 hat der Grosse Rat das Familienkonzept zur Kenntnis genommen, das aufgrund zweier überwiesener Motionen vom Regierungsrat ausgearbeitet worden war. Eine Art Definition für das Familienkonzept ist eigentlich, Ziele der Familienpolitik des Kantons Bern zu formulieren und die Rahmenbedingungen für Familien so zu setzen, dass diese eben ihre gesellschaftspolitischen Leistungen – die bedeutsam sind und in ganz vielen anderen Politikfeldern sichtbar werden – erbringen können. Das Familienkonzept hat also Ziele formuliert, Problemfelder analysiert und anschliessend Massnahmen ausgearbeitet, mit welchen man diesen Problemfeldern begegnen kann. Der nun vorliegende Bericht zur Umsetzung des Familienkonzepts erfüllt eine Planungserklärung, die damals angenommen wurde. Sie hat verlangt, dass der Grosse Rat periodisch – damals sagte man, in einem Jahresrhythmus – über die Umsetzung der Massnahmen informiert werden soll: Wo stehen wir heute? Was hat sich an der Situation der Familien geändert? Bestehen noch dieselben Probleme? Sind die entsprechenden Massnahmen noch adäquat? Zudem zeigt der Bericht mit den aktualisierten Daten, die wir jetzt vorliegend haben ein sehr sauberes und gutes Bild der heute bestehenden Situation der Familien im Kanton Bern auf.

In der GSoK hat man es sehr geschätzt, dass der Bericht von einer hohen Qualität war. Wie ich einleitend sagte, steckt viel Arbeit dahinter, auch viel Detailarbeit, was dem Bericht deutlich anzumerken ist. Wir schätzten auch sehr, dass man den verschiedenen Massnahmen, die ausgearbeitet worden waren, akribisch genau nachging und aufzeigte, in welchen Bereichen zumindest teilweise ein Fortschritt erzielt wurde. Ebenso wurde aufgezeigt, wo man mehr erwartet hatte und vielleicht einen alternativen Weg einschlug, um einem Ziel näher zu kommen. Wir alle wissen, dass in der heutigen Situation – und das sagt der Regierungsrat im Bericht auch – leider gewisse Massnahmen, die mit finanzieller Ausstattung hätten getätigt werden müssen, nicht umgesetzt werden konnten.

Ich komme noch zur Planungserklärung der GSoK. Diese wurde eingereicht, weil wir gemerkt haben, dass es sinnvoll ist, wenn wir in der GSoK periodisch informiert und mit neuem Zahlenmaterial und neuen Analysen dokumentiert werden. Aber die jährliche Kadenz kam uns etwas hoch vor. Wir haben zudem gemerkt, dass sich gewisses Zahlenmaterial – etwa 80 Prozent der Zahlen – eigentlich aus dem Sozialbericht ergibt, oder dass es gar deckungsgleich mit demjenigen ist, das der Sozialbericht enthält. Somit sagten wir, es würde uns ausreichen, alle vier Jahre einen solchen Bericht zur Umsetzung des Familienkonzepts zu erhalten; alternierend zum Sozialbericht, sodass man de facto eine Art Zweijahresrhythmus hätte, in dem man aufdatiert würde.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Es läuft nun umgekehrt; ich dachte, ich würde zuerst etwas zum Bericht sagen können und danach zur Planungserklärung. Ich werde also später noch als Fraktionssprecherin zum Bericht Stellung nehmen und äussere mich jetzt nur zur Planungserklärung. Die aus unserer Sicht wichtigsten Massnahmen zur Stärkung der ökonomischen Ressourcen der Familien und auch gegen die Familienarmut kamen in diesem Bericht leider zu wenig gut zum Tragen. Im Gegenteil, bei der Prämienverbilligung wurde im Rahmen der Sparmassnahmen gestrichen. Das ist faktisch ein Rückschritt, und diese Tatsache ist für uns eine grosse Ernüchterung. Es ist uns auch klar, dass dort, wo kein Geld vorhanden ist, auch keines verteilt werden kann. Und dass die Mehrheit dieses Rats im Juni die Familienergänzungsleistungen «bodiget» hat, war ein harter Schlag und ein trauriges Kapitel für einen Teil der Familien in unserem Kanton. Trotzdem erwarten wir, dass die GEF jetzt weiterhin dranbleibt am Thema Familienpolitik und insbesondere an der Umsetzung der Massnahmen zur Stärkung der ökonomischen Ressourcen. Unsere Planungserklärung verlangt deshalb einen Terminplan für die Umsetzung dieser Massnahmen. Dieser Terminplan soll uns spätestens mit dem nächsten Bericht vorgelegt werden. Hier glauben wir fest an das Motto: «Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg». Wir wollen erleben, dass das Konzept nicht nur ein Schön-Wetter-Programm ist, sondern ein starkes Instrument für die Stärkung der Familien in allen definierten Handlungsfeldern. Deshalb hoffen wir, dass Sie dies ebenso sehen und die Planungserklärung unterstützen. Eine Würdigung der Massnahmen, die umgesetzt werden konnten, werde ich noch vornehmen, wenn ich mich als Fraktionssprecherin zum Bericht äussern werde. Danke, wenn Sie unterstützen, was wir hier fordern.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR), présidente de la CSoc. Ce n'est pas mon avis, c'est l'avis de la commission. Wir haben heute Mittag anlässlich einer Wandelhallensitzung kurz über die Planungserklärung gesprochen. Wir konnten auch einen Entscheid fällen, der allerdings knapp ausgefallen ist. Die GSoK hat entschieden, die Planungserklärung abzulehnen. Zu diesem Entscheid haben verschiedene Gründe geführt: Einerseits sind dies, wie es auch der gesamte Bericht umreisst, die finanziellen Hintergründe. Andererseits war die Überlegung, dass in der Prioritätenliste, welche die Planungserklärung umfasst, auch die Familienergänzungsleistungen enthalten bleiben würden, und es wird als unsinnig beurteilt, wenn dies dann wieder zu berücksichtigen wäre. Soweit die Meinung der GSoK-Mitglieder.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Dieser Bericht ist grundsätzlich eine gute Sache, auch wenn das Resultat eher deprimierend ist. Das Zahlenmaterial, das aufgearbeitet wurde, zeigt uns deutlich, was sich geändert oder eben nicht geändert hat an der Situation der Familien im Kanton Bern. Wir haben im Jahr 2010 von diesem Konzept Kenntnis genommen. Darin enthalten ist eine breite Palette von guten Ideen, wie man die Familien in verschiedensten Bereichen unterstützen und fördern könnte. 13 Massnahmen wurden priorisiert, und jetzt, nach vier Jahren, ziehen wir eine ernüchternde Bilanz. Umgesetzt werden konnten vor allem Massnahmen, die nichts kosten, bei denen es um Vernetzung und Optimierung bestehender Angebote ging. Das ist natürlich auch sehr wichtig, aber bei einem zirkulären Controlling ist dies eine Selbstverständlichkeit. Massnahmen werden immer laufend auf ihre Wirksamkeit hin überprüft und wo nötig verbessert. Die einzige kostenrelevante Massnahme, bei der man von Fortschritten sprechen kann, ist der Ausbau der schulergänzenden Kinderbetreuung. Hier war man bereit, Geld zu investieren, weil wir alle wissen, dass sich diese Investition in vielerlei Hinsicht lohnt; für die Kinder, für die Gleichstellung von Frau und Mann, für Familien, für die Wirtschaft und für den Staat. Andere Massnahmen hat man trotz der wohlwollenden Kenntnisnahme im Jahr 2010 später wieder «bodiget». Steuerliche Entlastungen, Ergänzungsleistungen für Familien; all dies wollte man nicht mehr. Bei der vorgeschlagenen Verbilligung der Krankenkassenprämien machte man sogar das Gegenteil: Subventionen wurden gekürzt. Die Umsetzung der übrigen Massnahmen hat man sistiert, in der Hoffnung auf finanziell bessere Zeiten.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion dankt der Verwaltung und dem Regierungsrat für den Bericht und wird ihn zur Kenntnis nehmen. Dies nicht mit Jubel, aber im Wissen darum, dass es noch viel zu tun gibt, wenn wir die Familien im Kanton Bern nachhaltig unterstützen wollen. Wir werden dranbleiben. Der Planungserklärung der GSoK stimmen wir zu, denn es hat wirklich keinen Sinn, jährlich mit grossem Aufwand einen Bericht zu erarbeiten, der uns zeigt, was wir alles nicht gemacht haben. Und die Planungserklärung der EVP werden wir ebenfalls unterstützen, in der Hoffnung, dereinst einen klaren Terminplan dafür zu erhalten, wann was wie umgesetzt werden soll.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Vielen Dank für den ausführlichen Bericht, den wir erhalten haben.

Inhaltlich sage ich nichts mehr dazu, das Meiste wurde bereits gesagt. Die Planungserklärung der EVP werden wir von der glp nicht annehmen. Das Anliegen wurde im Grossen Rat bereits diskutiert und klar abgelehnt. Aus unserer Sicht macht es keinen Sinn, hier nochmals darauf zurückzukommen. Die Planungserklärung der GSoK nehmen wir dagegen auf jeden Fall an. Die Ressourcen der Verwaltung sollen nicht allzu sehr für Vergangenheitsbewältigung gebunden, sondern für anderes eingesetzt werden.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Der vorliegende Bericht zeigt uns die bekannten Problemfelder auf, die aus finanzpolitischen Überlegungen nicht oder noch nicht angegangen werden können, wie beispielsweise durch Familienergänzungsleistungen. Bei der Beratung in der GSoK und in unserer Fraktion wurde der grosse Aufwand und Umfang thematisiert. Die BDP unterstützt daher einstimmig die Planungserklärung der GSoK, die den Bericht nur noch alle vier Jahre, alternierend zum Sozialbericht verlangt. Zur Planungserklärung der EVP. Diese verlangt einen Terminplan zur Umsetzung der Massnahmen zur Stärkung der ökonomischen Ressourcen. Die BDP sieht noch keinen blauen Himmel am Horizont. Sie kann daher nicht mithelfen, bereits wieder Massnahmen zu planen, die dann an der Finanzierung scheitern. Die Massnahmen sind ja im Bericht enthalten. Die BDP findet es ehrlicher, zu planen, was man bezahlen kann, deshalb lehnen wir diese Planungserklärung ab. Die BDP nimmt den Bericht mit der Planungserklärung der GSoK einstimmig zur Kenntnis und dankt der Verwaltung für die sorgfältige Aufarbeitung.

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). Le groupe UDC votera la prise de connaissance du rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale du canton de Berne, tout en déplorant certaines options et mesures prises ou préconisées. En ce qui concerne les déclarations de planification, le groupe UDC soutiendra majoritairement la proposition de la Commission de la santé et des affaires sociales d'alterner le rapport sur la stratégie de politique familiale avec le rapport social. Par contre, le groupe UDC ne soutiendra pas la déclaration de planification du Parti évangélique concernant le calendrier de mise en œuvre des mesures d'amélioration.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Als Initiantin des Familienkonzepts ist der EVP-Fraktion dieses natürlich sehr wichtig, und es ist uns viel an einer guten Umsetzung gelegen. Familien haben aus unserer Sicht eine äusserst wichtige Funktion; in erster Linie natürlich für jeden Menschen, der in einer Familie aufwächst, der Teil einer Familie ist. Ganz sicher ist sie aber auch wichtig – und das ist für uns hier spannend – für die Entwicklung der Demografie, der Gesellschaft und nicht zuletzt für die gesamte Volkswirtschaft des Kantons Bern. Die Unterstützung der Familien finden wir deshalb so wichtig, weil starke Familien das beste soziale Netz sind, weil Familien Zeit, Raum und Sicherheit für die gesunde Entwicklung von Kindern bieten, und weil starke und gesunde Familien Verantwortung für die Gesellschaft übernehmen. Deshalb sollten die Familien auf eine grosse Unterstützung, Entlastung und Förderung durch den Kanton zählen können. Aus diesem Grund haben wir uns

gewünscht, es würde noch etwas mehr spürbar, dass das Thema Familie und damit eine übergeordnete Gesamtsicht über die Familie für den Regierungsrat einen hohen Stellenwert hat. Familienpolitik muss ihren ganz eigenen Wert haben; das ist mir wichtig. Damit dies möglich wird, haben wir ja damals das Familienkonzept gefordert. Es ist erfreulich, dass einige Massnahmen umgesetzt worden sind. Hier wiederhole ich nicht, was andere bereits gesagt haben. Aber es ist uns eben noch zu wenig. Es ist wichtig, dass vor allem die ökonomischen Ressourcen noch ausgebaut werden können. Und, liebe Kolleginnen und Kollegen, natürlich haben wir die Ergänzungsleistungen für den Moment abgelehnt. Aber sie sind Bestandteil der fünf Massnahmen, welche die ökonomischen Ressourcen der Familien stärken sollen. Das ist im Konzept enthalten. Wir erwarten daher, dass der Regierungsrat Überlegungen anstellt, wie diese in den nächsten Jahren umgesetzt werden könnten. Wenn Familienergänzungsleistungen im Moment kein Thema sind, so heisst das nicht, dass sie für immer kein Thema sind. Deshalb haben wir die Planungserklärung eingereicht, und ich bitte Sie, diese zu unterstützen. Die Planungserklärung der Kommission unterstützen wir ebenfalls, und wir nehmen den Bericht so zur Kenntnis.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Die grüne Fraktion dankt herzlich für den fundierten Bericht über den Verlauf und die diversen Massnahmen und Ziele, die im Familienkonzept definiert sind. Es ist bestimmt kein Zufall, dass die ökonomischen Ressourcen eine so grosse Rolle spielen. Bestimmt ist es auch kein Zufall, dass wir immer wieder darauf stossen, dass Armut im Zusammenhang mit unseren Zielen für die Familien und mit dem Alltag, in dem die Familien im Kanton Bern leben, ein Thema ist. Wenn man sich vertieft damit befasst, ist es erschreckend festzustellen, dass doch relativ viele Familien im wohlhabenden Kanton Bern gegen die Armut kämpfen; Familien von Alleinerziehenden, Working Poor, sowie Familien mit besonderen Betreuungs- und Pflegeaufgaben sind hier ganz besonders betroffen. Für uns ist es darum sehr wichtig, dass wir jetzt von der Berichterstattung und den Visionen weggehen, hin zu den Massnahmen – und irgendwann dann auch zu terminierten Massnahmen und zu einer klaren Umsetzung. Wir unterstützen daher die Planungserklärung der EVP sehr, welche fordert, die ökonomischen Ressourcen seien zu stärken und dazu sei eine Terminplanung zu erstellen, wie man wirklich konkret vorgehen will. Wir können nicht immer nur über die Zukunft sprechen und von denjenigen, welche die Zukunft sind, und dabei jene vergessen, welche diese Zukunft betreuen, aufziehen und erziehen.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Auch die FDP dankt für den qualitativ hochstehenden Bericht. Die Familienpolitik des Kantons Bern ist umfassend und soll sowohl arme wie auch finanziell gut situierte Familien bei der Erfüllung ihrer Aufgaben im Visier haben. Die Wahlfreiheit des gewählten Familienmodells soll unbedingt gewährleistet sein; allerdings nur, sofern dies möglich ist. Die Bedürfnisse der verschiedenen Familientypen sind daher entsprechend vielfältig. Zu erwähnen ist die Vereinbarkeit von Beruf und Familie und ein gutes Angebot bei Erziehungsfragen, sowie bei armen Familien die ökonomische Unterstützung.

Der vorliegende Bericht zeigt die Situation der Familien im Kanton Bern deutlich auf. Kinder zu haben, ist ein finanzielles Risiko, vor allem bei tiefen und mittleren Einkommen. Die Problematik verschärft sich nach einer Trennung oder Scheidung und führt leider oft – das haben wir bereits ein paarmal gehört – in die Armut. Anhand von Statistiken wird ersichtlich, wo der Schuh drückt und welche Massnahmen dagegen getroffen werden könnten. Ich empfehle deshalb allen, den Bericht zu lesen. Leider lässt sich aufgrund des finanziellen Umfelds nicht erreichen, dass sämtliche Massnahmen, die grundsätzlich erstrebenswert wären, umgesetzt werden. Dass die Familienergänzungsleistungen als erste Priorität wegfallen, wird von der FDP nicht bedauert. Dagegen stand der Ausbau des familien- bzw. schulergänzenden Betreuungsangebots schon immer auf unserer Traktandenliste, und das wird auch umgesetzt. Bedauernd ist, dass die Ferienbetreuung von Kindern weiterhin Wunschbedarf bleiben wird. Ich muss zum Schluss kommen. Was die Planungserklärung GSoK anbelangt, so unterstützen wir diese. Die Planungserklärung der EVP lehnen wir ab. Die Gründe dafür wurden seitens der BDP und der glp genannt. Die FDP nimmt den Bericht zur Kenntnis.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Wir finden es schon fast ein bisschen unseriös, für einen so wichtigen Bericht, eine so wichtige Frage wie die der Familien, nur so wenig Zeit zu haben. Wir haben nur zwei Minuten, um etwas darüber zu sagen. Wir haben es jetzt an den vorangegangenen Voten gemerkt: Es kommt etwas bruchstückhaft herüber. Die einen sind hier vielleicht zufrieden, die andern dort nicht. Aber das ist halt nun einmal die Situation. Wir sehen an sich auch das Positive, gerade auch im steuerlichen Bereich, wo die Familien entlastet werden. Als wir die Auflistung gelesen haben, haben wir doch auch darüber gestaunt, wie viel die Familien eigentlich profitieren. Ich denke, das ist nicht unbedeutend. Ich würde daher etwas abtemperieren, was Kathrin Zumstein bezüglich Armut gesagt hat; sie hat nicht das Wort Armutsrisiko verwendet, aber diesen Ausdruck hören wir bisweilen auch in diesem Zusammenhang. Ich möchte sogar sagen, dass Familien, in denen der eine Elternteil zu Hause bleibt, oder die Eltern dies abwechselungsweise tun, in gewisser Weise doch auch ziemlich privilegiert sind in punkto Steuern, Beiträgen usw. Ich sehe das in der eigenen Familie. Dort sind wir also doch einen rechten Schritt vorwärts gekommen, und wir kommen wohl auch irgendwo an einen Plafond, an dem wir keine weiteren Forderungen stellen können. Wenn wir den Bericht lesen, sehen wir aber auch, dass die ganze Frage der Familien eine Baustelle ist. Vieles konnte aus verschiedensten Gründen nicht erreicht werden. Vielleicht ist auch nicht immer alles technisch machbar. Vielleicht sind wir auch aufgefordert, dem Wort nachzuleben: «Zuhause muss beginnen, was leuchten soll im Vaterland». Noch zur Planungserklärung der Kommission. Wir unterstützen diese logischerweise. Die Berichterstattung alle vier Jahre reicht aus. Bei der Planungserklärung von Kollegin Christine Schnegg sehen wir an und für sich das Anliegen, aber ob man das wirklich so fest programmieren kann, in einem politischen Umfeld, in dem sich so vieles bewegt, da sind wir etwas unsicher. Wir sind uns daher innerhalb der Fraktion nicht ganz einig. Du wirst dich demnach überraschen lassen können, wie wir abstimmen werden.

Philippe Perrenoud, direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. Mon cœur balance, quand je lis ce rapport sur la famille. Concernant certaines mesures, je le trouve pas assez courageux, plusieurs membres du parlement l'ont dit également. Pour d'autres mesures, je sens que le parlement trouve que le rapport va déjà trop loin. Je considère ce rapport sur la famille comme ce qui est actuellement possible dans ce canton, tant au niveau politique que financier. Je remercie la Commission de la santé publique et des affaires sociales pour le travail qui a pu être fait. Je vous prie, dans ce sens-là, de prendre connaissance de ce rapport. En ce qui concerne la déclaration de planification de la commission, cela fait sens de faire un rapport sur la famille en alternance avec un rapport social. Je vous prie d'accepter cette déclaration de planification. Concernant la déclaration de planification du Parti évangélique (la présidente agite sa cloche), le gouvernement ne s'est pas prononcé dessus, j'ai un avis très clair. Je trouve également que cela fait du sens de faire un calendrier de mise en œuvre pour comprendre où on va et quand, plutôt que de rester dans le brouillard. J'entends que la majorité ne le veut pas, je le regrette, j'aurais préféré que vous puissiez l'accepter.

La présidente. Nous passons au vote. Nous aurons d'abord le vote sur les déclarations de planification et ensuite la prise de connaissance du rapport. Ceux qui acceptent la déclaration de planification de la Commission de la santé et des affaires sociales votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification CSoc)

Décision du Grand Conseil:

Adoption	
Oui	131
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons au vote sur la déclaration de planification du PEV. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification PEV)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	56
Non	71
Abstentions	6

La présidente. Vous avez rejeté cette déclaration de planification. Nous passons maintenant à la prise de connaissance. Ceux qui acceptent la prise de connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Prise de connaissance

Oui 124

Non 2

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance de ce rapport. M. Reto Müller, est-ce que vous en avez pour long? – Est-ce que c'est contesté? – Alors, je clos la séance, bonne soirée.

(Quelqu'un signale à la présidente qu'une délégation se trouve sur la tribune du public.) – Je m'excuse, écoutez juste trente secondes encore. Je viens de recevoir un papier: il y a l'école JUVESO de Wankdorf qui vient d'arriver. Soyez les biens venus, mais nous, on part. On s'excuse. Bonjour. *(Hilarité, applaudissements)*

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 28.

Les rédactrices :

Claudine Blum (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mardi 18 novembre 2014, 9 heures – 11 heures 45

Deuxième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 153 députés. Excusés : Aebersold Michael, Adrian, Daetwyler Francis, Desarzens-Wunderlin Eva, Etter Jakob, Keller Bettina, Kronenberg Sabine, Sommer Peter

Affaire 2011.RRGR.11103

Rapport complémentaire à la stratégie d'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne. Domaines de la prévention et de la répression. Rapport du Conseil-exécutif

La présidente. (*La présidente agite sa cloche.*) Il est 9 heures, je vous prie de vous installer. J'ouvre la séance de ce mardi matin. Nous en sommes à l'affaire n°18 «Rapport complémentaire à la stratégie d'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne. Domaines de la prévention et de la répression. Rapport du Conseil-exécutif». M. Müller a la parole pour la Commission de la santé et des affaires sociales. Je prierais les membres du Grand Conseil de s'asseoir et de rester tranquilles.

Reto Müller, Langenthal (PS). Nach dem wir gestern im Zeitplan aufgeholt und alle Vorurteile bezüglich langsamer Bernerinnen und Berner überholt haben, stelle ich heute Morgen fest, dass es immer noch wie früher ist: Sie «tropfen» so langsam in den Saal. Aber danke, dass Sie trotzdem bereits zuhören. Schliesslich geht es um das Suchthilfekonzzept, und Sie wollen sicher später alle über das «Kiffen» sprechen. Warum gibt es diesen Zusatzbericht? Sowohl in der Debatte über das überwiesene Suchthilfekonzzept als auch in der resultierenden Kommissionsmotion des Jahres 2012 und auch im Vorstoss von Frau Mühlheim des Jahres 2013 wurden Ergänzungen zum Bericht in den Bereichen Prävention und Repression gefordert. (*La présidente agite sa cloche.*)

Die überwiesenen Vorstösse hatten zum Ziel, Lücken im Suchthilfekonzzept zu schliessen. Um es vorweg zu nehmen: Aus Sicht der vorberatenden Gesundheits- und Sozialkommission (GSoK) weist das Suchthilfekonzzept mit dem Zusatzbericht keine Lücken mehr auf. Die Kommission konnte im Bericht und im Referat des Gesundheitsdirektors zur Kenntnis nehmen, dass neue Tendenzen im Suchthilfebereich aufkommen. Darunter fallen die psychische Gesundheit sowie Angebote im Bereich der neuen Medien, die zurzeit zum Beispiel von Eltern und auch von Schulen stark gefragt sind. Die bisherigen Schwerpunkte in der Suchtarbeit und in der Prävention werden aber beibehalten. Der Fokus der präventiven Arbeit liegt richtigerweise auch in Zukunft bei den Kindern und Jugendlichen. Es wird sehr viel

Wert darauf gelegt, dass man in der Frühförderung früh in gesundheitsgefährdete Systeme oder Familien eindringen kann. Weiterhin wird im Bericht aufgezeigt, dass Alkohol, Tabak, schlechte Ernährung und mangelnde Bewegung als hauptsächlich schädigende Faktoren gelten. Die Kommission hat verschiedene Fragen gestellt, die der Gesundheitsdirektor und sein Team zur vollen Zufriedenheit beantworten konnten; zum Beispiel, wie die Finanzierung des Suchthilfefonds funktioniert, oder auch inwiefern Cannabis oder eine Partydroge wie LSD aufgrund der aktuellen Medienberichte eine bestimmte Relevanz erhalten sollen. Auf all diese Fragen haben wir Antworten erhalten. Bezüglich der letzten Frage und vielleicht auch aufgrund der Diskussion im nächsten Traktandum merke ich noch an, dass im Jahre 2013, zum Zeitpunkt der Erhebung der politischen und gesellschaftlichen Relevanz dieser Substanzen für den Bericht, Cannabis praktisch noch kein Thema war. Wir könnten also die Thematik des Cannabis als einen «Medien- oder Politikhype» des Jahres 2014 bezeichnen. Aus konzeptioneller Sicht ist das aber irrelevant.

Wir haben zur Kenntnis genommen, dass die GEF die Massnahmen weiterhin mit den bisherigen Akteuren umsetzen will. Das heisst, vor allem mit der Berner Gesundheit, dem Blauen Kreuz und der Aidshilfe Bern. Ferner konnten wir keine Doppelspurigkeiten feststellen, obwohl verschiedene Direktionen, namentlich ERZ, POM, JGK und GEF, involviert sind. Bei der POM ist es relativ schwierig abzuschätzen, was Prävention und was normale Polizeiarbeit ist. Beides wird weiterhin Hand in Hand ausgeführt, und das ist auch sinnvoll. In Bezug auf diese Überlegungen sieht man auch in der Strategie 2014–2017 die bisherigen Tendenzen bestätigt. Der Fokus liegt weiterhin bei den Kindern und Jugendlichen. Bei sozioökonomisch Benachteiligten soll künftig stärker interveniert werden können. Weiterhin wird bedarfsorientiert gearbeitet. Klar kann man festhalten, dass dem Kanton Bern für die Umsetzung der Massnahmen nach wie vor rund 6 Mio. Franken zur Verfügung stehen. Dieser Betrag ist vor allem an die bisherigen Programme gebunden. Das heisst, dass wahrscheinlich für neue Tendenzen oder Arbeiten politisch weiterhin wenig Spielraum besteht und man sich auf die wichtigsten Tendenzen konzentrieren muss. Wir danken den beteiligten Ämtern und Stellen für das Erstellen dieses Zusatzberichts. Die GSoK empfiehlt dem Grossen Rat, den Zusatzbericht anzunehmen, ebenso wie die Abschreibung beider Motionen gemäss dem Beschlussesantrag.

La présidente. Y a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. M. Schlup pour l'UDC. Nous sommes en débat réduit, vous avez deux minutes.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Ich fasse mich relativ kurz. Ich kann diesem Dank für den Bericht nicht einfach so fröhlich zustimmen. Die Aussage, dass trotz Bedarf wenig unmittelbare Nachfrage besteht, soll mir jemand marktwirtschaftlich erklären. Der Ausdruck «Querschnittsthema Gender» und andere machen diesen Bericht schwer verständlich. Ich hatte Angst, dass ich der einzige bin, der ihn nicht gut verstanden hat und habe ein wenig herumgefragt. Sogar Gymnasiallehrer und Ingenieure haben zwischenzeitlich

ziemlich stark den Kopf geschüttelt. Ich denke, solche Berichte bringen nicht sehr viel, da sie, wenn sie so schwer verständlich sind, nicht einmal mehr von den Anwendern in die Hand genommen werden. Man könnte auch verständlicher schreiben.

Zum Inhalt des Berichts hat Reto Müller bereits alles gesagt, dem kann ich so zustimmen. Etwas fiel mir auf, das auch einige Mitglieder in meiner Fraktion stört: Es wird sehr viel von Alkohol, Tabak, Ernährung/Bewegung und psychischer Gesundheit gesprochen, aber sehr wenig von den illegalen Drogen. Dies obschon solche viel schneller zu Abhängigkeit führen und schneller negative Einflüsse auf die Arbeits- und Gesellschaftsfähigkeit haben. Ich möchte noch ein Beispiel anbringen, das ich «weitergesponnen» habe: Vielleicht kann man in Zukunft auf einem Päckchen Fleisch lesen, dass der Inhalt der Gesundheit schaden könnte, aber auf einem Päckchen Heroin wird das sicher nicht geschrieben sein. Ein grosser Teil der SVP-Fraktion nimmt diesen Bericht zähneknirschend zur Kenntnis und ein paar Mitglieder lehnen ihn ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Hier liegt ein solider Bericht vor uns. Dennoch müssen wir im Parlament in Anbetracht der knappen Finanzen aufpassen, dass wir nicht dauernd Berichte bestellen, sondern diese vielleicht vermehrt auch umsetzen können. Damit komme ich zu meiner Motion: Meine Ziffern der Motion wurden mit diesem Bericht mehr oder weniger erfüllt, aber dieser Bericht wird in Zukunft nur so viel Wert sein, wie wir ihn eben auch umsetzen. Damit komme ich zur Kritik über das, was mein Vorredner der SVP-Fraktion geäussert hat: Es ist nicht so, wie er gesagt hat; hier geht es um Prävention, und das geht uns alle etwas an. Prävention ist ein geduldiges Wort und beinhaltet alles. Aber es ist nicht zuletzt politisch klar, dass in Bezug auf die Früherkennung und Früherfassung von Jugendlichen, insbesondere bei Familien, die schlecht integriert sind, in diesem Kanton Handlungsbedarf besteht. Vielleicht müssen wir künftig aufhören, dauernd nur irgendwelchen Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeitern – ich bin auch eine davon – für irgendwelche Projekte Geld zu geben. Wir sollten es vielmehr im Sinne der regionalen Sensibilisierung, unter anderem der Mütter- und Väterberatung zukommen lassen, so wie wir es entschieden haben und Regula Unteregger es bereits umgesetzt hat. – Das ist sinnvoll. Wir müssen dort finanziell unterstützen, wo Handlungsbedarf besteht und nicht immer bei zweijährigen Projekten, bei denen man nicht genau weiss, was dabei herauskommen soll. Das ist meine persönliche Kritik, die ich nach 25 Jahren Suchtarbeit im Kanton Bern anbringe.

Im Bericht hat mich die Repression erstaunt. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen: Die Polizei kommt schlecht weg. An dieser Stelle definiert sie sich relativ nach dem klassischen, alten System. Ich finde jedoch die Polizei und ihre Arbeit schon längstens viel breiter. Sie ist für uns längst ein wesentlicher Partner, sie sorgt nämlich im öffentlichen Raum dafür, dass verelendete Drogenkonsumenten viel schneller in eine Behandlung geführt werden. Man muss nicht so tun, als sei das nur eine Problematik für Sozialarbeiter. Schade, stellt sich diesbezüglich die Polizei etwas einseitig dar und ich bin froh, dass die Praxis ganz anders aussieht. Wir nehmen diesen Bericht an.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Der vorliegende Bericht zeigt Strategien und Massnahmen im Bereich der Prävention und Repression auf und schafft einen guten Überblick über die verschiedenen Angebote und Leistungserbringer, sei es auf der Ebene des Kantons und des Bundes oder der Gemeinden. Die FDP-Fraktion unterstützt die Planung der GEF, wonach vor allem Kinder und Jugendliche im Zentrum der Massnahmen stehen sollen. Verschiedene kantonale Ämter, beziehungsweise Direktionen, sind mit der Gesundheitsförderung beauftragt. Das zeigt auch gleich die grosse Bedeutung der gut funktionierenden Schnittstellen zwischen den Ämtern und den entsprechenden Direktionen. Die Fäden zwischen der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB), den Schulen und der Polizei sollen möglichst eng geknüpft sein, damit eine Suchterkrankung verhindert werden kann. Früherkennung – wir haben es vorhin von Barbara Mühlheim gehört – ist besonders wichtig. Auch von besonderer Bedeutung ist, dass gerade die regionalen Plattformen, in Form von Mütter- und Väterberatung, gut funktionieren. Die FDP-Fraktion ist der Ansicht, dass die Mittel für die vorgesehenen Massnahmen, wie sie im Bericht dargestellt sind, richtig eingesetzt werden.

Das Votum, das vorhin von Martin Schlup abgegeben wurde, erstaunt mich. In der Kommission haben wir diesen Bericht behandelt, und dort hat er Ausführungen nicht gemacht. Ich kann mich erinnern, dass lediglich die Frage bezüglich des Cannabiskonsums von der GEF beantwortet werden konnte. Zu den Ausführungen von Barbara Mühlheim muss ich sagen, dass auch sie an der GSOK-Sitzung nicht anwesend war. Schade, dass sie dies nicht dort anbringen konnte. Jetzt ist es eben so, und die FDP-Fraktion beantragt, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen sowie beide Motionen der vorherigen Kommission und auch Ziffer drei der Motion Mühlheim abzuschreiben.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Wie verlangt, handelt es sich in diesem Zusatzbericht um die zwei Bereiche der Repression und der Prävention. Die BDP-Fraktion anerkennt, dass dieser Bericht nun komplett ist. Ergänzend zu den Aussagen des Kommissionsprechers möchte ich noch folgende Bemerkungen anbringen: Es wird gut aufgezeigt, was die Aufgaben in diesen zwei Bereichen sind und wer sie wahrnimmt. Die Prävention wird gut dargestellt und die Kosten offen dargelegt. In der Repression ist das weniger der Fall. Einige Resultate werden aufgezeigt. Einiges wird kontrolliert, beschlagnahmt und auch erfasst. Eine Kosten- oder Finanzierungsaufteilung fehlt hingegen. Dieser Teil würde uns aber auch interessieren. Der Bericht zeigt uns auf, dass die Hauptproblemlasten immer noch der Alkohol und der Tabak sind. Der Bericht legt uns dar, dass uns die Themen der Durchsetzung, Reduzierung und Verfügbarkeit weiter beschäftigen werden. Die BDP-Fraktion dankt der Verwaltung für die Erarbeitung dieses Zusatzberichts und nimmt ihn einstimmig zur Kenntnis.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Die EVP-Fraktion würdigt diesen Zusatzbericht zum Suchthilfekonzept und dankt der Verwaltung für die Erarbeitung. Mit diesem Zusatzbericht wird gut aufgezeigt, was in Sachen Prävention und Repression alles läuft und wo die Gelder eingesetzt werden. Ich mache nur eine kurze Zusatzbemerkung

zur Prävention: Die GEF erfüllt hier den Auftrag aus Artikel 41 der Kantonsverfassung ganz pragmatisch und praxisbezogen, mit einer starken Einbindung aller Akteure, die in direktem Kontakt mit dem Zielpublikum stehen. Das ist sicher zu unterstützen und erfolgversprechender als seitenweise theoretische Abhandlungen. Die EVP-Fraktion möchte aber vor einer Verzettlung der doch recht begrenzten Mittel warnen. Das Augenmerk sollte bei der Planung und bei der Umsetzung in der Prävention und der Gesundheitsförderung vor allem auf den Hauptproblemlasten liegen, nämlich bei Alkohol, Ernährung/Bewegung, Tabak und psychischer Gesundheit. Mit dieser Zusatzbemerkung nimmt die EVP-Fraktion den Zusatzbericht zum Suchthilfekonzert zur Kenntnis.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Ich kann es gleich vorweg nehmen: Die grüne Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis und ist mit den Abschreibungen der entsprechenden Motionen einverstanden. Der Zusatzbericht zeigt klar auf, dass die Prävention und die Gesundheitsförderung wichtige Aufgaben sind, um gesund zu bleiben und der Gefahr, suchtabhängig zu werden, entgegenzuwirken. Erwähnens- und wünschenswert sind die Präventivprogramme und die Präventivmassnahmen, die von verschiedenen Leistungserbringern zielgruppenorientiert erbracht werden. Wir sind der Meinung, dass die bisher ergriffenen und auch geplanten Massnahmen in der Prävention, wie auch in der Repression, die nötigen und erfolgversprechenden Handlungen sind, damit unsere Gesellschaft aufgeklärt, gesund und ohne Hilfe von Suchtmitteln leben kann.

Alfred Schneiter, Thierarchen (UDF). Auch die EDU-Fraktion nimmt diesen Bericht zur Kenntnis. Vielleicht nicht mit einer Halleluja-Stimmung, wie der Vorsitzende der Gesundheits- und Fürsorgedirektion. Ich verstehe Martin Schlup ein wenig. Ich habe es in der Kommission nicht gesagt, aber ich habe mich mit diesem Bericht auch etwas schwer getan und benötigte an gewissen Stellen Nachhilfeunterricht, um alles zu verstehen. Schlussendlich habe ich verstanden, dass Prävention etwas sehr Sinnvolles ist und es sich lohnt, dran zu bleiben, es zur Kenntnis zu nehmen und auch umzusetzen. Dazu ein praktisches Beispiel: Ich hatte ein zweites Exemplar von diesem Bericht und habe dieses gestern Abend nach der Sitzung meiner Gemeinderatskollegin gegeben. Sie arbeitet im Schulbereich und erwähnte einen geplanten runden Tisch für Eltern. So habe ich ihr den Bericht ausgehändigt, der auch etwas mit dem Angebot des Kantons zu tun hat. In diesem Zusammenhang möchte ich wirklich noch die Polizei erwähnen. Es wurde bereits angemerkt, dass für den Bereich der Prävention ein Stellenetat von über 30 Stellen besteht. Diesbezüglich bin ich sehr gespannt, ob diese an der Front oder als Schreibtischtäter eingesetzt werden. Und es wurde klar bestätigt, dass diese Leute zum Beispiel in den Schulen oder bei den Eltern eingesetzt werden, also an der Front. Das ist sinnvoll und das möchten wir auch fördern. Daher nehmen wir diesen Bericht zur Kenntnis.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion würdigt den Bericht des Suchthilfekonzerts

und dankt den Verantwortlichen für ihre Arbeit. Der Bericht schafft einen klaren Überblick über alle Massnahmen, die vorgenommen werden. Wir befürworten, dass die Prävention weiter auf die Kinder und Jugendlichen ausgerichtet ist und sind der Ansicht, dass Lücken geschlossen wurden. Mit der Abschreibung der Motionen sind wir einverstanden und unterstützen den Bericht.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe. Y a-t-il encore quelqu'un qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. C'est donc à vous, M. le conseiller d'Etat.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je serai relativement bref. Je crois que l'essentiel a été rappelé ici ce matin. La discussion a également été intéressante à mon avis au sein de la commission, que je remercie pour ses travaux efficaces et efficients. Je vous prie, dans le sens de la commission et du gouvernement, de prendre connaissance de ce rapport.

La présidente. Nous avons trois points. Nous allons tout d'abord voter sur le classement de la motion de la commission «Rapport sur l'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne». Puis, nous voterons sur le classement du point 3 de la motion de Mme Mühlheim et enfin sur la prise de connaissance du rapport. Donc, ceux qui sont d'accord de classer la motion de la commission «Rapport sur l'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne» votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement de la motion M 047-2012)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	144
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté à l'unanimité de classer cette motion. Ceux qui acceptent de classer le point 3 de la motion Mühlheim votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (classement du ch. 3 de la motion Mühlheim 047-2013)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	144
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté à l'unanimité de classer ce point 3. Nous passons à la prise de connaissance de ce rapport. Ceux qui acceptent la prise de connaissance votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	135
-----	-----

Non	4
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté de prendre connaissance de ce rapport.

Affaire 2014.RRGR.790

N° de l'intervention: 152-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 07.08.2014
 Déposée par: Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 1305/2014 du 29 octobre 2014
 Direction: SAP

Interdiction des clubs sociaux cannabiques

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Interdire sur le territoire du canton les essais autorisant la remise et/ou la vente et/ou la consommation de produits dérivés du cannabis dans les clubs sociaux cannabiques.
2. Faire en sorte que les conclusions des études les plus récentes soient diffusées dans toutes les écoles publiques et que les élèves soient avertis des dangers.
3. Intervenir auprès des autorités fédérales pour que l'Office fédéral de la santé publique, compétent pour autoriser la légalisation du cannabis dans les clubs sociaux, refuse toute autorisation.
4. Poursuivre résolument la politique cantonale des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques, répression) et l'objectif à long terme d'une société sans drogue.

Développement

La consommation quotidienne de cannabis sur une longue période est nuisible à la santé. Fumer des joints est mauvais pour les poumons et le système cardio-vasculaire, mais aussi pour le cerveau. Telles sont les conclusions d'une étude menée sur presque une quarantaine d'années à l'Université Duke en Caroline du Nord¹. Les facultés intellectuelles et le QI des personnes qui fument du cannabis pendant des années diminuent. C'est vrai en particulier chez les jeunes². Chez eux en outre, la consommation régulière augmente le risque de schizophrénie chronique et d'autres troubles psychiques graves³. On observe des modifications dans des zones importantes du cerveau même chez ceux qui ne fument qu'un ou deux joints par semaine. Or ces zones jouent un rôle essentiel dans la motivation, ce qui vient étayer une théorie largement répandue parmi les scientifiques, selon laquelle la consommation de marijuana

provoque des troubles connus sous le nom de syndrome d'amotivation. Les personnes qui souffrent de ce syndrome ont des problèmes de concentration et sont apathiques.

Compte tenu de ces découvertes, il est irresponsable de vouloir autoriser la remise de cannabis dans des clubs sociaux, comme le prévoit actuellement un projet pilote.

Réponse du Conseil-exécutif

1. L'interdiction de la fabrication, de la remise, de la vente et de la consommation de cannabis est déjà inscrite dans la législation. Le cannabis fait partie des stupéfiants interdits par la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (loi sur les stupéfiants, LStup), dont l'article 8, alinéa 1 prévoit que les stupéfiants ayant des effets de type cannabique ne peuvent être ni cultivés, ni importés, ni fabriqués ou mis dans le commerce. Il revient à la Police cantonale de faire respecter cette disposition.

Si aucune convention internationale ne s'y oppose, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) peut toutefois accorder des autorisations exceptionnelles pour la recherche, le développement de médicaments ou une application médicale limitée (art. 8, al. 5 LStup). Les cantons n'ont aucune compétence en la matière, toute dérogation ressortissant à l'OFSP. D'une manière générale, leur latitude est très réduite en ce qui concerne la réglementation relative aux stupéfiants, dès lors que celle-ci relève de la Confédération.

A supposer que l'OFSP autorise un essai de remise, de vente ou de consommation de cannabis, le Conseil-exécutif devrait l'interdire sur le territoire du canton d'après le motionnaire. La politique cantonale en matière d'addictions se fonde sur la stratégie d'aide aux personnes dépendantes du canton de Berne. Celle-ci met l'accent sur d'autres priorités que la régulation éventuelle du cannabis. Mais – comme c'est aussi le cas à l'échelle fédérale – le gouvernement poursuit une politique globale en matière d'addictions, qui inclut les évolutions dans ce domaine. Les résultats des essais pilotes et des projets de recherche sont importants pour mettre sur pied une palette de prestations efficaces. Ce principe vaut aussi pour les essais de régulation du cannabis, pour autant qu'ils soient conformes à la législation et aient été approuvés par la Confédération

Proposition : rejet.

2. L'objectif de la prévention est d'éviter toute consommation – notamment nouvelle – de substances pouvant nuire à la santé. Pour le réaliser, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) mandate des organisations privées en concluant avec elles des contrats de prestations. Les programmes de prévention sont axés sur les résultats et tiennent compte des études scientifiques les plus récentes. Les enfants et les adolescents ainsi que leur environnement constituent le groupe cible principal, le contexte scolaire jouant un rôle essentiel. Il est important pour les écoles de pouvoir compter sur le soutien des spécialistes – et notamment des services du canton, dont la collaboration est appréciée – pour faire face aux problèmes complexes posés par la consommation de drogues et les comportements addic-

¹ <http://static01.20min.ch/wissen/news/story/Gelegentliches-Kiffen-veraendert-das-Gehirn-26773073>; <http://www.20min.ch/wissen/gesundheit/story/14183376>

² <http://www.spiegel.de/gesundheit/psychologie/cannabis-lang-zeitstudie-jahrelanges-kiffen-laesst-den-ig-sinken-a-852383.html>

³ http://webpaper.nzz.ch/2014/01/26/wissen/KXM6A/in-den-wahn-gekiff?quest_pass=be11e230c9%3AKXM6A%3Af75e04297c93e94d1004142c026d0495368f206d

tifs. Les programmes en milieu scolaire englobent la sensibilisation, l'information sur les risques et la diffusion des résultats des dernières études, sur le cannabis comme sur d'autres thèmes. Outre les organisations mandatées par la SAP, la Police cantonale assume également des tâches de prévention au cas par cas, en complément à la répression.

Il convient de préciser que, si certaines études concluent que la consommation de cannabis modifie des zones du cerveau et entraîne des troubles psychiques – selon le développement de la motion, ce lien de causalité ne fait pas l'unanimité parmi les chercheurs et n'a pas été démontré.

Proposition : adoption et classement.

3. L'OFSP peut donc accorder des autorisations exceptionnelles pour la recherche, le développement de médicaments ou une application médicale limitée (art. 8, al. 5 LStup). Aucune demande de régulation du cannabis ne lui est parvenue pour l'heure et il n'est pas possible d'émettre un avis définitif sur la compatibilité d'un essai pilote avec la LStup sur la base des informations disponibles actuellement sur les projets envisagés.

En sa qualité d'autorité responsable du pilotage de l'aide aux personnes dépendantes, la SAP veille à la mise sur pied d'une palette de prestations conformes aux besoins et axées sur les résultats. Elle a besoin d'informations sur les nouvelles tendances, les projets pilotes et les études scientifiques ainsi que sur leur évaluation pour pouvoir remplir sa mission dans le contexte évolutif de la consommation de drogues et des besoins de thérapie. Le Conseil-exécutif ne juge donc pas opportun d'intervenir pour que l'OFSP refuse d'autoriser un éventuel projet pilote mené dans le cadre de la loi et faisant l'objet d'un suivi et d'une évaluation scientifique.

Proposition : rejet.

4. Le gouvernement entend poursuivre résolument la politique des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques et répression) dans le cadre de référence fixé par la Confédération. Il tient compte du modèle du cube, qui a ajouté deux dimensions : le type de consommation (consommation à faible risque, consommation problématique et dépendance) et la substance (légale ou illégale). Le Conseil-exécutif a clairement exprimé cette volonté dans la stratégie d'aide aux personnes dépendantes du canton. Celui-ci applique la politique des quatre piliers et veille à un équilibre adéquat entre les différentes mesures. Les programmes prévus par la stratégie se fondent sur la LStup (dont l'art. 1, lit. a consacré à la prévention précise « notamment en favorisant l'abstinence ») et, partant, sur l'objectif à long terme d'une sortie de l'addiction.

Proposition : adoption et classement.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

Point 4: adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire n°19, motion de M. Guggisberg, «Interdiction des clubs sociaux cannabiques».

Cette motion est en débat libre et je donne aussi mon siège au vice-président, M. Jost.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Der Gemeinderat befürwortet die Schaffung von so genannten Cannabis-Sozial-Clubs in der Stadt Bern. Ein solcher Sozial-Club ist ein Projekt, das den Vertrieb von Cannabis als Rauschmittel an volljährige Personen ermöglicht. Dabei soll der Anbau, der Transport, die Verteilung und der Konsum organisiert werden. Ich möchte solche Cannabis-Clubs unbedingt verhindern. Dafür gibt es sehr gute Gründe, vor allem gesundheitliche, aber auch demokratische und rechtliche. Zuerst etwas zum Rechtlichen: Cannabis darf nach geltendem Betäubungsmittelgesetz weder hergestellt noch verkauft und abgegeben werden. Es ist also illegal. Das Schweizer Volk hat zuletzt im Jahre 2008 mit über 63 Prozent klar bestätigt, dass Cannabis illegal sein soll. Mit den geplanten Clubs würde dieser Volkswille untergraben werden und Cannabis legalisiert. Der Hinweis auf die Ausnahmegewilligung, die das BAG, gestützt auf Artikel 8 Absatz 5 des Betäubungsmittelgesetzes, erteilen könnte, ist hier total verfehlt. Ausnahmegewilligungen können nur zu medizinischen Zwecken erteilt werden. Solche liegen hier ganz offensichtlich nicht vor. Wir befinden uns also nicht in einer rechtlichen Grauzone. Für Cannabis-Clubs gibt es schlicht und einfach keine gesetzliche Grundlage – auch nicht als Pilotprojekt.

Ich weiss nicht erst seit ich Vater bin, dass es wichtig ist, Kindern und Jugendlichen klare Grenzen zu setzen und ein möglichst gutes Vorbild zu sein. Mit Cannabis-Clubs würden wir genau das Gegenteil erreichen, denn wir würden die Grenze aufweichen und als schlechtes Beispiel vorangehen. Wir würden signalisieren, dass das Kiffen demnach doch nicht so schlimm ist. Das wäre aus meiner Sicht ein fatales Zeichen. Umfragen zeigen, dass es wichtig und richtig ist, nötigenfalls Verbote zu machen, wenn es der Jugendschutz verlangt. Über die Hälfte der Jugendlichen geben an, dass sie nicht kiffen, weil es verboten ist. Damit komme ich zu den gesundheitlichen Folgen: Cannabis wird zu unrecht als weiche Droge bezeichnet. Dieser Ausdruck ist völlig verfehlt und suggeriert, dass das Kiffen nur wenige gesundheitliche Risiken mit sich bringt. Mir ist klar, dass Cannabis nicht bei allen gleich wirkt und die gleich schlimmen Folgen hat. Aber gerade bei jungen Menschen im Wachstum können bereits wenige Züge von einem Joint verheerende gesundheitliche Schäden zur Folge haben. Unbestritten ist, dass bei jedem und jeder Konzentration, Gedächtnisleistung und Motivation abnehmen. Die verletzlichste Gruppe bilden die Jugendlichen. Bei vielen von ihnen sind die Defizite nicht mehr reversibel. Das heisst, dass die schlechten Gedächtnisleistungen, Konzentrationsstörungen und psychischen Probleme ein Leben lang bleiben. Neuste Zahlen belegen, dass drei Viertel der jungen Leute, die eine Psychose entwickeln, vorher Cannabis konsumiert haben. Bei Vorliegen einer individuellen Empfindlichkeit können bereits nach kurzzeitigem Konsum psychische Störungen, bis hin zu akuter Schizophrenie, ausbrechen. Ob jemand solch eine individuelle Empfindlichkeit hat, weiss man nicht im Voraus. Das ist

genau das Perfide am ganzen: Wenn man es merkt, ist es zu spät.

Fakt ist auch, dass jeder sechste Jugendliche von Cannabis abhängig wird. Es gibt zudem Hinweise, dass die starke Zunahme von psychisch bedingten Invaliditätsfällen unter Jugendlichen mindestens teilweise auf einen vorherigen Cannabiskonsum zurückzuführen ist. Es gibt ebenfalls Hinweise, dass das Kiffen teilweise mitverantwortlich für die hohe Jugendsuizidalität ist. Durch eine Langzeitstudie ist inzwischen belegt, dass der Konsum von Cannabis wichtige Hirnregionen verändert, die geistigen Fähigkeiten verschlechtert und den IQ sinken lässt. Ich habe in meinem eigenen Bekanntenkreis bei nicht weniger als vier Personen miterleben müssen, wie sich das regelmässige Kiffen negativ auf die Gesundheit und die Persönlichkeit der Betroffenen ausgewirkt hat. Bei drei von vier hat das Kiffen im Teenageralter zu einer Psychose geführt und bei einem zu einer Schizophrenie. Drei sind heute um die vierzig Jahre alt und nicht in der Lage, selbst für ihren Lebensunterhalt aufzukommen. Der vierte aus meinem Bekanntenkreis lebt nicht mehr. Dieser Kollege hat sich das Leben genommen, als er gemerkt hat, dass er in der Schule nicht mehr besser wurde. Zusammenfassend bitte ich Sie, meine Motion insbesondere aus rechtlichen, demokratischen und vor allem gesundheitlichen Überlegungen in allen vier Ziffern zu unterstützen. Bei Ziffer vier kann ich mit der Abschreibung leben, allerdings bestreite ich die Abschreibung bei Ziffer zwei.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Bei Ziffer vier ist der Motionär bereit, die Abschreibung anzuerkennen. Die Regierung lehnt Ziffer eins und drei ab, Ziffer zwei und vier nimmt sie bei gleichzeitiger Abschreibung an. Das ist die Haltung der Regierung.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Es brachte mich etwas zum schmunzeln, dass ausgerechnet ein SVP-Mitglied solch einen Vorstoss einreichte und mir damit in Drogenfragen den nicht immer gerechtfertigten Ruf des «Verbotspolitikers» streitig macht. Hier scheint ein junger Familienvater zu merken, dass es beim «Saufen, Rauchen und Kiffen» nicht reicht, nur mit leeren Selbstverantwortungsfloskeln um sich zu werfen und es eben vielleicht Sinn macht, wenn der Staat gewisse Leitplanken setzt. Ich kann mir aus eigener Erfahrung lebhaft vorstellen, dass der Motionär nicht nur wohlwollende Reaktionen einstecken musste, als er diesen Vorstoss eingereicht hat.

Nun aber zum Inhalt: Diese Motion greift einerseits in die Bundeskompetenzen und andererseits in das operative Geschäft der GEF ein. Sie ist undifferenziert und auch nicht zu Ende gedacht. Aus meiner Sicht ein sehr mühsamer Vorstoss, das habe ich Lars auch selbst gesagt. Die Antwort der Regierung ist richtig. Man ist versucht, sich der Regierung anzuschliessen und anschliessend diese Motion wegzuräumen. Das wäre wiederum nicht ganz zu Ende gedacht. Wir haben nämlich im Kanton Bern zwei bis drei Städte, die mit grosser Entschlossenheit darauf hinarbeiten, neben dem «Fixerstübchen», auch noch ein «Kifferstübchen» einzurichten. Aus diesem Grund geht es bei dieser Motion eben nicht nur um rein rechtliche Aspekte, sondern ganz stark um eine Haltungsfrage des Kantonsparlaments gegenüber eines nicht ganz unwesentlichen Liberalisierungsschrittes in der

Drogenpolitik. Die Ziffern zwei und vier brauchen wir nicht lange zu diskutieren; aus meiner Sicht ist die Annahme und Abschreibung das einzig Richtige. Es ist für alle Leistungserbringer in der Prävention klar, dass neue Erkenntnisse, nicht nur zum Kiffen, bei Schuleinsätzen einfließen. Genauso klar und unbestritten ist, dass die bisherige Drogenpolitik konsequent weitergeführt werden soll. Die EVP-Fraktion unterstützt deshalb die regierungsrätlichen Anträge: Annahme und Abschreibung.

Spannend sind die Ziffern eins und drei. Da geht es eigentlich um Dasselbe. Es soll nämlich verhindert werden, dass im Kanton Bern Kiffer-Clubs aufgemacht werden können. Auch hier stimmt alles Ausgeführte in der Antwort der Regierung. Aber es geht eben nicht nur um die Kompetenzverteilung und die rechtlichen Zuständigkeiten, sondern wenigstens in der öffentlichen Wahrnehmung, um eine Haltungsfrage von uns allen hier, gegenüber einem Liberalisierungsschritt in der Drogenpolitik. Das Kiffen ist mindestens mit so hohen gesundheitlichen Risiken verbunden wie das Zigarettenrauchen oder der übermässige Alkoholkonsum. Nach 22-jähriger Tätigkeit in der Suchtprävention und Gesundheitsförderung fehlt mir der Glaube, dass das Freigeben einer weiteren Droge die Schäden mindern würde. Völlig ungelöst beim Kiffer-Club-Konzept sind der Jugendschutz und auch die Frage nach der Eindämmung des Schwarzmarkts. Was ich dazu von den Vorkämpferinnen für die Kiffer-Clubs gehört habe, lässt mich an ihrer Kompetenz zweifeln. Ein grosser Teil der Kifferinnen und Kiffer begannen damit vor dem erreichten 18. Lebensjahr. Kiffer-Clubs, die erst ab 18 Jahren zugelassen sein sollen, bieten diesbezüglich absolut keine Verbesserung. Entgegen dem wird kommuniziert, Kiffen sei easy und problemlos, und man müsse nur warten, bis man 18 Jahre alt ist. Das erachte ich als eine Katastrophe. Woher nehmen die Minderjährigen dann ihren Stoff? – Genau von dort, wo sie ihn auch heute beziehen: Aus der Illegalität. In diesem Zusammenhang ist es nicht so, wie heute im Bund zu lesen ist, nämlich dass dann in den «Kifferstübchen» gekifft wird. Das vielleicht auch, aber der Stoff wird in erster Linie nur abgegeben, und dann kann man hingehen wo man will. So wird der Stoff auf der Strasse sein und für den Schwarzmarkt wird zusätzlich eine Tür geöffnet. Illegal wird weiterhin auch stärkerer Stoff auf dem Markt sein. Stoff mit höherem THC-Gehalt, diesbezüglich wird nämlich immer weiter gezüchtet und es wird auch weiterhin eine Nachfrage bestehen, auch wenn diese Kiffer-Clubs eröffnet werden.

Die EVP-Fraktion unterstützt die Ziffern eins und drei aus diesen grundsätzlichen Überlegungen, auch wenn sie etwas hilflos daherkommen. Nun noch eine ganz wichtige Schlussbemerkung an die Adresse des Motionärs und an seine Fraktion: Fast niemand beginnt als allererstes zu kiffen, die meisten rauchen vorher. An dieser Stelle hat der Kanton die Möglichkeit, Einschränkungen beispielsweise für Werbung, Sponsoring, Erhältlichkeit und bei anderen Themen zu bestimmen. Wenn es darum gehen wird, helfen Sie dann auch mit!

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Drogen sind gemäss unserer Gesetzgebung nie harmlos, unabhängig davon, ob sie illegal oder legal sind. Deshalb müssen sie auch kontrolliert werden. Auch Alkohol, Tabak und Medikamente können

gefährlich sein. Die einen konsumieren sie ohne süchtig zu werden und die anderen, die süchtig werden, verdienen unsere Unterstützung, um mit dieser Sucht umgehen zu können. Auch Cannabis ist nicht harmlos. Aber wir wissen, dass die gegenwärtige Politik die Risiken steigert. Die heutige Repression hat eine verheerende Wirkung auf die Gesundheit der Betroffenen und sie ist falsch, weil sie sich lediglich auf die Delinquenten konzentriert. Die grüne Fraktion will den Umgang mit Cannabis regulieren und nicht einfach legalisieren. Schauen wir die Realität gemäss Suchtmonitoring an: Die letzten Zahlen des Jahres 2012 zeigen, dass innerhalb des letzten Jahres in der Schweiz 450 000 Menschen einmal Cannabis konsumiert haben. Diese Vielzahl zeigt, dass die heutige Politik, die einseitig repressiv ist, gescheitert ist. Es macht keinen Sinn, davor die Augen zu verschliessen. Es geht auch anders; das zeigen andere Beispiele, auch aus anderen Ländern. Die Niederlande hat seit 40 Jahren Erfahrung mit einer liberaleren Politik. Selbst in den Vereinigten Staaten – das vielleicht an die Adresse der SVP-Fraktion –, die nicht bekannt sind für einen sehr liberalen Umgang, zeichnet sich ein Trend zur Normalisierung im Umgang mit Cannabis ab. Gerade vor zwei Wochen haben wieder mehrere Bundesstaaten eine Legalisierung beschlossen. 20 Staaten akzeptieren Cannabis zu medizinischen Zwecken und 15 Staaten haben es entkriminalisiert. Das zeigt eine klare Trendwende. Erinnern wir uns aber an die frühen 90er-Jahre, als das Elend der harten Drogen auf den offenen Strassen war, in Bern im Kocherpark und in Zürich im Letten.

Bezüglich des Zusammenschlusses über die Parteigrenzen hinweg spreche ich explizit die FDP-Fraktion an, die es damals möglich gemacht hat, einen politischen Kompromiss zu finden, der aus der Sackgasse führte. Damals hat man auch gesagt, es sei gesetzlich nicht möglich. Ich glaube, heute ist allen bewusst, dass der damalige Entscheid für die kontrollierte Drogenabgabe richtig war. Es war damals möglich, in eine fortschrittliche Richtung zu gehen. Damals standen gesundheitspolitische Argumente im Zentrum, aber auch liberale Aspekte. Um den liberalen Aspekt hervorzuheben, zitiere ich hier einen Vertreter der bürgerlichen Seite, den FDP-Nationalrat und Gesundheitspolitiker Ignazio Casis. Er war bis vor kurzem Tessiner Kantonsarzt und Vizepräsident der schweizerischen Ärztesvereinigung: «Es soll die Freiheit bestehen, dass diese Städte, die besonders betroffen sind, bezüglich der illegalen Verkäufe von Cannabis Pilotprojekte testen zu können». Das ist nämlich genau das, was viele Städte wollen, in Bern, Biel, Basel, Zürich und Genf. Hier laufen die Vorabklärungen für Pilotversuche über die Cannabisregulierung. Genau das war für den Motionär der Auslöser, um diesen Vorstoss einzureichen. In der Stadt Bern wurde eine Arbeitsgruppe eingerichtet, die genau das prüfen will. Lieber Lars Guggisberg, es ist ein Versuch, Grundlagen zu erarbeiten. Um diese Fragen genau anzuschauen sind auch hier Personen aus der Sicherheit, selbst von der Kantonspolizei, involviert. Es ist nicht so, wie gesagt wird, dass nun Kifferstübchen geschaffen werden. Es sind keine Konsumräume geplant, liebe Kolleginnen und Kollegen. Geraucht werden soll im privaten Rahmen. Die Vorteile der Cannabis-Clubs sind, dass die Qualität des Stoffs kontrolliert werden kann und dass nur volljährige Personen zugelassen sind; das ist ein sehr wichtiger Punkt.

Die Menge kann besser limitiert werden und die Weitergabe an Dritte lässt sich kontrollieren. Zentral ist – das ist für uns von der grünen Fraktion wichtig –, dass damit der Zugang zur Prävention einfacher möglich ist. Auch hier ist klar, dass wir uns vom kriminellen Schwarzmarkt fernhalten müssen, aber mit einem Zugang über diese Social-Clubs ist es möglich, die Prävention zielgerichteter zu steuern. Die Entscheidung ob das ermöglicht wird, liegt beim Bundesamt für Gesundheit (BAG). Die juristische Konformität wird aufgezeigt werden. Ich komme zum Schluss: Der Vorstoss von Herrn Guggisberg ist ein Denk- und Forschungsverbot. Das ist für uns als grüne Fraktion, die für eine liberale Drogenpolitik einsteht, kein sinnvoller Weg. Ich bitte Sie, hier der Regierung zu folgen und Ziffer eins und drei abzulehnen.

Samantha Dunning Thierstein, Bienne (PS). Le groupe socialiste SP-JUSO-PSA vous recommande de suivre les propositions du Conseil-exécutif, c'est-à-dire de rejeter les points 1 et 3 et d'adopter et classer les points 2 et 4 de la motion. En effet, nous considérons que la remise, la vente et/ou la consommation de stupéfiants, dont le cannabis, sont déjà réglés par la législation fédérale. Ce n'est donc pas au canton de légiférer en la matière. D'ailleurs, actuellement, la consommation de cannabis est déjà tolérée mais malheureusement pas contrôlée. Les consommateurs n'ont ainsi aucune idée de la qualité de ce qu'ils consomment. Si les projets pilotes tels que les clubs sociaux cannabiques permettent de contrôler la mise à disposition du cannabis et sa qualité, nous sommes d'avis qu'il faut permettre leur mise en place. C'est pour ces deux raisons que nous rejetons le premier point de la motion. Ensuite, la prévention doit, selon notre groupe, être un point primordial de la stratégie en matière de dépendance. D'ailleurs, c'est déjà le cas selon la politique des quatre piliers: prévention, thérapie, réduction des risques et répression, comme nous avons pu le voir dans le dossier précédent sur la stratégie d'aide aux personnes dépendantes dans le canton de Berne. Ceci est d'autant plus vrai pour la prévention envers les jeunes. Cependant, si on prend la phrase telle quelle du motionnaire, il risque d'être extrêmement compliqué que toutes les études soient diffusées dans les écoles publiques. Nous considérons toutefois que la demande du motionnaire est déjà mise en place. C'est pourquoi nous demandons d'adopter le point 2 et de le classer.

En ce qui concerne le point 3, il serait dommageable que le canton intervienne pour interdire des projets pilotes tels les clubs sociaux cannabiques, car ce genre de projets expérimentaux permettent d'avoir une idée des nouvelles tendances en matière de dépendance et de trouver des solutions durables aux problèmes de dépendance. Laissons donc des villes comme Bienne ou Berne chercher des solutions durables en matière de dépendance. Cependant, il est important de mettre l'accent sur l'évaluation scientifique des projets pilotes. De plus, un grand travail de prévention dans le cadre de ces projets pilotes doit être effectué. Nous pensons donc qu'il est inutile d'intervenir auprès de l'Office fédéral de la santé publique pour qu'il refuse toute autorisation pour des projets pilotes. Nous rejetons donc le point 3. En ce qui concerne le dernier point, le groupe socialiste considère qu'il faut bien entendu l'accepter. Il nous semble primordial que la politique cantonale en matière de dépen-

dance basée sur les quatre piliers soit poursuivie. Nous sommes d'ailleurs convaincus que c'est aussi la volonté du Conseil-exécutif. Cependant, nous pensons qu'il est illusoire d'imaginer à long terme une société sans drogue. D'ailleurs, jusqu'à quand une substance est-elle une drogue? Si le cannabis est une drogue, pourquoi ne considère-t-on pas l'alcool comme une drogue? Les effets ne sont-ils pas parfois pires? Nous proposons tout de même d'adopter et de classer cet ultime point de la motion. Le groupe SP-JUSO-PSA vous recommande donc de refuser les points 1 et 3 et d'adopter et classer les points 2 et 4 de la motion.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Hier die Stellungnahme der BDP-Fraktion: Was will der Motionär mit dieser Motion? Ziffer eins: Die BDP-Fraktion anerkennt grundsätzlich die gesundheitlichen Gefahren des Cannabiskonsums. Die Problemlast ist ebenso wie beim Alkohol- und Tabakkonsum gross. Cannabis gehört zu den verbotenen Betäubungsmitteln. Die BDP-Fraktion will nicht legalisieren und auch nicht alles unterbinden, das zur Problemlösung beigezogen werden könnte. Wir wollen nicht immer noch mehr kriminalisieren. Das BAG ist für die Erteilung der Bewilligungen zuständig. Der Antrag- oder Gestuchsteller ist nicht der Kanton, sondern die Gemeinde. Greifen wir nicht in die Gemeindeautonomie ein. Wenn eine Gemeinde einen Versuch zur Problemlösung starten will, dann ist das ihr Entscheid und auch ihre Verantwortung. Es versteht sich, dass solche Versuche nicht zum Vergnügen durchgeführt werden, sondern mit den nötigen Vorgaben und Evaluationen klar wissenschaftlich begleitet werden – eben als ein Pilotprojekt. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion Ziffer eins mit grosser Mehrheit bei einer Gegenstimme ab. Bei Ziffer zwei ist die BDP-Fraktion mit dem Regierungsrat einig. Wie im Zusatzbericht zum Suchthilfekonzept erwähnt, werden die Schulen intensiv in die Prävention miteinbezogen. Deshalb nimmt die BDP-Fraktion Ziffer zwei bei gleichzeitiger Abschreibung an. Zu Ziffer drei: Die BDP-Fraktion wahrt auch hier die Stufe gegenüber dem Bund. Wir sollten doch anderen ausserkantonalen Gemeinden keine Vorschriften machen. Das Problem muss vor allem fachlich und nicht nur politisch angegangen werden. Deshalb beziehe ich mich auf meine Aussage zu Ziffer eins. Die BDP-Fraktion wird Ziffer drei mit grosser Mehrheit bei einer Gegenstimme ablehnen. Bei Ziffer vier sind Annahme und Abschreibung nicht bestritten und wir werden dem Antrag des Regierungsrats folgen.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Eine Mehrheit der FDP-Fraktion unterstützt die Motion Guggisberg integral, namentlich auch Ziffer eins und drei. Warum unterstützt nun eine liberale Partei die Ziffern eins und drei, die bestritten sind? Aus dem gegnerischen Lager wird moniert und gesagt, eine Annahme der Motion komme einem Denk-, Überlegungs- und Forschungsverbot gleich. Das stimmt natürlich nicht; dieser Einwand ist falsch. Die Stossrichtung von Herrn Guggisberg ist klar: Es ist eine Absage an die Cannabis-Clubs, Cannabis-Vereinigungen, Kifferstübchen und so weiter. Wir Freisinnigen sind nicht überzeugt von solchen geplanten oder heilbringenden Clubs. Natürlich weiss auch ich, dass man das Cannabisproblem – und ich spreche hier vom Cannabisproblem bei Jugendlichen – nicht so schnell

lösen kann. Aber wir lösen das Problem des Cannabiskonsums auch nicht, meine Damen und Herren, wenn wir derartige Clubs oder Stübchen erlauben. Mit derartigen Clubs – Herr Löffel hat es zu Recht gesagt – setzen wir hier falsche Zeichen, verharmlosen die Problematik und senden auch an die Polizeibehörde falsche Signale aus. Ich bin schon etwas überrascht und schockiert, dass ausgerechnet eine Bielerin hier sagt: «Wunderbar, machen wir in Biel doch weiter mit diesen Cannabis-Clubs». Genau dort, wo wir sonst schon genügend Probleme haben mit 12 Prozent Sozialhilfedichte. Ich weiss als Sozialdirektor, dass die Drogensucht und die Sozialhilfe einen engen Zusammenhang haben.

Es ist klar, dass Cannabis gerade bei jungen Leuten die Persönlichkeit verändert; das darf man so sagen, denke ich. Da die Strategie, eben diese Clubs zu eröffnen, falsch ist, werden wir die Motion annehmen. Um das zu entscheiden, brauchen wir nicht zuerst noch die Ansicht des Bundesamtes für Gesundheitswesen abzuwarten, das sowieso bereits informell verlauten liess, die gesetzlichen Grundlagen für Cannabis-Clubs würden fehlen. Schon gar nicht brauchen wir irgendwelche Experten und Konzepte von Drogenwissenschaftlern, die aus dem Leim gegangen sind. Nein, die Idee von Clubs ist falsch, deshalb: Ja zur Motion. Der Verweis von Frau Imboden auf das Fixerstübchen ist völlig falsch. Damals war es ein ganz anderes Problem, man wollte die offene Heroinszene verhindern. Dieser Meinung war ich auch. Wir haben aber keine offene und gefährliche Cannabisszene. Deshalb ist die Idee von Frau Imboden kreuzfalsch, so falsch, dass sie fast schon wieder richtig ist. (*Hilarité*)

Noch ein letztes Argument zur Raucherszene, meine Damen und Herren – damit spreche ich Herrn Löffel an. Was machen das Bundesamt für Gesundheitswesen und der Kanton Bern nicht alles, um das Rauchen zu verteufeln? Verbote in Restaurants, im öffentlichen Raum, in öffentlichen Parks und so weiter. Das Bundesamt und dieselben Leute wollen uns nun weismachen, dass wir den Cannabiskonsum noch fördern sollen. Das ist ein eklatanter Widerspruch, der nicht mehr zu überbieten ist, und deshalb bitte ich Sie, diesem Vorstoss zuzustimmen. Man ist damit nicht etwa illiberal; im Gegenteil. Die FDP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Rauschgifte sind eben keine Genussmittel, sondern Stoffe, die innerhalb kurzer Zeit zur Abhängigkeit führen und sowohl Körper als auch Geist kaputt machen. Deshalb ist für die SVP-Fraktion das Ziel der Drogenpolitik, den Einstieg in die Drogen zu bekämpfen, den Konsum zu verhindern, die Süchtigen in die Suchtfreiheit zu führen und den Drogenhandel generell zu bekämpfen. Die Legalisierung und jede Verbesserung der Erhältlichkeit der so genannten weichen Drogen, wie Haschisch oder Marihuana, lehnen wir deshalb ab. Diese Pflanzen sind alles andere als harmlos und weisen heute einen weit höheren THC-Gehalt auf. Sie sind damit noch gefährlicher als das Ursprungsgewächs. Wenn nun alle Suchtmittelkonsumationen über denselben Leisten geschlagen werden, dann werden illegale Drogen verharmlost und verlieren ihre Beachtung. Das wollen wir nicht. Das THC als rauscherzeugende Substanz wird im Fettgewebe abgelagert und bleibt damit viel länger im menschlichen Körper als

beispielsweise Alkohol. So ist nach etwa sieben Tagen erst die Hälfte des THC abgebaut. Es dauert sogar 14 Tage bis im Blut nichts mehr nachgewiesen werden kann. Das bedeutet auch, dass die so genannten Wochenendkonsumenten nie drogenfrei sind. Daraus wird auch ersichtlich, wie riesig die Unterschiede zu anderen Suchtmitteln sind. Wussten alle Sportfreunde hier im Saal, dass Cannabis an Wettkämpfen verboten ist und deshalb auf der Dopingliste steht? Und haben Sie gewusst, dass in den letzten Jahren rund die Hälfte aller Dopingfälle in der Schweiz Cannabis betroffen haben? Mit der Überweisung der Motion unterstützen wir nicht zuletzt die Bestrebungen von «Cool and Clean». Cannabis hat schädigende Auswirkungen auf die Psyche und den Körper und kann verheerende Auswirkungen für den Konsumenten und dessen Umfeld haben.

Nochmals: Die Gefahren des Konsums werden heute verharmlost. Eine Vielzahl unserer Erziehungsbemühungen, von den Eltern oder von der Lehrerschaft, sowie die damit verbundenen Präventionsanstrengungen werden damit zunichte gemacht. Ich befürchte auch, dass jede Art der Liberalisierung schliesslich dazu führt, dass der Konsum steigt und am Ende die Allgemeinheit für die Kosten aufkommen muss. Nebst den gesundheitlichen Argumenten geht es schliesslich auch um eine demokratiepolitische und rechtliche Dimension, die zu beachten ist. Mit solchen Versuchen oder Pilotprojekten wird unseren Erachtens der Volkswille missachtet oder zumindest stark gebogen. Schliesslich wurden in unserem Land bis jetzt sämtliche Legalisierungsvorlagen abgelehnt; ich erinnere an die Drogleg-Initiative, die mit 74 Prozent und die Cannabis-Initiative, die mit 63 Prozent abgelehnt wurde. Die Clubs, um die es hier geht, dienen weder der wissenschaftlichen Forschung noch der Arzneimittelentwicklung oder einer medizinischen Anwendung sondern lediglich dem Genuss. Also sind die gesetzlichen Ausnahmebestimmungen nach dem Betäubungsmittelgesetz nie und nimmer erfüllt. Deshalb sind die Anliegen des Motionärs zu unterstützen. Die SVP-Fraktion stimmt der Motion zu. Eine Ablehnung wäre unseres Erachtens mit einer völlig falschen Haltung verbunden, in dem der Cannabiskonsum als nicht so schlimm taxiert würde. Noch schlimmer: Der Staat würde total falsche Signale aussenden. Erstens würde er sich als Dealer betätigen, zweitens den Volkswillen missachten und drittens wissenschaftliche Studien ignorieren. Überall in der Politik wird die Nachhaltigkeit von Massnahmen verlangt, nur in der Drogenpolitik scheint das ein Fremdwort zu sein. Ich danke Ihnen für die Zustimmung zu allen Ziffern dieser Motion.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die Wogen steigen hoch. Man könnte meinen, dass wir in der Stadt Bern hunderte verelendete Cannabiskonsumanten in der offenen Drogenszene haben, welche die Polizei jeden Abend einsammeln muss und welche irgendwelche Betreuung im Spital erhalten. Bleiben wir doch bei der Realität. Wir haben nicht mehr die Situation der stark verelendeten Drogenkonsumenten in der offenen Drogenszene, wie zu Beginn der 90er-Jahre. Bleiben wir doch bei der Realität. Es geht unter Umständen um den Versuch – wenn es vom Bund bewilligt wird –, die Thematik des Cannabis auf neue Schienen zu setzen und die Frage, wie gefährlich die Substanz Cannabis ist, neu anzugehen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn etwas

gefährlich ist, dann müssen Sie es ganz sicher nicht dem illegalen Markt überlassen. Das ist die unmöglichste und gefährlichste Situation, da man so überhaupt keinen Zugang und keine Kontrolle mehr hat, um die gefährliche und verheerende Auswirkung, die Cannabis haben kann, in den Griff zu bekommen. Darum geht es. Wenn man prüfen will, ob es überhaupt eine Möglichkeit gibt, Cannabis in einer strukturierten Form abzugeben, dann muss das wissenschaftlich und medizinisch eng begleitet werden. Ob das mit dem Cannabis möglich ist, wird uns die Zukunft zeigen und der Bund wird das sauber und seriös prüfen. Sie können sicher sein, dass kein Bundesamt für Gesundheit einfach so salopp die Bewilligung erteilt, wenn diese Kriterien nicht klar erfüllt sind.

Es wurde hier viel von Signalwirkung gesprochen. Es gibt nur eine Signalwirkung: Wir müssen unserer Jugend zeigen, dass – unabhängig von einem legalen oder illegalen Stoff – aufgrund der Art und Weise, wie mit diesem Stoff umgegangen wird, Gefährdungspotenzial entsteht und nicht aufgrund historisch gewachsener Bedingungen. Eines habe ich gelernt als ich Strafrecht studiert habe: Wenn 30 Prozent der konsumaktiven Bevölkerung während Jahren regelmässig etwas «Verbotenes» gemacht hat, dann muss man sagen, dass das Strafrecht als sinnvolle Intervention, um dieses Verbot durchzusetzen, gescheitert ist oder die Umsetzung viel zu teuer wäre. Es geht deshalb auch darum neue Wege zu finden, wie man mit dieser Substanz umgehen soll, wenn das Strafrecht, wie sich in der Vergangenheit klar zeigte, nicht funktioniert hat.

Die rechtlichen Aspekte sind unklar, das wird das Bundesamt entscheiden. In den vergangenen zwei Jahren haben sich die Städte, die zusammen kamen und für mich zu ein-dimensional diskutierten, doch recht abenteuerliche Varianten ausgedacht, wie das Cannabis in Form von Cannabis-Clubs zugelassen werden kann. Sie haben sogar Artikel 19 des Betäubungsmittelgesetzes bemüht, der nun wirklich nicht tauglich ist. Das ist auch meine Kritik am ganzen Vorgehen der letzten zwei Jahre. Warum man erst nach zwei Jahren dazu kommt, nun einen anderen Weg einzuschlagen, ist für mich – gelinde gesagt – schleierhaft.

Ich komme zum Schluss: Die ganze Diskussion hat mich an das Jahr 1992 erinnert, als beim Heroin die Frage aufkam, wie gefährlich es sei. Dort wurde ebenso kontrovers diskutiert wurde. Ich werde Ihnen nicht auch noch meine Meinung aufbrummen. Die Meinungen sind gemacht; ob man es glaubt oder nicht, es ist so. Aber vielleicht müssen wir mit dem drogenpolitischen Schattenboxen aufhören. Wir sind hier nicht zuständig, die Frage zu beantworten, ob künftig in diesem Bereich eine eng begrenzte wissenschaftliche Forschung durchgeführt werden kann oder nicht. Wir können lediglich unseren Unmut oder unsere Zustimmung kundtun. Deshalb ist es sinnvoll, alles herunterzufahren und zu sagen, die Drogenpolitik sei nicht Thema Nummer eins im Kanton Bern. Wir haben viel weniger Probleme als früher. Gehen wir es doch auch etwas achtsamer und ruhiger an. In den nächsten Jahren wird nichts passieren. Ich hoffe auf die rechtliche Klärung, damit klar ist, ob die Städte rechtlich begrenzte Möglichkeiten haben, dies auszuprobieren. Wenn es nicht funktionieren sollte, kann man abbrechen, das ist das Prinzip eines Pilotprojekts. Unsere Fraktion nimmt die Motion so an, wie es der Regierungsrat beantragt und

möchte in diesem Sinne auch dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor Philippe Perrenoud für diese gute und differenzierte Möglichkeit danken.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Irgendwie bin ich die Diskussion um die ganze Drogengeschichte leid. Ich bin schon ziemlich lange in diesem Rat, und als vorhin das Stichwort Fixerstübchen gefallen ist, kamen mir wieder die Diskussionen in den Sinn, die wir vor fast 20 Jahren geführt haben. Es ist ganz interessant; irgendwie wiederholt sich die Argumentation. Gerade das Votum von Barbara Mühlheim klingt so intelligent, überlegt und logisch. Auf der anderen Seite gibt es andere Argumente, die emotioneller sind und vielleicht etwas mehr mit innerer Überzeugung zu tun haben. Ich war letztthin in Thun an einem Podium, an dem Befürworter und Gegner vertreten waren. Die Gegenseite wurde von einem Arzt vertreten, und ich habe gemerkt, wie komplex das ganze Thema ist. Da komme ich als Laie gar nicht mit. Was mache ich in solch einer Situation als Politiker? Man wird hin und her gerissen, ein Argument wird dem anderen entgegengehalten. Was machen wir nun? Ruedi Löffel hat es auf den Punkt gebracht: Auch für uns ist dies ganz klar eine Frage der Haltung. Wir als EDU-Fraktion haben folgende Haltung: Hände weg von diesem Zeug! Wir sehen die Folgen. Wir haben vorhin den Suchtpräventionsbericht zur Kenntnis genommen. Das hat doch alles ein Zusammenhang, und wir können doch nicht Einzelnes auseinanderdividieren. Alles hängt irgendwo zusammen. Was ist denn mit den Folgekosten von Fehlentscheidungen, die man früher getroffen hat; obwohl heute behauptet wird, dass es richtig war? Ich behaupte, dass vieles nicht gut, beziehungsweise nur scheinbar gut läuft. Denn wenn Sie die Leute aus einem Programm persönlich kennen, dann sind Sie sicher alles andere als überzeugt von dem Funktionieren dieses Systems. Aber ich will es nicht besser wissen und kritisieren. Ich habe mir vorhin etwas auf die Fahne geschrieben, als ich hier sass und zuhörte. Meine Frau und ich haben das Glück, dass wir 17 Grosskinder haben. Zwei sind noch unterwegs. Ich werde nicht mehr so lange politisieren, aber etwas werde ich meinen Grosskindern sagen: Hände weg von diesem Zeug! Natürlich werden sie einmal selbstverantwortlich entscheiden, aber an meiner Haltung soll es nicht fehlen. Es gibt viele erstrebenswerte andere Werte als Cannabis und irgendwelche Drogen, ob illegale oder nicht, das spielt letztlich keine Rolle.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Ich muss Ihnen kurz etwas Persönliches erzählen. Die meisten haben gewusst, dass ich letztes Jahr zu Fuss unterwegs war; ich musste meinen Ausweis abgeben und dann noch einen Verkehrserziehungskurs machen. An diesem Kurs habe ich Sachen vernommen, die ich zuvor nicht gewusst hatte. Erstens war ich von diesen zwanzig Teilnehmern derjenige mit dem leichtesten Delikt, weil ich zweimal zu schnell gefahren bin. Die schwereren Delikte waren genau die, über die wir hier sprechen, nämlich Cannabiskonsum. Der Herr, der uns diesen Kurs gegeben hat, fragte uns, ob wir wissen, wie lange ein Polizist herausfinden kann, ob man gekifft hat oder nicht. Die meisten dachten, es verhält sich so wie beim Alkohol. Nein, das ist nach einem Tag nicht vorbei. Das dauert sieben Tage oder vielleicht noch mehr. Stellen Sie

sich das einmal vor. Wir sind eine Konsumgesellschaft und ich bin auch einer, der gerne konsumiert. Aber ich konsumiere Sachen, die mir gut tun und an denen ich Spass habe. Ich kann mir nicht vorstellen, dass man so ein «Jointli» rauchen und Spass daran haben kann, wenn man genau weiss, dass man dann sieben Tage nicht mehr Auto fahren kann. Also, liebe Frauen und Männer, das ist doch ein ganz klarer Beweis, dass man sich sagt: Das geht gar nicht! Diejenigen, welche wegen diesem Delikt den Kurs machen mussten, durften bis zu einem Jahr nicht mehr Auto fahren. Die meisten, die ich gefragt habe, sind arbeitslos. Denn wenn man Chauffeur ist und nicht mehr Auto fahren darf, ist man endgültig am Arsch, das kann ich Ihnen sagen. Also, liebe Damen und Herren: Annehmen und abschreiben.

Reto Müller, Langenthal (PS). Es ist vielleicht Usus, dass man hier mit einer persönlichen Erklärung beginnt: Ich bin «Nicht-Kiffer». Ich bin Vizepräsident von Contact-Netz und ich muss Ihnen sagen, dass aus Sicht der Schadensminderung im Kanton Bern die Diskussion über unseren Suchtmittelumgang schon etwas schizophran ist. Deshalb bin ich erstaunt, dass wir hier liberale Geister haben, die eine staatliche Regulierung fordern, die überhaupt nicht notwendig ist. Es ist im Bundesgesetz bisher ausgeschlossen, dass solche Sachen gemacht werden können. Sie sprechen hier teilweise vom «Kifferkonzept». Es wurde noch gar kein Konzept beim BAG eingereicht. Ebenfalls erstaunt mich, dass viele nun fordern, der Kanton Bern solle sich vorzeitig aus dieser Debatte verabschieden, in der man unter Umständen vernünftiger, präventiver und auch wirklich mit einem positiven Signal für unsere Kinder und Jugendlichen, mit unseren Cannabiskonsumentinnen und Konsumenten, umgehen könnte. Ich bin erstaunt, dass Sie damit eigentlich die heutige Toleranz der illegalen Situation gutheissen. So wird toleriert, dass jemand konsumiert, aber es ist illegal. Wir können es auch mit vielen Polizeistunden nicht wirklich abschliessend kontrollieren. Das soll dann besser sein, als ein etwaiger Versuch, eine Verbesserung des Markts in dieser Situation zu schaffen. Ich bin erstaunt darüber, dass Sie lieber diesen Schwarzmarkt haben, bei dem Sie keine Gewissheit haben können, was diese Kinder und Jugendlichen mit welchem THC-Gehalt auf dem Markt kaufen und konsumieren. Das ist gefährlich, liebe Kolleginnen und Kollegen. Der THC-Gehalt ist einer der Faktoren, der eine Psychose auslösen kann. Das ist auch wirklich medizinisch erwiesen. Ich bin erstaunt, dass Sie den interessierten Städten vorschreiben wollen, was sie mit ihren Süchtigen machen sollen. Ich bin erstaunt, dass in Biel zum Beispiel die FDP- und die SVP-Fraktion dieses Vorstossen im Parlament unterstützt haben und Sie es hier wieder torpedieren. Es ist auch sehr seltsam, wenn Sie negieren, dass zum Beispiel in den USA und in gewissen anderen Ländern mit einer liberaleren Haltung gewisse Erfolge erzielt wurden. Es wurde bereits darauf hingewiesen: Die ganze Diskussion um Schadensminderung und Suchtmittel wurde bereits beim Thema der so genannten Fixerstübchen geführt. Ich bin erstaunt, wenn Sie heute negieren, dass man für die Konsumentinnen und Konsumenten in diesem Bereich eine wirkliche Verbesserung erzielen konnte, die sich auch auf die Gesellschaft auswirkte: Wir haben keine offene Szene mehr. Ich bin erstaunt, dass die liberalen Geister in dieser Zeit eine unnö-

tige bürokratische Regelung wünschen, die auch nur einen kleinen Teil unserer Bevölkerung betrifft. Wir müssen die Gesetze für die Mehrheit machen und nicht für die Minderheit. Kiffer sind nicht gefährlich, aber wir müssen sie schützen. Das schaffen wir mit diesem Weg, den wir heute beschreiten, nicht. Deshalb machen wir uns auf, auf einen besseren Weg. Der Vorstoss, wie er vorliegt, ist unnötig.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Es geht hier auch um Polemik; diesbezüglich möchte auf den Titel der Motion aufmerksam machen: «Gelegentliches Kiffen verändert das Gehirn.» Wo gibt es eine wissenschaftliche Publikation, die das beweist? Ich möchte den Konsum von Cannabis keinesfalls schönreden, auch nicht als Arzt. Aber was definitiv nicht geht, das sind Behauptungen, Halbwahrheiten oder auch Falschaussagen. Man muss hier schon klar bleiben. Was hat Grossrat Guggisberg gesagt? Wenige Züge eines Joints führten zu gesundheitlichen Schäden. So geht es natürlich nicht. Das kann ja nicht sein. Stellen Sie sich einmal vor, wie viele Leute hier in der Stadt oder in der Schweiz nach wenigen Zügen von Cannabis mit Gesundheitsschäden herumlaufen würden. Etliche Male hat Grossrat Guggisberg gesagt, es gebe Hinweise. Es braucht aber auch Beweise. Lesen Sie dies einmal in der medizinischen Literatur nach. So viele Daten gibt es gar nicht, und vielfach sind es ganz kleine Gruppen, aus denen man keine Kausalität zu einer Psychose, zu Schizophrenie oder zu Suizid ziehen kann. Ich möchte einfach, dass man an dieser Stelle nicht mit Behauptungen, Halbwahrheiten und Falschaussagen votiert. Solche Vorstösse helfen definitiv nicht, das Problem, das wir mit dem Cannabiskonsum haben, zu lösen.

Versuche auf Kantonsgebiet muss man selbstverständlich weiterhin machen können, und wie schon erwähnt wurde, ist ein Schwarzmarkt sicher viel schlechter. Also geben wir Acht, was für Begriffe wir benützen und argumentieren wir nicht mit Behauptungen. Wir hatten gestern alle an unserem Platz die Publikation des Dachverband Drogenabstinenz Schweiz und der Schweizerischen Vereinigung Eltern gegen Drogen aufliegen. Was da alles drin steht, davon habe ich noch nie etwas gehört: Unter anderem soll man keine Kinder mehr bekommen können, und nach wenigen Zügen Cannabis sei das Immunsystem ausgeschaltet. So können wir nicht argumentieren, und so lösen wir keine Probleme. Bezüglich der Cannabismessung im Körper: Man kann bei jemandem, der übermässig Alkohol konsumiert, nach einem Monat die Leberwerte messen und das immer noch feststellen. Das ist also kein Argument.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Ich gehöre zur grossen Minderheit der FDP-Fraktion und doppelte hier nach. Als liberaler Mensch habe ich Mühe mit einem Verbot, erst Recht wenn es um die Forschung im Gesundheitsbereich geht. Da muss man weiterdenken können. Natalie Imboden hat es vorhin erwähnt: Ignazio Cassis hat entsprechende Ausführungen gemacht. Da stehe ich voll dahinter. Ich erkenne die schädliche Wirkung von Cannabis überhaupt nicht, genauso wenig diejenige von Tabak und Alkohol. Das ist auch der Grund, dass ich solche Clubs – falls sie durch das BAG überhaupt bewilligt werden – eben nicht verbieten will. Eine Studie von Doktor Toni Berthel der eidgenössischen

Kommission für Drogenfragen – er selbst ist Psychiater – zeigt deutlich auf, dass es nicht klar ist, dass Cannabis Psychosen auslöst. Sie haben es auch schon von Hans-Peter Kohler gehört. Schizophrenie – so haben meine Abklärungen ergeben – tritt gemäss Studien überall in sämtlichen Kulturen in einer bestimmten Häufigkeit auf. Es ist nicht erwiesen, dass Cannabis Schizophrenie oder Psychosen auslöst. Es kann sein, dass sie früher kommen, aber sie kommen so oder so, wenn man die Veranlagung dazu hat. Es ist auch sicher so, dass eine Therapie um einiges schwieriger ist, wenn man Cannabis konsumiert und man eine Psychose hat. Gerade da könnte ich mir vorstellen, dass so ein Cannabis-Club entsprechend eine positive Wirkung haben kann, was die Therapie anbelangt. An dieser Stelle möchte ich auch auf den THC-Gehalt hinweisen, der vorhin von Reto Müller erwähnt wurde.

Die Ausgestaltung eines Pilotversuchs zur Cannabisregulierung ist zum aktuellen Zeitpunkt noch nicht festgelegt, das haben wir gehört. Ein Pilotprojekt muss so ausgestaltet werden, dass die Weitergabe von Cannabis und eine Sogwirkung gegen aussen verhindert werden können, das ist klar. Cannabis wird momentan von einer grossen Anzahl von Menschen konsumiert; ich glaube, von einer halben Million Menschen. Das ist trotz des Verbots der Fall. Die Motion von Lars Guggisberg bringt uns im Umgang mit Cannabis keinen einzigen Schritt weiter. Deshalb bitte ich Sie, mögliche Pilotprojekte zur Regulierung von Cannabis nicht schon von Anfang an zu verbieten. Und ich bitte Sie, Ziffer eins und drei der Motion abzulehnen und Ziffer zwei anzunehmen und abzuschreiben.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich möchte mich beim Grossratskollegen Kohler bedanken, der hier eine gewisse Nüchternheit und vielleicht sogar eine gewisse Wissenschaftlichkeit in die Debatte gebracht hat. Es wäre wünschenswert, wenn mehr auf diesem Niveau diskutiert würde. Dann muss ich aber gleich schon beklagen, dass er nicht oder nicht mehr repräsentativ für seine Partei ist, die es offenbar vorzieht, auf den Tisch zu klopfen und – Hans-Peter Kohler hat es selbst gesagt – zu polemisieren. Das finde ich sehr bedauerlich. Man kann auch das Schöne an dieser Debatte sehen. Es ist wieder einmal eine freie Debatte. Wir liegen gut im Fahrplan, das gibt uns ein wenig Raum zu politisieren, und das tun wir hier. Ich weiss natürlich auch, dass mein Kollege Lars Guggisberg als Jurist haargenau weiss, dass dies hier eigentlich «fürd Füchs» ist. Es ist abschliessend rechtlich geregelt. Ich frage Lars Guggisberg, ob ihm irgendein demokratisches Land bekannt ist, das mit dem Kriminalisieren von Drogen – wir sprechen heute von Cannabis, wir könnten genauso gut von Alkohol sprechen –, die Probleme so lösen oder zumindest den Missbrauch eindämmen konnte. Mir ist keines bekannt. Deshalb hier ein Appell, etwas mehr Realpolitik und etwas weniger Symbolpolitik zu betreiben. Das ist gar nicht nötig, wir sind momentan nicht im Wahlkampf – oder vielleicht doch? Ich weiss es nicht. Ein anderes Beispiel, einer absoluten harmlosen Droge, Sie kennen diese sicher, ist das Snusen. Ich habe das Gefühl, das sei auch in Ihrem Wählersegment (*l'orateur montre les rangs de l'UDC*) weit verbreitet. Es gibt nur unschöne Zähne. Im schlimmsten Fall fallen die Zähne aus, dann hat man eben ein Gebiss, das ist kein Problem. Das

ist auch verboten, und wird deshalb nicht gesnust? – Nein. Ich behaupte hier: Wenn einem der Jugendschutz ernsthaft am Herzen liegt, dann ist man für die Legalisierung. Das heisst nicht eine Legalisierung für die Minderjährigen. Wenn man etwas gegen den Handel machen will – da bitte ich Sie wirklich auch zu unterscheiden –, dann sollte man sich bei den nächsten Budgetdiskussionen eher für die Erhöhung der Polizeibestände und der Präventionsmittel einsetzen.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Ich komme nicht nur ans Rednerpult um zu zeigen, dass ich wieder da bin, sondern weil es mir ein Anliegen ist, dass diese Motion im Sinne des Regierungsrat behandelt wird. Ich denke es ist auch wichtig, dass sich Grossräte von unter 30 Jahren dazu äussern, weil es eben auch ein wichtiges Thema für die Jugend ist. Diese Debatte hat aus meiner Sicht teilweise eine falsche Flughöhe erreicht. Den Konsum von Cannabis zu verharmlosen ist sicher falsch. Sicherlich gibt es auch einige tragische Fälle, wie uns erzählt wurde, und diese sind auch zu bedauern. Allerdings glaube ich, dass wir bei dieser Diskussion in die wirkliche, respektive mehrheitliche Realität sehen sollten. Die tragischen Fälle werden ganz sicher nicht durch das Verbot der Cannabis-Clubs verhindert. Es ist leider ein grundsätzlicher Irrtum, mit einer reinen Verbotspolitik in der Drogenpolitik etwas erreichen zu wollen. In diesem Bereich braucht es neue Ideen und Forschung um weiterzukommen. Wenn die Cannabis-Clubs dabei helfen können, ist es ein riesiger Fehler, sich diesen in den Weg zu stellen. Ich würde Ihnen empfehlen, die Motion so zu behandeln wie es der Regierungsrat beantragt.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Möchte der Motionär nochmals sprechen? – Ja, er will nach dem Regierungsrat nochmals das Wort.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich wurde während dieser Debatte etwas jünger. Ich wurde in der Politik sozusagen mit der Hanflegalisierung gross. Das ist ein Thema, das meine Kolleginnen und Kollegen in meinem jungen Alter sehr beschäftigt hat. Wie Jan Gnägi gesagt hat, muss noch jemand der jüngeren Generation diese ganze Diskussion in ein Licht rücken, das etwas mehr der Realität entspricht, als hier vorhin von einigen kolportiert wurde. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wer heute noch meint, dass nur ein paar Wenige Hanf konsumieren und man das noch bekämpfen kann, der irrt sich! Tausende von Bernerinnen und Berner kiffen am Abend und ab und zu am Wochenende. Ich kenne sehr viele Leute, die das machen. Wer immer noch glaubt, dass wir den Cannabiskonsum in der Schweiz eindämmen können, so, wie es der aktuellen gesetzlichen Grundlage entspricht, der glaubt auch immer noch, dass die Alkohol-Limite im Strassenverkehrsgesetz eins zu eins durchgesetzt werden kann. Die Kantonspolizei Bern müsste einen riesigen Bestand haben, um das Verbot wirklich durchsetzen zu können. Schauen Sie sich doch im Kanton und den Gemeinden etwas um. Es ist ganz einfach, eine Hanfstaupe für den Eigenbedarf anzupflanzen und zu konsumieren. Unsere Gesellschaft funktioniert immer noch sehr gut, auch wenn es tausende von Leuten gibt, die ab und zu Cannabis konsumieren. Unsere Gesellschaft ist noch nicht zugrunde gegangen. Der vorliegende Vorstoss ist unnötig. Der Bund

wird entscheiden, ob diese Versuche möglich sind oder nicht. Aber egal; es war schön wieder einmal über den Hanf diskutieren zu können. Ich bitte Sie deshalb, das gemäss dem Regierungsrat zu behandeln.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Ma conclusion ne vous étonnera certainement pas. Je vais vous demander de rejoindre le gouvernement dans les prises de position face à cette motion. Avant de parler de ma conclusion, permettez-moi de citer d'abord un radical tessinois, Dick Marti, ancien procureur, ancien conseiller aux Etats, ancien conseiller d'Etat, qui, il y a une semaine jour pour jour, faisait une interview dans un quotidien romand bien connu. Il disait, entre autres, lui qui aurait pu devenir le héraut de la prohibition de la drogue, alors qu'il a choisi de prôner sa légalisation: «selon moi, le modèle actuel de la prohibition a échoué. Non seulement la drogue est disponible partout, mais cette politique entretient le crime organisé et la corruption aux plus hauts niveaux». Concernant le cannabis, il dit, entre autres: «dans les Etats aux Etats-Unis qui ont légalisé la substance, les désastres annoncés n'ont pas eu lieu. L'autorisation ne résout pas le problème de l'addiction», c'est clair, nous en avons parlé d'ailleurs dans notre rapport, «mais une société sans drogue est une illusion. Le défi est d'apprendre à faire avec. Le système actuel est basé sur une hypocrisie. On criminalise le cannabis, alors que d'autres substances bien plus addictives telles que la benzodiazépine sont disponibles en pharmacie». Voici pour ma première remarque. Ensuite, l'initiative des villes essaie de résoudre les problèmes que celles-ci doivent résoudre dans une société qui est en mutation permanente. Cette initiative des villes comprend soixante villes parmi les plus grandes de Suisse, dont Zurich, Berne, Bienne, Lausanne, Genève et j'en passe, et cette initiative des villes a dit que nous devrions résoudre ce problème de consommation de cannabis dans ces villes, qui est quotidienne, qui n'est pas plus faible le week-end – d'ailleurs on ne parle pas de cocaïne, dont on voit les pics de consommation dans les eaux usées qui traversent nos villes augmenter de manière spectaculaire les week-ends. On parle bien d'une drogue qui touche des jeunes, à qui on devrait pouvoir parler, communiquer d'une manière simple. L'initiative des villes veut parler de projets pilotes. Pourquoi le parlement bernois voudrait-il interdire à ses communes, alors qu'on me prône toujours l'autonomisation communale, d'interdire de participer au niveau suisse à cette politique de réflexion sur les instruments de demain qui seront nécessaires pour combattre les abus de la drogue, et surtout le marché noir? Je pense qu'il serait sage, comme je l'ai dit dans l'introduction, d'aller dans le sens du gouvernement, afin que le canton de Berne reste en dialogue avec les autres villes de Suisse qui veulent résoudre ces problèmes et ne pas sich einfach so zu verabschieden. Das würde ich schlecht finden.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich möchte mich für die mehrheitlich sachliche Diskussion bedanken. Solche Clubs sind organisatorisch total untauglich. Das Konzept ist nämlich klar, Reto Müller. Man muss gar kein Konzept mehr ausarbeiten. Wer den «Dienstagsclub» vor ein paar Monaten gesehen hat, weiss das. Der Stoff wird in den Clubs nur

abgegeben, konsumiert wird er dann ausserhalb des Clubs. Der Stoff kann deshalb problemlos an Minderjährige weiterverkauft werden. Ich kann mich auch als Kiffer ausgeben und dann den gesamten Stoff weiterverkaufen. Das ist absolut problemlos möglich. Die Gemeindeautonomie wurde angepriesen: Selbstverständlich, dazu stehen wir. Aber haben Sie denn das Gefühl, dass nur Berner Kinder oder Kinder aus dieser Stadt dorthin gehen würden? Dieser Einwand der Gemeindeautonomie greift hier also viel zu kurz.

Zum Stichwort «liberal»: Was ist liberal? Wir haben vor noch nicht allzu langer Zeit über ein Jetbootverbot gesprochen, und sprechen über liberale Ladenöffnungszeiten. Hier, wo es nun um den Schutz von Jugendlichen geht, will man plötzlich liberal sein. Das ist für mich eine total verkehrte Welt. Selbstverständlich bin auch ich für Eigenverantwortung, aber 13- bis 14-jährigen Jugendlichen muss man eben noch zeigen, wo der richtige Weg ist und wo nicht. Sie können diese Verantwortung noch nicht in dem Ausmass wahrnehmen, wie wir das können.

Es ist überhaupt kein Denkverbot. Warum soll eine Arbeitsgruppe eingesetzt werden für ein Projekt, das zugunsten des Jugendschutzes kein einziges Problem löst, sondern nur neue schafft? Es gibt sehr viel zu überlegen, nämlich wie man eine sinnvolle Prävention betreiben kann. Herr Kohler, ich weiss, dass es Studien und Gegenstudien gibt, und es gibt Meinungen dafür und dagegen, aber es gibt auch die individuelle Empfindlichkeit. Vielleicht müssen Sie mit den Eltern des Knaben, der Selbstmord begangen hat, sprechen und ihnen erklären, dass es keine individuelle Empfindlichkeit gibt.

Nun noch zur Frage von Thomas Brönnimann: Eine Legalisierung führt immer zu mehr Konsumenten, das haben die «Hanflädeli» und die Versuche in Holland gezeigt. Ich komme zum Schluss: Wir müssen unsere Verantwortung für den Jugendschutz wahrnehmen und die Hände von diesem Experiment lassen. Es gibt Alternativen: Mehr auf die Prävention setzen, vor allem in Schulen. Das ist der Weg und nicht jener über die Legalisierung in Clubs. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen nun nach dieser längeren Debatte zur Abstimmung. Ich habe festgestellt, dass bei den Ziffern zwei und vier die Annahme nicht bestritten ist, jedoch aber die Abschreibung bei Ziffer zwei. – Es kommt kein Widerspruch aus dem Saal. Dann stimmen wir entsprechend ab. Wer Ziffer eins der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 74

Non 68

Abstentions 4

Marc Jost, Thoune (PEV) vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer eins angenommen. Wer Ziffer zwei des Vorstosses annehmen und abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Vote (adoption et classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 87

Non 58

Abstentions 0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer zwei angenommen und gleichzeitig abgeschrieben. Wer Ziffer drei der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 74

Non 70

Abstentions 4

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer drei angenommen. Wer Ziffer vier der Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (adoption et classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 146

Non 4

Abstentions 0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Grosse Rat hat Ziffer 4 angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.

Affaire 2014.GEF.10709

Prolongation de la planification des soins 2011-2014 et adaptation des modalités d'évaluation de l'économie

Affaire 2014.RRGR.11122

N° de l'intervention: 107-2014

Type d'intervention: Motion ayant valeur de directive

Déposée le: 30.05.2014

Déposée par: Mühlheim (Berne, pvl)
(porte-parole)
Zumstein (Bützberg, PLR)
Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Herren-Brauen
(Rosshäusern, PBD)

Cosignataires: 0

Urgence: accordée le 05.06.2014

N° d'ACE: 965/2014 du 13 août 2014

Direction: SAP

Planification des soins hospitaliers 2015-2019

Le Conseil-exécutif est chargé de

1. porter la planification des soins 2015-2019 à la connaissance du Grand Conseil au printemps 2015 conformément à la loi sur les soins hospitaliers ;
2. garantir que la planification des soins satisfasse aux exigences de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) en vigueur, notamment quant à la qualité et à l'économicité ;
3. garantir que la liste des hôpitaux tirée de la planification des soins satisfasse aux critères de la LAMal en vigueur, notamment quant à la qualité et à l'économicité ;
4. intégrer la problématique des disparités cantonales dans le financement des hôpitaux universitaires à la planification des soins et présenter des mesures qui atténuent la distorsion de la concurrence et garantissent l'avenir de l'Hôpital de l'Île.

Développement

A ce qu'on dit, la SAP est en retard dans l'élaboration de la planification : elle ne se serait pas encore attelée à la planification des soins 2015-2019. Or la planification des soins est un important instrument stratégique du Conseil-exécutif et du Grand Conseil dans le domaine de la santé. Elle sert notamment à élaborer la liste des hôpitaux. Notons à cet égard que la planification des soins actuelle ne prévoit rien en termes de qualité et d'économicité des établissements, ce qui fait que le canton de Berne ne dispose pas de liste des hôpitaux à jour. Par conséquent, depuis la liste des hôpitaux 2005, la SAP doit plus ou moins saupoudrer les subventions.

Il va de soi que l'absence de règles claires a un coût élevé pour le canton de Berne et que ces dépenses sont totalement superflues. On ne comprend donc pas pourquoi la SAP n'a pas élaboré la planification des soins 2015-2019 depuis longtemps. Il faut également aborder de toute urgence les questions relatives à la compétitivité de notre hôpital universitaire et les intégrer à la planification des soins 2015-2019.

Les exigences légales de la LAMal (art. 39) et les dispositions transitoires de la modification du 21 décembre 2007 (financement hospitalier) sont sans équivoque : au 31 décembre 2014, les cantons doivent satisfaire aux exigences de la législation fédérale, et l'appréciation de la qualité et du caractère économique se fonde sur des comparaisons entre hôpitaux (al. 3 des dispositions transitoires).

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Point 1

Selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), les cantons établissent leur liste des hôpitaux en se fondant sur leur planification des soins. Celle-ci doit répondre à des exigences élevées d'après la jurisprudence du Tribunal administratif fédéral, dès lors que la liste constitue une déci-

sion aux conséquences non négligeables pour les établissements concernés.

Des données statistiques sur l'ensemble des hôpitaux contribuant à la couverture en soins de la population cantonale sont requises pour réviser la planification des soins conformément à l'article 7 de la loi sur les soins hospitaliers (LSH) et à l'article 39 LAMal. Les informations à livrer ont été étendues par la révision 2012 de la LAMal, de sorte qu'hôpitaux et cantons ont dû remanier le traitement des données.

La prise en compte des données 2013 est essentielle pour une planification solide et pertinente. Si celles-ci seront disponibles courant 2014 pour les hôpitaux bernois, le canton ne recevra les indications des autres établissements suisses fournissant des soins à la population bernoise qu'au printemps 2015. Aussi le Conseil-exécutif estime-t-il qu'il n'est pas possible de procéder à une révision de la planification 2011-2014 dans le délai exigé par la motion en garantissant la qualité voulue. Or une base de données appropriée est indispensable pour effectuer des prévisions fiables tant sur les besoins en soins que sur les besoins financiers (budget cantonal).

La planification des soins est en principe révisée tous les quatre ans (art. 7 LSH). L'Office des hôpitaux de la SAP a lancé les travaux. Le gouvernement approuvera la planification et la portera à la connaissance du Grand Conseil dès qu'elle sera adoptée. Dans l'intervalle, c'est la planification des soins 2011-2014 et les listes des hôpitaux en découlant qui s'appliquent.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose de rejeter le point 1 de la motion.

Point 2

La planification des soins 2011-2014 selon la LSH examine déjà les critères de la qualité et du caractère économique des prestations (cf. points 6.1.8, 6.4.2, 6.5.2 et 6.5.3), comme l'exige l'ordonnance fédérale sur l'assurance-maladie (OAMal). La qualité est traitée notamment dans la définition des exigences relatives aux structures et aux processus, dans la prise en compte d'un nombre minimal de cas lors de l'attribution des mandats de prestations et dans l'évaluation des fournisseurs de prestations (cf. p. 33). Ce procédé est conforme à la législation fédérale suivant l'article 58b, alinéa 4, lettre a OAMal.

Quant au critère de l'économicité, il est pris en considération explicitement de plusieurs manières dans la planification des soins 2011-2014 (cf. pp. 33-34) :

- l'un des buts du canton est de transférer les traitements du secteur résidentiel au secteur ambulatoire, mesure fondée non seulement sur la conformité aux besoins, mais aussi sur l'économicité ;
- tant pour les soins aigus somatiques que pour la réadaptation et la psychiatrie, le bien-fondé du traitement en hôpital et de la durée de l'hospitalisation est évalué au moyen de comparaisons entre les établissements, ce qui permet d'intégrer l'économicité dans la prévision des besoins ;
- la proportion de traitements semi-hospitaliers et la durée de séjour peuvent aussi être utilisées pour évaluer les fournisseurs ;
- la prise en compte, dans l'évaluation, d'indicateurs de coût par fournisseur a été considérée en principe comme

judicieuse. Mais faute de données concernant les coûts, ces comparaisons n'ont pas été possibles au moment de l'établissement de la planification.

Jusqu'ici, la mise en œuvre du critère de l'économicité a reposé sur l'évaluation de la proportion des cas semi-hospitaliers (potentiel de transfert) et sur la comparaison de la durée de séjour des cas hospitaliers, conformément à la planification des soins 2011-2014.

Au lieu de l'indicateur de la durée moyenne de séjour utilisé jusqu'à présent, il convient d'évaluer désormais le caractère économique en comparant les coûts par cas des différents sites hospitaliers, pondérés selon le degré de gravité autant que faire se peut. Le gouvernement a décidé d'adapter la planification des soins 2011-2014 en ce sens lors de sa séance du 2 juillet 2014 et il portera ce changement à la connaissance du Grand Conseil (art. 7 LSH).

Le Conseil-exécutif propose d'adopter le point 2 de la motion.

Point 3

La qualité des structures et des processus est évaluée selon les exigences de la classification des groupes de prestations (annexe C de la planification) en ce qui concerne les établissements répertoriés sur la liste des hôpitaux pour les soins aigus, fondée sur la planification des soins 2011-2014, conformément aux recommandations de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS).

Pour ce qui est de la qualité des résultats, tous les hôpitaux répertoriés sont notamment tenus de respecter le plan de mesure établi par l'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ).

Le respect des exigences qualitatives est contrôlé régulièrement dans le cadre du réexamen des listes des hôpitaux, qui englobe aussi une comparaison des coûts par cas entre les sites.

Le Conseil-exécutif propose d'adopter le point 3 de la motion.

Point 4

Le financement des prestations relevant de l'assurance obligatoire des soins (AOS) est soumis à des exigences légales identiques pour tous les hôpitaux, universitaires ou non. Les différences cantonales portent uniquement sur les autres secteurs, en particulier l'enseignement et la recherche ainsi que les prestations d'intérêt général.

Pour clarifier la question d'éventuelles distorsions de la concurrence, le canton de Berne devrait disposer des données sur les coûts des cinq hôpitaux universitaires suisses. Dans un premier temps, il pourrait ainsi analyser de près les différences de financement entre les cantons. Dans un deuxième temps, il conviendrait d'identifier les blocs de coûts qui ne constituent pas des coûts imputables selon la LAMal. Il serait ensuite possible de mettre en lumière les différences significatives dans le financement. L'existence de subventionnements croisés dans le domaine des prestations relevant de l'AOS, en particulier, pourrait être un indice de distorsion de la concurrence. Idéalement, une telle analyse devrait être effectuée de concert pour les cinq hôpitaux universitaires, de manière uniforme.

Comme les cantons dans lesquels les hôpitaux universitaires sont implantés ne disposent pas des données re-

quises à l'heure actuelle, le Conseil-exécutif propose l'adoption du point 4 sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption

Point 3: adoption

Point 4: adoption sous forme de postulat

Délibération groupée

Déclaration de planification CSoc (Brand, Münchenbuchsee)

L'administration doit mener les travaux d'élaboration de la nouvelle version de la planification des soins le plus rapidement possible. La nouvelle version devrait pouvoir être adoptée par le Conseil-exécutif avant septembre 2016.

Marc Jost, Thoue (PEV), vice-président. Vorberaten wurde dieses Geschäft von der Gesundheits- und Sozialkommission (GSOK), dazu haben wir die Planungserklärung. Wir befinden uns jedoch in reduzierter Debatte und für die Kommission GSOK hat Herr Grossrat Brand das Wort.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Die GSOK hat sich den Entscheid über diese Vorlage nicht einfach gemacht. Wir haben der GEF die verschiedensten Fragen und Zusatzfragen gestellt und diese wurden zufriedenstellend beantwortet. Sie haben gesehen, dass gemäss dem Spitalversorgungsgesetz die Versorgungsplanung grundsätzlich alle vier Jahre vom Regierungsrat beschlossen und anschliessend dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme vorgelegt wird. Damit würde die momentan gültige Versorgungsplanung Ende Jahr auslaufen (*La présidente agite sa cloche.*) Die GEF muss diese Versorgungsplanung überarbeiten, dafür braucht sie aber gesicherte Datengrundlagen. Diese Daten sind allerdings für den Beschluss heute nicht aktualisiert und in gewünschter Qualität vorhanden. Dies vor allem deshalb, weil das System der Spitalfinanzierung im Jahr 2011 umgestellt wurde und die Daten aus dem Jahre 2012, die momentan vorliegen, zu wenig zuverlässig sind.

Mit der Revision des Spitalversorgungsgesetzes haben wir unsere Spitäler verpflichtet, die nötigen Daten mit den nötigen Standards zu liefern. Das funktioniert, gemäss Auskunft der GEF, mit ein paar wenigen Einschränkungen offenbar gut. Allerdings sind wir eben auch auf die Daten der übrigen Schweiz angewiesen, und die Daten für das Jahr 2013 werden erst im nächsten Frühling vorliegen. Da die Versorgungsplanung auch die Grundlage für den Erlass der Spitalliste ist, ist die GEF darauf angewiesen, dass die Datenbasis stimmt und auch einer gerichtlichen Prüfung standhält. Weil wir eben auch auf die Daten ausserhalb des Kantons angewiesen sind, gerade was die Wirtschaftlichkeit anbelangt, müsste man schweizweit vergleichbare Zahlen haben. Gerade zu dieser Datenbasis haben wir verschiedene Fragen gestellt. Wir haben aber auch festgestellt, dass der schweizweite Vergleich der Daten und der Fallkosten nicht einfach sein wird. Es ist leider eine Tatsache, dass andere

Kantone KVG-widrige Leistungen an ihren Spitäler erbringen, und dies führt dazu, dass die Fallkosten nicht verglichen werden können. Hier werden wir die Daten der anderen Kantone sehr sorgfältig hinterfragen müssen. Wir erwarten von den Gesundheitsdirektoren, darauf hinzuwirken, dass die Vorschriften des KVG in allen Kantonen eingehalten und konsequent umgesetzt werden.

Die GEF hat festgestellt, dass die bisherige Umsetzung des Planungskriteriums «Wirtschaftlichkeit über die Aufenthaltsdauer» nicht mehr zur Erfüllung der bundesrechtlichen Vorgaben geeignet ist. Der Regierungsrat hat deshalb entschieden, neu die vom Schweregrad bereinigten Fallkosten und in der Rehabilitation und Psychiatrie neu einen Kostenvergleich zu benützen, um die Wirtschaftlichkeit in der Akut-somatik zu beurteilen. Die GEF hat für den Beschluss bis zur neuen Versorgungsplanung einen Zeitplan vorgelegt, der vom Vorliegen der nötigen Daten im Frühling 2015 bis zum geplanten Regierungsratsbeschluss im Herbst 2016, relativ lange Fristen vorsieht. Die GSoK möchte deshalb, dass der Regierungsrat so rasch wie möglich entscheidet und hat auch eine entsprechende Planungserklärung vorbereitet. Im Namen der GSoK ersuche ich Sie, die Verlängerung der Versorgungsplanung 2011 bis 2014 und die Anpassung des Planungskriteriums Wirtschaftlichkeit zur Kenntnis zu nehmen sowie die Planungserklärung der GSoK anzunehmen.

La présidente. Je vous rappelle que les affaires n°20 et 21 sont en délibération groupée. Mme Mühlheim prend la parole pour sa motion «Planification des soins hospitaliers 2015–2019». Mme Mühlheim m'a précisé qu'elle retirait le point 1, qu'elle était satisfaite de l'adoption des points 2 et 3, et que pour le point 4, elle contestait le postulat et tenait à la motion. Mme Mühlheim, vous avez la parole, vous avez deux minutes.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Es ist klar, dass aufgrund dieser Motion der Bericht nun vorliegt, und ich danke der GEF ganz herzlich für die ausführenden und differenzierten Antworten. Diese haben Klarheit geschaffen, und ein Teil der Motion kann dadurch angenommen und gleichzeitig abgeschrieben werden. Natürlich ziehe ich Ziffer eins zurück, die mit dem Bericht erfüllt wurde. Warum bestreiten Sie Ziffer vier? Herr Brand hat es bereits gesagt: Wir haben in der jetzigen Versorgungsplanung das Ziel Nummer acht. Dieses beinhaltet, dass nicht zuletzt die Versorgungsplanung darauf achten muss, dass wir ein national und international anerkanntes Universitätsspital haben und in der Kostenfolge zu diesem Universitätsspital die Leadership innehaben. Kolleginnen und Kollegen, zu diesem Zeitpunkt haben nicht nur die Universitätsspitäler sondern alle öffentlichen Spitäler aus verschiedenen Gründen ein grosses Problem. Die Universitätsspitäler haben die Problematik einer massiven Wettbewerbsverzerrung, da andere Kantone querfinanzieren, obwohl es die so genannte Gesundheitsdirektorenkonferenz (GDK) anders bestimmt hat. Das kann uns nicht egal sein. Und weil diese Aspekte sehr relevant sind, müssen sie auch in der nächsten Versorgungsplanung, nicht schwerpunktmässig, aber differenziert angegeben werden. Wir haben einen Teil der Aspekte in der letzten GSoK-Sitzung ausführlich besprochen. Zurzeit laufen zwei

Motionen zu diesem Thema. Ich gehe davon aus, dass sie noch in dieser Session eingereicht werden. Als politisches Signal, dass es uns nicht egal sein kann, wenn unser Universitätsspital auf einmal hintansteht, möchte ich Ziffer vier als Motion stehen lassen. Ich sage nichts über den Umfang, aber die GEF muss auch in der nächsten Versorgungsplanung zu dieser Thematik klar Stellung beziehen und Ideen bringen. In diesem Sinne wäre ich froh, wenn wir Ziffer vier als Motion überweisen könnten. Ich warte nun die Diskussion ab und werde am Schluss noch kurz dazu Stellung nehmen, ob ich Ziffer vier in ein Postulat umwandeln werde.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Die Versorgungsplanung stellt zweifellos ein wichtiges Instrument dar, damit unsere Bevölkerung weiterhin eine bedarfsgerechte und qualitativ hochstehende Gesundheitsversorgung in Anspruch nehmen kann. Genauso wichtig sind aber eine qualitativ gute Datenlage und korrekte Angaben zur Wirtschaftlichkeit, weil wir im inner- und interkantonalen Vergleich vorbereitet sein müssen. Denn der Druck auf die Kosten und damit auf die Leistungserbringer wird weiter wachsen. Die Verlängerung der Versorgungsplanung ist deshalb wichtig, da die erforderlichen Daten zurzeit effektiv noch nicht in ausreichender Qualität vorliegen. Für eine gute und gesunde Datenlage braucht es nicht nur die GEF, welche die Daten fordert, sondern auch Betriebe, welche die Daten in entsprechender Qualität liefern. Im neuen Finanzierungssystem stellt eben genau die Abbildung der Kosten, der Wirtschaftlichkeit und vor allem die Transparenz ein zentrales Element dar. Die vom Schweregrad bereinigten Fallkosten in der Akut-somatik bilden die vom Krankenversicherungsgesetz (KVG) und Spitalversorgungsgesetz (SpVG) geforderte Wirtschaftlichkeit sinnvoll ab. Geben wir also der GEF und den Leistungserbringern noch etwas Zeit, damit die Datenqualität dann effektiv auch stimmt und man damit arbeiten kann. Zum Schluss noch ein wichtiger Punkt: Wenn das Ganze nun noch etwas verlängert wird, können die Spitäler genau gleich weiterarbeiten, das ist überhaupt kein Problem. Die FDP-Fraktion steht klar hinter dieser Verlängerung, hinter der besseren Erfassung der Wirtschaftlichkeit und unterstützt ausserdem die Planungserklärung der GSoK. Ein wenig Druck, das Ganze zu beschleunigen, schadet sicherlich nicht. Noch zur Motion Mühlheim... (*Le temps de parole étant écoulé, la présidente coupe le micro.*)

Patric Bhend, Thoune (PS). Als Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion werde ich mich nicht mehr zur Verlängerung der Versorgungsplanung äussern. Diesbezüglich verweise ich auf das Votum von Herrn Brand, der für die GSoK gesprochen hat. Die Verlängerung der Versorgungsplanung ist in diesem Sinne nicht bestritten, ebenfalls nicht die Planungserklärung der GSoK. Deshalb werde ich mich nur noch zu Ziffer vier der Motion Mühlheim äussern. Bei dieser geht es vor allem darum, dass unsere Spitäler im interkantonalen Vergleich nicht benachteiligt werden. Auch hier gibt es einen Konsens innerhalb der GSoK. Wir sind aber der Meinung, dass da am falschen Ort angesetzt wird. Man kann das Problem durch staatliche Mittel, die auch in anderen Kantonen ausserhalb des Systems zu den Spitälern kommen und in diesem Sinne wettbewerbsverzerrend wirken, nicht im Rahmen der Versorgungsplanung lösen. Des-

halb lehnen wir diese Ziffer der Motion, wie sie vorliegt, ab. Ein Postulat hingegen würden wir unterstützen. Wie gesagt besteht auch hier ein Konsens, dass wir eine Lösung finden müssen, damit unsere Spitäler im interkantonalen Vergleich nicht ins Hintertreffen geraten. Wie gesagt: Die Motion ist hier falsch, aber ein Postulat würden wir unterstützen.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Nach zwei erfolgreich erarbeiteten Versorgungsplanungen 2007–2010 und 2011–2014, die sich in vielerlei Hinsicht bewährt haben, steht die EVP-Fraktion hinter dem Antrag des Regierungsrats, die vorliegende Versorgungsplanung 2011–2014 zu verlängern. Es scheint uns nämlich sinnvoll, dass dieselbe Sorgfalt und Datengenauigkeit in der neuen Erarbeitung der Versorgungsplanung angewendet wird, wie das früher bereits der Fall war oder zumindest gefordert und angestrebt wurde. Nun hat die GEF jedoch bei der Prüfung der bisher angewandten Kriterien bezüglich Wirtschaftlichkeit festgestellt, dass dies laut den heutigen Anforderungen des Krankenkassenversicherungsgesetzes (KVG) nicht mehr genügt und somit überarbeitet wird. Wir als EVP-Fraktion unterstützen diese Überarbeitung. Aber auch hier geben wir zu bedenken, dass eventuell ein breiter abgestützter Katalog an Wirtschaftlichkeitskriterien sinnvoll wäre, als wieder nur ein einziges Kriterium einzubeziehen, auch wenn dieses besser geeignet ist als das frühere, sofern der Schweregrad bereinigt ist. Die EVP-Fraktion unterstützt also die Verlängerung der Versorgungsplanung und die Anpassung des Planungskriteriums.

Selbstverständlich unterstützen wir auch die Planungserklärung der GSoK. Sie ist praktisch identisch mit den Angaben des Zeitfahrplans des Regierungsrats, einfach etwas akzentuierter. Die Ziffern zwei bis vier der Motion Mühlheim rennen bei uns offene Türen ein. Die Methodologie in der Antwort zu Ziffer vier überzeugt, und unter diesem Gesichtspunkt könnten wir uns auch eine Motion vorstellen. In Ziffer vier wird lediglich verlangt, Massnahmen aufzuzeigen und nicht de facto schon umzusetzen. Einzig bezüglich dem Begriff «qualitätsbezogene Mindestfallzahlen», der in der Antwort zur Motion vorkommt, möchte ich etwas hinzufügen: Wir verweisen auf eine neue Forschung, die zeigt, dass «qualitätsbezogen» oft geringere Fallzahlen bedeutet, als sie im Moment angewandt werden. Zum Teil kann das schon bei 30 Eingriffen pro Jahr qualitätsbezogen dieselbe Wirkung haben, wie wenn es beispielsweise 200 wären. Diesbezüglich bitte ich Sie, auch auf die neuere Forschung einzugehen.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Die grüne Fraktion schliesst sich abschliessend den Ausführungen des GSoK-Sprechers an und stimmt dieser Verlängerung der Versorgungsplanung 2011–2014 ganz klar zu. Die Anpassung des Planungskriteriums Wirtschaftlichkeit nehmen wir zur Kenntnis und werden auch die Planungserklärung der GSoK unterstützen. Bezüglich der Motion Mühlheim nehmen wir die Ziffern zwei und drei an. Bei Ziffer vier sind wir der Meinung, dass eine Motion nicht zielführend ist. Wir haben das auch in der GSoK besprochen und die Thematik wurde anerkannt. Deshalb empfehlen wir, Ziffer vier als Postulat anzunehmen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Auch ich als BDP-Sprecherin schliesse mich den Aussagen des GSoK-Sprechers an. Die BDP-Fraktion unterstützt die Verlängerung der Versorgungsplanung 2011–2014 mit der Planungserklärung. Ziel muss es sein, möglichst bald wieder eine aktualisierte Versorgungsplanung zu haben. Auch die Anpassung der Planungskriterien Wirtschaftlichkeit unterstützt die BDP-Fraktion und stimmt so den drei Ziffern des Antrags einstimmig zu.

Nun noch zur Motion Mühlheim: Auch hier folgt die BDP-Fraktion der Regierung. Ziffer eins wurde bereits zurückgezogen, die Ziffern zwei und drei werden wir annehmen und Ziffer vier würden wir als Postulat unterstützen. Als Motion ist Ziffer vier zu bindend. Mit der Überweisung eines Postulats ist die Rolle des Kantons freier und weniger vorgegeben. Finanzielle Folgen sind schwer abzuschätzen. Die Forderung ist aber sicher der Prüfung wert. Deshalb beantragen wir die Annahme als Postulat.

La présidente. Mme Mühlheim aimerait transformer sa motion en postulat. Vous avez donc deux minutes.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). In Anbetracht dessen, dass sich für Ziffer vier als Motion keine Mehrheit abgezeichnet hat und dass zu diesem Thema einerseits von der GSoK eine Standesinitiative geplant ist und andererseits derzeit zwei Motionen unter uns diskutiert werden, lasse ich Ziffer vier als Postulat überweisen.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Tout d'abord, concernant la prolongation de la planification, je tiens à remercier la commission pour le travail extrêmement intensif que nous avons pu faire avec elle pour répondre aux différentes questions et pour cette planification, qui respecte entre autres les points 2 et 3 de la motion Mühlheim, sur laquelle nous avons pu nous mettre d'accord. Concernant la prolongation de la planification et la demande de la commission de raccourcir les délais, nous ne sommes pas contre et cela, nous l'avons déjà dit en commission, mais il y a des délais qui sont prescrits, dès qu'il s'agit de faire des Auditions (auditions), des Vernehmlassungen (consultations), pour le dire en allemand. Cela ne va pas être forcément simple. Je ne veux pas vous donner l'illusion que nous arriverons à compresser tout cela. En plus, je dois tenir compte du fait qu'aucune personne ne doit tomber malade à l'Office, personne ne doit démissionner, et ce genre d'annexes. Merci M. Brand de votre générosité. Concernant la motion de Mme Mühlheim, je la remercie d'évoquer ce sujet de distorsion de la concurrence. Je me demande ce que cela fait dans la planification des soins – elle va me dire qu'elle devait bien la mettre quelque part.

Il y a un autre point que j'aimerais mentionner. Ici on parle de la distorsion de la concurrence de l'Hôpital de l'île face aux autres hôpitaux universitaires. C'est un des éléments. L'autre souci qui m'inquiète beaucoup plus depuis six mois est la distorsion de concurrence entre les hôpitaux dits privés et les hôpitaux publics, y compris l'Hôpital de l'île et ce sont ces deux champs de tension qu'il faudra évaluer. J'aimerais rappeler que la Confédération doit en 2015 faire un bilan du nouveau financement hospitalier au niveau

suisse. Je ne me fais pas trop d'illusions qu'ils donneront des réponses à tous ces éléments, mais j'espère que ce rapport pour aussi nous aider, nous, à savoir quels sont nos problèmes en Suisse. Car cette distorsion de la concurrence, on la voit par exemple en Haute-Argovie, avec le canton de Soleure, et cela peut aussi nous poser des problèmes et là plusieurs cantons sont en train de réguler leurs «PIG», qui veut bien sûr dire prestations d'intérêt général, ce n'est pas un anglicisme. Les prestations d'intérêt général sont en train de diminuer. J'ai l'impression que le système se régule, mais il faut veiller à ce que cette distorsion de la concurrence n'ait pas lieu. Dans ce sens-là, je vous propose aussi d'accepter le point 4 de la motion Mühlheim comme postulat.

La présidente. Nous passons au vote. Nous voterons tout d'abord sur la déclaration de planification, puis sur la prise de connaissance de ce rapport et après sur les points 2, 3 et 4 de la motion Mühlheim, dont le point 4 a été transformé en postulat. Ceux qui acceptent la déclaration de planification de la Commission de la santé et des affaires sociales votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification de la CSoc concernant l'affaire 2014.GEF.10709)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	131
Non	2
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à la prise de connaissance de ce rapport. Ceux qui sont d'accord de prendre connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote final (affaire 2014.GEF.10709)

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance	
Oui	131
Non	3
Abstentions	0

La présidente. Vous avez pris connaissance de ce rapport. Nous passons au vote sur la motion Mühlheim «Planification des soins hospitaliers 2015–2019». Je le répète, le point 1 a été retiré. Nous passons donc au point 2, en motion. Ceux qui sont d'accord d'accepter ce point 2 en motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (affaire 2014.RRGR.11122, M 107-2014, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	129
Non	3
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons au point 3, toujours sous forme de motion. Ceux qui acceptent le point 3 sous forme de motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (affaire 2014.RRGR.11122, M 107-2014, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	131
Non	3
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté ce point 3 sous forme de motion. Nous passons au vote sur le point 4, que Mme Mühlheim a transformé en postulat. Ceux qui acceptent le point 4 sous forme de postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (affaire 2014.RRGR.11122, M 107-2014, ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat	
Oui	134
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté à l'unanimité le point 4 sous forme de postulat.

Affaire 2014.GEF.11848

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

Proposition du Conseil-exécutif :

M 040-2011, Näf-Piera (Muri, PS). Encadrement réussi des enfants et adolescents en difficulté

Traitement au Grand Conseil: 31 janvier 2012

Décision: Adoption sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 114-2011 Martinelli-Messerli (Matten b.l., PBD). Prise en charge pharmaceutique des EMS

Traitement au Grand Conseil: 31 janvier 2012

Décision: Adoption sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 022-2012 Schär (Lyss, PS). Promotion de la médecine générale dans le canton de Berne

Traitement au Grand Conseil: 27 mars 2012

Décision: Point 1 : adoption sous forme de postulat ; point 2 : retiré

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Sur la tribune, nous avons des jeunes gens et des jeunes filles de l'Oberstufe und KBF-Klasse Mühlethurnen-Lohnstorf, Soyez les bienvenus aujourd'hui parmi nous. J'espère que nos débats vous intéresseront. (*Applaudissements*) Nous passons tout de suite à l'affaire n°22 «Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014». Est-ce que M. Jost aimerait prendre la parole? – Non, ce n'est pas le cas. Nous allons tout de suite passer au vote. Ceux qui sont d'accord de prolonger le délai de réalisation de ces trois motions votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 122

Non 1

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté de prolonger le délai de réalisation de ces trois motions.

Affaire 2014.RRGR.714

N° de l'intervention: 142-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 23.06.2014
 Déposée par: PBD (Luginbühl-Bachmann, Krattigen) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 1283/2014 du 29 octobre 2014
 Direction: SAP

Révision du système DRG

Le Conseil-exécutif est chargé d'entreprendre auprès de l'autorité compétente, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé, la démarche nécessaire pour faire modifier dans le système et le tarif DRG les prestations par cas de la catégorie « Grossesse, naissance et suites de couches » de telle manière que les hôpitaux soient en mesure d'appliquer les principes de la gestion d'entreprise à leur service d'obstétrique.

Développement

Depuis l'introduction de SwissDRG, le nouveau système tarifaire de rémunération des prestations hospitalières en soins somatiques aigus, l'indemnisation de ces prestations selon les forfaits par cas est soumise au même règlement dans toute la Suisse, conformément à la dernière révision de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal).

Chaque séjour hospitalier est classé dans un groupe à partir de critères définis, comme le diagnostic principal, les diagnostics supplémentaires, les traitements et la gravité.

Tous les points listés dans le catalogue des forfaits par cas désignent une maladie ou un trouble touchant le corps humain.

Le catalogue des forfaits par cas comprend une catégorie « Grossesse, naissance et suites de couches ». Tous les libellés de ce groupe ont un cost-weight largement inférieur aux autres prestations, comme par exemple une opération de la hanche. Cela signifie que pour un hôpital, une opération de la hanche est bien plus lucrative qu'un accouchement.

Cela est certes compréhensible, car une opération de la hanche peut se planifier, le personnel et l'infrastructure nécessaires peuvent être mis à disposition suffisamment tôt. Ce qui n'est pas le cas d'un accouchement, qui peut certes être spontané et rapide, mais qui peut aussi s'accompagner de complications nécessitant d'avoir à disposition une salle d'opération entière avec toute une équipe. Cela coûte de l'argent et on peut donc comprendre qu'un hôpital déclare que les accouchements ne sont pas rentables et génèrent des déficits.

Mais un accouchement par voie basse sans complication n'est ni une maladie, ni un trouble touchant le corps humain: c'est le début d'une nouvelle vie. Une naissance est bien plus qu'un simple chiffre dans un système. Les nouveau-nés sont notre avenir, la société de demain. D'un point de vue économique et sans connaître les chiffres précis, les accouchements représentent donc un investissement dans une région, dans la permanence de notre canton et de notre pays.

Malheureusement, la classification DRG ne tient pas compte de cette situation économique, mais uniquement de la rentabilité des prestations au sein même de l'hôpital.

Les chiffres du service d'obstétrique des hôpitaux FMI AG (Frutigen, Meiringen, Interlaken), montrent que d'un point de vue économique et si l'on applique les critères du catalogue de forfaits par cas en vigueur, comme déjà mentionné plus haut, les accouchements sont déficitaires. C'est la raison pour laquelle la direction des hôpitaux FMI AG a par exemple demandé aux communes environnantes de subventionner son service d'obstétrique.

Par ailleurs, la fermeture de la maternité de l'hôpital de Riggisberg a fait beaucoup de vagues et n'a toujours pas été définitivement acceptée par la population concernée.

Actuellement, c'est au tour du service d'obstétrique de l'Hôpital de Zweisimmen de se trouver au centre du débat, le projet ayant été formé de le fermer, à en croire l'information diffusée par le STS Thun AG.

Ces exemples ne sont certainement pas des cas isolés en Suisse et montrent que la loi sur les soins hospitaliers ne permet pas de régler la question et qu'il faut plutôt chercher à améliorer le système SwissDRG à l'échelle nationale.

Réponse du Conseil-exécutif

Il est vrai que la fermeture d'un hôpital ou d'une de ses divisions fait généralement des vagues. Cela a été le cas pour les hôpitaux de Herzogenbuchsee, Jegenstorf, Sumiswald, Grosshöchstetten et Wattenwil il y a plus de dix ans, comme pour la maternité de Riggisberg l'année dernière. Le Conseil-exécutif comprend cette émotion et sait que la population d'une région est attachée à son hôpital. Mais cela

ne doit pas servir de prétexte à l'immobilisme, les structures devant s'adapter à l'évolution de la médecine, aux besoins et aux moyens financiers. Le gouvernement vise en premier lieu à assurer à la population des soins hospitaliers accessibles à tous, conformes aux besoins, de bonne qualité et économiques.

Le système SwissDRG (Swiss Diagnosis Related Groups) classe les patientes et les patients séjournant dans un hôpital ou une maison de naissance dans des groupes de pathologie homogènes (DRG). Les coûts sont pondérés en fonction des charges occasionnées par les différents traitements. Un groupe aux forfaits par cas élevés ne rapporte pas davantage, car si l'hôpital touche plus d'argent, ses charges sont aussi plus lourdes.

Le passage du financement des hôpitaux à celui des prestations il y a quelques années contraint les établissements à atteindre un taux d'occupation correspondant à leur infrastructure ; s'ils n'y parviennent pas, ils sont déficitaires. Les chiffres de la maternité du centre hospitalier régional FMI AG ne montrent pas que les accouchements sont déficitaires selon les critères de SwissDRG. Ils révèlent au contraire que le nombre de naissances est insuffisant pour couvrir l'infrastructure nécessaire. Il faut préciser que l'exploitation du CHR est très profitable dans l'ensemble en revanche, puisqu'elle clôt sur un bénéfice de 8,7 millions de francs en 2013.

Cependant, la motion met le doigt sur un point majeur, qui ne se limite pas aux seuls services d'obstétrique selon le gouvernement : comment financer les prestations d'un hôpital (ou d'un service) indispensable mais qui ne réussit pas à atteindre le nombre de cas lui assurant une survie économique en raison d'un bassin de population insuffisant ? Le Conseil-exécutif est d'avis que les assureurs doivent assumer leur part, conformément à la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal). Mais ce problème ne peut pas être résolu en changeant la pondération des prestations et en modifiant la classification SwissDRG. Il s'agit bien plus d'une question de tarif, soit du montant de la rémunération. Les cantons ne font pas partie des partenaires tarifaires selon la LAMal, qui sont les assureurs-maladie et les fournisseurs de prestations. Ces derniers sont tenus d'aborder la question pour conclure des conventions tarifaires couvrant leurs dépenses. Ce n'est que lors d'un échec des négociations et en l'absence de convention que le Conseil-exécutif est habilité à fixer des tarifs plus élevés, sous contrôle du Tribunal administratif fédéral en cas de recours. Le Conseil-exécutif en a dûment informé les fournisseurs de prestations à plusieurs reprises.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n°23, motion PBD «Révision du système DRG». Mme Luginbühl, porte-parole du PBD, a transformé cette motion en postulat et elle aimerait donner une explication. C'est à vous et vous êtes en débat libre et vous avez cinq minutes. Vous ne vous êtes pas annoncée. – On y va!

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Sie erinnern sich sicherlich daran, dass das Thema bereits einmal als Motion vorlag, mit der Forderung zur Einreichung einer

Standesinitiative, und ich diesen Vorstoss dann zurückgezogen habe. Die damalige Begründung dafür war, dass es sich bei der Standesinitiative um den falschen Weg handeln würde. Dies weil das Anliegen, das zwar berechtigt sei, im Bundeshaus irgendwo versickern und kaum eine Diskussion im Parlament erreichen würde. Der richtige Weg sei, so haben mir auch diverse von Ihnen geraten, dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor direkt den Auftrag zu erteilen, das Anliegen im zuständigen Gremium, eben in der Gesundheitsdirektorenkonferenz, einzubringen. Sogar der Regierungsrat selbst hat mir und der BDP-Fraktion diesen Weg bestätigt.

Ein paar Monate später und zwischenzeitlich mit einer Geburtenabteilung in einem Berner Spital weniger, kommt nun die Antwort des Regierungsrats, dass die Leistungserbringer und die Krankenversicherer dafür zuständig sind. Das Anliegen sei berechtigt, aber es sei eben der falsche Weg, der Kanton könne sich nicht einmischen. Ich bin konsterniert, liebe Kolleginnen und Kollegen! In dieser Thematik wird eine heisse Kartoffel immer wieder dem nächsten zugeschoben. Es scheint, als wolle sich dabei einfach niemand die Finger verbrennen. Es geht noch weiter: Bei der Einführung des DRG-Systems wurden die Befürworter nicht müde zu erklären, dass nach dem Prinzip «learning by doing» dann auch Anpassungen und Überarbeitungen gemacht würden, sollten sich bei der Umsetzung Probleme zeigen. Der Fallpauschalenkatalog bezeichnet bei sämtlichen aufgelisteten Punkten eine Krankheit oder eine Störung im und am menschlichen Körper. Genau betrachtet gehört somit eine natürliche spontane Geburt eigentlich gar nicht in diesen Katalog. Ich weiss, es ist nicht zu ändern. Aber es ist eine Tatsache, dass eine Geburt weit mehr ist als eine Zahl in einem System, die sich mit anderen aufgelisteten Punkten wie einer Herz-, Hüft- oder Blindarmoperation – um nur einige zu nennen – zu messen hat. Diese Operationen sind sicher lukrativer für ein Spital. Wirtschaftlich rentieren Geburten nicht; obschon ich mich an das Wort «rentieren» im Zusammenhang mit Säuglingen bei weitem nicht gewöhnen kann. Volkswirtschaftlich sind Geburten in einer Region für den Fortbestand des Kantons und unser ganzes Sozialsystem – das ich hier explizit erwähne – sehr wohl rentabel.

Die Thematik beschäftigt übrigens nicht nur uns im Kanton Bern. Die angekündigte Schliessung der Geburtenstation im Spital Laufen, Baselland, gibt auch dort zu reden. Die Verantwortlichen der Spitäler, der Krankenversicherer und jetzt auch der Politik schieben sich gegenseitig «e Schnägg i Hosesack». Es scheint, als bewegten wir uns im Kreis, und niemand möchte diesen Kreis durchbrechen. Betroffene Frauen, Mütter, Hebammen, das Krankenpflegepersonal, Ärzte und viele Kritiker rund um die Schliessung von Geburtenabteilungen sehen sich einer Schar von Herren Ökonomen und Juristen gegenüber, die mit Zahlen argumentieren und nota bene noch nie selbst ein Kind geboren haben. Je länger und je mehr ich mich mit dieser Thematik beschäftige, desto mehr habe ich Verständnis für die Reaktionen der Leute in Riggisberg und auch im Obersimmental. Die Frage sei erlaubt, ob das Volk mit der Annahme der Spitalstandortinitiative diesen Kreis durchbrechen wird und ob das wirklich die richtige Lösung ist. Die BDP-Fraktion glaubt das nicht. Deshalb schlagen wir einen anderen Lösungsweg vor:

Mit dem eingereichten Vorstoss wollen wir den Regierungsrat beauftragen, innerhalb der Gesundheitsdirektorenkonferenz die Thematik Geburt, Schwangerschaft und Wochenbett via Tarif, respektive DRG-System, erneut zu thematisieren.

In der Antwort des Regierungsrats steht, man anerkenne die Wichtigkeit des Themas und diese Haltung des Regierungsrats sei auch den Leistungserbringern mehrfach kommuniziert worden. Dies wohl nicht sonderlich erfolgreich, denn der Regierungsrat lehnt diesen Vorstoss leider ab. Ob der Regierungsrat die Antwort gestützt auf die laufenden Arbeiten für den Gegenvorschlag zur Spitalstandortinitiative verfasst hat, weiss ich nicht. Ich bin jedenfalls von der Antwort enttäuscht.

Mit dem Postulat möchten wir erreichen, dass der Spitaleigentümer Kanton Bern durch unseren Regierungsrat in der Gesundheitsdirektorenkonferenz in diesem Thema einfach nicht lockerlässt, unsere Haltung vertritt und auf diese Weise den Weg an die richtige Stelle findet. Denn bisher konnte mir noch niemand genau sagen, welcher Weg der richtige wäre. Noch kennen wir den Gegenvorschlag zur Initiative nicht. Es ist wohl anzunehmen, dass der Vorschlag in die Richtung eines Fonds geht. Aber eben, noch liegt nichts Konkretes vor. Wie auch immer diese Abstimmung ausgehen wird, die Thematik bleibt bestehen und das Problem ist nicht gelöst. Es ist mir klar, dass die Problematik der Rentabilität nicht allein innerhalb des Gebiets der Geburtshilfe angesiedelt ist, aber bis dato hat keine andere Abteilung in einem Spital wegen fehlender Fallzahlen schliessen müssen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

La présidente. Est-ce que le postulat est contesté? – Oui. Mme Gschwend, vous avez la parole. Nous sommes en débat libre, maximum cinq minutes.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Mit diesem Postulat soll der Regierungsrat beauftragt werden, eine Überarbeitung des Tarifs, beziehungsweise des DRG-Systems, zu prüfen, damit die Spitäler in der Lage sind, Geburtsabteilungen betriebswirtschaftlich zu führen. Die Motionärin verweist auf den Fallpauschalenkatalog, der eine Gruppe enthält, die der Thematik Schwangerschaft, Geburt und Wochenbett gewidmet ist. (*La présidente agite sa cloche.*) Ja, es mag sein, dass eine Hüftgelenkoperation gemäss dem Fallpauschalenkatalog lukrativer ist als eine Geburt, bei der für den Fall einer Komplikation im Hintergrund ein teurer Operationssaal mit einem teuren Personalstab bereitstehen muss. Ja, es ist nachvollziehbar, dass somit ein Spital gestützt auf die Tatsache, dass Geburten nicht rentieren, die defizitäre Geburtsabteilung im schlimmsten Fall schliessen muss. Die Schliessung der Geburtsabteilung eines Spitals, zum Beispiel von Riggisberg, hat hohe Wellen geschlagen. Die SVP-Fraktion würde eine Motion mit grosser Mehrheit ablehnen und ich gehe deshalb davon aus, dass sie auch ein Postulat mit grosser Mehrheit ablehnen wird. Wieso dies? Es ist klar, dass die Schliessung einer Abteilung oder eines gesamten Spitals immer hohe Wellen schlägt. Es ist aber auch so, dass in gewissen Spitälern die Geburt nicht aufgrund ihrer aktuellen Gewichtung gemäss DRG-System defizitär ist. Sie ist es dort vielmehr deshalb, weil die Infrastruktur, die für die Ge-

burtshilfe notwendig ist, mit der Anzahl Geburten, die ein Spital erreicht, nicht genügend ausgelastet ist. Das bedeutet aber nicht, dass das Spital als Gesamtbetrieb keinen Betriebsgewinn erzielen kann. Ich nehme als Beispiel die Spitäler der Frutigen Meiringen Interlaken-AG (fmi-AG). Sie stehen als Gesamtbetriebe wirtschaftlich sehr gut da. Sie haben im Jahr 2013 sogar einen Betriebsgewinn von 8,7 Mio. Franken ausgewiesen.

Tarifpartner im System sind die Leistungserbringer und die Krankenversicherer, ganz sicher nicht der Kanton. Die betroffenen Leistungserbringer müssen also die Problematik in der Tarifverhandlung mit den Versicherern einbringen und entsprechende Tarifverträge abschliessen. Es erscheint der Mehrheit der SVP-Fraktion nicht sinnvoll, die schweizweit gültigen Tarife für Schwangerschaft, Geburt und Wochenbett so zu erhöhen, dass jedes Spital in der Lage ist, die Geburtsabteilung betriebswirtschaftlich zu führen. Das käme einem Giesskannenprinzip gleich und hätte hohe Kostenfolgen. Die SVP-Fraktion hat grosses Verständnis für den Versuch, zu bewirken, dass nicht nur in Zentrumsspitalen eine Geburtsabteilung aufrechterhalten wird. Es ist kein Zufall, dass die Motionärin aus dem Oberland stammt. Trotzdem sollte der Kanton aber nicht in das Tarifsysteem eingreifen. Die Tarife sollen durch die Partner selbst und direkt ausgehandelt werden. Das System wird sonst durcheinandergebracht und könnte in der Konsequenz Nachfolgeübungen mit sich bringen, was hohe Kosten zur Folge hätte. Eine Strukturerhaltung über Preiserhöhungen zu erreichen, wäre marktwirtschaftlich völlig falsch.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Die Forderung der BDP-Fraktion mit dieser Motion oder diesem Postulat liegt total quer in der schweizerischen Gesundheitspolitik, beziehungsweise im schweizerischen Tarifwesen. Es wird eine Tarifierhöhung in einer bestimmten Leistung, in einer Fallpauschale, gefordert und zwar um so viel höher, dass die Leistung bei einem bestimmten Leistungserbringer wirtschaftlich erbracht werden kann. Stellen Sie sich nun einmal vor, man würde das realisieren. Dann könnten natürlich diverse andere Leistungserbringer genau dasselbe fordern, für andere Leistungen und Fallpauschalen, die an gewissen Standorten ebenfalls nicht wirtschaftlich erbracht werden können. Glauben Sie mir, solche Beispiele gäbe es dann viele. Die Leistungen werden bewusst so vergütet, damit man eine gewisse Anzahl Fälle eben gewinnbringend ausführen kann. Das ergibt bewusst einen Druck auf die Leistungserbringer, eine bestimmte Fallzahl nicht zu unterschreiten. Damit sind wir mittendrin in der Spitalpolitik und der Strukturrevision. Das SwissDRG-System hat ja auch genau diesen Zweck. Wir klagen alle über die Gesundheitskosten. Das System führt eben dazu, dass der Druck auf bestimmte Spitäler, die Kosten zu optimieren, zunimmt, und damit muss ein Angebot, wenn es nicht wirtschaftlich ist, gegebenenfalls abgebaut oder anders gewichtet werden. Der Anstieg der Gesundheitskosten soll gebremst werden, und das schmerzt eben auch. Wir können den eingeschlagenen Weg mit diesem Vorstoss nicht stoppen, und es geht hier um eine Strukturerhaltung um jeden Preis. Ob ein Angebot an einem Standort wirklich weiterhin rentiert, kommt sehr darauf an, was andere Disziplinen während 24 Stunden erbringen. Wenn natürlich fast 24 Stunden Operationen

laufen und der Notfall gut läuft, bleibt auch noch etwas übrig, um andere Bereiche aufrechtzuerhalten.

Abschliessend noch einen Hinweis zur medizinischen Notwendigkeit: Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir müssen öfter über die medizinische Notwendigkeit sprechen. Wo muss man was haben, weil es medizinisch notwendig ist; also medizinische Notwendigkeit versus Strukturerhaltung? Eine reine Strukturerhaltung kann nicht die Lösung sein und schon gar nicht über eine Forderung im Tarifwesen. Die FDP-Fraktion lehnt die Motion und selbstverständlich auch das Postulat ab, weil dies inhaltlich nicht korrekt ist.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Rein faktisch hat mein Vorredner natürlich Recht. Dennoch hat die EVP-Fraktion grosses Verständnis und Sympathie für das Anliegen der BDP-Fraktion. Es ist auch für uns störend, dass die Geburtenabteilung in einem Spital erst ab einer relativ hohen Fallzahl wirtschaftlich ist und dass die Spitalgruppen dadurch gezwungen sind, die Geburtenabteilungen in kleineren Spitälern zu schliessen oder sie mit einer Quersubventionierung zu finanzieren. Gerade der Bereich der Geburtshilfe ist ein sensibler Bereich, und in der Bevölkerung ist wenig Verständnis vorhanden, wenn Gebärende sehr weite Wege in Kauf nehmen müssen (*La présidente agite sa cloche.*) In diesem speziellen Fall ist es wirklich störend, dass das DRG-System keinen Bezug auf die Besonderheit der natürlichen Geburt nimmt, die in der Regel reibungslos verläuft und wenig bis mässigen Aufwand für ein Spital bedeutet, hingegen im Notfall auf eine grosse Infrastruktur und erhöhte personelle Ressourcen zählen muss. Auch das Argument der Motionärin, die sagt, dass eine Geburt einen ganz anderen Stellenwert für die Gesellschaft und die Volkswirtschaft habe, als eine beliebige Hüftoperation, teilen wir voll und ganz.

Das alles sind die Argumente und die eine Seite des Problems. Demgegenüber steht jetzt nun aber die Antwort des Regierungsrats, die eben rein faktisch absolut richtig und deshalb ebenfalls verständlich ist. Wir glauben auch, dass sich die Spitäler mit ihren Tarifpartnern auf eine angepasste Höhe der Abgeltung einigen müssten. Um die Geburtshilfe im Spital Interlaken aufrechtzuerhalten – Sie konnten darüber lesen –, sind die Gemeinden um Unterstützung angefragt worden. Ich erinnere Sie nun gern daran, dass der Regierungsrat bei der Diskussion über das Spitalversorgungsgesetz einen Vorschlag für einen Fonds zur Unterstützung der Spitäler und ihrer zwar defizitären aber für die Bevölkerung versorgungsrelevanten Abteilungen einrichten wollte. Dieser Vorschlag wurde damals von der Mehrheit schon während der Vernehmlassung abgelehnt. Der Schrei nach dem absoluten Markt war unüberhörbar. Die EVP-Fraktion konnte das damals nicht verstehen. Nichts desto trotz sind wir bereit, das Anliegen der Motionärin als Postulat zu unterstützen. Wir sind der Meinung, dass sich der Regierungsrat nichts vergibt, wenn er das bei der Gesundheitsdirektorenkonferenz anbringt oder diesen Punkt bei der Erarbeitung eines Gegenvorschlags zur Spitalstandortinitiative mit einbezieht. Dazu kommt, wie auch schon erwähnt wurde, dass bei der Einführung des DRG-Systems mehrfach darauf hingewiesen wurde, es handle sich um ein noch im Lernen begriffenes System, bei welchem Fehler und Fehlanreize später in der Anwendung ausgemerzt werden

könnten. Das ist bezüglich der Geburtshilfe nun der Fall. Aus all den genannten Gründen unterstützen wir diesen Vorstoss als Postulat.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Wir von der glp-Fraktion werden diesen Vorstoss auch als Postulat ablehnen. Wir verstehen aber das Anliegen der Motionärin. Tatsächlich muss man sich fragen, was die Fallpauschalen für einen Anreiz geben und ob dieser nicht falsch ist. Gerade im Bereich der Geburtshilfe muss man sich nämlich als Schwangere fragen, ob die Frauenärztin oder der Frauenarzt einen Kaiserschnitt empfiehlt, weil das medizinisch wirklich indiziert ist, oder weil es sich für sie oder ihn oder das Spital mehr lohnt. (*La présidente agite sa cloche.*) Um ein Gesundheitswesen zu beurteilen, ist die Müttersterblichkeit ein wichtiger Indikator. Diesbezüglich ist die Schweiz seit dem Jahr 2002 schlechter geworden. Die Müttersterblichkeit hat zugenommen. Einerseits erklärt man sich das durch die älteren Schwangeren und erhöhten Risikoschwangerschaften und andererseits hat man den Verdacht, dass der Anstieg von Kaiserschnitten zur Zunahme der Müttersterblichkeit geführt hat. Mit diesem Postulat wird man aber nicht verhindern, dass eine Geburtenabteilung schliesst und man wird auch kein Spital damit retten. Anscheinend ist das auch nicht die Idee der Motionärin, und trotzdem möchte ich dazu noch etwas sagen: Die Müttersterblichkeit ist nämlich ein sehr interessantes Beispiel. Die Schweiz ist von Platz 12 auf Platz 13 gerutscht. Platz eins, zwei und drei sind durch die skandinavischen Länder besetzt. Sie haben vielleicht gelesen, dass ich nach Norwegen gehe. Norwegen liegt hinsichtlich der Müttersterblichkeit auf Platz zwei, hat aber pro Million Einwohner nur 13 Spitäler. Die Schweiz allerdings hat pro Million Einwohner 40 Spitäler, dreimal mehr, und sie liegt trotzdem in Bezug auf die Müttersterblichkeit so weit hinten. Vielleicht geben wir die falschen Anreize, die zu einer Überversorgung führen und nicht zu einem besseren Gesundheitswesen. Trotzdem werden wir das Postulat nicht annehmen, sind aber damit einverstanden, dass die Anreize in unserem Gesundheitswesen wahrscheinlich nicht die richtigen sind.

La présidente. Avant de passer à la porte-parole suivante, j'aimerais vous informer de la visite de la classe Seconda MN2A du Gymnase de Kirchenfeld, avec leur professeure Mme Raaflaub. Soyez les bienvenus parmi nous (*applaudissements*). Pour Les Verts, Mme Iannino, c'est à vous.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Es scheint offensichtlich zu sein, dass da immer wieder ein Unbehagen bezüglich dem Tarifsystem DRG aufkommt, und das sicher nicht nur im Bereich der Geburtshilfe. Anita Luginbühl hat zu Recht darauf hingewiesen, dass die Geburt eines Kindes nicht als Krankheit erachtet werden sollte. Gleichwohl wird der schöpferische Anfang eines neuen Lebens in unserer versicherten Welt ganz simpel auf eine versicherungsmathematische Leistung heruntergebrochen. Deshalb hegt die grüne Fraktion Sympathien für diesen Vorstoss. Als Motion hätten wir ihn nicht unterstützen können, als Postulat jedoch schon. Deshalb fordern wir Herrn Regierungsrat Perrenoud auf, sich bei den entsprechenden Stellen, vor allem bei den Leistungserbrin-

gern, aber auch bei den Krankenversicherern und bei seinen Kollegen in der Gesundheitsdirektorenkonferenz dafür einzusetzen, dass die Leistungen in den Geburtsabteilungen besser honoriert werden.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Ich bin mit der Motionärin einverstanden, dass Neugeborene unsere Zukunft darstellen. Der Vorstoss beinhaltet sehr viele sympathische Punkte. Aber bei den DRG-Tarifen wird die Vergütung aufgrund des Schweregrads der Behandlungen berechnet. Eine Schwangere verursacht grossmehrheitlich einen tiefen Behandlungsschweregrad. Den DRG-Tarif bei den Geburten zu erhöhen, damit die Abteilung wirtschaftlich ist, ist vergleichbar, wie wenn man den Milchpreis so stark erhöhen würde, dass keine Bauernhöfe aufgegeben werden müssten. Der Erhalt einer Geburtsabteilung hängt auch mit der demographischen Entwicklung und damit mit dem Bedarf und der Verhältnismässigkeit zusammen. Wenn in verschiedenen Regionen durch die Entwicklung vermehrt medizinische Behandlungen und Abteilungen nötig sind, muss das berücksichtigt werden. Eine Geburtsabteilung mit 190 Geburten pro Jahr und einer Bereitschaft des Gebärd- und des Operationssaals von 24 Stunden pro Tag für das ganze Jahr aufrechtzuerhalten ist schlicht nicht wirtschaftlich. Das ist keine Frage der DRG-Tarife sondern eine Frage der Anzahl Fälle. Die grosse Mehrheit der SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion und auch ein Postulat ab.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe. Donc, Mme Speiser de l'UDC a la parole en tant qu'intervenante à titre personnel. C'est à vous.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Geburtenstationen und Geburtshilfe sind ein sensibles Thema, das haben wir bereits mehrfach gehört. Es ist hoch emotional, und dies auch gerechtfertigt. Ganz herzlich danke ich Frau Luginbühl für diesen Vorstoss, der ganz im Sinne einer guten und gesunden Grundversorgung ist, gerade auch für die ländlichen Regionen. Dass diese Motion nun in ein Postulat umgewandelt wird, kann ich verstehen, denn sonst ist sie nicht mehrheitsfähig. Grundsätzlich wurde während der ganzen Debatte zum Spitalversorgungsgesetz dem Thema Geburtshilfe zu wenig Aufmerksamkeit geschenkt. Die Distanzen wurden nicht berücksichtigt. Das einzige Thema war die Zentralisierung, und diese ist im Bereich der Geburtshilfe für Mütter und Ungeborene, aber auch für Väter problematisch. Das merken Sie anhand der verschiedensten Reaktionen, nicht nur aus dem Simmental und Saanenland, sondern auch aus anderen Regionen, die bereits direkt betroffen sind. Wir konzentrieren uns stark auf alle anderen Angebote für Familien, um mit Topangeboten die ganze Familienthematik abzudecken. Ausgerechnet beim Thema Geburt windet man sich hinaus, um einen anderen Weg zu suchen – das ist für mich unverständlich. Dementsprechend sind dann die DRG für die Geburten so schlecht dotiert. Es besteht Handlungsbedarf. Damit das Thema nun endlich einmal ernsthaft diskutiert wird, unterstütze ich persönlich das Postulat ganz klar.

La présidente. Y a-t-il encore quelqu'un qui aimerait intervenir à titre personnel? – Je ferme la liste. C'est à vous Mme Zybach.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Das letzte Votum hat mir nun doch noch den Kick gegeben, um zu sagen, dass schon sehr viel gesagt wurde, aber ein Stichwort noch fehlt. Die DRG sind eigentlich eine klare Sache. Die Verhandlung der Basispreise liegt bei den Versicherern und den Spitälern, und es ist klar, dass sie regelmässig überarbeitet werden. Es ist ja nicht so, dass dies irgendwann im letzten Jahrhundert festgelegt wurde und seither so ist. Die Version 2.0 ist momentan und erst seit dem ersten Januar 2014 in Kraft. Die Geburten sind wichtig. Der gut gelungene Start ist der schweizerischen Stiftung zur Förderung des Stillens und mir als deren Präsidentin ein Anliegen. Die Motion oder das Postulat steht wirklich völlig quer in der Landschaft. Einen Aspekt stellen die Finanzen dar und damit die Erhöhung der Preise, damit es sich auch für ein Spital in Zweisimmen rechnet – um noch etwas Werbung für das Berner Oberland zu machen. Der andere Aspekt, der mir in dieser ganzen Diskussion fehlte, ist die Frage nach der Qualität. Welche Qualität kann man anbieten und wie wollen wir, dass unsere Kinder auf die Welt kommen? Wie können wir die Mütter schützen, sodass keine Mütter bei der Geburt sterben, und wie können wir den Kindern zu einem guten Start verhelfen? In diesem Sinne: Lehnen Sie sowohl die Motion als auch das Postulat ab!

La présidente. La parole est à M. le conseiller d'Etat et à Mme Luginbühl si elle le veut ensuite. C'est à vous, Monsieur.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Ma conclusion sera celle du gouvernement, à savoir rejeter cette motion. Zuerst möchte ich ein paar persönliche Worte an Anita Luginbühl richten: Ich danke dir für dein Engagement bezüglich diesem Thema, aber eigentlich hätte ich persönlich sagen können: annehmen und abschreiben. Die Frage, die du mir hier gestellt hast – ja das ist eine Idee, das habe ich erledigt. Ich bin zu den Leuten von der DRG usw. gegangen. Dort hiess es, es komme überhaupt nicht in Frage die Tarifstruktur zu revidieren, denn die Spitäler, die genügend Volumen haben, haben kein Problem. Haben die zwei grössten Privatspitäler auf dem Platz Bern Probleme? – Nein, die ganze Thematik von Schwangerschaft und Geburten rentiert bei ihnen sehr gut. In den Regionen ist es ein anderes Thema. Débrouille-toi Perrenoud, c'est ce qu'on m'a dit!

Zur Tariffage: Frau Gerber hat mir gesagt, dass ich mich bei den Leistungserbringern und der Krankenkasse einsetzen soll. Das ist nicht mein Job. Das KVG ist klar: Die Festsetzung der Tarife ist Sache der Tarifpartner. Die Kantone intervenieren nur subsidiär. Und wenn ich die ganze Thematik der hebammengeleiteten Geburten anschau, dann könnte man dort die Tarife auch wieder anpassen, wenn das Spital dies nicht mehr anbieten kann, will oder muss aufgrund der betriebswirtschaftlichen Ausgangslage. Bewegen sich die Hebammenverbände, um ihre Tarife neufestzusetzen? Wir hatten hier Vorstösse, dass ich mich bewegen soll, wegen des Physiotherapietarifs, der noch nicht

festgesetzt worden ist. Als GDK-Präsident habe ich diese Woche einen Brief an den Bundesrat Berset geschickt. Das ist ein anderes Thema, weil der Bundesrat jetzt die ganze Tarifstruktur für die Physiotherapie einmal schweizweit definieren muss. Weshalb wäre ein solcher Weg nicht auch für die Hebammen möglich? Da könnte man etwas machen. Wenn ich an das Geburtshaus in Biel denke, so ist dies nicht ein Problem des Tarifs sondern des Volumens. Wie viele Frauen kommen dorthin (*la présidente agite sa cloche*)? Dann kommt die Frage der Qualität hinzu, die auch nicht wegzudenken ist. Es stellen sich Haftpflichtfragen. Wenn etwas schief läuft in einem Spital, und man sagt, der Anästhesist und der Gynäkologe seien nicht schnell genug gekommen, dann kommt das ein Spital auch sehr teuer zu stehen. Wie gesagt, honnêtement, j'ai fait mon travail, aber im Moment sehe ich den hier vorgeschlagenen Weg nicht. Comme je l'ai dit au départ, je m'excuse pour les traductrices, c'est toujours très difficile quand on parle «bilingue» dans ce parlement, mais je maintiens la position du gouvernement.

La présidente. Mme Luginbühl ne veut plus la parole, nous allons donc tout de suite passer au vote. Je le rappelle, cette motion a été transformée en postulat, il s'agit de la motion «Révision du système DRG». Ceux acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet de la motion (sous forme de postulat)

Oui	62
Non	76
Abstentions	8

La présidente. Vous avez refusé ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.744

N° de l'intervention:	146-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.07.2014
Déposée par:	Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	8
Urgence:	accordée le 04.09.2014
N° d'ACE:	1284/2014 du 29 octobre 2014
Direction:	SAP

Pour une institution psychiatrique commune au canton du Jura et à la partie francophone du canton de Berne

Le Conseil-exécutif prend toutes les mesures utiles, notamment auprès des autorités jurassiennes, en vue d'atteindre l'objectif décrit dans le développement de la présente intervention, à savoir la création à Moutier d'une institution psychiatrique commune au canton du Jura et à la partie francophone du canton de Berne.

Développement

Avec la fermeture de l'Unité Hospitalière Médico-Psychologique (UHMP) du canton du Jura, avec l'externalisation planifiée du site de Bellelay des Services psychiatriques du Jura bernois-Bienne-Seeland (SPJBB), le moment est particulièrement propice pour engager une réflexion ayant pour objectif de créer une structure bicantonale de soins psychiatriques. Cette institution commune à Berne et au Jura pourrait être implantée, à Moutier ou ailleurs dans la région, dans des locaux mis à disposition par une des institutions santé-social du Jura bernois ou par d'autres investisseurs. Elle pourrait avoir une forme juridique associant les deux cantons, voire d'autres partenaires publics ou privés. La ville de Moutier accueille depuis 2003 déjà l'Unité d'Hospitalisation Psychiatrique pour adolescents qui a fait ses preuves et pourrait servir de modèle. Cette opportunité correspond en outre aux vœux formulés par l'Assemblée interjurassienne et à la stratégie du Conseil-exécutif du canton de Berne, qui a rappelé au Grand Conseil que « l'objectif de créer une institution psychiatrique commune est maintenu » (réponse à l'interpellation Hirschi I299/2009 du 20 janvier 2010). Un premier pas dans cette direction a d'ores et déjà été franchi puisque les patients jurassiens de l'UHMP seront transférés à Bellelay. Cette option doit absolument être examinée et si possible concrétisée avant qu'aboutisse l'étude conduite par le canton du Jura d'un regroupement sous un même toit de la psychiatrie et du somatique.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif estime lui aussi que le moment est propice pour réfléchir à nouveau à la collaboration des cantons de Berne et du Jura en matière de psychiatrie. Il signale cependant que les efforts entrepris autrefois dans ce sens n'ont pas abouti et que les résultats évoqués dans la réponse à l'interpellation Hirschi peuvent au mieux servir de point de départ.

Il faut considérer la région de Bienne-Seeland, du Jura bernois et du Jura dans son ensemble, non seulement pour la psychiatrie mais encore pour les soins aigus somatiques. Comme le motionnaire l'indique à juste titre, diverses démarches sont en cours pour créer des bases stratégiques et opérationnelles d'avenir. Ce n'est pas au canton qu'il revient en premier lieu de le faire mais bien aux prestataires de soins, dont c'est une mission essentielle.

Une nouvelle institution devrait notamment contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques fixés par le Conseil-exécutif. Ainsi, il faut garantir la fourniture des soins psychiatriques de base dans la région ainsi que celle des soins psychiatriques spécialisés à la population francophone du canton de Berne. L'intégration de la psychiatrie dans les soins somatiques est expressément favorisée. Ces objectifs, fixés par le gouvernement dans la planification des soins 2011-2014, sont toujours valables.

Les bases stratégiques de l'externalisation seront élaborées dans le cadre du projet d'autonomisation des institutions psychiatriques cantonales ces prochains mois. Il est impératif que les centres hospitaliers régionaux (Centre hospitalier Bienne, Hôpital du Jura bernois et évent. Hôpital du Jura) participent à la discussion permettant de développer une

stratégie pour avant et après l'autonomisation des services psychiatriques.

Certaines conditions générales sont déjà définies, voire prescrites par la loi. Les services psychiatriques seront ainsi gérés sous forme de sociétés anonymes sur le modèle des centres hospitaliers régionaux (art. 32 LSH). Le canton du Jura ou d'autres investisseurs pourront donc y participer uniquement en qualité d'actionnaires. Il faut déterminer si le canton du Jura dispose du cadre législatif le lui permettant.

Il convient de préparer une stratégie pour les services psychiatriques autonomes du Jura bernois avant de régler la question du site. Les options possibles dépendent de la zone de desserte, de l'offre existante, de la coopération avec les hôpitaux somatiques et d'autres facteurs tels que l'accessibilité, l'économicité et l'adéquation aux besoins.

Le Conseil-exécutif propose pour les raisons énoncées d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire n°24, motion de M. Zuber, «Pour une institution psychiatrique commune au canton du Jura et à la partie francophone du canton de Berne». M. Zuber transforme cette motion en postulat, est-ce que ce postulat est contesté? – Non, nous allons donc tout de suite passer au vote. Ceux acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 137

Non 0

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.11116

N° de l'intervention: 085-2014
 Type d'intervention: Motion ayant valeur de directive
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV)
 (porte-parole)
 Knutti (Weissenburg, UDC)
 Cosignataires: 12
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 1157/2014 du 17 septembre 2014
 Direction: SAP

Nommer plus de médecins et de professionnels des soins dans les conseils d'administration des hôpitaux publics

Le Conseil-exécutif est chargé de nommer plus de membres du personnel médical dans les conseils d'administration des hôpitaux publics du canton de Berne.

On observera les règles suivantes pour chaque hôpital public, lors du renouvellement général ou des nominations complémentaires :

Le personnel médical actif (à l'exception des médecins et du personnel soignant de l'établissement) occupe au moins un tiers des sièges du conseil d'administration.

Le conseil d'administration compte un représentant ou une représentante du personnel soignant actif.

Exception : si le conseil d'administration compte moins de neuf membres, le personnel médical et le personnel soignant sont représentés par une personne chacun.

Développement

Le personnel médical n'est pas suffisamment représenté dans les conseils d'administration des hôpitaux publics du canton de Berne. Avec pour conséquence que les décisions prises ne tiennent pas réellement compte des besoins des patients, des conditions générales dans lesquelles travaille le personnel médical et des observations du personnel soignant.

Ce sont les conseils d'administration qui définissent l'offre de prestations des groupes hospitaliers alors que bien souvent, leurs membres n'ont aucune formation médicale. La stratégie qu'ils définissent privilégie les principes économiques et relègue au second plan les réalités et les nécessités de la médecine. En imposant un quota de personnel médical, on a la garantie que les intérêts médicaux seront bien défendus, sans pour autant que les réflexions d'ordre économique ne soient négligées.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Les motionnaires sont d'avis que le personnel médical n'est pas suffisamment représenté dans les conseils d'administration (CA) des hôpitaux publics et que, par conséquent, les décisions privilégient les aspects économiques au détriment des besoins des patients, des médecins et du personnel soignant.

Le Conseil-exécutif met tout en œuvre pour que la composition des CA soit équilibrée et leur qualification élevée. Il a clairement réglé leur taille et les modalités d'élection dans sa stratégie de propriétaire (mise à jour par ACE 32 du 15 janvier 2014). Des profils d'exigences spécifiques ont été établis pour les membres des CA des centres hospitaliers régionaux (CHR), leur présidence et le CA dans son ensemble, sur la base des directives édictées par le gouvernement, dans le cadre du controlling des participations, pour la constitution de conseils d'administration et de fondation. Ce qui est déterminant pour siéger dans un tel organe, c'est surtout que le candidat ou la candidate dispose des qualifications requises sur les plans personnel et professionnel. Les organes stratégiques doivent être composés de manière à réunir les aptitudes et connaissances nécessaires à la conduite de l'entreprise. Un système rigide de quotas pour certains groupes professionnels compliquerait forte-

ment la mise en œuvre de ces principes et ne serait pas efficace d'après le Conseil-exécutif. A moins d'agrandir les CA, l'introduction de quotas de personnel médical risque de se faire au détriment d'autres qualifications.

Les compétences économiques ont pris de l'importance en raison de la concurrence accrue, du niveau médical élevé et de la pression croissante sur les coûts résultant de la baisse annuelle des tarifs. Lors de la prise des décisions, les arguments financiers sont cependant toujours mis en balance avec les exigences d'ordre social, médical, éthique et moral. La gouvernance d'entreprise moderne table sur des CA de taille restreinte, composés de spécialistes des diverses disciplines qui jouent un rôle pour l'entreprise. La représentation d'intérêts politiques ou opérationnels, qui plus est contraignante, n'est pas recommandée pour des questions de conflits d'intérêts latents. Le Conseil-exécutif tient compte de ces principes pour la nomination des membres des CA des hôpitaux publics depuis plusieurs années, avec succès. Il n'est pas nécessaire de modifier le profil d'exigences, qui s'inscrit déjà dans la ligne évoquée.

Les CA de six SA hospitalières publiques sur sept se composent de cinq à sept membres. Cet ordre de grandeur a fait ses preuves. Seul le CA du CHR Spital Netz Bern AG en compte neuf, en raison du projet de renforcement du site médical de Berne. Chacun de ces CA inclut au moins une représentante ou un représentant du personnel médical. L'exception prévue au point 3 de l'intervention concerne ainsi six des sept entreprises.

Dans la composition actuelle des CA, 12 membres sur 44 font partie du personnel médical, soit une proportion de 27,3 pour cent, ce qui est près du tiers demandé par les motionnaires. La majorité des autres membres exercent une profession en lien étroit avec la santé ou disposent d'une large expérience de ce domaine. La répartition des compétences est ainsi tout à fait équilibrée. Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif n'est pas en faveur d'un système de quotas.

Proposition :

Rejet

La présidente. Vu que nous arrivons à l'affaire n°25 et qu'il s'agit d'une motion en délibération réduite, je propose qu'on commence, parce qu'on pourra certainement presque la finir. Affaire n°25, motion de Mme Beutler, «Nommer plus de médecins et de professionnels des soins dans les conseils d'administration des hôpitaux publics». Je vous prierais d'être un peu calmes, nous en avons encore pour une demi-heure. C'est à vous.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Mein Anliegen ist eigentlich simpel. Wie kann ein Patient in einem Spital möglichst gut behandelt werden, bei möglichst geringen Kosten, aber zugleich in guter Qualität? Das treibt den Kanton schon seit Jahren um, wenn ich das so sagen darf. Das wird sozusagen zum Mantra erhoben. Anders gefragt: Was müssen Führungsleute in einem Spital berücksichtigen, welche die oben genannte Ausgangslage ernst nehmen wollen? McKinsey, eine bekannte Firma in der Unternehmensberatung, hat dazu mit der bekannten London School of Economics ein Projekt laufen, das um die Jahrtausendwende zuerst in Grossbritannien gestartet wurde

und das man dann auf etwa 1000 Spitäler weltweit ausgedehnt hat. Das Projekt heisst: «Management Matters». Die ersten Resultate wurden bereits im Jahre 2010 unter dem Namen «Management Matters: Why good practice really matters» publiziert. Damit wird untersucht, welche Faktoren in den Spitälern eigentlich dazu führen, dass sie bei gleichbleibenden Kosten – also im Vergleich mit anderen Spitälern, nicht bei einem Nullsummen-Wachstum – bessere Resultate beispielsweise in Bezug auf die Produktivität oder die Patientensicherheit usw. aufweisen. Diesbezüglich gibt es die bekannten Faktoren eines Spitals, die wir alle kennen: Die Grösse, die Autonomie, die in den Führungsstrukturen gelebt wird, und die Trägerschaft. Die spielen eine Rolle und verhelfen dem Spital auch zu einem besseren oder schlechteren Resultat. Sie kommen also dem Patienten im Spital zugute. Daneben gibt es noch einen anderen Faktor, auf den ich eingehen möchte. Er wird mit «skills» umschrieben. Es geht um «soft skills», wie Glaubwürdigkeit, Kommunikation und Verständnis. In diesem Zusammenhang möchte ich meine Motion in ein Postulat wandeln, damit diese neusten Aspekte, die schon in der operativen Ebene empirische Daten und damit Sicherheit geben, auch auf der strategischen Ebene leitungsweisend sein können.

La présidente. Vous avez entendu, Mme Beutler a transformé sa motion en postulat. Est-ce que j'ai des porte-parole de groupe? – Mme Mühlheim pour le pvl. J'aimerais vous demander d'être prêts.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die glp-Fraktion wird diesen Vorstoss auch als Postulat ablehnen. Er steht quer in der Landschaft. Wir haben den Job eines Arztes, einer Leitung, einer Pflege und eines Verwaltungsrates. Es ist selbstverständlich, dass wir je nach dem unterschiedliche Pflichtenhefter haben, um die verschiedenen Funktionen wahrzunehmen. Soviel ich weiss, ist es in allen Verwaltungsräten, mit denen ich gesprochen habe, selbstverständlich, dass man immer die oberste medizinische Leitung, je nach dem auch Pflegeleitung, involviert. Sie ist beratend mit dabei, aber bei den Entscheidungen je nach dem nicht. Das ist richtig so. Mit der Vermischung, dass auf einmal einer bestimmten Berufsgruppe im Pflichtenheft ein spezieller Status gegeben wird, schwächen wir unsere Spitäler. Daher ist es auch schon problematisch, dass die regionalen Aspekte in den Verwaltungsräten so stark gespiegelt werden. Das hat schon einige Male zu Problemen geführt. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wenn wir gegen die privaten Spitäler bestehen wollen, brauchen wir die besten Leute in den Verwaltungsräten. Es ist klar, dass der Regierungsrat die Kompetenz hat, Pflichtenhefte zu machen und die Wahl zu vollziehen. Ich gehe davon aus, dass dies die sinnvolle Variante ist, um die Eigentümerstrategie des Kantons sicherzustellen. Ich bitte Sie, dieses Postulat abzulehnen, weil damit die Möglichkeit besteht, dass die Wahl eines Verwaltungsrats eingeschränkt wird, und das ist unsinnig. Daher werden wir das Postulat ablehnen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Als die Motionärin vorhin zu sprechen begann, glaubte ich, dass es gut herauskommt. Den ersten Satz hätte ich gleich unterschreiben können. Auch wir wollen Qualität im Gesundheitswesen und

das Beste für die Patienten. Diesen Vorstoss braucht es aber weder als Postulat noch als Motion. Wir wollen keine Quoten; diese sind unnötig. Bereits jetzt sind in den Verwaltungsräten 27,3 Prozent medizinische Fachpersonen, damit ist dieser Vorstoss schlicht unnötig. Wir bitten Sie, auch das Postulat abzulehnen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Ich kann mich den eben gehörten Voten voll und ganz anschliessen. Auch die FDP-Fraktion lehnt die Quote ab, auch im Gesundheitsbereich und vor allem auch im Verwaltungsrat der regionalen Spitalzentren. Es braucht die besten Leute. Es kann nicht sein, dass eine Quote dazu führt, dass nicht die Geeignetste oder der Geeignetste für diese verantwortungsvolle Tätigkeit eingesetzt werden kann. Es ist auch nicht an der Politik, zu bestimmen, wie sich ein Verwaltungsrat zusammensetzt. Lehnen Sie den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ab.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann diesen Vorstoss weder als Motion noch als Postulat unterstützen. Sechs von den sieben Verwaltungsräten in den öffentlichen Spital-AG bestehen aus fünf bis sieben Verwaltungsratsmitgliedern und sind dadurch zu klein für eine starre Quotenregelung, wie sie vorgesehen wäre. Ziffer drei stellt nicht wirklich eine Ausnahmeregelung dar, sondern eben den Normalfall. Strategische und operative Ebene sollen nicht vermischt werden. Es braucht im Verwaltungsrat fachliches Know-how, aber auf strategischer Ebene. Die Motionärin möchte, dass ein Drittel der Verwaltungsratssitze durch aktives medizinisches Fachpersonal besetzt ist. Das ist bereits heute beinahe umgesetzt mit 12 von 44, also mit 27,3 Prozent. Somit besteht schlicht und einfach kein Handlungsbedarf, da das Anliegen schon erfüllt ist.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Die BDP-Fraktion tut sich schwer mit einer Quotenregelung in den Verwaltungsräten der öffentlichen Spitäler. Ausserdem ist dies eine Richtlinienmotion. Wir lehnen grossmehrheitlich auch ein Postulat ab. Wir gehen davon aus, dass die Regierung genügend Erfahrung hat, um in ihren Aufgaben kompetente Leute für die Verwaltungsräte der öffentlichen Spitäler zu wählen. Es liegt sicher auch im Interesse der Regierung als teilweise Alleinaktionärin, ihre besten Leute in den Verwaltungsräten Einsitz nehmen zu lassen. Deshalb lehnen wir grossmehrheitlich auch ein Postulat ab.

La présidente. Mme Häslar pour les Verts. Je n'ai plus de porte-parole de groupe, s'il y en a encore, veuillez vous annoncer.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Wenn wir anfangen, mit Quoten auf die Zusammensetzung der Verwaltungsräte Einfluss zu nehmen, dann laufen wir Gefahr, dass es zum Wunschkonzert wird. Es könnte beispielsweise auch gewünscht werden, dass die Nachhaltigkeit oder die Ethik als Themen vertreten sein müssten. Dann kommen wir sehr schnell an den Punkt, wo wir feststellen, dass starre Regeln für die Zusammensetzung eines solchen Verwaltungsrats nicht unbedingt das Richtige sind. Dies umso

mehr, als die Antwort der Regierung aufzeigt, dass schon heute die gewünschten Beteiligungen, die fachlichen Einsitznahmen der Ärzteschaft und der Pflege, gewährleistet sind. Diese Bereiche sind bereits stark vertreten. Die grüne Fraktion kann die Motion und auch ein Postulat so nicht unterstützen, weil wir nicht möchten, dass man mit starren Regelungen nicht die Qualität sichert, sondern nur noch Einschränkungen erreicht. Dies nämlich zum Beispiel dann, wenn man einen Verwaltungsrat zwingen will, unbedingt jemanden aus dem Bereich der Ärzteschaft oder der Pflege zu suchen, obwohl man eigentlich schon jemanden wüsste, der in einem anderen Bereich genau die Kompetenz mitbringt, die es braucht und der auch die zeitliche Kapazität für dieses Amt hat. Der Verwaltungsrat hat strategische Aufgaben. Dort braucht es noch weitere Kompetenzen und allenfalls auch in weiteren Themen. Deshalb ist es verständlich, dass man nicht mit starren Regeln arbeiten sondern möglichst viel Offenheit bestehen lassen sollte. So kann man diejenigen Leute finden, die es in diesem Moment auch wirklich braucht.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je vais être très bref afin que vous puissiez voter avant de prendre une pause de midi bien méritée. Je vous demande de faire comme le gouvernement, de refuser aussi bien la motion que le postulat. Nous avons clairement défini dans la stratégie de propriétaire les différents profils dont nous avons besoin aux commandes des conseils d'administration. Cette stratégie de propriétaire a de plus été appréciée à sa juste valeur par le Contrôle des finances.

La présidente. Je vous rappelle que nous votons sur le postulat «Nommer plus de médecins et de professionnels des soins dans les conseils d'administration des hôpitaux publics». Ceux acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet de la motion (sous forme de postulat)

Oui 16

Non 114

Abstentions 5

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. Comme l'a dit M. le conseiller d'Etat, je vous souhaite un bon appétit à vous tous. Je vous rappelle que demain matin, nous commençons par les élections, mais soyez quand même là à l'heure, et nous aurons encore les deux motions de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je vous souhaite un bon après-midi. La séance est close.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices :

Larissa Steinhart (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 19 novembre 2014, 9 heures – 11 heures 45

Troisième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 158 députés. Excusés : Giauque Beat, Haudenschild Rita

Affaire 2014.RRGR.1060

Election d'un ou d'une membre PBD de la CFor

Affaire 2014.RRGR.1061

Election d'un ou d'une membre PEV de la CFor

Délibération groupée

La présidente. La séance est ouverte. Nous passons aux élections. Vous recevrez deux enveloppes: d'abord une enveloppe pour l'élection d'un ou d'une membre du PBD et d'un ou d'une membre du PEV pour la Commission de la formation. Après, nous passerons aux élections des différents juges; c'est la deuxième enveloppe. Est-ce quelqu'un veut prendre la parole pour présenter le membre du PBD pour la Commission de la formation? – M. Feller, vous avez la parole.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Heinz Siegenthaler trat nach der letzten Session aus dem Grossen Rat aus, weil er ab nächster Woche im Bundeshaus Einsitz nehmen wird. Damit ist er auch als Vertreter der BDP in der BiK zurückgetreten. Als Nachfolger schlägt die BDP-Fraktion dem Grossen Rat Jan Gnägi vor, der zu Beginn der Session vereidigt worden ist. Jan Gnägi ist indessen kein Neuling, sondern war zuvor schon während vier Jahren Mitglied des Grossen Rats. Er kennt daher die Abläufe bestens. Zudem ist er aufgrund seines jugendlichen Alters noch stark mit dem Bildungswesen verbunden und für diese Kommission bestens geeignet, und er ist sehr interessiert. Ich danke für die Unterstützung.

La présidente. Madame Schnegg va nous présenter la candidate du PEV.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Ich äussere mich gleich zu allen Wahlen. Die Fraktion EVP unterstützt alle Einzelkandidaturen für die Gerichtbarkeit. Die zur Wahl stehenden Personen sind bei uns unbestritten. Für die Wahl in die BiK möchte ich dem Grossen Rat ganz herzlich unser neues Fraktionsmitglied, Christine Grogg-Meyer, empfehlen. Sie ist zwar neu im Rat, politisch aber sicher kein unbekanntes Blatt. Christine Grogg-Meyer ist von Beruf

Lehrerin und Bäuerin. Sie hat Erfahrung als Schulkommissionsmitglied, ist Gemeinderätin, hat drei Jahre lang die Vormundschaftsbehörde von Thunstetten geleitet und ist Vizepräsidentin der Sozialkommission Aarwangen. Christine Grogg-Meyer hat das Vertrauen des Grossen Rats sicher verdient. Ich danke den Ratsmitgliedern, wenn sie diese Wahl unterstützen. Jan Gnägi wird ebenfalls unsere uneingeschränkte Unterstützung bei der Wahl in die BiK erhalten.

Les scrutateurs et les scrutatrices distribuent les enveloppes et les bulletins de vote.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'annonce du résultat.

Affaire 2014.RRGR.1060, résultat de l'élection

Bulletins distribués : 135, bulletins rentrés : 135, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 129, majorité absolue : 65. Est élu :

Jan Gnägi par 129 voix

Applaudissements

La présidente. Félicitations.

Affaire 2014.RRGR.1061, résultat de l'élection

Bulletins distribués : 135, bulletins rentrés : 135, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 134, majorité absolue : 68. Est élue :

Christine Grogg-Meyer par 134 voix

Applaudissements

La présidente. Félicitations.

Affaire 2014.RRGR.760

Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional (100%), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.RRGR.996

Election d'un juge commerçant ou d'une juge commerçante germanophone du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.RRGR.856

Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone du Tribunal de protection de l'enfant et de l'adulte (TPEA), pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Délibération groupée

La présidente. Nous passons aux élections des différents juges. Monsieur Klopfenstein a la parole pour la Commission de justice.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR), rapporteur de la Commission de justice. Die heutigen Wahlen sind sicher weniger spektakulär als auch schon. Dennoch können wir dem Grossen Rat bestens ausgewiesene Kandidaten präsentieren. Als Leiter des Ausschusses IV der Justizkommission kann ich folgende Wahlempfehlungen abgeben: Bei der 100-Prozent-Stelle geht es um die Nachfolge des kürzlich zum Obergerichter gewählten Christian Josi. Wir empfehlen dem Rat den derzeitigen Kammerschreiber Ronnie Bettler mit Jahrgang 1979 als sehr geeigneten Kandidaten. Offenbar werden die Richter jünger – oder wir werden älter. Der Ausschuss IV hat ihn auf Herz und Nieren geprüft, und er hat uns einen sehr guten Eindruck gemacht. Herr Bettler musste beim Ausschuss IV sogar zweimal antreten, weil der Ausschuss personell zu 50 Prozent gewechselt hatte.

Auch die Wahl eines deutschsprachigen kaufmännischen Fachrichters als Ersatz für Peter Gubler ist ebenfalls wenig spektakulär. Wir schlagen Fürsprecher Felix Bangerter mit Jahrgang 1957 vor. Es wird von der kantonalen Volkswirtschaftskommission empfohlen, die bekanntlich ein Antragsrecht hat. Dort prüfen wir nicht mehr gross.

Bei der letzten Wahl geht es um eine Fachrichterin deutscher Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgerichts, das Organ, welches die KESB überwacht. Als Nachfolgerin von Lieselotte Schubarth, die demissioniert hat, empfehlen wir dem Grossen Rat Franziska Luginbühl mit Jahrgang 1964. Auch sie ist sehr geeignet. Die Auswahl war sehr gering, die Stellen gehen fast von Hand zu Hand, denn es handelt sich um derart spezialisiertes Gebiet, dass man Mühe hat, Leute zu finden. Diese Empfehlungen entsprechen dem vorgedruckten Wahlzettel.

Noch kurz ein Exkurs zu dem, was wir hier nicht beschliessen: Wie Sie wissen, hatten sich für die eine vakante Stelle in Thun zwei Gerichtsschreiberinnen im Jobsharing beworben. Im Ausschuss IV wurde im August/September darüber debattiert; der Ausschuss war gespalten. Deshalb gab er bei Fürsprecher Bucheli ein Gutachten in Auftrag, das nach 27 Seiten ganz klar zum Schluss kam, dass ein Jobsharing bei Magistratspersonen ausgeschlossen sei. Im Gesetz ist es nicht vorgesehen, also kann man es nicht machen. Zudem gäbe es Probleme bezüglich Personalrecht und Verantwortlichkeiten. Im Ausschuss tauchte sofort die Frage auf, wie es denn mit Teilzeitstellen stehe. Die Justizkommission will noch einmal wissen, wie es sich in der Justiz mit den Teilzeitstellen genau verhält. Deshalb werden wir mit dem Obergericht Kontakt aufnehmen und sehen, wie man sich dort äussert. Es ist recht knifflig, wenn man die Justiz in Teilzeitstellen aufteilt.

Les scrutateurs et la scrutatrices distribuent les enveloppes et les bulletins de vote.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'annonce des résultats.

Affaire 2014.RRGR.760, résultat de l'élection

Bulletins distribués : 147, bulletins rentrés : 147, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 141, majorité absolue : 71. Est élu :

Ronnie Bettler par 141 voix

Applaudissements

La présidente. Félicitations.

Affaire 2014.RRGR.996, résultat de l'élection

Bulletins distribués : 147, bulletins rentrés : 147, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 146, majorité absolue : 74. Est élu :

Felix Bangerter par 146 voix

Applaudissements

La présidente. Félicitations.

Affaire 2014.RRGR.856, résultat de l'élection

Bulletins distribués : 147, bulletins rentrés : 147, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 146, majorité absolue : 74. Est élue :

Franziska Luginbühl par 146 voix

Applaudissements

La présidente. Félicitations

Affaire 2014.RRGR.11121

N° de l'intervention:	051-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.02.2014
Déposée par:	Müller (Bowil, UDC) (porte-parole) Wälchli (Obersteckholz, UDC) Schürch (Huttwil, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 20.03.2014
N° d'ACE:	1154/2014 du 17 septembre 2014
Direction:	SAP

Corriger les compétences du Conseil-exécutif en matière financière

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter l'article 76 de la loi sur l'aide sociale de telle manière qu'il n'ait pas de compétence financière illimitée.

Développement

Pour la construction d'un immeuble sur le site de Schoren à Thoun, la fondation Transfair a reçu une subvention cantonale de 9 millions de francs pour l'année 2014 et de 9.75 millions de francs pour l'année 2015. Le Conseil-exécutif a donc pu accorder en tout 18.75 millions de francs dans sa seule compétence financière alors que l'on a toujours souligné durant le débat sur l'EOS que désormais, il n'y avait plus aucun potentiel d'économies à exploiter. Et voilà qu'un immeuble des plus modernes sera construit au milieu des prés et que la Fondation Transfair pourra augmenter ses capacités. Et ce alors que d'autres institutions ont du mal à trouver suffisamment de mandats sur ce marché de l'emploi secondaire, qui est très compétitif. De plus, le gouvernement détient dans ce domaine une compétence financière immense qu'il faut corriger.

Réponse du Conseil-exécutif

Selon l'article 76 de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1), le Conseil-exécutif est seul compétent pour arrêter les dépenses correspondant aux contributions versées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale aux fournisseurs de prestations qu'elle mandate. Le motionnaire demande l'adaptation de cet article de manière que le gouvernement n'ait pas de compétence financière illimitée ; il motive sa demande par l'octroi par le Conseil-exécutif, dans sa seule compétence, d'une subvention de 18,75 millions de francs en janvier de cette année, pour la construction d'un nouvel immeuble de la Fondation Transfair sur le site de Schoren à Thoun.

Cette compétence financière a été déléguée au Conseil-exécutif dans la LASoc selon les principes de la nouvelle gestion publique (NOG). Ceux-ci prévoient en effet qu'en qualité d'autorité stratégique supérieure, le Grand Conseil détermine les moyens financiers alloués dans le budget, alors que le gouvernement décide de leur utilisation (répartition entre les divers projets).

Si la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0) était appliquée à de tels projets (nouvelles dépenses uniques), il reviendrait au Grand Conseil d'accorder les subventions supérieures à un million de francs (supérieures à 2 millions, elles seraient en plus soumises au référendum facultatif). Depuis 2009, le Grand Conseil aurait ainsi dû étudier et autoriser deux douzaines de projets d'investissements supplémentaires, portant principalement sur des rénovations et des constructions de remplacement.

L'application de la procédure ordinaire selon la LFP aurait pour conséquence de prolonger la durée de traitement des affaires, ce qui entraînerait des retards pour les organismes responsables. L'examen des projets par l'administration, qui précède habituellement la décision du Conseil-exécutif, requiert d'ores et déjà beaucoup de temps. Les faire examiner en plus par le Grand Conseil occasionnerait des inconvénients considérables pour les organismes responsables lors des travaux urgents (p. ex. rénovation de bâtiments ou d'installations).

Le Conseil-exécutif est cependant prêt à étudier la proposition du motionnaire dans le cadre de la révision de la loi sur l'aide sociale, pour laquelle les préparatifs internes ont

commencé, la consultation étant prévue pour le printemps 2015. La révision tiendra également compte des clarifications en cours concernant le financement des infrastructures, qui impliqueront probablement un changement de régime dans le secteur de la politique du handicap (passage du financement par objet au financement par sujet).

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Je vous rappelle que nous sommes en débat libre. Je salue le Directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Mein Vorstoss zielt in keiner Art und Weise darauf ab, die gesprochenen Gelder rückgängig zu machen. Sie wurden nach geltendem Recht gesprochen. Für mich war das jedoch der Anlass, das Ganze zu hinterfragen. Ich begründe die Motion wie folgt: Ein Regierungsratsbeschluss vom 15. Januar 2014 hat eine einmalige Ausgabe über zwei Jahre von total 18,75 Mio. Franken gesprochen von einer Gesamtsumme von 20,8 Mio. Franken, die das Geschäft kostet. Das bedeutet, dass der Kanton 90 Prozent eines Gesamtkredits mitfinanziert. Damit noch nicht genug. Am 15. Oktober 2014, auf den Tag genau neun Monate später, folgte ein weiterer Regierungsratsbeschluss: Firma BEWO Geschützte Werkstätte Oberburg; Kauf, Umbau, Sanierung und Erweiterung über drei Jahre; ein Totalbetrag von 25,1 Mio. Franken. Der Kanton spricht einen Kredit von 20,09 Mio. Franken. Das entspricht 80 Prozent. Am selben Tag wird ein weiterer Kredit beschlossen: Heilpädagogische Tagesschule Biel, Sanierung Schulanlage über drei Jahre; total 16,3 Mio. Franken. Der Kredit des Kantons, den der Regierungsrat gesprochen hat, beträgt 15,5 Mio. Franken. Das entspricht sagenhaften 95 Prozent, die mitfinanziert werden. Innerhalb von genau neun Monaten hat der Regierungsrat total 54,4 Mio. Franken gesprochen, ohne dass sich die Finanzkommission oder der Grosse Rat dazu hätten äussern können.

Ich will keine Prüfung im Rahmen der Revision des Sozialhilfegesetzes, sondern fordere eine Anpassung des Sozialhilfegesetzes, mit einer finanziellen Limite und mit dem Mitspracherecht der Finanzkommission und des Grossen Rats. Auch die Aussage in der Antwort, es könne zu Verzögerungen führen, wenn solche Kredite erst dem Grossen Rat vorgelegt werden müssen, kann ich so nicht gelten lassen. Wir haben bekanntlich fünf Sessionen pro Jahr, die inzwischen jeweils relativ kurz sind: Es gibt also noch Platz für irgendwelche Geschäfte, ohne dass es zu Verzögerungen kommt. Man kann sie relativ schnell behandeln. Die Gesetzesrevision kommt ebenfalls in den Grossen Rat; dort kann man noch darüber diskutieren. Ich bitte deshalb den Rat, diese Motion zu überweisen, damit wir uns künftig zu solchen Geschäften äussern können und der Regierungsrat nicht einfach salamitaktikmässig einen Gesamtkredit, der auf mehrere Jahre verteilt gesprochen wurde, splitten kann und die Finanzkompetenz tangiert. Ich bitte den Rat, die Motion zu überweisen, und bin gespannt auf die Diskussion.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die Finanzierung in diesem Bereich ist eine recht komplexe Angelegenheit; man kann sie nicht über einen Leisten schlagen.

Das wird dieser Komplexität sicher nicht gerecht. Aus diesem Grund kann ich vorwegnehmen, dass die BDP diesem Vorstoss als verbindliche Motion leider nicht zustimmen kann. Wir sind der Meinung, dass die Überprüfung der Finanzierung im Behindertenbereich sehr wohl im Rahmen der anstehenden Anpassung des Sozialhilfegesetzes vorgenommen werden soll, wie der Regierungsrat in seiner Antwort zur Motion ausführt. Und dies unter Berücksichtigung aller Vor- und Nachteile, die eine Änderung dieser Finanzierungslösung mit sich bringen kann. Wir sind auch der Ansicht, das Parlament habe mit dem Sozialhilfegesetz dem Regierungsrat die Kompetenz erteilt, in diesem Bereich die Objekte zu finanzieren und abschliessend zu genehmigen. Aus diesem Grund macht es aus unserer Optik nicht sehr viel Sinn, diese Spielregeln, die man einmal austariert und im Grossen Rat auch diskutiert hat und deren Vor- und Nachteile man gegeneinander abgewogen hat, jetzt zu ändern. Es gibt verschiedene andere Subventionsbereiche, in denen die Exekutive und die Verwaltung abschliessend zuständig sind. In diesen anderen Bereichen werden die Spielregeln auch nicht während des Verfahrens und während des Vollzugs geändert. Das möchten wir auch in diesem Bereich nicht. Wir sind indessen dezidiert der Ansicht, dass der Wechsel zur Subjektfinanzierung in diesem Bereich sinnvoll sein kann und dass dies sicher eine gangbare Lösung sein wird, die ebenfalls dem Vorstoss gerecht werden wird. Wir sind der Meinung, dass man diese Frage im Rahmen der Änderung des Sozialhilfegesetzes sehr intensiv prüfen muss und dass dies, wie der Regierungsrat in der Antwort aufführt, auch gemacht werden soll. Aus diesem Grund werden wir den Vorstoss maximal als Postulat überweisen können. Falls der Motionär nicht wandelt, lehnen wir den Vorstoss ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ein Teil der Motion stimmt: Wir haben keine klare Regelung betreffend Voraussetzungen für Staatsbeiträge im Gesetz, insbesondere im Bereich Objekte und Infrastruktur. Das führt dazu, dass wir in der Realität im Sozialbereich immer wieder Auseinandersetzungen haben, weil unklar ist, weshalb der eine Geld bekommt und der andere nicht. Letztlich ist das auch der Auslöser für diese Motion. Die Art und Weise, wie man es lösen will, erachten wir als ungeeignet. Wir erreichen nicht mehr Transparenz, wenn wir einfach die ganze Kompetenz dergestalt verschieben, dass auf einmal der Grosse Rat für solche Beiträge verantwortlich ist. Das ist ineffizient und führt nicht zu mehr Gerechtigkeit. Vielmehr zeigt das Spitalversorgungsgesetz, das vor eineinhalb Jahren neu gemacht wurde, klar auf, dass es andere Möglichkeiten gibt, um in einem Gesetz die Spielregeln zu definieren, wann und nach welchen Kriterien jemand vom Staat Geld erhält. Dort haben wir Handlungsbedarf und das ist die Option, wie wir weitergehen müssen. Deshalb ist die Antwort der Regierung eigentlich logisch; auch sie hat den Handlungsbedarf erkannt. Wir sind letztlich gehalten, im SHG gut darauf zu achten, dass wir neu eine saubere Regelung haben, sei es im Gesetz oder in der Verordnung. Für uns ist klar, dass die jetzige Situation einer Blackbox gleicht, die sehr intransparent ist. Das muss man ändern, aber in der ordentlichen Sozialhilfegesetz-Revision. Von daher nehmen wir diese Motion als Postulat an. Wird sie nicht gewandelt, haben wir unter-

schiedliche Haltungen. Ich hoffe jedoch wirklich, dass sie gewandelt wird, weil man mehr erreicht, wenn man die Schere öffnet und verschiedene Möglichkeiten zulässt.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die Gesundheitsdirektion ist daran, das Sozialhilfegesetz zu ändern, indem man von der Objektfinanzierung zur Subjektfinanzierung wechseln will. Das erachten wir als richtig. Es zeigt sich bekanntlich im Altersbereich, wo man das bereits gemacht hat, dass dies bestens funktioniert. Weil es sich um ganz verschiedene Bereiche und verschiedene Heimsysteme handelt, geht es hier noch darum, wie man es richtig macht, damit es funktioniert. Wir erachten eine Überprüfung als richtig, weil Artikel 76 möglicherweise neu formuliert werden muss. Wir sehen aber nicht wie der Motionär, dass man dem Regierungsrat die Kompetenz wegnehmen muss und dass Kredite dem Grossen Rat vorgelegt werden müssen, wenn sie gesprochen sind. Dies weil wir vermuten, dass aus Artikel 76 irgendwo hintendran nachher ein Rahmenkredit werden könnte, analog zum Spitalversorgungsgesetz. Dann ginge es um die Frage, was in diesem Rahmenkredit gesprochen werden darf. Das ist eventuell ebenfalls ein Weg, den im Grunde genommen auch meine Vorrednerin und mein Vorredner skizziert haben. Wir müssen Artikel 76 überprüfen, aber nicht mit der Begründung des Motionärs. Deshalb wird die FDP nur ein Postulat unterstützen und keine Motion.

Jakob Schwarz, Adelsboden (UDF). Die EDU-Fraktion teilt die Meinung des Motionärs. Für uns ist es stossend, dass der Regierungsrat mitten in den ASP-Sparanstrengungen Millionen lockermachen kann, ohne dass der Grosse Rat Einfluss nehmen kann. Wenn diese Geschäfte gemäss Antwort der Regierung umfassend und umfangreich geprüft werden, sehe ich keinen Grund, weshalb man sie dem Grossen Rat nicht vorlegen sollte, und zwar ohne grossen zusätzlichen Aufwand. Wir sind deshalb für eine Korrektur dieser Finanzbefugnisse im Sozialhilfegesetz und unterstützen das Anliegen einstimmig als Motion.

Michael Aebersold, Berne (PS). Ich kann mich inhaltlich den Sprecherinnen und dem Sprecher von glp, FDP und BDP anschliessen. Ich will nun keine Grundsatzdebatte über New Public Management lancieren. Es ist aber ein Thema. New Public Management ist nicht mehr ganz neu; das wissen wir alle, aber wenn man ständig sagt, man gebe der Regierung gewisse Freiheiten und nachher dreinsteuert, kommt man zu etwas anderem als einem Public Management. Ich bin erstaunt über diesen Vorstoss angesichts des dicken Buches, über das wir demnächst diskutieren. Hier quasi zu sagen, die Regierung habe irgendetwas beschlossen, ist einfach falsch. Auf Seite 140 ist eine Rubrik «GEF ALBA Thun; Transfair; Werkstatt; Kauf» zu finden, im Finanzplan sind total 18,7 Mio. Franken eingestellt. Die Zahlen sind transparent, das Geld ist eingestellt und innerhalb dieses Rahmenkredits soll, muss und kann die Regierung solche Kredite sprechen. Wir lehnen den Vorstoss als Motion ab; als Postulat unterstützen wir ihn.

Ich möchte vor allem den Kolleginnen und Kollegen der SVP noch Folgendes zu bedenken geben: Wenn man nun wirklich mit einer Mehrjahresplanung restriktiv steuern woll-

te, würde das bedingen, dass von allen Institutionen eine Investitionsplan über mehrere Jahre vorliegen müsste. Das ist aber genau das, was ihr im Spitalversorgungsgesetz nicht wolltet. Ihr wart der Meinung, die Institutionen müssten eine gewisse Freiheit haben. Hier nun zu verlangen, dass jeder Kredit dem Grossen Rat vorgelegt werden muss, hätte Auswirkungen, die sowohl aus Sicht des New Public Management als auch aus der Sicht der unternehmerischen Freiheit falsch wären. Wir finden es zwischendurch ganz gut, wenn man diese nicht zu stark einengt. Ich bitte den Motionär, den Vorstoss in ein Postulat zu wandeln. In dem Fall werden wir ihn unterstützen. Eine Motion lehnen wir ab.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich kann es auch gleich vorwegnehmen: Die EVP unterstützt den Vorstoss im Sinn der Regierung, also als Postulat. Als Motion wird er bei uns nicht durchkommen. Uns scheint es stimmig, dass im Rahmen der geplante Revision des Sozialhilfegesetzes auch die Infrastrukturfinanzierung noch einmal geprüft wird. In dem Sinn werden wir die Vernehmlassung im Frühjahr 2015 natürlich auch im Hinblick auf dieses Anliegen prüfen, und Artikel 76 bleibt in dem Sinn in unseren Köpfen. Grundsätzlich ist die EVP-Fraktion aber überzeugt, dass diese «Gewaltenteilung» gut funktioniert und dass sie respektiert werden sollte in dem Sinn, dass der Grosse Rat dort als strategisches Organ fungiert und mit dem Vorschlag arbeitet. Die Regierung darf im Sinn der Aufteilung die Verwendung selbst an die Hand nehmen – so wie sie es in der Antwort schreibt. Wir unterstützen den Vorstoss grossmehrheitlich als Postulat und bitten den Motionär zu wandeln.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser.» Die SVP ist der Meinung, dass wir das Anliegen des Motionärs als Motion, aber natürlich auch als Postulat unterstützen. In der Debatte, die wir hier führen, ist sicher Raum genug, um die finanziellen Anliegen und finanziellen Beschlüsse, die wir fassen, im Rat und natürlich auch in der Finanzkommission genau anzuschauen. Zudem bin ich der Meinung, dass der Grosse Rat als verlängerter Arm des Volkes die finanziellen Belange unseres Kantons auch in Zukunft ganz genau prüfen darf. Als Unternehmer bin ich jedoch auch der Meinung, dass es Freiheit braucht und dass der Regierungsrat gewisse Freiheiten haben soll, um schnelle Entscheide fällen zu können. Das ist indessen möglich, denn wir haben sehr viele Kredite, die wir beschliessen und die nicht abschliessend exakt zugewiesen sind. Das sind eingestellte Gelder, über die der Regierungsrat selbst verfügen kann. Ich bin der Meinung, dass man da keinen zusätzlichen Einfluss nehmen soll. Es gibt aber Sachen, die die Regierung sonst beschliesst, und dort müssen wir ganz klar festlegen, dass sie dem Grossen Rat vorgelegt werden müssen. Die SVP-Fraktion unterstützt also die Motion und natürlich auch ein Postulat.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Es wurde nun sehr viel gesagt. Etwas ganz Wichtiges hat Eva Desarzens gesagt: dass nämlich insbesondere auch der Wechsel zur Subjektfinanzierung ansteht. Auch dieser Wechsel ist komplex, und auch das muss in die Revision des Sozialhilfegesetzes einfließen. Die grüne Fraktion findet es richtig, im

Rahmen der Revision des Sozialhilfegesetzes auch die Infrastrukturfinanzierung im Sozialbereich genau anzuschauen, und ist einverstanden damit. Wir sind aber ganz klar der Meinung, dass dies im Rahmen einer ordentlichen Revision betrachtet wird und dass jetzt nicht irgendetwas übers Knie gebrochen werden soll, ohne zu überlegen, welche Folgen es hätte. Ich bitte den Motionär, seinen Vorstoss in ein Postulat zu wandeln, denn auch wir würden ein Postulat unterstützen. Eine Motion lehnen wir ab.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Un petit mot un allemand: Ich schätze Christian Hadorn mit seinen «Sprüchli». Ich höre sie immer gern. «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser». Wieso hast du das nicht vor einem Jahr gesagt, beim Spitalversorgungsgesetz? Wieso hast du das nicht gesagt? Ich zahle jedes Jahr 120 Mio. Franken ohne dass der Regierungsrat oder sogar der Grosse Rat etwas zu sagen hat. – Oder? Von den 120 Mio. Franken sind über 12 Mio. Franken für die Investitionen. Wo sind diese Investitionen? Das weiss man nicht. Je reprends mon discours après ce petit aparté avec Christian Hadorn. Je crois que l'essentiel a été dit. L'article 76, quand je le regarde, je ne le trouve pas tellement génial. L'ordonnance est plus précise dans ce sens-là, parce que l'article 76 parle des Beiträge, comme on le dit en allemand. Mais ces Beiträge concernent les Bau-, mais aussi les Betriebsbeiträge. Si on limite maintenant clairement, moi j'ai un problème avec 200 institutions, avec lesquelles j'ai chaque année des contrats de prestations et avec lesquelles je devrais revoir ces contributions. Cela me pose de gros problèmes. Le Grand Conseil, à l'époque, n'a pas discuté de cet article 76. Il l'a accepté tel quel, on a rempli le mandat du Grand Conseil. Maintenant, si le Grand Conseil dit que ça le dérange et qu'il aimerait avoir plus de contrôle, ce que je peux comprendre, cela fait partie de la démocratie, je pense qu'il est juste de réviser cet article 76 dans le cadre de la révision de la loi sur l'aide sociale, que nous allons devoir faire pour le passage au financement au sujet. C'est pour cela que je ne peux que soutenir la proposition de postulat, pour que nous puissions régler cette situation et je vous demande d'accepter cette motion et je prie le motionnaire de changer, comme le gouvernement le suggère.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Ich möchte mich noch zu einigen Voten äussern. Regierungsrat Perrenoud hat gesagt, Artikel 76 sei nicht gut gelungen. Regeln kann man ändern, wenn man erkennt, dass es Sinn macht, weil etwas nicht gut funktioniert. Wir diskutieren im Grossen Rat über Beträge wie die 3,9 Mio. Franken für die ISBerne, zu denen wir noch kommen werden. Wir diskutieren auch über den Bau von Kreiseln für 2 bis 3 Mio. Franken. Aber über 54,5 Mio. Franken wollen wir nicht diskutieren. Damit habe ich ein Problem. Es stimmt im Übrigen nicht, dass ich dem Regierungsrat Kompetenzen wegnehmen will. Ich will die Kompetenz einschränken. Ich möchte vermeiden, dass eine Finanzierung von bis zu 95 Prozent möglich ist. Das muss geändert werden. Ich bin einverstanden damit, dass dies im Rahmen der Überarbeitung des Sozialhilfegesetzes gemacht wird. Ich war der Meinung, eine Motion würde etwas mehr Druck aufsetzen. Doch nun habe ich von allen gehört, dass man

das Problem erkannt hat und es angehen will. Ich bitte die GSoK, bei der Überarbeitung darauf zu achten. Auch im Grossen Rat wird man Gelegenheit haben, noch einmal nachzusteuern. Weil ich gesehen habe, dass man bereit ist, darüber zu diskutieren, wandle ich den Vorstoss in ein Postulat.

La présidente. La motion a été transformée en postulat. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil

Adoption sous forme de postulat

Oui 120

Non 26

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté le postulat.

Affaire 2014.RRGR.11118

N° de l'intervention: 059-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 27.02.2014
 Déposée par: PS-JS-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen) (porte-parole)
 Cosignataires: 1
 N° d'ACE: 1208/2014 du 15 octobre 2014
 Direction: SAP

Soutien aux proches aidants

Le rapport sur la politique du 3^e âge du canton de Berne 2011 affirme (p. 29) que « l'aide et le soutien aux personnes soignant un proche forment un élément-clé de la politique cantonale du 3^e âge ». Cette affirmation doit maintenant être traduite en faits.

Le Conseil-exécutif est chargé de faire des propositions sur la manière de renforcer le soutien aux proches aidants.

Il abordera notamment les questions suivantes :

1. sensibilisation des employeurs à la question de la compatibilité entre travail et prise en charge d'un proche ;
2. possibilité de verser des aides financières (sur le modèle de l'assurance-soins pratiqué en Allemagne) aux personnes qui réduisent ou arrêtent leur activité professionnelle pour soigner un proche ;
3. prévention de la paupérisation des proches aidants ;
4. promotion de la formation continue des professionnels chargés de soutenir les aidants ;
5. coordination des offres permettant de décharger les aidants et coût de ces offres ;
6. nombre de structures d'accueil de jour, de nuit et de vacances pour les malades.

Développement

Les proches aidants constituent la plus grosse association de prise en charge de Suisse, mais une association sans statuts ni lobby. Si les soins que les personnes prodiguent à

leurs proches étaient fournis par des professionnels, les pouvoirs publics auraient dû supporter un coût de 2,1 milliards de francs au total en 2007, plus un milliard de francs pour les soins que des personnes donnent à d'autres personnes hors de leur propre ménage. La valeur totale des soins fournis gratuitement dans le ménage ou hors du ménage dépasse de loin le coût des services de maintien à domicile (Höpfinger et al., 2011, trad.). Compte tenu de l'évolution démographique, il faut s'attendre ces prochaines années à une augmentation des prestations de soin.

Parallèlement, le nombre de professionnels diminue et les soins dispensés par les proches vont eux aussi se réduire, pour diverses raisons. Du fait des mutations sociales, les femmes sont de plus en plus nombreuses à exercer une activité professionnelle jusqu'à l'âge de la retraite et elles n'ont donc guère le temps de s'occuper de leurs proches.

L'aide et le soutien aux personnes soignant un proche forment un élément-clé de la politique cantonale du 3^e âge, dit le rapport sur la politique du 3^e âge. L'apport des proches est essentiel dans le réseau de soins des personnes âgées tributaires d'une aide. Les parents s'occupent de leurs enfants, mais n'oublions pas que les enfants s'occupent aussi de leurs parents vieux et malades.

Il est dans l'intérêt de tous que les proches aidants soient soutenus et qu'ils puissent dispenser longtemps les soins à leurs proches sans tomber eux-mêmes malades.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande de traduire dans les faits le principe selon lequel le soutien aux personnes soignant un proche forme un élément-clé de la politique cantonale du 3^e âge. Elle charge le gouvernement de faire des propositions pour les décharger, notamment en favorisant la compatibilité entre travail et prise en charge et en versant des aides financières.

Le Conseil-exécutif est lui aussi d'avis que le soutien aux proches aidants est essentiel pour permettre aux aînées et aux aînés de garder leur autonomie le plus longtemps possible, comme le préconise la politique du 3^e âge, qui privilégie la prise en charge ambulatoire au placement en milieu résidentiel. Aussi le canton apporte-t-il depuis des années son appui à diverses mesures allant en ce sens, qui sont documentées dans le *Rapport sur la politique du 3^e âge du canton de Berne* (dont la dernière édition date de 2011, la prochaine étant prévue en 2015). Le travail d'analyse réalisé par ce dernier et le dispositif mis en place sont d'ailleurs mis en avant dans l'analyse complémentaire au rapport sur les politiques cantonales de la vieillesse en Suisse intitulée *Soutien des proches aidants dans les cantons*¹.

Point 1

Il est en effet important de favoriser la compatibilité entre travail et prise en charge d'un proche, étant donné les mutations sociales actuelles. La sensibilisation des employeurs peut y contribuer. Il y a lieu d'examiner dans quelle mesure le canton peut apporter sa pierre à l'édifice.

Points 2 et 3

¹ Rapport du centre de gérontologie de l'Université de Zurich, http://www.zfg.uzh.ch/projekt/alt/spitex-angehoerige-2011/Spitex_Angehoerige_2011.pdf

Le Conseil-exécutif est conscient que devoir prendre en charge et soigner un de ses proches peut conduire une personne à renoncer à son travail ou tout au moins à réduire son taux d'activité, avec la diminution de revenu, de cotisations sociales et de prévoyance professionnelle que cela implique.

Ce déficit peut déjà être partiellement compensé, comme la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI le prévoit dans le cadre du remboursement des frais de maladie et d'invalidité, cela jusqu'à un montant maximum et à condition que la perte de revenu soit conséquente et durable. Les contributions sociales obligatoires de l'employeur sont prises en compte dans le calcul.

Le Conseil-exécutif est prêt à examiner si d'autres mesures s'imposent. Sont à étudier aussi bien le modèle allemand d'assurance-soins évoqué dans la motion que l'assurance forfaitaire appliquée par plusieurs cantons (Bâle-Ville, Fribourg et Schaffhouse). Il convient de vérifier le rapport coût-utilité d'une compensation des pertes de revenu et d'assurance, sachant que les ressources disponibles sont limitées en raison de la situation financière du canton.

Point 4

Le canton de Berne subventionne déjà les projets pilotes de formation continue, mais ne prévoit pas d'institutionnaliser ce soutien. Il a ainsi cofinancé le cycle d'étude DAS *Soutien aux proches et aux bénévoles* durant sa phase de démarrage, de la réalisation des deux premières volées (2008-2010 et 2010-2012) à leur évaluation. Ce cours fait désormais partie de l'offre ordinaire et suscite un vif intérêt, sans que le canton ait encore à le subventionner.

Point 5

Le canton de Berne soutient diverses structures visant à décharger les proches aidants. En font notamment partie les services d'aide et de soins à domicile ainsi que les foyers de jour, qui proposent en outre aux seniors une diversion bienvenue. S'y ajoutent les centres de consultation et de soutien de diverses organisations telles que Pro Senectute, l'association Alzheimer Berne ou le service de relève du canton de Berne, toutes cofinancées par le canton.

S'il n'existe pas d'organe de coordination cantonal, Pro Senectute assume en partie cette fonction. Ses centres jouent un rôle important dans le conseil aux personnes âgées et à leurs proches, dont c'est souvent le premier interlocuteur en cas de questions liées au troisième âge. Les offres doivent être accessibles de diverses manières. Mais le canton de Berne tient à ce que les organisations régionales travaillent en réseau et proposent une palette de prestations complémentaires pour décharger les proches aidants.

Les conseils de Pro Senectute sont gratuits. Quant aux offres proposées par des organisations ayant conclu un contrat de prestations avec le canton, leur coût est généralement proportionnel au revenu : les personnes de condition modeste et les bénéficiaires de prestations complémentaires disposent de tarifs préférentiels.

Point 6

Il n'y a pas de pénurie de places à la connaissance de la SAP. Les structures de jour, en particulier, sont suffisantes, la demande étant bien inférieure à ce qui était supposé. Il se peut qu'il faille assouplir les horaires d'ouverture et les possibilités d'accueil en urgence. Le nombre de journées de

prise en charge est cependant clairement en hausse. Le Conseil-exécutif est d'avis que la rétribution de 80 francs par jour est judicieuse et a permis de créer des places supplémentaires accessibles aussi aux personnes de revenu modeste. La raison principale de la faible demande reste la réticence des proches, qui ont souvent mauvaise conscience, ayant le sentiment d'« abandonner » la personne dont ils s'occupent.

En résumé, le soutien aux personnes soignant un proche forme toujours un élément-clé de la politique cantonale du 3^e âge. Le plan d'action exigé par la motionnaire est déjà une réalité, puisque le canton encourage diverses mesures pour les aider et les décharger. Vu l'importance des prestations de prise en charge et de soins fournies par les proches aidants, le Conseil-exécutif estime cependant qu'il vaut la peine d'étudier de plus près les questions évoquées dans l'intervention et de passer au crible les mesures existantes. Cette analyse sera incluse dans le prochain rapport sur la politique du 3^e âge, qui sera soumis au Grand Conseil en 2015. Au vu de ce qui précède, le gouvernement propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Le PS-JS-PSA est d'accord de transformer cette motion en postulat. Est-ce que ce postulat est contesté? – Ce n'est pas le cas. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	106
Non	37
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté le postulat. Nous avons donc fini la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. Monsieur le Directeur, je vous souhaite une bonne journée.

Motion d'ordre

Affaire 2014.RRGR.895 M 170-2014 Zryd, Macolin (PS). Le canton entre en contradiction avec la loi fédérale sur l'encouragement du sport

Motion d'ordre Zryd, Macolin (PS)

Débat libre

La présidente. Madame Zryd a déposé une motion d'ordre pour un débat libre.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Wir haben einen überparteilichen Vorstoss eingereicht, eine Sportmotion. Wir haben das Gefühl, mit einer reduzierte Debatte wäre die Zeit zu kurz, um dem Grossen Rat alle unsere Argumente zu unterbreiten. Ich bitte den Rat, den Antrag auf eine freie Debatte

anzunehmen, damit auch die Mitmotionäre Gelegenheit haben, sich zu äussern. Mit einer reduzierten Debatte wäre das fast nicht möglich.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent la proposition de Mme Zryd votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 92

Non 44

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté cette proposition.

Affaire 2014.RRGR.833

Fondation « Kornhausbibliotheken ». Subvention cantonale 2015. Crédit d'objet

Annexe 24, ACE 1042/2014

La présidente. Nous sommes en débat réduit et sommes sous un référendum financier facultatif. Madame Zäch a la parole pour la Commission de la formation.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la CFor. Die Kornhausbibliothek Bern ist eine Perle. Das konnte man in der Beschreibung lesen. Sie ist eine sehr wichtige Dienstleistung für die Leseratten in der Stadt und der Region. Sie ist aber auch ein Ort für elektronische Medien sowie eine Beratungsstelle für mehr als fünfzig Gemeinde- und Schulbibliotheken: also eine rundum gute Sache. Deshalb wird sie zu Recht ab 2016 in die Institutionen von mindestens regionaler Bedeutung aufgenommen und damit tripartit getragen, nämlich von der Stadt, von den Regionsgemeinden und vom Kanton. So weit ist demnach alles klar. Diese Regelung gilt jedoch erst ab 2016. Deshalb geht nun darum, das Übergangsjahr zu regeln. Dafür liegt eine pragmatische Lösung vor: Die Stadt Bern verlängert ihre bisherige Leistungsvereinbarung um ein Jahr, und der Kanton soll nun seinen bisherigen Beitrag ebenfalls noch einmal – für das Jahr 2015 – sprechen. Anschliessend wird das neue Finanzierungssystem greifen. Der BiK leuchtete das ein; sie empfiehlt dem Grossen Rat dieses Geschäft einstimmig zur Annahme. Die Kornhausbibliothek Bern ist uns wichtig und ist auf diese Übergangslösung angewiesen. Ich danke dem Rat für seine Unterstützung.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 106

Non 0

Abstentions 0

Affaire 2014.RRGR.830

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

Proposition du Conseil-exécutif :

M 170-2011 Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Non aux cours d'éducation sexuelle obligatoires
Traitement au Grand Conseil: 22 mars 2012
Décision: 22 mars 2012

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 263-2011 Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Education sexuelle dans le Lehrplan 21
Traitement au Grand Conseil: 22 mars 2012
Décision: 22 mars 2012

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 318-2011 Ruchti, Seewil (UDC). Révision de la loi sur la protection du patrimoine
Traitement au Grand Conseil: 12 juin 2012
Décision: 12 juin 2012

Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2015

M 013-2012 Bernasconi, Worb (PS). Fusion des caisses de pension
Traitement au Grand Conseil: 11 septembre 2012
Décision: 11 septembre 2012

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Le Conseil-exécutif vous propose de prolonger les délais de réalisation de quatre motions. Est-ce Monsieur Kipfer aimerait la parole? – Ce n'est pas le cas. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette prolongation votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 105

Non 2

Abstentions 0

Affaire 2014.RRGR.895

N° de l'intervention: 170-2014
 Type d'intervention: Motion ayant valeur de directive
 Déposée le: 01.09.2014
 Déposée par: Zryd (Macolin, PS) (porte-parole)
 Bachmann (Nidau, PS)
 Etter (Treiten, PBD)
 Grivel (Biel/Bienne, PLR)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 1299/2014 du 29 octobre 2014
 Direction: INS

Le canton entre en contradiction avec la loi fédérale sur l'encouragement du sport

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que le nombre de leçons dispensées dans le domaine du sport dans les gymnases de la partie germanophone du canton (2^e année) soit laissé à trois leçons par semaine et non, comme annoncé, réduit à 2,5 leçons hebdomadaires.

Développement

L'enseignement du sport au gymnase a laissé des plumes dans le cadre des mesures EOS. Dans cette option complémentaire, une leçon hebdomadaire a été supprimée dans la partie germanophone du canton, à titre de compromis. Ce qui n'est pas acceptable, cependant, c'est qu'à partir de 2017, les élèves de 2^e année des gymnases germanophones n'auront durant un semestre plus que deux leçons de sport par semaine au lieu de trois et qu'ils ne pourront donc avoir des activités sportives qu'une seule fois par semaine, puisqu'il s'agit en temps normal d'une leçon double. En concevant un tel projet, le canton de Berne entre en contradiction non seulement avec son propre concept pour le sport² mais également avec l'ordonnance d'application de la loi fédérale sur l'encouragement du sport de 2012, l'OPESp, qui prévoit la répartition régulière sur toute l'année de 110 leçons de sport au moins. Le semblant de solution que sont les camps de sport obligatoires pour les élèves (qui compenseraient ainsi les leçons perdues) ne tient pas, puisque les gymnases du canton de Berne organisent déjà presque tous de tels camps, et ce depuis toujours. Un camp de plus ne pourrait que causer des frais supplémentaires, qui se répercuteraient sur les parents. Par ailleurs, et dans le contexte de la réduction des coûts de la santé, qui sont énormes, 75 minutes de sport par semaine ne permettent plus de parler d'un dosage psychologique-

ment et physiquement satisfaisant, susceptible d'avoir un impact positif sur le style de vie.

Motivation de l'urgence :

Les mesures EOS devraient déployer leurs effets en 2017. Afin que la grille horaire puisse être établie en temps utile et que les mesures nécessaires puissent être mises en œuvre dans le domaine du personnel, il est important de savoir ce qui va être le sort du sport dans les gymnases. Probablement, la réduction définitive entraînerait l'adaptation du plan d'études.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Directeur de l'instruction publique (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il appartient au Directeur de l'instruction publique de décider en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif estime, comme la motionnaire, que l'enseignement du sport a un effet bénéfique sur les élèves à tous les degrés d'enseignement et permet de limiter les coûts de santé qui pourraient découler d'un manque d'activité physique ou d'une alimentation trop riche. La Direction de l'instruction publique met donc tout en œuvre pour donner au sport la place qu'il mérite, dans le cadre de l'enseignement obligatoire et dans celui des offres facultatives des écoles.

Jusqu'à présent, le canton de Berne s'en est toujours tenu à trois leçons hebdomadaires de sport par semestre tout au long de la formation gymnasiale. S'ajoute à cela une semaine sportive par an que les gymnases sont plus de la moitié à organiser. Le canton proposait ainsi 117 leçons de sport par an, soit 468 sur les quatre années de la formation gymnasiale (hors semaine sportive). Ce chiffre s'établit nettement au-dessus des prescriptions minimales de la Confédération, fixées à 110 leçons par an, soit 440 sur l'ensemble de la formation.

L'examen des offres et des structures (EOS) avait pour objet de ramener l'offre globale de prestations du canton de Berne en dessous de la moyenne suisse. Le Grand Conseil a ainsi voté une économie de 9 millions de francs sur le seul poste budgétaire de la filière gymnasiale. Outre la fusion des gymnases de Bienne et de ceux de Thoun, il a notamment décidé la suppression des options spécifiques russe et grec ainsi que la réduction de l'enseignement individuel de la musique. Par suite du passage, dans la partie germanophone du canton, à un cursus ininterrompu de quatre ans au gymnase (« solution Quarta »), le parlement a par ailleurs résolu d'économiser 5,5 millions de francs supplémentaires sur la grille horaire des gymnases germanophones, ce qui correspond à neuf leçons ayant une influence sur les traitements. Cette coupe générale a été signifiée dans le rapport EOS³.

La Direction de l'instruction publique a lancé un projet afin de clarifier les modalités de la mise en œuvre du mandat

² Dans le concept pour le sport, on peut lire ce qui suit : « Le canton assure que les cours de sport obligatoires sont effectivement dispensés conformément à la législation fédérale quel que soit le niveau scolaire. Les objectifs généraux de l'enseignement sportif sont complétés par un accent sur les mesures de prévention en matière de santé, de dépendance et de violence, ainsi que sur les mesures d'intégration sociale. » Et plus loin : « Dans le climat financier tendu que connaissent la Confédération, les cantons et les communes, il est nécessaire de prendre des mesures pour contrecarrer les éventuelles restrictions budgétaires envisagées dans ce domaine et les conséquences négatives que celles-ci pourraient entraîner en termes de santé. »

³ Examen des offres et des structures (EOS 2014) ; Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil du 26 juin 2013 ; mesure 18.1, p. 107.

EOS voté par le Grand Conseil. La Conférence des directions de gymnase (CDG) a ainsi réalisé une analyse de grande ampleur pour déterminer où pouvaient être supprimées les neuf leçons visées. Dans ce contexte, elle a tenu compte des évolutions actuelles dans le domaine de la formation (introduction du français et de l'anglais respectivement en 3^e et 5^e années du primaire, pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les STIM) et effectué des comparatifs avec d'autres cantons. Ses propositions ont ensuite été soumises aux enseignants et enseignantes dans le cadre d'une consultation et discutées avec une délégation de parlementaires de tous les partis.

Sur la base des différentes prises de position reçues, le Directeur de l'instruction publique a décidé d'une grille horaire intégrant diverses coupes, qui sera mise en œuvre à la rentrée 2017. Une demi-leçon de français et d'anglais a ainsi été supprimée, de même que l'obligation pour les élèves de suivre la musique et les arts visuels en 1^{re} année. L'enseignement de l'option complémentaire a été réduit d'une leçon tandis que les leçons relevant de l'offre de l'école, qui portaient sur les disciplines les plus diverses, ont été supprimées. Enfin, l'enseignement du sport en 2^e année a été ramené de 3 à 2,5 leçons hebdomadaires. Pour compenser cette perte, une semaine sportive a été déclarée obligatoire pour tous les élèves de 2^e année.

Cela signifie que, dorénavant, tous les gymnases germanophones devront proposer une semaine sportive obligatoire sur le temps d'enseignement en 2^e année, le nombre global de semaines hors cadre (camps sportifs, projets culturels, etc.) restant toutefois identique. Il s'agit simplement de revoir les priorités. Cette obligation n'induit pas de frais supplémentaires au niveau des traitements puisque tous les enseignants et enseignantes participaient déjà aux semaines hors cadre, y compris les enseignants et enseignantes de sport. Les parents ne devront quant à eux supporter des frais supplémentaires que si les camps obligatoires proposés par les écoles coûtent plus cher que les activités auparavant organisées lors des semaines hors cadre. Il appartient aux écoles de veiller aux coûts dans la conception de leurs offres.

Avec une demi-leçon en moins, le canton de Berne dispensera au total 97,5 leçons de sport en 2^e année. La semaine sportive équivalant à 32 leçons, il continuera malgré tout à se situer bien au-dessus des 110 leçons de sport par an exigées par la Confédération à l'article 49 de l'ordonnance sur l'encouragement du sport (OESp ; RS 415.01). Dans les autres années de la formation gymnasiale, la dotation restera inchangée et s'établira à 117 leçons par an. Ainsi, sur les quatre années gymnasiales, 448,5 leçons de sport seront dispensées au total hors semaine sportive, soit plus que les 440 leçons prescrites par la Confédération.

La motionnaire fait en outre valoir que, durant un semestre, les élèves ne feront du sport qu'une fois par semaine. Or, les écoles sont tout à fait libres de proposer l'enseignement en leçons simples ou en leçons doubles. Même si elles avaient auparavant opté pour des leçons doubles, rien ne les empêche de modifier leur organisation. Aujourd'hui déjà, c'est à elles qu'il incombe de répartir équitablement sur le semestre les leçons mises à leur disposition. Il en ira de même avec les 2,5 leçons de sport octroyées pour la 2^e année à partir de 2017.

Le Conseil-exécutif estime que les modifications apportées à la grille horaire des gymnases germanophones dans le domaine du sport ne contredisent ni les prescriptions fédérales ni le concept cantonal pour le sport. La nouvelle pratique en la matière correspond par ailleurs à celle adoptée par d'autres cantons. Ainsi, dix cantons comme le Valais, Soleure, Neuchâtel ou le Jura, ne proposent pas 3 leçons de sport par semaine sur toute la durée de la formation gymnasiale et ont mis en place des possibilités de compensation. Dans ce contexte et compte tenu des consignes d'économies dictées par le Grand Conseil dans le cadre de l'EOS ainsi que des coupes réalisées dans les autres disciplines gymnasiales, le Conseil-exécutif considère que la suppression d'une demi-leçon de sport en 2^e année est acceptable.

Propositions du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Je vous rappelle que nous sommes en débat libre.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Für mich ist das eine Herzensangelegenheit: Ich bitte die Ratsmitglieder, sich die Argumente gut anzuhören. Ich hoffe, dass ich den Rest noch überzeugen kann. Die Ausgangslage ist folgendermassen: Im Rahmen der ASP hat der Regierungsrat auf der Tertia-Stufe Sportlektionen gestrichen, ebenfalls im Ergänzungsfach. Wir waren also schon im Rahmen des Ergänzungsfachs bereit, einen Abstrich zu machen. Wir sind jedoch nicht bereit, bei den obligatorischen Lektionen noch einmal einen Abstrich zu machen. Mit diesem Unterfangen verstösst der Regierungsrat ganz klar gegen sein eigenes kantonales Leitbild, in dem er sich den Sport sehr gross auf die Fahne schreibt, und insbesondere gegen die Verordnung zum Sportförderungsgesetz des Bundes. Dort wird nämlich vorgeschrieben, dass jährlich mindestens 110 Lektionen Sport und Bewegung absolviert werden müssen, und zwar regelmässig und nicht in Blöcken oder Lagern. Aus meiner Sicht war es seltsam, dass in der Vernehmlassung alle Fachschaften angehört respektive wahrgenommen wurden. Man hat mit ihnen Kompromisse ausgearbeitet. Die Fachschaft Sport wurde als einzige nicht berücksichtigt. Das ist sehr schräg.

Wie sieht das nun in der Praxis aus? Der Regierungsrat möchte ein obligatorisches Sportlager durchführen. In den meisten Gymnasien im Kanton Bern findet ein Sportlager sowieso schon statt. Das ist überhaupt nichts Neues. Wenn man das so macht, ist es schlichtweg eine Kürzung des obligatorischen Schulsports auf Tertiastufe. Der Regierungsrat dotiert das Sportlager mit 32 Lektionen. Damit ist er recht weit von der Praxis entfernt, wenn ich das so sagen darf. 32 Lektionen Sport würde keiner der Gymnasiasten in einer Woche bzw. in fünf Tagen absolvieren: Das würde nämlich dem Trainingslager eines Spitzensportlers entsprechen. Das ist gewiss nicht das Ziel des Schulsports. Wie sieht es aus, wenn die Sparmassnahme angenommen wird? Faktisch führen die Gymnasien entweder eine Doppelлекtion oder zwei Einzelлекtionen durch. Damit kann man dem Lehrplan gar nicht mehr gerecht werden. Mit einer Doppelлекtion können längst nicht alle Inhalte des Lehrplans durchgeführt werden und ebenso wenig mit zwei Einzelлек-

tionen, denn da hat man sehr wenig Bewegungszeit. Mit Ausziehen, Anziehen, Sich-in-die-Halle-Begeben und anschliessend noch Duschen bleiben von einer Lektion vermutlich höchstens noch 30 Minuten übrig. Das entspräche insgesamt etwa einer Stunde. Das reicht nicht, um dem Lehrplan gerecht zu werden.

Sport und Bewegung haben nicht nur die Aufgabe von Fitness und Gesundheit, sondern haben auch einen ganz anderen Auftrag, nämlich einen sozialen. Das eine ist, Bewegung zu lernen, dazu kommt aber beispielsweise gewinnen lernen, verlieren lernen sowie lernen, die Kolleginnen und Kollegen zu respektieren. All das lässt sich im Sport sehr gut zusammenfassen. Aus neurologischer Sicht weiss man auch, dass nach Sportlektionen die Konzentrationsfähigkeit der Schülerinnen und Schüler jeweils steigt. Sport hat also auch einen positiven Effekt auf das Nachfolgefach. Ich habe nun mehrfach von verschiedenen Fraktionen gehört, man könne Sport auch im Verein ausüben. Es geht aber nicht um diejenigen, die ohnehin Sport treiben. Dass diese in einem Verein sind, ist klar. Das hat nichts mit dem Schulsport zu tun. Sonst könnte man auch sagen, Französisch könne man in einem Chat betreiben oder rechnen könne man zu Hause mit den Kollegen. Dieses Argument greift überhaupt nicht: das ist etwas völlig anderes. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich bitte euch nun wirklich, auch noch meinen Mitmotionären zuzuhören und diese Massnahme den «Gymelern» zuliebe rückgängig zu machen. Das wäre im Sinne einer Kontinuität des Sports nichts als fair, zudem wurde man vermeiden, gegen das Sportförderungsgesetz zu verstossen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Stellen Sie sich vor, Sie sind an einem Fussballmatch, und nach 75 Minuten pfeift der Schiedsrichter das Spiel ab mit der Erklärung, er habe die Pause von 15 Minuten gleich mitgerechnet, und wenn man das zusammenzähle, habe das Spiel trotzdem zweimal 45 Minuten gedauert. Etwa so kommt mir die Begründung des Regierungsrats für die Kürzung der Sportlektionen vor. Für mich ist das ein eigenartiger Trick, den der Regierungsrat da zur Erfüllung der Bundesvorgaben anwendet. Die Sportwoche hat es schon immer gegeben. Das ist nichts Neues. Deshalb ist es seltsam, wenn sie nun zu den Sportlektionen gezählt wird, damit die Bundesvorgaben erfüllt werden können. Vor allem im jugendlichen Alter ist Sportförderung für die Jungen entscheidend. Bewegung und Sport sind wichtig für die Psyche, aber auch für die körperliche Entwicklung. Die Einsparungen sind marginal, wenn die Sportlektionen gekürzt werden. Die Ausgaben für die Gesundheitskosten im späteren Alter betragen ein Vielfaches dessen, was man nun pro Jahr einsparen kann. Zudem ist, wie Andrea Zryd gesagt, Sport in verschiedenen Bereichen die beste Lebensschule. Richtig ist, dass sich Sport auch ausserhalb der Schule ausüben lässt. Aber es geht aber eben nicht um die Sportaffinen, die gerne Sport treiben, sondern genau um die andern, um die Sportmuffel. Diese kann man zumindest teilweise im jugendlichen Alter noch abholen, für den Sport begeistern und vielleicht dazu motivieren, Sport zu treiben. Wenn man sie in diesem Alter nicht abholen kann, riskieren wir, dass sie Sportmuffel bleiben und irgendwann bei der Krankenkasse landen. Auch ich bin zwar der Meinung, dass alle ASP-Massnahmen umgesetzt werden müssen. Daran

halte ich auch fest. Als wir jedoch über die Kürzung der Lektionen diskutierten, lag noch nicht detailliert vor, wo gekürzt werden soll, dass die Sportlektionen ebenfalls betroffen sind und dass sogar Bundesvorgaben unterschritten werden. Wie gesagt, der Betrag, der mit der Kürzung der Sportlektionen eingespart werden kann, ist wirklich marginal. Ich bitte den Rat, der Motion zuzustimmen und den Jugendlichen eine Chance zu geben, dass sie auch weiterhin Bewegung und Sport treiben können.

La présidente. J'ai fait une erreur: les motionnaires doivent se prononcer après les porte-parole des groupes. Donc M. Grivel et M. Bachmann vont se prononcer après les groupes.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Die Motion Zryd steht unter dem Titel «Der Kanton verstösst gegen das Sportförderungsgesetz des Bundes». Da stimmt schon der Titel nicht, denn es wird nicht gegen das Bundesgesetz verstossen. Das ist auch der Antwort der Regierung zu entnehmen. Es geht darum, in der Tertia den Sportunterricht von drei auf zweieinhalb Lektionen pro Woche zu kürzen. Im Gymnasium würden also weiterhin in sieben Semestern drei Lektionen Sport pro Woche unterrichtet, in einem Semester neu zwei Lektionen pro Woche. Dem ausfallenden Sportunterricht wird Rechnung getragen, indem eine Woche Sport im betreffenden Jahr obligatorisch erklärt wird. Im Rahmen der ASP-Massnahmen hat der Grosse Rat beschlossen, in den Gymnasien 9 Mio. Franken einzusparen. Hier geht es um die Umsetzung der ASP-Massnahmen. Der Erziehungsdirektor hat den Auftrag des Grossen Rats umgesetzt und die Sparmassnahmen gemeinsam mit den Gymnasiumsleitern erarbeitet. Es handelt sich um mehrere Sparmassnahmen, zum Beispiel die Fusion der Gymnasien in Biel und in Thun. Zudem werden die Schwerpunktfächer Russisch und Griechisch gestrichen; Französisch und Englisch werden je um eine halbe Lektion gekürzt und so weiter. Eine weitere Kürzung betrifft den Sportunterricht.

Natürlich ist der Sport für die Gesundheitsförderung, bei Übergewicht oder als Alternative zum täglichen Sitzen wichtig. Deshalb ist es gut, dass zur Kompensierung der ausfallenden Lektionen neu eine ganze Woche Sport obligatorisch wird. In drei von vier Jahren werden 117 Lektionen Sport unterrichtet, was der Vorgabe der 110 Lektionen entspricht. In der Tertia werden neu 97 Lektionen Sport angeboten. Dem Sportunterricht der obligatorischen Sportwoche werden 32 Lektionen angerechnet; das ergibt total 129 Lektionen. Also werden auch ohne die Sportwoche in allen vier Jahren 448 Lektionen Sport unterrichtet, damit wird das Bundesobligatorium von 440 Lektionen erfüllt. Die Zuständigkeit der Lektionenzuteilung liegt ausschliesslich beim Erziehungsdirektor. Andere Kantone haben auch nicht durchgehend im ganzen Gymnasium drei Lektionen Sport pro Woche. Ganz wichtig ist, dass wir konsequent bleiben und die ASP-Massnahmen umsetzen, wie sie beschlossen wurden. Würde der Grosse Rat nun einen Rückzieher machen, wäre das ein schlechtes Signal für die Umsetzung der weiteren beschlossenen Sparmassnahmen. Aus diesen Gründen bitte ich den Rat um Ablehnung der Motion, wie es auch der Regierungsrat beantragt. Auch die SVP-Fraktion wird die Motion mehrheitlich ablehnen.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Die BDP-Fraktion ist mit der Motionärin einig, dass der Sportunterricht auch im «Gym» wichtig ist. Als sportliche Fraktion haben wir denn auch ein gewisses Verständnis für ihre Forderung. Der Sportlichste unter uns hat sie sogar mitunterzeichnet. Allerdings haben wir in der Novembersession vor einem Jahr über die ASP diskutiert und die Massnahmen beschlossen. Die Umsetzung dieser ASP-Massnahme wurde vorbildlich angegangen. Unter Einbezug der Schulleiterkonferenz wurden Analysen vorgenommen und Vergleiche angestellt. Zudem hat man mit Lehrpersonen und politischen Parteien diskutiert. Das kann man nun auf den August 2017 hin angehen. Deswegen können wir diese Motion nicht annehmen. Wir können nicht Sparaufträge erteilen und ein Jahr später, wenn die Betroffenen diese aufgelegt und organisiert haben, sagen, so dürfe man es nicht machen. Weiter wird mit einer Sportwoche das Minimum, das vom Sportförderungsgesetz vorgeschrieben wird, eingehalten. Wir verstossen also nicht gegen dieses Gesetz, wie die Motionäre schreiben. Die Reduktion um eine halbe Lektion ist für uns deshalb vertretbar. Es betrifft zudem die Tertia, also Schülerinnen und Schüler im Alter von 15 bis 16 Jahren. Von ihnen darf man aus meiner Sicht eine gewisse Eigenverantwortung voraussetzen, was die sportliche Betätigung betrifft. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion diese Motion grossmehrheitlich ab.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Jan Gnägi am Rednerpult: Das war ein Déjà-vu. Man hat gemerkt, dass er nicht das erste Mal dort stand, sondern routiniert ist. Dieser Vorstoss bildet eigentlich einen Rückkommensantrag auf eine bereits beschlossene ASP-Sparmassnahme. Die EVP-Fraktion hat versucht, ihre Haltung zu solchen Rückkommen grundsätzlich zu definieren. Wir unterstützen sie dort, wo seinerzeit auch die ASP-Massnahme abgelehnt worden ist. Das betrifft hauptsächlich den Sozial- und den Bildungsbereich. Man kann zu Recht bemängeln, dass es nicht sinnvoll sei, eine einzige Massnahme herauszupflücken und noch einmal zu diskutieren. Denselben Vorwurf kann man umgekehrt auch der gesamten ASP-Übung machen. Das ganze ASP-Konstrukt war ebenfalls ein grosses Herausplücken alle jener Grashalme, die über den Benchmark hinausragten. Die ganze Übung hat sich damit einer inhaltlichen und strategischen Diskussion entzogen. Das war unsere Kritik, als über die ASP debattiert wurde. Die Folge davon war, dass sich alle jene bemerkbar gemacht haben, die feststellten, dass man an ihrem Grashalm zupft. Wir erinnern uns an die Versammlungen von ganz verschiedenen Organisationen und Betroffenen vor den Toren des Rathauses. Dass die Sportlehrkräfte damals nicht antrabten, hat damit zu tun, dass die ASP-Massnahme Nr. 18.1 unter dem neutralen Titel «Quarta-Lösung» die anvisierten Betroffenen überhaupt nicht erwähnt hat. Der Erziehungsdirektor mag intervenieren, wenn ich falsch nachgesehen habe, aber im Massnahmenbeschrieb 18.1 lese ich lediglich: «So könnten unter anderem beispielsweise bei den Sprachlektionen eine leichte Reduktion vorgenommen, die Wahl zwischen Musik und bildnerischem Gestalten auf das neunte Schuljahr verschoben, Projektunterricht reduziert und die Lektionentafel ausgeglichener gestaltet werden.» Dieser wohltemperierte Wortlaut provoziert natürlich keine Protestmärsche. Ausserdem: Welcher «Gymeler» würde nach Bern fahren, um

für mehr Sportlektionen zu demonstrieren? Welche Lobbygruppen nehmen überhaupt die Interessen der «Gymeler» wahr?

Die EVP-Fraktion hat Verständnis, dass diese Massnahme nun noch einmal Wellen wirft. Sie wird die Motion mehrheitlich unterstützen. Damit nicht einfach einzelnen Fächer gegeneinander ausgespielt werden, müsste man sich eigentlich fragen, ob konsequenterweise nicht auf die ganze Massnahme verzichtet werden sollte. Zum Schluss noch eine persönliche Bemerkung: Als Vater von vier bewegungsfreudigen Jungs weiss ich um den Wert des Sportunterrichts, aber auch des Freizeitsports. Deshalb unterstütze ich den Vorstoss aus einer persönlichen Wahrnehmung heraus in der Hoffnung, dass die Jugendlichen die Bedeutung eines aktiven Lebensstils mit Bewegung und Sport kennen lernen. Und ebenso in der Hoffnung – und damit wage ich mich etwas auf die Äste hinaus, und zwar bewusst mit einem nichtfachlichen Seitenblick auf die gestrige Suchtdebatte –, dass der Sport und die Bewegung die Widerstandskraft und die gesunde Selbstwahrnehmung der Jugendlichen fördern.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Der Abbau von Lektionen und Fächer ist seit längerer Zeit ein heisses Thema im Grossen Rat. Vermutlich ist es nicht anders möglich, als dass auch der Sportunterricht Federn lassen muss. Wenn mit den ASP-Massnahmen und Beschlussfassungen allein in den Gymnasien 9 Mio. Franken eingespart werden müssen, werden wir kaum darum herumkommen, auch beim Sport Einsparungen zu machen. Deshalb lehnt die glp diese Motion grossmehrheitlich ab. Ich als Sportförderer unterstütze indessen die Motion, denn es geht hier nicht um die sportbegeisterten Schüler, sondern vor allem darum, dass diejenigen, die keinen Sport treiben, wenigstens in der Schule eine oder zwei Lektionen Sport treiben müssen. Sonst könnte es sein, dass irgendwann die Gesundheitskosten stärker zum Tragen kommen als die halbe Lektion Schulsport.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Eine gute Zweidrittelmehrheit der grünen Fraktion lehnt diese Motion ab. Auch wir haben dieses Thema an der Fraktionssitzung sehr ausführlich diskutiert. Sie haben es nun schon einige Male gehört: An den Gymnasien müssen mit der ASP und der Quarta-Lösung insgesamt 4,5 Mio. Franken gespart werden. Sie alle kennen auch die betroffenen Bereiche, die verschiedenen Schulen und Fächer mehr oder weniger genau. Ich möchte erklären, wie die Lektionentafel zustande kam, die ab 2017 gültig sein wird. Bei der Änderung dieser Lektionentafel wurden die Konferenz der Schulleitungen, aber auch die Fachschaften und wir Bildungspolitikern und Bildungspolitikern mit einer Delegation einbezogen. Ich weiss nicht, wie Andrea Zryd zur Behauptung kommt, die Fachschaft Sport habe nicht mitreden können. Nach langem, sorgfältigem Abwägen und Aushandeln kam man zu der Lösung, wonach bei den Sprachen, vor allem aber auch bei den musischen Fächern Lektionen gestrichen werden. Die Streichung im Ergänzungsfach gilt nicht nur für den Sport, sondern für alle Fächer. Fast alle Fachschaften mussten etwas abgeben, und die Reduktion ist für alle schmerzhaft.

Beim Sport geht es, wie Sie inzwischen wissen, um eine halbe Lektion in der Tertia. Dafür müssen alle Schülerinnen und Schüler an einer obligatorischen Sportwoche teilnehmen. Die Motionäre argumentieren, diese Woche sei nicht gleich viel wert wie eine Semesterlektion. Das mag stimmen, je nachdem, wie man es rechnen will. Aber eine gut geplante Woche Sportlager kann sehr viel auslösen. Ich habe das selbst in meiner Gymnasialzeit erlebt: Ich habe fast jedes Jahr an einem freiwilligen Kletterlager und an einer Skitourenwoche teilgenommen. Ich kann Ihnen versichern, dass dies nebst den Konzerten die unvergesslichsten und prägendsten Wochen meiner «Gymmerzeit» waren. Sie haben bei mir sehr viel Gutes in Form von ganzheitlichen Naturerlebnissen, aber auch Gruppenerlebnissen ausgelöst. Unvergesslich bleibt mir eine Skitourenwoche durch das Napfgebiet, in der wir jeden Abend in einer anderen Hütte übernachtet haben. Von der Schneemenge her war das in den 80er-Jahren noch möglich.

Es ist legitim, wenn sich die Sportlehrerinnen und -lehrer nun so engagiert gegen die Kürzung wehren und mit vielen mehr oder weniger plausiblen und gültigen Argumenten kämpfen. Trotzdem hielte es eine Mehrheit der Grünen für problematisch, nun genau einer Fachschaft entgegenzukommen und dort die Sparmassnahme zurückzunehmen. Wir fürchten, dass sich die übrigen Lehrkräfte ungerecht behandelt fühlen und sich frustriert fragen könnten, weshalb das ausgerechnet beim Sport der Fall sein soll. Die Solidarität unter den Lehrkräften könnte Schaden nehmen, wenn wir der Motion zustimmen würden. Ein Drittel der grünen Fraktion unterstützt allerdings den Vorstoss, weil sie den Jugendlichen die sportliche Betätigung, die ohnehin schon knapp bemessen sei, nicht streichen wollen.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich schliesse mich dem Votum von Madeleine Amstutz an. Schon der Titel der Motion ist falsch. Laut Aussage von Spezialisten verstösst der Kanton mit der neuen Regelung nicht gegen die Vorgaben des Bundes. Hier geht es um die Umsetzung der beschlossenen ASP-Massnahmen. Welche Wirkung hat eine halbe Lektion Sport weniger pro Woche im Gymnasium? Für diejenigen, welche Sport treiben wollen, keine, denn sie sind vor allem in der Freizeit sportlich aktiv. Für diejenigen, denen Sport ohnehin ein Gräuel ist, ebenfalls keine, weil sie sich von den Sportlektionen sowieso dispensieren lassen, soweit das möglich ist. Eine Chance ist aus meiner Sicht das, was Bettina Keller gesagt hat: eine Sportwoche, in der genau diejenigen Schülerinnen und Schüler, denen Sport eigentlich zuwider ist, am besten abgeholt werden können. Um die ASP-Massnahmen umsetzen zu können, lehnt die FDP-Fraktion die Motion mehrheitlich ab.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wie Sie hören konnten, geht es um den Sportunterricht in der Tertia, der auf zweieinhalb Lektionen gekürzt werden soll. Ich denke in diesem Zusammenhang speziell an meine Tochter zurück und bin daher der Auffassung, dass es wohl verantwortbar und zumutbar ist, diese Kürzung vorzunehmen. Auch die Antwort des Regierungsrats überzeugt uns. Aber die EDU ist ganz generell überhaupt nicht gegen Sport. Gesundheit und Bewegung sind uns sehr wichtig. Man kann das aber mit

anderen Sachen sicher kompensieren, nicht nur über den Sportunterricht im Speziellen. Wir teilen die Meinung, dass diese Kürzung zumutbar ist. Ein weiterer Punkt sind die ASP-Massnahmen. Bisher haben wir bei keiner Massnahme, bei der ein Rückkommen erfolgte, diesem zugestimmt. Aus diesem Grund lehnt die EDU diese Motion mehrheitlich ab.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Ich beginne mit einem Zitat: «Der Kanton unterstützt und fördert nebst dem Breitensport den Nachwuchs- und Spitzensport auf allen Altersstufen. Er erachtet Bewegung und Sport als wichtiges, unverzichtbares Bildungselement und als wesentlichen Beitrag zur Gesundheitsförderung.» Werte Anwesende, das steht im Zusatzbericht zum Suchtmittelkonzept des Kantons Bern, das gestern einstimmig ohne Gegenstimme angenommen wurde. Bei der Ausbildung zum Sportlehrer vor 35 Jahren war von der Notwendigkeit der täglichen Bewegungseinheit die Rede. In der Verordnung zum eidgenössischen Sportförderungsgesetz von 2012 wurden den Schülerinnen und Schülern am Gymnasium 110 Lektionen pro Jahr zugestanden, regelmässig über das Schuljahr verteilt. Nun soll gespart werden. 96 Lektionen, regelmässig verteilt, sollen in der Tertia genügen. Im Sportförderungsgesetz steht nichts davon, dass man das Ganze auf 440 Lektionen im ganzen Gymnasium aufrechnen kann. Es steht: pro Schuljahr 110 Lektionen. Das wird nicht erfüllt, wenn wir in der Tertia nur noch 96 regelmässig verteilte Lektionen haben. Das bedeutet auch, dass die Schülerinnen und Schüler nur noch einmal Sportunterricht haben, weil es, wie Andrea Zryd dargelegt hat, nicht sinnvoll ist, zwei Lektionen aufzuteilen. Als Ersatz soll ein Sportlager dienen. Mit Ausnahme von zwei Gymnasien im Kanton Bern führen bisher schon alle ein solches Sportlager durch. Für viele «Gymeler» ist es ganz klar ein Abbau. «Buben sollen sich mehr bewegen können», wird der Erziehungsdirektor am 16. Oktober im «Bund» zitiert. Das gilt auch für Jugendliche, für junge Männer und Frauen, die von «Beruf» Schüler sind und in dieser Funktion vorwiegend sitzen.

Es wurde gesagt, die «Gymeler» seien alt genug, um neben der Schule selbstständig Sport zu treiben. Richtig ist, dass es in jeder Klasse ein paar Schüler hat, die in einem Verein sind. Es geht aber vor allem auch um diejenigen, welche sich wenig bewegen und andere Dinge machen. Auch sie sollen zu einer lebenslangen sportlichen Aktivität geführt werden. Hans Rudolf Vogt sagte vorhin, die Wirkung sei gering, weil sich diejenigen, die nicht wollen, dispensieren lassen. Das ist ganz einfach falsch. Ich bin selbst Sportlehrer und habe keine Dispensierten in meinen Klassen. Alle nehmen teil, und das müssen sie auch. Die Regierung weist in ihrer Antwort darauf hin, dass andere Kantone auch nur zwei Stunden haben (*la présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé*). Würde der Kanton Bern zurückkrebsen, wäre das ein schlechtes Zeichen für die ganze übrige Schweiz.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Comme cette mesure fait partie des nombreuses mesures prévues par l'EOS, particulièrement dans la filière gymnasiale, et que finalement elle est du ressort du directeur lui-même, j'aurais pu me dire qu'il n'y aurait rien à faire et accepter la mesure

stillschweigend, comme vous le dites. En plus, en tant que Romands, cela ne nous concerne pas non plus. Mais j'aime trop le sport pour passer à côté d'une telle mesure sans broncher. D'ailleurs, tous les motionnaires sont membres du Sportrat du Grand Conseil. Je tiens à préciser que je ne défends pas le lobby des maîtres de gymnastique, mais bien plutôt que je déplore la disparition d'une demi-leçon obligatoire pour les gymnasiens.

La Confédération a établi une loi et une ordonnance d'application sur l'encouragement du sport en 2012 et le canton de Berne a également établi son propre concept, à savoir que les cours de sport obligatoires, donc les leçons, soient dispensés conformément à la législation fédérale, quel que soit le niveau scolaire – donc, de l'école enfantine, en passant par le gymnase, les écoles professionnelles moyennes et supérieures. Permettez-moi un petit rappel: le sport pour tous est une façon de se préoccuper de l'état de santé de sa population. C'est un acte préventif, qui favorise le mouvement, le contrôle de son corps physique et psychique, de son alimentation, bref, d'un style de vie. «Un esprit sain dans un corps sain», dit-on. Le sport obligatoire dans les écoles s'attaque au surpoids, donc à la malbouffe et aux maladies causées par l'inactivité chronique. Les calculs pour nous prouver que nous sommes en dessus de la moyenne suisse et de décréter l'obligation d'organiser un camp de sport durant la deuxième année ne me convainquent pas. Je ne parle pas non plus de la modification de la grille horaire et éventuellement de l'augmentation des frais pour les parents. La proposition de la DIP est en contradiction avec la Confédération et dire que d'autres cantons ne respectent pas non plus la loi des trois leçons obligatoires n'est pour moi pas un argument solide. Nous ferions partie des cantons qui désobéissent, et je n'aime pas ça. Avec cette mesure, vous donnez un mauvais signe à la population et à la jeunesse en général. N'y a-t-il pas vraiment, M. le directeur, une autre variante dans votre Direction, en sachant que toute mesure fait mal, je le conçois et que si l'on pouvait, on s'en passerait bien? Dans le climat financier actuel, il est important de réfléchir à l'impact d'une telle mesure qui pourrait entraîner des conséquences négatives ou en termes de santé.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Mein ganzes bisheriges Leben war geprägt vom Engagement für Bewegung und Sport, von der Kindheit bis ins Seniorenalter. Meine Mutter und mein Vater waren Turn- und Sportlehrer. Ich selbst absolvierte nach dem Lehrerinnenseminar ebenfalls die Ausbildung zur Turn- und Sportlehrerin. Die Gesundheitsforscher sind sich weltweit einig, dass Bewegung und Sport das Heilmittel des 21. Jahrhunderts sind. Nicht Tabletten und Spritzen, sondern mehr Bewegung. Besonders im Jugendalter wäre eine Bewegungslektion das Minimum für eine wirkungsvolle Prävention. Das Heilmittel – Bewegung und Sport regelmässig angewendet – führt zu körperlichem, sozialem und psychischem Wohlbefinden. Nach einer Bewegungslektion kann man konzentrierter und effizienter arbeiten. Gerade für die «Gymeler», die so viel mit dem Kopf machen müssen, wäre das ausserordentlich wichtig. Zudem könnte man Gesundheitskosten sparen. In der Pubertät ist oft eine psychische Verstimmung vorhanden. Dort ist Bewegung sehr

wichtig, denn sie führt dazu, dass man ausgeglichen ist und Freude am Leben hat. Übrigens wurden Bewegung und Sport früher als «Körperkultur» bezeichnet. Mein Wunsch wäre es, dass unser Kulturminister auch die Körperkultur unter seine Fittiche nehmen und ebenso pflegen würde, wie er die anderen Kulturbereiche pflegt, fördert und finanziert. Aus diesen Gründen bitte ich den Rat, die Motion anzunehmen.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Le sport est excellent pour la santé, tant physique que psychique. Absolument personne ne contestera cela. Personnellement, je pratique assidûment le sport, notamment la course à pied. Deux fois, j'ai terminé quatrième au classement général féminin du Tour du canton de Neuchâtel et j'apprécie tellement la course à pied, que je la pratique quatre à cinq fois par semaine, d'une façon parfois un peu compulsive ou addictive. Cependant, le sport obligatoire à l'école n'est pas seulement bon pour la santé. Les leçons de sport sont aussi un cadre où règne la pression du groupe. C'est un cadre où le groupe, qui parfois manifeste une grande cruauté à l'égard de l'individu, a la possibilité de percevoir une faiblesse chez une personne, un complexe d'infériorité, une tendance à la maladresse et d'exploiter cela afin de pratiquer des pressions sur un individu. Pour beaucoup de personnes, les leçons de sport sont un véritable cauchemar. C'est là que le groupe peut le plus exercer sa pression et sa cruauté. Pour cette raison-là, je pense que nous pouvons tout à fait faire des économies au niveau du sport sans toucher aux leçons fondamentales qui permettent à une personne de se garantir une bonne formation.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Ich erachte Sport für Jugendliche als wichtig. Was für den Sport spricht, ist uns allen bekannt. Mit Sport können wir die Gesundheit der Jugendlichen fördern. Deshalb werde ich die Motion unterstützen. Ich habe jedoch einige Fragen an unsere bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen. Seit wann seid ihr klüger geworden, um diese Kürzung zu verhindern? Und wo wart ihr, als diese Entscheide getroffen wurden? Ist diese Kürzung schmerzhafter als die Kürzung betreffend Krankenkassenprämienverbilligung? Ich unterstütze die Motion, aber die Bürgerlichen sind für diese Kürzung überhaupt erst verantwortlich. Und nun spielen sie die Rolle der Retter. Das ist unglaublich.

Christoph Amman, Meiringen (PS). Ich gebe zuerst meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Rektor einer Schule, die ASP-Massnahmen umzusetzen hat. Damit bin ich in einer doppelten Verantwortung: Als Schulleiter muss ich umsetzen, was der Grosse Rat beschlossen hat, und als Parlamentsmitglied habe ich vor einem Jahr eine solche Sparmassnahme unterstützt. Der Vorstoss kommt aus meiner Sicht zu einem komplett falschen Zeitpunkt und hat einen komplett falschen Ansatz. Nun soll ein Gesamtpaket aufgebrochen werden, das bekannt war und in das die bildungspolitisch Interessierten aus allen Fraktionen sowie die Schulleitungen involviert waren, wie Bettina Keller vorhin dargelegt hat. Es ist ein falscher Ansatz, wenn man dieses Paket, das sehr schmerzhaft Sparmassnahmen enthält – Streichung sämtlicher Profillektionen bei den Gymnasien,

und das sage ich aus tiefer Überzeugung, Reduktionen bei diversen Fächern und sogar die Streichung von Fächern –, nun aufbrechen will. Dazu kommt, dass die Qualität eines Sportangebots an einem Gymnasium in keiner Art und Weise von einer halben Lektion abhängt. Die Qualität des Sportangebots und damit auch die Frage, ob die Schule einem Sportförderungsauftrag nachkommt, hängt von etwas ganz anderem an, nämlich davon, ob in einer Schule eine Grundhaltung und ein Grundangebot vorhanden sind, beispielsweise in Form von Projektwochen; ob eine Schule bereit ist, regelmässig mit Teams an Mittelschulmeisterschaften teilzunehmen, wie das in Interlaken der Fall ist; ob man mit einer Schülergruppe am GP von Bern startet; ob man am Jungfrau-Minirun mitmacht – das Gymnasium Interlaken hat das in diesem Jahr mit 140 Freiwilligen gemacht und erlief noch 10 000 Franken an Spendenmitteln. Solche Dinge sind es, welche die Grundhaltung widerspiegeln und zeigen, ob man einem Auftrag nachkommt und ob die Qualität eines Sportangebots vorhanden ist. Ich lehne deshalb diesen Vorstoss ab.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Im Rahmen der ASP haben wir gemeinsam entschieden, dass in der Berufsbildung 30 Mio. Franken und bei den Gymnasien 9 Mio. Franken pro Jahr gespart werden müssen. Rund zwanzig Massnahmen setzen diesen Entscheid um.

Es ist wichtig, hier den Kontext zu sehen: Bei den Gymnasien wurden unter anderem die Schwerpunktfächer Russisch und Griechisch vollständig gestrichen. Der individuelle Instrumentalunterricht wurde gekürzt. Die Gymnasien in Biel und in Thun wurden fusioniert. Zudem wurde beschlossen, in der Lektionentafel im kantonalen Lehrplan 5,5 Mio. Franken einzusparen. Dazu hatte ich aufgrund eines Vorschlags der Konferenz der Gymnasialrektoren einen Entwurf ausgearbeitet. Im letzten Frühjahr wurde dieser Entwurf allen Lehrpersonen zur Konsultation vorgelegt. Auch die Fraktionen wurden zu einer Aussprache eingeladen. Aufgrund dieser Rückmeldungen habe ich diesen Entwurf zur vorliegenden Form überarbeitet. Es ist klar, dass ich bei dieser Überarbeitung nicht sämtliche Wünsche aller Betroffenen erfüllen konnte. Schliesslich muss ich pro Jahr 5,5 Mio. Franken kürzen. Ich kann Ihnen versichern, dass davon niemand begeistert war. Wir haben je eine halbe Lektion bei Französisch und Englisch gestrichen, je eine halbe Lektion beim bildnerischen Gestalten und bei Musik, eine Lektion beim Ergänzungsfach sowie eine Lektion bei Religion und Lebenskunde. In der Quarta wurde dieses Fach ganz gestrichen. Zudem wurde eine halbe Lektion beim Sport gestrichen sowie sechs Lektionen bei den Profillektionen der Schulen. Weil diese meist bei den Naturwissenschaften eingesetzt wurden, haben wir dort etwas kompensiert. Dieser Vorschlag mit der genannten Opfersymmetrie wurde letztlich relativ positiv aufgenommen, obwohl die Lehrpersonen, wie gesagt, nicht begeistert waren.

Soll nun aber die Massnahme Sport wirklich wieder herausgenommen werden? Dazu kann ich Ihnen Folgendes sagen: Wer eine Matur macht, hat insgesamt zwölf Schuljahre absolviert. In jedem Schuljahr hat man drei Wochenlektionen Sport – ausser neu in einem einzigen Semester in der Tertia, in dem eine dieser drei Lektionen durch ein obligatorisches Sportlager ersetzt wird. Diese Massnahme beinhaltet

nicht mehr und nicht weniger. Es handelt sich um einen Abbau der Wochenlektionen im Sport, aber nicht um einen Abbau in der Gesamtmenge an Sport. Mehr als die Hälfte der Gymnasien führen heute freiwillige Sportwochen durch. Neu sollen jedoch alle Gymnasien während der Unterrichtszeit eine Sportwoche durchführen müssen, welche für die Schüler obligatorisch ist. Das heisst, dass in einem Semester auf zwölf Jahre eine Wochenlektion durch ein obligatorisches Sportlager für alle ersetzt wird. Mit diesem obligatorischen Sportlager werden genau diejenigen Schüler abgeholt, die nicht sonderlich sportinteressiert sind und an den freiwilligen Sportlagern vielleicht nicht teilgenommen haben. Dies als Gesamtkontext dieser Massnahme.

Die Bundesvorgaben werden eingehalten, die Gesamtlektionenzahl entspricht der vom Bund vorgegebenen Zahl. Es stellt sich die Frage, ob damit der Sportunterricht noch regelmässig erfolgt. Den Begriff «regelmässig» kann man unterschiedlich interpretieren. Das Bundesamt für Sport hat uns bestätigt, dass es die Art und Weise, in der der Kanton Bern die Sportlektionen erteilt, als regelmässig betrachtet. Über zwölf Jahre hinweg werden während elfeinhalb Jahren drei Lektionen pro Woche erteilt und während eines halben Jahres zwei Lektionen pro Woche plus eine Woche obligatorisches Sportlager. Meines Erachtens ist das regelmässiger Sportunterricht, der weiterhin erteilt wird. Ich habe diese Massnahme nicht gesucht. Sie bringt uns jedoch Einsparungen von zwischen 300 000 und 400 000 Franken. Das ist gleich viel, wie durch die Abschaffung von Russisch und Griechisch eingespart wird, und gleich viel, wie durch die Fusion der Gymnasien in Biel oder in Thun eingespart wird. Es wäre für die verschiedenen Partner, die nun Sparmassnahmen haben schlucken müssen, schwierig, wenn nun diese Massnahme herausgenommen würde. Dadurch würde das Lobbying erneut anfangen. Im Vergleich zu anderen Massnahmen, mit denen ganze Fächer abgeschafft und Kurse gestrichen werden, halte ich die Massnahme, über zwölf Jahre eine einzige Lektion während eines halben Jahres durch ein Sportlager zu ersetzen, nicht für die schlimmste aller ASP-Massnahmen. Das ist keine Geringschätzung des Sports. Der Sport wurde bei sämtlichen Sparpaketen, bei denen ich mitgewirkt habe, stets verschont. Weder in der Volksschule noch im zehnten Schuljahr oder in der Berufsbildung wurde der Sport jemals angetastet. Ich halte es für sinnvoll, nun bei dieser ASP-Massnahme zu bleiben.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Ich möchte noch auf einige Voten eingehen. Zuerst auf das Votum von Hans Rudolf Vogt: Ich weiss nicht, woher er die Geschichte mit der Dispensierung hat. Auf der Tribüne befinden sich einige Gymnasiallehrerinnen und -lehrer, die wahrscheinlich bestätigen würden, dass eine Dispensierung der Unsportlichen nicht gang und gäbe ist. Dafür braucht es ein Arztzeugnis. Es kann einmal vorkommen, dass jemand – auch eine sportliche Person – eine Verletzung hat, sodass sie während einer gewissen Zeit nicht turnen kann. Ich habe auch auf dieser Stufe unterrichtet, und hatte keine einzige Dispensierung. Zum Votum von Bettina Keller: Selbstverständlich konnten sich die Sportlehrkräfte im Rahmen der Vernehmlassung Gehör verschaffen, aber die Vernehmlassung wurde als einzige nachher nicht angepasst. Man fand keinen Kompromiss. Deshalb sind wir sehr unzufrieden. Zum Votum von

Anne-Caroline Graber: Sie hat offenbar die Aufgabe des Schulsports überhaupt nicht erfasst. Es handelt sich nicht um ein Leistungssportzentrum: Genau der Schulsport hat die Aufgabe, auch Schwächere zu packen, ihnen die Chance auf Bewegung zu geben und sie individuell zu fördern. Genau deshalb ist es wichtig, drei Lektionen zu haben. Mit einem vielfältigen Sportunterricht kann man besser auf sie eingehen. Wir widmen uns im Schulsport nicht ausschliesslich dem Joggen. Zum Votum von Regierungsrat Pulver habe ich noch eine Frage: Die Einsparung von 300 000 bis 400 000 Franken ist in meinen Augen nicht wahnsinnig viel. Sind das lediglich die Löhne der Lehrkräfte oder sind dabei die Hallen inbegriffen? Im Übrigen bitte ich den Rat, sich für die «Gymeler» einzusetzen und die Sparmassnahme rückgängig zu machen

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. 320 000 Franken sind Lohnkosten; 120 000 Franken betreffen Sporthallen.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 44

Non 102

Abstentions 7

La présidente. Vous avez rejeté cette motion.

Affaire 2013.RRGR.1356

N° de l'intervention: 007-2014
 Type d'intervention: Motion ayant valeur de directive
 Déposée le: 23.12.2013
 Déposée par: Geissbühler-Strupler
 (Herrenschwanden, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 23.01.2014
 N° d'ACE: 717/2014 du 4 juin 2014
 Direction: INS

Lehrplan 21: un concentré de bureaucratie inutilisable

Le Conseil-exécutif est chargé d'engager de nouvelles négociations pour réformer partiellement Harmos et de faire en sorte que :

1. le *Lehrplan 21* soit intégralement retravaillé ;
2. des enseignants et enseignantes des écoles urbaines et rurales de différents niveaux soient impliqués dans le réexamen du *Lehrplan 21* ;
3. le *Lehrplan 21* serve d'outil pratique de coordination de la formation et propose un petit nombre d'objectifs annuels concrets et vérifiables ;

4. le modèle scolaire intégratif ne soit pas introduit à grande échelle et que l'école enfantine ne soit pas transformée en véritable école ;
5. l'acquisition de compétences reste limitée aux compétences personnelles, scolaires et sociales ;
6. la production de nouveau matériel didactique soit suspendue ;
7. une seule langue étrangère soit enseignée pendant les six premières années d'école primaire ;
8. l'apprentissage d'une seconde langue étrangère soit facultatif ;
9. les enseignants et enseignantes d'école enfantine et des premières années d'école primaire disposent des qualifications nécessaires à l'enseignement de toutes les disciplines artistiques (chant et musique, mouvement et sport, travaux manuels) ;
10. les MITIC ne fassent pas l'objet d'un enseignement spécifique obligatoire.

Développement

Le *Lehrplan 21* est un pavé de 557 pages de charabia théorique. C'est pourquoi tant le corps enseignant que les parents ont formulé les demandes ci-dessus. Le nouveau plan d'études doit impérativement respecter la tradition fédéraliste suisse et présenter des objectifs clairs qui garantissent la plus grande autonomie possible aux cantons dans leur réalisation concrète. Le plan d'études doit contenir des objectifs d'apprentissage annuels dans chaque discipline. Le temps consacré aux exercices et à l'assimilation de la matière traitée ne doit pas être rogné par des évaluations de compétences confuses et chronophages. Il faut accorder la priorité à la lecture, à l'écriture et au calcul (règle de trois, etc.), compétences indispensables dans la vie et au travail. La pédagogie du développement et la pédagogie révèlent qu'il faut rayer du *Lehrplan 21* le modèle scolaire intégratif, promu au nom de l'hétérogénéité et aujourd'hui fortement critiqué, même dans le milieu scientifique, et le projet de transformation de l'école enfantine en véritable école.

Le modèle pédagogique prescrit par le *Lehrplan 21*, dans lequel on inculque aux élèves des dispositions et des attitudes, est contraire à l'idée généralement admise selon laquelle l'école devrait d'abord se concentrer sur la transmission de connaissances, le développement d'aptitudes et de capacités, tandis que les parents seraient responsables de l'éducation sociale et individuelle. Les valeurs sociales libérales et démocratiques et leurs fondements occidentaux et chrétiens ne doivent en revanche pas être négligés. Il faut accorder beaucoup plus de place au contexte culturel et historique de la Suisse en histoire, en géographie et en religion, comme en musique et en sport.

Le *Lehrplan 21* tout entier se focalise trop sur les langues. L'apprentissage précoce des langues étrangères proposé par le *Lehrplan 21* engage des ressources – du temps surtout – qui seraient nécessaires par exemple pour transmettre de solides connaissances d'allemand et enseigner les sciences naturelles. L'enseignement précoce des langues étrangères n'a pas donné de résultats visibles ou mesurables. Il faut impérativement évaluer soigneusement son utilité ainsi que ses coûts. L'harmonisation de l'enseignement des langues étrangères a en outre échoué. Les TIC occupent une place de choix dans le *Lehrplan 21* en tant que thème interdisciplinaire. Les moyens de com-

munication électroniques modernes font certes partie de notre réalité. L'école ne peut pas rester à l'écart. C'est justement pour cela que l'informatique doit être gérée par le maître ou la maîtresse de classe. Donner aux élèves la possibilité d'utiliser les supports modernes sur des sujets choisis peut, selon les circonstances, être très bénéfique. Les moyens de communication modernes doivent cependant être considérés comme des outils, au même titre que le tableau, le rétroprojecteur ou un marteau. C'est la raison pour laquelle les TIC ne doivent pas constituer la substance du *Lehrplan 21*. Les communes et les cantons doivent pouvoir décider librement d'utiliser les moyens de communication modernes car c'est à eux d'en payer les coûts.

Nous devons empêcher qu'une réforme aussi profonde et coûteuse n'entre dans notre école – un modèle de succès – par la petite porte d'un plan d'études.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.

Grâce au *Lehrplan 21*, le canton de Berne s'acquitte des obligations qui résultent des articles 61 et 62 de la Constitution fédérale et de l'adhésion au concordat HarmoS. Le *Lehrplan 21* est à l'état de projet depuis l'été 2013. Au second semestre de la même année, les cantons et les organes intercantonaux ont pu prendre position sur ce projet. A cette occasion, la Direction de l'instruction publique a invité les associations ayant un lien avec l'école, la haute école pédagogique germanophone, les Eglises et les partis politiques à participer à une consultation cantonale. Les résultats de cette consultation montrent que le *Lehrplan 21* est dans ses grandes lignes bien accueilli. L'orientation sur les compétences, la structure de compétence par paliers ainsi que le choix et la répartition des domaines disciplinaires sont très largement acceptés. Dans sa prise de position adressée à la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de Suisse alémanique (D-EDK), la Direction de l'instruction publique salue la conception moderne de l'apprentissage et de l'enseignement adoptée dans le *Lehrplan 21*. Elle estime que ce dernier représente un développement modéré et adapté des plans d'études germanophones de l'école enfantine et de la scolarité obligatoire actuellement en vigueur dans le canton de Berne. A son sens, seuls le volume, le niveau de détail et l'intelligibilité du *Lehrplan 21* nécessitent d'être révisés. La Direction de l'instruction publique demande également que les exigences minimales soient examinées et, le cas échéant, diminuées.

La D-EDK a analysé les résultats de la consultation et défini des mandats en vue de l'adaptation du *Lehrplan 21*. La mise en application de ce dernier sera vraisemblablement confiée aux cantons à la fin de l'année 2014. Les explications qui suivent concernent la version du *Lehrplan 21* mise en consultation. Il est impossible, à l'heure actuelle, de déterminer précisément si elles seront applicables à la version remaniée.

1. Ces prochains mois, le *Lehrplan 21* sera remanié conformément aux directives de la D-EDK. Son volume sera réduit de 20 pour cent et la structure de compétence sera moins détaillée dans certains domaines disciplinaires. Les exigences minimales, qui s'appellent désormais attentes fondamentales, seront également diminuées dans certains domaines⁴.
2. Le Conseil-exécutif estime que la demande de la motionnaire a déjà été satisfaite. En effet, des membres du corps enseignant possédant une expérience professionnelle confirmée, travaillant à différents niveaux d'enseignement et provenant de plusieurs cantons et régions ont participé à l'élaboration du présent projet de plan d'études, de même que des didacticiens et didacticiennes des hautes écoles pédagogiques. Par ailleurs, des personnes possédant l'expérience souhaitée par la motionnaire seront également impliquées dans le réexamen du *Lehrplan 21*.
3. Un plan d'études est un instrument de mise en œuvre, au niveau politique, de la mission de formation que la société confie à l'école obligatoire. Il fixe quelle formation doit être dispensée à l'école. Le *Lehrplan 21* formule les compétences attendues des élèves de manière plus concrète que les anciens plans d'études du canton de Berne. Il permet aux enseignants et enseignantes de savoir plus précisément quels objectifs doivent être atteints par le plus grand nombre possible d'élèves à la fin de la 2^e, de la 6^e et de la 9^e années scolaires⁵. Cette nouvelle formulation facilite la communication avec les parents et le transfert des classes entre les membres du corps enseignant. La Direction de l'instruction publique part du principe que les enseignants et enseignantes utiliseront le *Lehrplan 21* avant tout pour planifier leur enseignement à moyen et à long termes. Afin de mettre en œuvre ce plan d'études, ils pourront s'aider des moyens d'enseignement, qui seront axés sur celui-ci. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le nombre de compétences et de paliers de compétences sera réduit dans le cadre de la révision du document.
4. La mise en place du modèle scolaire intégratif n'est pas régie par le *Lehrplan 21*. Ce sont les communes qui décident de continuer à disposer de classes spéciales ou d'intégrer les élèves dans les classes régulières. L'introduction du *Lehrplan 21* ne change rien à cette situation.
Le Conseil-exécutif partage l'avis de la motionnaire selon lequel l'école enfantine ne doit pas être transformée en véritable école. La participation d'enseignants et enseignantes de l'école enfantine à l'élaboration du *Lehrplan 21* a permis de garantir que la culture spécifique à ce niveau scolaire y soit intégrée.
5. Le *Lehrplan 21* définit des compétences disciplinaires et transdisciplinaires. Les compétences disciplinaires

⁴ Pour de plus amples informations, veuillez consulter le document figurant à l'adresse suivante : www.lehrplan.ch/ueberarbeitungs-auftrage

⁵ En règle générale, le plan d'études de l'école obligatoire actuellement en vigueur dans le canton de Berne ne fixe pas non plus d'objectifs annuels mais des objectifs par paliers.

correspondent aux compétences scolaires actuelles. Les compétences transdisciplinaires regroupent, quant à elles, les compétences personnelles, sociales et méthodologiques. Elles correspondent en partie aux compétences personnelles et sociales actuelles ainsi qu'à l'attitude vis-à-vis du travail et de l'apprentissage.

6. Les éditions scolaires sont des entreprises indépendantes sur le plan économique, qui décident de manière autonome dans quels domaines lancer de nouveaux produits. Indépendamment de l'introduction d'un nouveau plan d'études, ces maisons d'édition révisent et développent constamment les moyens d'enseignement. Le fait d'avoir un plan d'études commun présente l'avantage de pouvoir coordonner ce travail à l'échelle de la région linguistique.
7. Avant le lancement du projet relatif au *Lehrplan 21*, de nouveaux plans d'études concernant l'enseignement des langues étrangères ont déjà été élaborés en Suisse alémanique afin de mettre en œuvre la stratégie nationale pour le développement de l'enseignement des langues édictée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et le concordat HarmoS. Dans les cantons bilingues et les cantons situés à la frontière linguistique (BE, BS, BL, FR, SO, VS), un nouveau plan d'études relatif à l'enseignement des langues étrangères a été introduit dans le cadre du projet « Passepartout ». Celui-ci se fonde sur les compétences fondamentales en français et en anglais fixées par la CDIP. Le Conseil-exécutif veut mettre en œuvre cette stratégie linguistique et tient donc à conserver le concept actuel d'enseignement des langues prévoyant l'apprentissage de deux langues étrangères à l'école primaire.
8. Elaborée en 2004, la stratégie nationale de la CDIP pour le développement de l'enseignement des langues prévoit que l'apprentissage de deux langues étrangères (une deuxième langue nationale et l'anglais) soit obligatoire pour tous les élèves de l'école obligatoire. Cette exigence est inscrite à l'article 15 de la loi fédérale du 5 octobre 2007 sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (loi sur les langues, LLC), qui est mise en œuvre avec le concordat HarmoS. La surveillance scolaire a constaté que, dans le canton de Berne, la majorité des élèves des classes générales suivent à l'heure actuelle un cours obligatoire de français et un cours d'anglais, encore facultatif. Le fait que le projet « Passepartout » rend l'anglais obligatoire pour tous les élèves du degré secondaire I modifie donc peu la situation actuelle. Sur demande du service psychologique pour enfants et adolescents, du service de pédopsychiatrie ou du service médical scolaire, il sera par ailleurs toujours possible de dispenser, pour des motifs particuliers, des élèves de certaines disciplines, conformément à l'article 4, alinéa 1, lettre d ODAD.
9. La filière de l'Institut Vorschulstufe und Primarstufe de la PHBern formant aux degrés préscolaire et primaire (V-6) donne aux étudiants et étudiantes la possibilité de placer, pendant leurs études, la priorité sur l'école enfantine et les deux premières années du degré primaire (*Vorschulstufe und Unterstufe*) ou sur les

quatre dernières années du degré primaire (*Mittelstufe*). Tous les diplômés et diplômées obtiennent un titre d'enseignement et une autorisation d'enseigner dans le canton de Berne pour l'ensemble des classes de l'école obligatoire (de l'école enfantine à la 6^e année [8^e année HarmoS]) et des disciplines mentionnées dans la question.

Afin d'obtenir un titre d'enseignement pour l'école enfantine et le degré primaire avec priorité sur *l'école enfantine et les deux premières années du degré primaire*, les étudiants et étudiantes doivent être formés dans les huit disciplines spécifiques et didactiques suivantes : allemand, français, mathématiques, « *Natur-Mensch-Gesellschaft* » (sciences humaines et sociales), sport, arts visuels, travaux manuels ou textiles et musique. L'anglais peut être choisi en option. Les personnes ayant suivi ce cursus ont donc été formées dans toutes les disciplines évoquées par la motionnaire.

Afin d'obtenir un titre d'enseignement pour l'école enfantine et le degré primaire avec priorité sur *les quatre dernières années du degré primaire et spécialisation dans sept des neuf disciplines enseignées*, les étudiants et étudiantes doivent être formés dans les disciplines suivantes : allemand, français, mathématiques et *Natur-Mensch-Gesellschaft*. Ils doivent en outre choisir trois disciplines parmi l'anglais, la musique, le sport, les arts visuels et les travaux manuels ou textiles. Les personnes ayant choisi cette priorité peuvent donc suivre une formation dans une ou deux des disciplines évoquées par la motionnaire. Elles ont, par ailleurs, la possibilité d'étudier l'une des disciplines non sélectionnées, par exemple la musique, pendant leur troisième année d'études dans le cadre des disciplines obligatoires à option ou en cours d'emploi, après l'obtention de leur diplôme (entre 6 et 10 crédits ECTS selon la discipline). Elles sont nombreuses à avoir recours à cette dernière possibilité.

10. La Direction de l'instruction publique tient beaucoup à ce que les MITIC soient utilisés dans l'enseignement et intégrés dans tous les domaines disciplinaires du *Lehrplan 21*. Le canton de Berne a réaffirmé cette position dans sa réponse à la consultation. Il a également souligné que des indications précises doivent être formulées afin de soutenir les écoles et les membres du corps enseignant dans l'intégration et l'utilisation des MITIC dans l'enseignement (p. ex. collaboration entre les enseignants et enseignantes, planification commune au sein de l'école). Précisons enfin que les MITIC sont déjà ancrés depuis 2009 dans le plan d'études pour l'école obligatoire actuellement en vigueur dans la partie germanophone du canton de Berne, en tant que tâche supplémentaire contraignante ou thème transversal.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: rejet

Point 3: rejet

Point 4: adoption et classement
 Point 5: rejet
 Point 6: rejet
 Point 7: rejet
 Point 8: rejet
 Point 9: adoption et classement
 Point 10: rejet

Affaire 2014.RRGR.134

N° de l'intervention: 049-2014
 Type d'intervention: Motion ayant valeur de directive
 Déposée le: 06.02.2014
 Déposée par: Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV)
 (porte-parole)
 Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 1065/2014 du 3 septembre 2014
 Direction: INS

Lehrplan 21: le Grand Conseil doit pouvoir décider

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre les décisions suivantes au Grand Conseil :

1. l'introduction du *Lehrplan 21* (avec les compléments cantonaux),
2. le moment de l'introduction du *Lehrplan 21*,
3. les coûts de cette introduction.

Il est également chargé de faire adapter au besoin les bases légales.

Développement

En automne 2014, la Conférence des directeurs de l'instruction publique des cantons alémaniques (D-EDK) validera le *Lehrplan 21* dans sa version remaniée en vue de son introduction dans les écoles cantonales. Chaque canton prendra ensuite les décisions qui s'imposent à ce sujet, en fonction de la législation cantonale.

Dans le canton de Berne, la décision concernant l'introduction et la mise en œuvre du nouveau *Lehrplan 21* appartient au Conseil-exécutif. En effet, il n'est pas prévu que le parlement cantonal intervienne directement dans le domaine des plans d'études. Cette répartition des compétences se justifie peut-être pour les plans d'études que nous avons eus jusqu'ici, mais le *Lehrplan 21* relève d'un projet de formation intercantonal d'une tout autre dimension, qui aura des conséquences déterminantes pour l'évolution de l'école dans le canton de Berne, son organisation, les matières d'enseignement. Logiquement, les conséquences financières de son introduction seront également considérables.

Vu la portée et l'importance du *Lehrplan 21* pour l'organisation scolaire du canton et pour la formation des élèves, le Grand Conseil doit pouvoir s'exprimer au sujet de son introduction, du moment où elle aura lieu et des coûts qui s'ensuivront pour le canton de Berne. Cela permettra aussi de lui donner une légitimité politique.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose donc d'une marge de manœuvre importante quant aux objectifs, aux moyens et aux autres modalités liées à l'accomplissement du mandat. La responsabilité de la décision incombe au seul Conseil-exécutif.

Remarques introductives

Depuis 2006, les cantons ont le mandat constitutionnel d'unifier leurs systèmes de formation. L'article 62 de la Constitution fédérale les oblige en effet à harmoniser la durée et les objectifs des niveaux d'enseignement, ce à quoi le *Lehrplan 21* contribue. L'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat Har-moS) est entré en vigueur le 1^{er} août 2009. Le 27 septembre 2009, les électeurs et les électrices du canton de Berne ont approuvé le projet cantonal d'adhésion à ce concordat.

Le *Lehrplan 21* fixe pour la première fois les objectifs de l'enseignement dispensé à l'école obligatoire (école enfantine, école primaire et degré secondaire I) pour l'ensemble des cantons alémaniques. Il constitue un instrument de planification pour les membres du corps enseignant, les écoles et les autorités en charge de la formation. Il permet en outre aux parents, aux élèves, aux institutions de formation du degré secondaire II, aux hautes écoles pédagogiques ainsi qu'aux créateurs de moyens d'enseignement de connaître les compétences à acquérir grâce à l'enseignement.

La conception du *Lehrplan 21* sera suivie d'une mise en œuvre circonspecte dans les cantons. Ce sont eux qui décident à quel moment, avec quelles mesures d'accompagnement et avec quels compléments cantonaux ils introduisent ce plan d'études.

Cette démarche permet de prendre en compte les développements en cours dans les cantons, de même que les différents besoins et conditions générales. Il est prévu que le *Lehrplan 21* entre en vigueur dans le canton de Berne au 1^{er} août 2017 ou 2018.

Le 2 juillet 2013, dans le cadre de la consultation sur le *Lehrplan 21*, la Direction de l'instruction publique a invité les associations ayant un lien avec l'école, la haute école pédagogique germanophone, les Eglises et les partis politiques à prendre position sur le projet de plan d'études. Tous les participants à la consultation ont salué la structure et le concept du *Lehrplan 21*, en particulier le principe de l'orientation sur les compétences, l'orientation sur les degrés d'enseignement et le choix des disciplines.

Point 1

La compétence en matière d'introduction de nouveaux plans d'études est régie par l'article 12 de la loi cantonale sur l'école obligatoire (LEO). L'article 27 de l'ordonnance cantonale sur l'école obligatoire (OEO) délègue quant à lui cette compétence au Directeur de l'instruction publique.

L'introduction des nouveaux plans d'études ainsi que la définition des compléments spécifiques au canton sont donc des tâches qui sont du ressort de l'Exécutif, soit du Directeur de l'instruction publique dans le canton de Berne.

Point 2

Le *Lehrplan 21* entrera en vigueur le 1^{er} août 2017 ou 2018.

La Direction de l'instruction publique a déjà élaboré une stratégie relative à son introduction. Cette dernière conçoit l'introduction du plan d'études comme un processus s'étalant sur plusieurs années et donne la priorité au développement de l'école et de l'enseignement. Les directions d'école jouent un rôle essentiel à cet égard. Le Directeur de l'instruction publique veillera à ce que celles-ci et les membres du corps enseignant disposent de suffisamment de temps afin de mettre en œuvre le plan d'études. Les premières séances d'information à l'intention des directions d'école auront lieu en août 2015, celles destinées aux membres du corps enseignant en janvier 2016. Les écoles auront ensuite jusqu'à l'année scolaire 2021-2022 pour développer leur enseignement conformément aux prescriptions du *Lehrplan 21*.

Point 3

La loi prévoit que le Directeur de l'instruction publique a compétence pour édicter les plans d'études mais que l'adoption des ressources budgétaires nécessaires ressortit au Grand Conseil, ce qui tient compte du principe de la séparation des pouvoirs. Le fait que le *Lehrplan 21* est le premier plan d'études commun à l'ensemble de la Suisse alémanique n'y change rien. Les coûts liés aux leçons supplémentaires requises seront présentés dans le cadre du processus budgétaire. Le Grand Conseil pourra alors exprimer son avis.

Conclusion

Lors de la procédure de consultation, les partis politiques ont pu prendre position sur le contenu du *Lehrplan 21*. Le Conseil-exécutif estime que la Direction de l'instruction publique doit, comme jusqu'à présent, prendre les décisions qui concernent l'introduction et la mise en œuvre des plans d'études. Il est donc d'avis qu'il n'est pas nécessaire de remanier la législation afin d'accorder cette compétence au Grand Conseil. Les dernières révisions de la LEO ont par ailleurs fait l'objet d'un large soutien au sein du Grand Conseil. Le Conseil-exécutif ne voit par conséquent aucune raison de modifier les bases légales existantes, qui ont fait leurs preuves.

Cependant, le Grand Conseil sera impliqué pour toutes les questions ayant trait au budget ou aux demandes de crédits de sa compétence et la Direction de l'instruction publique informera régulièrement la Commission de la formation (CFor) de l'avancée des travaux.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : rejet

Point 2 : rejet

Point 3 : adoption et classement

Délibération groupée

La présidente. Avant que nous passions à l'affaire suivante, j'aimerais tout d'abord vous informer, je pense que vous vous en êtes aperçus, que l'ancien président de ce Grand Conseil M. Antener et que l'ancien président de la Commission de haute surveillance M. Blaser, sont sur la tribune. Messieurs, soyez les bienvenus chez nous. (*Applaudissements*) Nous avons encore une visite, ce sont les habitants du village de Schüpborg. Soyez vous aussi les bienvenus ici dans la salle du Grand Conseil. Merci de vous

intéresser à la politique. (*Applaudissements*). Nous sommes dans un débat organisé.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC).

Vielleicht haben Sie gesehen, dass meine Motion die Nummer 007 trägt, «licence to kill». Tatsächlich hat das Öffnen des Links zum Lehrplan 21 letztes Jahr bei vielen Lehrpersonen den Kampfgeist geweckt. In fast allen Kantonen hat sich Widerstand formiert. Auch im Kanton Bern wurden 550 Unterschriften gegen die 550 zum Teil fragwürdigen Ziele und Kompetenzen gesammelt. Als Opfer der Nicht-harmonisierung unseres Schulwesens habe ich zwei ganz schlimme Jugendjahre erlebt und bin daher für dieses Thema sensibilisiert. Deshalb habe ich vor einem Jahr die vorliegende Motion eingereicht. Wir waren der Meinung – «wir» heisst vor allem Lehrpersonen –, dass wir mit dem Lehrplan 21 noch weiter weg von einer Harmonisierung kommen als vorher. Bewährtes wurde abgeschafft, eine totale Neukonzeption wurde geschaffen. Nun, ein Jahr später, kann ich feststellen, dass der Erziehungsdirektor die Forderungen der Motion und auch die Petition ernst genommen hat. Die Überarbeitung des Lehrplans 21 hat ganz wichtige Korrekturen mit sich gebracht. Einzig das Problem der Fremdsprachen ist noch nicht gelöst. Aber dort stecken wir in der «Concorde-Falle»: Sie wissen, was das heisst. Wir haben so viel Geld in das Projekt früher Sprachunterricht investiert, dass wir es im Moment nicht mehr stoppen können.

Zu den Motionspunkten: Ich habe allen Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten geschrieben, wie ich bei meiner Motion vorgehen möchte. Ich werde sieben Ziffern zurückziehen, weil sie entweder erledigt sind oder in der «Concorde-Falle» stecken. Ich erhalte nur noch die Ziffern 3, 5 und 6 als Motion aufrecht. In Ziffer 3 verlange ich Jahresziele. Im neuen Lehrplan hat es Dreijahresziele. Damit kann man sich vorstellen, dass ein Schüler das Thema «Wasser» vielleicht schon behandelt hat, wenn er in ein anderes Dorf zieht, und nun noch einmal damit konfrontiert wird. Oder das Thema «Römer» wird noch einmal behandelt – oder vielleicht sogar dreimal, weil es Dreijahresziele sind. Das müssen wir unbedingt ganz konkret in einem Lehrplan festhalten, damit jeder Lehrer weiss, welcher Stoff in welchem Jahr behandelt wird. Das kann man auch anhand der Lehrmittel tun, zum Beispiel in Mathematik. Dort, wo dies nicht möglich ist, ist es aber zwingend.

In Ziffer 5 verlange ich, dass wir den Lehrern das bis anhin bewährte System der Beurteilung von Sach-, Selbst- und Sozialkompetenz lassen. Das ist sinnvoll und machbar. Was nun mit 363 Kompetenzen verlangt wird, führt zu einer Wahnsinnsbürokratie. Ich lese Ihnen an dieser Stelle nur sechs Beispiele vor, damit Sie sehen, was der Lehrer für jedes Kind beurteilen soll: «Die Schülerinnen und Schüler können Elemente und Merkmale von Räumen in Darstellungsmitteln auffinden sowie raumbezogene Orientierungsraster aufbauen und anwenden.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können Formen des Unterwegsseins von Menschen, Gütern und Nachrichten erkunden sowie Nutzen und Folgen des Unterwegsseins für Mensch und Umwelt abschätzen.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können die ästhetische Wirkung von Hörtexten entdecken und beschreiben.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können Formen und Verfahren konstruktiver Konfliktbearbeitung

anwenden.»; oder: «Die Schülerinnen und Schüler können Konsumententscheidungen mittels einfacher Nutzwertanalysen begründen.» und so weiter und so fort. Wenn Sie Lehrer wären, würden Sie sicher gern für alle Schüler solche Kompetenzen beurteilen und nachher in eine Note fassen. Ich bitte den Rat, diese Wahnsinnsbürokratie für die Lehrer jetzt unbedingt zu stoppen und die drei genannten Kompetenzen zu unterstützen.

In Ziffer 6 geht es darum, die Lehrmittelproduktion zu stoppen. Die Lehrmittelverlage sind natürlich fast «geil» – um dieses blöde Wort zu verwenden – auf den Lehrplan 21. Wenn sie die Lehrmittel für die 21 Kantone liefern können, wäre das natürlich sehr lukrativ. Deshalb sollte man das stoppen, denn zuerst sollte man die Lehrziele haben. Man kann nicht zuerst ein Haus mit Seitenmauern und einem Dach bauen, um am Schluss noch das Fundament zu setzen. Ich bitte den Rat, auch dieser Ziffer zuzustimmen, damit mit der Erstellung neuer Lehrmittel wirklich abgewartet wird, bis der Lehrplan verabschiedet und eingeführt worden ist. Die übrigen Ziffern habe ich, wie gesagt, zurückgezogen. Die genannten drei Ziffern möchte ich als Motion aufrechterhalten. Ich bitte den Rat, sie zu unterstützen.

La présidente. M. Löffel, vous avez la parole en tant que motionnaire.

Ruedi Löffel, Münchenbuchsee (PEV). Der Lehrplan 21 ist zwar nicht gerade ein Jahrhundertwerk, aber immerhin ein sehr wichtiger Beitrag zur Schulharmonisierung unter den Kantonen der Deutschschweiz. Seit zwei Wochen liegt das 470 Seiten dicke Werk in der Schlussfassung vor. Vom Umfang her erinnert es mich ein wenig an das Buch, das wir alle zum Budget und zum Finanzplan erhalten haben. Sehr vieles darin ist wichtig und nötig, einige Dinge werden erwähnt, über die man sich vielleicht ärgert oder die man für überflüssig oder falsch halten mag. Wir werden am kommenden Montag wegen einiger Einzelheiten und wegen einzelner Budgetposten, die uns vielleicht nicht passen, nicht das ganze Budget ablehnen. Genauso wenig macht es beim neuen Lehrplan Sinn, wegen einzelner Kompetenzen, die einem vielleicht nicht passen, den ganzen Lehrplan ablehnen zu wollen. Ich weiss natürlich, dass der Vergleich etwas hinkt. Beim Budget können wir theoretisch einzelne Posten ändern, beim Lehrplan 21 kann der Kanton das nicht machen. Unter dem Strich macht es aber keinen grossen Unterschied. Letztlich geht es um das Ganze.

Um das Ganze geht es auch bei unserem Vorstoss, und das ist mir wichtig. Es wurden uns andere Absichten unterstellt, aber es ist mir wichtig zu betonen, dass es bei unserem Vorstoss um das Ganze geht. Es war nie unsere Absicht, dass im Grossen Rat Einzelheiten des Lehrplans 21 diskutiert werden sollen. Wir haben bewusst geschrieben, die Einführung des Lehrplans 21 und nicht der Lehrplan 21 solle dem Grossen Rat zum Entscheid vorgelegt werden. Wir wollen nicht über Einzelheiten und über einzelne Punkte diskutieren wie die Motionärin, deren Votum wir vorhin gehört haben.

Weshalb scheint es uns angemessen, hier über das Ganze zu diskutieren? Im Lehrplan 21 wird nicht mehr beschrieben, welche Inhalte in der Schule gelehrt werden müssen, sondern Kompetenzen, die sich die Schülerinnen und Schüler

aneignen sollten. Aus meiner persönlichen Sicht ist das eine gute und sinnvolle Neuerung. Ob es sinnvoll und hilfreich ist, 363 Kompetenzen in 2300 Kompetenzstufen zu beschreiben, ist indessen eine andere Frage. Tatsache ist, dass der Lehrplan 21 nach der Vernehmlassung um rund 20 Prozent gekürzt und in verschiedenen Punkten verbessert wurde, auch im Sinn verschiedener Vernehmlassungen von Parteien, die im Rat vertreten sind. Ich danke dem Erziehungsdirektor, dass er sich in diesem Überarbeitungsprozess für Verbesserungen eingesetzt hat. Die Einführung des Lehrplans 21 ist für den Kanton Bern ein grosses und wichtiges Projekt, das spürbare Auswirkungen auf die künftige Schulentwicklung haben wird. Es ist nichts als recht, wenn ein Vorhaben von so grosser Tragweite und Bedeutung dem Kantonsparlament zum Entscheid vorgelegt wird. Besonders auch deshalb, weil mit erheblichen Mehrkosten zu rechnen ist. Ich bitte Regierungsrat Pulver, uns in seinem Votum eine Grössenordnung der erwarteten Mehrkosten für die Einführung und die Anwendung des Lehrplans 21 zu nennen. Ein zustimmender Grundsatzentscheid des Grossen Rats würde dem Lehrplan 21 nicht nur den Rücken stärken, sondern würde auch das Risiko senken, dass es im Rat zu bedrohlicher Opposition kommt oder dass wie in anderen Kantonen Unterschriften gegen die Einführung des Lehrplans 21 gesammelt würden, wenn die Kosten im Budget – vermutlich im Budget 2017 oder 2018 – erscheinen. Es wäre deshalb sinnvoll, dass der Grosse Rat einen Grundsatzentscheid fällen würde, der auch die Kosten berücksichtigt, die damit zusammenhängen.

Ich betone noch einmal: Es ging uns nie darum, hier über Einzelheiten des Lehrplans 21 zu diskutieren. Es geht bei unserem Vorstoss um das Ganze. Selbstverständlich wissen wir, dass dies eine Richtlinienmotion ist und dass der Erziehungsdirektor letztlich machen kann, was er will. Ich bin jedoch sicher, dass weder ihm noch sonst jemandem ein Zacken aus der Krone fiele, wenn ein derart wichtiger Entscheid zusammen mit den grossen Folgekosten dem Grossen Rat zu einem Grundsatzentscheid vorgelegt würde. Deshalb bitte ich den Rat, den Vorstoss zu unterstützen und die Forderung bei der ERZ zu deponieren.

Roland Näf, Muri (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion folgt dem Regierungsrat in sämtlichen Punkten. Ich bin übrigens auch froh, dass sich Grossrätin Geissbühler auf drei Ziffern beschränkt, die nur den Lehrplan 21 betreffen. Wir müssen uns einfach bewusst sein: Die Annahme dieser drei Ziffern würde bedeuten, dass der Lehrplan 21 versenkt würde. Ich erinnere an den Begriff «Jahreslernziele». Man müsste anschliessend einen völlig anderen Lehrplan schreiben. Das wäre natürlich nicht der Lehrplan, den die anderen Kantone haben.

Auf die Motion der EVP, die vorhin von Grossrat Löffel vertreten wurde, möchte ich etwas ausführlicher eingehen. Nachdem Grossrätin Geissbühler einige Punkte vorgelesen hat, möchte auch ich einige Sätze vorlesen. Anschliessend können Sie sich fragen, woher meine Zitate stammen. Da steht zum Beispiel: «Erkennen, dass die Schweiz eng mit den weltweiten Entwicklungen, Problemen und Konflikten verflochten ist.» Ich bin nicht sicher, ob das alle hier im Rat erkennen wollen. Weiter steht geschrieben: «Den Dialog und den Austausch mit Menschen anderer Kulturen als

Bereicherung erfahren.» Auch das ist eine Kompetenz, die wohl nicht allen Freude macht. Nachher: «Zusammenhänge zwischen den natürlichen Grundlagen und Produktionsmöglichkeiten herleiten.» Und ein letzter Punkt, in Bezug auf die Diskussion, die seitens der SVP in den letzten Jahren sehr stark im Vordergrund steht: Es geht um die Frage der Migration, konkret darum, dass sich Schülerinnen und Schüler in Zukunft in Flüchtlinge hineinversetzen können sollten. Ich verzichte darauf, den Wortlaut vorzutragen. Inzwischen haben Sie vielleicht gemerkt, woher meine Zitate stammen: Es handelt sich um den Lehrplan 95. Dort sind ganz ähnliche oder sogar gleiche Formulierungen zu finden wie heute. Es gibt allerdings einen grossen Unterschied zum Lehrplan 21: 1995 hat sich im Grossen Rat vor der Einführung des Lehrplans niemand darüber beklagt, obwohl man dieselbe Kritik hätte äussern können. Es war 1995 selbstverständlich, dass die Einführung eines Lehrplans Sache des Regierungsrats ist und dass der Grosse Rat schlicht und einfach nicht kompetent ist und nicht die Möglichkeit hat, inhaltlich darüber zu diskutieren. Dass sich die Politik um solche Fragen kümmern will, ist eine neue Entwicklung, die mir als Lehrer und Schulleiter Sorgen bereitet.

Vorhin wurde gesagt, man habe im Rat keine inhaltliche Diskussion führen wollen. Ruedi Löffel hat aber vorhin beim Votum von Grossrätin Geissbühler selbst gemerkt, dass dies einfach nicht möglich ist. Wir können hier nicht über die Einführung des Lehrplans diskutieren, ohne den Inhalt auf den Tisch zu legen. Das will die EVP offenbar auch nicht. Von daher habe ich wenig Verständnis für ihren Vorstoss. Es ist einfach nicht möglich, über den Lehrplan zu diskutieren, ohne inhaltlich zu werden. Zuletzt möchte ich als Schulleiter folgendes Fazit ziehen: Wenn wir weiter in diese Richtung gehen und versuchen, uns in inhaltliche Fragen einzumischen, machen wir einen entscheidenden Fehler: Wir verstossen gegen die Vorgaben der Schweizer Bevölkerung. Seinerzeit hat der Rat HarmoS beschlossen sowie das Volksschulgesetz, in dem diese Kompetenzen festgehalten sind. Ich glaube, da müssen wir Lei halten. Von daher bitte ich den Rat, beide Motionen abzulehnen.

Präsidentin. M. Näf, je vous souhaite un bon anniversaire, tout de bon et surtout une bonne santé. Félicitations (*applaudissements*).

J'aimerais vous rappeler que les groupes ont cinq minutes. Vous pouvez vous partager les cinq minutes entre deux personnes, trois personnes ou dix personnes, ça m'est égal et si vous avez besoin des cinq minutes et que vous êtes trois à vouloir parler, vous êtes priés de vous avancer déjà vers le pupitre.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Weshalb haben wir den ominösen Lehrplan 21 auf dem Tisch? Weil es um einen Auftrag von Volk und Ständen geht, die am 21. Mai 2006 mit grosser Mehrheit dem Artikel in der Bundesverfassung zugestimmt haben, wonach die Volksschule harmonisiert werden soll. Die gemeinsame Lehrplanentwicklung ist eine Folge dieses Auftrags. Der Lehrplan 21 ist deshalb ein Harmonisierungsprojekt der Deutschschweizer Kantone. Mit ihm erfüllt auch der Kanton Bern die Verpflichtung, die sich aus den Artikeln 61 und 62 der Bundesverfassung und aus dem Beitritt zum HarmoS-Konkordat ergibt. Kantonale und

interkantonale Gremien konnten dazu Stellung nehmen. Auch die politischen Parteien wurden in die Vernehmlassung einbezogen, ebenso wie schulnahe Verbände, Kirchen und weitere Organisationen. Zum Teil wurden die Änderungen aus der Vernehmlassung aufgenommen. Und nun folgt die Forderung der Motionärin: «Der Regierungsrat wird aufgefordert, Neuverhandlungen betreffend eine Teilreform von HarmoS aufzunehmen und zu veranlassen, dass [...]» Zugegeben: Die Motion ist vor bald einem Jahr eingereicht worden. Von daher ist mindestens die erste Ziffer umgesetzt. Auf die weiteren Ziffern gehe ich nicht im Detail ein. Zusammenfassend aus der Diskussion in unserer Fraktion: Die BDP folgt bei den verbleibenden Ziffern 3, 5 und 6 einstimmig dem Regierungsrat und lehnt sie ab.

Zur zweiten Motion, «Der Grosse Rat muss entscheiden können»: Die Einführung eines neuen Lehrplans ist im Kanton Bern im Volksschulgesetz geregelt. Die Volksschulverordnung delegiert diese Kompetenz an den Erziehungsdirektor. Die BDP-Fraktion teilt die Meinung des Regierungsrats, dass es diese Gesetzesänderung nicht braucht. Die politischen Parteien konnten im Rahmen einer Konsultation zu inhaltlichen Fragen Stellung nehmen. Was die Finanzen angeht, können wir beim Budget und bei Kreditbeschlüssen in unserer Kompetenz mitentscheiden. Ich persönlich frage mich auch, was es brächte, wenn wir über die Einführung des Lehrplans 21 im Parlament diskutieren würden. Wir würden uns wahrscheinlich sofort mit inhaltlichen Fragen beschäftigen. Bei diesem Lehrplan handelt es bekanntlich nicht um ein Gesetzeswerk. Es ist doch nicht die Aufgabe von uns Bauern, Gewerkschaftern und Anwälten, im Parlament inhaltlich darüber zu diskutieren. Das konnten wir in der Vernehmlassung machen. Die BDP-Fraktion stimmt auch bei diesem Vorstoss in allen drei Ziffern dem Antrag des Regierungsrats zu.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Die FDP unterstützt bei der Motion Steiner-Brütsch die regierungsrätlichen Anträge zu den Ziffern 1 und 2. Wir sind dezidiert nicht der Meinung, dass der Grosse Rat für pädagogische Diskussionen das zuständige Gremium ist. Gerade die Motion Geissbühler und der Anfang der Debatte haben gezeigt, dass dies hier im Rat unmögliche Diskussionen sind. Gleichzeitig möchten wir jedoch den Regierungsrat auch nicht von seinen gesetzlichen Verpflichtungen entbinden. Der Lehrplan gehört in die Kompetenz und in die Verpflichtung des Regierungsrats. Das soll so bleiben. Hingegen sind wir der Meinung, dass es Aufgabe des Grossen Rats ist, das Budget des Kantons Bern und eben auch der ERZ im Auge zu behalten. Deshalb will die FDP bei den Kosten der Umsetzung des Lehrplans genau hinschauen. Wir wollen die Kosten dieses Geschäfts einzeln ausgewiesen haben und nicht irgendwo in einem Budgetposten, den wir nachher nicht finden. Die FDP-Fraktion nimmt Ziffer 3 der Motion Steiner-Brütsch daher an und lehnt die Abschreibung ab. Folgerichtig halten wir uns bei der Motion Geissbühler an die Empfehlungen des Regierungsrats.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Der neue Lehrplan gibt zu reden. Das merken wir auch hier. Praktisch in jeder Zeitung kann man fast täglich etwas dazu lesen. In gewissen Kantonen werden nun offenbar schon Unterschrif-

ten für Initiativen gegen den Lehrplan gesammelt. Die Kritik kommt ein bisschen von überall her. Der momentan heftigste Kritiker stammt nicht einmal aus unseren Reihen, sondern von den Grünliberalen. Man kann ab und zu in der «BZ» etwas von ihm lesen. Umso erstaunlicher ist es, dass sich der Grosse Rat zum Lehrplan nicht äussern können soll. Der Regierungsrat beruft sich auf das Volksschulgesetz. Diese Tatsache hat übrigens in unserer Fraktionssitzung für Erstaunen gesorgt. Wenn die Einführung eines neuen Lehrplans nicht in der Kompetenz des Grossen Rats liege, müsste man das Volksschulgesetz ändern, wurde eine Forderung laut. Das ist zwar nicht konsolidiert, war aber ein Votum.

Die SVP ist sich zwar weitgehend einig, dass im Grossen Rat der Lehrplan nicht Punkt für Punkt diskutiert werden kann. Der grösste Teil unserer Fraktion ist aber der Ansicht, dass man sich zumindest zur Einführung und zu den Kosten äussern können soll. Eine grosse Mehrheit unterstützt deshalb die Motion Steiner / Löffel in allen drei Ziffern. Ich nenne die Gründe dafür: Erstens bringt der neue Lehrplan mit seiner Ausrichtung auf Kompetenzorientierung gleichwohl einen Strategiewechsel mit sich. Roland Näf würde vielleicht einwenden, dass dieser gar nicht so heftig sei, aber es ist eben dennoch ein gewisser Paradigmenwechsel. Zu dieser strategischen Neuausrichtung sollte sich der Grosse Rat äussern können. Der zweite Punkt – für uns fast der entscheidende – sind die finanziellen Auswirkungen. Wir wissen schon jetzt, dass der Ausbau des Deutsch- und des Mathematikunterrichts zusätzlich etwa 25 Mio. Franken pro Jahr kosten wird. Wir halten es für falsch, dass diese Mehrkosten nicht zusammen mit der Einführung des Lehrplans beschlossen werden. Der Regierungsrat argumentiert hier mit der Gewaltentrennung. Der Grosse Rat könne sich quasi im Nachhinein im Budgetprozess zu den Mehrkosten äussern. Das ist etwas seltsam. Wir wissen auch, dass die Lektionentafel in einigen Fächer etwas unterdotiert ist. Es wäre aus unserer Sicht jedoch der ehrlichere Weg, diese Änderung zusammen mit den Kosten zu diskutieren.

Drittens hängt der Lehrplan mit dem HarmoS-Konkordat zusammen. Da sehe ich auch einen Kritikpunkt. HarmoS hat bekanntlich eine Harmonisierung versprochen. Und eine solche braucht es vor allem, wenn man umzieht. Fakt ist, dass die Fremdsprachenfrage nicht geregelt ist.

Ich habe einen Patenjungen in der Ostschweiz. Wenn dessen Familie in einigen Jahren zurück in den Kanton Bern zieht, wird er ein Problem haben, und zwar trotz des Harmonisierungsversprechens. Damit komme ich zur zweiten Motion, über die wir abstimmen: zur Motion von Sabina Geissbühler. Wir stimmen grossmehrheitlich Ziffer 3 zu, die anstelle von Dreijahreszielen Jahresziele verlangt. Auch das hat mit der Harmonisierung zu tun. Auch Ziffer 5 werden wir grossmehrheitlich annehmen. Ziffer 6 lehnen wir jedoch ab und empfehlen, dem Antrag des Regierungsrats zu folgen. Ich fasse zusammen: Die SVP-Fraktion will auch künftig keine inhaltliche Diskussion über den Lehrplan führen. Wir möchten aber grundsätzlich über die Einführung und über die Kosten abstimmen können.

Stefan Oester, Belp (UDF). Sie merken: Der Lehrplan 21 wirft hohe Wellen. Auch die EDU blickt diesem Riesenwerk eher etwas skeptisch entgegen. Der ursprüngliche Gedanke

der Harmonisierung, der einmal vorhanden war, ist eigentlich bereits vom Tisch. Verschiedene Kantone lösen sich von der Verbindlichkeit und wursteln selbst etwas. Nach der Konsultation wurden verschiedene Anliegen aufgenommen und auch der Umfang wurde reduziert. Das anerkennen wir. Gleichwohl fragen wir uns, ob wir auf dem richtigen Weg sind. Ein Meisterwerk sondergleichen. Gestern stand in der Zeitung, dass die Beurteilung von Französisch für die Lehrpersonen fast unmöglich ist. Im Lehrplan 21, der nach Kompetenzen ausgerichtet ist, soll das auch so sein. Wir befürchten, dass eine Beurteilung entsprechend schwierig sein wird und dass eine grosse Bürokratisierung stattfinden könnte. Ein Monsterwerk, das mit viel Aufwand erarbeitet wurde, dessen Umsetzung aber eher schwierig wird. Die EDU hat gewisse Vorbehalte, aber – und damit komme ich zur Zusammenfassung meines Votums – inhaltlich gibt es nichts mehr zu ändern. Weil es aber eine derart grosse Kiste ist, möchten wir etwas dazu sagen. Deshalb unterstützen wir die Motion Steiner-Brütsch. Die Wirkungsziele wären interessant. Aber auch die Kosten sollten bekannt sein. Die EDU teilt die Meinung des Motionärs Steiner-Brütsch und möchte die Verantwortung in allen drei Punkten übernehmen. Solche wichtigen Entscheide sollten breit abgestützt sein. Bei der Motion Geissbühler werden wir den Ziffern 3 und 5 mehrheitlich zustimmen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich äussere mich zuerst zur Motion Geissbühler. Ich möchte betonen, dass die glp-Grossratsfraktion dem Regierungsrat folgt. Persönlich habe ich die grosse Aufregung inhaltlicher Natur um diesen Lehrplan eigentlich nie verstanden. Ich lese auch die «BZ» sowie die Kolumne meines Parteikollegen und weiss natürlich, dass es Gegner gibt. Seitens der Lehrer gibt es eine Gruppe, die sich sehr stark gegen den Lehrplan 21 engagiert. 500 sind nicht wenig, aber es gibt ziemlich viel mehr Lehrer. Von denen hat man halt nichts gehört. Vielleicht ging es ihnen fast wie mir und sie fragten sich, was diese Riesenaufregung soll. Mit dem letzten Lehrplan, der im Kanton Bern eingeführt wurde, ging tatsächlich ein gewisser Paradigmenwechsel einher. Aber dieses Mal ist die Not nicht so gross. Falls im Extremfall der Lehrplan 21 nicht eingeführt würde, brähe die Welt nicht zusammen. Nichtsdestoweniger möchte ich betonen, dass ich persönlich und auch die Leute aus dem Bildungsbereich, mit denen ich mich austausche, nicht der Meinung sind, das Kompetenzmodell sei ein rotes Tuch. Die Gegner unterstellen diesem Modell häufig, es führe zu «teaching to the test» und untergrabe die Lehr- sowie die Methodenfreiheit. Aus meiner Sicht ist das vor allem eine Behauptung. Wenn man die Version 2.0 des Lehrplans 21 liest, stellt man fest, dass beispielsweise die Methodenfreiheit explizit garantiert wird. Es ist nicht vorgesehen, dass «teaching to the test» gemacht wird. Natürlich gibt es Befürchtungen. Diesen kann man jedoch nur entgegenreten, indem man klarstellt, dass in dieser Hinsicht nichts geplant ist.

Die kompetenzorientierten Unterrichtsmodelle sind nicht völlig unumstritten. Das ist mir von meinem vorherigen Job am Eidgenössischen Hochschulinstitut für Berufsbildung bekannt. Andererseits muss man zugeben, dass sie eben Mainstream sind und dass gerade in den Sprachen diese Art zu unterrichten und zu prüfen funktioniert. Ich habe in

der Berufsbildung unterrichtet und wurde dort sozialisiert und sehe kein Problem bei der Ausrichtung auf die Kompetenzorientierung. Aus der persönlichen Erfahrung habe ich manchmal negativ in Erinnerung, dass es zu meiner Zeit doch immer noch eine Paukschule war, die Wissen auf Halde gelehrt hat. Wie gesagt, unterstützen wir bei der Motion Geissbühler den Regierungsrat in allen Ziffern, die noch offen sind.

Zum Vorstoss Steiner-Brütsch/Löffel: Über diesen Vorstoss haben wir lange diskutiert. Es ist durchaus legitim und vielleicht sogar taktisch klug, einmal die Frage aufzuwerfen, ob der Regierungsrat nicht gut beraten wäre, den Ball dem Grossen Rat zuzuspielen. In seiner Antwort argumentiert er ziemlich legalistisch. Ich rechne dem Erziehungsdirektor hoch an, dass er sagt, die Kompetenzen seien klar und er wolle die heisse Kartoffel nicht an den Grossen Rat weitergeben. Andererseits ist es etwas blauäugig zu meinen, wir würden nur über die Steuerung der Finanzen mitreden. Wenn wir dort plötzlich wieder Grundsatzfragen stellen oder ein bisschen dazwischen landen – was am wahrscheinlichsten ist –, was macht dann der Erziehungsdirektor? Das ist nun eher eine rhetorische Frage, aber falls er plötzlich Lust hat, sich dieser Frage heute schon zu stellen, könnte er sich durchaus dazu äussern. Denn befände er sich ziemlich in der Zwickmühle und müsste entscheiden, ob er mit den beschränkten Ressourcen den Lehrplan noch umsetzen kann wie geplant und so, dass es wirklich einen Bildungsmehrwert gibt. Oder er ist letztlich der Meinung, man bleibe in dem Fall gescheiter beim alten Lehrplan. Es ist also eine heikle Frage. Wenn wir dem Erziehungsdirektor ein Postulat mit auf den Weg gäben, könnte er sich noch etwas mehr Bedenkzeit herausnehmen. Grundsätzlich unterstützen wir aber auch bei diesem Vorstoss den Antrag des Regierungsrats.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Alles, was neu ist, bereitet zuerst etwas Unbehagen. Deshalb wohl auch die Aufregung rund um den Lehrplan. Es ist richtig, dass man kritisch ist und Fragen stellt. Das darf man. Aus unserer Sicht ist es aber nicht richtig, die Kompetenzen zu vertauschen, sprich dass das Parlament über den Lehrplan 21 befindet. Ich äussere mich an dieser Stelle zur Motion der EVP. Der Motionär führt am Anfang seines Vorstosses aus, dass es in der Hoheit des Regierungsrats liegt, über den Lehrplan 21 zu entscheiden und ihn einzuführen. Weil der Lehrplan 21 ein Grossprojekt ist, soll der Grosse Rat nun legitimiert sein, mitzubestimmen. So argumentiert der Motionär. Das erachten wir nicht als richtig. Die Entscheidung rund um den Lehrplan 21 ist Sache des Regierungsrats und nicht Sache dieses Parlaments. Die Flughöhe muss gewahrt bleiben; man darf sie nicht verwechseln. Der Lehrplan 21 ist in der Pipeline, vieles wurde dazu gedacht und entwickelt, die Einführung steht bald an. Es gibt aus den Lehrerkollegien auch zahlreiche positive Echos zum Lehrplan 21. Gerade für die Realstufe ist der neue Lehrplan viel besser umsetzbar, und auch das neunte Schuljahr lässt sich viel besser gestalten. Es bringt keinen Mehrgewinn, im Rat darüber zu befinden, sondern schafft nur Unsicherheit und Unklarheiten. Gerade im Hinblick auf die Einführungsphase des neuen Lehrplans ist das einfach nicht zielführend. Deshalb lehnen die Grünen die ersten beiden Ziffern

der Motion Steiner-Brütsch ab, Ziffer 3 nehmen wir an und schreiben sie ab.

Zur Motion der SVP: Wir sind froh, dass Grossrätin Geissbühler die meisten Ziffern zurückgezogen hat. Sie greift mit ihrer Motion auf der inhaltlichen Ebene des Lehrplans ein. Das lehnen wir entschieden ab. Wir sind der Meinung, dass der künftige Lehrplan nicht praxisuntauglich sein kann. Er ist auch kein Monster. Allerdings ist er ein grosses Werk, vielleicht sogar ein Meisterwerk. Wir lehnen auch die restlichen Ziffern der Motion ab.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion ist sich einig, dass wir den Vorstoss Steiner / Löffel als Postulat unterstützen. Wir würden es also begrüssen, wenn der Motionär seine Motion in ein Postulat wandeln würde. Die Motion entstand damals unter dem Eindruck, dass der Lehrplan zu wenig breit abgestützt sei und an den Leuten vorbei von irgendwelchen Bildungstechnokraten erarbeitet worden sei. Unterdessen wurden die Kritikpunkte jedoch aufgenommen, und der Lehrplan wurde noch einmal überarbeitet. Für uns sind die Änderungen, die vorgenommen wurden, wesentlich. Es sind wirkliche Verbesserungen. Ich nenne einige Beispiele: Der Lehrplan wurde im Umfang sage und schreibe um 20 Prozent gekürzt. Kompetenzen und Kompetenzstufen wurden zusammengefasst. Der Begriff «Mindestanspruch» wurde durch den Begriff «Grundanspruch» ersetzt. Die Anforderungen wurden überprüft und wo möglich gesenkt. Im Fachbereich Natur, Mensch, Gesellschaft wurden zentrale Begriffe sowie das Kernwissen klarer herausgearbeitet und dargestellt. Das Thema «Informatik und Medien» wurde vollständig überarbeitet und die berufliche Orientierung wurde aufgewertet. In dem Sinn lehnen wir die verbliebenen Ziffern der Motion Geissbühler ab. Aus unserer Sicht wurden sie inzwischen erfüllt.

Zu Ziffer 3: Der Lehrplan 21 wurde zu einem praxisbezogenen Instrument. Auch die einzelnen Kompetenzen sowie ihre Anzahl wurden überprüft und zum Teil reduziert. Soviel ich weiss, wird der Lehrplan 21 noch einmal ergänzt und von der ERZ auf die hiesigen Gegebenheiten geprüft. Zu Ziffer 5: Auch hier hat uns der Regierungsrat in seiner Antwort dargelegt, dass die Selbst-, die Sach- und die Sozialkompetenz immer noch vorhanden sind, auch wenn die Begriffe geändert haben. Zu Ziffer 6: Für uns kommt es nicht infrage, die Produktion der Lehrmittel zu stoppen. Schon jetzt werden tendenziell eher veraltete Lehrmittel verwendet. Unabhängig vom Lehrplan 21 ist es wichtig, die Lehrmittel regelmässig zu modernisieren.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Die EVP-Fraktion möchte die Gelegenheit nutzen, dem Erziehungsdirektor zu danken: für die hilfreichen Interviews, die in den verschiedensten Medien erschienen sind und sehr viel Aufschluss über die Arbeiten am Lehrplan 21 gegeben haben, sowie für die Möglichkeit der Parteien, sich bei der Konsultation einzubringen. Die EVP hat das schon sehr früh gemacht, und zwar im 2009 mit dem Postulat Messerli. Dort wurden Punkte beschlossen, die der Regierungsrat in der Folge aufgenommen hat. Sie haben in der Verbesserung auch Raum gefunden. Gerade im Fachbereich Natur, Mensch, Gesellschaft wurden nicht nur Kernwissen und zentrale Begriffe ergänzt. Vielmehr wird speziell im für uns

wichtigen Bereich Ethik, Religionen, Gemeinschaft auf jüdisch-christliche Überlieferungen hingewiesen, christliche Feste werden genannt und erklärt, und in einem didaktischen Teil wird dargelegt, wie der Fachbereich geprägt und gestaltet werden soll. Wir schätzen sehr, dass diese Punkte Eingang in den Lehrplan 21 gefunden haben. Deshalb ist es der EVP-Fraktion ein Anliegen, dass der Vorstoss Steiner / Löffel vor allem der Abstützung und der Glaubwürdigkeit dieses Projekts im Kanton Bern dienen soll. Wir legen nahe, zu prüfen, ob der Lehrplan dem Grossen Rat grundsätzlich vorgelegt werden soll. Wir waren bekanntlich auch bei der Konsultation als Parteien beteiligt. Es ist klar, dass man diese Frage von Form und Inhalt nicht vollständig trennen kann. Aber das Ganze ist in der Form gegessen, wir konnten mitwirken. Das Ergebnis liegt vor. Und demnächst geht es um die Umsetzung. Wie meine Vorrednerin gesagt hat, würden wir es begrüßen, wenn wir ein Postulat überweisen könnten.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.

Zuerst zur Motion Geissbühler: Würden die drei Punkte als Motion überwiesen, müsste der Lehrplan erneut überarbeitet werden. Will man die Kompetenzen anders verstehen und will man die Ziele nicht nach Stufen, sondern nach Schuljahren definieren, muss der Lehrplan grundsätzlich überarbeitet werden. Das würde bedeuten, dass wir nicht dabei sein können, denn die Deutschschweizer Erziehungsdirektoren haben den Lehrplan nun überarbeitet, und ich habe eingebracht, was ich einbringen wollte. Aus meiner Sicht hätte man ihn noch stärker kürzen können, aber die gewählte Lösung finde ich gut. Noch mehr Überarbeitung liegt nicht drin, denn die anderen Kantone wollen mit der Umsetzung anfangen. Der Lehrplan wurde verabschiedet, und eine Überarbeitung ist in dieser Form nicht mehr möglich. Wir können höchstens noch entscheiden, nicht mitzumachen.

In Ziffer 6 verlangt Grossrätin Geissbühler, dass mit der Erarbeitung der Lehrmittel zugewartet werden soll, bis der Lehrplan in Kraft tritt und in Bern gültig ist. Davor warne ich ausdrücklich: Die Lehrpersonen wollen die Lehrmittel stets, bevor eine solche Reform umgesetzt wird. Wenn die Lehrmittelproduktion nun gestoppt wird, dann habe ich 13 000 Volksschullehrpersonen gegen mich, denn sie haben immer betont, dass die Lehrmittel vorhanden sein müssen, wenn eine solche Reform kommt. Das wäre ein sehr schwieriger Punkt. Grossrätin Geissbühler hat einige gute Beispiele aus dem neuen Lehrplan angeführt, und wenn man diese gut liest, stellt man fest, dass es sich gar nicht um besonders absurde Dinge handelt: Bei «Formen und Räume erkennen» geht es auch darum, zu lernen, was ein Oktaeder oder ein Tetraeder ist. Das macht man in der Schule heute schon. Oder «Formen des Unterwegsseins»: Es gibt das Velo, das Auto, den Zug, man kann rennen – auch das sind Dinge, die heute in der Schule schon behandelt werden. «Die ästhetische Wirkung gesprochener Texte»: Man sollte vielleicht auch einmal einem Hörspiel gelauscht haben und wissen, dass es das gibt, oder hören, wie ein Text klingt, wenn er gesprochen wird. Es handelt sich um Dinge, die heute schon im Lehrplan enthalten sind. Auch ich habe mich einmal über eine Formulierung lustig gemacht, die noch viel komplizierter war als diejenigen, die Grossrätin Geissbühler

vorhin zitiert hat. Dazu gab es anschliessend einen Leserbrief, an dem ich Freude hatte: Ein Lehrer schrieb, wenn ich den Satz nicht verstünde, sei das kein Problem. Ich müsse ihn nicht verstehen. Wichtig sei vielmehr, dass ihn die Lehrer verstünden. Und die pädagogische Fachsprache werde von Lehrpersonen sehr gut verstanden. Zum Teil sind im Lehrplan tatsächlich etwas seltsame Formulierungen enthalten. Aber die Lehrerinnen und Lehrer verstehen diese pädagogische Fachsprache. Es ist mir wichtig, das noch zu erwähnen.

Meines Erachtens handelt es sich um einen brauchbaren Lehrplan. Wir haben an Veranstaltungen im Mai und im Juni 2000 Lehrpersonen getroffen, und als ich sie fragte, ob sie beim Lehrplan 95 bleiben wollten, sagten sie mir, die Kompetenzorientierung sei überhaupt kein Problem für die Lehrkräfte und sie wollten nicht beim Lehrplan 95 bleiben. Von daher sollten diese drei Ziffern unbedingt abgelehnt werden. Zur Motion Steiner-Brütsch, die nun von Grossrat Löffel übernommen worden ist: Meines Erachtens wäre es nicht stufengerecht, wenn ein Lehrplan vom Grossen Rat eingeführt würde. Ich habe zwar gehört, dass es nur darum ginge, Ja oder Nein zu sagen. Wie sollte jedoch verhindert werden, dass zahllose Planungserklärungen eingereicht würden und es doch zu inhaltlichen Diskussionen käme? Ich kann doch dem Grossen Rat nicht zumuten, einfach nur Ja oder Nein zu sagen, ohne etwas zur inhaltlichen Diskussion beitragen zu können. Das würde zu einer tagelangen Debatte und zu einer Verpolitisierung der Schule führen. Die Lösung, die der Grosse Rat im Volksschulgesetz gewählt hat, wonach der Regierungsrat über die Einführung des Lehrplans entscheidet und diese Aufgabe an den Erziehungsdirektor delegiert, halte ich für die richtige.

Der Grosse Rat wird sich dennoch äussern können: Die Kosten der Mehrlektionen werden im Vorschlag/Aufgaben- und Finanzplan enthalten sein, und zwar bevor ich über die Einführung beschliesse. Wir werden die Bildungskommission über die Lektionentafel informieren; wir informieren sie bereits jetzt regelmässig über den Fortgang. Im November 2015 wird der Grosse Rat im Aufgaben- und Finanzplan sehen können, wie viel die Mehrlektionen kosten. Dort wird er mit parlamentarischen Instrumenten eingreifen können, wenn er der Meinung sein sollte, er wolle diesen Lehrplan nicht. Es gibt also die Möglichkeit, dass sich der Grosse Rat über die Finanzen dazu äussern kann. Sollte das Parlament jedoch beschliessen, dass künftig die Verabschiedung eines Lehrplans vom Grossen Rat vorgenommen werden soll, möchte ich auf folgendes Risiko hinweisen: Dies würde auch für die weiteren Änderungen an einem Lehrplan gelten. Und es fragt sich, ob es sinnvoll wäre, dass jede Änderung, die an einem Lehrplan vorgenommen wird, durch den Grossen Rat freigegeben werden müsste. Diese Verpolitisierung möchte ich der Schule lieber ersparen. Deshalb halte ich das für keinen sinnvollen Weg. Ich bitte den Rat, beide Motionen abzulehnen bzw. bei der Motion Steiner-Brütsch Ziffer 3 anzunehmen und abzuschreiben.

Ruedi Löffel, Münchenbuchsee (PEV). Ich wiederhole: Es geht mir nicht um eine Verpolitisierung des Lehrplans. Die Diskussion hat nun gezeigt, dass sich alle daran halten. Alle sind so clever zu begreifen, dass es nicht um eine inhaltli-

che Diskussion geht, sondern um ein grundsätzliches Ja oder Nein. Es wäre ungeschickt, das erst beim Budget oder beim Finanzplan zu machen. In diesem Zusammenhang hat die gip eine wichtige Frage in den Raum gestellt, nämlich: Was macht der Erziehungsdirektor, wenn wir zum Beispiel die Zahl, die nun nicht genannt wurde – ich gehe einmal von Mehrkosten von 20 bis 30 Mio. Franken pro Jahr aus –, halbieren? Weil diese Frage offen ist und weil ich diesen Weg für klüger halte, bin ich bereit, die Ziffern 1 und 2 in ein Postulat zu wandeln. Ich bin mir bewusst, dass dies nicht viel ändert, da es sich ohnehin um eine Richtlinienmotion handelt. Ich bitte den Rat mitzuhelfen, und den Erziehungsdirektor, sich noch einmal zu überlegen, ob es nicht klüger wäre, dem Grossen Rat im vornherein das Gesamtpaket und insbesondere die Kosten zur Entscheidung vorzulegen. Ziffer 3 wandle ich deshalb nicht und bin auch mit der Abschreibung nicht einverstanden.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC).

Ich war der Meinung, der Erziehungsdirektor habe versprochen, dass bernische Anpassungen vorgenommen werden. Er hat überall gesagt, das sei möglich; auch den Lehrern gegenüber. Deshalb möchte ich, dass er prüft, ob es nicht möglich wäre, Jahresziele zu machen, sonst verlieren wir das Ziel der Harmonisierung. Dasselbe gilt für die Kompetenzen: Man könnte sie doch gemäss der Sach-, der Selbst- und der Sozialkompetenz ordnen. Damit hätten wir ein bernisches Modell, das in das Ganze passt. Auch bei den Lehrmitteln sollte man harmonisieren. Ich kenne Kantone, die beispielsweise im Deutschunterricht sehr gute Lehrmittel haben. Man müsste doch prüfen, von welchem Kanton man welches Lehrmittel für alle verwenden könnte. Wir können es uns finanziell nicht leisten, überall neue Lehrmittel zu erarbeiten. Deshalb möchte ich, dass man diese Harmonisierung prüft. Ich verstehe offenbar unter Harmonisierung etwas anderes. Ich bitte den Rat, die drei Ziffern als Postulat anzunehmen.

La présidente. Nous passons au vote. Vous avez entendu que Mme Geissbühler a tout transformé en postulat. Ceux qui acceptent le chiffre 3 du postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 007-2014, ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet du ch. 3 du postulat

Oui	45
Non	100
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 3. Ceux qui acceptent le chiffre 5 du postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 007-2014, ch. 5)

Décision du Grand Conseil:

Rejet du ch. 5 du postulat

Oui	42
-----	----

Non	94
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 5. Ceux qui acceptent le chiffre 6 du postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 007-2014, ch. 6)

Décision du Grand Conseil:

Rejet du ch. 6 du postulat

Oui	19
Non	121
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 6. Nous passons donc à la motion Steiner-Brütsch / Löffel. Je précise que M. Löffel a transformé les chiffres 1 et 2 de la motion en postulat. Ceux qui acceptent le chiffre 1 en postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du ch. 1 du postulat

Oui	63
Non	83
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 1. Ceux qui acceptent le chiffre 2 en postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du ch. 2 du postulat

Oui	66
Non	82
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé le chiffre 2. Ceux qui acceptent le chiffre 3 de la motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	91
Non	53
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté le chiffre 3. Nous passons au classement. Ceux qui veulent le classement du chiffre 3 de la motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (M 049-2014, classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 73

Non 72

Abstentions 0

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices :

Priska Vogt (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 19 novembre 2014, 13 heures 30 – 16 heures 15

Quatrième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (SVPUDC)

Présents : 154 députés. Excusés : Baumberger Hans, Haudenschild Rita, Marti Ursula, Schmidhauser Corinne, Sollberger Tanja, Zuber Maxime

Affaire 2014.RRGR.331

N° de l'intervention: 091-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 20.03.2014
 Déposée par: PS-JS-PSA (Marti, Berne)
 (porte-parole)
 Les Verts (Imboden, Berne)
 Studer (Niederscherli, UDC)
 Luginbühl-Bachmann
 (Krattingen, PBD)
 Kohli (PBD, Berne)
 Desarzens-Wunderlin (Boll, PLR)
 Grimm (Berthoud, pvl)
 Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV)
 Cosignataires: 31
 N° d'ACE: 1120/2014 du 10 septembre 2014
 Direction: INS

Accueil des enfants pendant les vacances scolaires: soutien des communes par le canton

Le Conseil-exécutif est chargé de soutenir activement les communes qui mettent en place des structures d'accueil pour les enfants pendant les vacances scolaires (centres aérés). Les mesures suivantes seront prises notamment : Réunir des exemples de bonnes pratiques et les faire connaître.

Conseiller les communes et les soutenir dans la mise en place de centres aérés (p. ex. détermination des besoins dans la commune, mise en place et gestion des centres aérés).

Envisager que le canton participe au financement des centres aérés (p. ex. dans le cadre de l'OPIS).

Développement

Comme le montrent les chiffres de l'année scolaire 2011/2012, 158 communes ou syndicats de communes proposent des modules d'école à journée continue. 83 pour cent des écoliers et écolières du canton (les élèves de l'école enfantine compris) ont ainsi accès à des structures d'accueil, 53 pour cent à des structures proposées à plein temps. Alors que l'école à journée continue se généralise progressivement, bien des communes commencent tout juste à proposer des centres aérés. Actuellement, 33 pour cent des enfants ont accès à un centre aéré.

La demande est grande car pour les parents qui travaillent, le centre aéré est la seule possibilité de prise en charge à la semaine. En effet, si les écoliers et écolières ont 13 ou 14 semaines de vacances par an, les parents n'en ont eux généralement que quatre ou cinq.

Il est en outre important que les tarifs des centres aérés soient abordables. Il faut donc envisager la participation des pouvoirs publics (canton et communes). Les grandes communes ont développé des modèles intéressants, dans certains cas en collaboration avec l'école à journée continue, les organisations d'animation de jeunesse ou des prestataires privés. Ces expériences pourraient être mises à profit. Outre leur intérêt pédagogique, les écoles à journée continue qui font aussi office de centre aéré jouent un rôle économique puisqu'elles permettent aux deux parents de travailler. Les mères en particulier peuvent rester actives professionnellement et générer ainsi une plus-value pour le canton et les régions. Cela vaut la peine pour le canton et les communes d'investir non seulement dans l'école à journée continue, mais aussi dans les centres aérés.

Réponse du Conseil-exécutif

Favoriser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle répond à la volonté politique du Conseil-exécutif et du Grand Conseil. Le soutien de la famille est en effet inscrit dans les orientations stratégiques de la Stratégie de la formation 2009, qui précise que la politique de la formation et la politique familiale doivent être accordées entre elles et que, dans ce contexte, la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle doit être prise en compte.

S'engager dans son travail et pour sa famille est le vœu de nombreuses personnes. Des conditions favorables à la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle offrent plus de liberté aux familles pour choisir le mode de vie qui leur convient le mieux. La possibilité d'une passerelle entre famille et travail permet en outre à beaucoup de familles de gagner un revenu suffisant pour assurer leur existence.

La conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle ne bénéficie pas qu'aux parents, elle profite aussi à l'ensemble de la population en permettant aux familles d'assurer leur subsistance, en favorisant l'intégration et en influant de manière positive sur l'égalité des chances entre les enfants.

Les entreprises en retirent elles aussi un avantage : des conditions de travail propices à la vie familiale renforcent le lien des collaborateurs et collaboratrices avec l'entreprise, ce qui n'est pas négligeable au vu de l'évolution démographique. Si les entreprises se positionnent vis-à-vis de l'extérieur comme favorables à la famille, cela se répercute positivement sur le recrutement du personnel.

Permettre aux individus de concilier emploi et vie de famille profite donc à l'économie dans son ensemble et augmente l'attrait du canton de Berne, notamment pour les entreprises en quête d'un endroit où s'implanter. Créer des structures favorables aux familles est par conséquent l'objectif commun des entreprises, du canton et des communes.

Selon les conclusions d'une étude menée dans le cadre du Programme national de recherche « Egalité entre hommes et femmes » (PNR 60), une meilleure offre de prise en

charge renforce par ailleurs l'égalité entre hommes et femmes : un plus grand nombre de structures d'accueil pour les enfants incite les pères à réduire leur taux d'occupation et favorise ainsi une répartition égalitaire des tâches professionnelles et familiales, ce qui à son tour se répercute de manière positive sur les possibilités de carrière des mères. L'accueil extrafamilial des enfants contribue ainsi grandement à l'égalité entre hommes et femmes.¹

Dans ce contexte, les écoles à journée continue constituent une véritable réussite dans le canton de Berne, comme l'a souligné le Conseil-exécutif à plusieurs reprises. Toutefois, la prise en charge des enfants pendant les vacances scolaires est lacunaire. Durant cette période, les répondants et répondantes ont en effet besoin d'une offre d'accueil supplémentaire pour leurs enfants, laquelle n'est pas facile à trouver. Face à cette situation difficile, différentes communes ont réagi. Ainsi, en 2013-2014, 18 communes ont mis en place des structures d'accueil pour les enfants pendant les vacances scolaires (centres aérés) sans subvention du canton.

Le Conseil-exécutif est prêt à fournir une contribution pour optimiser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle également pendant les vacances. A cet effet, lors de sa séance du 30 avril 2014 consacrée à la stratégie de politique familiale du canton de Berne (ACE 574/2014), il a décidé de privilégier dans un premier temps les mesures qui permettent aux familles de produire un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins. La mise en place de centres aérés subventionnés pendant les vacances scolaires fait partie des mesures décrites dans le rapport.

Pour assurer une politique cohérente, il est important d'étudier cette mesure avec soin. La mise en œuvre des solutions possibles doit cependant être planifiée en fonction de la situation financière du canton de Berne.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les trois points abordés dans la motion :

Point 1:

Actuellement, la Direction de l'instruction publique effectue chaque année un relevé des structures d'accueil pour les enfants proposées par les communes pendant les vacances scolaires. Elle interroge également les communes sur les expériences réalisées avec ces centres aérés. Le Conseil-exécutif estime importante et pertinente la demande de l'auteur de la motion selon laquelle le canton devrait réunir des exemples de bonnes pratiques et les faire connaître aux autres communes. Il est donc disposé à étudier sous quelle forme préparer des exemples de bonnes pratiques et les faire connaître de manière à ce qu'ils puissent être mis à profit par toutes les communes.

Point 2 :

La Direction de l'instruction publique a déjà mis en œuvre avec succès une offre de soutien pour les écoles à journée continue. Le Conseil-exécutif estime pertinent d'étudier la

possibilité de mettre en place une offre de soutien analogue pour les centres aérés.

Point 3 :

Comme exposé précédemment, le Conseil-exécutif estime qu'il est important, pour des raisons aussi bien sociales, politiques, économiques que financières, de favoriser et de soutenir la création de centres aérés. Le Conseil-exécutif est donc disposé à étudier une participation financière du canton. Pour ce faire, il souhaite analyser différents modèles de financement et systèmes tarifaires et utiliser les résultats de l'enquête réalisée auprès des communes proposant déjà des centres aérés.

A l'instar de l'école à journée continue, le coût d'un centre aéré doit être supportable pour toutes les familles. Il convient donc d'en fixer les tarifs en fonction des revenus des parents.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: adoption sous forme de postulat

Point 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: adoption

Béatrice Stucki, Berne (PS). Ich schmücke mich heute Nachmittag mit fremden Federn: Ich vertrete Ursula Marti, die leider an einer Beerdigung teilnehmen muss. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion war sehr erfreut, als Ursula Marti mit ihrem Vorstoss zu verschiedenen Mitgliedern anderer Fraktionen ging und sie bat, den Vorstoss miteinzureichen. Alle Personen, die sie fragte, sagten zu, von der SP bis zur SVP. Das zeigt, dass die Ferienbetreuung für Schulkinder ein echtes Bedürfnis und auch ein ungelöstes Problem ist. Auch beim Regierungsrat stiess der Vorstoss auf offene Ohren, wie die Antwort der Regierung zeigt. Er anerkennt, dass es eine fachliche Unterstützung durch den Kanton Bern braucht, mit Beratung, Arbeitsinstrumenten und «Best Practice»-Beispielen. Es braucht aber auch eine finanzielle Beteiligung an all den Angeboten von Ferienbetreuung für Schulkinder. Grössere Gemeinden haben längst reagiert und haben Ferienbetreuungsangebote eingerichtet. Nun stehen auch mittlere und kleine Gemeinden unter Zugzwang, weil die Nachfrage nach Ferienbetreuung für Schulkinder sehr gross ist. Das ist nur logisch und selbstverständlich: sie ist die notwendige Ergänzung der Tagesschulen, damit Eltern überhaupt einer Erwerbstätigkeit nachgehen können. Es geht also um Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Die Eltern haben meistens vier bis fünf Wochen Ferien, die Kinder hingegen dreizehn bis vierzehn Wochen. Das Ziel muss sein, die gute Abdeckung mit Tagesschulen, wo immer wir sie im Kanton Bern erreicht haben, auf die Ferienbetreuung auszuweiten.

Im Schuljahr 2011/12 hatten 158 Gemeinden oder Gemeindeverbände ein solches Tagesschulangebot. Damit haben heute 83 Prozent aller Schulkinder inklusive Kindergarten im Kanton Bern die Möglichkeit, eine Tagesschule zu besuchen. Bei der Ferienbetreuung sind es indessen erst 33 Prozent. Das Ziel muss sein, dort, wo eine Tagesschule besteht, auch eine Ferienbetreuung einzurichten. Dabei ist logischerweise wesentlich, dass die Ferienbetreuung für die Eltern finanziell tragbar ist. Das ist nur machbar, wenn sich die Gemeinde und der Kanton beteiligen. Neben dem pädagogischen Wert wurde die Kombination Kita-Tagesschule-

¹ L'étude de l'INFRAS et du *Schweizerisches Institut für empirische Wirtschaftsforschung* (SEW) de l'Université de St-Gall publiée le 28 octobre 2013 donne pour la première fois une vue d'ensemble de l'offre à disposition en matière de structures d'accueil extrascolaires et extrafamiliales en Suisse. Le rapport de recherche *Programme national de recherche PNR 60 - Accueil extra-familial des enfants et égalité* peut être téléchargé à l'adresse studiekinderbetreuung.infras.ch.

Ferienbetreuung auch zu einem Wirtschaftsfaktor: Dies erlaubt beiden Elternteilen, erwerbstätig zu sein und schafft damit einen volkswirtschaftlichen Mehrwert, zum Beispiel in Form von höheren Steuereinnahmen.

Der Regierungsrat nimmt die ersten beiden Ziffern nur als Postulat an. Das bedauern wir ausgesprochen, denn er sagt selbst, dass er sie eigentlich umsetzen will. Nach Rücksprache mit den Mitunterzeichnenden wandelt Ursula Marti die Ziffern 1 und 2 des Vorstosses in ein Postulat. Ziffer 3 bleibt eine Motion. Das entspricht genau dem Vorschlag des Regierungsrats. Wir bitten den Rat um Unterstützung dafür.

La présidente. Les motionnaires sont d'accord avec le Conseil-exécutif et acceptent le point 1 en tant que postulat, le point 2 aussi en tant que postulat et le point 3 en tant que motion. Y a-t-il des contestations? – Oui, donc nous continuons. Je répète encore une fois, pour l'instant seulement les porte-parole de groupe.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Dieser Vorstoss nimmt eigentlich ein Anliegen auf, das sozusagen das obligate B zum vorangehenden A ist. In weniger kryptischen Worten: Laut Antwort der Regierung ist es dem Kanton Bern ernst mit der Vereinbarkeit von Familie und Beruf, denn die Unterstützung dieses Weges ist offensichtlich nicht nur für die Familien selbst, sondern auch für die Unternehmungen im Kanton Bern und de facto für die Wirtschaft im Allgemeinen gewinnbringend; das ist demnach das A. Wenn es ihm also damit ernst ist, müsste er Hand bieten und die Ferienbetreuung für Schulkinder unterstützen. Das wäre das B. Aus der Antwort ist ersichtlich, dass es ihm in der Tat ernst ist. Herzlichen Dank, das schätzen wir sehr! Mit seiner Antwort öffnet der Regierungsrat die Tür zur Unterstützung der Gemeinden weit, sogar bis hin zur Prüfung einer finanziellen Beteiligung. Dafür danken wir ihm. In dem Sinn unterstützt die EVP den Vorstoss vollumfänglich als Postulat. Bei der Erfüllung von Ziffer 1, wo es darum geht, «Pest Practice»-Modelle zu sammeln und nutzbar zu machen, bitten wir, dort, wo es sinnvoll ist, eventuell auch über die Kantons Grenzen hinausblicken. Nun noch zu einem Partikularinteresse: Die EVP-Fraktion hat eine weitere Bitte, fast ein C nach dem A und dem B: Als Partei, welche die Wahl des Familien- und Arbeitsmodells auch für diejenigen Eltern, Männer und Frauen, die ihre Kinder selbst betreuen, attraktiv gestalten will, bitten wir den Regierungsrat, in die Zukunft zu blicken – nicht unbedingt in die Glaskugel, vielmehr soll er in die Zukunft denken – und auch Modelle wie die bezahlte Mutterschaft für Familienfrauen, die seit 2011 im Kanton Freiburg gilt, in seine Überlegungen miteinzubeziehen.

Natalie Imboden, Berne (Ls Verts). Beim vorliegenden Vorstoss geht es darum, eine Lücke zu schliessen, und zwar beim Erfolgsmodell der Berner Tagesschulen. Sie erinnern sich sicher daran, dass der Grosse Rat beschlossen hat, die Tagesschulen im Kanton Bern einzuführen. Grossrätin Stucki hat es vorhin in Zahlen ausgeführt: Dieses Modell hat sich bewährt. Sogar wenn wir schweizweit schauen, können wir durchaus stolz sein. Es ist fast ein Exportschlager, den der Kanton Bern damit hat. Wir haben ein Tagesschulmodell, das insofern sehr gut ist, als es dort, wo eine Nachfrage besteht, diese deckt, jedoch keine über-

flüssigen Strukturen schafft. Von daher ist es für sehr viele Eltern in diesem Kanton notwendig, um Beruf und Familie unter einen Hut zu bringen.

Weshalb nun dieser Vorstoss? Es geht darum, eine Lücke in diesem Modell zu schliessen, nämlich die Ferien. Die Zahlen wurden genannt: Wer unter Ihnen hat schon vierzehn Wochen Feiern? Ich nehme an, diejenigen, die erwerbstätig sind, haben das nicht. Deshalb ist klar, dass ein Delta vorhanden ist: vierzehn Wochen bei den Kindern und vier bis fünf Wochen bei den Eltern. Die Notwendigkeit, diese Lücke zu schliessen, ist also sehr gross. Die grüne Fraktion ist sehr froh, dass die Regierung bereit ist, das erfreulicherweise überparteilich breit abgestützte Anliegen zu prüfen. Wie vorhin erwähnt wurde, geht es um die Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Es geht aber auch darum, alle Leute in den Arbeitsmarkt zu integrieren, die bereit sind, berufstätig zu sein. Dafür braucht es die Möglichkeit, die Kinder auch in den Ferien betreuen zu lassen. Auch bildungspolitisch ist es uns weiterhin ein grosses Anliegen, hier tätig zu sein. Wir sind, wie gesagt, froh, dass der Regierungsrat bereit ist, das Anliegen zu prüfen.

In der Antwort der Regierung ist denn auch zu sehen, dass sie bereits konkrete Pläne im Kopf hat. Man merkt, dass es ihr ernst ist. Wir sind daher bereit, dem Vorschlag der Regierung zu folgen und den Vorstoss teilweise als Postulat und teilweise als Motion zu überweisen. Wichtig ist uns, dass nebst der «Pest Practice» und der Nachfrage genau geprüft wird, wer das Angebot benötigt und wie die Eltern informiert werden. Es ist den Grünen zudem ein Anliegen, dass die Finanzierungsmodelle verträglich ausgestaltet werden. Wir wissen, dass man sich dreimal überlegen muss, ob es sich wirklich lohnt, wenn die Wahl eines solchen Modells sehr teuer ist, oder ob es besser wäre, eine andere Lösung zu finden. Von daher ist es uns ein Anliegen, gute Finanzierungsmodelle zu wählen. Deshalb sind wir froh, dass der Regierungsrat bereit ist zu prüfen, ob es möglich ist, über die ASIV eine Lösung zu finden. Wir unterstützen den Vorstoss mit Herzblut und hoffen auf eine breite Unterstützung. Das wäre sicher ein gutes Signal, um diese Lücke zu schliessen.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Was die Motion verlangt, ist auch ein Verfassungsauftrag, den wir haben. Artikel 39 Absatz 4 der Kantonsverfassung verpflichtet den Kanton und die Gemeinden, die Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Betreuungsaufgaben zu fördern. Das fehlende Betreuungsangebot während der vielen Schulferienwochen erfüllt diesen Auftrag offensichtlich nicht. Das ist dem Kanton aber bewusst: Im Internet ist eine Plattform speziell für die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu sehen, auf die von allen Direktionen verwiesen wird. Dort findet man eine Vielzahl von Argumenten, und es werden auch fast alle angesprochen: Eltern, Unternehmen und Gemeinden. Dort kann man auch lesen, dass dies ein Resultat der Umsetzung von Massnahme Nr. 6 der kantonalen Wachstumsstrategie – kantonale Wachstumsstrategie, nicht Familienpolitik – sei, welche die Förderung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf zum Ziel hat. Nachdem nun in ein Postulat gewandelt wurde, kann ich mich kurz fassen: Die Argumente auf der Plattform und auch die Antwort des Regierungsrats gehen vollständig in die Richtung der Motion. Dass dafür

dennoch nur ein Postulat verlangt wird und dass in den einzelnen Fraktionen offenbar keine Mehrheit für eine Motion gefunden werden konnte, ist aus meiner Sicht sehr bedauerlich. Wir haben das in der Fraktion nicht abgesprochen. Wir unterstützen selbstverständlich auch das Postulat, so, wie wir auch die Motion unterstützt hätten. Wir bitten den Rat, wenigstens das Postulat zu unterstützen und bei Ziffer 3 die Motion, die allerdings auch fast nur ein Postulat ist, da es um eine Prüfung geht.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC).

Grossrätin Marti verlangt in ihrer Motion auf der einen Seite, dass der Kanton den Gemeinden beim Aufbau von Angeboten für die Ferienbetreuung von Schulkindern mit Rat und Tat zur Seite steht, und auf der andern Seite, dass der Kanton den Gemeinden hilft, diese Ferienbetreuungsangebote zu finanzieren. In diversen grösseren Gemeinden rund um Bern, in Bern selbst sowie in Thun wird Ferienbetreuung für Schulkinder bereits angeboten. Andere Gemeinden haben ein Angebot auf die Beine gestellt; das Ferienbetreuungsangebot wurde in den Gemeinden zum Teil jedoch mangels Nachfrage kurzfristig abgesagt. Wir wissen, dass in den meisten Gemeinden die Plätze limitiert sind. Die Kosten beziehungsweise die Tarife sind von Gemeinde zu Gemeinde unterschiedlich. In den meisten Anbieterorten wird Ferienbetreuung von der Gemeinde subventioniert. Es gibt aber auch Gemeinden, welche die Ferienbetreuung analog zu den Tagesschultarifen oder kostendeckend anbieten.

Die Motionärin wie auch der Regierungsrat erwähnen in ihren Begründungen unter anderem, dass die Ferienbetreuung eine wichtige Verbindung zwischen Familien und Beruf sei. Sie diene damit der Wirtschaft und mache den Kanton Bern als Standort attraktiver. Familienergänzende Kinderbetreuung ist für berufstätige Eltern wichtig. Das sehe auch ich so. Ich bezweifle jedoch, dass das Ferienbetreuungsangebot der Gemeinden matchentscheidend ist, ob eine Mutter berufstätig ist oder nicht. Der Regierungsrat erwähnt in seiner Stellungnahme, er sei bereit, einen Beitrag zu leisten, damit die Vereinbarkeit von Familie und Beruf auch während der Ferienzeit optimiert werden könne. Die Umsetzung möglicher Lösungen müsse aber unter Berücksichtigung der finanziellen Situation des Kantons Bern geplant werden. Da die finanzielle Situation des Kantons nach wie vor alles andere als rosig ist, befremdet es uns etwas, dass der Regierungsrat Ziffer 3, wonach eine Beteiligung des Kantons an der Finanzierung der Ferienbetreuung zu prüfen sei, als Motion annimmt. Die Finanzierung würde wahrscheinlich über den Lastenausgleich erfolgen. Ist es aber wirklich richtig, dass vor allem die Städte und die Agglomerationsgemeinden profitieren, und sich die Landgemeinden, die keinen Nutzen haben, an den Kosten beteiligen müssen? Die SVP-Fraktion ist deshalb grossmehrheitlich der Meinung, dass jede Gemeinde und jede Stadt selbst entscheiden soll, ob sie Ferienbetreuung für Schulkinder anbieten will, und wenn ja, wie und in welchem Umfang. Zudem soll die Gemeinde ein solches Angebot selbst finanzieren. Dies umso mehr, als nebst den Gemeindeangeboten eine Vielzahl von andern Angeboten wie der Ferienpass, der Fäger, Angebote der Kirchen, der Jungschar, der Pfadi, der Jugendarbeit und von Privaten in der Ferienzeit bereitstehen. Die SVP-

Fraktion lehnt die Ziffern 1 und 2 als Postulat und Ziffer 3 als Motion grossmehrheitlich ab.

Stefan Oester, Belp (UDC). Die Ferienbetreuung für Schulkinder: Unterstützung der Gemeinden durch den Kanton. Es ist unbestritten, dass dies für gewisse Leute notwendig ist und dass das Anliegen bekannt ist. Die Argumente von Chancengleichheit, Vereinbarkeit von Familie und Job, gute Arbeitskräfte für die Unternehmen, Wirtschaftsförderung sind alles Fakten, die auf dem Tisch liegen und unbestritten sind. Auf der andern Seite haben wir gerade heute Morgen gehört, wie wir immer noch um die finanziellen Mittel ringen. Und das wiederum steht dem Anliegen entgegen. Ich war persönlich in der glücklichen Lage, dass ich meine Kinder nicht in eine Ferienbetreuung schicken musste. Vielmehr war der Wert, den ich hatte, indem ich die Ferien mit ihnen verbrachte – ohne, dass ich vierzehn Wochen Ferien gehabt hätte –, für mich sehr wichtig. Dieses Argument war bisher nicht zu hören. Wir haben immer nur Wirtschaft, Chancengleichheit sowie Vereinbarkeit von Familie und Job gehört. Aus diesen Gründen wird die EDU diesem Anliegen nicht zustimmen.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Unsere Begeisterung für diese Motion hält sich in Grenzen. Wir sind der Meinung, dass die Kinderbetreuung in erster Linie bei den Eltern liegt. Und ist bewusst, dass es heute Frauen gibt, die berufstätig sind, und dass die Kinder betreut werden müssen. Deshalb soll sich aus unserer Sicht zunächst einmal die Gemeinde darum kümmern. Da möchte ich mich der SVP anschliessen – ungern, aber ich mache es. Als letzte Instanz kommt der Kanton, der eingreifen kann. Das erachten wir als suboptimal. Dennoch fällt uns kein Zacken aus der Krone, wenn wir mehrheitlich die Ziffern 1 und 2 annehmen werden und ebenso Ziffer 3. Es soll alles drangesetzt werden, dass die Kinder in den Ferien betreut werden. Wir sagen ja, weil wir davon ausgehen, dass sich die finanzielle Beteiligung des Kantons im Minimum halten wird.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). In unserer Fraktion wurde diese Motion sehr kontrovers diskutiert. Einerseits wird im Bericht der GEF zur Umsetzung des Familienkonzepts, dem der Rat gestern zugestimmt hat, in der Zusammenfassung folgende Massnahme priorisiert: «Die Vereinbarkeit von Familie ermöglichen, unter anderem mit einem ausreichenden Angebot an öffentlichen Betreuungsangeboten.» Diesen Bericht haben wir also zur Kenntnis genommen. Ich bin aber auch überzeugt, dass wir das in der Praxis umsetzen wollen. Dazu einige Stichworte: Fachkräftemangel; teuer ausgebildete Mütter oder Väter, die nicht im Beruf tätig sind; Kinder auf der Strasse können Folgekosten verursachen, müssen aber nicht, und dergleichen mehr. Damit auch während der Schulferien die Betreuung von Kindern, deren Eltern arbeiten wollen oder müssen und keine dreizehn Wochen Ferien haben, sichergestellt ist, spricht alles für die Motion.

Andererseits: Ist das die Aufgabe des Kantons? Beschneidet der Kanton nicht die Eigeninitiative von Gemeinden und Privaten, wenn er das übernimmt? Es gibt nämlich Gemeinden, die das Angebot haben, und zwar ohne Geld und ohne Auftrag des Kantons. Wenn es vom Kanton kommt, wird die

Forderung nach pädagogisch ausgebildeten Personal wie bei den Tagesschulen laut und es wird sofort teuer: Wollen wir das? Oder kann sich das der Kanton Bern leisten? Letztlich hat die BDP-Fraktion bei allen drei Ziffern den Antrag des Regierungsrats übernommen und stimmt ihm mit einer guten Mehrheit zu.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die FDP betrachtet es pragmatisch und stimmt dem Vorstoss als Postulat zu. Es heisst, der Kanton solle den Gemeinden «Best Practice» zur Verfügung stellen. Es geht nicht darum, dass der Kanton die Angebote selbst macht. Ich finde es richtig und wichtig, dass diejenigen Gemeinden, welche die Möglichkeiten haben, es anbieten. Das sieht die ganze Fraktion so. Alle Eltern, jede alleinerziehende Person geniesst es, wenn sie die Ferien mit den eigenen Kindern verbringen kann. Wir haben jedoch, wie bereits mehrfach erwähnt wurde, nicht dreizehn Wochen Ferien. Und auch die Pfadi und die SeWi reichen nicht aus; es braucht andere Möglichkeiten, damit die Erziehenden ruhig arbeiten gehen können und die Sicherheit haben, dass es ihrem Kind in der Zeit, in der sie weg sind, gut geht. Weshalb soll der Kanton die Webpage, die er bereits hat, nicht weiter ausbauen und die Informationen, die er bezüglich der Möglichkeiten für Kinder und Jugendliche während der Ferienzeit erhält, dort zusammenfassen? Deshalb unterstützen wir die Motion als Postulat.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Die SP-Frauen organisierten gestern eine Weiterbildung mit Peter Stämpfli von Fokus Bern für die ganze Fraktion. Das war sehr interessant. Wir haben gute Sachen gehört. Etwas ist mir besonders hängengeblieben. Peter Stämpfli sagte uns, dass das Thema Familie und Kinderbetreuung ganz einfach zu lösen wäre: Die Frauen sollten sich vereinbarkeitstaugliche Männer aussuchen. Wenn ich mich nun in diesem Gremium umsehe, habe ich den Eindruck, es sei wohl nicht mancher vereinbarkeitstaugliche Mann anwesend. Oder allenfalls hätten viele von euch gar keine Kinder, wenn man dieses Kriterium aus der Wirtschaft ernst nehmen würde. Aber Spass beiseite: Es geht hier um ein ernsthaftes Anliegen. Wir haben einerseits einen Verfassungsauftrag, und andererseits geht es darum, eine Lücke zu schliessen. Diese Lücke besteht aus fünf bis sechs Wochen Ferien, die nicht betreut sind. Man kann bekanntlich nicht verlangen, dass vier Wochen der Vater Ferien nimmt und vier Wochen die Mutter und den Rest die Grosseltern übernehmen. Das sind Realitäten, die nicht möglich sind. Und noch etwas: Es wurde angeführt, wirtschaftlich sei das für den Kanton Bern nicht tragbar. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es gibt zahlreiche Untersuchungen, die bestätigen, dass pro Franken, der in die Kinderbetreuung investiert wird, drei bis vier Franken zurück an das Gemeinwesen fliessen. Wir können uns das also längstens leisten. Es ist eine Frage des politischen Willens. Noch eine letzte Bemerkung: Es ist eigenartig, dass sich zu diesem Thema vor allem Frauen äussern. Ich hatte immer gehofft, es trete auch mal ein Mann ans Rednerpult. Der einzige Mann, der sich gemeldet hat, ist Mitglied einer Fraktion, die keine Frauen aufweist. Muss ich noch mehr sagen? – Es ist wohl offensichtlich, worum es hier geht. Ich bitte den Rat um Zustimmung.

Irma Hirschi, Moutier (PS). Je vous demande instamment de soutenir cette motion. J'ai un peu de la peine à suivre l'argumentation de l'UDC. Si je prends l'exemple de ma ville, Moutier, l'école à journée continue connaît un succès croissant et sa fréquentation explose. D'autre part, nous offrons depuis toujours une structure pendant les vacances scolaires, et cela a évidemment un coût. Le soutien actif du canton aux communes est donc une nécessité pour les soulager. J'insiste, je vous remercie de soutenir les trois points de cette motion, 1 et 2 sous forme de postulat et 3 sous forme de motion.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich kann das Votum der SVP nicht ganz nachvollziehen, wonach nur die Städte profitieren können sollen, denn auch in den ländlichen Regionen wohnen und leben Familien. Einige Berner Grossrätinnen und Grossräte haben wie ich an der interparlamentarischen Konferenz Nordwestschweiz Ende Oktober in Solothurn teilgenommen. Thema an der Konferenz war der Fachkräftemangel, der in der Wirtschaft schon heute ein Problem darstellt, weil der hohe Bedarf kaum gedeckt werden kann. Ab dem Jahr 2020 wird sich die Situation aufgrund der demografischen Entwicklung weiter zuspitzen. Die IPK diskutierte gemeinsam mit den eingeladenen Expertinnen und Experten wirkungsvolle Strategien zur Bewältigung dieses Fachkräftemangels. Die Referentinnen und Referenten zeigten deutlich auf, dass das inländische Potenzial noch stärker ausgeschöpft werden sollte. Das sei die günstigste und beste Variante, eben vor der Zuwanderung. Auch wo sich dieses inländische Potenzial versteckt, wurde aufgezeigt: vorwiegend bei den Frauen in der Schweiz, die, wie Grossrätin Kipfer ausführte, gut und teuer ausgebildet wurden, aufgrund der familienpolitischen Strukturen jedoch meist nur in Kleinstpensen berufstätig sind. Gut ausgebildete Frauen sollten nicht in der beruflichen Versenkung verschwinden. Wenn man das brachliegende inländische Potenzial besser ausschöpfen will, muss man nun die Konsequenzen ziehen und handeln, denn es geht um ein gesamtgesellschaftliches Anliegen. Das bedeutet, dass endlich die nötigen Strukturen geschaffen werden und dass man konkret für eine bessere Vereinbarung von Beruf und Familie einsteht. Mit flexibleren Arbeitszeiten, Kinderbetreuung, Tagesschulangeboten und eben auch mit der Ferienbetreuung, die ganz wichtig ist, können Familien und vor allem die Frauen konkret in ihrer Erwerbstätigkeit gefördert werden, sodass sie besser ins Berufsleben integriert sind und am Arbeitsmarkt partizipieren können. Damit sollen sie ermutigt werden, ihre Kleinstpensen zu erhöhen. In einem zweiten Schritt sollte man zudem die steuerlichen Negativanreize für Zweitverdienende, von denen ebenfalls vor allem Frauen betroffen sind, beseitigen, damit sich Arbeit für alle lohnt. Dies als Nebenbemerkung.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschanen (UDC). Ich wollte eigentlich nicht nach vorn kommen. Doch nun habe ich vielleicht einen Lösungsvorschlag. Deshalb komme ich trotzdem nach vorn. Man sollte sowieso für die kleineren Kinder der Unterstufe keinen derart gedrängten Stundenplan haben. Nach Lerntheorie weiss man schon lange, dass verteiltes Lernen gutes Lernen ist. Vielleicht sollte man anstelle der langen Ferien die Schullektionen besser vertei-

len. Mein Enkel in der dritten Klasse hat schon zweimal fünf Lektionen am Morgen. Das ist eine totale Überforderung. Das würde das Problem der familienexternen Kinderbetreuung lösen. Zudem zahlt der Kanton Bern bereits mit den Tagesschulen 14 Mio. Franken an die familienexterne Kinderbetreuung. Die Gemeinden zahlen 6 Mio. Franken. Das finde ich sehr viel. Ausserdem ist das ein etwas undifferenziertes Argument, das ständig vorgebracht wird, wonach das Geld aus der Wirtschaft doppelt und dreifach zurückkomme, wenn man die Kinder ausserfamiliär betreuen lasse. Man müsste auch einmal untersuchen, wie viele Defizite diese Kinder haben, die im Unterstufen- und Kindergartenalter von zu Hause wegkommen, obwohl sie gerade in diesem Alter eine Eins-zu-eins-Betreuung nötig hätten. Das ist erwiesen und aus der Entwicklungspsychologie bekannt. Es führt zu Defiziten, wenn sie sich dauernd in die Gruppe einordnen und ihre Bedürfnisse zurückstellen müssen. Man müsste einmal ganz genau untersuchen, welche Kosten das verursacht.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Tagesschulen sind ein Erfolgsmodell für unseren Kanton. Im Jahr 2008 hat der Grosse Rat einstimmig eine Vorlage angenommen, die zur Folge hatte, dass wir die Gemeinden bei Tagesschulmodulen im Rahmen des Volksschulunterrichts unterstützen. Die Umsetzung verläuft weitgehend problemlos in unserem Kanton. Auch die Kosten haben wir im Griff. In der Frage der Tagesbetreuung während der Volksschulzeit dürfen wir festhalten, dass der Kanton Bern vorbildlich ist und eine Lösung gewählt hat, die in einer Struktur, wie sie unser Kanton aufweist, auch wirklich funktioniert. Es handelt sich weder um eine schematische noch um eine ideologische Lösung, sondern um eine pragmatische, gute Lösung. Darauf dürfen wir stolz sein.

In der Tagesbetreuung gibt es indessen eine Lücke, und zwar während der Ferien: Für Eltern, die darauf angewiesen sind, das ganze Jahr über berufstätig zu sein, sind die Schulferien, in denen die Kinder nicht betreut werden, ein Problem. Zudem liegt diese Kinderbetreuung auch im Interesse des Staats und der Wirtschaft, damit das Arbeitskräftepotenzial genutzt werden kann. Die Motion sagt relativ allgemein, was man alles prüfen bzw. besser machen könnte. Die ersten beiden Ziffern wurden nun in ein Postulat gewandelt. Die Ziffer 3, in der es um die Finanzierung geht, entspricht ohnehin einem Prüfungsauftrag. Es ist daher richtig, einmal zu prüfen, wie der Kanton die Gemeinden besser unterstützen könnte, damit sie diese Betreuung auch während der Ferien anbieten könnten. Zum einen gibt es, wie wir gehört haben, vielleicht die Möglichkeit einer Plattform, auf welcher die Eltern solche Angebote besser sehen und abrufen können. Ein zweiter Punkt, der genannt wird, betrifft Beratungen und Unterstützung der Gemeinden. Man wird prüfen müssen, ob der Kanton wirklich eine Beratungs- und Unterstützungsfunktion hat, denn dafür braucht es Personal. Schliesslich verlangt die Motion auch die Prüfung einer Beteiligung des Kantons an der Finanzierung der Ferienbetreuung, zum Beispiel im Rahmen der ASIV oder ähnlich wie bei den Tagesschulen in der Volksschulgesetzgebung. Ich kann heute nicht sagen, ob dies wirklich eine sinnvolle Lösung ist. Wir wollen jedoch sicher kein systema-

tisches, strukturiertes Angebot während der ganzen Ferien. Vielmehr müssen wir feststellen, was heute in den Gemeinden bereits angeboten wird und wie wir mit wenig Aufwand die Situation verbessern können. Das Ergebnis dieser Prüfung kenne ich heute noch nicht. Wenn die ersten beiden Ziffern des Vorstosses als Postulat überwiesen werden und der dritte Punkt, der ohnehin ein Prüfungsauftrag ist, als Motion, werden wir das Projekt anpacken und werden prüfen, wie die Betreuungssituation in den Ferien verbessert werden könnte. Danach werden wir dem Grossen Rat Vorschläge unterbreiten, zu denen er sich äussern kann. Es wäre meines Erachtens sinnvoll, wenn sich der Kanton überlegen würde, wie die Situation auf eine pragmatische, gute Art verbessert werden könnte – wie 2008, als der Grosse Rat ebenfalls einverstanden war.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Nous avons trois points, les premier et deuxième points en tant que postulat et le troisième en tant que motion. Ceux qui acceptent le premier point en tant que postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	98
Non	54
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce premier point. Ceux qui acceptent le deuxième point en tant que postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	99
Non	54
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce deuxième point. Nous passons au troisième point en tant que motion. Ceux qui acceptent ce troisième point en tant que motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	94
Non	57
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté ce troisième point en tant que motion.

Affaire 2014.RRGR.665

N° de l'intervention: 139-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 11.06.2014
 Déposée par: Hess (Berne, UDC) (porte-parole)
 Cosignataires: 8
 N° d'ACE: 1116/2014 du 10 septembre 2014
 Direction: INS

Enseignement en dialecte à l'école enfantine

Le Conseil-exécutif est chargé de procéder aux modifications législatives nécessaires pour que l'enseignement soit dispensé en dialecte au cycle élémentaire, soit à l'école enfantine et en première et deuxième année de la *Basisstufe*.

Développement

En Suisse, le dialecte fait partie de la culture et de l'identité. Il est dès lors important que les enfants y soient confrontés dès leur plus jeune âge. Du fait de la forte immigration, dans bien des familles, on ne parle plus le dialecte. Les enfants de ces familles-là devraient pouvoir faire l'expérience du dialecte le plus tôt possible.

Le bernois devrait être la principale langue parlée à l'école enfantine dans la partie germanophone du canton. En introduisant le dialecte à l'école enfantine, on contribue à la promotion de la culture helvétique. Ce qui correspond d'ailleurs à un besoin partout en Suisse. Une initiative populaire allant dans ce sens a été adoptée dans le canton d'Argovie à la mi-mai. Même scénario dans le canton de Zurich il y a deux ans. Autant de décisions qui montrent bien à quel point il est important de préserver le suisse allemand comme langue d'expression des tout-petits. Dès leur plus jeune âge, les enfants doivent entrer en contact avec le dialecte, notre langue maternelle. Ils auront bien le temps d'apprendre l'allemand standard à l'école. Laissons leur enfance aux tout-petits, tout ou moins à l'école enfantine !

Introduire une langue supplémentaire, l'allemand standard, à l'école enfantine est source de déstabilisation linguistique ; c'est aussi une grave atteinte à notre patrimoine. L'utilité pédagogique de l'allemand standard à l'école enfantine est donc plus que douteuse. Les enfants et les adolescents ont le droit de pouvoir s'exprimer authentiquement dans notre langue maternelle.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion demande que la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO) soit modifiée afin que « l'enseignement soit dispensé en dialecte au cycle élémentaire, soit à l'école enfantine et en première et deuxième années de la Basisstufe ».

La LEO règle au niveau supérieur la question de la langue d'enseignement en faisant référence aux langues officielles du canton de Berne. L'article 9a LEO prévoit que la langue d'enseignement est l'allemand dans la partie germanophone du canton et le français dans la partie francophone. Les dispositions d'exécution en la matière ainsi que celles relatives aux objectifs à atteindre figurent dans le Plan d'études de l'école obligatoire (Lehrplan Volksschule), le Plan

d'études romand et le Plan d'études pour les écoles enfantines de la partie germanophone du canton de Berne (Lehrplan Kindergarten für den deutschsprachigen Teil des Kantons Bern).

Usage du dialecte à l'école enfantine

Dans les écoles enfantines de la partie germanophone du canton, c'est le plan d'études de l'école enfantine, entré en vigueur en 2001, qui est déterminant. A l'époque de son élaboration, l'emploi du dialecte était incontesté, ce qui par ailleurs est encore le cas aujourd'hui. Les objectifs visant à encourager l'apprentissage de la langue y sont formulés sans mentionner spécifiquement l'utilisation du dialecte ou de l'allemand standard. Le plan d'études part toutefois de l'idée que c'est le dialecte qui est utilisé comme langue d'enseignement à l'école enfantine.

Le dialecte occupe une place importante dans les écoles enfantines de la partie germanophone du canton, étant donné qu'il y est plus employé que l'allemand standard. Il existe un vaste éventail de chants, de poésies, d'histoires et de livres illustrés qui servent à cultiver et à encourager le dialecte et qui permettent aux enfants d'apprendre à s'exprimer de manière adéquate dans cette langue. En fonction du niveau de développement de ces derniers, les enseignants et enseignantes d'école enfantine les amènent ainsi à s'exprimer en dialecte. Les enfants apprennent par ce biais à appliquer les règles du langage courant avec plus d'assurance.

Il n'est cependant pas interdit d'utiliser l'allemand standard à l'école enfantine. Encourager les compétences linguistiques des enfants dès leur plus jeune âge est bénéfique sous bien des aspects, notamment parce que la maîtrise de l'allemand standard est un gage de réussite de la scolarité. Les enfants sont en outre très ouverts et curieux sur le plan linguistique (allemand standard et dialecte). Ils abordent en effet les langues de manière ludique et expérimentent les sons et les mots. Ils n'ont pas peur de se frotter à l'allemand standard et s'y essaient surtout pour endosser d'autres rôles. Cette langue leur est familière de par la télévision et les films et ils sont fiers de leurs connaissances linguistiques. Les enseignants et enseignantes intègrent cette fierté et ce plaisir à leur enseignement et les renforcent de manière ludique.

Pour beaucoup d'enfants, l'allemand est une deuxième voire une troisième langue. Les enfants qui se trouvent dans cette situation sont fortement sollicités en ce qui concerne l'apprentissage des langues. Les efforts qu'ils fournissent en la matière sont toutefois fructueux car savoir s'exprimer en dialecte et en langue standard favorise l'accès à notre culture, contribue à la réussite scolaire et accroît les chances sur le marché du travail. Ajoutons enfin qu'être capable de s'exprimer de manière appropriée est très important pour l'intégration sociale.

Usage du dialecte dans la Basisstufe

L'enseignement dans la Basisstufe se fonde à la fois sur le Plan d'études de l'école obligatoire et sur le Plan d'études de l'école enfantine. Cela permet de garantir que les enfants apprennent à s'exprimer de manière adéquate en dialecte. La demande de l'auteur de la motion selon laquelle le dialecte doit être renforcé dans la Basisstufe est donc satisfaite.

En conclusion, le Conseil-exécutif constate que la loi n'est pas l'instrument adéquat pour accueillir une disposition

rendant obligatoire l'utilisation du dialecte dans l'enseignement. Il estime par ailleurs que la réglementation actuelle est suffisante pour satisfaire à la demande de l'auteur de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Erich Hess, Berne (UDC). Das Thema, über das wir nun diskutieren, ist ein Integrationsthema. Es ist wichtig, dass Ausländer gerade in städtischen Regionen schon früh Berndeutsch lernen. Weshalb ist das ein Integrationsthema? Wenn sie mit sechzehn immer noch nicht richtig Berndeutsch können, haben sie viel grössere Probleme, letztlich eine Lehrstelle zu finden. Deshalb ist es wichtig, dass schon die Kindergärtler wirklich Berndeutsch lernen. Denn es liegt schlussendlich nicht am Schweizer Pass oder eben am ausländischen Pass, dass jemand keine Lehrstelle findet. Es liegt ausschliesslich an der Integration. Und ein grosser Teil der Integration besteht eben auch darin, dass man Berndeutsch sprechen kann, wenn man irgendwo arbeitet. Die Regierung sagt, in grossen Teilen des Kantons sei das umgesetzt; es werde in der Basisstufe und auch im Kindergarten Berndeutsch gesprochen. Aber gerade in der Stadt Bern, wo die Integration der Ausländer am wichtigsten wäre, weil wir auch am meisten haben, wird in den meisten Kindergärten – sicher in der Hälfte – in der Regel eigentlich Hochdeutsch gesprochen. Das ist schlecht. Wenn wir eine wirkliche Integration der Ausländer wollen, müssen wir sie früh integrieren. Man muss möglichst rasch dafür sorgen, dass man beim Sprachgebrauch zwischen Schweizern und Ausländern keinen Unterschied mehr hört. Der Regierungsrat hat hier einfach Angst, dass er im Kindergarten gesetz ein Artikelchen mehr machen müsste. Das ist aus seiner Antwort ersichtlich. Es sagt, das sei im Prinzip schon umgesetzt. Das ist aber nicht der Fall, wenn man sieht, dass in mehr als der Hälfte der Stadtberner Kindergärten Hochdeutsch gesprochen wird. Deshalb bitte ich den Rat, die Motion im Interesse der Kinder anzunehmen, damit sie sich früh gut integrieren können.

Peter Gasser, Bévillard (PS). En lisant le titre de la motion, plusieurs d'entre vous ont certainement opiné inconsciemment du chef, puisque l'utilisation du dialecte à l'école enfantine dans la partie germanophone du canton semble une évidence. Toutefois, le titre est trompeur, car ce n'est pas la réelle demande du motionnaire. Dans les faits, notre estimé collègue fait une légère confusion. L'école enfantine est constituée des deux premiers degrés de la scolarité obligatoire d'un enfant. Son parcours continuera ensuite avec la première année de l'école primaire. Or, il demande que l'enseignement soit dispensé en dialecte au cycle élémentaire, soit à l'école enfantine, mais aussi en première et deuxième années de la Basisstufe. Utiliser le dialecte à l'école enfantine dans la partie alémanique est déjà une réalité. Certes, il est n'est pas interdit d'y parler également le Hochdeutsch, mais celui-ci y restera limité à sa portion congrue. Par contre, pendant la Basisstufe, les enseignants doivent, et ce n'est pas un vœu pieux, apprendre aux enfants à lire et à écrire en Hochdeutsch. Quand bien même notre quérulent collègue voudrait imposer le dialecte, il est

impossible d'acquérir les compétences de lecture et d'écriture du Hochdeutsch en utilisant le dialecte.

Par ailleurs, permettez-moi de relever une autre incohérence dans cette proposition. Le dialecte alémanique n'est pas unique, mais il se décline de très nombreuses manières. Je ne suis pas certain qu'une personne utilisant le dialecte haut-valaisan soit parfaitement comprise dans une classe emmentaloise. Être fier et cultiver ses origines ne signifie pas pour autant le rejet du progrès. Utiliser le Hochdeutsch n'est pas en opposition avec la «suisssitude», ni avec le dialecte, puisqu'il s'agit bien plus d'une évolution que d'une deuxième langue. Notre patrimoine linguistique ne s'arrête pas en 1515! Quant aux connaissances pédagogiques de M. le député Hess, je serais heureux d'en obtenir les références afin de me perfectionner, car jusqu'à présent, je n'ai pas lu de tels propos dans des études. C'est donc pour toutes ces raisons, que je vous prie, au nom du groupe PS-JUSO-PSA, de rejeter cette motion.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich stelle den Antrag, die Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Aus unserer Sicht ist dieser Vorstoss unnötig. Im Kindergarten sowie in der ersten und der zweiten Klasse wird heute wie auch in den letzten Jahrzehnten grösstenteils Mundart gesprochen. Mundart ist heute aber sicher nicht mehr immer Berndeutsch, sondern Schweizerdeutsch oder auch einmal Hochdeutsch, genauso, wie wir es auch hier im Ratssaal erleben. Es soll auch erlaubt sein, einen englischen Song oder une chanson française zu singen und sicher auch eine Geschichte auf Hochdeutsch vorzulesen. Deshalb macht es keinen Sinn, ein Gesetz zu ändern und die Mundart fest vorzuschreiben. Die FDP-Fraktion ist deshalb für Annahme und gleichzeitige Abschreibung dieses Geschäfts.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Die Forderung von Motionär Hess ist wohl berechtigt, sie ist aber, wie man sehen kann, nicht überall durchführbar. Die heutige Regelung geht der SVP-Fraktion weit genug, vor allem, weil sie genügend Spielraum offen lässt. «Me mues nid, aber me cha», wie man so schon auf Berndeutsch sagt. Zudem wird dieser Spielraum grösstmöglich den Lehrpersonen überlassen. Der Lehrplan Kindergarten ist ohne spezifische Angaben zum Umgang mit der Mundart respektive mit der Standardsprache formuliert. Hochdeutsch ist im Kindergarten indessen nicht verboten. Es ist klar, dass es in der Mundartanwendung Unterschiede zwischen Stadt und Land geben kann. Aber genau da ist die Flexibilität vorhanden. Ihr wird mit der heutigen Regelung Rechnung getragen. Ich kann Ihnen ein Beispiel geben: Als unser ältester Sohn drei-, vier- und fünfjährig war, kam er mit uns auf die Alp. Dort durften wir während des Sommers relativ viele deutsche Gäste bewirten. Und gerade in diesen Jahren hat er sich mit diesen Leuten relativ intensiv auf Hochdeutsch verständigt. Und ich kann Ihnen versichern: Er spricht heute perfekt Berndeutsch. Zusammenfassend kann man festhalten, dass der Spielraum und die Flexibilität aus Sicht der SVP gegeben sind. Deshalb ist die SVP-Fraktion mehrheitlich für die Ablehnung der Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Im Juni 2011 hatte Erich Hess einen Vorstoss eingereicht, den er anschliessend zurückzog, weil das Französisch gefehlt hatte. Er reichte dann eine praktisch identische Motion ein, die 2012 mit 110 gegen 28 Stimmen abgelehnt wurde. Weil er nun nach zwei Jahren dasselbe noch einmal aufwärmt – dieses Mal will er es allerdings nicht nur im Kindergarten, sondern in der gesamten Basisstufe –, betreibe auch ich Politrecycling und sage mit einigen Kürzungen noch einmal dasselbe wie damals. Diejenigen, die damals anwesend waren, können nun also eine Pause machen, und die Protokollführerin kann einfach das Tagblatt vom März 2012 hervorheben; sie muss lediglich die Partei anpassen. Es ist völlig richtig, wenn Erich Hess feststellt, dass die Mundart einen wichtigen Teil unserer Identität ausmacht. Ebenfalls richtig ist, dass nicht die Standardsprache unsere Muttersprache ist, sondern eben unsere Dialekte. Aber genau da beginnen schon die Probleme. (*L'orateur s'exprime en dialecte saint-gallois* :) Mer chönnd ja scho hie inne afange, nöd. S git ebe nid nur ai Mundart. Mir hönd scho hie inne en Art schprachlechs Babel. (*L'orateur s'exprime en dialecte grison* :) Mir hend in dr Schwyz über hundert verschidnegi Dialekt, aina schöner als dr ander. Und a jeda het syner Aigehaite, und die sötty ma pflega. (*L'orateur s'exprime en dialecte bâlois* :) Mir kenne zum Gligg hie no überall schwätze, wi uns dr Schnaabel gwagsen isch. Da bruuchts kaini Verbot und kaini Vorschrifte. (*L'orateur s'exprime en dialecte de Brienaz* :) Ja, un i wellti sogar säge, dass mir iis öu meischtens verschtään, olt nid, Geri? Et si non, ce n'est pas le problème des différents dialectes, c'est des fois un problème idéal, spécialement en politique.

Eine Sprache muss man leben, und sie muss leben. Mundart, die nicht mundet, entartet. Sprachen entwickeln sich und passen sich der Gesellschaft an. Man kann sie nicht mit gesetzlichen Vorschriften schützen und bewahren. Man muss die Mundart nicht pflegen, denn sie ist nicht krank. Das sagt Pedro Lenz. Er sagt aber auch, die Sprache lerne man über die Ohren: U wüll chlyni Ching no chlyni Öhrli hei, seit me äbe em Früeänglisich uf Nöidütsch o «Öhrli Inglish» (Early English). Einen solch kreativen Umgang mit der Sprache lernt man nur, wenn man dazu nicht zu viele Vorschriften bekommen hat. Auch die Wirtschaft wird keine Freude daran haben, wenn wir mit Verboten dafür sorgen, dass die Jugendlichen, wenn sie aus der Schule kommen, noch schlechter mit der Sprache umgehen können, als es mit ihrer SMS-Deformation ohnehin schon der Fall ist. «Wenn tuesch pouste, tuen i laike»: So spricht man Mundart in Zeiten des «Gesichtsbuchs» (Facebook).

Wie auch der Regierungsrat in seiner Begründung schrieb, ist es nicht so, dass der Basisstufe Hochdeutsch vorgegeschrieben wäre. Im Gegenteil findet der Unterricht in den Kindergärten bereits jetzt mehrheitlich in Mundart statt. So soll es auch in Zukunft bleiben. Die frühe spielerische Auseinandersetzung mit der Sprache ist aber immens wichtig für die Entwicklung eines Sprachgefühls. Unsere offizielle Landessprache ist nun einmal nicht Schweizerdeutsch, sondern Hochdeutsch, auch wenn es nicht unsere Muttersprache ist. Ich wage zu behaupten, dass unsere Hemmungen gegenüber unserer ersten Fremdsprache, die wir in der Schule zu lernen haben, um etliches kleiner wären, wenn wir alle früher Kontakt mit der Hoch- beziehungsweise unse-

rer Schriftsprache gehabt hätten. Ein grosser Vorteil unseres kleinen Landes ist unter anderem, dass wir auf engem Raum mehrere Sprachen sprechen. Diesen Vorteil sollten wir uns nicht verbauen. Es verlangt ja niemand, dass jetzt nur noch Hochdeutsch gesprochen werden soll. Aber wir möchten die heutige liberale Lösung beibehalten. Stellen Sie sich einmal vor, was passieren würde, wenn man nur noch Mundart sprechen dürfte! Dann müssten Sie auch die deutschen Kinderverse in die Mundart übersetzen, was nicht ganz einfach, wenn nicht sogar unmöglich ist. Ich bringe hier zum Abschluss eins, das mir passend scheint: «Die Kuh macht Muh, weiss jedes Kind, das ist 'ne Eigenart vom Rind; schon Kälber lernen dies recht früh – ohne sonderliche Müh.» Die glp-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). (*L'oratrice s'exprime en dialecte valaisan* :) Ich he Schwäin ghä, eifach nur Schwäin ghä, dass innerhalb var Schwitz die Gränze no offund sind. Das git mier d Möglichkeit, dum Grossrat Hess ds erkleru, dass schini güet gemeint Motion appa nid ganz durchdacht isch. Wenn d Chindergärtneri dum Nick seit, är sele nid züe zafferu, är sele jetzu emal uf ds Gabine ga, de versteit där kei Pögg. Und wenn d Nina am Morgu zer Port icher chunnt, und d Chindergärtneri mein: «Hesch dü hittu en hibschi Tretscha. Ich he in dienum Alter immer en Tschüppu ghä», de versteit öi d Nina nid, um was dass geit. Und wenn de afangs Mai d Chindergärtneri meint, zum Muettertag tie wer es Foscher bietzu, wissund die Chinder nid, wasch miessund machu. Dr gross Vorteil vam Hochtisch im Chindergartu isch de nämlich öi gad, dass mo am Abund vor dum schlafe de Kinder dr Globi oder dr Papa Moll uf Titsch chad vorläsu, und nieme no müess übersetzu. In däm Sinn empfähl ich Eiw d Motion zehr Ablehnig.

Mohamed Hamdaoui, Bienne (PS). C'était presque juste. Jetzt längts! Moi, franchement, j'en ai un petit peu marre de ce genre de débat. Il y a de cela quelques mois, j'ai fait partie des Welsches qui ont soutenu le fait que vous puissiez continuer, dans cet hémicycle, à parler en Berndütsch. Je l'ai fait par respect pour vous, par respect pour votre identité, qui est aussi la mienne, et accessoirement parce que nous avons d'excellentes interprètes. Mais maintenant, cela suffit, parce que vous vous attaquez à quelque chose de sérieux, c'est l'école obligatoire publique, pire encore, c'est le début de l'école obligatoire publique. C'est-à-dire un moment important, particulièrement symbolique pour nos chères petites têtes blondes, brunes ou noires, où on apprend progressivement à quitter le monde des parents et du quartier pour entrer dans un monde où il y a des codes et où le but principal est de faire de nous des citoyennes et des citoyens de nationalité suisse ou en tout cas intégrés dans ce pays. Je souris lorsque j'entends le motionnaire dire que c'est pour favoriser l'intégration des petits étrangers. Mais bon sang de bois, moi quand j'ai appris le Berndütsch, c'était pas à l'école, c'était dans la cour d'école, dans les clubs de foot, à la fanfare. C'est dans ces endroits-là où il faut favoriser l'intégration des petits étrangers et pas à l'école obligatoire, ce n'est pas véritablement son rôle numéro un. Il y a une autre raison qui m'amène à m'opposer

à cette motion et c'est une raison assez grave. Dans tous les pays en Europe, il y a actuellement des débats identitaires. Ils apportent beaucoup de voix aux partis qui les entretiennent, mais regardez la situation catastrophique sur laquelle ça débouche. Regardez en France, le débat sur l'identité nationale n'a fait qu'accroître le communautarisme. Est-ce que c'est ce que nous voulons? Une dernière chose. Ces débats identitaires débouchent sur une surenchère absolument incroyable. Aujourd'hui vous demandez cela, demain c'est vite vu, vous demanderez qu'on repousse l'enseignement du français dans l'école primaire, comme cela se fait déjà hélas dans certains cantons. Après-demain, ce sera quoi? Moi je dis non à cette tactique du salami qui ressemble de plus en plus à une tactique du cervelas.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.

Grossrat Hess möchte, dass im Gesetz festgeschrieben wird, was heute schon im Lehrplan gilt, nämlich Mundart im Kindergarten. Mundart im Kindergarten und weitgehend auch in der Basisstufe ist unbestritten und als Postulat weitgehend erfüllt. Ich fände es jedoch falsch, so etwas im Gesetz festzuhalten. Grossrat Hess macht sich Sorgen, dass wir vielleicht den Aufwand scheuen, um einen Artikel und einen Vortrag zu schreiben. Das ist jedoch nicht das Problem, das würden wir gerne machen. Grossrat Graber hat indessen die Argumente, die dagegen sprechen, vorgebracht. Müssen wir so etwas tatsächlich im Gesetz fixieren? Schule ist etwas Lebendiges. Sie lebt von Beziehungen, nicht von Paragraphen. Deshalb bin ich der Meinung, dass die Flexibilität in einer Schule erhalten werden muss. Die Lehrpersonen sind keine Maschinen, denen man vorschreibt, dass sie im Kindergarten 86 Prozent Mundart und 14 Prozent Hochdeutsch sprechen müssen. Das verlangt der Motionär zwar nicht, aber in anderen Kantonen wurde darüber diskutiert, ins Gesetz 70 Prozent Mundart und 30 Prozent Hochdeutsch aufzunehmen. So funktioniert die Schule jedoch nicht. Schule besteht aus Beziehungen zwischen Lehrpersonen und Schülerinnen und Schülern, und nur wenn diese Beziehungen funktionieren, lernen die Kinder etwas. Es wäre eine falsche Vorstellung, ins Gesetz schreiben zu wollen, wann man Hochdeutsch sprechen muss. Die Schule funktioniert und darf nicht verreglementiert werden. Die Lehrpersonen wissen, wann sie Hochdeutsch und wann Mundart einsetzen müssen. Sie sind Profis und wissen, dass es unterschiedliche Situationen gibt. Sie machen es richtig. Geben wir ihnen also unsere Unterstützung und verzichten wir darauf, solche Sachen ins Gesetz zu schreiben.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 9

Non 126

Abstentions 1

La présidente. Vous avez rejeté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.315

N° de l'intervention: 082-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Tanner (Ranflüh, UDF)
 (porte-parole)
 Ammann (Meiringen, PS)
 Fischer (Meiringen, UDC)
 Sommer (Wynigen, PLR)
 Stähli (Gasel, PBD)
 Cosignataires: 16
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 1067/2014 du 3 septembre 2014
 Direction: INS

Monuments dignes de conservation: plus de latitude

Dans le domaine des monuments dignes de conservation, le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. créer les bases légales nécessaires pour augmenter la latitude des maîtres d'ouvrage notamment quand le projet de construction implique la modification des structures d'un objet digne d'être conservé ;
2. veiller à la proportionnalité au moment de trancher la question de savoir si un objet est digne de conservation ou qu'il doit être démolé.

Développement

Il est incontestable que les monuments doivent être protégés ou conservés quand ils ont une valeur culturelle, historique ou esthétique particulière.

Il est tout aussi incontestable que, dans le canton de Berne, le nombre des objets placés sous protection ne cesse d'augmenter.

Dans le cas précisément d'objets dignes de conservation, les maîtres d'ouvrage sont confrontés dans bien des cas à des restrictions comme celles de l'article 10b LC, qui interdit la transformation de l'extérieur des bâtiments ou de l'agencement de leurs pièces et qui est donc inconciliable avec l'utilisation ou la réaffectation de l'objet, sauf à accepter des coûts beaucoup plus élevés et des compromis disproportionnés. Dès lors, l'élément « l'agencement des pièces » doit être biffé de l'article 10b LC.

La situation est similaire quand il s'agit de savoir si un objet classé digne de conservation doit être démolé ou s'il faut le conserver. En ce qui concerne les objets dont l'affectation est déterminée, comme c'est le cas des écoles, la conservation peut être une option irrationnelle. Dans de tels cas, il est par exemple impossible d'installer un ascenseur, il est quasiment impossible d'aménager les lieux conformément aux besoins des personnes à mobilité réduite et de plus, les besoins d'espace ont certainement beaucoup changé depuis la construction du bâtiment. Par ailleurs, la démolition d'un bâtiment et son remplacement par un édifice nouveau et architecturalement équivalent sur le même terrain peuvent être moins coûteux que la rénovation de l'objet digne de conservation. Au vu des finances du canton et des communes et des possibilités qu'elles offrent pour la construction de bâtiments publics, l'argument des coûts doit être pris en compte.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion charge le Conseil-exécutif de créer ou d'adapter les bases légales afin d'accroître la latitude des maîtres d'ouvrage s'agissant de la modification des structures d'un objet digne de conservation et d'accorder une plus grande importance à l'examen de la proportionnalité au moment de trancher la question de savoir si un monument historique doit être conservé ou démoli.

Le Conseil-exécutif estime que la déclaration de l'auteur de la motion selon laquelle le nombre d'objets placés sous protection ne cesse d'augmenter est incorrecte. Le recensement architectural du canton de Berne est exhaustif et comporte 36 000 objets. Ce nombre n'évoluera que peu à long terme car les nouvelles inscriptions sont régulièrement compensées par des suppressions.

Point 1

La protection de l'intérieur des monuments, limitée à l'agencement de leurs pièces, qui est prévue à l'article 10b, alinéa 3 de la loi sur les constructions (LC) a été introduite par le législateur afin d'éviter une dénaturation complète de l'intérieur des monuments historiques dignes de conservation. S'il était possible de modifier l'agencement intérieur sans restriction, les monuments historiques dignes de conservation ne seraient à l'avenir que des coquilles vides, des façades.

La Stratégie de protection du patrimoine, qui porte sur les monuments historiques et l'archéologie, sera vraisemblablement soumise au Grand Conseil lors de sa session de janvier 2015. Celle-ci établit les fondements communs au canton et à ses partenaires pour mener leurs activités en matière de protection du patrimoine. Elle considère le patrimoine culturel comme une ressource précieuse qui a une influence positive sur la qualité de vie et de l'habitat ainsi que sur l'attractivité de toutes les régions du canton. Elle détermine par ailleurs les tâches et les activités du Service archéologique et du Service des monuments historiques et doit ainsi contribuer à ce que les prescriptions relatives à la protection du patrimoine soient mises en œuvre de manière transparente et selon des principes clairs. A cet égard, elle se base sur la devise « limiter au maximum les interventions, mais agir autant que nécessaire ».

L'une des priorités de la stratégie est de veiller à ce que les monuments historiques puissent être affectés à une utilisation durable et conforme aux nécessités de l'époque, tenant compte au mieux des besoins de leurs habitants et habitantes et de leurs utilisateurs et utilisatrices. Les expériences de ces dernières années montrent que les partenaires concernés doivent être associés le plus tôt possible au processus afin de faciliter la recherche des meilleures solutions.

Afin de laisser davantage de liberté aux services concernés lors de la mise en œuvre de la stratégie et de renforcer l'utilité de cette dernière, notamment en termes de définition de la priorité des différentes activités et d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience, l'actuel projet de stratégie prévoit que la Direction de l'instruction publique soit chargée d'examiner les bases légales d'ici à 2017 pour voir si des améliorations peuvent être apportées. Les résultats de cet examen seront présentés au Conseil-exécutif et au Grand Conseil en temps voulu et en bonne et due forme. Le Con-

seil-exécutif est disposé à étudier la demande du motionnaire dans ce contexte.

Pour ces motifs, il propose d'adopter ce point sous forme de postulat.

Point 2

Le principe de proportionnalité s'applique également aux monuments historiques dignes de conservation. En effet, lors de la procédure d'octroi du permis de construire, il convient d'examiner si la conservation des bâtiments respecte ou non ce principe. Ce n'est pas le Service des monuments historiques qui procède à cet examen mais l'autorité chargée de l'octroi des permis de construire. Cette dernière doit ainsi peser les intérêts de tous les protagonistes et confronter les diverses bases légales. A cet égard, elle peut apprécier librement l'avis d'expert du Service des monuments historiques et s'en écarter pour de justes motifs.

Le Conseil-exécutif estime par conséquent que la marge de manœuvre dont disposent les autorités d'octroi des permis de construire et les maîtres d'ouvrage s'agissant des monuments historiques dignes de conservation est large et suffisante.

Il est d'avis que les bases légales existantes permettent déjà de satisfaire au deuxième point de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : adoption sous forme de postulat

Point 2 : adoption et classement

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Mehr Spielraum bei erhaltenswerten Baudenkmälern – so lautet unsere Motion. Es gibt zwei Arten von Baudenkmälern. In Artikel 10b Absatz 2 Baugesetz BauG werden die schützenswerten Baudenkmäler, in Art. 10b Abs. 3 Baugesetz BauG die erhaltenswerten Baudenkmäler beschrieben. Unsere Motion betrifft nur die erhaltenswerten Baudenkmäler. Wie funktioniert die Kantonale Denkmalpflege KDP? Es bestehen keine schriftlichen Richtlinien. Gemäss Stand März 2014 teilen sich 58 Personen 40 Vollzeitstellen. Mit unterschiedlichen Meinungen wird den Bauherren gesagt, was gebaut werden darf – manchmal stur und zu bürokratisch, manchmal arrogant. Folgend berichte ich Ihnen von einem mir bekannten Fall: Von einer Besprechung zur anderen verging sehr viel Zeit. Das Schlimmste daran war, dass die beratende Person der KDP bei einer weiteren Besprechung eine völlig gegensätzliche Variante forderte. Neue Pläne mussten erstellt werden und wieder verging sehr viel Zeit, bis nach mehrmaligen Nachfragen durch den Architekten eine Antwort der KDP eintraf. Der KDP fehlen einheimische Handwerker als Berater, die auch etwas verstehen würden. Auf der Homepage der KDP steht: «...Eigentümerinnen und Eigentümer erarbeiten gemeinsam mit der Denkmalpflege Lösungsmöglichkeiten, die gleichermassen die Bedürfnisse der Bauherrschaft berücksichtigen und die historische Bausubstanz schonen.» (*La présidente agite sa cloche.*) In vielen Fällen haben die Berater die Bedürfnisse der Bauherrschaft nicht berücksichtigt.

Ich komme zu Punkt eins unserer Motion: «... wenn es um die Änderung der Raumstruktur geht». Erhaltenswerte Häuser sind nicht Museen gleichzusetzen. Die Gebäude sind meistens Privateigentum. Es reicht, wenn diese Häuser in der Fassade erhalten bleiben. Im Innenausbau mit Wärmedämmungen, Fensterbeschlägen, Verkleidungen bei Wän-

den und Decken braucht es weniger Diskussionen mit der KDP, sondern mehr Freiheit für die Bauherrschaft. Wir brauchen mit sinnvollen Raumeinteilungen ausgebaute Häuser, die den heutigen Bedürfnissen entsprechen. Die bestehenden Häuser müssen besser genutzt werden können, damit weniger Kulturland verbaut wird. Dies gilt im Besonderen für die Infrastruktur der öffentlichen Hand. Wenn bei Schulhäusern und Spitälern Raumstrukturen einer modernen Nutzung angepasst werden müssen, dürfen bei erhaltenswerten Gebäuden so wenig Einschränkungen wie möglich gelten. Beispielsweise darf es kein Problem darstellen, wenn Balkone im Sinne einer Verdichtung zu Schulraum werden.

Nun zu Punkt zwei der Motion: «... wenn es um die Verhältnismässigkeit bei der Frage geht, ob ein Objekt zu erhalten ist oder abgerissen werden kann.» Dass Dachbinder, Türpfosten, Fensterbänke und anderes aus einem Abbruchobjekt ein erhaltenswertes Objekt machen, das nur mit viel Geld und grossen Einschränkungen bezüglich Raumhöhen, Verglasungen, Raumeinteilung um- und ausgebaut werden darf, kann nicht zielführend sein (*La présidente agite sa cloche.*) Gerade auch bei Infrastrukturen der öffentlichen Hand wie die vorhin erwähnten Schulanlagen und Spitäler ist im Sinne eines haushälterischen Umgangs mit Steuergeldern sehr genau zu prüfen, ob im Einzelfall ein Abbruch nicht zielführender wäre als eine Sanierung. Im Vordergrund muss dabei die Frage stehen, wie möglichst günstig eine möglichst gute Situation für die Nutzer gefunden werden kann. In der Antwort des Regierungsrat auf unsere Motion steht: «...Die Anzahl der Objekte im Bauinventar des Kantons Bern beträgt 36 000. An dieser Zahl wird längerfristig wenig ändern, da Neuaufnahmen bei Inventarrevisionen regelmässig kompensiert werden durch Entlassungen aus dem Inventar». Am 26. Mai 2014 vermeldete das Regionaljournal, dass zirka 1 000 Gebäude – 30- bis 40-jährig – neu ins Inventar der Denkmalpflege aufgenommen würden. Herr Gerber, kantonaler Denkmalpfleger, bestätigte mir, dass das Inventar mit jungen Bauten nachgeführt wird. Ich hoffe sehr, dass die Anzahl der Objekte von 36 000 im Bauinventar nicht noch mehr ansteigen wird. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Für uns Motionäre ist klar, dass bei der Interessensabwägung bei erhaltenswerten Gebäuden immer die Interessen der Nutzer möglichst hoch gewichtet werden müssen. Wir werden in beiden Punkten an der Motion festhalten.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Die grüne Fraktion nimmt Punkt eins der vorliegenden Motion als Postulat, Punkt zwei als Motion mit gleichzeitiger Abschreibung an. Wir empfehlen Ihnen, Dasselbe zu tun. Warum nehmen wir Punkt eins nicht als Motion an? Die Erziehungsdirektion hat in den letzten zwei Legislaturen mehrere Strategien erarbeitet, beispielsweise die Bildungsstrategie oder die Kulturstrategie. Momentan arbeiten wir an der Kulturpflegestrategie. Alle diese Strategien dienen oder werden noch als seriöse und gute Grundlagen für Gesetzesrevisionen dienen. Wir haben erfahren, wie gut sich dieses Vorgehen bewährt hat. Alle diese Gesetzesrevisionen waren breit abgestützt und gingen hier im Rat mit grösstmöglicher Zustimmung ruhig durch. Anlässlich der Erarbeitung der Kulturpflegestrategie fanden letzten Sommer mehrere Hearings

mit betroffenen beruflichen und politischen Kreisen sowie mit Interessenverbänden statt. Ende letztes Jahr wurde die Vernehmlassung durchgeführt und anschliessend geschah die Überarbeitung. Momentan arbeiten wir in der Bildungskommission an der Kulturpflegestrategie. Im Januar wird sie hier im Grossen Rat behandelt werden. In der Kulturpflegestrategie wird eine Überarbeitung der gesetzlichen Grundlagen im Jahr 2017 relativ klar angekündigt. So verstehe ich es jedenfalls.

Für die grüne Fraktion ist es ein bewährtes und sorgfältiges Vorgehen für eine Gesetzesänderung, zuerst eine gute Abklärung bei Fachleuten, den betroffenen Kreisen und der Politik durchzuführen, danach in der Kommission seriös daran zu arbeiten und das Geschäft anschliessend im Grossen Rat zu beraten. Deshalb möchten wir den Punkt eins nicht in der absoluten Motionsform annehmen. Mir persönlich fallen in Gesprächen über die Denkmalpflege immer wieder die vielen Missverständnisse, Unklarheiten, Begriffsverwechslungen und leider auch Unwahrheiten auf. Häufig werden – ich muss es leider so sagen – Kraut und Rüben durcheinander geworfen; wie auch gerade vorhin im Votum des Motionärs. Es wird landauf, landab sehr viel darüber geredet, was die Denkmalpflege mache verhindere oder verbiete. Realitätsfremd sei sie, altmodisch und stur. Wenn die Erziehungsdirektion aber bei denjenigen Personen, welche wirklich Erfahrungen mit der Denkmalpflege gemacht haben, persönlich und konkret eine breite Umfrage durchführt, kommen ganz andere Resultate zum Vorschein. Das ist schon ein wenig seltsam.

Bei der Denkmalpflege arbeiten Fachleute, welche nebst der denkmalpflegerischen Ausbildung häufig über einen Erstausbildung verfügen – sehr oft diejenige des Architekten. Diese Fachleute schauen sich nicht nur ein einziges Bauernhaus an, sondern sie sehen 50 oder 100 erhaltenswerte oder schützenswerte Bauernhäuser im Jahr. Sie haben eine Vorstellung, was machbar ist, um ein solch erhaltenswertes Bauernhaus den heutigen Bedürfnissen anzupassen, beispielsweise um die zu tiefe Decke zu erhöhen oder die Treppe, die sich nur aussen auf der Laube befindet, ins Hausinnere zu versetzen. Sie verfügen über einen riesigen Erfahrungsschatz und können daraus Ratschläge schöpfen. Die Denkmalpflege kann nur Fachberichte abgeben und kann weder etwas verbieten noch sonst etwas. Das ist nach wie vor ein Märchen, welches in diesem Kanton gerne weitererzählt wird. Deshalb bitte ich Sie den ersten Punkt der Motion als Postulat anzunehmen. Das kann anschliessend in die allfälligen Gesetzesänderungen eingebaut werden. Aber das soll sicher nicht als Motion angenommen werden, dafür sind wir 160 Personen in diesem Saal zu wenig kompetent.

Donat Schneider, Lyss (UDC). Ich kann es vorweg nehmen – die SVP-Fraktion unterstützt beide Forderungen in Form einer Motion. Wir werden auch die Abschreibung bestreiten. Weshalb dies? Gemäss den Zahlen stimmt es zwar – wie der Regierungsrat sagt – dass das Bauinventar nicht ständig zunimmt. Wir müssen jedoch sehen, was es in absoluten Zahlen bedeutet, wenn rund 10 Prozent der Gebäude als schützenswert oder erhaltenswert eingestuft sind. Wir finden das sehr viel. Es befindet sich also eine sehr hohe Anzahl schützenswerter oder erhaltenswerter Bauten

im Inventar. Im Gegensatz zu meiner Vorrednerin finden wir, dass der Grosse Rat sich gerade weil wir momentan am Erarbeiten der Kulturpflegestrategie sind, bei dieser Gelegenheit konkret äussern sollte. Ich habe absolut nichts dagegen, dass wir in der Kommission die Strategie sehr sorgfältig diskutieren und der Grosse Rat anschliessend darüber entscheiden wird. Aber genau deshalb ist es wichtig, dass wir ein Zeichen erhalten, was mit der Strategie geschehen soll. Denn wir befürchten ein bisschen, dass in der Strategie der Status quo geschrieben, mit Lorbeeren bekränzt und das Ganze dann als Strategie verkauft wird. Das möchten wir nicht. Wir möchten die bestehenden Sorgen wirklich ernst nehmen und versuchen, dafür eine Lösung zu finden. Deshalb möchten wir ein klares Zeichen setzen, in welche Richtung die Strategie und die daraus allenfalls folgenden Gesetzesanpassungen gehen sollen.

Das Thema Raumstrukturen ist immer wieder ein brennendes Thema, nicht nur bei den schützenswerten, sondern auch bei den erhaltenswerten Bauten. Wir sind der Meinung, dass mit heutigen Mitteln – beispielsweise der Digitalisierung – Innenstrukturen durchaus archiviert werden könnten, sodass man diese nicht physisch, sondern mittels einer 3D-Digitalisierung erhalten könnte. Im Zeitalter, wo quasi per Mausklick auf Strassen in der ganzen Welt herumgefahren werden kann, sollte so etwas technisch möglich sein. Das wäre wahrscheinlich eine Lösung, um ein wenig zu einer Entspannung beizutragen.

Wie der Regierungsrat in seiner Antwort sagt, ist der Bescheid am Schluss, ob ein erhaltenswertes Gebäude abgebrochen werden darf oder nicht, immer nur ein beratendes Gutachten in dem Sinne und abschliessend entscheidet die Baubewilligungsbehörde. Aber alle, die sich irgendwann einmal damit befasst haben, wissen, dass es in der Praxis natürlich andere Interessensgruppierungen gibt – namentlich beispielsweise der Heimatschutz –, die sich dann einsetzen und auf das Gutachten Bezug nehmen können. Deshalb besteht für uns dort ein Konflikt, der einfach keinen Sinn macht und den man im Rahmen der Strategie beheben sollte. Wir sind froh, wenn auch Sie ein Zeichen setzen, in welche Richtung es gehen soll. Wir werden, wie gesagt, beide Punkte als Motion unterstützen.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann den Ausführungen des Regierungsrats folgen und unterstützt diese in beiden Punkten. Auch wir sind der Meinung, dass das Kulturerbe eine wichtige Ressource darstellt und unsere Lebens- und Wohnqualität in diesem Land massiv beeinflusst. Aber Gewohnheiten verändern sich, und deshalb sind wir froh, dass der Regierungsrat bereit ist, im Rahmen der Diskussion der neuen Kulturpflegestrategie im nächsten Jahr die gesetzlichen Grundlagen auf Optimierungsmöglichkeiten hin zu überprüfen. Nur zeitgemässe Nutzungen von Gebäuden – vor allem auch von öffentlichen Gebäuden wie Schulen und Spitälern – sind gute Nutzungen. Es ist uns aber trotzdem wichtig, darauf hinzuweisen, dass nicht die Denkmalpflege, sondern die Baubewilligungsbehörden letztlich entscheiden. Dabei möchte ich meiner Vor-Vorrednerin, Bettina Keller, folgen und auch darauf hinweisen, dass bei triftigen Gründen die Fachmeinung der Denkmalpflege von der Bewilligungsbehörde überstimmt werden kann und von ihr abgewichen

werden kann. Und die Denkmalpflege erhebt nur aus wirklich gewichtigen Gründen und eigentlich sehr selten Einsprache.

Ulrich Stähli, Gassel (PBD). Ich spreche als Fraktionssprecher und als Mitmotionär, was in diesem Fall praktisch identisch ist. Die Motion wurde überparteilich und minutiös vorbereitet. Man hat bewusst zwischen schützenswerten und nur erhaltenswerten Objekten unterschieden. Es geht hier also nicht etwa darum, den Schutz für schöne historische Gebäude aufzuweichen und zu lockern. Es geht darum, dass bei rund 36 000 Bauten nötige Aufwertungen und bessere Nutzungen ohne bürokratische Hürden vorgenommen werden können. Liebe Bettina Keller – ich war schon oft bei Begehungen mit dabei. Beispielsweise als Parlamentarier in Köniz, wo man mich zu Hilfe rief, weil man mit der Denkmalpflege nicht zurechtgekommen war. Es gab dann ein Hin und Her, bis zuletzt der richtige Mann von der Denkmalpflege erschien, der dann sagte, es sei möglich – auch wenn es vorher nicht gegangen war. Solches ist natürlich störend. Liebe Ratsmitglieder, wenn im behäbigen Kanton Bern eine gewisse Verdichtung gelingen soll, dürfen wir uns nicht selbst dauernd Knebel zwischen die Beine werfen und jegliche Veränderungen verhindern; und dies notabene durch eine Institution, bei der manchmal die linke Hand nicht genau weiss, was die rechte tut. Veränderungen tun weh. Will man aber in der Raumplanung vorwärtskommen, wird es in der nächsten Zeit wehtun. Es kann doch nicht sein, dass jemand bei einem Haus eine zusätzliche Wohnung einbauen möchte, dabei eine 70-jährige Treppe oder ein «Öfeli» wegen der Erhaltung Kosten verursacht und man deswegen schlussendlich auf den Ausbau verzichtet.

Ich gebe nun noch die Meinung der BDP-Fraktion bekannt. Bei Punkt eins sind wir mit grossem Mehr für eine Annahme als Motion. Punkt zwei nehmen wir einstimmig an und sind gegen eine Abschreibung, damit der Druck für weniger bürokratische Hürden bei Umbau und innerer Verdichtung aufrechterhalten bleibt. Diese Motion zielt genau in die Richtung des Raumplanungsberichts, wozu wir dann in einem weiteren Traktandum kommen werden.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich möchte nicht in den Chor all derjenigen einstimmen, die sich lieber heute als morgen von den schikanösen Fesseln des Kulturgüterschutzes befreien möchten. Auch will ich Ernst Tanner nicht unterstellen, dass er gleich die Abrissbirne an seinen Bagger anschrauben möchte. Als Architekt kenne ich die Thematik der Motion von meiner Tätigkeit mit Eigentümern sehr gut. Ich kenne aber auch die andere Seite von meiner Tätigkeit als Bauberater, der für den Berner Heimatschutz Eigentümer und Gemeinden beraten hat. Diese Fragestellung ist überhaupt nicht neu. In der Schweizerischen Bauzeitung wurde 1985 über eine Sitzung des Bernischen Ingenieur- und Architektenvereins berichtet. Ich werde Ihnen daraus kurz vorlesen: «...Als zweites Traktandum folgt die Besprechung der Frage der Entfernung des Chäfigthurms ...» – mit ch und th geschrieben – « ...welche von den Quartierleuten angeregt worden war. Er, der Präsident, gibt einen kurzen historischen Rückblick über den Chäfigthurm und erwähnt, dass jetzt, wo in der ganzen gebildeten Welt die Tendenz immer mehr hervortrete, die Kunstwerke unse-

rer Voreltern in Ehren zu halten und besonders unter den Architekten den Ruf für die Erhaltung der Baudenkmäler immer lauter werde, es angezeigt sei, genau zu erwägen, ob der Nutzen, der aus der Entfernung erwachse, im Verhältnis stehe mit der Einbusse eines der wenigen alten Baudenkmäler, das über 600 Jahre die guten und bösen Tage unserer Vaterstadt gesehen habe und das der äusseren Erscheinung seiner Umgebung einen eigenen Charakter gibt.» Dann erschien Regierungsrat Rohr – der Vorgänger von Regierungsrat Pulver. Weiter steht: «...ergreift hierauf das Wort und erklärt vor allem das die Frage des Chäfigthurms keine brennende sei, indem der Staat vorderhand denselben noch als Strafgefängnis notwendig habe.» Der Käfigturm steht nach wie vor, der Umgang mit dem baugeschichtlichen Erbe hat aber schon frühere Generationen beschäftigt. Die Debatte bewegte sich schon damals um die Abwägung zwischen Bewahrung und Erhaltung einerseits und Neugestaltung und Weiterentwicklung andererseits. Diese spannende Auseinandersetzung zieht sich durch die ganze Baugeschichte.

Nun zielt der Vorstoss natürlich nicht auf einen baukulturellen Kahlschlag ab. Der erste Punkt der Motion verlangt mehr Spielraum bei der Änderung von Raumstrukturen bei erhaltenswert inventarisierten Gebäuden. Doch gerade dort liegt der Hase im Pfeffer (*La présidente agite sa cloche.*) Es stellt sich nämlich die Frage, wie viel Verfremdung Abbruchmassnahmen, Korrekturen ein Gebäude erträgt, damit der baukulturelle Wert, seine Identität und die Echtheit des Gebäudes noch gewahrt bleiben. Der Schutzzweck im Baurecht zielt genau in diese Richtung. Die Frage der Echtheit ist in dieser Diskussion bedeutend. Im Alltag sind wir uns viele bauliche Täuschungen gewohnt, beispielsweise den Holzboden, der zwar nicht mehr knarrt, aber eigentlich aus fototechnisch bedruckten Kunststoffpanelen besteht. Darf ein Gebäude auf seine Hülle reduziert werden und innendrin darf man machen was man will? Das ist eigentlich die Frage. Worin besteht der Unterschied zur virtuellen 3D-Welt, wie sie vorhin Donat antönte, gegenüber der Echtheit eines Baus, den man begehen und in dem man leben kann? Es geht nicht um die Frage, was bautechnisch möglich ist. Heute kann ein Bauernhaus innen problemlos komplett ausgeräumt und sein Raum mit einer Stahlbetondecke stützenfrei überspannt werden. Durch diese Intervention gerät aber das ganze Bauwerk in eine Art Gleichgewichtsstörung zwischen Aussenhülle und innerer Beliebtheit. Das ist ähnlich wie bei einem Menschen. Entfernt man aus seinem Skelett einzelne Teile, gerät er auch ein wenig aus dem Gleichgewicht. Das Baugesetz will eigentlich nur das Schlimmste verhindern, so genannte «Verunstaltungs-Massnahmen» oder «Brutalo-Renovationen». Veränderungen und Ergänzungen sind heute durchaus zulässig, wenn sie sich der Baustruktur und der Bausubstanz unterordnen. Ich mache die Erfahrung, dass mit Augenmass und Respekt durchaus etwas verändert werden kann. Ich weiss aber, dass beinahe jede und jeder hier im Saal Geschichten rund um die Denkmalpflege kennt. Doch statt nun gesetzgeberische Abbruchwerkzeuge in die Hand zu nehmen, wäre aus meiner Sicht eine Sensibilisierung für die Qualitäten auf jeweils beiden Seiten wichtig, einerseits für den kulturellen Wert eines Baus, andererseits für die veränderten Bedürfnisse der Nutzer. Nehmen Sie sich doch an einem Sonntag ein-

mal die Zeit und betrachten in Ruhe die Frontseite eines Bauernhauses oder die Fassade eines Altstadthauses und staunen über den Gestaltungswillen, das Gefühl für Proportionen und Detaillierung unserer Vorfahren. Und sagen Sie bitte nicht, damals hätte man viel mehr Zeit und Ressourcen zur Verfügung gehabt. Das stimmt nämlich nicht. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Der Anteil für die persönliche Existenzsicherung war damals viel grösser als heute.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich habe immer noch ein wenig das Gefühl – wie es Bettina Keller auch sagte – dass es nach wie vor eine Vermischung gibt. Schützenswert und erhaltenswert werden im gleichen Atemzug erwähnt, das ist aber einfach nicht dasselbe. Es sind auch unterschiedliche Behörden zuständig. Jürg Iseli, du musst jetzt nicht den Kopf schütteln. Ich arbeite seit zweieinhalb Jahren an einem Projekt mit einem K-Objekt, welches erhaltenswert ist. Die Denkmalpflege wurde angefragt und es war kein Problem. Auch mit der zuständigen Gemeinde hatten wir nie ein Problem. Wenn nicht die Gemeindebürger die ganze Ortsplanung abgelehnt hätten, hätten wir das Projekt machen können. Nun ist es deshalb nicht möglich. Aber das Ganze war nie ein Problem der Denkmalpflege. In Zusammenarbeit mit der Denkmalpflege wurde im Rahmen des Projekts «Tradition und Innovation» im Freilichtmuseum Ballenberg beispielsweise ein wirklich schützenswertes Haus sogar umgebaut. Dort kann man besichtigen, wie in einem solchen Haus nach heutigem Standard gewohnt werden kann. Es ist ein fantastisches Haus – wenn es nicht so abgelegen wäre, würde ich es sofort bewohnen. Es ist wirklich wunderbar was heute machbar ist. Sie haben es vorhin von Martin Aeschlimann gehört: jede und jeder hat schon irgendetwas über die Denkmalpflege gehört. Es sind immer dieselben Geschichten. Das lässt sich aber auf Einzelfälle und – ich wage sogar zu behaupten – wahrscheinlich auf Einzelpersonen innerhalb der Denkmalpflege reduzieren. Es sind immer dieselben Personen, von denen man hört. Sie sind zwar fachlich sehr gut, haben aber, berndeutsch gesagt, einfach nicht «gnue Füdle», auch mal den Fünfer gerade sein zu lassen. Da muss man dann den Chef beiziehen und dann geht es. Das ist mühsam, aber es funktioniert immer irgendwie. Deshalb finden wir das hier wirklich ein bisschen übersteuert. Wir nehmen Punkt eins – wie von der Regierung vorgeschlagen als Postulat und Punkt zwei bei gleichzeitiger Abschreibung an.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann inhaltlich nicht viel mehr sagen, als es Kollege Tanner bereits gesagt hat. Es stört mich aber schon ein wenig, dass jetzt plötzlich – wie auch gerade von Grossrätin Keller – eine Debatte über die Denkmalpfleger geführt wird. In dieser Motion geht es nicht um die Denkmalpfleger, sondern um ein konkretes Problem. Es geht auch nicht um den Kulturgüterschatz und um schützenswerte Objekte, wie Kollege Aeschlimann ausführte. Es geht um Änderungen in der Raumstruktur für erhaltenswerte Objekte und um nichts anderes. Es ist schon speziell, dass ausgerechnet der Erziehungsdirektor für dieses Thema zuständig ist, denn gerade bei leer stehenden Schulhäusern gibt es landauf, landab Probleme. In meiner Wohngemeinde wurde erst kürzlich ein Schulhaus an eine

einheimische Familie verkauft. Es soll aber nicht möglich sein, dass die Familie es umbauen kann, damit sie es auch nützen kann. Darum wird die EDU-Fraktion die Motion einstimmig in allen Punkten unterstützen. Ich hoffe, Sie können dies auch tun.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Aus meiner Sicht wurde von beiden Lagern eigentlich alles gesagt. Grundsätzlich sollen im Kanton Bern Baudenkmäler geschützt und auch erhalten werden können. Im Inventar der Kantonalen Denkmalpflege sind 10 Prozent, also 36 000 Gebäude registriert. Der Status der 13 000 schützenswerten Objekte ist von der Motion nicht betroffen. Die anderen 23 000 Objekte, die als erhaltenswert eingestuft sind, sollen bei einer Renovation sinnvoll umgenutzt werden können. Die Raumstruktur soll einer neuzeitlichen Nutzung angepasst werden können. Auch der Abriss eines Objekts soll möglich sein, wenn eine Renovation nicht mehr sinnvoll ist. Deshalb wird die Fraktion der FDP die Motion in beiden Punkten annehmen.

La présidente. Monsieur Mentha, à titre personnel.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich möchte auf einen Aspekt hinweisen, der hier noch nicht erwähnt wurde. Der Denkmalpflege wird von den Motionären sehr stark für so Einiges die Schuld gegeben, insbesondere betreffend die Umnutzung landwirtschaftlich nicht mehr genutzter Bauten. In Artikel 24d Absatz 2 Raumplanungsgesetz RPG gibt es so etwas wie eine Flucht nach vorne. Dort steht nämlich: «Die vollständige Zweckänderung von schützenswert anerkannten Bauten und Anlagen kann zugelassen werden, wenn...» Ich möchte das hier in Erinnerung rufen. Man sollte nicht nur über die Denkmalpflege schimpfen, sondern erkennen, dass auch Aspekte existieren, die helfen, ein landwirtschaftliches Gebäude zu einer landwirtschaftsfremden Nutzung umzunutzen. Die Voraussetzungen dazu werden in Artikel 24d Absatz 2 RPG genannt.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich muss zugeben, dass ich befangen bin. Ich bin Mitglied der Fachkommission für Denkmalpflege des Kantons Bern und vertrete dort die Sicht der Gemeinden auf das ganze Geschäft. Ich bin gerne in die Fachkommission gegangen, da Burgdorf als Zähringerstadt natürlich über sehr viele denkmalgeschützte Objekte verfügt. Die Kommission geht sowohl mit den schützenswerten als auch mit den erhaltenswerten Bauten sehr verhältnismässig und sehr sorgfältig um. Es wird sehr gut geschaut, was allenfalls erhalten werden kann oder wie es sinnvoll umgenutzt werden könnte. Aber zum Beispiel haben wir gerade gestern Abend auch ein erhaltenswertes Objekt zum Abbruch freigegeben. Diese Verhältnismässigkeit und Sorgfalt findet also statt. Ich spreche aber auch als Stadtpräsidentin von Burgdorf. Ich finde es schade, dass wir uns ein bisschen wie auf zwei Seiten befinden; also quasi die Denkmalpflege gegen die Stadt und die Baubehörde. Nein, gemeinsam müssen wir vorwärts gehen. Wir konnten in unserer Stadt sehr viele Projekte verwirklichen, weil wir von Anfang an mit der Denkmalpflege zusammenarbeiteten und uns diese half, gute Lösungen zu finden. Ein Beispiel dafür ist unsere tolle Brauerei im altherwürdigen Kornhaus. Ge-

meinsam kann man sehr viel erreichen und das dient zum Schutz und dem Nutzen der Besitzer. In diesem Sinne warne ich davor, sich gegenseitig auszuspielen und hoffe, dass Sie das Geschäft differenziert betrachten. Ich empfehle Ihnen, so abzustimmen, wie es die Regierung empfiehlt. Dann noch etwas Letztes, was von einigen bereits angesprochen wurde. Am Schluss entscheidet die Baubewilligungsbehörde. Sie kann zugunsten der Nutzung eines Gebäudes gegen die Meinung der Denkmalpflege entscheiden. Sie alle können dies in ihren Gemeinden so machen. Dazu braucht es halt ein bisschen Mut.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion unterscheidet – wie auch das Gesetz – zwischen schützenswerten und erhaltenswerten Objekten. Die Motion verlangt mehr Freiraum für die Änderung der Raumstruktur bei erhaltenswerten Objekten und bei der Prüfung der Verhältnismässigkeit in der Frage, ob ein Objekt abgerissen werden kann oder nicht. Ich bin mir aber nicht ganz sicher, ob dies das Problem ist oder ob wir da nicht an einem falschen Ort ansetzen. Betrachten wir nämlich das Baugesetz, steht in Artikel 10b Absatz 3 Baugesetz BauG ganz klar: «Erhaltenswerte Baudenkmäler sind in ihrem äusseren Bestand und mit ihren Raumstrukturen zu bewahren. Ein Abbruch ist zulässig, wenn die Erhaltung unverhältnismässig ist...». Es ist klar, dass erhaltenswerte Gebäude abgerissen werden können, wenn ein Erhalt nicht verhältnismässig ist. Dieser – materielle – Artikel ist ziemlich schnell zu finden. Um Ihnen das darlegen zu können, habe ich am Wochenende versucht, im Baugesetz die ganze Interessensabwägung zu finden. Wer entscheidet denn eigentlich? Vom Verfahren her unterliegt die Fachmeinung der Denkmalpflege der freien Beweisführung. Aber finden Sie einmal die entsprechende Bestimmung im Baugesetz! Die Frage ist meines Erachtens vor allem die Folgende: Sind sich die Baubewilligungsbehörden tatsächlich über die Rolle der Fachmeinung der Denkmalpflege im Klaren? Ich glaube genau hier liegt eines der Probleme. Wenn die Parteien sich nicht im Vorherein einigen können und die Denkmalpflege ihre Beurteilung über die Wichtigkeit und den Erhaltenswert einer Raumstruktur in einem Fachbericht abgibt, muss anschliessend die Baubewilligungsbehörde – bei erhaltenswerten Gebäuden ist dies die Gemeinde oder der Regierungsstatthalter – im jeweiligen Fall entscheiden. Sie ist nicht zwingend an die Fachmeinung der Denkmalpflege gebunden. Man darf der Denkmalpflege keinen Vorwurf machen, wenn sie Objekte aus denkmalpflegerischer Sicht beurteilt. Ich denke, wir werden auch im Rahmen der Kulturpflagestrategie die Frage diskutieren müssen, ob den Baubewilligungsbehörden genügend klar ist, dass am Ende sie und nicht die Denkmalpflege die Abwägung machen müssen. Vieles geschieht natürlich bereits vorher in den Diskussionen.

Ich habe nun mehrere Beispiele gehört, wo gesagt wurde, einige Bauberater seien freundlich und andere weniger freundlich. Diese versuchen vorher mit den Eigentümern anzuschauen, was im Sinne dieses Artikels sinnvoll und möglich ist. Es mag sein, dass einzelne dabei vielleicht anders kommunizieren als andere. Das habe ich ernst genommen. Sie gelangen nämlich immer wieder mit solchen Beispielen zu mir. Ich habe gesagt, wenn es tatsächlich so

ist, dass unsere Bauberater auf ungute Art beraten, dann will ich das wissen, damit wir es in Zukunft anders machen können. Wir führten also vor zwei Jahren eine so genannte Kundenbefragung durch. Alle Objektbesitzer, mit denen wir Kontakt hatten, wurden angefragt. Die Rückmeldungen waren sehr positiv und wir erhielten nur wenig negative Rückmeldungen. Diese haben wir aufgenommen und mit den Bauberatern gesprochen. Wenn die Zusammenarbeit mit der Denkmalpflege derart schwierig gewesen wäre, hätte man uns dies rückmelden müssen. Diese Rückmeldung kam so nicht, trotz dem hohen Rücklauf der Umfrage und der Gelegenheit, Schwierigkeiten anzusprechen. Ich bin nicht sicher, ob das Problem wirklich die materiellen Vorschriften betrifft oder ob nicht einfach mehr Klarheit über die Rolle der Denkmalpflege im Baubewilligungsverfahren benötigt wird. Die Denkmalpflege erhebt so gut wie nie Einsprache nach der Interessensabwägung durch die Baubewilligungsbehörde. Kürzlich wurde ein schützenswertes Gebäude im Emmental von der Baubewilligungsbehörde zum Abbruch freigegeben und die Denkmalpflege hat keine Einsprache gemacht. Sie hat ihre Position dargelegt und die Baubewilligungsbehörde hat die Sache anders gesehen. Damit ist dies für die Denkmalpflege erledigt.

Ich denke, das müsste vielleicht im Rahmen der Kulturpflegestrategie angeschaut werden. Deshalb empfehle ich Ihnen, Punkt eins als Postulat zu überweisen. Machen wir es so wie in anderen Bereichen. Die Kulturpflegestrategie, die genau diese Fragen aufwirft, wird im Moment in der Bildungskommission behandelt. Sie wird in der Januarsession hier im Grossen Rat beraten werden. Dann wird anhand einer Gesamtsicht beurteilt werden können, wo Handlungsbedarf besteht und eine Gesetzesrevision folgen soll. Aber nehmen Sie nicht bereits jetzt, aufgrund solcher Beispiele, das materielle Ergebnis Ihrer Debatte im Januar vorweg. Es wäre schade um die sorgfältige Arbeit. Deshalb beantrage ich, Punkt eins als Postulat und Punkt zwei als Motion bei gleichzeitiger Abschreibung anzunehmen, weil die Verhältnismässigkeitsprüfung bereits heute so im Gesetz vorgehen ist.

La présidente. Nous passons donc au vote sur cette motion «Monuments dignes de conservation: plus de latitude». Le motionnaire tient à sa motion, donc nous allons voter le point 1 motion, le point 2 aussi motion et ensuite nous voterons sur le classement. Ceux qui sont pour le point 1 en motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 82

Non 64

Abstentions 5

La présidente. Vous avez accepté ce point 1. Nous passons au point 2, tout d'abord savoir si vous acceptez la motion et après on la classera au cas où. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 104

Non 42

Abstentions 6

La présidente. Vous avez aussi accepté ce point 2. Nous votons maintenant sur le classement. Ceux qui sont d'accord de classer ce point 2 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 83

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé de classer ce point 2.

Affaire 2013.RRGR.1136

International School of Berne, Gümligen. Subvention à la nouvelle construction 2015-2016, crédit d'engagement pluriannuel / crédit d'objet

Annexe 24, ACE 1002/2014

Fritz Wyss, Wengi (UDC), rapporteur de la CFin. Der Regierungsrat beantragt mit dem vorliegenden Geschäft einen Investitionsbeitrag von 3,9 Mio. Franken zugunsten der International School of Berne ISBerne in Gümligen. Mit diesem Geschäft befasste sich die FiKo bereits vor einem Jahr zum ersten Mal intensiv. Da sich die Zusammensetzung des Grossen Rats in diesem Jahr personell recht stark verändert hat, fasse ich die Vorgeschichte kurz zusammen. Die Volkswirtschaftsdirektion legte uns vor einem Jahr das Geschäft vor und hat der FiKo einen Investitionskredit von 5 Mio. Franken an den Neubau der ISBerne beantragt. Schon damals war für die FiKo klar, dass dies ein Geschäft ist, welches für den Kanton Bern als Wirtschaftsstandort eine sehr hohe Bedeutung hat. Darum haben wir bereits damals versucht, in den Diskussionen zwischen bildungspolitischen und volkswirtschaftlichen Argumenten zu unterscheiden und kamen zum Schluss, dass wir über ein Geschäft beraten, bei dem wir klar die volkswirtschaftlichen Argumente und nicht die bildungspolitischen beurteilen müssen. Deshalb ist das Geschäft ja auch bei der Volkswirtschaftsdirektion und nicht bei der Erziehungsdirektion. Es geht hier klar um ein Geschäft, bei dem die Standortförderung im Vordergrund steht. Die FiKo hat damals diverse Fragen zu diesem Geschäft gestellt und sich zuletzt für das Projekt entschieden. Sie hat aber den Kredit von 5 auf 3 Mio. Franken gekürzt. Vor allem das amerikanische Konstrukt rund um die damalige Besitzerin K12 wurde in Frage gestellt. Es war uns nicht

wohl beim Gedanken, einer ausländischen Firma einen Investitionskredit in dieser Höhe zuzusprechen. Die Volkswirtschaftsdirektion nahm die Kritikpunkte der FiKo ernst, und auf unsere Anregung hin wurden weitere Verhandlungen geführt bzw. andere Formen zur Unterstützung dieses Projektes geprüft. Im Rahmen dieser Abklärungen entschied die Volkswirtschaftsdirektion, das Geschäft von der Traktandenliste der Januarsession 2014 zu streichen. Jetzt, nicht ganz ein Jahr später, liegt uns ein überarbeitetes Projekt vor, mit dem sich die FiKo sowohl im Ausschuss VOL / ERZ als auch im Plenum erneut sehr intensiv befasst hat.

Meine Ausführungen werden sich auf das uns jetzt vorliegende Projekt beziehen. Die FiKo konnte mit Befriedigung zur Kenntnis nehmen, dass die Kritikpunkte, welche bei der ersten Fassung des Geschäfts geäussert wurden, zu einem grossen Teil aufgenommen und dass neue Lösungen gefunden wurden. Aus unserer Sicht wird das Geschäft nun eindeutig im Sinn der FiKo und deutlich verbessert dem Grossen Rat vorgelegt. Ich halte nochmals Folgendes fest: Die International School of Berne ist aus Sicht der FiKo für den Kanton Bern von enormer Bedeutung. Wir sind überzeugt, dass wir mit der Unterstützung des Neubaus dieser Schule ein klares und unmissverständliches Signal an unsere Wirtschaft aussenden können und dies auch wollen. Wir wollen damit den hier bereits ansässigen international tätigen Firmen und Konzernen klar und unmissverständlich aufzeigen, dass der Kanton Bern ihnen auch in Zukunft ein zuverlässiger Standortkanton sein will. Es geht darum, optimale Rahmenbedingungen zu bieten, damit sich die Firmen und damit auch ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter mit ihren Familien im Kanton Bern wohl fühlen. Dazu leistet ein moderner Neubau dieser Schule einen nicht zu unterschätzenden Beitrag. Wenn die Leute im Kanton Bern arbeiten und wohnen, bezahlen sie hier ihre Steuern und nicht in einem anderen Kanton, wo es auch attraktive internationale Schulen gibt. Dass Leute hier arbeiten und in Lausanne, Basel oder Zug wohnen, kann nicht in unserem Interesse sein. Diese Leute sind sehr mobil und bleiben oft nur kurze Zeit hier. Sie sind deshalb darauf angewiesen, in der Zeit, wo sie von Land zu Land ziehen, in der Umgebung ihres Arbeitsortes eine Institution vorzufinden, die ein internationales Programm anbietet, damit ihre Kinder ihre Schullaufbahn ohne Unterbruch in einer englischsprachigen Schule weiterführen können. Es ist daher sehr wichtig, dass wir im Kanton Bern über eine Schule verfügen, die ein international definiertes Programm anbietet. Die ISBerne ist nämlich nicht nur im Kanton Bern, sondern in einer grösseren Umgebung des Schweizer Mittellandes die einzige Schule, welche das internationale Programm anbietet. Deshalb ist die FiKo überzeugt, dass das Projekt für den Wirtschaftsstandort Kanton Bern von enormer Bedeutung ist. Der Kanton Bern ist ja nur einer von mehreren Partnern bei der Realisierung dieses Neubauprojekts.

Ich komme nun auf einen der entscheidenden Punkte zu sprechen, in dem das Projekt klar verbessert wurde. Der Investitionsbeitrag von neu 3,9 Mio. Franken, über den wir im Grossen Rat jetzt befinden sollen, ist nicht nur tiefer als das letzte Mal, sondern wird nicht mehr an die ISBerne bzw. an ihre neue Besitzerin Safanad SA in Genf, sondern neu an die Mobilier Asset Management ausgerichtet. Sie ist es,

die den Rohbau erstellen wird, wobei sie rund 20,1 Mio. Franken investieren wird. Der Staatsbeitrag des Kantons Bern wird zum Ausbau des Schulgebäudes inklusive den festen Einrichtungen eingesetzt. Weiter muss die ISBerne Eigenleistungen von rund 3,9 Mio. Franken erbringen und über Sponsoring und Spenden rund 1 Mio. Franken hereinholen. Die Gesamtkosten des Projekts belaufen sich gemäss Kostenvoranschlag neu auf 28,8 Mio. Franken, woran der Kanton Bern als Investitionsbeitrag 3,9 Mio. Franken leisten würde. Natürlich sind an diesen Beitrag eine lange Liste von Auflagen und Bedingungen gebunden, wobei das beco mit dem Vollzug beauftragt ist.

Ich möchte aus Sicht der FiKo dazu zwei wichtige Punkte hervorheben. Der Beitrag von 3,9 Mio. Franken stellt einen Maximalbetrag dar. Spätere Kostenüberschreitungen können nicht mehr berücksichtigt werden. Und ein zweiter, sehr wichtiger Punkt ist Folgender: Der Beitrag verpflichtet die Mobilier Asset Management, den Staatsbeitrag von 3,9 Mio. Franken der ISBerne über eine entsprechende Mietzinsreduktion direkt der Schule bzw. dem Betrieb der Schule zugutekommen zu lassen. Als letzten wichtigen Punkt möchte ich noch erwähnen, dass zum heutigen Zeitpunkt bereits bekannt ist, dass der Neubau von der Frutiger AG – also einer Berner Firma aus Thun – als Generalunternehmung realisiert wird.

Ich möchte es nicht unterlassen, aus Sicht der FiKo noch ein bis zwei kritische Punkte zu erwähnen. Für eine Mehrheit der FiKo ist es nur schwer verdaulich und nachvollziehbar, dass uns im Jahr 2014 ein Bauprojekt für eine Schule vorliegt, bei der das Schulgebäude selbst nur eingeschossig erstellt werden soll. Wir befinden uns hier in der Schweiz und im Kanton Bern und nicht irgendwo in Amerika oder in einem anderen Land, wo Land und Fläche schier unerschöpflich vorhanden sind. Die FiKo ist sich aber bewusst, dass dieser Kritikpunkt zwar erwähnt werden darf, aber für dieses Projekt, welches von der Gemeinde Muri bei Bern ja bereits bewilligt wurde, leider zu spät kommt. Die FiKo vertritt klar die Meinung, dass man den für viele störenden und unverhältnismässig hohen Verlust an Kulturland deutlich erwähnen muss. Aber wie gesagt – für das bereits bewilligte Projekt kommt dieser Einwand leider zu spät. Wir sind der Meinung, dass dies nicht das richtige Geschäft sei, um ein raumplanerisches Exempel zu statuieren, deshalb den Investitionskredit abzulehnen und so den Neubau der ISBerne zu gefährden. Weiter wurden – wie ich zu Beginn meiner Ausführungen bereits erwähnt habe – von einzelnen Mitgliedern der FiKo auch bildungspolitische Bedenken ins Feld geführt.

Ich fasse zusammen. Die FiKo hat alle von mir erwähnten Punkte und noch viele mehr, die ich nicht alle hier erwähnen konnte, gegeneinander abgewogen. Sie kam zum klaren Entscheid, dem Grossen Rat zu beantragen, dem Investitionskredit von 3,9 Mio. Franken zugunsten der International School of Berne in Gümligen für den Mieterausbau im Neubau des Schulhauses für 400 Schülerinnen und Schüler und einer Doppeltturnhalle klar zuzustimmen. Mit dem Beitrag soll – als Massnahme zur Standortförderung – eine zeitgemässe Infrastruktur für den Betrieb einer akkreditierten internationalen Schule sichergestellt werden. Wir danken Ihnen, wenn Sie den Antrag der FiKo möglichst einstimmig unterstützen und so mithelfen, ein positives Signal an die

Wirtschaft im Kanton Bern auszusenden. Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Für die grüne Fraktion gehört zu einer Hauptstadtregion mit nationaler und internationaler Ausstrahlung auch eine internationale Schule. Für Kinder von Angehörigen diplomatischer Vertretungen und von Angestellten international tätiger Betriebe, die teilweise nur einige wenige Jahre im Kanton Bern leben und arbeiten und anschliessend an einen anderen Ort auf dieser Welt weiter ziehen, ist es wichtig, eine kontinuierliche Ausbildung absolvieren zu können. Diese muss international anerkannt sein und wird deshalb in englischer Sprache geführt. Diese Anforderung kann unsere öffentliche Schule nicht leisten. Die Grünen unterstützen daher den Grundsatz einer internationalen Schule in der Region Bern ausdrücklich. Konkret haben wir hier aber über einen Investitionsbeitrag von 3,9 Mio. Franken für den Bau eines Campus für die International School of Berne zu urteilen. Grundsätzlich ist für uns Grüne ein solcher Investitionsbeitrag auch denkbar. Dennoch hat die grüne Fraktion grosse Vorbehalte und zu viel Kritik am vorliegenden Geschäft. Der erste Kritikpunkt ist Folgender: Das Projekt ist aus unserer Sicht eine raumplanerische Fehlleistung. Wir sprechen hier von einem Areal in der Grösse von knapp 5 Hektaren, also 50 000 Quadratmetern, welches in Muri bei Bern liegt – in absoluter Zentrumsnähe zur Hauptstadtregion. Damit man sich das vorstellen kann: Es handelt sich hier um eine Fläche, die ungefähr sieben Fussballfeldern entspricht. Davon werden vier-einhalb Fussballfelder überbaut und zweieinhalb bleiben Grünflächen. Für Schulen ist es üblich, dass rund um das Schulgebäude Grünfläche vorhanden ist. Das bedeutet, dass es da grün bleiben wird. Aber wir sind uns alle bewusst, dass da nichts Anderes mehr gebaut werden kann. Das eingeschossige Projekt ist genau das Gegenteil, von dem was vordringlich ist – nämlich ein sorgsamer Umgang mit der knappen Ressource Boden, eine verdichtete Architektur und der Schutz des Kulturlandes. Wer den Schutz von Kulturland wirklich ernst meint, kann hier nicht einfach ja sagen. Es handelt sich nämlich um eine Kulturlandsünde. Ich komme auf den zweiten Kritikpunkt zu sprechen. Die gewinnorientierte Trägerschaft wirft Fragen auf. Wie der FiKo-Sprecher richtig sagte, geht der Beitrag des Kantons zwar direkt an die Mobiliar Asset Management als Investor und nicht an die ISBerne AG. Aber seien wir uns dennoch bewusst, dass die gegründete Aktiengesellschaft ISBerne AG in einem gewinnorientierten Kontext steht. Wir sind schon ein wenig erstaunt dass die Volkswirtschaftsdirektion hier sogar aktiv Kontakte zum US-Bildungskonzern K12 vermittelt. Ich sage hier bewusst «Konzern». Es handelt sich hier um verschiedene Konstruktionen und ist tatsächlich kompliziert. Die ISBerne AG ist eine 100-prozentige Tochter von Pansophic Learning GmbH, welche wiederum eine Tochtergesellschaft der Safanad SA ist, die ihren Sitz zwar in Genf hat, aber ebenfalls in Dubai stationiert ist. Die Entwicklung, dass die Grundausbildung von Kindern internationalen Investoren in die Hand gegeben wird, stimmt uns mehr als nachdenklich. Vor diesem Hintergrund war die Beurteilung in der grünen Fraktion sehr kontrovers. Einhellig sind die Grünen der Meinung, dass der raumplanerische Sündenfall bei dem zu bauenden Campus nicht in Ordnung

ist und den Ansprüchen, die wir an eine nachhaltige Politik haben, nicht entspricht. Ist es vertretbar hier Steuergelder zu investieren? Wie ist es möglich dass bei einem Projekt, an dem seit Jahren gearbeitet wird, die zuständige Gemeinde, die kantonalen Aufsichtsbehörden oder die Volkswirtschaftsdirektion nicht Remedur geschaffen haben? Was bedeutet dieser Fauxpas im Hinblick auf die heute oder morgen anstehende Diskussion über Raumplanungsfragen und Baugesetzgebung? Und welche Lehren zieht die Regierung daraus, damit sich ein solcher Fehler nicht mehr wiederholen wird?

Ein Teil der Grünen kann dem Investitionskredit wegen diesen raumplanerischen Fehlern nicht zustimmen. Für einen anderen Teil – bei dem auch ich dabei bin – überwiegt im Interesse der Hauptstadtregion die Ansicht, dass Bern eine internationale Schule braucht und dieser Kredit respektive seine Ablehnung kein negatives Zeichen setzen soll. Wir erwarten vom Volkswirtschaftsdirektor eine klare Stellungnahme, wie er mit diesem Zielkonflikt in Zukunft umgehen will. Ich komme zum Schluss. Wir müssen Lösungen für den Kulturlandschutz und die Wirtschafts- und Standortförderung finden und nicht das eine dem andern opfern.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Ich kann es vorweg nehmen: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist ebenfalls gespalten. Viele Gründe sprechen für den Beitrag von 3,9 Mio. Franken an die ISBerne, aber viele auch dagegen. Letztlich hat sich aber eine Mehrheit für die 3,9 Mio. Franken ausgesprochen. Für die Region Bern mit der Bundeshauptstadt und dem entsprechenden diplomatischen Personal ist eine internationale Schule zwingend notwendig. Eine solche Schule ist auch wichtig für international tätige Firmen, wie bestehende Schweizerische Firmen, Versicherungen, Banken oder solche, die interessiert sind, sich hier in der Region anzusiedeln. Für Personen, welche sich für eine Stelle bei einer international tätigen Firma interessieren, sind die Infrastrukturen in der Region, wo sie hinziehen würden, wichtig. Dazu gehören immer auch die Schulen. Eine internationale Schule ist also ein wichtiges wirtschaftspolitisches Standortargument. Natürlich gibt es im Kanton Bern auch genügend gute öffentliche Schulen. Die internationalen Schulen folgen aber überall auf der ganzen Welt dem gleichen internationalen Lehrplan. Für Kinder von Eltern, die viel umziehen, ist es deshalb beim Wechsel in ein anderes Land wichtig, den Unterricht mit dem gleichen Lehrplan weiter besuchen zu können. Ich habe in Zürich an der American International School gearbeitet und dabei mitbekommen, wie häufig Kinder nach manchmal nur kurzer Zeit, das Land, und damit auch die Schule, wieder verlassen müssen. Dank dem gleichen Lehrplan können sie am neuen Ort den Unterricht praktisch übergangslos weiterbesuchen. Dasselbe gilt auch für Schweizerinnen und Schweizer, die nach einem längeren Auslandsaufenthalt zurückkehren. Auch sie wollen meistens, dass die Kinder ihre Schulzeit nach dem internationalen Lehrplan abschliessen können. Das Geschäft hat also sehr wohl nicht nur einen wirtschaftspolitischen, sondern auch einen bildungsrelevanten Aspekt.

Im Übrigen schliesst die Erziehungsdirektion mit der International School of Berne eine Leistungsvereinbarung ab, kann aber keinen Einfluss auf den Lehrplan, sondern nur auf organisatorische und technische Belange nehmen. Leider

ist die ISBerne seit ein paar Jahren kein Verein mehr. Die neue Besitzerin K12 hat die Firma diesen Frühling wieder verkauft. Die 3,9 Mio. Franken aus der Wirtschaftsförderung gehen nun aber, im Gegensatz zur ersten Vorlage, nicht mehr an eine unbekannte, eventuell zweifelhafte Firma, sondern an die Bernische Mobiliar Asset Management, die Bauherrin des neuen Gebäudes ist. Für den Fall, dass das Gebäude irgendwann einmal nicht mehr als Schule genutzt werden sollte, wurden klare Vereinbarungen getroffen. Der Kanton besitzt also eine Garantie für die Nutzung seines Beitrags. Ich hatte auch beruflich mit der ISBerne zu tun, weil sich Lehrpersonen an die Gewerkschaft gewandt hatten. Bei dieser Gelegenheit konnte ich die bestehenden Gebäude und Räumlichkeiten besichtigen. Die Arbeitsbedingungen an dieser Schule sind alles andere als toll. Ein Ja zur neuen Schule ist deshalb auch eine Frage des Respekts gegenüber den Lehrpersonen, den Leuten im Sekretariat oder im Hausdienst – also gegenüber allen, die dort arbeiten und natürlich auch gegenüber den Kindern, die dort die Schule besuchen. So, wie sich die Schule heute präsentiert, ist sie leider keine Visitenkarte für den Kanton Bern. Die Räume sind klein, alt und verzettelt. Es ist im Übrigen ein Irrglaube, zu meinen, die Schülerinnen und Schüler dort seien alle Kinder reicher Eltern. Kinder aus allen Schichten besuchen diese Schule, beispielsweise gerade beim diplomatischen Personal.

Ich komme auf die Gründe für die ablehnenden Haltungen in unserer Fraktion sprechen. Genau vor einem Jahr diskutierten wir hier im Saal über Sparmassnahmen. Die bürgerliche Mehrheit dieses Parlaments hat damals auch im Bildungsbereich schmerzhaft und gravierende Sparmassnahmen beschlossen. Dass der Kanton bei seinen eigenen Schulen derart spart und eine ausländische, private Schule mit beinahe 4 Mio. Franken «sponsert», können viele Mitglieder unserer Fraktion nicht akzeptieren. Die SP setzt sich seit Jahren für eine gute und starke öffentliche Schule ein. Einerseits wird bei der Schule immer gespart, andererseits erhalten private Schulen öffentliche Gelder. Gemäss Artikel 67 des Volksschulgesetzes (VSG) sind Beiträge an private Schulen nur möglich, wenn diese nicht gewinnorientiert sind. Gehört eine Schule einem internationalen Konzern, dürfte dies kaum zutreffen. Dass die 3,9 Mio. Franken an die Mobiliar Asset Management gehen, kann die Kritiker in unserer Fraktion nicht beruhigen. Störend ist auch, dass das Gebäude nur einstöckig... (*La présidente demande à l'oratrice de conclure.*) Ich denke die kritischen Punkte werden dann noch von Einzelnen bearbeitet, wir bitten ... (*La présidente coupe le micro, le temps de parole étant écoulé.*)

Jakob Etter, Treiten (PBD). Es geht hier um die Internationale Schule in Gümligen. Volkswirtschaftlich gesehen, hat das Projekt für den Kanton Bern eine sehr grosse Bedeutung. Es bedeutet einen Wettbewerbsvorteil für den Kanton Bern bei der Ansiedlung ausländischer Firmen, wenn wir eine entsprechende Schulbildung anbieten können. Der Betrag ist absolut gerechtfertigt. Die Bedingungen unter Punkt 6 sind für die BDP nachvollziehbar. Man könnte beinahe sagen, es sei eine gute Investition. Denn würden die 350 Schülerinnen und Schüler, die in dieser Schule erwartet werden, die öffentliche Schule besuchen, würde das pro Jahr etwa 2 Mio. Franken kosten. Jetzt sprechen wir von

3,9 Mio. Franken. Dies sind, soweit, die positiven Punkte. Es gibt aber auch negative Punkte, wie wir bereits von den Vorrednerinnen und Vorrednern hörten. Ich möchte das unterstreichen. Vor allem der übertriebene Landbedarf ist für uns unverhältnismässig; man kann sagen: unverantwortlich. Wir werden heute hier im Rahmen des Raumplanungsberichts noch über verdichtetes Bauen sprechen, und hier unterstützt der Kanton genau das Gegenteil mit einem freiwilligen Beitrag. Es sollen ein einstöckiges Gebäude mit 6000 Quadratmetern Grundfläche, Sportanlagen und eine Turnhalle gebaut werden. Dafür werden 50 000 Quadratmeter Land benötigt. Es ist ein Sündenfall von Landverschleuderung, den der Kanton mit einem Beitrag von beinahe 4 Mio. Franken noch legitimiert. Ich bin sicher, das wird ein Präzedenzfall für andere Bauvorhaben werden, der dann immer wieder herangezogen werden wird. Für uns ist unverständlich, dass die Volkswirtschaftsdirektion keine Auflagen bezüglich des Landverbrauchs ausgehandelt hat. Wie kann unser Landwirtschaftsdirektor einen solchen Landverschleiss verantworten? Genau dieser Sündenfall zeigt deutlich auf, dass die Kulturland-Initiative der BDP, der Grünen und der LOBAG mehr als nötig ist. Eine Mehrheit der BDP-Fraktion stimmt dem Antrag mit Murren zu. Ich weiss, dass man, wenn man den grünen Knopf drückt, das Murren nicht ausdrücken kann, aber ich hoffe, es sei dann im Tagblatt nachzulesen. Vielleicht gibt es auch einen Denkmittel für Folgeprojekte. Ich komme zur Zusammenfassung. Die BDP akzeptiert mehrheitlich den Kredit und unterstützt das Projekt. Wir können aber den Landverlust nicht verantworten.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion wird dieser Vorlage mehrheitlich zustimmen. Seit der Regierungsrat die erste Vorlage zurückgezogen hat, ist einiges geschehen und verbessert worden, was uns überzeugt hat. Es sind nicht mehr 6 Mio. Franken, die wir bezahlen, sondern nur noch 3,9 Mio. Franken. Das sind ein bisschen mehr als 10 Prozent der Gesamtkosten. Die Investorin des Gebäudes ist eine hiesige Firma und die Schule wird von ihr das Gebäude mieten. Der Beitrag des Kantons ist an klare Bedingungen geknüpft. Für uns ist der Beitrag klar eine Investition in die Standortförderung. Wir ermöglichen damit Familien von Expats sich im Raum Bern anzusiedeln und unter anderem hier auch Steuern zu bezahlen. Das steht für uns im Vordergrund. Ich muss Ihnen ehrlich sagen – ich habe bei diesem Beitrag ein wesentlich besseres Gewissen, als wenn der Kanton Bern Firmen, die er ansiedeln möchte, Steuererleichterungen gewährt, bei denen wir nicht genau wissen, wie hoch sie sind und was sonst noch vereinbart wird. Mir ist es lieber, wenn wir genau wissen, warum und wofür wir das Geld ausgeben. Wir sind mit dem Regierungsrat einverstanden, dass er aus dieser Vorlage keine Bildungsvorlage macht. Würde er dies tun, müsste man sich beispielsweise die Frage nach der Integration der Kinder und Jugendlichen stellen. Auf diese Art wird einfach klar, dass sich die ganze Sache ausserhalb unseres Bildungssystems bewegt. Auch uns ist auf den ersten Blick ins Auge gestochen, dass da flächenmässig recht grosszügig gebaut wird. Wir begrüßen auch, dass die Bürgerlichen dies monieren. Sonst hat man das von dieser Seite noch nicht so oft gehört. Beim zweiten Blick aber müssen wir sagen, dass es in diesem Fall schlussendlich die Sache der Gemeinde und

der Bauherrschaft und die unsere ist, dazu etwas zu sagen. Wir stimmen dem Beitrag zum Neubau der International School of Berne mehrheitlich zu.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Das Vorhaben der ISBerne bzw. dessen Ausführung ist raumplanerisch sehr schwach. In diesem Sinn unterstützen wir die Kritik, welche im Vorfeld geäußert wurde. Es ist für uns ein Fingerzeig, wie schwierig die Umsetzung des verdichteten Bauens in der Praxis sein wird. Wir sind hier aber weder Eigentümer noch Bauherr. Die Einzonung ist erfolgt und die Bewilligung liegt vor. Das bedeutet, dass wir zu spät sind, um irgendetwas Konkretes zu bewirken. Es ginge hier nur darum, ein Zeichen zu setzen. Das bringt, nach Meinung unserer Fraktion, nichts. Selbst mir als Oberländer ist der Standort Bern für ein internationales Schulangebot zu wichtig, um hier ein fragwürdiges Zeichen zu setzen. Zudem stellt der beantragte Beitrag bereits einen Kompromiss dar, zwischen dem ursprünglich beantragten und demjenigen, den die FiKo letztes Jahr vorschlug. Aus diesen Gründen unterstützt die EDU-Fraktion den Kredit.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Um es vorweg zu nehmen: Die FDP-Fraktion stimmt dem Kredit mehrheitlich zu, da die Auflagen, die gemacht wurden, weitgehend erfüllt werden. Was auch gewisse Leute in unserer Fraktion als störend empfinden, ist der Landverschleiss durch den einstöckigen Bau. Wir werden hier später den Raumplanungsbericht diskutieren. Da wird unter anderem verdichtetes Bauen, Schutz des Kulturlandes und eine Abkehr von Einfamilienhäusern hin zu Mehrfamilienhäusern verlangt. Und hier helfen wir mit, an einen Bau zu bezahlen, der mitten auf der Wiese einstöckig gebaut wird. Das stört auch mich persönlich. Aber die zuständige Gemeinde hat dem so zugestimmt. Und diese Schule ist wichtig für den Kanton Bern. Das meint auch die FDP ganz klar. Wir brauchen diese Schule auch, um die Leute im Kanton Bern halten zu können, die anschliessend auch hier Steuern zahlen. Und wenn die Kinder im Kanton Bern die Schule besucht haben, werden sie vielleicht einmal, wenn sie 30-jährig sind, in die Schweiz zurückkehren. Ich sehe das im Saanenland, wo sich die John F. Kennedy International School befindet, was auch Auswirkungen auf den Tourismus hat. Deshalb stimmen wir dem Geschäft mehrheitlich zu.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Ich glaube, das meiste wurde nun bereits gesagt – freie Debatte hin oder her. Ich werde jetzt hier nicht noch einmal alle Argumente ausbreiten. Es war in der SVP-Fraktion wie in allen anderen Fraktionen auch. Schlussendlich ist es ein Abwägen zwischen Argumenten, die eher gegen den Kredit sprechen und solchen, die eher dafür sprechen. Es ist grundsätzlich die Frage, ob eine private Schule überhaupt durch den Kanton unterstützt werden soll. Das andere ist die Sache mit dem Landverschleiss, was bei uns natürlich vor allem die landwirtschaftlichen Vertreter gar nicht gerne sehen. Der Eine oder der Andere wird vielleicht auch noch nach vorne kommen. Demgegenüber steht die wirtschaftliche Bedeutung dieser Schule für den Kanton Bern. Beim Abwägen in der SVP-Fraktion war das letzte Argument schlussendlich wichtiger als die beiden anderen. Und grundsätzlich hätte auch

die Gemeinde Muri bei Bern sagen müssen, dass sie ein solches Bauprojekt nicht bewilligt. Jetzt hier über den Kanton via Kreditbegehren Raumplanung betreiben zu wollen, ist der falsche Weg. Eine grosse Mehrheit der SVP-Fraktion wird deshalb dem Kredit zustimmen. Einige werden sich enthalten und vielleicht wird es einzelne Gegenstimmen geben.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich habe nicht schlecht gestaunt, als ich in der Zeitung gelesen habe, dass das Geschäft, welches sich ja bereits einmal in der Pipeline befunden hat, in der FiKo nahezu unbestritten war. Ich habe noch selten ein Geschäft gesehen, das aus meiner Sicht so schlecht vorbereitet war, als es zum ersten Mal kam. Der Volkswirtschaftsdirektor hat dann die Blätter im Wald rauschen gehört und gemerkt, dass das Geschäft hochkant durchgefallen wäre, hätte er es damals gebracht. Nun hat er taktiert. Jetzt ist da nicht mehr die K12 sondern die Mobilier Asset Management. Man liess auch Zeit verstreichen und nun wird argumentiert, alles sei schon geplant und es sei zu spät, noch etwas zu verändern. Hier wurde unter anderem gesagt, man könne zwar monieren, murren und die Faust im Sack machen, es sei aber Sache der Gemeinde und schlussendlich werde man in den sauren Apfel beißen und das Geschäft einfach durchwinken. Ich hoffe sehr, dass dies nicht der Fall sein wird. Dies nur schon deshalb, damit in Zukunft so schlecht vorbereitete Geschäfte nicht einfach durchgewinkt werden, weil daraus ein Sachzwang kriecht wurde.

Ich versuche nun, Ihnen einige Argumente darzulegen, um Sie zu überzeugen, dass es nicht gut ist, hier auf die grüne Taste zu drücken. Es wurde beinahe von allen Fraktionsprechern gesagt, ihre Fraktionen seien gespalten gewesen. Daran wird deutlich, dass es niemandem dabei recht wohl ist. Auch in der glp-Fraktion haben wir kontrovers diskutiert. Schlussendlich kamen wir aber grossmehrheitlich zu der Meinung, dass wir dieses Geschäft ablehnen müssen. Und wenn es dann ums Drücken geht – wer weiss – wird es vielleicht sogar einstimmig sein. Wir von der glp finden, dass es internationale Schulen braucht und eine solche für den Standort Bern wichtig ist. Wir sind nicht gegen internationale Schulen, aber gegen dieses Geschäft. Wir sind auch der Überzeugung – auch ich persönlich – dass diese Schule gebaut werden wird. Diese Leute verfügen über Geld. Grossratskollege Stähli aus Köniz wird Ihnen noch vorrechnen, was ein Quadratmeter Bauland in Muri kostet. Auch Grossratskollege Näf weiss das. Wer es sich erlauben kann, derart verschwenderisch mit Bauland umzugehen, soll mir hier nicht erzählen, er habe ein Finanzierungsproblem.

Ich komme nun auf das erste Argument zu sprechen, weshalb wir als Fraktion gegen das Geschäft sind. Ich behaupte einmal Folgendes: Im Bereich der internationalen Schulen funktioniert der Markt, und es wird sogar Geld verdient. Wir konnten im Bericht lesen, was da für Tarife verlangt werden. Da muss man mir doch nicht erzählen, wegen ein paar hundert Franken mehr oder weniger pro Jahr und Schüler, falle deren ganzes Businessmodell zusammen. Mit der Bildungskommission haben wir ein bisschen über den Tellerrand geschaut und waren zu Besuch in Zürich. Dort gib es mehrere internationale Schulen, die funktionieren. Ich habe nachgefragt, ob man sie dort auch unterstützen würde.

Mir wurde geantwortet, nein, der Markt würde bestens funktionieren weil Konkurrenz bestehe. Nun können Sie natürlich argumentieren, das sei halt in Zürich so. Mit den Konzernen dort würde das funktionieren und würde bezahlt. In Bern sei das nicht so und deshalb müssten wir hier subventionieren. Ich behaupte aber, das wäre nicht nötig. Von mir aus können wir die 4 Mio. Franken sprechen, aber nicht in Beton und in ein solches Konstrukt wie die Mobilier Asset Management. Wenn schon, sollten wir eine Subjektfinanzierung betreiben. Im Kanton Bern existiert ein modernes System, mit welchem sogar Privatschulen angemessen unterstützt werden. Übrigens erhält auch die ISBerne 2000 Franken pro Jahr. Weshalb machen wir das nicht und unterstützen diskriminierend à fonds perdu einen Wettbewerbssteilnehmer – den Träger K12 – und alle andern nicht?

Ich werde Ihnen nun etwas vorrechnen. Wenn wir die, aufgerundet, 4 Mio. Franken mit 2 Prozent verzinsen, wird die Rechnung der Schule mit 80 000 Franken pro Jahr belastet. Wenn ich das durch die rund 300 Schülerinnen und Schüler dividiere, komme ich auf nicht einmal 300 Franken, die das pro Schüler und Jahr ausmacht. Der Volkswirtschaftsdirektor kann mir dann vielleicht sagen, das sei eine Milchbüchli-Rechnung und stimme nicht – aber dann soll er es mir vorrechnen. Es soll mir aber niemand sagen, wegen der 1 oder 2 Prozent – bezogen auf die Schulgelder – breche das Businessmodell dieser Schule zusammen.

Peter Gasser, Bévillard (PS). J'ai bien aimé la présentation du collègue Brönnimann, et je souscris à beaucoup de points là-dérrière. J'ai envie de vous rappeler deux ou trois éléments. Tout d'abord, comme il le disait, moi non plus je n'ai rien contre les écoles privées, mais ce qui me dérange, c'est que nous ici, nous sommes prêts à subventionner même pas l'école privée en tant que telle, mais on va subventionner La Mobilère. Or, moi, je suis assuré à La Mobilère et j'ai reçu récemment un petit papier disant que leurs affaires avaient tellement bien marché qu'ils allaient même me redonner quelque chose. Alors excusez-moi, mais là, je ne comprends plus très bien. Le canton de Berne, qui n'a pas assez d'argent et qui est obligé d'augmenter les effectifs de classe pour économiser quelques millions, et bien ces mêmes millions, on va les remettre pour aider La Mobilère, qui est une société suisse. Je ne peux pas comprendre cela et je prétends même que c'est une erreur. Il n'est pas logique de vouloir aider quelqu'un et de donner de l'argent à son voisin. C'est un peu ce qu'on va faire.

Deuxième élément, ce sont nos propres impôts, ceux des enseignants, des fonctionnaires, qui sont de 10 pour cent et qui participent à hauteur de 20 pour cent, qui vont aller soutenir cette concurrence. Mais c'est à mettre la tête par terre! Ce n'est plus possible! Evidemment, je sais, on va me dire que ce n'est pas le même compte. Ici, on fait de la promotion économique, ce ne sont pas les comptes de la DIP. Mais soyons sérieux, c'est notre argent à tous, on gère l'argent du ménage bernois. Vous à la maison, vous réfléchissez si c'est le budget de ceci ou de cela? Non, au bout d'un moment, vous avez besoin d'argent, vous le prenez. C'est un peu la même chose. Ensuite, j'ai lu attentivement le dossier, mais franchement, est-ce que l'année prochaine vous saurez quelle société est en fait là-dérrière? Nous allons nous-mêmes, avec nos impôts, donner de l'argent à

une société qui se débrouille encore certainement, si tout va bien, pour encore avoir des impôts à payer au Luxembourg et non pas en Suisse. C'est indirectement cela que nous allons faire, et nous allons le soutenir. Je suis désolé, mais moi je ne peux pas. On dit qu'il faut faire cela pour la compétitivité de la place financière suisse ou de l'économie suisse, mais je vous rappelle que pas plus tard qu'il y a quelques jours, j'ai lu qu'au classement du WEF, la Suisse était première, une fois de plus. Donc, on est déjà bien, alors s'il vous plaît, gardons cet argent pour nous, et ça ira très bien.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich habe mich eigentlich darauf eingestellt, dass das Geschäft praktisch unbestritten und ich ein einfacher Rufer in der Wüste sei. Wenn ich nun die Rednerliste betrachte, muss ich feststellen, dass dem wohl doch nicht so ist. Niemandem ist recht wohl bei der Sache. Das freut mich eigentlich. Ich habe mich extra schon in schwarze Trauerkleidung gekleidet. Die Krawatte zeigt, dass da vielleicht noch ein Silberstreifen am Horizont ist. Ich lege meine Interessenbindung offen: Ich bin Präsident des Vereins Kulturlandschutz Region Bern und KMU-Mitglied. Ich sehe sehr wohl beide Seiten – einerseits die wirtschaftliche und andererseits die raumplanerische. Eine Ablehnung des Beitrags gefährdet diese Schule nicht, da bin ich mir ganz sicher. Ich glaube, in einem Punkt sind wir uns sogar völlig einig: Raumplanerisch steht das Projekt völlig schräg in der Landschaft und würde heute wohl sogar in der Gemeinde Muri bei Bern nicht mehr einfach durchgewinkt. Ich bin mir aber auch bewusst, dass landauf, landab viele solcher Projekte existieren, weil die Sensibilisierung für die Raumplanung vor einigen Jahren noch nicht so fortgeschritten war. Es geht hier also darum, ob der Kanton das Projekt im Sinn der Standort- und Wirtschaftsförderung unterstützt und als raumplanerisch schwaches Projekt noch prämiiert. Damit wird in dieser raumplanerisch sehr sensiblen Zeit ein falsches Signal ausgesendet. Wenn dann zukünftig bei jedem wirtschaftsrelevanten Projekt die Raumplanung hintangestellt wird, kommt es nicht gut heraus – Raumplanungsbericht hin oder her. Herr Regierungsrat, wenn das Geschäft schon zurückgezogen wurde, hätte man doch Zeit gehabt, Verhandlungen aufzunehmen und den Kantonsbeitrag von einer besseren Nutzung der 2 Hektaren Restfläche abhängig zu machen. Aber nichts ist geschehen.

Thomas Brönnimann, leider habe ich nicht genug Zeit, um hier noch Rechnungen anzustellen. Ich gebe die Angaben aber gerne bilateral bekannt. Ich bin überzeugt, dass das Areal in zwei bis drei Jahren mit einem hohen Zaun gesichert ist und zwar grün bleibt, aber der Öffentlichkeit nicht zugänglich ist. Dann werden wir genau das haben, was wir raumplanerisch nicht mehr wollen – nämlich private Grünzonen an gut erschlossenen Lagen. Wie wollen wir in Zukunft eine Volksabstimmung über eine Landeinzonung an guter Lage gewinnen, wenn mit dem Finger auf Muri gezeigt und gesagt werden kann, der Kanton habe für diese Sünde noch einen Beitrag gewährt? Hier noch eine Bemerkung an die Adresse der Initianten der Kulturland-Initiative, bei der ich im Unterstützungskomitee sitze. Man kann nicht einen besseren Kulturlandschutz fordern und beim erstbesten Geschäft, bei dem es konkret wird, einknicken und ein falsches Signal aussenden helfen. Und noch Folgendes an

Herrn Grossrat Haas: (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Wenn das Zitat aus der Berner Zeitung «BZ» stimmt, wonach du damit rechnen würdest, dass bei diesem Geschäft noch jemand das Kulturland-Süppchen köcheln werde, dann zeigt mir das, dass raumplanerische Anliegen bei der FDP einfach noch nicht angekommen sind.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Der Beitrag des Kantons ist unnötig. Die Kundschaft der ISBerne besteht zu einem grossen Teil aus Expats mit überdurchschnittlich hohen Einkommen. Zudem können diese die Auslagen für Privatschulen sogar noch von den direkten Bundessteuern abziehen. Wer profitiert von diesen Expats? Die Firmen, die sie beschäftigen. Hier sehe ich eine perfekte Anwendung des freisinnigen Postulats der Selbstverantwortung. Anstelle des Kantons könnten die Firmen, die regelmässig Expats beschäftigen, die 3,9 Mio. Franken locker bezahlen. Ich habe mich in den letzten 14 Tagen intensiv mit dem Richtplan auseinander gesetzt – ich bin momentan quasi richtplangeschädigt. Die vorgesehene, eingeschossige Bauweise schlägt allen Prinzipien im Richtplan ins Gesicht. Der Entwurf des Richtplans ist noch druckfrisch. Wenn wir nun die vorgesehene, eingeschossige Bauweise mit einem 3,9-Mio.-Franken-Geschenk prämiieren, können wir den Richtplan, bevor die Vernehmlassung überhaupt beendet ist, ins Altpapier werfen. Hier noch ein Hinweis an eine andere Partei, die sich normalerweise sehr sensibel zeigt, wenn es um fremde Richter geht. Die überzogenen Sicherheitsanforderungen, die zu der eingeschossigen Bauweise geführt haben, kommen von fremden Richtern; nämlich den USA. Das kennen Sie aus dem Bankwesen, wo ebenfalls fremde Richter am Werk sind. Sie machen unsere Vorstellungen einer raumplanerischen Entwicklung zunichte. Bitte denken Sie daran.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Landauf, landab sind Rednerinnen und Redner gegen die Ecopop-Initiative unterwegs. Verdichtetes Bauen sei die richtige Antwort auf die grosse Einwanderung und gegen die Zubetonierung. Kaum hören dieselben Redner internationale Schule, gute Steuerzahler oder Stärkung des Standorts, werden sie schwach und das Verdichtete wird zu einem Lied für das grosse Geld und von der Angst, etwas zu verlieren, umgedichtet. Das Resultat sind 5 Hektaren Kulturland für eine eingeschossige Schule, garniert mit 4 Mio. Franken Staatsgeldern. Eine solche Landvernichtung und Kulturverarmung dürfen wir nicht fördern. Das ist weder konservativ noch progressiv, liberal oder nachhaltig – das ist einfach daneben.

Roland Näf, Muri (PS). Ich bin, glaube ich, der Einzige in diesem Saal, der in der Sache ISBerne bereits einmal abstimmen durfte. Ich durfte in der Gemeinde Muri bei Bern über diese Einzonung abstimmen und habe damals dagegen gestimmt. Ich kenne das betreffende Land sehr gut und komme jede Woche mehrmals daran vorbei. Wenn Sie vor dem Abstimmen wissen wollen, wie es aussieht, können Sie gerne bei mir vorbei kommen. Ich kann Ihnen Fotos zeigen, die Ihnen aufzeigen, warum ich persönlich dagegen stimmen werde. Das ist aber nicht der Grund, weshalb ich hier vorne stehe. Nein, ich habe mich über das Votum von Fritz

Wyss von der SVP als FiKo-Sprecher gefreut. Und zwar, weil es für mich ganz neue Töne waren. Die Ausländerinnen und Ausländer sollten sich wohl fühlen, hat Fritz Wyss gesagt. Das finde ich auch und es freut mich, dies einmal zu hören. Andererseits sprach Grossrat Blank von der wirtschaftlichen Bedeutung. Sie müssen noch ein bisschen konkreter sagen, was damit genau gemeint ist. Ich denke, das wird der Volkswirtschaftsdirektor anschliessend entweder bestätigen oder widerlegen können. Es geht darum, ausländischen Kadermitgliedern zu zeigen, dass der Standort Bern für eine ausländische Firma gut ist und es sich lohnt, hierher zu kommen; natürlich mit entsprechend vielen ausländischen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern. Nun ist es für mich ein bisschen schwierig. Auf der einen Seite habe ich Freude an Aussagen, wie, dass sich diese Personen hier wohlfühlen sollen. Andererseits lancierte die gleiche Partei eine Masseneinwanderungs-Initiative. Ich möchte Sie bitten, mir noch einmal zu erklären, wie es möglich ist, auf der einen Seite derart gegen die Ausländerinnen und Ausländer zu kämpfen und auf der anderen Seite – wenn es konkret darum geht, Firmen mit Ausländerinnen und Ausländern anzusiedeln – sieht es plötzlich ganz anders aus.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Es ist eine schwierige Entscheidung die wir hier zu treffen haben. Wir haben es vorhin kurz überschlagsweise berechnet. Würden auf der betreffenden Landfläche 490 Wohnungen à 100 Quadratmeter für je 3 Personen gebaut, könnte man dort rund 1500 Menschen unterbringen. Das ist eine Tatsache. Eine andere Tatsache ist aber auch, dass wir eine solche Schule in unserem Kanton brauchen. Ich selbst konnte in New York eine solche Schule besuchen und anerkenne die Grosszügigkeit der Menschen dort, die ich erleben durfte. Ich finde, dass wir dieses Gut auch in die Waagschale werfen müssten. Ich möchte gerne noch ein wichtiges Anliegen loswerden. Das Geschäft wurde beinahe ein wenig zu einer Raumplanungsdebatte. Wenn wir Raumplanung betreiben und das wirklich ernst nehmen, müssen wir auch daran denken, dass Verdichten immer auch eine Frage der Qualität ist. Wenn wir nur um der Verdichtung wegen verdichten, erweisen wir damit niemandem einen Dienst. Ich bin sehr dafür, zu verdichten, aber dann bitte mit entsprechender Qualität. In meiner eigenen Gemeinde erstelle ich im Moment auch einen eingeschossigen Pavillonbau, weil der Landverbrauch durch den eingeschossigen Bau nur ein paar Längenermeter mehr beträgt. Denn so braucht es keine Gänge, keine doppelten WC, keinen Lift, kein Treppenhaus und keine zweiten Räume für die Hauswartung. Deswegen muss immer eine genaue Interessenabwägung durchgeführt werden. Man muss auch den Bau an sich betrachten. Ich bitte Sie, diesen Aspekt auch zu berücksichtigen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Wir sprechen hier über einen rein finanziellen Beitrag im Sinne der Wirtschaftsförderung. Die Einzonung und Planung sind bereits geschehen. Dazu haben wir nichts sagen können. Ein Vorredner sagte es vorhin bereits. Wenn man den Aspekt beizieht, was wir an Land einsparen könnten, ist es nicht dementsprechend. Wir alle hier im Saal sind in der Verantwortung, haushälterisch mit den Finanzen, den Ressourcen und dem Boden umzugehen. Ich, als Landwirt, bin mit betroffen. Ein Berufskollege

von mir musste das Land hergeben und konnte nichts dazu sagen. Dies, weil er Pächter des Landes ist, das die Bernburger im Baurechtsvertrag zur Verfügung stellen. Deshalb sind ihm die Hände gebunden. 5 Hektaren Land mehr oder weniger für einen Betrieb – das wiegt schwer. Daran müssen wir auch denken. Ich will hier nicht noch verlängern. Ich werde dem Beitrag nicht zustimmen, weil wir damit ein Signal in die gegenteilige Richtung aussenden, was wir anschliessend beim Raumplanungsbericht diskutieren werden. Wenn wir jetzt schon Signale aussenden, dass es eigentlich keine Rolle spielt, ist das etwa dasselbe, wie wenn ich zu Hause sagen würde, ich möchte ein Butterbrot und dann eine Schwarzwälder Torte essen würde.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Zuerst möchte ich Kollege Näf Folgendes sagen: Du nutzt jede Gelegenheit, um gegen die SVP zu sprechen. Aber auch die SP ist sich nicht immer einig. Ich erinnere nur an die Steuerdebatte in den letzten Tagen. Ich, als Landwirt, kann zu diesem Projekt eigentlich auch nicht ja sagen. Sicher brauchen wir die internationale Schule. Das ist für mich auch klar. Aber ich bin überzeugt, es wird sie auch ohne diesen Kredit weiter geben. Ich gewichte den raumplanerischen Aspekt stärker, umso mehr, als die Kinder, die diese Schule besuchen werden, sicher mehrheitlich aus wohlhabenden Familien kommen. Der unnötige Landverbrauch muss nicht sein. Beispielsweise werden in unserer Gemeinde jetzt Alterswohnungen geplant. Sonst sagt man, diese sollten nur über ein Geschoss verfügen. Wir werden aber dreistöckig bauen. Mit einigen Anpassungen ist das möglich. Und wir tun das freiwillig. Mich hat auch die Aussage gestört, dass eine Intervention in einem eingeschossigen Gebäude einfacher sei. Das ist uns natürlich auch klar. Aber das Bundeshaus und das Rathaus sind auch nicht eingeschossig. Sind die Leute im Bundeshaus oder wir hier denn weniger wert? Das wollen wir uns von fremden Leuten tatsächlich nicht vorschreiben lassen. Deshalb werde ich nein stimmen.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zuerst möchte ich mich bei Ihnen herzlich für die Diskussion bedanken. Ich möchte auch danken für die Art und Weise wie das Geschäft von der Finanzkommission und den Fraktionen aufgenommen wurde. Der Beitrag des Kantons an dieses Projekt ist nötig, damit es gebaut werden kann. Ich möchte aus der Sicht der Regierung die drei bis vier wichtigsten Argumente hier noch einmal darlegen. Erstes haben wir hier für ein standortpolitisch motiviertes und nicht für ein bildungspolitisch motiviertes Vorgehen einen Kredit zu sprechen. Deswegen wird der Kredit von der Volkswirtschaftsdirektion verantwortet und nicht etwa von der Erziehungsdirektion. Es geht hier auch nicht um ein kantonales Bauprojekt, wie man aus der Diskussion beinahe hätte schliessen können, sondern um einen standortpolitisch motivierten Beitrag an ein Projekt eines Dritten. Deshalb will die Regierung diesen Beitrag sprechen? Es ist das Ziel, die Attraktivität des Wirtschaftsstandorts Kanton Bern mit diesem Mosaikstein – nebst anderen – weiter zu stärken. Die Regierung will, dass der Kanton Bern ein attraktiver Standort für Unternehmungen ist. Dies soll nicht einfach zum Selbstzweck geschehen, sondern wir wollen mehr Unternehmungen in diesem Kanton ansiedeln. Diese Unter-

nehmungen und ihre Mitarbeitenden werden hier Steuern bezahlen. Diese Steuereinnahmen benötigen wir, um den Service Public, die öffentlichen Schulen, Spitäler, die Löhne der Spitalangestellten, die Löhne der Lehrer, die Löhne im öffentlichen Verkehr und vieles mehr zu finanzieren. Wenn hier mehr Unternehmungen mit ihren Mitarbeitenden angesiedelt sind, die Steuern bezahlen, gelingt uns das besser. Das ist der Grund, weshalb wir den Wirtschaftsstandort Kanton Bern stärken wollen.

Betrachten wir unsere Konkurrenz – sei es im Raum Zürich, Basel oder am Bassin Lémanique – dann sehen wir, dass internationale Schulen wichtige Instrumente für die Ansiedlung neuer Unternehmungen darstellen. In den letzten acht Jahren war ich häufig zusammen mit dem Wirtschaftsförderer des Kantons Bern dabei, wenn es darum ging, Unternehmungen anzusiedeln. Ich kann aus eigener Erfahrung sagen, welche Argumente diesbezüglich wichtig sind. Es existiert ein ganzer Strauss wichtiger Argumente, aber eines wird immer wieder erwähnt: Die Leute, die hierher kommen und mit ihren Kindern vielleicht nur wenige Jahre hier leben, wollen ein internationales Schulangebot vorfinden. Nun ist es so, dass die International School of Berne die einzige Schule im Kanton Bern ist – und wahrscheinlich sogar im ganzen Perimeter der Hauptstadtregion – die das international anerkannte Programm, welches auf der ganzen Welt dasselbe ist, anbietet. Dieses Programm ist notwendig für diejenigen, die vielleicht in wenigen Jahren wieder in einem anderen Kontinent leben und ihre Kinder dort zur Schule schicken werden. Deswegen ist es aus unserer Sicht standortpolitisch wichtig, dass der Grosse Rat diesem Kredit zustimmt.

Ich habe vorhin von der Konkurrenz in anderen Regionen gesprochen. Dieses Thema klang vorher in der Debatte auch an. Es ist zur Kenntnis zu nehmen, dass es in anderen Regionen der Schweiz potente Unternehmungen gibt, die bereit sind, im Sinne von Sponsoring, an ein solches Vorhaben beizutragen. Hier ist es uns nicht gelungen, in diesem Ausmass Firmen zu finden, die bereit sind, dazu beizutragen. Es ist vielleicht eine Besonderheit dieser Region, dass wir uns überlegen müssen, ob wir selbst als Staat dazu beitragen wollen oder nicht. Ein wichtiges Argument scheint mir auch zu sein, dass es hier um eine Paketlösung geht. Das wurde in der Diskussion nicht erwähnt. Der Kanton ist nicht der einzige Partner. Einer der Partner ist die Gemeinde Muri bei Bern. Die Gemeinde Muri bei Bern stimmte nicht nur in einer Volksabstimmung der Zonenplanung zu, sondern gewährt auch eine geldwerte Leistung, indem sie gewisse Gebühren erlässt. Auch die Burgergemeinde Bern ist ein wichtiger Partner bei diesem Projekt, da sie einen günstigen Baurechtszins gewährt. Ebenso sind Unternehmungen wichtige Partner in diesem Projekt. Es handelt sich um Unternehmungen, die – zwar nicht im gleichen Ausmass wie in anderen Regionen – bereit sind, Sponsoring zu betreiben und solche, die bereit sind, die Schulgelder für die Kinder ihrer Mitarbeitenden zu bezahlen. So tragen diese Unternehmungen ebenfalls zur Finanzierung bei. Das Mutterhaus, welches hier in gewissen Voten als ausländische Gesellschaft abgetan wurde, ist bereit, eine Defizitgarantie zu gewähren und musste solche Defizite in den letzten Jahren mit dieser Schule auch tragen. Das Mutterhaus ist bereit, an diesem Standort zu investieren und mit dazu

beizutragen, dass wir hier über ein attraktives Angebot verfügen. Sie sehen – damit ist der Kanton nur ein Partner unter vielen. Die Regierung und ich persönlich haben den Eindruck, dass wir gut daran tun würden, ein Gleiches zu tun und zu signalisieren, dass uns das internationale Schulangebot wichtig ist. Der Regierungsrat hat die Signale, die in der FiKo in der ersten Debatte geäussert wurden, aufgenommen. Damit haben wir die Anliegen des Parlaments ernst genommen. Erstens würden wir den Beitrag der Mobil-Asset Management ausrichten und nicht mehr der Schule direkt. Zweitens wurde der Beitrag im Vergleich zum ersten Antrag wesentlich gesenkt.

Ich komme nun zu einigen Argumenten, welche in der Debatte erwähnt wurden. Grossrat Brönnimann hat gesagt, das Geschäft sei schlecht vorbereitet gewesen. Herr Grossrat Brönnimann – im Interesse meiner Mitarbeitenden vom beco, die an diesem Geschäft sehr viel gearbeitet haben, verwahre ich mich an dieser Stelle gegen diesen Vorwurf. Das Geschäft wurde nicht schlecht vorbereitet. Es handelt sich um ein Geschäft, welches sich über mehrere Jahre hinweg zieht. Sie haben nur die letzte Phase in den letzten 12 Monaten mitbekommen. In diesem Geschäft hat sich zwei oder dreimal Wesentliches geändert. Meine Mitarbeitenden und ich sind auf diese Änderungen eingegangen. Wir haben dieses Geschäft nach bestem Wissen und Gewissen vorbereitet und es zweimal in die FiKo und jetzt hier ins Parlament gebracht. Deshalb verwahre ich mich gegen den Vorwurf, das Geschäft sei schlecht vorbereitet gewesen. Und offensichtlich halten Sie es nicht einmal für nötig zuzuhören, wenn ich auf Ihr Votum eingehe – das spricht auch für sich.

Ein zweites Argument ist die Frage des Flächenverbrauchs. Das war an sich das Hauptargument in dieser Debatte. Ich möchte hier noch einmal die Zahlen erwähnen, damit wir wissen, wovon wir konkret bezüglich Flächenverbrauch sprechen. Das Grundstück hat eine Fläche von 50 000 Quadratmetern. Von dieser Fläche können rund 20 000 Quadratmeter Grünfläche weiterhin extensiv genutzt werden. Weitere 20 000 Quadratmeter werden schulspezifisch – als Pausenplätze, Sportplätze, Parkplätze, Zufahrtswege und Gehwege – genutzt. Dann bleiben 6000 Quadratmeter, welche das Gebäude für sich in Anspruch nimmt. Würde das Gebäude also zwei- oder mehrgeschossig gebaut werden, könnte man vielleicht 2000 oder 3000 Quadratmeter Landverbrauch verhindern. Ich weiss nicht, ob diese 2000 oder 3000 Quadratmeter es rechtfertigen, anhand dieses Falls eine raumplanerische Grundsatzdebatte zu führen. Aus meiner Sicht handelt es sich um ein Schulgebäude, welches einen Pausenplatz, Sportplätze und Grünflächen benötigt. Ein Teil – beinahe die Hälfte – bleibt immerhin auch noch extensiv landwirtschaftlich nutzbar. Von daher mag ich nicht erkennen, dass dies nun derjenige raumplanerische Sündenfall ist, der hier begangen würde.

Das Ganze ist ein Kompromiss – ein Kompromiss unter vielen Partnern. Ich habe es erwähnt, es sind Partner der öffentlichen Hand, wie Burgergemeinde, Gemeinde und Kanton. Es sind aber auch Partner aus der Privatwirtschaft, eine Firma die bereit ist, eine Defizitgarantie zu stellen und eine Schule, die nach bestem Wissen und Gewissen versucht, ihre Schüler darauf vorzubereiten, dass sie auch in anderen Ländern die Schule besuchen können. Das Ganze

dient uns als kleiner Mosaikstein um gemeinsam etwas zu unternehmen, damit der Wirtschaftsstandort Kanton Bern ein bisschen attraktiver wird. Es gilt auch, gegenüber den bereits angesiedelten Firmen wie beispielsweise CSL Bering oder 3M ein Zeichen zu setzen und zu zeigen, dass wir verlässlich und auch bereit sind, ihnen gegenüber etwas in die Waagschale zu werfen. In diesem Sinn hoffe ich, dass trotz der kritischen Debatte eine Mehrheit des Parlaments diesem Kredit zustimmen wird.

La présidente. Est-ce que le porte-parole de la commission, M. Wyss, veut reprendre la parole? Non, donc nous passons tout de suite au vote. Affaire n°36 «International School of Berne, Gümligen. Subvention à la nouvelle construction 2015–2016, crédit d'engagement pluriannuel / crédit d'objet». Il s'agit d'un crédit de 3,9 millions, qui est soumis au référendum financier facultatif. Ceux qui acceptent ce crédit votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 87

Non 46

Abstentions 16

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.837

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

Proposition du Conseil-exécutif :

M 278-2011 Mülheim, Berne (pvl). Vente d'alcool: introduction du « régime nocturne »

Traitement au Grand Conseil: 4 juin 2012

Décision: Adoption sous forme de postulat

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Est-ce que M. Kipfer ou quelqu'un d'autre veut la parole? – Ce n'est pas le cas. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette prolongation votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 143

Non 2

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette prolongation. Nous n'allons pas commencer maintenant les affaires de la Direc-

tion de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Nous allons prendre la pause. J'aimerais recommencer à 16 heures 50. Vous avez donc une demi-heure comme d'habitude. La séance est close.

La séance est levée à 16 heures 15.

Les rédactrices :

Priska Vogt (d)

Andrea Trachsel (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 19 novembre 2014, 17 heures – 18 heures 54

Cinquième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 144 députés. Excusés : Baumberger Hans, Daetwyler Francis, Etter Jakob, Gabi Schönenberger Sarah, Gfeller Niklaus, Grivel Pierre-Yves, Gygax-Böninger Monika, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel, Kronenberg Sabine, Lüthi Andrea, Marti Ursula, Masson Pierre, Sollberger Tanja, Toggwiler-Bumann Annette, Zumstein Katrin

Affaire 2014.RRGR.735

Rapport sur l'aménagement du territoire de 2014

Question de principe 1 : Le Grand Conseil encourage-t-il le Conseil-exécutif à accélérer le changement fondamental d'orientation, exigé par la loi sur l'aménagement du territoire, qui préconise une urbanisation interne ?

Déclaration de planification 1 CIAT (Kropf, Berne)

Le Grand Conseil est favorable au changement d'orientation et à l'urbanisation interne. Il prône un soutien technique actif des communes de la part du canton. Ce soutien devra être fonction des spécificités locales et déboucher sur des solutions adaptées, préservant ou améliorant la qualité de l'urbanisation. La proportionnalité et la garantie de la propriété devront être respectées.

Déclaration de planification PS (Mentha, Liebefeld)

Le Grand Conseil est favorable au changement d'orientation et à l'urbanisation interne. Il prône un soutien technique actif des communes de la part du canton. Ce soutien devra être fonction des spécificités locales et déboucher sur des solutions adaptées, préservant ou améliorant la qualité de l'urbanisation.

Question de principe 2 : Le Grand Conseil est-il d'accord avec le principe d'assurer, conformément à l'article 30a, alinéa 2 OAT, la gestion des zones d'activités au niveau régional, avec la participation des conférences régionales et des régions d'aménagement (moyennant le respect des critères et la mise à disposition des ressources nécessaires) ?

Déclaration de planification 2 CIAT (Kropf, Berne)

Le Grand Conseil est d'accord avec le principe selon lequel la gestion des zones d'activités exigée par l'article 30a, alinéa 2 OAT doit être assurée au niveau régional, les régions et les conférences régionales devant collaborer étroitement avec le canton. Ce dernier devra cependant définir des critères, mettre des ressources à disposition et assurer la coordination. Les modalités de gestion des zones

d'activités seront définies de manière concertée par la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT), l'Association des communes bernoises et les régions.

Question de principe 3 : Le Grand Conseil est-il d'accord avec l'idée qu'il convient de renforcer les compétences cantonales de planification en matière d'extraction de matériaux, de décharges et de transports (planification EDT)?

Déclaration de planification 3 CIAT (Kropf, Berne)

Le Grand Conseil est opposé à l'idée de renforcer les compétences cantonales de planification EDT. La répartition des compétences entre les communes, les régions et le canton doit être maintenue telle qu'elle a été mise en place à l'entrée en vigueur du plan sectoriel EDT.

Déclaration de planification PLR (Sommer, Wynigen)

Le Grand Conseil est opposé à l'idée de renforcer les compétences cantonales de planification EDT. La répartition des compétences entre les communes, les régions et le canton doit être maintenue telle qu'elle a été mise en place à l'entrée en vigueur du plan sectoriel EDT.

Les autorisations concernant les projets d'extraction et de décharge doivent être accordées de manière moins restrictive et assorties de moins de charges dans le but de dynamiser le marché. L'égalité de traitement doit être assurée entre tous les acteurs du marché.

Déclaration de planification Les Verts (Baumann, Suberg)

Le Grand Conseil est d'accord avec le principe selon lequel les compétences du canton doivent être renforcées en ce qui concerne la planification EDT, mais uniquement dans les domaines qui ne peuvent pas être réglés autrement et dans lesquels, justement, règne le désordre. Les désirs des communes et de la population concernée seront pris en compte de manière appropriée.

Déclaration de planification PS (Mentha, Liebefeld)

Le Grand Conseil est d'accord avec le principe selon lequel les compétences du canton doivent être renforcées en ce qui concerne la planification EDT, mais uniquement dans les domaines qui ne peuvent pas être réglés autrement et dans lesquels, justement, règne le désordre. Les désirs des communes et de la population concernée seront pris en compte de manière appropriée. Le canton veillera à éliminer les structures apparentées à des cartels dans le secteur de l'extraction de gravier et des décharges de matériaux d'excavation afin que le marché puisse de nouveau fonctionner.

Déclaration de planification 4 CIAT (Kropf, Berne)

Le Conseil-exécutif veille à ce que le recensement annuel des zones à bâtir non construites soit introduit définitivement dans un délai de deux ans.

Déclaration de planification 5 CIAT (Kropf, Berne)

Le Conseil-exécutif veille à accélérer l'introduction du projet eBau.

Déclaration de planification pvl (Trüssel, Trimstein)

Le Conseil-exécutif veille à ce que, dans le cadre de l'urbanisation interne et des classements en zone à bâtir, on accorde une attention particulière à la coordination avec les éventuels plans directeurs de l'énergie. On tiendra compte en toute première priorité de l'utilisation des rejets de chaleur de l'industrie et des réseaux de chaleur à distance existants ou prévus.

La présidente. J'aimerais ouvrir cette séance du soir. Je vous prie de prendre place. Il paraît que certains se posent la question de savoir ce que nous allons faire demain. Demain nous continuerons les affaires de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et après nous n'aurions que deux motions en débat réduit de la Commission des finances. Suivant quand nous finirons demain, nous traiterons ces deux motions aussi lundi. Je vous rappelle que lundi, nous traiterons fixe l'après-midi les affaires n°44, 45, 46, 47 et 48. Les affaires n°51 et 52 ayant été retirées, il ne nous resterait plus que les affaires n°49 et 50 de la Direction des finances. Nous verrons si nous les traiterons demain ou lundi, mardi après les affaires n°44 à 48.

Nous commençons maintenant avec le rapport sur l'aménagement du territoire 2014. Je vais vous expliquer comment nous allons procéder. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous sommes en débat libre. Nous aurons tout d'abord le porte-parole de la commission et aussi président de cette commission, M. Kropf, qui s'exprimera sur les questions de principe et les déclarations de la commission. Il s'exprimera sur tout ce que la commission propose, et cela tout de suite en une fois. Après, nous aurons la déclaration de planification, c'est M. Mentha pour le PS qui s'exprimera, M. Sommer pour le PLR, M. Baumann pour Les Verts, Mme Dumermuth pour le PS et après, enfin, M. Trüssel pour le pvl. Donc chacun expliquera sa proposition de déclaration de planification. Puis viendront les porte-parole de groupe, qui s'exprimeront sur le tout, sur toutes les déclarations. Enfin, vous pourrez vous exprimer à titre individuel, après on aura M. le conseiller d'Etat, éventuellement de nouveau le rapporteur de la commission, les auteurs de la proposition et de nouveau le Conseil-exécutif. Comme vous le voyez, on n'aura pas tout à fait fini ce soir. M. le porte-parole de la CIAT, vous avez la parole, il faut vous annoncer. Il est clair que vous avez plus que cinq minutes, puisque vous parlez de tout.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts), président de la CIAT. Ich freue mich sehr, Ihnen in den nächsten Minuten den Raumplanungsbericht 2014 sowie die Anträge aus den Beratungen der Raumplanungskommission (BaK) vorstellen zu können. Diese Freude ist umso grösser, als wir feststellen können, dass die Raumplanungspolitik in den letzten Jahren doch stark an Bedeutung gewonnen hat und sich von ihrem früheren Mauerblümchen-Dasein befreien konnte. All jenen, denen ein sorgfältiger Umgang mit unserer Landschaft am

Herzen liegt, muss diese Entwicklung Freude bereiten. Zum Einstieg möchte ich vorerst die Frage klären, welchen Stellenwert der Raumplanungsbericht überhaupt hat. Der Raumplanungsbericht ist das konzeptionelle Planungsinstrument für die kantonale Raumplanung. Einmal pro Legislaturperiode muss der Regierungsrat – dies ist im Baugesetz entsprechend festgehalten – dem Grossen Rat den aktuellen Stand der Raumplanung im Kanton Bern sowie die wesentlichen bevorstehenden Massnahmen und Arbeiten zur Kenntnis bringen. Genau diesen Zweck erfüllt der Raumplanungsbericht. Er bietet also die Gelegenheit, um auch hier im Parlament eine raumplanerische Grundsatzdebatte zu führen.

Schauen wir uns diesen Bericht etwas genauer an. Bereits der erste Satz zeigt auf, dass dem Dokument 2014 eine besondere Bedeutung zukommt. Der Bericht stellt nämlich gewissermassen den Prolog zu einer weit umfassenderen Raumplanungsdebatte dar – einer Raumplanungsdebatte, welche die folgenden Elemente beinhaltet: Erstens die Baugesetzrevision. Nach Abschluss der Vernehmlassung liegt dieses Geschäft nun beim Regierungsrat. Die Planung sieht vor, dass die erste Lesung im Grossen Rat im November 2015 und die zweite Lesung im Januar 2016 stattfinden wird. Das zweite Element der Raumplanungsdebatte ist der Richtplan, also dasjenige Dokument, gestützt auf welches die innerkantonale Koordination der verschiedenen raumwirksamen Tätigkeiten gewährleistet wird. Diesbezüglich ist die Vernehmlassung im vollen Gang. Vorgesehen ist, dass der Regierungsrat den Richtplan im Frühsommer des nächsten Jahres 2015 beschliessen wird und der Grosse Rat ihn im Herbst 2015 zur Kenntnis nehmen können. Das dritte Element ist die diesen Sommer eingereichte «Kulturlandinitiative». Diese fordert einen besseren Schutz des Kulturlandes. Hier sieht die Planung vor, dass wir unsere Beschlüsse als Grosser Rat während der Junisession des nächsten Jahres 2015 fällen können. Wie Sie sehen, kommen im Bereich der Raumplanung viele wichtige Entscheidungen auf uns zu.

Wenn wir statt in die Zukunft zu schauen, kurz zurückblicken, werden wir zur Kenntnis nehmen, dass sich während den letzten Monaten und Jahren die Rahmenbedingungen der Raumplanungsdebatte doch ziemlich markant verändert haben. Zum einen hat die Stimmbevölkerung in der Schweiz im März 2013 das Raumplanungsgesetz mit einem Ja-Stimmenanteil von 63 Prozent angenommen. Im Kanton Bern war die Zustimmung sogar noch deutlicher: 67 Prozent der Stimmbevölkerung stimmte dem revidierten Raumplanungsgesetz zu. Nun haben die Kantone fünf Jahre Zeit, um ihre Richtpläne an die neuen Anforderungen bzw. die veränderten Rahmenbedingungen anzupassen. Bis zur Genehmigung der veränderten Richtpläne der Kantone kann oder darf die Gesamtgrösse der Bauzonen in den verschiedenen Kantonen nicht vergrössert werden. Dies ist auch der Grund, weshalb der Regierungsrat bestrebt ist, die Revision bzw. die Weiterentwicklung des Richtplans raschmöglichst hinter sich zu bringen. Dies, damit wir einen vom Bundesrat genehmigten Richtplan haben, um weiter entsprechend planerisch tätig zu sein. Verändert worden sind die Rahmenbedingungen auch durch die Zweitwohnungsinitiative, welche im März 2012 mit einem Ja-Stimmenanteil im Kanton Bern von 55 Prozent angenommen wurde. Diese beiden

Volksabstimmungen – Zweitwohnungsinitiative und Raumplanungsgesetz – haben aufgezeigt, dass die Sensibilität der Bevölkerung gegenüber Fragen der Raumplanung deutlich zugenommen hat und sie der fortschreitenden Zersiedelung kritisch gegenübersteht. Das wird etwa auch im Rahmen von Ortsplanungsrevisionen festgestellt: Diese stehen – nach den reihenweisen Abweisungen im Verlauf der Jahre 2008 und 2009 in Bolligen, Ittigen, Wohlen, Stettlen usw. – unter Druck. Zwar ist es in den letzten Jahren etwas ruhiger geworden. Beispiele wie Lotzwil und Lauterbrunnen zeigen aber auf, dass der kritische Blick der Bevölkerung auf die Raumplanungsfragen Bestand hat.

Angesichts dieser Achsenverschiebungen im raumplanungspolitischen Diskurs erstaunt es nicht, dass sich der Raumplanungsbericht 2014 gegenüber demjenigen aus dem Jahr 2010 sichtbar anders präsentiert. Am klarsten zeigt sich diese Entwicklung anhand des Paradigmenwechsels hin zu einer Siedlungsentwicklung nach innen. Zentral an der Siedlungsentwicklung nach innen ist, dass dieser Grundsatz nicht nur für die urbanen Gebiete gilt, sondern ebenso für die Agglomerationen sowie für die ländlichen Gebiete. Auch in den Agglomerationen und den ländlichen Gemeinden bestehen bei der inneren Verdichtung beträchtliche Möglichkeiten, welche ausgeschöpft werden sollen. Geschieht dies auf eine sorgfältige Art und Weise, haben wir damit nicht nur die Chance, die Siedlungsqualität zu erhöhen, sondern ebenso die Qualität der Frei- und Grünräume. Die Siedlungsentwicklung nach innen ist eine der drei Grundsatzfragen, welche der Regierungsrat im Rahmen der Raumplanungsdebatte dem Grossen Rat stellt. Die BaK empfiehlt dem Grossen Rat in ihrer ersten Planungserklärung, dem Paradigmenwechsel «Siedlungsentwicklung nach innen» zuzustimmen. In der Kommission standen dieselben Anträge zur Abstimmung wie sie Ihnen heute vorliegen, d. h. der Antrag BaK auf der einen Seite und der Antrag der SP von Luc Mentha auf der anderen Seite. Die Entscheidung der BaK zugunsten des Antrags BaK kam mit dem Stimmenverhältnis 8 zu 7 – also durch eine knappe Annahme – zustande. Wenn Sie die beiden Planungserklärungen vergleichen, werden Sie zweifelsohne feststellen, dass die Unterschiede zwischen diesen doch relativ marginal sind.

Ein zweiter Punkt, welcher die Weiterentwicklung der Raumplanungsdebatte aufzeigt, ist der Kulturlandschutz. Im Raumplanungsbericht 2010 war noch vom Schutz der Fruchtfolgeflächen die Rede. Im diesjährigen Raumplanungsbericht wird deutlich, dass der Regierungsrat die Ausdehnung der Debatte von den Fruchtfolgeflächen hin zum Kulturland generell bzw. zu den landwirtschaftlichen Nutzflächen zur Kenntnis genommen hat. Der Regierungsrat dürfte gut daran tun, diese Entwicklung bei künftigen Entscheidungen konsequent zu berücksichtigen.

Schliesslich ist der Umgang mit den Arbeitszonen zu erwähnen. Diesbezüglich fordert der Regierungsrat ein Umdenken, aber insbesondere auch einen haushälterischen Umgang mit dem Boden. Hinzu kommt, dass das Raumplanungsgesetz die Einführung einer so genannten Arbeitszonenbewirtschaftung vorsieht. Dabei handelt es sich nicht um einen von kantonaler Ebene geprägten Begriff; dieser geht aus den Umsetzungsaufträgen von Seiten des Bundes aufgrund des Raumplanungsgesetzes und der entsprechenden Verordnung hervor. In Bezug auf die Arbeitszo-

nenbewirtschaftung gilt es allerdings zu relativieren. So handelt es sich dabei nicht um ein bürokratisches Monster, sondern um ein reines Erfassungs- und Dokumentationsinstrument, welches die Verfügbarkeit von Flächen aufzeigen und damit auch einen Beitrag zu einem haushälterischen Umgang mit dem Boden leisten soll. Die Arbeitszonenbewirtschaftung wird eine Übersicht zu den verschiedenen Arbeitszonen bieten und die aktuelle Nutzung sowie Nutzungspotenziale aufzeigen; es handelt sich aber um ein reines Dokumentationsinstrument. Angesichts dessen empfiehlt Ihnen die BaK, die Grundsatzfrage des Regierungsrats nach der Arbeitszonenbewirtschaftung positiv zu beantworten. Der Kommission ist es wichtig, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung erstens auf regionaler Ebene erfolgt und dass zweitens die Etablierung und Ausarbeitung des Instruments in enger Absprache mit der Kommission einerseits und den Gemeinden andererseits erfolgt. Die BaK empfiehlt Ihnen diese Planungserklärung mit 15 zu 0 Stimmen zur Annahme.

Ich komme zur dritten Grundsatzfrage betreffend den Bereich Abbau, Deponie und Transport (ADT). Hier will der Regierungsrat wissen, ob der Grosse Rat einer Stärkung der kantonalen Zuständigkeiten im Bereich ADT positiv gegenübersteht. Die BaK hat diese Frage negativ beantwortet – dies mit dem Stimmenverhältnis von 8 zu 7. Allerdings hat die Zeitung «Der Bund» einen Tag nach der Kommissionssitzung eine grosse Recherche präsentiert, welche Sie wahrscheinlich alle zur Kenntnis genommen haben. Diese belegt, dass im Deponiewesen kartellähnliche Zustände bzw. zum Teil eine fast 100-prozentige Marktdominanz durch eine einzige Unternehmensgruppe vorherrschen. Die seitens der Fraktionen eingegangenen Planungserklärungen – ich denke insbesondere an diejenigen der FDP, der SP und der Grünen – zeigen auf, dass die Debatte in der Kommission womöglich anders gelaufen wäre, hätte sie erst nach der Präsentation der «Bund»-Recherche stattgefunden. Wie dem auch sei: Hier wird es am Grossen Rat liegen, eine Gewichtung vorzunehmen und einen klaren Beschluss zu fassen. Die BaK hat zu Beginn dieser Session am Montag noch eine kurze Sitzung abgehalten. Allerdings haben wir darauf verzichtet, unsere Position nachträglich zu aktualisieren. Die Anträge von Seiten der SP und der FDP hat die BaK in diesem Sinn nicht behandelt. Ich möchte mir an dieser Stelle die Klammerbemerkung erlauben, dass sich die BaK unabhängig des heutigen Entscheids den Zuständen im Deponiewesen sicher nochmals annehmen und wiederum eine vertiefte Debatte darüber führen wird. Allenfalls werden wir dann auch die entsprechenden Massnahmen einleiten. Dies werden wir nach der Debatte sehen.

Schliesslich möchte ich auf die vierte und die fünfte Planungserklärung der BaK hinweisen. Mit der vierten Planungserklärung fordert die BaK, dass der Regierungsrat die jährliche Erhebung der unüberbauten Bauzonen in die Wege leiten soll. Der Regierungsrat schreibt selber im Raumplanungsbericht, dass eine jährliche Erhebung sehr hilfreich wäre. Einerseits wäre dem Regierungsrat zufolge die jährliche Aktualisierung nicht mit grossem Aufwand verbunden. Andererseits wäre eine solche insbesondere für die Gemeinden sehr hilfreich. Die BaK beantragt Ihnen, den Regierungsrat vor diesem Hintergrund aufzufordern, das wichtige, sinnvolle raumplanerische Instrument zu realisieren. Die

vierte Planungserklärung wurde von der Kommission mit dem Stimmenverhältnis 4 zu 7 bei 4 Enthaltungen beschlossen.

Mit der fünften Planungserklärung fordert die Kommission, dass die Einführung der elektronischen Abwicklung des Baubewilligungsverfahrens – das so genannte Projekt eBau – beschleunigt vorangetrieben wird. Für die Kommission ist unbestritten, dass dies für den Wirtschaftsstandort Kanton Bern von sehr zentraler Bedeutung wäre. Dementsprechend hat die BaK diese Planungserklärung deutlich mit 12 zu 0 Stimmen beschlossen.

Nun zum Fazit: Die BaK beantragt Ihnen die Unterstützung der jetzt präsentierten Planungserklärungen und selbstverständlich auch die Kenntnisnahme des Raumplanungsberichts.

La présidente. M. Mentha pour le PS-PSA, vous êtes rapporteur de la minorité et en même temps vous allez expliquer votre déclaration de planification, donc vous aurez droit à plus de cinq minutes.

Luc Mentha, Liebefeld (PS), rapporteur de la minorité de la CIAT. Ich lege Ihnen den Minderheitsstandpunkt, insbesondere zur ersten Planungserklärung der BaK, dar und werde mich grundsätzlich zum Raumplanungsbericht äussern. Schliesslich werde ich die von der SP-JUSO-PSA-Fraktion eingereichte Planungserklärung kurz begründen. Ich kann mich der allgemeinen, vom Kommissionspräsidenten vorgenommenen Einschätzung in weiten Teilen anschliessen. Wir müssen das Raumplanungsgesetz vollziehen. Dies sind wir nicht zuletzt unserer Bevölkerung schuldig; sie hat das Raumplanungsgesetz mit grosser Mehrheit angenommen. Dieses verlangt, dass wir nun schonungsvoller mit der Landschaft umgehen und nach innen verdichten. Dabei dürfen wir nicht vergessen, dass wir im Vergleich zu anderen Regionen in der Schweiz – ich denke gerade an wirtschaftspolitisch potentere wie die Räume Zürich, Basel und Lausanne-Genf – im Kanton Bern einen grossen Standortvorteil haben. Diesen haben andere nicht mehr, nämlich ein Gebiet, welches stark bis zu den städtisch-urbanen Siedlungsräumen von grünen Landschaften durchzogen ist. Dort ist die Zersiedlung unseres schönen Landes bereits sehr weit fortgeschritten. Zürich, Basel und Genf-Lausanne haben mit anderen Wirtschaftszahlen und Steuersubstraten andere Vorteile. Wir haben hingegen den Vorteil einer intakten Landschaft und von Grünräumen des landwirtschaftlichen Gebiets. Blickt man weit in die Zukunft, könnte sich dieser Vorteil als Trumpf für unseren Kanton erweisen, zumal es attraktiv ist, hier zu leben. Dies, weil die Grünräume faktisch aus allen Gebieten unseres Kantons in fünf Minuten erreicht werden können. Das dürfen wir nicht vergessen! Es handelt sich um eine enorme Trumpfkarte, welche wir in der Konkurrenzsituation gegenüber anderen Räumen in der Schweiz nicht verspielen dürfen!

Zu meiner zweiten Bemerkung: Es wurde gesagt, der Kanton sei bisher haushälterisch mit seinen Landreserven umgegangen und habe sich raumplanerisch sehr gut benommen. Diese Aussage möchte ich nicht grundsätzlich bestreiten. Jedoch wird einer der Gründe wohl auch im unter-

durchschnittlichen Wirtschaftswachstum gegenüber den eben erwähnten Räumen liegen. Weil wir kein grosses Wachstum gehabt haben, sind wir vielleicht raumplanerisch etwas besser unterwegs. Wenn die Regierung sagt, etwas mehr Gas geben zu wollen und dabei insgesamt weniger Flächen zu brauchen als bisher für das Wachstum in Anspruch genommen wurde, dann kommt damit eine echte Herausforderung auf uns zu! Es geht nicht anders, als mit besseren Dichten bauen zu müssen, indem wir nach innen verdichten. Darin besteht der vor uns liegende Paradigmenwechsel. Dieser wird noch viel zu reden geben. Nach meiner Auffassung – und hier lasse ich die Debatte um die International School of Berne nachwirken – ist der Paradigmenwechsel noch nicht vollzogen. Dies scheint mir auch auf Stufe Regierungsrat noch nicht der Fall zu sein. Hier gilt es wirklich Nägel mit Köpfen zu machen. Zudem muss man es ernst meinen. Dies gilt vor allem für den Grundsatz «Innenverdichtung vor Aussenentwicklung». Dieser Grundsatz steht im Raumplanungsbericht und ebenso im neuen Richtplan. Es darf nicht sein, dass man mit irgendwelchen Begründungen – und im Fall der International School of Berne haben wir solche gehört – wiederum die Ausnahme konstruiert, indem man die Innenverdichtung als dennoch nicht sehr wichtig definiert. Soweit zu meinen grundsätzlichen Bemerkungen.

Nun gehe ich – gestützt auf diese – zum Minderheitsstandpunkt sowie zu unserer Planungserklärung über. Die Minderheit der BaK hält den Zusatz am Schluss «Dabei soll die Verhältnismässigkeit gewahrt und die Eigentumsgarantie respektiert werden.» für überflüssig und missverständlich. Wie eben erwähnt, ist der Paradigmenwechsel hin zu einer vermehrten Siedlungsentwicklung nach innen für die Minderheit der BaK zu wichtig, als dass man gleich zu Beginn des Paradigmenwechsels eine Verwässerung mittels interpretationsbedürftiger Relativierungen zulassen möchte. Weshalb spreche ich von interpretationsbedürftigen Relativierungen? Eine uneingeschränkte Eigentumsgarantie liegt praktische als Tabuzone des Eigentums über dem Paradigmenwechsel. Damit würde die ganze Geschichte verwässert und in Frage gestellt. Ich habe in der Kommission die Frage gestellt, was man eigentlich mit der Eigentumsstrategie meine. Ich habe auch gefragt, ob die schweizerische Gesetzgebung zum Strassenbau oder zum Bau von Hochspannungsleitungen nach Auffassung der Befürworter der ersten Planungserklärung der BaK mit dem Zusatz die Eigentumsgarantie respektiert werde. Darauf habe ich die Antwort erhalten, dass dies der Fall sei. Wenn die innere Verdichtung in engen Grenzen auch einmal so ausgestaltet werden muss, dass sie das Eigentum beschränkt, ist sowohl für mich als offensichtlich auch für die gesamte Kommission klar, dass dies nur unter Erfüllung der drei zwingenden Voraussetzungen möglich ist. Es sind dies die gesetzliche Grundlage, das öffentliche Interesse und die Verhältnismässigkeit. Dass das Eigentum nur unter diesen Voraussetzungen beschränkt werden darf, ist völlig klar und unbestritten. Darin waren wir uns in der BaK einig. Aus diesem Grund ist der letzte Satz der von der Kommissionsmehrheit unterstützten Planungserklärung überflüssig. Deshalb habe ich ihn in unserer Variante gestrichen. Es bedarf keiner solcher Erklärung, welche in der Schweiz ohnehin bei jeder Eigentumsbeschränkung zwingend ist.

La présidente. M. Sommer s'exprime sur la déclaration de planification du PLR et seulement là-dessus. Vous avez donc seulement cinq minutes.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Wie Sie unschwer erkennen, habe ich den ersten Teil unserer Planungserklärung integral aus derjenigen der BaK übernommen. Deshalb konzentriere ich mich primär auf den unterstrichenen Zusatz. Was wollen wir mit diesem seitens der FDP eingegebenen Zusatz erreichen? Wir wollen ein klares Zeichen für eine bessere Marktwirtschaft setzen. Wie vom Kommissionspräsidenten angetönt, ist es im Nachgang zur BaK-Sitzung zu einer medialen Rundschau gekommen, welche verschiedene Themen in diesem Bereich aufgegriffen hat. Grundsätzlich bestehen im Bereich ADT funktionierende Rechtsgrundlagen. Es handelt sich um ein gut funktionierendes System, welches auf die verschiedenen Bedürfnisse Rücksicht nimmt. Sowohl die Gemeinden als auch die Regionen können mitsprechen, aber auch die betroffene Branche wird einbezogen. Der Sachplan ADT ist erst zweijährig und befindet sich noch in den Kinderschuhen. Darin ist bereits festgehalten, dass die Gemeinden und Regionen die Planung marktkonform gestalten. Voraussetzungen für einen funktionierenden Markt sind somit bereits heute vorhanden. Wie der Markt allerdings funktioniert, lässt sich nicht ganz einfach abschätzen und auch nicht mit einer einfachen, plakativen Antwort erklären. Dass gewisse Verflechtungen und Interessenbindungen bestehen, ist unbestritten. Dies kann relativ einfach recherchiert werden. Das Internet weist entsprechende Seiten auf, auf welchen Sie dies nachschauen können. Aus meiner Sicht ist es allerdings heikel, aufgrund von Vermutungen oder medialen Recherchen bereits von einem Kartell zu sprechen und damit Vorverurteilungen und Aburteilungen vorzunehmen. Bis heute liegen keine klaren Fakten auf dem Tisch; es existiert weder eine Untersuchung noch ein Urteil seitens der WEKO. Dies, obwohl die Baubranche als Ganzes seit längerem immer etwas im Fokus der WEKO stand.

Ein weiteres Faktum ist, dass dieser Markt gewissen Gesetzmässigkeiten untersteht und von Faktoren abhängig ist, die zu einer Monopolstellung führen können. Dies dürfte ebenfalls unbestritten sein. Allerdings ist es in diesem Markt nicht jedem Unternehmer ohne weiteres möglich, auf diesen einzutreten. Wie wir gehört haben, sind grosse Vorinvestitionen nötig und restriktive Auflagen von diversen Seiten vorhanden. Zudem spielen verschiedene Schutzinteressen mit und die Verfahrensdauern sind lange. Letztendlich ist – wie wir gerade am Beispiel Thieracherns gesehen haben – ein politisches Risiko vorhanden. Genau an diesem Punkt setzt der unsererseits eingegebene Zusatz an. Seitens der FDP unterstützen wir diesen Markt; wir wollen eine freie Marktwirtschaft und eine Konkurrenzsituation. Wir setzen aber gewisse Vorbehalte dahingehend, wie stark die Beeinflussung bzw. Steuerung durch den Kanton ausfallen soll. Wir sind der Überzeugung, dass weniger Auflagen, vereinfachtere Verfahren und die Schaffung günstigerer Rahmenbedingungen zu einer Öffnung des Marktes führen, sodass die Konkurrenzsituation durch tiefere Einstiegsschwellen belebt wird. Es dürfte auch nicht der Weg sein, eine künstliche Verknappung von Abbau- und Deponiestandorten mittels restriktiver Bewilligungspraxen zu erzielen. Insbesondere

wären kleine Deponien ein möglicher gangbarer Weg. Auch Terrainkorrekturen, bei welchen eine Deponierung vor Ort möglich ist, sollten mit einfachen Bewilligungsprozessen möglich sein. Das Ganze muss aber klar nach dem Prinzip der gleichlangen Spiesse ablaufen. Es dürfen nicht irgendwelche Marktteilnehmer auf dem Platz bevormundet oder bevorteilt werden, seien dies neueintretende oder bestehende Teilnehmer. Unser Ziel besteht wie erwähnt darin, mit diesem Zusatz mehr Marktwirtschaft zu erhalten. Wir fordern den Kanton auf, die Bedingungen entsprechend festzulegen.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Ich spreche nur zur Planungserklärung der Grünen – es handelt sich um die Rückseite des blauen Zettels, den Sie heute Morgen erhalten haben. Wir sind seitens der Grünen der Meinung, dass die Zuständigkeit des Kantons im Bereich der ADT-Planung gestärkt werden sollte, dies insbesondere im Bereich der Deponien. Die rege Bautätigkeit, das verdichtete und vermehrt In-die-Tiefe-Bauen hat in einigen Kantonsgebieten dazu geführt, dass Aushubmaterial nicht mehr möglichst nahe regional deponiert werden kann. Dies führt zu Materialtransporten über weite Strecken. Im Klartext: Baut man in Thun ein Haus und fährt mit dem Material, um es zu deponieren, bis zu uns ins hinterste Seeland, haben wir in diesem Bereich ein Problem. Derart weite Transporte sind völlig unökologisch. Durch die Transporte werden mehr Leute beeinträchtigt, und auch die Strasseninfrastruktur wird unnötig beansprucht. Ein solcher Deponienotstand zeigt auf, dass die Situation mit den momentanen Zuständigkeiten nicht optimal funktioniert. Deshalb bitte ich Sie, bei Grundsatzfrage 3 der Planungserklärung der Grünen zuzustimmen. Dies, damit der Kanton Bern bei einem entsprechenden Deponienotstand nötigenfalls – und ich sage: wirklich nur nötigenfalls – eingreifen kann.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). Auch ich spreche über die Planungserklärung auf dem hellblauen Blatt, und zwar im Namen der SP-JUSO-PSA zur Grundsatzfrage 3. Der SP ist es auch ein Anliegen, dass wir heute das Thema ADT nicht abschliessend behandeln. Dieses Thema ist sehr wichtig und umfassend; es hat durch die verschiedenen Artikel in der Zeitung «Der Bund» massiv an Brisanz und Aktualität gewonnen. Es ist uns sehr wichtig, das Thema im Rahmen des Baugesetzes und des Richtplans sowie grundsätzlich in der BaK weiterbehandeln zu können. Zwar verabschieden wir heute Abend Planungserklärungen, jedoch sollen diese nicht das letzte Wort in dieser Sache sein. Der Kanton hat uns die Grundsatzfrage in Bezug auf ADT und mehr Kompetenzen seitens des Kantons sicher nicht grundlos gestellt. Ich glaube nicht, dass freiwillig mehr Regulierungen eingeführt werden sollen, ist diese Idee sicher aus einer Not heraus entstanden. Wenn der Deponie-Markt nicht mehr alleine funktioniert und dadurch ökologische Probleme entstehen – wir wissen, dass Lastwagen in den Kanton Fribourg oder in den Oberrhein fahren, welche bei uns im Oberland deponieren können sollten – dürfen wir doch nicht einfach zuschauen und untätig bleiben. Wir müssen doch eingreifen!

Seitens der SP haben wir den Eindruck, dass wir dem Kanton hierfür mehr Kompetenzen geben sollten. Wie diese

konkret aussehen werden, wissen wir heute Abend noch nicht. Vorerst geht es um die Grundsatzfrage. Man muss sich jetzt nicht darüber Sorgen machen und annehmen, der Kanton beginne Gruben zu steuern. Ich kann Ihnen ein Beispiel aus meiner Region nennen: Wir haben einen Deponienotstand. In Thierachern und in Spiez haben wir zwar geeignete Standorte, welche allerdings nicht umsetzbar sind. Dies nicht nur wegen des Naturschutzes, sondern aus multifaktoriellen Gründen. Wer vermag in solchen Situationen am besten einzugreifen, wenn es verschiedene Interessen aufeinander abzustimmen gilt, wenn nicht der Kanton? Ich möchte zusammenfassen: Ich habe das Gefühl, wir haben alle dieselben Ziele. Wir wollen genügend Deponiestandorte, faire Preise, keine illegalen Deponien und eine gute Kontrolle. Sehr wahrscheinlich sehen wir unterschiedliche Wege dorthin. Damit die öffentlichen über die privaten Interessen gestellt werden können, sind wir der Überzeugung, dass der Kanton in diesem Bereich eine stärkere Einflussmöglichkeit haben sollte. Schliesslich möchte ich Ihnen mitteilen, dass wir heute Mittag vom kantonalen Kies- und Betonverband eingeladen waren. Seitens dessen Präsidenten ist ein Votum gefallen, dahingehend, dass man sich eine kantonale Überbauungsordnung für die Zukunft als gutes Instrument vorstellen könne. Dadurch werde das Risiko der Planung beim Unternehmer geringer. Wir halten es doch für ziemlich eigenartig und widersprüchlich, dass einerseits nach kantonalen Überbauungsordnungen verlangt wird, andererseits der Einfluss des Kantons gleichzeitig nicht vergrössert werden soll. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, den Grundsatz vorsorglich anzunehmen, indem Sie unsere Planungserklärung überweisen. Im Gegensatz zur Planungserklärung der Grünen enthält unsere einen ergänzenden Satz, wonach zu untersuchen sei, was es mit den Marktvorteilen oder Kartellen auf sich hat.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich hole kurz zur Frage aus, was die Planungserklärung der Grünliberalen Partei eigentlich soll bzw. dass diese nichts Böses, Gefährliches oder Teures will, sondern lediglich eine Vernetzung zweier bestehender Instrumente aufzeigt. Die grössten 30 bis 40 Gemeinden des Kantons sind zur Ausarbeitung eines so genannten Energierichtplans verpflichtet. Der Energierichtplan beinhaltet potenzielle Abwärmequellen. Dies können Abwasserreinigungsanlagen, Industriebetriebe, aber auch Grundwasservorkommen, Erdsonden-, Holzgebiete usw. sein. Es soll sich lediglich um eine heute bereits bestehende Richtgrösse in den Gemeinden handeln. In meiner täglichen Arbeit im Bereich der Energieplanung erlebe ich immer wieder, dass man an Objekte gelangt, bei welchen man im Nachhinein sagt: «Schade – hätten wir doch besser hingesehen oder eine andere Flughöhe eingenommen. So hätten wir aus dem Industriebetrieb oder der Sägerei die Abwärme nutzen und unser Gebiet damit beheizen können.» Wir wollen einzig, dass die Instrumente – der Richtplan und der Energierichtplan – eingesetzt und nicht ignoriert werden. Es soll hingesehen werden, ob es potenzielle Gebiete gibt, welche mit bestehenden Nah- oder Fernwärmeverbünden vernünftig und schlau mit erneuerbarer Energie oder mit Abwärme beheizt werden können. Dabei soll man sich nicht ausschliesslich auf den Planungsperimeter konzentrieren,

wo das jeweilige Haus oder der Betrieb gebaut werden soll. Danke, dass Sie mich in diesem Anliegen unterstützen!

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die BDP will den vorliegenden Bericht zur Kenntnis nehmen, zumal wir die Stossrichtung klar unterstützen. Ich danke allen involvierten Stellen für die Erarbeitung des guten Berichts. Ein paar wichtige Punkte lässt er aber offen; diese möchte ich ansprechen. Wie werden sich die vorgesehenen Massnahmen auf die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons auswirken? Werden die Bauwilligen und die Investoren die neuen Rahmenbedingungen nutzen? Wird der geplante Paradigmenwechsel mit der Siedlungsentwicklung nach innen auch von den Bürgerinnen und Bürgern akzeptiert? Der Bericht gibt Schritte zur Veränderung der Siedlungsentwicklung vor. Die Folge davon ist eine Urbansierung mit einer kleinen auch gesellschaftlichen Komponente mit nicht ganz sicherem Ausgang. Dieser Richtungswechsel bietet langfristig auch eine Chance; ländliche Gebieten mit einer extensiveren Lebensform werden vielleicht gefragter sein und dies in einer intakten Landschaft.

Zu den Grundsatzfragen: Wir unterstützen den Paradigmenwechsel zur vermehrten Siedlungsentwicklung nach innen. Die BDP hat sich nicht von ungefähr entschlossen, auch an der «Kulturlandinitiative» mitzuarbeiten. Diese will dem Kulturland Sorge tragen und gegen die Zersiedelung vorgehen; damit kommt man an einer Konzentration in den verschiedenen Zentren des Kantons nicht vorbei. Die Siedlungen sollen verdichtet werden, nicht aber die darin lebenden Menschen (*hilarité*)! Wir wollen diesen Wechsel nicht auf Kosten der Eigentumsrechte erreichen; der Spagat zwischen dem Recht auf das Eigentum und den Massnahmen zur Siedlungsentwicklung muss gelingen. Dies macht die Planungen anspruchsvoll. Die Planungserklärung SP, Mentha, will offenbar das Eigentum etwas weniger respektieren. Ich befürchte Ansätze längst verflossener Experimente. Wir unterstützen die Planungserklärung BaK, Kropf. Was Grundsatzfrage 2 anbelangt, ist die BDP überzeugt, dass die Arbeitszonen nicht einfach nur kommunal, sondern auch gemeindeübergreifend geplant werden müssen. Die Regionalkonferenzen übernehmen dabei eine wichtige Rolle. Es ist nicht mehr opportun, dass sich jede Gemeinde ihre Industriezone schafft. Regionale Schwerpunkte können nur gemeinsam gebildet werden; diese sind sinnvoller, da sie die zur Verfügung stehenden Flächen besser nutzen und wirtschaftlicher sind.

Zu Grundsatzfrage 3: Zuerst hatten wir mehrheitlich die Planungserklärung BaK, Kropf, angeschaut. Durch die mediale Berichterstattung ausgelöst, wurden weitere Aspekte zu Tage gefördert, um in der Sprache des Bergbaus zu bleiben. Das ändert nichts daran, dass wir das Planungsverfahren ADT grundsätzlich für richtig halten und zwar aufgrund folgender Aspekte: Im Kanton bestehen verhältnismässig wenige grosse Deponien mit relativ wenigen Akteuren. Die Abklärung, ob kartellähnliche Strukturen oder Absprachen existieren, liegt in der Zuständigkeit der WEKO als richtige Untersuchungsbehörde. Marktbestimmende Unternehmensgruppen darf es nicht geben. Die BDP will auch in diesem Gewerbe einen funktionierenden Markt im Sinne der gesamten Bauwirtschaft und der Bauherren, unter anderem

auch der öffentlichen Hand. Überhöhte Preise und lange Transporte sind für die Volkswirtschaft und die Natur schädlich. Sie senken die Akzeptanz und sind energetisch und ökologisch unsinnig. Weiter verlangt die BDP mehr Abbau- und Deponiestandorte, auch solche für das Recycling von Baumaterial. Zusätzliche regionale, kleinere Deponien und Kiesgruben, betrieben durch das lokale Baugewerbe, erhalten mehr Akzeptanz seitens der Bevölkerung. Auf diese Weise werden Absprachen verhindert und nicht mit einer vermehrten kantonalen Planwirtschaft.

Somit komme ich zur Rolle von Kanton und Regionen. Der Kanton ist für die gegenwärtige Situation wesentlich mitverantwortlich. Seit Jahren werden – zwecks besserer Kontrollen und wegen der Regionalisierung – Gruben geschlossen. Die aktuelle Situation ist unter anderem auf zu viel Planwirtschaft zurückzuführen. Die Planungserklärung FDP, Sommer, entspricht unserer Überzeugung, sodass wir dieser zustimmen werden. Diese Planungserklärung baut weiterhin auf den Zuständigkeiten von ADT auf, nimmt die Forderung nach mehr Markt auf und fördert weitere Deponie- und Abbauvorhaben. Die ganze Deponiegeschichte hat nun in dieser Diskussion etwas viel Gewicht erhalten. Das ist schade. Die Planungserklärungen 4 und 5 empfehlen wir zur Annahme. Die Planungserklärung der glp lehnen wir hingegen ab, weil es sich um eine Gemeindeaufgabe handelt.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Zur Diskussion steht der Raumplanungsbericht 2014. Es handelt sich um einen Bericht und um drei Fragen. Der Bericht baut auf zwei raumplanerischen Instrumenten auf; wie wir gehört haben auf dem Baugesetz und dem Richtplan. Das revidierte Baugesetz werden wir nächstes Jahr im Grossen Rat behandeln und den Richtplan nächstes Jahr zur Kenntnis nehmen. Gleichzeitig ist die «Kulturlandinitiative» zustande gekommen.

Ich komme zum Raumplanungsbericht: Die Grünen begrüssen das Raumkonzept Bern. Auf diesem kann unseres Erachtens die Raumplanung im Kanton aufbauen. Wir sind auch mit dem Szenario eines Bevölkerungswachstums im schweizerischen Mittel einverstanden. Ein zentrales Element des Raumplanungsberichts bildet der Schwerpunkt der Siedlungsentwicklung gegen innen. Die Grünen begrüssen diesen Ansatz ausdrücklich. Damit eine hohe Lebensqualität erreicht wird, muss der öffentliche Raum – und zwar sowohl urbane Plätze als auch Naturräume – parallel zur inneren Verdichtung aufgewertet und sorgfältig geplant werden. Nur mit einer hohen Qualität der Freiräume wird die Bevölkerung von dichterem Wohnen zu überzeugen sein. Dafür bedarf es einer konsequenten Planung und einer Aufwertung der Freiräume. Die Berechnung des Baulandbedarfs wie im Massnahmenblatt A_01 des Richtplans vorgeschlagen, finden wir grundsätzlich gut. Es braucht aber eine Erhöhung der so genannten Geschossflächenziffern (GFZo) durch neue Ausnützungsziffern (AZ). Zudem muss das Verdichtungspotenzial in den bestehenden Bauzonen besser ausgeschöpft werden, als es heute im Richtplan vorgeschlagen wird. Die Wohnraumknappheit hat in verschiedenen Teilen des Kantons Bern ein besorgniserregendes Ausmass erreicht. Dadurch wird der Druck auf die Mie-

ten erhöht, sodass preisgünstige Wohnungen besonders rar werden. Im Richtplan und im Baugesetz bedarf es Massnahmen zur Förderung von preisgünstigen Wohnungsangeboten. Weiter braucht es aus Sicht der Grünen und als Mit-Initianten der «Kulturlandinitiative» einen besseren Schutz der gesamten landwirtschaftlichen Nutzfläche und nicht nur der Fruchtfolgeflächen. Die Beanspruchung muss an strenge Kriterien geknüpft werden. Nur durch den Schutz der gesamten landwirtschaftlichen Nutzflächen (LN) wird die Zersiedelung wirksam gebremst. Der Kanton soll sich weiterentwickeln können, dies aber am richtigen Ort und im Sinn eines sorgfältigen Umgangs mit dem Boden. Dazu müssen die bestehenden Reservepotenziale in den Bauzonen ausgeschöpft werden. Aus unserer Sicht ist ein Umdenken in der Raumplanung notwendig. Die vorliegenden Instrumente gehen grundsätzlich in die richtige Richtung, sind aber noch zu wenig griffig, um der Zersiedelung genügend entgegenzuwirken.

Ich komme zu den drei Grundsatzfragen und den vorliegenden Planungserklärungen. Zu Frage 1: Die Grünen haben sich immer für einen Richtungswechsel hinsichtlich der Verdichtung nach innen eingesetzt. Im März 2013 hat das Berner Stimmvolk dem Raumplanungsgesetz mit 66 Prozent klar und deutlich zugestimmt. Daher unterstützen die Grünen diese Entwicklung einstimmig. Zur Planungserklärung SP: Auch die Grünen können der Streichung des letzten Satzes zustimmen; die Eigentumsgarantie ist ohnehin auf Bundesebene verankert. Zu Frage 2: Die Arbeitszonenbewirtschaftung wurde im Rahmen der Überarbeitung des Raumplanungsgesetzes seitens der Wirtschaft gewünscht. Es soll auf regionaler Ebene ein Instrument aufgebaut werden, welches die Übersicht über die potenziellen Arbeitszonen aufzeigt. Dies ist sinnvoll. Ebenfalls sinnvoll ist es, dass der Kanton die Grundlagen dafür bereitstellt, sodass die Aufbauarbeit nicht von jeder Region selber übernommen werden muss.

Zu Frage 3: Die Grünen sind klar der Auffassung, dass im Bereich der ADT-Planung die Zuständigkeiten des Kantons gestärkt werden sollen, dies insbesondere im Bereich der Deponien. Die Auflagen zu reduzieren, wie sich dies die FDP vorstellt, halten wir für den falschen Weg. Die Bevölkerung wird Deponien noch weniger zustimmen, wenn die gesetzlichen Auflagen gelockert werden! Bereits heute ist der demokratisch absolut berechtigte Schritt der Volksabstimmung die grösste Hürde für Deponieprojekte. Mit einer Lockerung der gesetzlichen Auflagen würde die Skepsis der Bevölkerung zu recht noch grösser. Daher bitte ich Sie, unsere Planungserklärung anzunehmen und diejenige der FDP abzulehnen. Zu Planungserklärung 4: Ein Instrument, welches unüberbaute Bauzonen aufzeigt und regelmässig bewirtschaftet wird, ist für Investoren und Gemeinden wichtig. Die Grünen begrüssen diese Planungserklärung ausdrücklich. Ebenso begrüssen wir die Planungserklärung 5 für den eBau. Diesen unterstützen wir schon lange. Auch die Planungserklärung der glp unterstützen wir einstimmig. Zusammenfassend: Der Raumplanungsbericht bzw. der Richtplan ist ein zentrales, strategisches Instrument für die Entwicklung des Kantons. Die darin festgehaltenen Massnahmen sind jedoch nur umsetzbar, wenn Grosser Rat und Regierungsrat die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung stellen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Der Raumplanungsbericht des Kantons Bern ist gegenwärtig prominent auf der politischen Agenda vertreten. Nebst dem Raumplanungsbericht liegen mit der Baugesetzrevision und dem Richtplan 2030 zwei weitere raumplanerische Instrumente vor, welche das Ziel haben, das Raumplanungsgesetz umzusetzen. Der Raumplanungsbericht ist in diesem Zusammenhang mehr als ein fachtechnischer Papiertiger. Mit den gestellten Grundsatzfragen soll er zu einer qualitativen Debatte in der Raumplanung anregen. Die EVP hat diese gedankliche Auslegeordnung – insbesondere ohne politische Denkverbote – begrüsst. Der Bericht wird neu mehr zu einer Art «Roadmap» für die weitere Entwicklung der Raumplanung des Kantons. Mit der Umsetzung der Teilrevision des Raumplanungsgesetzes ist ein externer Druck auf die Raumplanung des Kantons mit drei primären Zielen entstanden: die Zersiedelung stoppen, das Kulturland schonen und die Siedlungsentwicklung konzentrieren. Der skizzierte Richtungswechsel, welcher in der neuen Raumplanungsdebatte des Kantons sichtbar wird, wird von der EVP-Fraktion explizit begrüsst. Ein wesentliches Element dabei ist der bereits zitierte Paradigmenwechsel hin zu einer Siedlungsentwicklung nach innen – und dies in allen Siedlungstypen. Um die Siedlungsgebiete sollen in Zukunft keine neuen Jahrringe mehr entstehen. Dies ist grundsätzlich zu unterstützen. Deshalb bejahen wir auch die Grundsatzfrage 1 und lehnen die Relativierung mit dem Zusatz bezüglich der Eigentumsbeschränkung ab. Die Flughöhe scheint uns hier die falsche zu sein. Allerdings gilt es – bei einer stärkeren Verdichtung des Siedlungsgebiets – der Qualität der Aussen- und Zwischenräume, der Lücken zwischen den Bauten, Beachtung zu schenken. In diesem Zusammenhang haben wir insbesondere auch über die Aufenthaltsqualität für Kinder und Jugendliche in dichter bebauten Gebieten diskutiert. Die Siedlungsentwicklung nach innen bedarf auch neuer Instrumente. Dies insbesondere, wenn man bedenkt, dass sich ländliche Gebiete mit Bauzonen W2 und W3 anschicken müssen, mehr zu verdichten. Wie geschieht dies? Wie macht man es? Hier ist der Kanton dahingehend gefordert, den Gemeinden neue Werkzeugkasten und raumplanerische Modelle zur Verfügung zu stellen.

Ein weiterer Punkt, bei welchem wir diese Stossrichtung ebenfalls unterstützen, ist, dass die oberirdischen Geschossflächenziffern, also die Nachfolgeziffer der Ausnutzungsziffer, im Richtplan 2030 eher zu tief gegriffen sind. Aus unserer Sicht könnte durchaus eine Erhöhung vorgenommen werden. Auch zu beachten gilt es, dass gerade bei massiven Verdichtungen, so genannten Hochpunkten, die Qualität zu sichern ist. Im Rahmen eines Hochhauskonzepts muss also darauf geachtet werden, wie man entsprechend baut. Im Weiteren begrüssen wir, dass der qualitative Stellenwert des Kulturlands mit der neu skizzierten Raumplanungspolitik gesteigert wird. Gerade Freiräume erhalten mit der wachsenden Dichte eine grössere Bedeutung. Zur Arbeitsplatzbewirtschaftung: Auch diese Frage unterstützen wir. Wir finden es gut, dass der Kanton diesbezüglich die Initiative ergreift. Es widerspricht nämlich den neuen Zielen der kantonalen Raumplanung, dass jede Gemeinde ihre eigene Industrie- und Gewerbezone hegt und pflegt. Gerade in diesem Bereich liegt die Chance im Zusammenspannen und regionalen Denken. Zu den ADT: Darüber haben wir

schon vieles gehört. Die aufgedeckten kartellähnlichen Strukturen und das eigentlichen Fehlen eines funktionierenden Markts zeigen einen klaren Handlungsbedarf. Dies lässt sich auch mit wirtschaftsliberalen Argumenten nicht kaschieren. In diesem Gebiet bedarf es einfach einer stärkeren Rolle des Kantons. Wie bereits seitens der Grünen gehört, braucht es auch die ökologischen Aspekte. Daher macht es Sinn, die Grundsatzfrage 3 zu bejahen. Deshalb unterstützen wir auch die Planungserklärung der SP. Nun eine grundsätzliche Bemerkung zum Schluss: Will man eine verantwortungsvolle Entwicklung in der Raumplanung bewirken, bedarf es verbindlicher Instrumente. Dabei geht es nicht um die Frage «Planwirtschaft versus liberale Freiheiten», sondern darum, Rahmenbedingungen zu schaffen, welche eine geordnete und haushälterische Entwicklung erlauben. Machen wir uns nichts vor: Dies geschieht einfach nicht von selber! Dafür bedarf es aus unserer Sicht klar einer vertikalen Kompetenzverschiebung, wie sie im Rahmen des Baugesetzes angestossen wurde.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Zur Haltung der SVP zum Raumplanungsbericht: Wir nehmen diesen zur Kenntnis und unterstützen die Planungserklärungen 1, 2, 4 und 5 der BaK. Zudem nehmen wir die Planungserklärung der FDP an. Was die Planungserklärung glp, Trüssel, anbelangt, so können wir zwar damit leben, die Regelung kann aber über die Gemeinde erfolgen. Zu unserem Kurz-Fazit zum vorliegenden Raumplanungsbericht: Wir sind stark der Meinung, dass der Regierungsrat nach wie vor an die Planwirtschaft glaubt. Begriffe und Bezeichnungen wie «Selbstverantwortung», «Anreize», «Eigentumsgarantie», «Grund-eigentum», «Marktwirtschaft», «Interessen der Investoren», «günstiges Investitionsklima», «freier Wettbewerb» und «Gemeindeautonomie» kommen im ganzen Bericht sozusagen nicht vor. Aus unserer Sicht besteht die grosse Gefahr einer starken Übersteuerung. Oder unter welchen Umständen und Voraussetzungen lohnt sich eine verstärkte Entwicklung im bestehenden Baugebiet noch für Eigentümer, Bauherren und Investoren?

Zum Raumplanungsbericht und den Herausforderungen hat der Präsident der BaK Stellung genommen. Dazu ein paar kurze Bemerkungen: Die Siedlungsentwicklung nach innen wird der Aussage des Regierungsrats zufolge zum wichtigsten Thema. Einzonungen sollen an kantonal bedeutsamen Standorten weiterhin möglich sein. Was heisst «bedeutsam»? 75 Prozent in Zentren und 25 Prozent in peripheren Gebieten? Auf der Ebene des Kantons erfolgt die Steuerung vorwiegend durch den kantonalen Richtplan. Dies wird uns nächstes Jahr sicher noch intensiv beschäftigen. Wenn wir auf die Einzonungen in der Vergangenheit zurückblicken, so hat es sich um rund 85 Hektare gehandelt. In Zukunft sollen es noch 35 Hektare sein. Dies wird Folgen haben. Um das vorauszusehen, muss man kein Hellseher sein. Die Baulandverknappung wird zu steigenden Bodenpreisen, Erschwernissen und Behinderungen wirtschaftlichen Wachstums, zu tieferen Steuern und Wohlstandsverlust führen. Das wird Sache sein.

Nun zum Zauberwort «Verdichtung / Siedlungsentwicklung nach innen»: Das ist nichts Neues. In Fachgremien wird bereits seit Jahren über verdichtetes Bauen gesprochen. Höher, tiefer, näher – dies war schon während den vergan-

genen 30 Jahren ein Thema. Der Teufel steckt aber leider im Detail. Wie gehen wir mit wohlverordneten Rechten um, mit Grenzabständen, Einsprachen – das Seeufergesetz lässt grüssen –, Eigentumsgarantien und Denkmalschutz mit 36 unter Schutz stehenden Gebäuden? Zwischen dem theoretischen und dem effektiven Potenzial wird noch eine grosse Differenz liegen. Diesbezüglich werden wir noch aufwachen. Wie verhält es sich mit garantierten Aussichten, wie sieht es bezüglich Schattenwürfe aus? Diesbezüglich müssten wir wahrscheinlich mehr die Realitäten aufzeigen, anstatt Illusionen zu wecken.

Ich komme zu den Grundsatzfragen und den Planungserklärungen: Vielleicht eine Bemerkung zur Aussage von Regierungsrat Neuhaus, der gesagt hat, dass Planungserklärungen rechtlich nicht bindend seien. Insofern können wir die Wirkung von Planungserklärungen überbewerten. Ich habe es erwähnt: Wir nehmen die erste Planungserklärung der BaK an. Für uns ist die Verhältnismässigkeit wichtig und dass die Eigentumsgarantie respektiert wird. Respekt bedeutet, Respekt zu haben vor dem Eigentum und nicht über fremdes Gut zu bestimmen. Dies ist uns sehr, sehr wichtig. Deshalb unterstützen wir klar die Planungserklärung 1 der BaK.

Zu Grundsatzfrage 2 und der Planungserklärung der BaK: Blaise Kropf hat gesagt, dass es sich bei der Arbeitszonenbewirtschaftung eher um ein Erfassen handle. Hier gibt es aus unserer Sicht keinen grossen Diskussionsbedarf; die Planungserklärung der BaK ist zu übernehmen. Was die dritte Planungserklärung anbelangt, sind wir klar der Auffassung, dass die Planungserklärung FDP, Sommer, zu übernehmen ist. Persönlich bin ich seit zehn Jahren bei der KWO für Deponien zuständig. Wir haben in den letzten Jahren für rund 3 Mio. Franken Deponien geplant und realisiert. Ich kann sagen, dass ich weiss, worüber wir sprechen. Der Sachplan ADT 2012 ist ein gutes Instrument. Der Kanton muss in diesem Bereich nicht gestärkt werden, zumal nirgends steht, was er stärken will bzw. wie, womit und vor allem wann er es tun will. Materialabbau und Deponien sind ein Geschäft, welches in die Privatwirtschaft gehört und grosser Vorinvestitionen bedarf. Seitens der KWO haben wir im Moment weit über 1 Mio. Franken investiert, aber noch keinen Kubikmeter Material deponiert. Es handelt sich um ein enorm grosses Geschäft, welches auch zeitlich sehr lange – bis zu 20 Jahren – dauern kann. Das Risiko wird am besten dort getragen, wo es Sinn macht: Projekte können so an den jeweiligen Gemeindeversammlungen abgelehnt werden. Das Thema KABA gehört in die WEKO und nicht in diesen Saal. Und noch eines: Der Staat – sei es der Bund oder der Kanton – soll sich nicht in die Privatwirtschaft oder dort einmischen, wo es sowieso schon funktioniert. Seitens der BaK haben wir noch 25 Fragen an die JGK gestellt. Diese sind heute nicht diskutiert worden. Wir haben uns dem Thema noch vertiefter angenommen. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Ich komme zum Schluss: Die SVP nimmt den Raumplanungsbericht zur Kenntnis. (*La présidente coupe le micro.*)

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Die FDP wird den vorliegenden Bericht ebenfalls zur Kenntnis nehmen. Wir haben ihn einer sehr kritischen Beurteilung unterzogen, und ich erlaube mir, an dieser Stelle die entsprechenden Bemerkungen dazu zu machen.

Der Raumplanungsbericht zeigt deutlich die seitens des Kantons angestrebte Stossrichtung und vorhandene Absicht zu mehr Eingriffen oder Steuerung in diesem Bereich. So werden auch mehr Interventionsmöglichkeiten angestrebt. Im Bericht ist in diesem Zusammenhang von verschiedenen Instrumenten die Rede. Der Raumplanungsbericht nimmt die Diskussion zur Revision des Baugesetzes teilweise vorweg. Dies zeigt sich auch anhand der drei gestellten Grundsatzfragen, welche eine Signalwirkung in diese Richtung haben werden. Wir haben im Bericht gewisse Widersprüche festgestellt. Einerseits wird wiederholt erklärt, dass der Kanton seine Hausaufgaben gemacht habe und dass beispielsweise die unüberbauten Zonen in unserem Kanton nicht überdimensioniert seien. Andererseits werden keine Möglichkeiten ausgelassen, um zum Teil unnötige oder übersteuernde Eingriffe zu planen. Mit diesen würden wir Gefahr laufen, dass das Ganze übersteuert wird. Die Raumentwicklung gegen innen und die Steigerung der Siedlungsqualität sind aus unserer Sicht wichtig und haben unsere Unterstützung. Auch hier stehen wir vielfach im Gegensatz zu den vielfältigen Schutzinteressen wie beispielsweise jenen der Denkmalpflege oder der Kommission zur Pflege der Orts- und Landschaftsbilder (OLK). In diesem Zusammenhang wird an einer Stelle im Bericht auch von zusätzlichen Abklärungen und Ortsbildanalysen im Umgang mit den Baudenkmalern gesprochen. Dies, obwohl das Hauptproblem der inneren Verdichtung gerade darin besteht, dass 10 Prozent der Gebäude geschützt oder erhaltenswert sind und so einer Siedlungsentwicklung gegen innen vielfach im Weg stehen. Uns fehlt in diesem Bericht ein massvoller alternativer Ansatz zu einer massvollen Raumentwicklung gegen aussen. Es ist klar: Die Kantone sind während der Übergangsfrist gehalten, das Raumplanungsgesetz umzusetzen – und es besteht faktisch ein Einzonungsmoratorium. Erfreulich dabei ist, dass wenigstens keine kompensatorischen Auszonungen stattfinden sollen.

Zu den Grundsatzfragen, zuerst zu Grundsatzfrage 1: Dabei handelt es sich um den uns wichtigen Punkt der Eigentumsgarantie und der Verhältnismässigkeit. Deshalb werden wir die Planungserklärung der BaK unterstützen. Bei Grundsatzfrage 2 geht es primär um die Bewirtschaftung von Arbeitszonen. Hier muss aus unserer Sicht die Möglichkeit bestehen bleiben, dass Unternehmungen unter gewissen Bedingungen Landreserven bilden können. Es kommt wohl keinem Unternehmer in den Sinn, unnötige Landreserven zu horten oder wenn er dies nicht unbedingt muss, eingeschossig zu bauen. Mit solchen Übungen wird viel Kapital gebunden. Dies hat Kosten zur Folge, welche der Unternehmer wiederum auf die Produktion überwälzen muss. Uns wäre zwar eine noch etwas engere Formulierung recht gewesen; nichtsdestotrotz stimmen wir der Planungserklärung der BaK zu. Was Grundsatzfrage 3 anbelangt, habe ich mich bereits geäussert.

Noch ein Wort zu den Bewilligungsprozessen. Hier ist bei uns ein gewisses Unbehagen vorhanden, dahingehend, dass sehr viel Macht beim Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) selber konzentriert ist. Dieses ist mit sehr vielen Kompetenzen ausgestattet und soll noch mehr davon erhalten. Anliegen der betroffenen Branche, teilweise auch der Baudirektion, haben vielfach keine Chance oder haben

es schwer. Diesbezüglich müssen wir uns überlegen, wie wir damit umgehen wollen. In diesem Bereich vermisste ich auch die Sicht des Praktikers. Es ist sehr viel theoretisches Wissen vorhanden. Dieses ist nicht bestritten, doch manchmal wäre es gut, auch eine praktische Sichtweise einzunehmen. Die FDP wird dieser Planungserklärung selbstverständlich zustimmen. Die übrigen Planungserklärungen werden von uns ebenfalls angenommen. Die Einführung einer jährlichen Erhebung der unüberbauten Bauzonen ist sicher ein richtiges und gutes Instrument. Es schadet nicht, dieses möglichst rasch zu haben. Selbstverständlich unterstützen wir auch eine beschleunigte Einführung des eBaus. Ich komme zum Schluss. Wir werden den Bericht zur Kenntnis nehmen, jedoch ein starkes Augenmerk auf die Ausarbeitung des Baugesetzes und des Richtplans legen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion unterstützt die Siedlungsentwicklung nach innen grundsätzlich. Dennoch muss immer noch ein Spielraum vorhanden sein, um auf ortsspezifische Gegebenheiten Rücksicht zu nehmen. In der Raumplanung ist es aus unserer Sicht unmöglich, alles über einen Leisten zu schlagen. Wir sprechen uns für einen sanften Druck aus. Spätestens dann, wenn es um Enteignungen geht, hört für uns der Spass auf. Die Entwicklung muss auch im ländlichen Raum möglich bleiben, insbesondere auch in den touristischen Gebieten. In Bezug auf die Grundsatzfrage 1 unterstützen wir deshalb die Planungserklärung BaK, Kropf. Die Grundsatzfrage 2 ist eigentlich nicht umstritten. Diese können wir auch dahingehend unterstützen, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung auf regionaler Stufe erfolgen soll. Grundsatzfrage 3 haben wir relativ kontrovers diskutiert. Es trifft aber zu, dass in gewissen Fragen – auch wenn wir uns für eine starke Gemeindeautonomie aussprechen – eine übergeordnete Sicht notwendig ist sowie manchmal auch jemand, der übergeordnet eingreift. Der Fall Thierachern – unser Fraktionspräsident wird näher darauf eingehen – hat Folgendes gezeigt: Es ist besser, wenn der Kanton bereits Mittel in die Hand nimmt, als eine Scheinautonomie zu haben, die schliesslich doch das Eingreifen des Kantons bedingt. Die Planungserklärung FDP, Sommer, reicht uns im Prinzip nicht. Wir sehen nicht, wie diese das Problem lösen würde. Gerade im Bereich Abbau, Deponien und Transport herrschen nicht gleich lange Spiesse. Wer eine Grube oder eine Deponie hat, tut alles dafür, dass der in der Nähe befindliche Konkurrent nicht zum Zug kommt. Die Folge davon sind höhere Preise und unvernünftige Transporte. Dies ist nicht nur bei Grossdeponien der Fall, sondern auch bei kleinen in meiner Region. Wer etwas hat, der «töfflet» den anderen. Das ist ein Adelbodner Ausdruck (*hilarité*). Deshalb halten wir den Vorschlag Grüne, Baumann, für eine gute, kluge Formulierung. Der Kanton soll nur dort eingreifen, wo es nicht anders möglich ist. Dabei nimmt er auf die Gemeinden und die betroffene Bevölkerung angemessene Rücksicht. Dies ist kein Gesetz, sondern selbstverständlich eine Planungserklärung. Wir würden es aber befürworten, sollte dieser Weg eingeschlagen werden. Deshalb werden wir die Planungserklärung Grüne, Baumann, zur Grundsatzfrage 3 unterstützen, hingegen die Planungserklärung SP, Mentha, ablehnen. Bei den Punkten 4 und 5 können wir dem Antrag BaK zustimmen.

Die Planungserklärung glp, Trüssel, werden wir ablehnen. Wir anerkennen die Absicht und dass diese für gewisse Ortschaften sehr gut sein kann. Aber auch in diesem Bereich kann nicht für alle Gemeinden Dasselbe gelten, zumal sie nicht alle die gleichen Voraussetzungen haben. Die EDU-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis. Da ich noch Zeit habe – das Lämpchen leuchtet noch nicht – möchte ich dem AGR einen kurzen Dank übermitteln. Ich gehöre zu jenen, die das AGR relativ häufig kritisieren. Aber an dieser Stelle darf einmal gesagt werden, dass bei den in der letzten Zeit durchgebrachten oder genehmigten Ortsplanungen ein Effort geleistet wurde.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich fasse mich kurz: Die glp kann mit den Antworten 1 und 2 bzw. den Planungserklärungen der BaK gut leben. Was Grundsatzfrage 3 anbelangt, werde ich etwas ausführlicher. Wir nehmen die Planungserklärungen 4 und 5 an. Nun zur Planungserklärung glp, Trüssel: Für diejenigen, die mir nicht zugehört haben: Es geht um diejenigen Gemeinden, die einen bestehenden Energierichtplan haben. Es handelt sich um die 30 bis 40 grössten Gemeinden des Kantons Bern. Für diejenigen, die mir auch nicht zugehört haben: Dies ist nicht Sache der Gemeinden. Wir haben in vielen Projekten gemeindeübergreifende Interessen, sei es in Bezug auf die Abwasserreinigungsanlagen usw. Es handelt sich also nicht um eine Gemeindeaufgabe. Bitte diskutieren Sie nochmals hinter vorgehaltener Hand darüber, ob Sie alles richtig verstanden haben. Zur Frage 3 betreffend ADT: Als wir uns in der BaK mit diesem Thema zu befassen begannen, hatte ich keine Ahnung, wie dieser Markt funktioniert. Ich habe mir die Zeit genommen und recherchiert, wie dieser Markt heute funktioniert. Dabei kommt man relativ rasch zum folgenden Punkt: Der Kies ist ein lokales Geschäft. Diesen kann man wirtschaftlich maximal 20 bis 30 Minuten transportieren, ansonsten wird er zu teuer. Schauen wir den Markt spezifisch an, gibt es zwei Gruppen, welche 25 Prozent des Marktes beherrschen und etwa 60 Prozent der Transportkapazitäten. Diese zwei Player sind sehr gut miteinander vernetzt, unter anderem mit den sich gegenseitig gestellten Verwaltungsräten usw.

Will ich als neuer Marktplayer ins Geschäft einsteigen, findet das so genannte Festsetzungsverfahren statt. Das bedeutet, dass die Regionalkonferenz ihre regionalen Richtpläne in etwa alle zehn Jahre überarbeitet. Eine Festsetzung für eine neue Kiesgrube kann nur im Rahmen dieses Verfahrens angestrebt werden. Will ich eine Festsetzung, muss ich folgende Rahmenbedingungen erfüllen: Ich muss eine privatrechtliche Sicherung haben, d. h. einen Grundbucheintrag mit Dienstbarkeiten für den Kiesabbau. Ich muss qualitative und quantitative Nachweise der Vorkommen belegen. Die Parzelle muss bezüglich der Umweltkriterien passend liegen inklusive die Erschliessung von Gewässern, Lärm, Luft, Naherholung, Verkehr usw. Die Parzelle muss über ein genügendes Kiesvolumen verfügen, d. h. grösser als 1 Million Kubikmeter sein. Das ist der Punkt betreffend die kleinen «Grüebeli», den wir diskutiert haben. In der Region muss ein Kies- und Deponienachweis erbracht werden. Dies führt dann zu wunderbaren Spielen: Will man in der Region A einen Bedarfsnachweis erheben, führt man von der Region B lastwagenweise Kies in die Deponie. Dadurch haben

wir natürlich unsere Reserven, von welchen abgebaut werden darf, nicht aufgebraucht. Ergo ist in dieser Region kein Bedarf vorhanden, sodass das Thema vom Tisch ist. Die Erhebung des Bedarfs im Kiesgeschäft darf nicht regional erfolgen; sie muss überregional vorgenommen werden. Hierfür bedarf es einer kantonalen Koordination, nicht nur unter Einbezug der «Kiesmafia», entschuldigen Sie den Ausdruck, sondern auch der Baumeister und der Transporteure. Spricht man mit Letzteren, haben diese ganz andere Bedürfnisse als die Kiesindustrie. Es handelt sich also nicht um eine homogene Gruppe. Nur schon das Prozedere für die Festsetzung kann sieben bis zehn Jahre dauern, und es kostet in der Grössenordnung von 1 Mio. Franken. Gerhard Fischer hat diesen Wert bereits genannt. So werden enorme Geldsummen verschlungen, wobei ein Restrisiko besteht. Nun zur Standortgemeinde: Selbst wenn man eine Standortgemeinde motivieren könnte, bei sich ein «Grüebeli» zu bauen, wird das Thema dennoch regional betrachtet. Die Nachbar- oder Standortgemeinde können noch gekauft werden, indem man ihnen mittels Mehrwertabschöpfungen einen schönen Batzen Geld ins «Poschettli» stösst. Sie sind käuflich. Was geschieht in den umliegenden Gemeinden? In diesen formieren sich sofort Widerstandsorganisationen und Aktionsgruppen, welche in der Regel relativ prominent durch «Kies-Brüder» vertreten sind. Die Nachbar- oder Anstössergemeinden haben natürlich nichts davon ausser dem Verkehr, dem Schmutz und dem Lärm. Somit ist die regionale Geschichte wieder gestorben. Es bedarf also dringend einer überregionalen Geschichte. Das Lämpchen blinkt. Ich komme zu einer Zwischenbemerkung: Wir möchten uns gerne dem Vorstoss Baumann, Grüne, anschliessen und bitten die SP, ihren Vorschlag doch zugunsten desjenigen der Grünen zurückzuziehen.

La présidente. Pour le PS-PSA, Mme Dumermuth. Ensuite, des intervenants à titre personnel se sont annoncés et je donne la direction du Grand Conseil à mon vice-président, M. Jost. C'est à vous, Madame.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). Zuerst zum Raumplanungsbericht allgemein: Ich möchte dem Regierungsrat, der Verwaltung sowie allen Beteiligten für den Bericht danken. Die Raumplanung ist wirklich ein ideales Instrument zur Abstimmung aller Politik-Bereiche. Wir können auf derselben Hektare nicht gleichzeitig wohnen, Landwirtschaft betreiben oder Sport machen. Es geht also um die Prioritätensetzung, d. h. darum, das Richtige am richtigen Standort zu tun. Mir ist wichtig festzuhalten, dass es nicht um einen Stadt-Land-Konflikt geht. Grundsätzlich unterstützen wir die Stossrichtung des Berichts, welche in den Kapiteln zu den Herausforderungen deutlich sichtbar wird. Wir behandeln heute den Bericht, erwarten aber eine griffige Umsetzung im Rahmen der Revision des Richtplans und des Baugesetzes. Seitens der SP begrüssen wir es sehr, dass die Raumplanung mehr in die politische Diskussion Eingang gefunden hat. Es muss uns gelingen, dass wir alle bemerken, dass uns die Raumplanung etwas angeht. Wir sind jeden Tag davon betroffen, sei es durch das Wo oder Wie wir wohnen,

arbeiten, unsere Freizeit verbringen oder mit dem Velo einfach vom einen Ort an den anderen fahren. All dies sind raumplanerische Fragen unseres Alltags. Raumplanung ist kein technokratisches Instrument.

Zu den Planungserklärungen: Wir sind froh, dass der Regierungsrat uns die Grundsatzfragen gestellt hat. Bei der Siedlungsentwicklung nach innen unterstützen wir klar die Planungserklärung von Luc Mentha. Diesbezüglich ist es sehr wichtig, dass wir qualitätsbewusst umgehen und nicht überall Dasselbe gemacht werden darf. Bevor die Siedlungsentwicklung nach innen im grösseren Stil angegangen wird, lohnt es sich, sich ein Bild darüber zu machen, wo was an der richtigen Stelle gemacht werden könnte. Das Verdichten und die Erneuerung stellen eine grosse Herausforderung dar. Dies nicht zuletzt auch, weil die Akzeptanz der Bevölkerung zurzeit nicht sehr gross ausfällt. Viele Leute möchten, dass es dort, wo sie wohnen, so bleibt wie es ist. So würden sie sich wohlfühlen. Oftmals wird schwarz-weiss gedacht – entweder Beton oder grün. So ist die Realität überhaupt nicht. Damit wir glauben, dass es sich anders verhält, benötigen wir gute Beispiele und eine gute Kommunikation. Diesbezüglich hoffen wir auch auf den Kanton. Wichtig ist ebenso eine bessere Verfügbarkeit des bereits eingezonten Baulands. Zudem sollten wir auch über Einzonungen am richtigen Ort nachdenken dürfen. Es darf kein totales Einzonungsmoratorium geben. Die Infrastrukturen, welche wir heute mit unseren Steuern an vielen Orten aufgebaut und bezahlt haben, sollen gebraucht und amortisiert werden können.

Zur Grundsatzfrage 2 betreffend die Planungserklärung zur Arbeitszonenbewirtschaftung kann ich mich kurz halten: Dies ist auch im Standortmarketing ein wichtiger Punkt. Auch hier handelt es sich nicht primär um einen bürokratischen Akt. Zu ADT brauche ich keine Ausführungen mehr zu machen, zumal ich vorhin im Zusammenhang mit unserer Planungserklärung darüber gesprochen habe. Noch ein paar Gedanken: Im Raumplanungsbericht fehlen uns Aussagen zum gemeinnützigen Wohnungsbau. Gerade bei der Siedlungsentwicklung nach innen sind zum Beispiel die Wohnbaugenossenschaften sehr wichtige Partner, haben diese doch oftmals in den 1950er-Jahren relativ extensiv gebaut. Zu dieser Herausforderung haben wir im Raumplanungsbericht keine entsprechenden Aussagen gefunden. Es fehlen uns auch Aussagen zu den Einfamilienhäusern. Unseres Erachtens sollten für den Bau von Einfamilienhäusern keine neuen Zonen geschaffen werden. Ich möchte an dieser Stelle auch deponieren, dass wir mit den Agglomerationsprogrammen und den regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepten sowie den Entwicklungsschwerpunkten sehr wichtige Instrumente haben. Letztere zu behalten, ist wichtig. Zu den Planungserklärungen 4 und 5: Diese unterstützen wir in der vorliegenden Form. Zudem unterstützen wir die Planungserklärung glp, Trüssel.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu den Einzelvotanten. Deren Redezeit beträgt je 3 Minuten. Bitte tragen Sie sich in die Rednerliste ein, falls Sie das Wort wünschen. Zuerst hat Grossrat Schneiter das Wort.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Ich spreche zur dritten Planungserklärung. In diesem Zusammenhang ist die

Gemeinde Thierachern schon erwähnt worden. Wir führen heute übrigens den Slogan «Zuhause zwischen Stadt und Land» – nur damit dieser auch hier bekannt ist. Ich bin Mitglied des Gemeinderats von Thierachern und möchte Ihnen unsere Situation kurz schildern. Es geht jetzt nicht um Kiesabbau, sondern um die Deponie sauberen Aushubmaterials. Was Sie mit diesen Aussagen anfangen, bleibt selbstverständlich Ihnen überlassen. In Thierachern befassen wir uns auch im Gemeinderat mit diesem Thema. Vor ein paar Jahren wurden Bemühungen unternommen, um eine Deponie für Aushubmaterial zu erstellen. Ein Unternehmer fand Land auf unserem Gemeindegebiet und wurde mit den Eigentümern einig. Danach begann das ganze Verfahren wie vorgeschrieben zu laufen. Dort involviert waren natürlich auch unsere Gemeinde sowie die Kantonale Überbauungsordnung (KÜO). Man fand zu einer Einigung. Der letzte Akt bestand darin, dass das Geschäft dem Volk vorgelegt werden musste. Es kam zu einer Volksabstimmung. Innerhalb des Gemeinderats waren wir uns einig, hatten wir uns doch überregional mit der Sache beschäftigt. Dies, weil uns der Verein Entwicklungsraum Thun (ERT) eigentlich plausibel machen konnte, dass ein Deponienotstand herrscht. Das Geschäft wurde aber an der Urne mit sieben Stimmen Unterschied abgelehnt. Als Gemeinderat mussten wir dies zur Kenntnis nehmen. Für den Unternehmer war es aber ein Fiasko. Nachdem er bereits viel investiert hatte, stand er vor einem Scherbenhaufen. Nun hat er sich – seinem Recht entsprechend – an den Kanton gewandt. Dieser hat dann eingegriffen und befunden, dass eine Deponie von übergeordnetem Interesse sei. Gestützt darauf begann der Kanton unter Berufung auf das Baugesetz Druck zu machen. So standen wir vor der Tatsache, dass es plötzlich hiess: «Die Gemeinde bzw. das Volk hat zwar entschieden, nun sagt aber der Kanton, wie es läuft.». Dies ist einigen sehr in die Nase gestochen bzw. wohl jeder demokratisch denkenden Person. Es bildete sich eine «IG Anti-Deponie», welche sich nun zur Wehr setzt und das Projekt verzögert. Soweit zu unserer Situation. Uns wäre es lieber gewesen – das Lämpchen blinkt, ich muss zum Schluss kommen – es wäre von Anfang an klar gewesen, dass der Kanton in diesem Bereich das Sagen hat und dies entsprechend gehandhabt worden wäre. So hätte eine Schlaufe über die Gemeinde vermieden werden können. Diese Situation hat zur Verärgerung aller geführt. Ich muss dennoch festhalten, dass wir das übergeordnete Interesse anerkennen. (*Le vice-président demande à l'orateur de conclure.*) Wir wehren uns auch nicht als Gemeinderat, zumal wir ganzheitlich denken. Ich möchte Ihnen zu bedenken geben, dass es nun unser Problem ist. (*Le vice-président coupe le micro.*)

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich habe der Debatte mit Interesse zugehört und gehe auf zwei Punkte ein. Der eine ist etwas untergegangen, der andere ist noch gar nicht zur Sprache gekommen. Als Ratsneuling und Mitglied des Initiativkomitees der «Kulturlandinitiative» habe ich mich mit Interesse auf den Raumplanungsbericht gestürzt. Beim ersten Satz auf Seite 3 bin ich schon etwas ins Grübeln geraten. Dort steht «Der Boden im Kanton Bern wird mehrheitlich haushälterisch genutzt.». Dies ist eigentlich eine Selbstverständlichkeit, zumal die haushälterische Nutzung des Bodens ein Gesetzes- bzw. sogar ein Verfassungsgebot ist.

Reicht es aus, wenn der Boden «mehrheitlich haushälterisch» – also «mehrheitlich» und nicht überall – genutzt wird? Ich habe in diesem Bericht präzisere Angaben dazu vermisst, wo und weshalb der Boden nicht überall haushälterisch genutzt wird. In der Arealstatistik des Bundes finden sich Angaben dazu. Im Kanton Bern ist die Siedlungsfläche innerhalb von 24 Jahren um 5849 Hektare gewachsen – also um fast 20 Prozent innerhalb einer Generation. Vor diesem Hintergrund ist der eingangs zitierte Satz eigentlich eine Schönfärberei. Gemäss den Grundlagen der Baugesetzrevision des neuen Richtplans geht die Ausdehnung der Siedlungsfläche weiter. Damit geht der Verlust von Kulturland in den nächsten Jahren nochmals weiter, wenn auch verlangsamt. Dies trotz aller Bekenntnisse zur inneren Verdichtung und dem Paradigmenwechsel. Der vorgeschlagene Paradigmenwechsel verträgt keine Abstriche. Es bedarf aber zusätzlicher Anstrengungen. Dies möchte ich an dieser Stelle zu bedenken geben.

Ein anderes Kapitel, welches mich zum Grübeln gebracht hat, findet sich auf Seite 14 des Berichts. Dort steht, eine Prioritätensetzung im Bereich von Natur und Landschaft sei schwierig, weil die Grundlagen fehlten und keine gesicherten Aussagen vorhanden seien. Es wird dann auf den vom Bund erarbeiteten Aktionsplan zur Biodiversitätsstrategie verwiesen, welcher neue Aufgaben bringen würde. Schliesslich folgt der Satz: «Ob es dem Naturschutz gelingt, diese Herausforderung anzunehmen und räumlich umzusetzen, muss sich erst noch zeigen.». Diese Aussage lässt mich etwas ratlos zurück, ist doch keine Strategie erkennbar. (*Le vice-président demande à l'orateur de conclure.*) Immerhin werden wir am Montag mit der Zustimmung zum Antrag der Finanzkommission für Budgetmittel zur Erhöhung der Naturförderung die Gelegenheit haben, ein Zeichen dafür zu setzen, dass im Bereich Natur und Landschaft etwas unternommen werden muss.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Sie brauchen keine Angst zu haben: Ich will hier keine Landwirtschaftsdebatte führen und über den Kulturlandverlust jammern. Mir ist der Raumplanungsbericht zu wichtig und mir ist zudem die Handhabe im Rahmen des Raumplanungsgesetzes in Bezug auf die Inhalte des Richtplanes wichtig. Werte Anwesende, ich wähne mich hier in der Verantwortung als Vertreter des Berner Volkes im Grossen Rat, um die Zukunft raumplanerisch zu gestalten. Wir haben die Verantwortung, ganzheitlich und nicht einseitig zu denken. Dies betrifft sowohl mich als Bauer als auch die Wirtschafts- sowie die Arbeitsvertreterinnen und -vertreter. Weil wir über ein sehr wichtiges zukunftsgerichtetes Gebiet diskutieren, möchte ich mich zu Grundsatzfrage 2 und der entsprechenden Planungserklärung äussern. Dort steht, dass die Arbeitszonen in Zukunft regional bewirtschaftet werden können. Dies ist mir sehr, sehr wichtig. Ich habe zwar keine Planungserklärung eingereicht, weil eine solche – im Fall einer Ablehnung – zu nichts führt. Ich werde mich aber im Rahmen der Baugesetzrevision oder des Richtplans dafür stark machen, dass das «Zentrumsdenken» verstärkt weitergedacht wird. Wir müssen Arbeits- und Wirtschaftszonen in Zentren verlegen können. Davon müssen aber auch periphere Landgemeinden profitieren können. Also müssen wir nicht nur raumplanerisch denken, sondern auch die Finanzen einbeziehen. Es könnte sein,

dass man eine neue Form findet. Hierfür bedarf es vielleicht keiner Gemeindefusionen. Man könnte zum Beispiel Gemeindeverbände gründen, um die Raumplanung gemeinsam anzugehen, beispielsweise mit aus einem gemeinsamen Steuersatz finanzierten Mitteln. Dies sind meine Gedanken.

Was mir hier fehlt, ist die Wohnzone. Alle sprechen hier darüber, Kulturland und Fruchtfolgeflächen zu schonen. Werte Anwesende, die Gemeinde Kappelen hinter Lyss besteht nicht nur aus Fruchtfolgeflächen. Wenn wir sagen, dass wir keine Fruchtfolgeflächen mehr benötigen bzw. nur dort, wo sie zwingend sind, ist keine Entwicklung mehr möglich. Aus diesem Grund wäre der Gedanke einzubringen, wie wir uns in Zukunft entwickeln können. Die Gemeinde Kappelen müsste sich mit Seedorf und Lyss zusammenschliessen; mit einer Arbeitszone Lyss und einer Wohnzone Richtung Seedorf. Dort ist das landwirtschaftliche Land nicht derart wertvoll wie in Kappelen. Damit würde weder die Wirtschaft behindert, noch sonst etwas beeinträchtigt. Wir müssen an die Zukunft denken.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Grossrätin Rüfenacht macht als Einzelvotantin eine kurze Ergänzung.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Nur kurz, liebe Wirtschaftsvertreter, apropos ADT: Wir haben heute Mittag vom Präsidenten der KSE gehört, dass die Abstimmung auf Gemeindeebene für ein Deponieprojekt die grösste Hürde darstellt. Wenn Sie – entsprechend Ihrem Antrag – eine Lockerung der gesetzlichen Auflagen fordern, wird die Skepsis der Bevölkerung steigen – und dies zu recht. Sie schneiden sich mit Ihrer Planungserklärung ins eigene Fleisch.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Bevor der Kommissionspräsident und eventuell die Antragstellenden nochmals das Wort haben, möchte ich dem Gemeindedirektor das Wort erteilen. Bitte, Herr Neuhaus.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Die vergangenen vier Jahre waren für die Raumplanung im Kanton Bern eine grosse Herausforderung und eine intensive Zeit. Die Herausforderungen werden weiterhin grösser. Die wichtigsten haben wir seitens des Regierungsrats im vorliegenden Raumplanungsbericht aufgezeigt. Es ist schön, dass die Raumplanung zu einem politischen Schlüsselthema geworden ist; sie wird in der Öffentlichkeit und bei uns im Saal breit diskutiert, was ich als sehr positiv erachte. Denn unsere schöne Landschaft, unser Lebensraum, erhält so die Bedeutung, die ihm zusteht. Die Raumplanung im Kanton Bern wurde von Avenir Suisse, einer unverdächtigen Institution, mit der Silbermedaille belohnt. Es stimmt: Wir machen nicht alles perfekt, aber «nobody is perfect»! Und vielleicht zu Ihnen, Herr Grossrat Vanoni: Im Kanton Bern wurde zu 15 Prozent gebaut, während es im Kanton Fribourg zur selben Zeit 40 Prozent waren. Ich dokumentiere Sie gerne und bin auch gerne bereit, einmal mit Ihnen zusammenzusitzen, um Sie auf den neuesten Stand zu bringen. Ich verfüge über etliche Dokumente, doch in einem 30-seitigen

Bericht findet nicht alles Platz. Ich kann die Frage so stellen: Ist der Kanton Bern wegen den Restriktionen in der Raumplanung wirtschaftlich weniger gewachsen? Die Frage ist, was zuerst war: das Huhn oder das Ei. Das ist nun alles Geschichte. Mit der Revision des Raumplanungsgesetzes auf Bundesebene wurden neue Voraussetzungen geschaffen. Das Berner Stimmvolk steht klar hinter diesen Zielen, zumal die Gesetzesrevision mit einer Zweidrittelmehrheit bzw. mit einem Ja-Stimmenanteil von 66,8 Prozent angenommen wurde. Es handelt sich um einen wichtigen politischen Auftrag, der vom Regierungsrat sehr ernst genommen wird. In den kommenden Jahren wird die Siedlungsentwicklung nach innen zum wichtigsten Thema der Raumplanung. Ein Paradigmenwechsel und ein Umdenken sind in diesem Bereich notwendig. Der Regierungsrat hat dies bereits im letzten, vor vier Jahren publizierten Raumplanungsbericht aufgezeigt. Dies wurde aber nicht von allen Seiten gleichermassen zur Kenntnis genommen. Von einer Person, die mir eine Frage gestellt hatte, wurde ich sogar ausgelacht, als ich sagte, man müsse unter anderem in die Höhe bauen. Nun wird es sehr konkret. Zum Stichwort Kulturlandschutz: Auch hier handelt es sich um ein grosses Anliegen der Bevölkerung. Dieses manifestierte sich nicht nur in der Zustimmung zum Raumplanungsgesetz, sondern auch im Rahmen der kürzlich zustande gekommenen «Kulturlandinitiative». Die Umsetzung der «Zweitwohnungsinitiative» betrifft vor allem die touristischen Regionen, darunter mehrere Gemeinden unseres Kantons. In diesem Zusammenhang blicken wir dem Ergebnis der im eidgenössischen Parlament geführten Diskussion mit Spannung entgegen. Der Regierungsrat blickt nicht nur zurück, sondern vor allem voraus, zumal uns die neuen Herausforderungen heute und insbesondere auch in Zukunft stark beschäftigen werden. Ich erinnere Sie daran, dass der Regierungsrat an derselben Sitzung, an der er den Raumplanungsbericht 2014 zu Ihren Händen verabschiedet hat, auch den Richtplan 2030 zur öffentlichen Mitwirkung und Vernehmlassung freigegeben hat. Im Richtplan 2030 wird aufgezeigt, wie wir im Kanton Bern auf die neuen Vorgaben des Bundesrechts reagieren. Der Richtplaninhalt im Bereich Siedlung wurde grundsätzlich überarbeitet. Der Paradigmenwechsel zur Siedlungsentwicklung nach innen schlägt durch; der überarbeitete Richtplan macht Vorgaben. Wir werden die Gemeinden bei der Umsetzung unterstützen und die notwendigen Hilfsmittel bereitstellen. Wir haben auch die übrigen Richtplaninhalte grundsätzlich überprüft und wo nötig aktualisiert. Zum Teil haben wir auch Punkte weggelassen. In vielen Diskussionen wurde deutlich, dass sich der vor einem Jahrzehnt konzipierte Richtplan grundsätzlich bewährt hat. Wichtig ist vor allem, dass er einem regelmässigen Controlling unterzogen und periodisch aktualisiert wird. Der überarbeitete Richtplan wird dem Grossen Rat voraussichtlich im kommenden Herbst zur Kenntnis gebracht. Dies können Sie dem Baugesetz Artikel 104 Absatz 5 entnehmen. Sollten Sie bereits heute Einwände oder Anregungen haben, fordere ich Sie auf, an der öffentlichen Mitwirkung teilzunehmen; dafür haben Sie noch bis zum 18. Dezember 2014 Zeit. Wenn Sie Begriffe wie Selbstverantwortung, Gemeindeautonomie, Eigentumsgarantie sowie Statistiken zum Land nicht in diesem Bericht finden, hat es damit zu tun, dass sie selbstverständlich sind.

Somit komme ich zu den Bemerkungen zu den Planungserklärungen der BaK: Der Regierungsrat begrüsst die erste Planungserklärung der BaK zu den Grundsatzfragen 1 und 2. Er ist froh und erfreut, dass der Grundsatz der Siedlungsentwicklung nach innen seitens der BaK unterstützt wird. Der Regierungsrat begrüsst auch die beiden weiteren Planungserklärungen 4 und 5 der BaK. Die periodischen Erhebungen der unüberbauten Bauzonen vermitteln nicht nur dem Kanton, sondern auch allen anderen Beteiligten – insbesondere den Gemeinden – wichtige Informationen über die Steuerung der räumlichen Entwicklung. Diesen Informationen kommt eine viel höhere Bedeutung zu, zumal die Ausscheidung von neuen Bauzonen gestützt auf das revidierte Raumplanungsgesetz und den Richtplan 2030 bereits stark begrenzt wird. Auch diesen Aspekt haben Sie in der eben geführten Diskussion erwähnt.

Das Projekt eBau, welches es erlauben würde, Bauseuchsakten direkt über Internet einzureichen und die involvierten Behörden elektronisch zu erreichen, musste aus Kostengründen abgebrochen werden. Durch die Überweisung durch den Grossen Rat der Motion Steiner-Brütsch (M 248-2013) aus dem Jahr 2013 kann diese Arbeit nun wieder aufgenommen werden. Die Planungserklärung unterstützt diese Stossrichtung, vor allem auch, weil die finanziellen Mittel für den eBau noch nicht gesichert sind. 36 Tage vor Weihnachten und vor der Budgetdebatte habe ich als Kirchendirektor noch Hoffnungen. Enttäuschen Sie mich bitte nicht!

Damit zum Entscheidenden: Der Regierungsrat lehnt die dritte Planungserklärung ab bzw. sowohl die entsprechende Planungserklärung der BaK als auch jene der FDP. Die Planungserklärung der FDP will eine Lockerung des Bundesgesetzes, was nicht einfach zu bewerkstelligen ist. Ich bin überrascht, dass man nun plötzlich etwas unternehmen will. Vor ein paar Tagen hiess es noch, es sei alles in Ordnung. Nun sieht man Handlungsbedarf – allerdings innerhalb eines Bereichs, in welchem wir nichts unternehmen können. Der Regierungsrat lehnt auch die dritte Planungserklärung der BaK ab. Weshalb dies? Wir alle in diesem Saal – Politikerinnen, Politiker und Staatsangestellte – sind den Bernerinnen und Bernern verpflichtet: Wir sind der Landwirtschaft, den Bauern, der Landschaft, der Umwelt, dem Gewerbe und der Wirtschaft verpflichtet. Wir – Sie und ich – haben vor noch nicht allzu langer Zeit in diesem Raum geschworen oder gesagt: «Ich gelobe es!». Wir sind auch gut beraten, die Finger von dem zu lassen, was gut funktioniert, zumal der Staat nur diejenige Arbeit übernimmt, welche von Privaten nicht geleistet werden kann. Im Bereich Abbau, Deponie und Transport (ADT) verhält es sich hingegen nicht so, wie es sein sollte. Ich nenne Ihnen drei Gründe. Kies: Es werden Zehntausende an Kubikmetern innerhalb des Kantons von der einen Grube zur anderen gekarrt. Damit soll missliebige Konkurrenz innerhalb der Kiesbranche ausgeschaltet und die Erstellung neuer Gruben verhindert werden, die eben Konkurrenz mit sich brächte. Seitens der Gemeinde Urtenen-Schönbühl wurde mir geschrieben, dass sie dem «Kies-Tourismus» mit den Hunderten und Tausenden von Lastwagen mit Sorge und Unverständnis zusehen müsste. Die Bevölkerung und die Strassen leiden unter diesem unnötigen Verkehr. Aber das sind ja keine Probleme, ist es ja der Kanton, der dafür bezahlt!

Der Steuerzahler sorgt dafür, dass die übermässig beanspruchten Strassen repariert werden. Zwar haben wir ohnehin viel Verkehr, aber ob der eine oder andere Lastwagen mehr fährt, sodass das Ganze noch schlechter fliesst, ist sicher nicht schlecht! Dies könnten zynische Aussagen sein. Ich möchte nicht zynisch sein und sage einfach, dass der Zusatzverkehr sinnlos ist.

Nun will ich nicht weiter über Kies sprechen, sondern komme zum Stichwort Deponie. Vor noch nicht allzu langer Zeit mussten Sie für die Umfahrung von Saanen einen Nachkredit bewilligen. Der Grund dafür bestand darin, dass der Markt nicht gespielt hatte. Deponiematerial wird aus dem Raum Thun nach Niederbipp geführt und von Lyss wird in den Raum Neuenburg gefahren. Verschiedene unter Ihnen – ich habe mit zwei, drei von Ihnen gesprochen – wissen, dass Material illegal deponiert wird, weil es sich rechnet. Somit komme ich zum Preis: Wir haben im Kanton Bern nicht nur hohe Steuern, sondern in gewissen Regionen auch hohe Baupreise. Grossrat Luc Mentha hat gesagt, dass er von einem Unternehmen weiss, welches wegen des Baupreises auf einen Bau in Köniz verzichtet hat. Die eidgenössische Wettbewerbskommission (WEKO) wurde aktiv und kam auf den Kanton Bern zu. In diesem Sinn dürfte die Planungserklärung der SP, mit welcher die «kartellähnlichen Strukturen» angegangen werden sollen, hinfällig sein. Die Planungserklärung der Grünen, Baumann, zielt in die richtige Richtung. Weshalb? Was in diesem Bereich abläuft, ist nicht nur ökologisch gesprochen dumm, sondern auch volkswirtschaftlich schädlich. Im Klartext: Viele Bernerinnen und Berner bezahlen mehr als nötig wäre. Dies, weil sich einige wenige absprechen und dadurch etwas mehr kassieren als nötig. Oder man kann aus wissenschaftlicher Sicht sagen, dass es sich um nichts Neues handelt, sondern um ein «ADT-Oligopol». Absprachen führen dann zu Rent-seeking. Dies können Sie in den wirtschaftlichen Materialien nachlesen. Von einzelnen wird zu viel an der «ADT-Schraube» gedreht. Verstehen Sie mich richtig: Eine Unternehmerin oder ein Unternehmer benötigt einen Return on Investment. Wer ein Risiko trägt, soll auch etwas verdienen und belohnt werden, zumal Arbeitsplätze geschaffen und Löhne bezahlt werden usw. Wir alle wollen aber, dass auf dem Markt gleich lange Spiesse vorhanden sind, sodass überhaupt ein funktionierender Markt besteht. Ich muss Ihnen ehrlich sagen – und ich bin nicht Jurist, sondern Wirtschaftler –, dass dies nicht der Fall ist. Der Kanton Bern will im ADT-Bereich keinen Persilschein. Der Kanton Bern will nicht «Unternehmerlis» spielen oder eine Kiesgrube betreiben. Dennoch ist er dahingehend in der Pflicht, dass der Bereich ADT funktioniert, sodass die Wirtschaft abgesehen von den bereits hohen Steuern nicht noch mit entsprechenden Preisabsprachen behindert wird. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dieser im Rahmen der Baugesetzrevision nochmals zu führenden Diskussion jetzt nicht den Riegel zu schieben! Diese Diskussion wollen wir auch führen, zumal der Markt wegen des Überbordens einzelner teilweise nicht funktioniert. Diese ziehen einen mehr Geld aus der Tasche, als man effektiv bezahlen müsste. Deshalb verzichten Sie auf die Planungserklärung 3 von BaK und FDP. Dies, damit diese richtige und wichtige Diskussion noch geführt werden kann. Dafür danke ich Ihnen im Namen von mehr als einer Million Bernerinnen und Bernern!

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Vielen Dank, Herr Regierungsrat, für Ihre Ausführungen. Ich weiss nicht, ob ich bereits jemals eine dermassen umfassende Stellungnahme seitens von Regierungsrat Neuhaus gehört habe. Dies zeigt jedenfalls die Wichtigkeit des Geschäfts. Ich weiss nicht, ob alles gesagt wurde. Der Kommissionspräsident wünscht sicher nochmals das Wort. Wird das Wort ebenfalls seitens der Antragstellerinnen und Antragsteller gewünscht? Wenn ja, bitte ich Sie, sich in die Rednerliste einzutragen. – Offenbar wird das Wort nicht mehr gewünscht. Für die BaK hat nun Grossrat Kropf das Wort.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts), président de la CIAT. Ich werde mich kurz fassen. Ich danke Ihnen für die gute Aufnahme des Raumplanungsberichts 2014 und der Anträge der BaK. An dieser Stelle möchte ich – vielleicht im Sinne einer Zusammenfassung dieser Debatte – sagen, dass es wohl ansatzweise den Versuch gegeben hat, einen Antagonismus aufzubauen zwischen jenen, die die Eigentums-garantie und die Verhältnismässigkeit in Frage stellen möchten und planwirtschaftlichen Argumenten usw. Von der anderen Seite wurde gesagt, dass diejenigen, die auf Eigentums-garantie und Verhältnismässigkeit beharren, der Verdichtung nach innen gewissermassen im Wege stehen. Kolleginnen und Kollegen, wir haben sowohl in der Kommission als auch jetzt im Parlament eine sehr konstruktive, gute Debatte geführt. Ich danke auch dem Justiz- und Gemeindedirektor sowie der Verwaltung und dem AGR für die gute Begleitung dieses Geschäfts. Wir müssen in der Raumplanungspolitik gemeinsam einen Schritt weiterkommen. In diesem Sinn bitte ich Sie, den Raumplanungsbericht 2014 zur Kenntnis zu nehmen und die entsprechenden Planungserklärungen zu unterstützen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Regierungsrat hat uns drei Grundsatzfragen zu diesem Bericht gestellt. Diese wollen wir nun vorab beantworten. Bei den Fragen 1 und 2 ist dies relativ einfach. Bei Frage 3 werde ich, wenn wir darüber befinden, erklären, welchen Ablauf wir im Präsidium besprochen haben. Nun gehen wir Schritt für Schritt vor, indem wir zuerst die Grundsatzfrage 1 beantworten. Dort stellen wir die Planungserklärung 1 der BaK der Planungserklärung SP, Mentha, gegenüber. Die Frage lautet: Wenn Sie der Planungserklärung BaK annehmen möchten, stimmen Sie bitte Ja, wenn Sie der Planungserklärung SP/Mentha die Stimmen geben wollen, stimmen Sie Nein.

Vote (question de principe 1, déclaration de planification 1 CIAT / déclaration de planification PS)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la déclaration de planification 1 CIAT

Oui	92
Non	42
Abstentions	2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die erste Planungserklärung BaK angenommen. Somit beantworten wir Grundsatzfrage 2: Wenn Sie der zweiten Planungserklärung BaK zustimmen wollen, stimmen Sie bitte Ja, wenn Sie dies ablehnen, stimmen Sie bitte Nein.

Vote (question de principe 2, déclaration de planification 2 CIAT)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la déclaration de planification 2 CIAT

Oui	133
Non	0
Abstentions	1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die zweite Planungserklärung BaK angenommen. Nun erläutere ich, wie wir betreffend die Grundsatzfrage 3 vorgehen: Dazu liegen vier Planungserklärungen vor, einerseits die dritte Planungserklärung BaK. Bei der Planungserklärung FDP, Sommer, handelt es sich andererseits um eine inhaltliche Ergänzung zur Planungserklärung BaK. Zuerst werden wir eine Bereinigung vornehmen mit der Gegenüberstellung der Planungserklärungen BaK und FDP, Sommer. Die Planungserklärung Grüne, Baumann, enthält eine andere Antwort; bei der Planungserklärung SP, Mentha, handelt es sich um eine Ergänzung. Auch hier werden wir wiederum mittels Gegenüberstellung feststellen, welcher Planungserklärung der Vorzug gegeben wird. Am Schluss werden wir die beiden obsiegenden Planungserklärungen einander gegenüberstellen. Wird dieses Vorgehen seitens des Rates bestritten? – Das ist nicht der Fall.

Somit stellen wir zuerst die dritte Planungserklärung BaK zu Grundsatzfrage 3 der Planungserklärung FDP, Sommer, gegenüber. Wer der Planungserklärung BaK zustimmt, stimmt Ja, wer die Planungserklärung FDP, Sommer, bevorzugt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification 3 CIAT / déclaration de planification PLR)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la déclaration de planification PLR

Oui	44
Non	84
Abstentions	2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben der Planungserklärung FDP, Sommer, zugestimmt. Nun werden wir die beiden anderen Planungserklärungen einander gegenüberstellen. Wer die Planungserklärung Grüne, Baumann, bevorzugt, stimmt Ja, wer der Planungserklärung SP, Mentha, zustimmt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification Les Verts / déclaration de planification PS)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la déclaration de planification Les Verts

Oui	104
Non	28
Abstentions	1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben der Planungserklärung Grüne, Baumann, zugestimmt. Somit

haben die Planungserklärungen FDP, Sommer, und Grüne, Baumann obsiegt. Nun stellen wir diese beiden einander gegenüber. Wer der Planungserklärung FDP, Sommer, zustimmt, stimmt Ja, wer der Planungserklärung Grüne, Baumann, zustimmt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification Les Verts / déclaration de planification PLR)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la déclaration de planification Les Verts

Oui	63
Non	67
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung Grüne, Baumann, angenommen. Somit ist dies die Antwort auf die Grundsatzfrage 3. Nun stimmen wir über die weiteren Planungserklärungen ab, zuerst über die vierte Planungserklärung der BaK. Wer dieser zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification 4 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	129
Non	0
Abstentions	2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die vierte Planungserklärung der BaK angenommen. Schliesslich stimmen wir über die fünfte Planungserklärung der BaK ab. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification 5 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	135
Non	0
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben diese Planungserklärung einstimmig angenommen. Nun stimmen wir über die Planungserklärung glp, Trüssel, ab. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification pvl)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	66
-----	----

Non	65
Abstentions	3

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung glp, Trüssel angenommen. Jetzt befinden wir noch über die Kenntnisnahme des Raumplanungsberichts. – Einen Moment bitte. (*La séance est interrompue brièvement. Le vice-président s'entretient avec un député PBD qui conteste la procédure de vote.*) – Ich bin eben auf etwas Wichtiges hingewiesen worden. Bei den Planungserklärungen zu den Grundsatzfragen 1 und 3 haben wir zwar die jeweils obsiegenden ermittelt. Nun müssen wir diese der Form halber noch überweisen. Dies tun wir der Richtigkeit halber. Bei Grundsatzfrage 1 haben wir der ersten Planungserklärung BaK den Vorzug gegeben. Wer diese überweisen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 1, déclaration de planification 1 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	130
Non	67
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die erste Planungserklärung der BaK überwiesen. Dasselbe tun wir nun auch mit der Planungserklärung Grüne, Baumann, zur Grundsatzfrage 3. Wer diese überweisen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	67
Non	60
Abstentions	2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung Grüne, Baumann, überwiesen. Schliesslich stimmen wir über die Kenntnisnahme des Berichts ab. Wer den Bericht zur Kenntnis nehmen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui	117
Non	14
Abstentions	1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben den Raumplanungsbericht 2014 zur Kenntnis genommen. Ich danke Ihnen für die Debatte. Wir fahren morgen wie geplant pünktlich um 09.00 Uhr weiter und zwar mit den Traktanden 39 und 40 der JGK. Besten Dank und einen guten Abend. Auf Wiedersehen.

La séance est levée à 18 heures 54.

Les rédactrices :
Catherine Graf Lutz (f)
Eva Schmid (d)



Jeudi 20 novembre 2014, 9 heures – 11 heures 02

Sixième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 157 députés. Excusés : Giauque Beat, Grivel Pierre-Yves, Zuber Maxime

Affaire 2014.RRGR.840

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

Proposition du Conseil-exécutif :

M 030-2011 Zäch (Berthoud, PS). Création rapide d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage

Traitement au Grand Conseil: 1^{er} février 2012

Décision: Adoptée sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 164-2011 Graber (Horrenbach, UDC). Aménagement d'un parc éolien dans le massif du Honegg à Eriz

Traitement au Grand Conseil: 1^{er} février 2012

Décision: Adoptée sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 217-2011 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl). Densification du milieu bâti : incitations financières et simplifications administratives

Traitement au Grand Conseil: 28 mars 2012

Décision: Adoptée sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 221-2011 Kommission MLMin (Kneubühler, Nidau). Simplification des structures des institutions d'aide à la jeunesse

Traitement au Grand Conseil: 28 mars 2012

Décision: Adoptée

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 035-2012 Grossen (Reichenbach, PEV). Ménageons nos terres arables

Traitement au Grand Conseil: 6 juin 2012

Décision: Adoptée sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 044-2012 Fuchs (Berne, UDC). Tour d'abandon dans le canton de Berne

Traitement au Grand Conseil: 20 novembre 2012

Décision: Adoptée

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 081-2012 Stucki (Berne, PS). Personnes handicapées: favoriser l'adaptation des logements

Traitement au Grand Conseil: 20 novembre 2012

Décision: Adoptée sous forme de postulat

Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Je vous prie de vous installer. J'ouvre la séance de ce jeudi matin 20 novembre. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous en étions à l'affaire 39 «Prolongation des délais d'exécution des motions et des postulats 2014». M. Pfister, vous avez quelque chose à dire? – Non, ce n'est pas le cas. Est-ce que quelqu'un aimerait s'exprimer? – Non. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 98

Non 1

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette proposition.

Affaire 2014.RRGR.751

N° de l'intervention: 149-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 15.07.2014

Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole)
Graber (Horrenbach, UDC)

Cosignataires: 0

Urgence: accordée le 04.09.2014

N° d'ACE: 1291/2014 du 29 octobre 2014

Direction: JCE

Procédures de planification des parcs éoliens

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier la procédure de planification des parcs éoliens comme suit :

1. Lors de l'analyse de rentabilité, la vitesse moyenne du vent est l'unique critère de sélection des territoires à intégrer au plan directeur cantonal.

2. Les frais d'équipement et le coefficient éolien ne font quant à eux pas partie des critères de sélection des territoires potentiels retenus dans le plan directeur cantonal.
3. Les procédures liées au plan d'affectation et à l'autorisation seront écourtées de sorte à rendre la réalisation des éoliennes deux fois plus rapide qu'aujourd'hui, passant de dix à cinq ans en moyenne.

Selon sa stratégie énergétique, le Conseil fédéral veut accroître la production d'énergie éolienne de 4,22 térawattheures d'ici à 2050. Soit 106 fois la production du Mont-Crosin, dans le Jura bernois, actuellement le plus grand parc éolien suisse. Pour y arriver, il faudrait construire chaque année à partir de 2015 trois nouveaux parcs éoliens de cette taille.

Mais pour l'instant, on est encore bien loin de pouvoir ne serait-ce qu'approcher cet objectif de trois nouveaux grands parcs éoliens par an. Cela est principalement dû aux longues et laborieuses procédures d'autorisation de construction. Outre les nombreuses contraintes environnementales, de nombreux obstacles purement bureaucratiques gênent ou empêchent eux aussi la construction d'éoliennes. Avec sa politique d'autorisation très restrictive dans la prospection de sites adaptés, le canton de Berne freine lui aussi le développement de l'énergie éolienne. Ainsi, outre les critères environnementaux et de protection du paysage, des critères économiques peu compréhensibles viennent eux aussi s'opposer à l'inscription dans le plan directeur de sites où la vitesse des vents est élevée.

Ainsi, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire refuse d'intégrer au plan directeur le massif d'Honegg, dans la commune d'Eriz, au motif que malgré la rapidité de ses vents il ne serait pas rentable.

Les autorités n'ont pas à décider depuis leurs bureaux si une éolienne pourrait être rentable ou non. Le marché règle la question de la rentabilité à sa manière. Car si une éolienne devait ne pas être rentable, personne n'investirait dans un tel projet.

Motivation de l'urgence:

Le projet de parc éolien dans le massif du Honegg, porté par une communauté d'intérêts de la commune-siège, dix autres communes de la région et plus de 100 membres de cette communauté, doit enfin être débloqué.

Réponse du Conseil-exécutif

Ces 10 à 20 dernières années, la technologie d'exploitation de l'énergie éolienne a connu un développement fulgurant. Les expériences pratiques faisaient cependant défaut et il fallait trouver des moyens d'exploiter cette nouvelle technologie non seulement d'un point de vue économique, mais aussi de manière écologique et en adéquation avec les besoins de la société. Il n'est dès lors pas surprenant qu'au cours de ces sept dernières années, le Grand Conseil ait traité toute une série d'interventions demandant la création de conditions claires pour la construction d'éoliennes. Ces conditions doivent offrir une sécurité des plans, aussi bien pour les investisseurs que pour la population qui vit à proximité des installations.

En adoptant la motion Flück / Moser (M 170/2010), en juin 2011, le Grand Conseil a chargé le Conseil-exécutif d'élaborer un plan directeur éolien cantonal en coordination avec

les cantons voisins. Ce mandat a été exécuté en deux étapes.

Dans un premier temps, l'étude de base menée sous la responsabilité de la TTE¹ a permis de déterminer les périmètres susceptibles de se prêter à l'implantation d'éoliennes sur l'ensemble du territoire cantonal. A cet effet, les secteurs formant une entité géographique distincte et suffisamment exposés au vent ont été identifiés. Quant aux sites n'entrant par principe pas en ligne de compte en raison d'autres intérêts de protection, ils ont été désignés comme «zones d'exclusion». Les périmètres restants, susceptibles d'accueillir des parcs éoliens, ont été appréciés à la lumière des critères du développement durable afin qu'une prise en considération appropriée des intérêts relevant de la protection d'une part et de l'exploitation d'autre part soit garantie (évaluation en fonction des trois dimensions du développement durable que sont l'environnement, l'économie et la société). Les périmètres dont l'examen a révélé qu'ils possédaient des qualités minimales ont été désignés par le canton comme «territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes».

Au total, 23 territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes ont été définis. Ils se trouvent principalement sur les chaînes de montagne du Jura bernois, sur les collines de la zone préalpine ainsi que dans le Seeland.

Dans un second temps, les résultats de l'étude de base ont été intégrés au plan directeur cantonal² (inscription des territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, actualisation des périmètres propices à l'implantation d'éoliennes conformément aux plans directeurs régionaux, adaptation des prescriptions cantonales pour la planification et la réalisation d'éoliennes).

Point 1 et 2

Dans la première et la deuxième demande, l'auteur de la motion vise l'adaptation de quelques indicateurs ponctuels qui ont été employés pour évaluer le respect des principes du développement durable et donc pour établir les modalités de détermination des territoires cantonaux potentiels pour l'implantation d'éoliennes. Ainsi, le domaine «rentabilité», qui inclut toute la dimension de l'économie dans le cadre de l'évaluation, doit intégrer uniquement l'indicateur de «vitesse moyenne du vent» et ne pas tenir compte d'autres aspects économiques tels que les travaux qui doivent être entrepris pour l'équipement routier et électrique.

Dans le cadre de la planification cantonale en matière d'énergie éolienne, la possibilité d'accorder une importance accrue à la vitesse moyenne du vent dans un périmètre donné avait été évoquée avant d'être rejetée au motif que l'importance économique serait insuffisamment prise en considération. Il n'était pas tenu compte, en particulier, du fait que le potentiel de production éolienne et par conséquent le potentiel de création de valeur dans la région, est plus important dans un périmètre large que dans un plus petit.

Pour le Conseil-exécutif, il est faux de n'apporter que de simples mesures correctives à la méthode développée dans

¹ Canton de Berne / Office de la coordination environnementale et de l'énergie, 2012: Planification cantonale en matière d'énergie éolienne, Grundlegerbericht (étude de base)

² Adaptations du plan directeur de 2012, fiche de mesure C_21

le cadre de la planification cantonale en matière d'énergie. Celle-ci constitue un ensemble dont on ne peut simplement retirer quelques éléments en les remplaçant par d'autres. Il rejette par conséquent les demandes 1 et 2.

Le Conseil-exécutif est toutefois conscient du fait que la planification d'installations éoliennes dans le canton doit se poursuivre. Toute une série de conditions générales importantes, qui influencent l'exploitation de l'énergie éolienne, sont en cours d'élaboration (stratégie énergétique 2050, nouveau Concept d'énergie éolienne pour la Suisse, développement technique d'installations d'énergie éolienne de taille moyenne, etc.). Par conséquent, le Conseil-exécutif est prêt à examiner les études de base relatives à l'énergie éolienne et, le cas échéant, à adapter la fiche de mesures C_21 du plan directeur. Il propose dès lors l'adoption des points 1 et 2 sous forme de postulat.

Point 3

Ces dernières années, le canton de Berne a clarifié la situation en matière de compétences, de processus et de conditions générales prévalant lors de l'octroi d'autorisations de parcs éoliens et a ainsi nettement accru la sécurité de la planification pour les requérants. Le Conseil-exécutif a déjà pu démontrer dans sa réponse à l'interpellation Muntwyler (012-2014), en présentant l'exemple de la dernière étape d'aménagement du parc éolien de Mont-Croisin, que si la planification est bien préparée pour un site approprié, il est parfaitement possible d'élaborer en une année environ le plan d'affectation (envoi de la demande d'examen préalable le 9 mai 2012, approbation du plan de quartier et octroi du permis de construire le 16 avril 2013).

Le Conseil-exécutif est persuadé qu'il est possible d'atteindre aujourd'hui déjà l'objectif visé par la motion, raison pour laquelle il propose l'adoption et le classement de ce point.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Points 1 et 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 40, motion de M. Krähenbühl «Procédures de planification des parcs éoliens». Nous sommes en débat libre. M. Krähenbühl a la parole. Vous ne vous êtes pas annoncé. – C'est à vous.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich habe noch keinen Strom auf dem Mikrofon. (*Le micro est encenché.*) Kein Strom – dies ist ein gutes Stichwort. Ohne Strom funktionieren auch die Mikrofone nicht. Seit dem Unglück in Fukushima sprechen alle über erneuerbare Energie. Der Bundesrat hat die Energiewende beschlossen und will bis 2050 alle Kernkraftwerke abschalten. Den fehlenden Strom will er durch erneuerbare Energie ersetzen. Sie wissen, dass es in diesem Saal Leute gibt, denen selbst das noch zu wenig schnell geht, und die das AKW Mühleberg ein paar Monate oder ein Jahr früher als geplant abschalten möchten. Wir stimmen ja fast in jeder Session über einen entsprechenden Vorstoss ab. Deshalb müssen wir etwas tun, um die erneuerbaren Energiequellen zu fördern. Der Bundesrat sieht in der Energiestrategie unter anderem vor, 4,2 Terawattstunden Energie durch Windkraft zu erzeugen. Dies entspricht mehr als der 100-fachen Kapazität des

Windparks Mont Croisin. Dieser ist bisher der grösste Windpark der Schweiz. Wenn man jedoch irgendwo ein neues Wasserkraftwerk, eine neue Biogasanlage oder eben einen neuen Windpark bauen will, ist der Widerstand gross. Häufig sind es dieselben Kreise und Verbände, die gegen die fossile Energie und gegen die Kernenergie sind, die sich dann, wenn es konkret wird, auch gegen Projekte für erneuerbare Energie stellen. Dies betrifft insbesondere die Windenergie. Natur- und Landschaftsschützer wettern gegen das kleinste Windturbinchen, das auf irgendeinen Hügel gestellt werden soll. Dabei kommt es zu unheiligen Allianzen. Der ehemalige ALPIQ-Chef Giovanni Leonardi ist mittlerweile Vorstandsmitglied von Pro Natura Aargau, weil sich Pro Natura gegen die Windkraft stark macht.

Doch der Windenergie stehen auch bürokratische Hindernisse im Weg. Namentlich die Kriterien für die Aufnahme in den bernischen Richtplan sind sehr hoch. In der Fachwelt ist anerkannt, dass die durchschnittliche Windgeschwindigkeit das wichtigste Kriterium für einen rentablen Betrieb von Windparks ist. Der Kanton Bern stellt jedoch noch andere Kriterien auf, namentlich den so genannten Windkoeffizienten und den Erschliessungsaufwand. Beide Kriterien basieren jedoch nicht auf Erfahrungswerten und schon gar nicht auf Richtofferten. Es handelt sich vielmehr um rein theoretische Annahmen, die vom Schreibtisch aus getätigt werden. Darum werden Standorte, an denen es genügend Wind hätte, gar nicht in den Richtplan aufgenommen. Auf der anderen Seite hat man die Anforderungen an die durchschnittliche Windgeschwindigkeit gesenkt. Anstatt über 6 Meter pro Sekunde auf 100 Metern über dem Boden braucht es auf einmal nur noch 4,5 Meter pro Sekunde. Doch ohne genügend Wind kann man keinen Windpark rentabel betreiben. Für mich sieht es so aus, als würde man einen neuen Skilift mitten in einer Ebene bauen, wo es wenig Schnee und kein Gefälle hat, aber dafür einen Bahnhof und einen Autobahn-Anschluss. Das klingt absurd, doch genau dies tun wir mit der Richtplanung für die Windenergie. Für mich ist klar, dass die Investoren die Frage beantworten müssen, ob ein Windpark rentiert oder nicht und nicht die Beamten.

Zudem sprechen wir hier vom Richtplan, nicht von Baubewilligungen. Es gibt bei der Aufnahme in den Richtplan noch zahlreiche andere Hindernisse, insbesondere auch ökologische Kriterien, die Auswüchse verhindern würden. Wenn man die Windenergie vorwärtsbringen will, muss der Richtplan möglichst offen gestaltet werden. So, wie er jetzt formuliert ist, wird es ausserhalb des Berner Juras kaum zusätzliche Windparks in diesem Kanton geben. Darum sind mein Mitmotionär Samuel Graber und ich der Ansicht, dass wir die Kriterien Windkoeffizient und Erschliessungsaufwand in dieser Form nicht mehr haben wollen.

Zum dritten Punkt der Motion: Auch die langen Planungsverfahren sind ein Ärgernis. Wenn wir das Ziel, bis 2050 die AKW durch Windparks zu ersetzen, erreichen wollen, müssten wir im Prinzip in der Schweiz drei grosse Windparks in der Grösse des Mont-Croisin-Parks bauen. Ich muss Ihnen nicht sagen, wie gross der Kanton Bern ist. Er ist der zweitgrösste Kanton der Schweiz und enthält einen grossen Teil des Jura- und des Alpenbogens. Der Kanton Bern müsste sich an diesem Vorhaben ganz sicher beteiligen. Mit der heutigen Kadenz erreichen wir dieses Ziel jedoch nicht. Wir

schreiben in der Motion, dass die Verfahrensdauer von heute bis zu zehn Jahren halbiert werden muss. Der Regierungsrat hält dem entgegen, dass die Bewilligung für die Erweiterung des Windparks Mont Croisin nach nur einem Jahr vorlag. Ich kann Ihnen jedoch ein anderes Beispiel nennen. Das Projekt Montagne de Tramelan startete vor sechs Jahren. Ich habe mich erkundigt und erfahren, dass es frühestens im Jahr 2016 fertig sein wird. Es kann also keine Rede sein von einer Beschleunigung der Verfahren. Darum rufe ich Sie dazu auf, Ja zu sagen zu einem frischen Wind im Energiekanton Bern. Wir wollen auch in Zukunft Strom haben, um ins Mikrofon zu sprechen, und nicht gegen den Lärm im Saal anreden zu müssen, wie es mir soeben passiert ist.

La présidente. Il faudrait des porte-parole de groupes. Puisque vous êtes un tout petit peu plus tranquilles, j'aimerais vous expliquer comment nous allons continuer. Nous avons donc cette motion 40. L'affaire 41, motion de M. Brand, a été retirée. L'affaire 42 a aussi été retirée. L'affaire 43 n'a pas été retirée, mais il n'y a pas de porte-parole, je vous expliquerai cela après. Mme Perina-Werz qui est motionnaire, n'est plus au Grand Conseil, c'est Mme Kronenberg qui a repris cette motion mais il n'y a pas de porte-parole. – On me dit maintenant que l'affaire 43 est aussi retirée. Nous passerons ensuite à la Direction des finances, et comme je l'avais annoncé, les affaires 44, 45, 46, 47 et 48 seront traitées lundi, c'est fixe. Nous allons traiter ce matin les affaires 49 et 50. Les affaires 51 et 52 sont retirées. J'espère qu'à midi, on aura fini. On y va. M. Bauen pour les Verts, vous avez la parole, c'est à vous. *(La présidente agite sa cloche.)*

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Es ist klar, dass seit Fukushima Handlungsbedarf besteht, Herr Kollege Krähenbühl. Doch dies ist noch lange kein Grund, blindlings überall etwas hinzubauen, nur weil man es tun kann. Den Wildwuchs haben wir in den Anfängen der Windenergienutzung erlebt. Dies ist der Grund für den Widerstand, den du angesprochen hast. Man hat damals einfach den Finger in die Luft gestreckt, um zu schauen, ob es Wind hat, und hat dann schnell versucht, eine Anlage zu bauen. Deshalb gab es überall Widerstand. Es gab kein Konzept, man hat das Ganze dem Markt überlassen. Doch der Markt braucht auch hier eine gewisse Regulierung. Was ist dann geschehen? Wir hatten im Grossen Rat verschiedene Vorstösse, unter anderem auch die Motion Flück, die forderte, dass man eine Wind-Richtplanung erstellt. Genau dies hat man dann getan. Es ging um Folgendes: Man schaute, wo es Wind hat, und dann klärte man ab, ob es Gründe gibt, die dagegen sprechen, an einem bestimmten Ort einen Windpark zu bauen. Das Ziel bestand darin, die Windturbinen dort hinzustellen, wo man einen ganzen Windpark errichten kann, und wo die Zufahrten und Zuleitungen sich mit einem wirtschaftlich sinnvollen Aufwand erstellen lassen. Das Ziel bestand darin, eine nachhaltige Entwicklung zu fördern. Man hat dazu Umweltaspekte sowie gesellschaftliche und wirtschaftliche Aspekte angeschaut. Hier gibt es ein grosses Missverständnis, Kollege Krähenbühl: Es geht nicht um Richtofferten oder darum, ob die Kilowattstunde 18,05 oder 18,07 Rappen kostet, sondern es geht um die grundsätzlichen

wirtschaftlichen Rahmenbedingungen. Es geht um Fragen wie: Gibt es bereits eine Zufahrt, oder kann man eine Strasse dorthin bauen? Kann man eine Leitung dorthin ziehen? An einem ungünstigen Standort müsste man in diese Bereiche ganz viel graue Energie und viele Ressourcen investieren. Doch mit diesen muss man haushälterisch umgehen. Nun liegt der Plan vor, und man hat verschiedene Parks und Regionen ausgeschieden. In diesen Bereichen kann man nun erleichtert bauen. Es ist ähnlich wie bei der Wasserstrategie, wo man grüne, gelbe und rote Wasserstrecken definiert hat. Man kann sich an jene Orte halten, wo der Bau eines Windparks unter Berücksichtigung der gesamten Kriterien sinnvoll ist. Dann wird es nicht mehr zehn Jahre dauern, bis man dort einen Park errichten kann. Es hat keinen Sinn, nun zurückzukrebsen und dem Wildwuchs Tür und Tor zu öffnen. Wenn man jetzt zurückkrebst und sagt, es zähle nur noch die Windgeschwindigkeit, oder man überlasse es dem Markt, zu entscheiden, wo man etwas bauen soll, dann verursacht man Widerstand. Wir haben gestern schon im Zusammenhang mit den Deponien über dieses Problem gesprochen. Diesen Widerstand wollen wir vermeiden. Wir wollen geordnet vorgehen. Aus diesen Gründen können wir der Motion überhaupt nicht zustimmen. Punkt 1, der verlangt, dass nur die durchschnittliche Windgeschwindigkeit zählt, können wir nicht akzeptieren. Dieser Punkt würde unter anderem bedeuten, dass man an jeder zugigen Hausecke ein Windrädchen aufstellen kann. Das wollen wir nicht, wir wollen Parks mit mehreren Windturbinen. Deshalb lehnen wir die Punkte 1 und 2 ab. Punkt 3 nehmen wir an und wollen ihn gleichzeitig abschreiben. Bei den Punkten 1 und 2 könnten wir allenfalls zu einem Postulat Hand bieten, damit man diese Problematik genauer anschauen kann.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Ich bin mit Antonio Bauen nicht ganz einverstanden. Mit den Punkten 1 und 2 fordern die Motionäre vereinfachte Kriterien zur Beurteilung der Wirtschaftlichkeit, die in den Richtplänen für Windenergieanlagen festgehalten sind. Sie sagen, dass der Markt, also die möglichen Investoren, die Wirtschaftlichkeit selber beurteilen können. Unbestritten bleiben hingegen die Kriterien betreffend wertvolle Landschaften, Naturschutzgebiete, Moorlandschaften, Bauzonen und so weiter. Die Absicht des Kantons, die Erschliessungskosten für Windenergieanlagen zu beurteilen, ist an sich gut gemeint und richtig. Aber ist dies wirklich notwendig? Solange dem Kanton keine Kosten oder sonstige Aufwände entstehen, kann man die Berechnungen der Wirtschaftlichkeit getrost den Investoren und den Betreibern überlassen. Der Grund für diese Motion liegt im Eriz. Es gab schon einmal eine ähnliche Motion. Das betroffene Gebiet ist vom Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) aus Gründen der Wirtschaftlichkeit nicht in den Richtplan aufgenommen worden. Samuel Graber darf in der März-Session 2015 einfach keine Motion für den Ausbau der Strassen einreichen, die auf die Honegg hinaufführen, damit man die grossen Turbinen dort hinaufschleppen kann! Die BDP kann diese Motion mehrheitlich unterstützen, auch im Bewusstsein, dass wir in die Kriterien und Voraussetzungen, die auf dem «Massnahmenblatt C_21» festgehalten sind, eingreifen. Aus Sicht unserer Fraktion handelt es sich um einen pragmatischen Versuch, die Regionen, die die Windenergie voranbringen wollen, in

ihren Bemühungen zu unterstützen. Vielleicht kommt es in unserem Kanton doch noch zu ein paar Windkraftwerken. Der Weg dorthin ist sowieso noch sehr lang. Gegen den geplanten Windpark in Tramelan, von dem wir soeben gehört haben, sind, soviel ich weiss, rund 150 Einsprachen hängig. In vielen Gebieten, die im Richtplan aufgeführt sind, werden niemals Windräder stehen. Dort kommt es aus ganz anderen Gründen nie zu einer Planung, geschweige denn zum Bau eines Windparks. Die Wirtschaftlichkeitskriterien dürfen aus unserer Sicht ruhig überarbeitet werden. Wir werden die für die Energiewende geforderten Windenergie-Kapazitäten auch so nicht annähernd erreichen. Die BDP stimmt den Punkten 1 und 2 der Motion grossmehrheitlich zu. Punkt 3 stimmen wir ebenfalls zu, und wir wollen ihn nicht abschreiben.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp ist diesem Vorstoss gegenüber sehr ambivalent eingestellt. Ich denke, es ist bekannt, dass wir voll hinter der Windenergie stehen. Wir stehen auch hinter der Wasserkraft und hinter der Solarenergie. Es ist uns allen bewusst, dass Kompromisse manchmal nötig sind. Was die Motionäre wollen, ist jedoch etwas seltsam. Stellen Sie sich vor: Wenn man Punkt 1 annehmen würde, wäre die Windgeschwindigkeit das einzige Kriterium. Es gibt aber noch ganz andere Faktoren, wie zum Beispiel die Nachhaltigkeit. Antonio Bauen hat dies auch schon gesagt. Für uns ist sie ein sehr wichtiges Kriterium. Wir können uns nicht verkneifen, auf Folgendes hinzuweisen: Wenn Sie eine Regionalkonferenz gegründet hätten, dann hätten Sie sich an diese wenden können. Eine Regionalkonferenz kann sich bei genau solchen Anliegen massgeblich einbringen. Ich bin froh, dass wir dies im Emmental geschafft haben. Unseren Wind-Richtplan gibt es sicher nicht zuletzt dank den Arbeiten und Anstrengungen der Regionalkonferenz. Auch wenn wir nun alle Punkte der Motion überwiesen, würde sich wahrscheinlich bei Ihnen im Eriz gar nichts ändern, weil die Wirtschaftlichkeit trotzdem gegeben sein muss. Man kann sich natürlich die Frage stellen, ob der Kanton festlegen muss, was wirtschaftlich ist. Wahrscheinlich sagt die Wirtschaft, was wirtschaftlich ist. Dies ist dann der Fall, wenn man einen Investor finden kann.

Der zweite wesentliche Punkt ist die Erschliessung. Meinst du, Samuel Krähenbühl, der Kanton übernehme die Erschliessung? Es braucht einen Investor, der die Erschliessung übernimmt. Wenn die entsprechenden Faktoren, wie genügend Wind und eine gute Zufahrtsstrasse, vorhanden sind, ist es wahrscheinlich möglich, einen Investor zu finden. Die Nachhaltigkeit ist auch ein wesentlicher Punkt. Es erscheint uns falsch, die Kriterien in der geforderten Weise zu reduzieren. Selbstverständlich ist es für uns von der glp auch wichtig, dass es nicht zehn Jahre dauert, bis eine Anlage bewilligt ist. Ich denke aber, dass so ein Bewilligungsverfahren auch nicht unbedingt zehn Jahre dauert. Es sind nicht immer die kantonalen Mühlen, die sich zu langsam drehen. Manchmal sind es auch die lieben Nachbarn und die Neider, die etwas immer weiter ziehen. Ich denke, dies müssten wir näher anschauen. In der «Bauernzeitung Online» vom 25. Juli fand ich folgende Schlagzeile: «Viel Wirbel um den Honegg-Wind». Wenn wir die Motion annehmen und Sie bis übermorgen trotzdem keinen Investor

haben, lautet die Schlagzeile vielleicht: «Ein Sturm fegt über die Honegg, und die Mühlen drehen sich immer noch nicht.» Die glp ist hier etwas hin- und hergerissen. Es ist klar, dass die Wirtschaftlichkeit an erster Stelle steht, doch die Natur tut dies auch. Wir werden die ersten beiden Punkte als Postulate annehmen und den letzten Punkt als Motion annehmen und abschreiben. Ich denke nicht, dass der Kanton noch viel effizienter werden kann. Wir möchten mit dem Postulat trotzdem ein Signal aussenden, dass der Kanton nochmal über die Bücher gehen soll und die Kriterien vielleicht nochmal anschauen muss. Dann habe ich noch eine Frage an Samuel Krähenbühl: Haben Sie denn einen Investor? Wenn Sie einen haben, müsste der Kanton wirklich über die Bücher gehen. Es wäre schade, ein Gebiet aus irgendwelchen Gründen nicht zu erschliessen, wenn dort ein Windpark wirtschaftlich betrieben werden könnte.

Meret Schindler, Berne (PS). Die SP-Fraktion findet es sehr wichtig, dass die Windenergie gestärkt wird. Es kann jedoch nicht sein, dass bei der Wirtschaftlichkeitsprüfung ausschliesslich die Windgeschwindigkeit gemessen wird. Weil wir jedoch der Auffassung sind, dass man diese stärker gewichten sollte, gibt es einzelne unter uns, die Punkt 1 als Postulat unterstützen würden. Zu Punkt 2: Ich weiss nicht, ob der Punkt einfach unglücklich formuliert wurde. Aber wir können nicht unterstützen, dass es ausschliesslich um die Windgeschwindigkeit geht und die gesellschaftlichen und ökologischen Fragen ausgeklammert werden. Deshalb lehnen wir Punkt 2 auch als Postulat ab. Was Punkt 3 betrifft, gehen wir mit dem Regierungsrat einig: Diesen kann man annehmen, denn es ist immer wichtig, vorwärts zu machen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Windkraftwerke müssen wir dorthin stellen, wo es Wind hat. Wenn wir Solarzellen montieren, tun wir dies an einem sonnigen Ort, und Wasserkraftwerke bauen wir dort, wo mit Wasserkraft Strom produziert werden kann. Das Kriterium für ein Windkraftwerk ist nun einmal die Windgeschwindigkeit in Metern pro Sekunde. Die geeigneten Standorte wurden in der ganzen Schweiz bereits eruiert und auf einem Plan eingezeichnet. Es geht jetzt nur noch darum, dass wir die Standorte im Kanton Bern in den Richtplan übertragen und die Kriterien festlegen. Lieber Antonio Bauen, liebe Grüne, mir ist klar, dass die Qualität der Landschaft ein wichtiger Aspekt ist. Aber es geht hier nur um eine Planung, nicht um eine Bewilligung. Man will nicht alles zusammen ad hoc erledigen, sondern zuerst bei den Standorten, die man in den Richtplan aufnehmen kann, ein effizientes Planungsverfahren durchführen. Deshalb ist diese Motion nach Ansicht der SVP-Fraktion richtig. Es ist richtig, dass man die Wirtschaftlichkeitsprüfung anhand der Windgeschwindigkeit vornimmt, und keine anderen Kriterien hinzuzieht. Der Erschliessungsaufwand und der Windkoeffizient sind hingegen keine Kriterien für die Aufnahme eines Gebiets in den kantonalen Richtplan. Warum nicht? Das Argument, dass man neue Strassen bauen muss, zählt nicht mehr. Es gibt heute Helikoptertransporter, welche die schweren Bestandteile der Windturbinen durch die Luft verfrachten können. Vor zehn Jahren war dies noch nicht möglich.

Zu Punkt 3, der die Beschleunigung des Planungsverfahrens von zehn auf fünf Jahre vorsieht: Wir sind wohl alle bereit, diesem Anliegen zusätzliches Gewicht zu verleihen. Deshalb unterstützt die SVP auch diesen Punkt einstimmig. Die SVP unterstützt somit alle drei Punkte einstimmig als Motion.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Wenn wir die Energiewende schaffen und einen wirksamen Klimaschutz erreichen wollen, sind grosse Anstrengungen erforderlich. Im Vordergrund stehen einerseits Energiesparmassnahmen, und andererseits die Förderung der erneuerbaren Energien. Dazu gehört ganz klar der Ausbau der Windenergie. Besonders im Kanton Bern gilt es, die bestehenden Potenziale besser zu nutzen. Die Nutzung der Windenergie muss nicht nur wirtschaftlichen Kriterien genügen, sie muss auch umweltverträglich und nachhaltig sein. Andererseits darf es auch nicht sein, dass durch eine allzu restriktive Bewilligungspraxis vielversprechende Projekte verunmöglicht werden. Deshalb braucht es ein effizientes Planungsverfahren und vernünftige, sinnvolle Prüfungskriterien, die genügend Handlungsspielraum für den Bau von Windenergie-Anlagen an vielversprechenden Standorten schaffen. Die EVP unterstützt die Stossrichtung der vorliegenden Motion und hegt gewisse Sympathien für das Anliegen der Motionäre. Für uns ist das Argument einleuchtend, dass kaum ein Investor eine Anlage bauen wird, die schlecht rentiert und schwer zu erschliessen ist. Trotzdem sind wir mit den Motionären nicht ganz einig. Wir erachten es als sachlich falsch und nicht zielführend, einzelne Indikatoren, die zur Nachhaltigkeitsbeurteilung und damit zur Festlegung der kantonalen Wind-Prüfräume verwendet werden, isoliert anzupassen. Gerade bei einer Nachhaltigkeitsprüfung braucht es dringend auch eine Gesamtsicht. Dazu gehört auch die Prüfung der Wirtschaftlichkeit, und namentlich des Erschliessungsaufwands, zwingend dazu. Hingegen erachtet es die EVP als sinnvoll, dass die Regierung die Planungsgrundlagen für die Windenergie überprüft und gegebenenfalls auch anpasst. Das Ziel muss darin bestehen, dass wir im Kanton Bern das Potenzial der Windenergie stärker nutzen können, als dies heute der Fall ist. Gute Projekte dürfen nicht durch bürokratische Hindernisse verunmöglicht werden. In diesem Sinne unterstützt die EVP die Motion in allen drei Punkten in Form eines Postulats. Bei Punkt 3 bestreiten wir die Abschreibung nicht.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Die FDP hat mit dem Vorstoss von Peter Moser und mir bewiesen, dass sie hinter der Windenergie steht und diese auch grundsätzlich im Kanton Bern voranbringen will. Nicht zuletzt deshalb haben wir die Planungsgrundlage gefordert, welche die Regierung inzwischen entsprechend umgesetzt hat. Wir sind grundsätzlich der Meinung, dass man das Potenzial optimal nutzen soll. Andererseits hat man mit der Planung, die wir gefordert haben, einen bestimmten Weg eingeschlagen. Man hat Kriterien festgelegt und die Planung nach diesen ausgerichtet. Wir sehen diesen Weg als richtig an und haben nun etwas Mühe damit, einzelne Kriterien derart explizit mit einer Motion festzulegen. Dies ist aus unserer Sicht nicht ganz richtig. Die Regierung zeigt in ihrer Antwort auf, dass sie bereit ist, das Anliegen zu prüfen. Sie ist bereit, das Mass-

nahmenblatt allenfalls entsprechend anzupassen, wenn sich einzelne Komponenten ändern, zum Beispiel im Hinblick auf die Energiestrategie, welche in den nächsten Wochen im nationalen Parlament beraten wird. Die FDP-Fraktion ist bereit, die Punkte 1 und 2 als Postulat zu unterstützen. Eine Motion lehnen wir ab. Bei Punkt 3 sieht es anders aus. Dort sind wir der Meinung, dass man die Massnahmen, die man bereits getroffen hat, um die Verfahren zu beschleunigen, durchaus weiter verstärken kann. Deshalb finden wir, dass man diesen Punkt als Motion überweisen soll. Wir sind dagegen, ihn abzuschreiben. Wir möchten hier den Druck aufrechterhalten.

La présidente. Je saisis l'occasion pour saluer nos visiteurs de l'Université de Berne. Il s'agit d'étudiants de l'Institut de sciences politiques, l'Institut für Politikwissenschaft, qui, dans le cadre de leur cours avec M. Wirz, nous font l'honneur de nous rendre visite. Nous sommes heureux que l'Université s'intéresse aux parlements cantonaux, parce que souvent, entre la Confédération et les communes, on oublie les cantons, et surtout on oublie que les cantons fournissent 40 pour cent des prestations publiques et les communes 30 pour cent. Comme vous le savez, nous sommes à la troisième session après l'entrée en vigueur du nouveau droit parlementaire et j'espère que vous recevrez ce matin un petit aperçu de notre travail parlementaire. Soyez les bienvenus (*applaudissements*). M. Aeschlimann pour le PEV, vous avez la parole. (*La présidente agite sa cloche.*)

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Wenn die SVP über Fukushima spricht, werde ich hellhörig und kann es nicht unterlassen, mich hier zu Wort zu melden. (*Agitation, la présidente agite sa cloche.*) Wenn wir hier grundsätzliche energiepolitische Diskussionen führen und dabei die Weichen in Richtung erneuerbare Energien stellen könnten, gibt es jeweils fundamentale Opposition. Sobald aber ein Problem das eigene Gärtchen betrifft, macht man einen Vorstoss. Dieses Verhalten erleben wir im Grossen Rat immer wieder. Doch welche Motive auch immer dahinter stehen mögen: Dieser Vorstoss hat seine Berechtigung. Wir müssen jede Gelegenheit ergreifen, um mehr Strom aus erneuerbaren Energien zu produzieren. Insofern kann ich dem Vorstoss auch etwas Gutes abgewinnen. Wir haben das Argument gehört, dass man zuerst schauen müsse, ob die notwendigen technischen Voraussetzungen gegeben und die Investoren vorhanden seien. Ich bitte die Regierung, dieses Argument in den Hintergrund zu rücken. Man hätte bei der Fotovoltaik ähnlich argumentieren können. Es gibt auch Gründe, die gegen eine Nutzung der Fotovoltaik sprechen, und es gibt Fragen, die man klären muss, zum Beispiel betreffend die Blendwirkung oder die ästhetische Beeinträchtigung eines Dachs. Trotzdem bin ich der Meinung, dass ein Investor Geld in ein Dach stecken darf, wenn er dies tun will. Es braucht jede Investition in die erneuerbare Energie. Insofern denke ich, dass dieser Vorstoss ein richtiges Zeichen setzt.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Mit der Windenergie verhält es sich ähnlich wie mit den Handy-Antennen: Jeder möchte sie und spricht davon, aber keiner will sie bei sich

haben. Mich erstaunt es, dass man im Richtplan die Windgeschwindigkeit von 6 auf 4,5 Meter pro Sekunde herabgesetzt hat, damit die Zahl der möglichen Standorte steigt. Dadurch generiert man nur zusätzlichen Verwaltungsaufwand, denn es wird mehr Einsprachen geben an Orten, wo sich eine Anlage ohnehin nicht lohnt. Letztendlich entscheidet der Investor, ob etwas rentiert oder nicht. Ob es sich nun um eine Solaranlage oder um einen Windpark handelt: Letztendlich geht es immer um die Rendite. Auch die Erschliessungskosten klärt der Investor ab. Ich habe zuhause auch eine Solaranlage. Ich habe niemanden gebraucht, der mir gesagt hat, ob die Leitung zu dieser Anlage rentiert oder nicht. Das konnte ich selber abklären und entscheiden.

La présidente. Monsieur Schlup, vous avez en fait parlé en tant qu'intervenant personnel. Monsieur Graber, comme motionnaire, vous avez trois minutes.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich hätte es lieber gehört, wenn Sie gesagt hätten: «Wir stehen voll dahinter, und wir stimmen der Motion auch zu», anstatt zu sagen: «Wir stehen voll dahinter, aber...». Ein kurzer Rückblick: Der Bau von Windenergieanlagen in Wäldern und an Waldrändern wurde mit 138 gegen 1 Stimmen angenommen. Der Planung und dem Bau eines Windparks im Gebiet Honegg wurde mit 141 gegen 1 Stimmen zugestimmt. Diese beiden Motionen wurden am 24. Mai 2011 eingereicht. Sie wurden am 1. Februar 2012 hier im Saal beraten und entschieden. Damals gab es eine breite Zustimmung. Das Grossereignis, das wir heute auch schon erwähnt haben, war uns damals wohl noch näher als heute. Darum gibt es heute auch mehr Opposition gegen einen solchen Vorstoss. Man hat die Honegg nicht in den Windrichtplan aufgenommen. Es ist eine Illusion, zu glauben, dass wir im Kanton Bern genügend Windkraftstandorte haben, die einfach zu erschliessen sind. Mein Vorredner und Mitmotionär hat es gesagt: Wenn man einen Skilift in der Ebene baut, ist er zwar leicht zugänglich, doch er nützt nicht viel. Wir müssen bedenken, dass es auf den Hügeln Wind hat und nicht unten in den Tälern. Man hat das Gebiet nicht in den Windrichtplan aufgenommen, und man hat uns gesagt, wir sollten eine Zugänglichkeitsabklärung vornehmen. Dies haben wir getan, doch das Gebiet ist immer noch nicht im Windrichtplan aufgeführt. Was muss denn noch passieren, damit man ein solches Projekt endlich realisieren kann? Die Frage nach einem Investor ist leicht gestellt. Bei den Kriterien, die wir heute haben, ist es recht schwierig, einen solchen zu finden. Deshalb ist es auch nicht so einfach, diese Projekte weiterzuverfolgen und schliesslich auch zu realisieren. Darum haben wir diese Motion eingereicht. Vielleicht kann man das Licht hier im Saal noch etwas heller einstellen, damit alle eine Erleuchtung haben und der Motion so zustimmen, wie wir es fordern. Ich wäre froh, wenn Sie der Motion zustimmen könnten.

La présidente. Je n'ai plus d'intervenants à titre personnel. Ainsi, M. le conseiller d'Etat, vous avez la parole.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Wo ein starker Wind weht, stellen wir einen Windpark auf, so will es

der Motionär. Überall, wo es Wasser hat, bauen wir demzufolge ein Wasserkraftwerk, und wo es Schnee hat, einen Skilift. Dann stellen wir in New York einen Skilift auf, denn dort hat es im Augenblick recht viel Schnee. Leider gibt es in dieser Stadt keinen Abhang. Dafür können wir in der Antarktis ein Eishockey-Stadion errichten. Geschätzte Frauen und Männer, ganz so einfach ist es nicht! Erstens wollen wir den schönen Kanton Bern nicht mit Windparks «zuspargeln». Wir wollen zur Landschaft Sorge tragen, wie schon gestern gesagt wurde. Bei der Montagne de Tramelan ist der Kanton nicht für die Verzögerungen verantwortlich, hier gibt es andere Gründe. Das Planungsverfahren des Amts für Gemeinden und Raumordnung (AGR) ging zügig voran, doch es liegen verschiedene Einsprachen vor. Bitte vermischen Sie dies nicht! Hinzu kommt Folgendes: Wir können nicht nur Strom produzieren, wir müssen auch schauen, wie wir diesen ins Netz einspeisen und zu den Konsumentinnen und Konsumenten bringen. Wir müssen uns fragen, ob es nötig ist, für die Erschliessung ein Naturschutzgebiet oder einen Wald zu durchqueren, wie dies beispielsweise im Eriz der Fall ist. Es geht nicht nur um die Frage, wie schnell der Wind weht. Wir können auch nicht von einem Markt sprechen, wir haben hier eine Planwirtschaft. Deshalb ist es richtig, dass der Kanton ein bisschen mitredet. Man darf auch die Kosten nicht aus den Augen verlieren, auch wenn man möglichst schnell ganz viele Windparks bauen will. Wir können nicht einfach einen Faktor isolieren und als einziges Entscheidungskriterium verwenden. Weil der Regierungsrat jedoch wie der Motionär Verbesserungen und Erleichterungen in diesem Bereich ermöglichen will, ist er bereit, die Punkte 1 und 2 als Postulat anzunehmen und Punkt 3 anzunehmen und abzuschreiben. Wir arbeiten im öffentlich-rechtlichen Bereich so rasch wie möglich. Gehen Sie zu den Leuten, die Einsprachen einreichen und auf diese Weise Verzögerungen bewirken. Diese Leute müssen Sie überzeugen, damit es nicht zehn Jahre dauert, bis ein Windpark realisiert werden kann.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut encore la parole? – Vous avez trois minutes.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich habe während der Debatte ein bisschen gestaunt, insbesondere über die Voten von Antonio Bauen und Kollega Grimm betreffend Wildwuchs. Es ist nicht so, dass wir einen Wildwuchs haben wollen. Wir stellen die anderen Kriterien nicht in Frage. Es sind in vielen Fällen nicht die Umweltkriterien, die einem Projekt im Wege stehen. Wir wollen auch nicht überall Windturbinen hinstellen. Dazu möchte ich dem Regierungsrat etwas sagen: Bei unserem Windpark Honegg war der Naturschutz erstaunlicherweise nicht das Problem. Wir waren der Auffassung, dass der Wald das Problem sei, doch bei der Aufnahme in den Richtplan war dies gar nicht das Killerkriterium, sondern die Wirtschaftlichkeit. Eine Anmerkung noch an Kollega Grimm: Am 25.10. dieses Jahres fand eine Veranstaltung statt mit dem Titel «Bike to Wind», fahr zum Windpark Honegg-Eriz. Mit dabei war auch Nationalrat Jürg Grossen. Organisiert wurde der Anlass von der glp Thun. Man schmückt sich also mit unseren Federn. Deshalb hätte ich wenig Verständnis, wenn man uns dann hier nicht zustimmen wollte.

Eine Anmerkung noch zur Suche nach einem Investor: Wir arbeiten mit der Firma Considerate zusammen, die uns schon seit längerem berät. Sie ist übrigens auch in Projekte im Mittelland involviert. Ich habe letzte Woche mit Urs Seifert, dem Geschäftsführer, telefoniert. Dieser sagte mir, dass die Projekte im Mittelland, an denen sie beteiligt seien, es in Sachen Wirtschaftlichkeit schwer haben würden, weil der Wind zu wenig stark wehe. Für uns hingegen, sagt er, könne er auch Investoren gewinnen, wenn es genügend Wind habe. Doch wenn das Gebiet nicht im Richtplan steht, wird es schwierig.

Zu den einzelnen Punkten: Wir sind bereit, den ersten Punkt in ein Postulat umzuwandeln. Warum? Wir fordern, dass die durchschnittliche Windgeschwindigkeit das einzige Kriterium für die Aufnahme in den Richtplan sein soll. Wir stellen fest, dass der Regierungsrat bereit ist, sich hier ein bisschen zu bewegen. Wenn sich hier etwas bewegt, möchten wir nicht ausschliessen, dass man noch andere Kriterien aufnehmen kann. Den zweiten Punkt hingegen möchten wir aufrecht erhalten. Wir fordern ja, dass der Windkoeffizient und der Erschliessungsaufwand keine Kriterien mehr sein dürfen. Daran möchten wir festhalten. Dasselbe gilt für den Punkt 3, bei dem wir auch die Abschreibung bestreiten.

La présidente. Nous passons au vote. Si j'ai bien compris, vous n'avez rien transformé du tout. Si, le premier point, en postulat, ok. Le vote point par point a été demandé, donc nous votons sur le point 1 en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :
Adoption sous forme de postulat

Oui	132
Non	16
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté le point 1 en tant que postulat. Nous passons au point 2 en tant que motion. Ceux qui acceptent ce point 2 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	84
Non	64
Abstentions	5

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons au point 3, tout d'abord en tant que motion, et après pour le classement. Ceux qui acceptent ce point 3 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	129
Non	24
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté ce point en tant que motion. Nous passons au classement. Ceux qui aimeraient classer ce point 3 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	58
Non	92
Abstentions	3

Affaire 2014.RRGR.889

N° de l'intervention: 164-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.09.2014
Déposée par: Brand (Münchenbuchsee, UDC)
(porte-parole)
Müller (Bowil, UDC)
Ruchti (Seewil, UDC)
Cosignataires: 20
Urgence: accordée le 04.09.2014
N° d'ACE: 1322/2014 du 05.11.2014
Direction: JCE

Conférences régionales: des décisions démocratiques!

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter une révision de la loi sur les communes (et le cas échéant d'autres lois) qui :

1. étendra le cercle des objets sur lesquels la conférence régionale ne statue que sous réserve de référendum. Il faut en particulier soumettre au référendum les décisions contraignantes pour les propriétaires fonciers, qu'elles soient directes ou indirectes ;
2. divisera au moins par deux le nombre de signatures nécessaires pour que le référendum aboutisse.

Dans le contexte de la révision de la loi sur les constructions en cours, certaines personnes voudraient hélas déléguer aux conférences régionales la compétence de statuer sur les plans de zones et l'aménagement local. Les communes délègueraient ainsi un outil capital pour façonner leur avenir à un organe dont les décisions ne sont actuellement pas assez démocratiques. Les électeurs et électrices des communes concernées ne seraient plus consultés directement. L'actuel droit de référendum contre les décisions de la conférence régionale est cependant très limité. Dans le domaine de l'aménagement du territoire, justement, les électeurs et électrices des communes concernées (et donc évidemment des communes minoritaires le cas échéant) ne peuvent pratiquement pas s'opposer aux décisions par

référéndum. Il est absolument nécessaire de légiférer dans ce domaine.

Les conditions à remplir pour qu'un référendum aboutisse sont deux fois plus strictes pour les décisions des conférences régionales que pour les décisions cantonales (2% des électeurs et électrices). Ce quorum élevé ne se justifie pas, d'autant plus que les signatures doivent être réunies dans les 90 jours.

Réponse du Conseil-exécutif

Les conférences régionales facilitent la coopération régionale des communes sur une base contraignante. Ce sont des collectivités de droit communal dotées de la personnalité juridique. Conformément à la législation spéciale, elles sont compétentes pour l'élaboration des plans directeurs régionaux, la planification coordonnée des transports et l'urbanisation, ainsi que pour leur harmonisation mutuelle, de même que pour l'encouragement des activités culturelles à l'échelle régionale et pour les tâches régionales découlant de la législation sur la politique régionale.

Le Conseil-exécutif ne partage pas l'avis selon lequel les décisions des conférences régionales « ne sont actuellement pas assez démocratiques ». Conformément à l'article 145 de la loi sur les communes (LCo), les présidents et les présidentes des conseils communaux ou un autre membre du conseil communal siègent dans les conférences régionales. Ces derniers ont été élus par le corps électoral de leur commune et, comme dans les conseils communaux, ils prennent leurs décisions à la majorité (pondération des voix en fonction du nombre d'habitants et d'habitantes). Le nombre de voix requis pour qu'un référendum contre une décision d'une conférence régionale aboutisse a été fixé assez haut à dessein, afin de favoriser une prise de décision rapide sans que la participation démocratique n'en soit pour autant rendue impossible ou compliquée outre mesure. Par ailleurs, il n'est pas exact que le nombre de voix requis en ce qui concerne les décisions des conférences régionales représente le double du nombre de voix requis en ce qui concerne les décisions cantonales³. Les conférences régionales et les régions d'aménagement ont aujourd'hui déjà des compétences significatives dans le domaine de l'aménagement. Outre l'élaboration des plans directeurs régionaux, la planification coordonnée des transports et l'urbanisation, elles peuvent, en application de l'article 57, alinéa 2 de la loi sur les constructions (LC), édicter des plans d'affectation ayant force obligatoire pour chacun. Aucune région n'a toutefois utilisé cette disposition jusqu'à présent.

Pour le Conseil-exécutif, les exigences formulées dans la motion contredisent d'une part la composition démocratique des conférences régionales, et compliquent d'autre part l'élaboration des plans directeurs régionaux, la planification coordonnée des transports et l'urbanisation.

Les conférences régionales ont été introduites dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie en faveur des agglomérations et de la coopération régionale (SACR). Les modifica-

tions de la Constitution et de la loi sur les communes nécessaires à leur mise en place ont été adoptées à une nette majorité lors de la votation cantonale du 17 juin 2007. Depuis, des votations sur la création d'une conférence régionale ont eu lieu dans cinq des six périmètres prévus⁴. Dans ceux qui se sont prononcés contre la création d'une conférence régionale, les régions d'aménagement, constituées selon le droit des associations, continuent à assumer les tâches qui auraient autrement été transférées à ces dernières. L'évaluation de la SACR prévue pour ces prochaines années doit donner des indications plus précises sur l'activité générale et l'efficacité de la codécision politique au sein des conférences régionales.

La motion repose sur l'hypothèse selon laquelle la souveraineté en matière d'aménagement sera transférée aux conférences régionales dans le cadre de la révision partielle de la loi sur les constructions en cours. Or cette question reste ouverte à l'heure actuelle. On ne sait pas non plus s'il sera possible de redistribuer les compétences et de créer de nouvelles bases légales à cet effet d'ici le 1^{er} mai 2019, date à laquelle la loi sur les constructions devra avoir été adaptée aux dispositions de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700) si le canton veut éviter de tomber sous le coup de l'interdiction de créer de nouvelles zones à bâtir prévue dans le droit fédéral (art. 38a, al. 4 et 5 LAT). Le Conseil-exécutif a en effet décidé de ne pas aborder la question des compétences en matière d'aménagement dans le cadre de la révision partielle de la loi sur les constructions, mais dans un projet séparé, en concertation avec les communes.

Il convient dans ce contexte de garder à l'esprit que pour pouvoir transférer la souveraineté en matière d'aménagement des communes aux conférences régionales, il serait nécessaire de trouver pour les régions d'aménagement une solution adéquate qui garantisse l'égalité de traitement.

Avant de discuter d'une révision du droit de référendum contre les décisions des conférences régionales, il faudrait attendre le résultat de l'évaluation de la SACR. Le Conseil-exécutif ne souhaite pas adapter des éléments isolés relatifs aux compétences des conférences régionales avant de disposer de ce résultat. C'est pourquoi il propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Affaire 2014.RRGR.351

N° de l'intervention:	094-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	25.03.2014
Déposée par:	Perina-Werz (Belp, PDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0

³ Les 10 000 signatures exigées correspondent à 1,44 pour cent du corps électoral, contre 2 pour cent pour un référendum populaire au niveau régional.

⁴ Des conférences ont vu le jour dans les périmètres de l'Oberland oriental, de Berne - Mittelland et de l'Emmental. La création de conférences a été refusée dans celles de la Haute-Argovie et de Thoun - Oberland occidental. La votation doit encore avoir lieu dans celle de Biel/Bienne - Seeland - Jura bernois.

N° d'ACE: 1080/2014 du 3 septembre 2014
 Direction: JCE

Harmonisation et simplification des prescriptions sur les constructions

Le Conseil-exécutif est chargé de simplifier et d'harmoniser la taille des constructions à l'échelle cantonale à l'occasion d'une révision de la législation existante (loi sur les constructions, RSB 721). Il ne s'agit pas de toucher à l'indice d'utilisation, mais on pourrait s'intéresser à l'indice d'occupation du sol, ou mesurer le degré d'utilisation, comme c'est déjà prévu dans le décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN, RSB 723.13). Le canton doit harmoniser et simplifier ses prescriptions sur les constructions ; il doit promouvoir et soutenir le plus possible la densification afin de protéger les terres cultivables.

Développement

Chaque commune du canton de Berne dispose de son propre règlement sur les constructions, ce qui conduit parfois à de grandes disparités. Les communes du canton de Berne s'appuient souvent sur l'indice d'utilisation pour élaborer leur règlement et leur plan d'affectation. Actuellement, faute d'indice d'utilisation, de nombreux espaces ne sont pas complètement utilisés. Bien que l'apparence extérieure des bâtiments ne soit pas modifiée, l'utilisation des surfaces existantes se trouve limitée. L'indice d'utilisation est par ailleurs compliqué à calculer. A notre époque, optimiser l'utilisation des surfaces à bâtir existantes constitue un véritable impératif. La densification du milieu bâti est considérée comme souhaitable.

Une réglementation cantonale peut aussi permettre d'adapter aux spécificités locales la densification d'une zone donnée. Avec les plans d'affectation communaux, les communes maîtrisent le principal outil de l'aménagement du territoire. Le mode de calcul doit néanmoins être harmonisé.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande au Conseil-exécutif d'harmoniser et de simplifier ses prescriptions sur les constructions ainsi que de promouvoir et de soutenir le plus possible la densification dans le cadre de la révision partielle de la législation sur les constructions en cours.

En 2008, le Conseil-exécutif a décidé de l'adhésion du canton de Berne à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC)⁵, mis en œuvre par l'édiction de l'ordonnance du 25 mai 2011 sur les notions et les méthodes de mesure dans le domaine de la construction⁶, entrée en vigueur le 1^{er} août 2011.

L'ONMC et les modifications de l'ordonnance cantonale sur les constructions⁷ entraînées par son édicton ont permis d'intégrer les dispositions de l'accord à la législation cantonale sur les constructions. L'ONMC accorde par

ailleurs aux communes un délai courant jusqu'au 31 décembre 2020 pour examiner leurs dispositions sur les constructions et les adapter si nécessaire.

L'ONMC comprend la définition des termes ainsi que les réglementations nécessaires concernant les méthodes de mesure des dimensions des bâtiments et des distances. Elle laisse aux communes la possibilité de choisir entre plusieurs mesures d'utilisation du sol différentes, qui remplacent l'indice d'utilisation, dont l'emploi était très répandu jusqu'à présent. Les communes peuvent ainsi prévoir l'application d'une seule mesure d'utilisation du sol, de plusieurs mesures différentes, ou encore renoncer à imposer l'emploi d'une des mesures proposées. Elles conservent la possibilité de définir des mesures de police des constructions *concrètes* de manière autonome dans leurs règlements de construction.

L'harmonisation du système de définition de la taille des constructions – qui ne doit pas faire intervenir l'indice d'utilisation du sol – demandée par l'auteur de la motion, est déjà garantie par l'ONMC. Par conséquent, le choix des communes ne peut se porter que sur une ou plusieurs des mesures d'utilisation du sol définies par le droit cantonal: l'indice brut d'utilisation du sol, l'indice de masse, l'indice d'occupation du sol et l'indice de surface verte. Il n'est plus admissible de choisir un autre type de mesure d'utilisation du sol ni de conserver l'indice d'utilisation du sol, employé jusqu'à présent. Le mode de calcul de l'intensité de l'utilisation peut donc être considéré comme largement uniforme.

En ce qui concerne l'aspect matériel de l'harmonisation des mesures de police des constructions demandée par l'auteur de la motion (l'harmonisation formelle ayant déjà été effectuée par le biais de l'ONMC), le Conseil-exécutif renvoie au débat politique de fond qu'il a lancé en juin 2014 dans le cadre de la procédure de consultation portant sur la révision partielle en cours de la législation sur les constructions. Le Conseil-exécutif est d'avis qu'il est indiqué de reconsidérer sérieusement la répartition des compétences dans le domaine de l'aménagement et de la construction, ne serait-ce qu'en raison de l'importante restriction de la marge de manœuvre des communes prévue par le nouveau droit fédéral de l'aménagement du territoire. Selon lui, les compétences détenues actuellement par les communes ainsi que les procédures dont la responsabilité leur incombe doivent être remises en question et adaptées si nécessaire. Le débat politique de fond en cours montrera quelles adaptations sont pertinentes et réalisables. Le Conseil-exécutif est disposé à examiner de manière approfondie l'harmonisation matérielle des mesures de police des constructions en fonction du résultat du débat. Il est favorable à l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

Affaire 2014.RRGR.352

⁵ ACE 444/08 du 12 mars 2008

⁶ Ordonnance sur les notions et les méthodes de mesure dans le domaine de la construction (ONMC; RSB 721.3)

⁷ Ordonnance cantonale du 6 mars 1985 sur les constructions (OC; RSB 721.1)

N° de l'intervention: 095-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 25.03.2014

Déposée par: Perina-Werz (Belp, PDC)
(porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1081/2014 du 3 septembre 2014
Direction: JCE

Densification du milieu bâti dans les petites communes

Le Conseil-exécutif est prié de modifier le règlement-norme pour les petites communes de manière à permettre la densification du milieu bâti également dans les territoires peu étendus.

Développement

Il faut intensifier l'utilisation des zones à bâtir dans les petites communes aussi. L'utilisation des constructions existantes doit pouvoir être maximisée. C'est ainsi que l'on pourra – et il le faut – réduire la consommation de terres cultivables à des fins d'habitation.

L'objectif est de promouvoir la densification et d'abroger ou d'adapter les directives – comme la règle du tiers pour l'aménagement de locaux d'habitation ou de travail dans les combles (art. 19, décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN), RSB 723.13) – afin d'optimiser l'exploitation des espaces déjà bâtis et ainsi de protéger les terres cultivables.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire demande que le règlement-norme sur les constructions soit adapté de manière à ce que les prescriptions cantonales puissent permettre un mode de construction dense ou une intensification de l'utilisation dans les zones à bâtir déjà existantes des petites communes.

Le décret du 10 février 1970 concernant le règlement-norme sur les constructions⁸ ne s'applique toutefois qu'aux communes que la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) a dispensées des tâches liées à l'aménagement local obligatoire et qui ne sont donc pas tenues d'édicter de réglementation fondamentale en matière de construction ni de créer des zones à bâtir correspondantes (art. 1, al. 1 DRN). Seules neuf communes rurales sont actuellement concernées dans le canton de Berne (Meienried, Monible, Mont-Tramelan, Mötschwil, Ochlenberg, Oeschenbach, Rebévelier, Schelten et Seehof).

Dans les communes disposant d'une réglementation fondamentale en matière de construction, le décret concernant le règlement-norme sur les constructions s'applique en tant que droit complémentaire lorsque les prescriptions communales ne traitent pas d'un fait important en droit des constructions ou ne le traitent que de façon lacunaire. De tels cas se produisent toutefois très rarement.

Sur le principe, le Conseil-exécutif est favorable aux objectifs de l'auteur de la motion, qui fait toutefois fausse route en demandant la modification du décret. D'une part, ce dernier n'a aucune influence sur le degré d'utilisation des zones à bâtir existantes (ces dernières n'existant que dans les communes disposant d'une réglementation fondamen-

tale en matière de construction), et sa modification ne pourrait donc pas pallier la disparition des terres cultivables. D'autre part, le degré d'utilisation maximal de bâtiments existants situés hors de la zone à bâtir – principalement concernés ici – est fixé par le droit fédéral (cf. art. 16a, 22 et 24 ss LAT9 ainsi que les dispositions correspondantes dans l'OAT10).

En outre, l'article 19 DRN (règle du tiers en ce qui concerne l'aménagement des combles), visé au premier chef par l'auteur de la motion, ne limite pas les possibilités d'aménagement des combles, mais satisfait des considérations esthétiques, puisqu'il prévoit que les superstructures ou les parties vitrées du toit ne peuvent représenter plus du tiers de la largeur de la façade du niveau supérieur.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Les trois interventions ont été retirées.

La présidente. (*La présidente agite sa cloche et demande le calme jusqu'à l'interruption de la séance.*) Comme je vous l'ai dit, l'affaire 41, motion de M. Brand «Conférences régionales: des décisions démocratiques!» a été retirée sans déclaration. L'affaire 42, motion Perina-Werz «Harmonisation et simplification des prescriptions sur les constructions», reprise par Mme Kronenberg, a aussi été retirée sans déclaration. Il va de même pour l'affaire 43, une autre motion de Mme Perina-Werz, reprise par Mme Kronenberg «Densification du milieu bâti dans les petites communes», qui a été retirée. Comme je l'ai dit déjà plusieurs fois, les affaires 44, 45, 46, 47 et 48 seront discutées lundi. Je salue et remercie M. le conseiller d'Etat. Nous faisons maintenant un time-out jusqu'à onze heures moins le quart, il y aura ensuite la Direction des finances, affaires 49 et 50.

Les délibérations sont interrompues jusqu'à 10 heures 45.

Affaire 2014.RRGR.842

Assurance de choses du canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 24, ACE 1050/2014

Les délibérations reprennent à 10 heures 45.

Proposition CFin (Burkhalter, Rümli)

Une évaluation du système d'assurance sera menée au bout de trois ans et soumise à la Commission des finances. Il faudra en particulier analyser les effets d'une suppression éventuelle de l'assurance.

La présidente. Je salue Mme la directrice des finances et la remercie d'être parmi nous ce matin. M. Aebersold m'a dit que quelques-uns d'entre vous auraient préféré rentrer tout

⁸ Décret concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN; RSB 723.13)

⁹ Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700)

¹⁰ Ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT; RS 700.1)

de suite à la maison. C'est en fait moi qui en ai décidé ainsi, alors si quelqu'un a quelque chose à réclamer, venez vers moi! Il y a plusieurs raisons à cela. Primo, la Commission des finances était déjà là, et nous n'avions pas encore fini, et, comme vous le savez, quand il y a des thèmes comme les parcs éoliens, on ne sait jamais combien de temps cela prend. Je ne voulais pas les faire attendre longtemps. La deuxième raison est que nous avons une visite du canton de Zoug aujourd'hui, ils arrivent à l'instant et pensaient pouvoir participer à nos débats ce matin et cet après-midi, ainsi au moins, ils auront un débat à pouvoir suivre. Je vous garantis que ce n'est pas mon genre de vous faire attendre, mais c'est une fois, et une fois ce n'est pas toujours! J'espère que vous avez quand même pu en profiter pour discuter entre vous, parce que beaucoup m'ont dit que la session était tellement rapide que souvent, il n'était pas possible de discuter ensemble et peut-être qu'il y a deux, trois choses que vous avez aussi pu régler entre vous. Nous commençons donc avec l'affaire 49, M. Burkhalter pour la Commission des finances, vous avez la parole.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS), rapporteur de la CFin. Es geht hier um ein Sachgeschäft. Der Kanton Bern versichert seine Vermögenswerte von 1,7 Mrd. Franken seit etwa zehn Jahren. In dieser Zeit hat er rund 11 Mio. Franken an Prämien bezahlt und Entschädigungen im Umfang von rund 6 Mio. Franken erhalten. Der grösste Schadenfall in Millionenhöhe hat sich im Bildungszentrum Interlaken (BZI) ereignet. Es gab aber auch Jahre mit einer ausserordentlich geringen Schadenssumme. Im Jahr 2013 zum Beispiel hat die Versicherung nur Schäden im Umfang von 16 000 Franken übernehmen müssen, bei einer Jahresprämie von etwas über 1 Mio. Franken. Die Mobiliarversicherung hat somit einen Gewinn von rund 5 Mio. Franken erzielt. Das ist nicht unstatthaft, sie hat ja auch das Risiko getragen. Ob dann noch Geld an die International School of Berne fliessen wird, ist an dieser Stelle nicht relevant.

Aufgrund der Erfahrungszahlen aus den letzten zehn Jahren hat man die Versicherung für die Jahre 2015–2022 neu ausgeschrieben. Es erstaunt nicht, dass die Offerten wesentlich günstiger waren. Wir können in den nächsten Jahren mit einer deutlich tieferen Prämie rechnen. In der Finanzkommission stand primär die Frage zur Diskussion, ob der Kanton Bern seine Sachgüter überhaupt versichern oder ob er das Risiko selber tragen soll. Gemäss Auskunft der Experten besteht das grösste Risiko in einem Totalschaden beim Institut für Exakte Wissenschaften der Universität Bern. Dieser würde rund 60 Mio. Franken kosten. Wenn alles schief ginge, könnte somit ein Schaden mit einer Summe von 60 Mio. Franken auftreten, dafür könnte man sich die Versicherungsprämie sparen. Es geht um ein Abwägen: Wollen wir die Sicherheit, oder wollen wir ein Risiko auf uns nehmen? Die Finanzkommission ist zum Schluss gelangt, dass der Kredit im Prinzip gut fundiert und der Antrag sorgfältig vorbereitet wurde, aber dass man in drei Jahren schauen sollte, wie sich das Ganze weiterentwickelt. In drei Jahren hätten wir die Möglichkeit, den Vertrag zu kündigen. Je nach Schadensverlauf können wir entscheiden, ob wir die Versicherung noch brauchen oder nicht. Das Geschäft ist somit gut vorbereitet, aber die Finanzkommission will es aus prinzipiellen Gründen nochmals anschauen.

Die Finanzkommission stimmt dem Antrag unter Einbezug ihres Zusatzantrags mit 13 gegen 1 Stimme ohne Enthaltung zu. Ich bitte Sie, dieses Geschäft sowie den Zusatzantrag der Finanzkommission zu genehmigen.

La présidente. Est-ce que cette proposition d'amendement est contestée? – Y-a-t-il quelqu'un qui aimerait prendre la parole? – Mme la directrice, vous avez donc la parole.

Beatrice Simon, directrice des finances. Mich hat die Aussage etwas irritiert, dass ich wegen eines Termins nicht hätte anwesend sein können. Ich war um 9.15 Uhr hier und erhielt den Bescheid, ich könne wieder in mein Büro zurückkehren und solle um 10.45 Uhr wiederkommen. Dies möchte ich klarstellen, denn die Sessionstermine sind mir als Regierungsrätin heilig. Ich halte sie immer frei. Nun zum Geschäft: Dank der durchgeführten Submission können wir die Sachversicherungsprämien jährlich um rund 470 000 Franken senken, was sehr erfreulich ist. Der Kanton verfügt mit der Annahme dieses Angebots zukünftig über eine sehr preiswerte Risikoabdeckung. Dies muss man klar festhalten. Deshalb bin ich Ihnen dankbar, wenn Sie diesem Antrag zustimmen und diese Ausgabe beschliessen. Nun möchte ich noch kurz etwas zum Abänderungsantrag sagen: Der Regierungsrat hat mit diesem kein Problem. Wir werden so oder so eine Auswertung vornehmen. Damit können wir der Forderung der FiKo entsprechen.

La présidente. Puisque cela n'a pas été contesté, nous n'allons faire qu'un vote. Ceux qui acceptent ce crédit «Assurance de choses du canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel» avec la proposition d'amendement de la Commission des finances votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (crédit et proposition de la CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 144

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2013.RRGR.1362

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014

La présidente. Nous avons la joie aujourd'hui de recevoir les membres du Bureau du Grand Conseil zougais, ils sont aussi présents à la tribune des visiteurs. Nous leur avons fait une visite le 3 juillet, et ce jour-là, ce qui m'a étonnée, c'est que le parlement zougais n'a pas de journal dans la salle du plénum. Ce n'est pas tout à fait interdit, mais ils n'ont plus en bas de journaux à leur disposition, et il y a donc beaucoup moins de journaux dans la salle et ils ne lisent plus le journal tel quel. On ne parle pas des tablettes.

Liebe Kollegen aus dem Kanton Zug, meine sehr verehrte Herren, soyez les bienvenus dans le canton de Berne, dans notre Hôtel du gouvernement, qui sert de lieu de réunion au parlement bernois, mais pas seulement, puisque la ville de Berne siège aussi ici. Je vous souhaite de passer une bonne journée parmi nous, je vous souhaite d'intéressantes discussions lors de cette journée et je me réjouis de vous montrer Berne, mes camarades aussi, et surtout de vous faire apprécier Berne (*applaudissements*). Nous continuons donc avec l'affaire numéro 50.

Proposition du Conseil-exécutif :

M 197/2011 Meyer (Roggwil, PS). Agressions contre le personnel du canton

Traitement au Grand Conseil: 13 juin 2012

Décision: Adoption

Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2015

M 181/2012 PS-JS-PSA (Bhend, Steffisbourg). Assainissement des finances et service public de qualité – Efficience des prestations informatiques

Traitement au Grand Conseil: 22 novembre 2012

Décision: Adoption

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

M 180/2012 PS-JS-PSA (Blaser, Steffisbourg). Assainissement des finances et service public de qualité – Halte à la « consultite » aiguë

Traitement au Grand Conseil: 28 novembre 2012

Décision: Adoption

Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2016

La présidente. Nous continuons avec l'affaire 50, la prolongation des délais. M. Burkhalter, ne prend pas la parole. Quelqu'un aimerait-il prendre la parole? – Ce n'est pas le cas, donc nous votons. Ceux qui sont d'accord sur cette proposition «Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats 2014» votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	137
Non	5
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté cette prolongation.

Affaire 2014.RRGR.310

N° de l'intervention: 078-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le:	17.03.2014
Déposée par:	Wenger (Spiez, PEV) (porte-parole)
Cosignataires:	9
N° d'ACE:	1206/2014 du 15 octobre 2014
Direction:	FIN

Allégements fiscaux pour les entreprises "sociales"

Le Conseil-exécutif est chargé d'alléger la fiscalité des entreprises « sociales ».

Développement

L'intégration professionnelle des personnes au chômage et des personnes fragilisées permet d'économiser dans l'aide sociale. Ces personnes touchent des revenus, mais en plus, elles retrouvent un quotidien structuré et leur dignité.

L'attribution du prix de l'étoile sociale à Berne et à Thoun (Sozialstern) montre bien qu'il existe un nombre respectable d'entreprises qui assument leur responsabilité sociale.

Ces entreprises devraient être récompensées par des allégements fiscaux, selon les critères suivants :

- Production ou vente de produits écologiquement et socialement irréprochables.
- Pas de versement de dividendes et réinvestissement des bénéfices dans l'entreprise.
- Inscription d'un but social au moins dans la charte ou la stratégie de l'entreprise et mise en œuvre depuis deux ans au moins (p. ex. intégration des personnes fragilisées, stages, etc.).
- Autres critères vérifiables.

Avec son tissu de PME, le canton de Berne présente les conditions idéales pour la mise en place d'une économie solidaire. Un centre de compétences pourrait être mis en place avec le *Ethikforum* de Thoun, des organismes similaires, l'Université et la haute école spécialisée.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif estime lui-aussi qu'il est important de veiller à l'insertion professionnelle des chômeurs et des personnes socialement fragilisées. Pour diverses raisons, il est toutefois impossible de la favoriser en allégeant l'impôt des entreprises intégrant des préoccupations sociales dans leur activité, c'est-à-dire des entreprises dites socialement responsables.

La loi sur l'harmonisation des impôts (LHID)¹¹ encadre une grande part de la législation fiscale des cantons. Ceux-ci ne peuvent légiférer en matière fiscale que là où la LHID ne dit rien. Il leur appartient notamment de fixer les barèmes fiscaux, les taux d'imposition et les montants exonérés d'impôt (art. 1, al. 3 LHID). Les articles 10 et 25 LHID énumèrent de manière exhaustive toutes les déductions auxquelles peuvent prétendre les entreprises.

Aujourd'hui, les dons versés à une institution sociale ne sont fiscalement déductibles que si cette institution est exonérée d'impôt pour cause d'utilité publique ou de service public. L'entreprise qui fait des dons à ce type d'institution paie donc moins d'impôt. La législation ne prévoit pas de déduc-

¹¹ Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID, RS [642.14](#))

tions pour les entreprises socialement responsables. L'instauration de déductions de ce type serait contraire au droit fédéral.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 51, motion de M. Wenger «Allègements fiscaux pour les entreprises «sociales». M. Wenger l'a retirée, mais il fait une petite déclaration avant, toute petite. C'est à vous.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Damit meine Anmerkung noch kürzer wird, habe ich das Rednerpult etwas heruntergeschraubt. «Arbeit vor Rente» lautete der Slogan, der bei der letzten IV-Revision durch das Land ging. Sie haben ihn alle gehört. Um ihn umzusetzen, braucht es nicht nur gute Worte und eine Anpassung des IV-Systems. Es sind auch Arbeitsplätze nötig. Damit diese Arbeitsplätze erhalten bleiben oder zusätzlich geschaffen werden, ist ein Belohnungssystem für jene Unternehmer zwingend notwendig, die mehr soziale Verantwortung übernehmen als der Durchschnitt. Sie haben gelesen, dass meine Motion wegen übergeordnetem Recht so nicht überwiesen werden kann. Aus diesem Grund ziehe ich sie zurück. Ich werde mich mit einer Standesinitiative zurückmelden. So können wir die vorhandene Lücke schliessen und die Kosten senken, die dadurch entstehen, dass Leute mit Einschränkungen in einem Gewerbebetrieb angestellt werden. Sie werden also wieder von mir hören.

Affaire 2014.RRGR.324

N° de l'intervention: 088-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 19.03.2014
 Déposée par: Perina-Werz (Belp, PDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 13
 N° d'ACE: 1207/2014 du 15 octobre 2014
 Direction: FIN

Economies d'énergie: mêmes déductions fiscales pour la construction de bâtiments de remplacement que pour l'assainissement de bâtiments existants

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales nécessaires afin que le remplacement de bâtiments existants par de nouvelles constructions pour des motifs d'économies d'énergie donne droit aux mêmes déductions fiscales que l'assainissement énergétique de bâtiments existants.

Développement

Dans le cas des assainissements énergétiques de bâtiments, les frais d'entretien (art. 36, al. 1 de la loi sur les impôts) et les investissements qui favorisent une consommation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables (art. 1, lit. f de l'ordonnance concernant la défalcation des frais d'entretien, d'exploitation et de gérance d'immeubles) donnent droit à des déductions fiscales. Ces possibilités de déduction n'existent pas dans le cas des

nouvelles constructions de remplacement, étant donné que le droit fiscal considère les investissements comme des coûts de production – et donc des frais d'investissement ne donnant pas droit à des déductions – et non pas comme des frais d'entretien. Il convient de remédier à cette inégalité de traitement et de créer un système fiscal uniforme favorisant toute mesure permettant des économies d'énergie, qu'il s'agisse d'assainissements ou de nouvelles constructions de remplacement. Celles-ci devront naturellement satisfaire à des normes énergétiques strictes pour bénéficier de la déduction.

Remplacer d'anciens bâtiments par de nouvelles constructions bien pensées du point de vue écologique et économique contribue largement à la durabilité du parc immobilier suisse. Les améliorations énergétiques exigées atteignent leurs limites avec les mesures d'assainissement. Les normes énergétiques plus strictes des nouvelles constructions de remplacement permettent d'amortir les dépenses d'énergie grise engendrées par la démolition et la reconstruction en 15 à 20 ans.

Les nouvelles constructions de remplacement sont judicieuses du point de vue de l'aménagement du territoire car elles contribuent à la densification du milieu bâti. Démolir et reconstruire permet d'agrandir le volume bâti. En moyenne, chaque appartement démolé est remplacé par deux nouveaux logements ; la surface d'habitation est multipliée par trois.

Si l'on veut que la densification du milieu bâti exigée par la loi sur l'aménagement du territoire ne reste pas lettre morte, il faut encourager le remplacement de constructions anciennes par de nouvelles.

Réponse du Conseil-exécutif

L'ordonnance du 12 novembre 1980 concernant la défalcation des frais d'entretien, d'exploitation et de gérance d'immeubles (OFI ; [RSB 661.312.51](#)) dispose que les investissements qui favorisent une consommation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables sont déductibles au même titre que les « frais d'entretien ». Ces investissements peuvent consister à remplacer des installations existantes, aussi bien qu'à ajouter de nouveaux éléments de construction ou d'installations dans des bâtiments existants.

L'action des cantons en matière de défiscalisation des mesures favorisant les économies d'énergie est limitée par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts (LHID)¹². Celle-ci dispose que le Département fédéral des finances (DFF) et les cantons déterminent ensemble la mesure dans laquelle les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement peuvent être assimilés à des frais d'entretien (art. 9, al. 3, lit. a LHID). Le DFF et les cantons ont fixé ces règles dans l'ordonnance du DFF du 24 août 1992 sur les mesures en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies renouvelables ([RS 642.116.1](#)).

¹² Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (loi sur l'harmonisation des impôts, LHID [RS 642.14](#))

La législation fiscale bernoise exploite pleinement le cadre défini par la LHID et l'ordonnance d'application pour promouvoir les mesures d'économie d'énergie. Toute incitation fiscale aux économies d'énergie qui sortirait de ce cadre serait donc contraire au droit fédéral. C'est le cas de celle qui consisterait à instaurer la déductibilité des frais de ce type investis dans un bâtiment construit pour en remplacer un autre.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 52, motion de Mme Perina-Werz. Mme Perina-Werz n'est plus au Grand Conseil, c'est Mme Kronenberg qui a repris cette motion «Economies d'énergie: mêmes déductions fiscales pour la construction de bâtiments de remplacement que pour l'assainissement de bâtiments existants». Cette motion a été retirée sans déclaration.

Nous sommes donc arrivés à la fin de la Direction des finances. Je vous rappelle que lundi après-midi, nous traiterons le budget et le plan intégré mission-financement 2016–2018. Mme la conseillère d'Etat, je vous souhaite une bonne fin de semaine et un bon week-end, à lundi chers collègues, bonne rentrée. Je clos la séance.

La séance est levée à 11 heures 02.

Les rédactrices :

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Lundi 24 novembre 2014, 13 heures 30 – 16 heures 28

Septième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 155 députés. Excusés : Kronenberg Sabine, Linder Anna-Magdalena, Schmidhauser Corinne, Sommer Peter, Zybach Ursula

Affaire 2014.GEF.10861

Budget 2015 (canton et Justice)

Affaire 2014.GEF.10861

Plan intégré mission-financement 2016 – 2018 (canton et Justice)

Délibération groupée des affaires 44 et 45 (même numéro d'affaire)

La présidente. (*La présidente agite sa cloche.*) Je vous prie de prendre place. Je souhaite la bienvenue à Mme la directrice des finances, ainsi qu'à son équipe. La séance de ce lundi après-midi est ouverte. Je vais tout d'abord vous faire une petite annonce. Vous avez vu que vous avez tous un chocolat sur la table, avec des allumettes, c'est un petit présent du groupe PEV. Je vous lis ce que Mme Schnegg m'a fait parvenir: «Die Fraktion EVP wünscht euch mit dem kleinen Präsent eine konstruktive Budgetdebatte und anschliessend eine besinnliche Adventszeit und frohe Festtage.» Vielen Dank an die Fraktion EVP (*applaudissements*)! Comme vous le savez, nous passons aujourd'hui aux affaires 44 à 48. Vous avez reçu une version 6 jaune. C'est donc celle-là qui fait foi en ce moment. Je vais vous informer maintenant sur le déroulement des débats. Tout d'abord, vous avez un point A. Débat de principe, et comme le dit le terme, nous allons faire un débat de principe, et là il n'y aura pas de vote. Puis, nous avons une partie B. Budget 2015. Ici, à chaque fin de thème, vous avez une grosse ligne grasse, on va donc discuter thème par thème et l'on va voter thème par thème. Le premier thème sera Nature, les propositions de la Commission des finances, des Verts et de M. Haas sera traitée, après nous passerons au second thème, Assurances, propositions PS, PLR, UDC, PBD, UDF et Commission des finances, et ensuite, pvl, Les Verts, PBD et pvl. Toutes ces propositions et déclarations de planification constituent un thème, et donc, ce sera une discussion. Puis nous passerons à la déclaration de planification de la Commission des finances, qui donnera une discussion, c'est le thème EOS pour le Budget. A la fin, nous passerons au vote final. Nous passons au point C. Plan intégré mission-financement 2016–2018. La présidence vous propose d'abord de traiter les déclarations de planification de la

Commission des finances, du PS et des Verts, c'est le thème EOS pour le Plan intégré mission-financement. Après, vous avez UDC, demande de renvoi, c'est un bloc, et après les motions financières sont un bloc et pour finir, l'approbation du Plan intégré mission-financement.

Motion d'ordre

Motion d'ordre UDC (Blank, Aarberg)

La proposition de renvoi du PIMF 2016-2018 déposée par l'UDC (Brand) doit être traitée au début du débat, avant les déclarations de planification.

La présidente. Comme vous avez pu le constater, vous avez sur votre table une motion d'ordre déposée par l'UDC et M. Blank vient nous dire pourquoi. J'aimerais d'abord vous préciser que la présidence vous propose d'abord de traiter les déclarations de planification, que de toute manière nous aimerions donner pour que le Conseil-exécutif voie dans quel sens nous voulons nous diriger – de toute manière, nous discuterons certainement de ces déclarations de planification. M. Blank, c'est à vous pour votre motion d'ordre.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Aus unserer Sicht macht es keinen Sinn, über die Rückweisung erst nach den Planungserklärungen zu debattieren und abzustimmen. Der Aufgaben-/Finanzplan (AFP) ist ein Bericht. Nach neuem Parlamentsrecht können wir diesen genehmigen oder nicht, und wir können ihn auch zurückweisen. Planungserklärungen ändern keine einzige Zahl im AFP. Unterdessen wissen wir, dass die Regierung auf gewisse Planungserklärungen, auf Anträge und Motionen im Finanzbereich überhaupt nicht eingeht. Die Planungserklärungen sind zwar schön und gut, aber wie bereits erwähnt ändern sie nichts am AFP. Will man den AFP ändern, so muss man diesen zurückweisen. Wir haben einen Rückweisungsantrag gestellt und begründet. Es macht keinen Sinn, über diesen erst nach der Diskussion über die Planungserklärungen abzustimmen. Wird der AFP zurückgewiesen, so kommt er in neuer Form vor den Rat, und man wird wieder die Möglichkeit haben, dazu Planungserklärungen abzugeben. Ich bitte Sie daher, dem Ordnungsantrag zuzustimmen.

La présidente. Nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent la motion d'ordre UDC Blank votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre UDC)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	83
Non	49
Abstentions	2

Bloc A, débat de principe

La présidente. Vous avez accepté cette motion d'ordre. Nous discutons d'abord du renvoi, et après des déclarations

de planification. Je vous annonce aussi que la Commission des finances aura une porte-parole pour la minorité de la Commission des finances, et ce sera Mme Stucki. Alors, nous commençons par le débat de principe concernant le Budget 2015 et le PIMF 2016–2018. M. Jürg Iseli a la parole pour la Commission des finances. Je prie les porte-parole de groupes de s'annoncer pour ce débat de principe, nous sommes en débat libre.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Wir führen dieses Jahr wohl eine etwas kürzere Debatte, als das vor einem Jahr der Fall war. 30 Stunden dauerte jene Debatte. Das Ergebnis der Debatte liegt heute auf dem Tisch. Es sieht nicht so schlecht aus. Die Finanzkommission arbeitete dieses Jahr erstmals nach dem neuen Grossratsgesetz. Das heisst, wir hatten den AFP zur Genehmigung zu empfehlen. Es ist bestimmt nicht erstaunlich, dass die entsprechende Debatte auch in der Finanzkommission viele Voten ausgelöst hat.

Zur Allgemeinen Rechnung und der Finanzlage des Kantons Bern. Nach der letztjährigen Debatte über die Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) stellen wir fest, dass die Saldi der Laufenden Rechnung positiv geworden sind. Das ist sicher ein Schritt in die richtige Richtung, wenn nicht mehr nur negative Zahlen, sondern auch positive erscheinen. Was hat dazu geführt? Es sind dies Mehrerträge bei den prognostizierten Steuereinnahmen von 142 Mio. Franken. Im Planjahr 2018 sind es gar 253 Mio. Franken. Im Voranschlag hat man nicht mit Geld der Nationalbank gerechnet. Letztes Jahr hat man gesehen, dass es nicht selbstverständlich ist, dass die 82 Mio. Franken fliessen. Somit hat die Regierung richtig gehandelt, indem sie diesen Betrag aus dem Voranschlag entfernt hat. Im AFP hingegen sind die Gelder wieder berücksichtigt. Die Liegenschaftsverkäufe dürfen im Finanzierungssaldo nicht berücksichtigt werden, da es sich dabei um Erträge handelt, die nicht planbar sind.

Das Rechnungsdefizit aus dem Jahr 2012 ist in Voranschlag und AFP nicht berücksichtigt. Das sind 30 Mio. Franken im Jahr 2015. Wir haben gesehen, dass der Fehlbetrag aus dem Jahr 2012 bereits im Jahr 2013 gewissermassen abgebaut werden konnte. Somit hat der Druck auf den Finanzplan der Regierung etwas abgenommen. Nichtsdestotrotz verbleiben weitere 100 Mio. Franken, die in den Planjahren ausgeglichen werden müssen. Der Finanzierungssaldo ist ab 2017 negativ. Im Voranschlag 2015 zeichnet sich eine leicht positive Auswirkung ab. Im Jahr 2016 ist diese Kenngrösse ebenfalls positiv. Ab 2017 ist seitens der Regierung ein Schuldenwachstum vorgesehen. Wie ich eingangs erwähnt habe, haben wir ein neues Instrument. Der Grosse Rat muss den AFP genehmigen. Es ist sicher eine hohe Hürde, einen negativen Finanzierungssaldo im AFP vom Grossen Rat genehmigen zu lassen.

Die ASP-Massnahmen aus dem letzten Jahr waren einschneidend. Das ist allen bewusst. Die Regierung hat die letztjährigen Beschlüsse des Grossen Rates umgesetzt und Gesetzesänderungen eingeleitet. Das Ergebnis ist der heute vorliegende Voranschlag, respektive der AFP. Ohne diese Massnahmen würden heute ganz andere Zahlen vorliegen. Die Herausforderung für den Kanton wäre grösser. Wir stellen auch fest, dass der Kanton Bern trotz dieser Mass-

nahmen weiter «gschäftet», und dass wir auf dem richtigen Weg sind. 14 Tage nach der Präsentation des Voranschlags wollte die Regierung die ASP-Massnahme Prämienverbilligung streichen und per 1. Januar 2015 nicht umsetzen. Das war unschön. Es war ganz klar der Wille des Parlaments, diese ASP-Massnahme umzusetzen. Wir hätten eigentlich erwartet, dass die Regierung das mitträgt. Die Finanzkommission ist enttäuscht und hält dieses Vorgehen der Regierung für inakzeptabel. Denn schlussendlich hat sie einen Auftrag des Parlaments erhalten. Will man ein gutes Einvernehmen zwischen Parlament und Regierung haben, so ist die Regierung doch gefordert, solche Massnahmen umzusetzen.

Welche Aspekte hat die Finanzkommission in ihrem Prozess hinterfragt oder intensiver besprochen? Im Voranschlag sind ein Lohnsummenwachstum im Rahmen von 1.5 Prozent sowie ein Teuerungsausgleich von 0.3 Prozent enthalten. Das Lohnsummenwachstum setzt sich im Jahr 2015 aus 0.9 Prozent Lohnsumme und 0.6 Prozent Rotationsgewinne zusammen. Vor drei Jahren haben wir damit begonnen, die Rotationsgewinne in die Lohnmassnahmen umzulagern. Ab 2016 ist somit diesbezüglich kein Korrekturfaktor mehr notwendig. Das Lohnsummenwachstum wurde in der Finanzkommission nicht in Frage gestellt. Das ist erwähnenswert. Diese Forderung, die von der linken Seite immer wieder eingebracht wurde, hat auf bürgerlicher Seite Akzeptanz gefunden.

In den Direktionsbesuchen haben wir uns Differenzen in der Produktgruppe Personal und Personalgemeinkosten erklären lassen. Anhand einer speziellen Produktgruppe hat sich die Finanzkommission von den Direktionen darlegen lassen, wie mit den entsprechenden Kosten umgegangen wird. Die Erklärungen der Direktionen haben der Finanzkommission eingeleuchtet; sie waren nachvollziehbar.

Wie eingangs erwähnt, wurden die ASP-Massnahmen von der Regierung umgesetzt. Einige Belange konnten nicht vollständig umgesetzt werden. Ich erinnere beispielsweise an die Pfarrstellen. Im Juni haben wir dazu einen Entscheid gefällt, der nicht ganz mit der Forderung der ASP übereinstimmte. Ein Fehlbetrag ist dort noch enthalten. Im heute vorliegenden Voranschlag wird die im Juni beschlossene Massnahme nicht umgesetzt. Die Mehrheit der Finanzkommission war der Ansicht, bezüglich der nicht umgesetzten Massnahmen sei nochmals Druck aufzubauen und zu verlangen, dass diese in den Direktionen umgesetzt werden.

Dass die 10.7 Mio. Franken mit dem Entscheid des Regierungsrats inakzeptabel sind, habe ich bereits erläutert. Ich hoffe, die Regierung werde das als Zeichen entgegennehmen. Ich muss auch sagen, dass die Regierung hier gegen das Gesetz verstösst. Sie bildet nicht mehr die Budgetwahrheit ab. Die 10.7 Mio. Franken würden im Jahr 2015 den Finanzierungssaldo negativ erscheinen lassen. Somit hätten wir ein weiteres Schuldenwachstum.

Zu den Investitionen. Die Investitionen sind seit dem Höhepunkt von 2012 eher rückläufig. Die Regierung hält die Plafonierung der Nettoinvestitionen bei 500 Mio. Franken weiterhin bei. In der investitionsplanung stellt man fest, dass der Überhang der Investitionen von 30 auf 10 Prozent reduziert werden konnte. Dem Voranschlag können Sie entnehmen, dass die Nettoinvestitionen höher sind als die 500 Mio. Franken. Das betrifft den Spitalinvestitionsfonds und den

Investitionsspitzenfonds. Diese Posten sind in den plafonierten Investitionen von 500 Mio. Franken nicht enthalten. Man hat gesehen, dass grössere Projekte in der Bevölkerung keine Mehrheit gefunden haben. Das hat dem Kanton etwas Luft gegeben. Der Investitionsplanung können Sie entnehmen, wie viel für den öffentlichen Verkehr, sprich Tram Bern West, eingesetzt ist. Diese Gelder kann die Regierung für andere Projekte verwenden, wenn sie den Betrag von 500 Mio. Franken nicht überschreiten.

Die von der Finanzkommission gestellten Anträgen betreffen die erläuterten Punkte. Zu einem späteren Zeitpunkt, nämlich dann, wenn wir über die Planungserklärungen und Anträge diskutieren, komme ich darauf zurück. Im Anhang zum Bericht der Finanzkommission sehen Sie, dass die in der Motion zum Harmonisierten Rechnungsmodell (HRM) 2 geforderte Stellungnahme eingegangen ist. Die Finanzkommission übernimmt das, was sie von der Finanzdirektion erhalten hat, eins zu eins. Weitere Ausführungen dazu seitens der Finanzkommission gibt es nicht. Soweit die Stellungnahme der Mehrheit. Nun folgt die Sprecherin der Minderheit. Denn wir waren uns nicht in allen Punkten ganz so einig, wie es nun möglicherweise den Anschein macht. Es gab kleinere und grössere Mehrheiten.

La présidente. Comme l'a dit le président de la Commission des finances, d'abord s'exprime Mme Béatrice Stucki pour la minorité de la Commission des finances, et après, nous aurons Mme Gygax qui s'exprimera pour la Commission de justice. Puis viendront les porte-parole de groupe.

Béatrice Stucki, Berne (PS), rapporteuse de la minorité de la CFin. Der Prozess verlief dieses Jahr viel ruhiger als vor einem Jahr. Jürg Iseli hat das sehr gut und sachlich beschrieben. Wie zu erwarten war, herrschte nicht zu allen Positionen Einigkeit. In verschiedenen Abstimmungen gab es kleinere und grössere Differenzen. Eine wesentliche und deutliche Haltung hat eine grosse Minderheit zur Frage der ASP-Massnahme Prämienverbilligung eingenommen. Eine erste Gruppe von Menschen wurde bereits zu Beginn des laufenden Jahres von der Möglichkeit, Prämienverbilligung zu erhalten, ausgeschlossen. Im September hat der Regierungsrat beschlossen, auf die letzte Tranche der ASP-Massnahme zu verzichten. Davon werden rund 20 000 Personen betroffen sein. Der Zeitpunkt der Kommunikation des Verzichts war nicht besonders klug gewählt, nachdem das Budget erst zwei Wochen vorher vorgestellt wurde. Bedenken wir jedoch, wann der Budgetprozess beginnt, nämlich im Spätherbst. Im Moment ist dieser am Anrollen. Somit war der Zeitpunkt auch wieder nicht allzu gravierend. Schlussendlich muss die Regierung auch Hochrechnungen abwarten, um derartige Entscheide treffen zu können, die das laufende und das kommende Jahr betreffen.

Aus der Sicht einer Minderheit der Finanzkommission macht ein Verzicht auf diese Massnahme Sinn. Im Laufe der ASP-Diskussionen und –Entscheide im letzten Jahr haben wir uns bereits gegen diese Massnahme gewehrt. Es ist also nichts als konsequent, wenn wir auch jetzt nicht auf deren Umsetzung beharren und den Verzicht des Regierungsrats auf diese Massnahme unterstützen. Die Minderheit unterstützt also den Regierungsrat und verlangt ebenfalls einen vollständigen Verzicht auf die restlichen Massnahmen in

diesem Bereich. Damit ist die Differenz in der Finanzkommission auch bei der Planungserklärung wesentlich. Die Minderheit verlangt, dass der Regierungsrat entscheiden soll, wo und ob die 10.7 Mio. Franken zu kompensieren sind, und zwar im Voranschlag wie auch in den Planjahren 2016-18. Wir lehnen die Kompensation über den Resko-Schlüssel ab, da davon wiederum besonders die Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) und die Erziehungsdirektion betroffen wären. Es ist wichtig, dass die GEF die Folgen dieser Sparmassnahme gut abklärt. Für die Minderheit ist es sehr wichtig, dass sich die GEF für die entsprechende Evaluation auch genügend Zeit lässt. Wir sind davon überzeugt, dass viele Personen nicht sofort Sozialhilfe beantragen werden. Zuerst werden sie versuchen, den Ausfall der Vergünstigungen selbst aufzufangen. Erst wenn das gar nicht gelingt, werden sie den Weg zur Sozialhilfe wählen. Darum muss die GEF genügend Zeit erhalten, um die Folgen dieser Sparmassnahme aufzeigen zu können.

In den Beratungen in der Finanzkommission gab es auch bei anderen Anträgen Minderheitspositionen, beispielsweise bei der Motion der Finanzkommission zu den Nettoinvestitionen oder zur Neuverschuldung. Diese Positionen waren jedoch nicht so deutlich wie im erläuterten Fall der Krankenkassenprämienverbilligung. Daher haben wir auch kein Anrecht auf eine Erklärung der Minderheit. Sie werden unsere Meinung zu diesen Themen aus den Anträgen unserer Parteien vernehmen.

La présidente. Mme Gygax pour la Commission de justice, et j'aimerais saluer le président de la Direction de la magistrature, M. Thomas Müller, soyez les bienvenus.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la CJus. Der Bericht der Justizkommission zum Voranschlag 2015 und zum AFP 2016–2018 haben Sie erhalten und gelesen. Ich verzichte daher darauf, Zahlen zu wiederholen. Die Justizreform sieht vor, dass die Justizleitung und insbesondere ihr Präsident Budget und AFP selbstständig vor dem Grossen Rat vertreten. Wir wissen, dass sich das finanzielle Ungleichgewicht in den bernischen Kantonsfinanzen gemäss derzeitigen Erkenntnissen tendenziell stabilisiert hat. Auch wenn diese Entwicklung erfreulich ist, dürfen wir nicht verschweigen oder ausser Acht lassen, dass das finanzpolitische Gleichgewicht noch sehr labil ist. Auch die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft sind sich dieser Tatsache sehr bewusst. Die Justizkommission kann der Justiz bescheinigen, dass sie sich weiterhin sehr um eine realistische Budgetierung bemüht.

Der Saldo des Voranschlags 2015 hat sich gegenüber dem Vorjahr zwar ein weiteres Mal verschlechtert, aber um deutlich weniger als im Vorjahr. Die folgenden, und damit die grössten Aufwandpositionen werden die Justizkommission zusammen mit den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft nicht nur aktuell, sondern auch in den kommenden Jahren noch beschäftigen. Es sind dies der Personalaufwand, die Informatik, aber auch die internen Verrechnungen. Der Anstieg beim Personalaufwand begründet sich hauptsächlich mit dem Lohnsummenwachstum, dem Abschluss des Aufbaus der Justizinformatik sowie im Besonderen mit dem Transfer des Busseninkassos und des ope-

rativen Finanz- und Rechnungswesens vom Amt für Betriebswirtschaft und aufsicht (ABA) zur Stabstelle für Ressourcen der Justizleitung. Die Justizkommission begrüsst es, dass diese Stellen vom ABA zur Justiz transferiert wurden.

Weitere wichtige Aufschlüsse über die Personalausstattung der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft erhofft sich die Justizkommission von der derzeit laufenden Evaluation der personellen Dotierung der Justiz. Ich habe es schon mehr als einmal erwähnt: Ergebnisse erwarten wir im Frühling 2015. Schon länger stellt die Justizkommission fest, dass die Justiz bezüglich der internen Verrechnung vor grosse Probleme gestellt wird. Die Justizkommission wünscht sich und fordert in diesem Zusammenhang, dass alle Beteiligten nach einer Lösung suchen, die den momentanen administrativen und verwaltungsmässigen Leerlauf aufheben, und das möglichst rasch. Wir müssen alle daran interessiert sein und versuchen mitzuhelfen, eine Verbesserung der Situation zu erreichen. Nach der Verselbständigung der Justiz ist es ein zentrales Anliegen der Justizkommission, dass sich die Justiz wieder hauptsächlich ihrem Kerngeschäft, der Rechtssprechung, widmen kann. Die Informatik ist ebenfalls nach wie vor ein Faktor, die durch ihre mangelnde Leistungsfähigkeit die Gerichtsbarkeit und die Staatsanwaltschaft zeitenweise stark beeinträchtigt. Für die Justizkommission erscheinen im Besonderen die Entwicklung der Kosten in diesem Bereich nicht ganz abschätzbar. Daher werden wir auch hierauf künftig schwerpunktmässig ein Auge haben.

Zum Schluss möchte sich die Justizkommission bei den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft für die immer offene und transparente Zusammenarbeit bedanken. Gleichzeitig kann die Justizkommission bestätigen, dass sich die Justiz als Teil des gesamtkantonalen Finanzhaushalts versteht. Die Justizkommission begrüsst in diesem Zusammenhang den vermehrten Austausch zwischen der Justiz und dem Regierungsrat sehr und wertet das auch positiv. Ich erwähne an dieser Stelle noch die Anträge der Justizkommission zum Voranschlag 2015 und zum AFP 2016–2018. Wir empfehlen beide Geschäfte zur Genehmigung.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Es ist nicht ganz einfach, in fünf Minuten einen 10-Milliarden-Staatshaushalt zu würdigen. Eine Quadratur des Kreises, könnte man meinen. Blicken wir ein Jahr zurück, so stellen wir fest, dass sich die finanzpolitische Situation deutlich verbessert hat. Die grüne Fraktion hat bereits vor einem Jahr davor gewarnt, immer nur schwarz zu malen. Zum Glück haben wir nun in einem gewissen Masse Recht erhalten. Damals haben wir die grösste finanzpolitische Rosskur im Kanton Bern gemacht. Diese hat doch in einigen Punkten übers Ziel hinausgeschossen. Ein zentraler Punkt ist die Frage der Prämienverbilligung bei der Krankenkasse. Hier ist unserer Meinung nach eine Korrektur notwendig. Die grüne Fraktion unterstützt den Regierungsrat mit Überzeugung. Er nimmt seine Verantwortung angesichts der doch positiveren Zahlen wahr und legt eine Sparpause, eine Denkpause ein. Er will nicht weiteren 24 000 Bernerinnen und Bernern die Prämienverbilligung streichen oder reduzieren.

Ich nehme die Beurteilung des Voranschlags 2015 und des AFP 2016–2018 durch die grüne Fraktion vorweg. Wir nehmen erfreut zur Kenntnis, dass sich die Kantonsfinanzen stabilisiert haben. Es gibt durchaus positive Anzeichen, beispielsweise die höheren Steuererträge. Und wie gesagt: Einfach nur schwarz malen und schwarz malen und schwarz malen ist für einen Kanton, der eine verantwortungsvolle Finanzpolitik machen will, wohl nicht der richtige Weg. Wir bedanken uns an dieser Stelle beim Regierungsrat und bei allen Involvierten für die umsichtige Budgetierung 2015 und auch für den AFP. All jene Anträge, die den Geist der ASP immer noch mit sich tragen, werden wir nicht unterstützen. Die grüne Fraktion ist der Meinung, die Fragen müssten nun sachlicher betrachtet werden. Es gibt viele positive Punkte. Sie wurden von den Kommissionssprechenden auch schon erwähnt. Der Voranschlag schliesst mit einem Überschuss von 119 Mio. Franken ab. Auch für die Folgejahre sind Überschüsse budgetiert. Der Finanzierungssaldo ist für die nächsten zwei Jahre positiv. Das heisst, der Kanton Bern kann seine Investitionen aus eigenen Mitteln tätigen.

Wir freuen uns auch über das deutliche und notwendige Zeichen dem Personal gegenüber. Wir wissen es alle, liebe Kolleginnen und Kollegen: Der Rückstand im Lohnbereich bleibt weiterhin eklatant. Insofern wird dieses Zeichen nicht ausreichen, auch wenn es wichtig und richtig ist. Sehr erfreulich ist auch der positive Steuerertrag. Ich erinnere daran, dass 85 Prozent des Steueraufkommens in unserem Kanton von natürlichen Personen erbracht wird. Und es sind 200 Mio. Franken mehr, auch dank der juristischen Personen. Trendrechnungen der Nationalbank, die hier nicht einberechnet sind, geben Anlass zu Optimismus. Es kann durchaus sein, dass wir noch mit zusätzlichem Geld rechnen können.

Zwei kritische Punkte möchte ich anbringen. Sorgen bereiten uns die Investitionen. Als Grüne sind wir gewiss nicht diejenigen, die jede Investition gut finden – Stichwort Strassenbau. Es gibt weniger Investitionen als im Vorjahr. In den Jahren 2017 und 2018 sind 50 Mio. Franken weniger geplant für die Investitionen. Wir Grünen wollen nicht, dass im öffentlichen Verkehr und bei unseren Infrastrukturen gespart wird oder die Kosten auf nachfolgende Generationen verschoben werden. Sehr besorgt sind wir als Grüne über den Vollzugsnotstand beim Naturschutz. Es handelt sich um Bundesaufgaben, die heute im Kanton Bern nicht richtig erfüllt werden. Herr Iseli hat von einem Gesetzesverstoss gesprochen. In diesem Bereich liegt eben auch ein Gesetzesverstoss vor, indem eine Aufgabe im Naturschutz nicht wahrgenommen wird. Darum sind wir froh, dass die Finanzkommission mit wechselnden Mehrheiten einer Erhöhung im Rahmen von 750 000 Franken in einer ersten Runde zugestimmt hat. Wir sind der Meinung, es sei wichtig, dass wir unsere Aufgaben auch im Naturschutz wahrnehmen. All denjenigen, die befürchten, man werde der Investitionsschuldenbremse in die Quere kommen, kann ich sagen: Dem Antrag zur Umsetzung des Naturschutzes kann man zustimmen. Er wird in keinem Fall die Investitionsschuldenbremse tangieren. So gesehen kann man hier ein Herz für den Naturschutz zeigen. Die grüne Fraktion ist froh, dass uns nach der Phase der Schwarzmalerei endlich wieder realistische Zahlen vorliegen. Wir empfehlen Ihnen sowohl den Voranschlag als auch den AFP zur Unterstützung.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Ein Jahr nach der ASP-Debatte und ein paar Monate nach der Einführung der Revision des Parlamentsrechts stehen wir nun hier und befinden über das nächste Budget. Wohin wollen wir mit dem Kanton Bern? Das bleibt die zentrale Frage, unabhängig davon, wie wir die Lage heute beurteilen. Für die EVP gilt es daher, in der Grundsatzdebatte ein paar Dinge zu klären. Was ist unsere Erwartung an die Regierung? Wie gehen wir als Parteien mit dem Budget um? Was soll die Grundstruktur der Finanzpolitik für die Zukunft sein?

Zum ersten Punkt, der Erwartung an die Regierung. Der Kanton Bern wurde an dieser Stelle auch schon als Dampfer auf offenem Meer beschrieben. Er sei etwas schwerfällig zu lenken, aber mit Platz für viele Menschen. Ein Dampfer braucht Kohle, damit er sein Ziel erreicht. Die EVP erwartet von der Regierung eine umsichtige Planung. Ich wiederhole unsere mehrfach geäusserten Zielsetzungen: Schutz der Schwächsten, Erhalt der Stärken des Kantons und keine neuen Schulden dulden. Wir erwarten von der Regierung auch, dass Grundzüge von parlamentarischen Beschlüssen eingehalten werden. Nachträgliches Übersteuern von Budgets ist formalistisch unschön. Wir erwarten von der Regierung hingegen keinen «Kadavergehorsam». Wir erwarten eine eigenständige Regierung, die eigenständig denken kann. Darum können wir der Regierung danken, dass sie in grossen Teilen ein durchdachtes Budget vorgelegt hat. Es gibt Punkte, die aus unserer Sicht nicht zu Ende gedacht sind. Dazu kommen wir noch. Die EVP befürwortet die Fortsetzung einer strengen, aber umsichtigen Finanzpolitik zugunsten eines lebensfähigen, starken Kantons und zum Nutzen aller Bevölkerungsschichten.

Wenn die Regierung den Plan vorgelegt hat, wie der Dampfer Kanton Bern in nächster Zeit bewegt werden soll, so ist es nun an uns Parteien, ein Feedback darauf zu geben und den Weg zu bestätigen oder zu korrigieren. So komme ich zum zweiten Punkt: Wie gehen wir als Parteien mit dem Budget um? Betrachte ich die vorliegenden Anträge, so gibt es zwei Hauptlinien, wie die Parteien damit umgehen: Es gibt eine harte Linie. Geprägt von Sturheit und Prinzipientreue wird eine harte Linie in den Forderungen an den Regierungsrat gefahren. Bildlich gesprochen wird vom Dampfer aufs «Jet-Boot» gewechselt. Das haben wir an dieser Stelle auch schon diskutiert. Nur wenige privilegierte haben darauf Platz. Mit hoher Geschwindigkeit braust man davon, ohne Rücksicht auf Verluste, um kurz darauf an der nächsten grösseren Wellenwand zu zerschmettern.

Es gibt aber auch die weiche Linie, die «Softies». Es geht uns ja nun gut, vergessen wir das Kohleschaufeln, es wird schon nichts geschehen. Frühere Massnahmen, die den Kanton auf Kurs gebracht haben, sollen alle rückgängig gemacht werden. Anstatt den Dampfer zu steuern, wird im etwas antemperierten Meer ein Bad genommen. Man lässt es sich gut gehen und lässt sich treiben. Aber Achtung, wer sich treiben lässt, muss sich nicht wundern wenn der Mainstream nicht ans Ziel führt, und dass er nicht gewappnet ist gegen gelegentliche Raubfische.

Sie ahnen es: Die EVP entschliesst sich weder für die harte «Jet-Boot-Linie» noch für die «Laissez-faire-Linie». Die EVP steht ein für einen umsichtigen Vollzug der ASP-Massnahmen, und das mit Augenmass. Die EVP steht ein für Verzicht und Standardsenkung dort, wo das möglich ist.

Die EVP will keine neuen Schulden. Daher geben wir auch nicht mehr aus, als wir eingenommen haben. Die EVP will eine aktive, vorausschauende Steuerung des Dampfers in angemessener Geschwindigkeit. Dazu benötigen wir genügend Kohle. Damit haben wir aber auch Stabilität und Sicherheit für alle Fahrgäste. Wir sind für Eintreten und äussern uns später konkret zu den einzelnen Punkten.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Für die glp-Fraktion ist unbestritten, dass der Kanton dank einschneidender Sparmassnahmen vor einem Jahr auf dem Weg, aber noch nicht annähernd am Ziel einer stabilen und nachhaltigen Finanzpolitik ist. Wir haben zwar, im Gegensatz zu noch vor einem Jahr, keine Hiobsbotschaften mehr. Wir können quasi eine Verschnaufpause einlegen. Wir müssen hingegen langfristig denken. Da sind die Aussichten noch nicht ganz so rosig. Wir müssen weiter am Ball bleiben. Doch nun der Reihe nach.

Die glp nimmt erfreut zur Kenntnis, dass die Regierung im Moment eine mehr oder weniger konsequente, restriktive Finanzpolitik betreibt – ja betreiben muss. Aus der ASP 2014 resultieren viele Entlastungseffekte, die noch im nächsten Jahr umgesetzt werden. Wir sind also auf gutem Weg, teilweise mit etwas Verzögerung. Es gilt jedoch auch zu erwähnen, dass wir hier, in der «warmen Stube», Sparmassnahmen beschlossen haben, die nicht realisiert werden können. Ich nenne Ihnen als Beispiel eine Person, der man ein Medikament gibt, welches mehr Nebenwirkungen zeitigt, als dass es nützt. Es gibt auch solche Effekte. Je nachdem müssen wir hier Korrekturen vornehmen. Es nützt uns nichts, bei einem Budget «Maquillage» zu machen, wenn dann die Realität eine andere ist. Wir müssen immer wieder, bei allen Sparmassnahmen, die wir beschlossen haben, dafür sorgen, dass sie nicht mehr Leichen produzieren, als wir das ursprünglich vorgesehen hatten. Begangene Fehler müssen also korrigiert werden.

Ich komme zu den Einnahmen. Dank dem positiven konjunkturellen Umfeld liegen höhere Einschätzungen bei den Steuereinnahmen vor. Das treibt unser Budget für das Jahr 2015 gut in die Höhe und garantiert einen positiven Finanzierungssaldo. «Garantiert» ist vielleicht nicht ganz zutreffend. Wir wissen ja auch, dass die Regierung, 14 Tage nachdem sie das saubere und perfekte Budget präsentiert hat, die ASP-Massnahme Prämienverbilligung aus dem Hut gezaubert hat. Das war für uns etwas enttäuschend. Die Regierung schreibt sich zwar immer Budgetwahrheit auf die Fahne. Wir würden es begrüßen, dass sie diese auch lebt. Trotz dieses Fauxpas können wir bei der zusätzlichen Prämienverbilligung ein Auge zudrücken. Wir haben diese Massnahme schon vor einem Jahr bekämpft, und wir werden deren Umsetzung auch jetzt bekämpfen.

In den nächsten Jahren kommen noch ganz andere Herausforderungen auf uns zu. Ich erinnere Sie an den Alters- und Gesundheitsbereich. Hier werden jährlich mehr Kosten anfallen, das einfach deshalb, weil wir alle immer älter werden. Es kommen noch weitere Risiken hinzu. Ich erwähne die Unternehmenssteuerreform III, die volatilen Gewinnausschüttungen und den zukünftigen Investitionsbedarf, der auch nicht unter den Tisch zu wischen ist.

Der AFP ist etwas komplizierter, da der Finanzierungssaldo im Jahr 2017 negativ wird. Dem Kanton droht, sich weiter zu verschulden. Da ist die glp ganz klar dagegen. Das wollen wir nicht unterstützen. Es müssen weitere Anstrengungen erfolgen, damit wir das Szenario eines negativen Finanzierungssaldos abwenden können. Die glp steht nach wie vor für Sachpolitik. Wir möchten, dass alle Sparmassnahmen, die wir in der «warmen Stube» beschliessen, realistisch sind. Sie sollen strukturbereinigend wirken und nicht nur ein Verschieben vom einen zum andern Portemonnaie beinhalten. Die Sparmassnahmen sollen mit Augenmass durchgeführt werden. Sie sollen gerade im Bildungsbereich, bei den Schwächsten und den Wehrlosen keinen Kahlschlag und kein Kleinholz hinterlassen. Es ist uns auch wichtig, den Kanton Bern interkantonal auf Vordermann zu bringen. Wir müssen also weiter mit der ASP vorwärtsgehen, jedoch in realistischer Art und Weise.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Wenn das Budget betrachtet, könnte man eigentlich sagen, die Finanzen seien im Lot. Die ASP-Massnahmen haben bereits gegriffen. In den letzten 15 Jahren hatten wir jeweils positive Abschlüsse, mit Ausnahme des Jahres 2012. Unsere Finanzdirektorin hat die Finanzen sehr gut im Griff. Die ASP-Massnahmen waren zwar schmerzhaft. Es hat sich jedoch gezeigt, dass sie notwendig waren. Wir haben die Hausaufgaben erledigt. Damit können wir zur Tagesordnung übergehen und uns zurücklehnen. Schaut man das Budget allerdings etwas vertieft an, fällt einem doch Einiges auf. Zu den Zahlen ist erst einmal positiv zu erwähnen, dass der Aufwand gegenüber dem Voranschlag 2014 um 1 Prozent zugenommen hat, und der Ertrag um 2 Prozent. Dadurch konnte das Ausgabenwachstum der letzten Jahre abgebremst werden. Der Lohnanstieg beim Personal macht 1.5 Prozent aus, hinzu kommt die Teuerung von 0.3 Prozent. Das obwohl die Teuerung ungefähr bei null liegt. Bei den Steuern ist im Budget eine Steigerung von 140 Mio. Franken eingeplant. Ob wir das erreichen können, ist eine andere Frage. Der Finanzausgleich ist entsprechend dem Vorjahr budgetiert, und Budgetkorrekturen von 136 Mio. Franken sind auch wieder eingebaut.

Zur Beurteilung des Voranschlags 2016 aus der Sicht der BDP. Betrachtet man den Voranschlag genauer, gilt einmal mehr das Sprichwort: «Die Kunst der Politik ist es, das Machbare vom Wünschbaren zu trennen.» Die Realität dieses Voranschlags ist nicht so rosig, wie es die Zahlen vermuten lassen. Unsere Finanzsituation ist sehr labil. Warum? Die wirtschaftliche Entwicklung ist unsicher. Man spricht nun bereits von einer leichten Abschwächung der wirtschaftlichen Entwicklung. Auch die Nationalbankgewinne sind unsicher. Zwar wurde im dritten Quartal ein sehr gutes Ergebnis publiziert. Sie wissen jedoch, wie rasch das ändern kann. Die Ausfälle im Umfang von 100 Mio. Franken aufgrund der Volksabstimmung zur Motorfahrzeugsteuer und von 25 Mio. Franken bei der Handänderungssteuer sind erst einmal zu verkraften. Der nationale Finanzausgleich ist in Diskussion begriffen. Auch dort droht für den Kanton Bern eine Reduktion. Die Entwicklung der Zinsen ist im Moment offen. Bereits bei einer leichten Erhöhung der Zinsen könnte der Voranschlag ganz anders aussehen. Der Teuerungsausgleich beim Personal ist mit 0.3 Prozent eingerechnet.

Die BDP schlägt einen Ausgleich von 0.1 Prozent vor, was der effektiven Teuerung entspricht. Die restlichen 0.2 Prozent sollen für den Nachholbedarf bei den mittleren Löhnen benutzt werden. Die häufig erwähnte, so genannte «Delle» soll damit ausgeglichen werden.

Den Regierungsentscheid zur Prämienverbilligung im Umfang von 10.7 Mio. Franken können wir nicht unterstützen. Nachdem das Budget bereits publiziert war, wurde diese Änderung, respektive Nichtumsetzung, noch vorgenommen. Bereits der frühere deutsche Bundeskanzler Helmut Schmidt sagte: «Die Launen der Regierung darf man nie unterschätzen.»

Ich komme zu den Anträgen der BDP-Fraktion. Wir stimmen dem Voranschlag 2015 grundsätzlich in der vorliegenden Form zu. Die Planungserklärungen werden wir später noch behandeln. Der AFP 2016-2018 zeigt in die richtige Richtung. Die ASP-Massnahmen sind konsequent weiterzuführen. Wir müssen weiterhin eine strikte Ausgabendisziplin auf der ganzen Linie beibehalten. Die Ausgaben müssen sich nach den Einnahmen richten. Das Anstellungsmoratorium ist beizubehalten. Gutes Personal soll gut entschädigt werden. Wir akzeptieren kein Defizit und keinen negativen Finanzierungssaldo. Die Schuldenbremsen müssen eingehalten werden. *(La présidente demande à l'orateur de conclure.)* Wir sind gespannt auf die Antwort auf eine Interpellation, die wir eingereicht haben ... *(La présidente coupe le micro.)*

La présidente. 5 Minuten und 16 Sekunden, und ich habe das Licht blinken lassen – es tut mir Leid, es ist so, Herr Etter. Fünf Minuten, Herr Blank.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Die SVP ist mit Blick auf die vorgelegten Zahlen etwas weniger euphorisch. Zur Vorgeschichte. In den letzten 10, 15 Jahren hatten wir ein massives Ausgabenwachstum. In den letzten 10 Jahren wurden über 5000 neue Stellen geschaffen. Ein Teil davon betrifft die Polizei und Umlagerungen. Bei einem grossen Teil davon handelt es sich jedoch um echte neue Stellen. Das wurde jeweils durch mehr Steuern finanziert. So ging das alles schön und gut. Dann sprudelten die Steuern einmal nicht mehr so schön, und auf der Ausgabenseite gab es tatsächlich echte Mehrkosten. Da ging die Rechnung plötzlich nicht mehr auf. Die Regierung musste reagieren und hat die ASP I lanciert. Im letzten Jahr führten wir eine Marathondebatte und fanden eine Einigung im Sinne einer Paketlösung. Dies umfasste unter anderem auch die ominösen Verbilligungen für Krankenkassenprämien. Im AFP und im Voranschlag hatten wir letztes Jahr die folgenden Zahlen. 2014: 10.355 Mrd., 2015: 10.266 Mrd. – weniger, man staune, 2016: 10.333 Mrd. – nicht viel mehr, 2017 10.404 Mrd. Franken. Das war letztes Jahr. Das war auch dringend notwendig. Man hätte meinen können, der Regierungsrat habe es erkannt: Wir müssen etwas machen. Denn bei den Steuern sind wir nach wie vor sehr schlecht unterwegs. Von den natürlichen Personen sprechen wir schon lange nicht mehr. Auch bei den Firmen wird es immer schlechter. «Der Steuerwettbewerb findet ohne den Kanton Bern statt» – so lautete kürzlich eine Schlagzeile. Infolge der Pensionskasse werden die Schulden wachsen, und diese möchte man auch noch irgendwann einmal abzahlen.

Darum wurde im Januar 2014 eine Motion lanciert. Verschiedene Punkte wurden beschlossen: Die Schulden sollen nicht zunehmen, und es sei ein Paket ASP II vorzulegen. Welche Zahlen legt uns der Regierungsrat heute vor? Der Voranschlag ist zwar positiv, und der Finanzierungssaldo liegt mehr oder weniger bei null. In den späteren Jahren kommen wieder mehr Schulden dazu. Vor allem haben wir wieder ein Ausgabenwachstum, und zwar «vom Strübere». Innert dreier Jahre sind es 400 Mio. Franken. Dieses ist nach dem Prinzip Hoffnung finanziert, nämlich mit Steuermehrerträgen in den nächsten Jahren: 140 Mio., 160 Mio., 170 Mio. und bis ins Jahr 2018 253 Mio. Franken mehr. Trotzdem werden wir im Jahr 2017 mehr Schulden haben. Die ASP-Massnahmen zur Prämienverbilligung, das haben wir gehört, werden nicht umgesetzt, und die überwiesene Motion ASP II wird schlicht ignoriert. Dazu habe ich im Kommentar einen einzigen Satz gefunden.

So geht es nach Meinung der SVP nicht. Der Voranschlag ist nur beschränkt beeinflussbar. Daher konzentrieren wir uns auf den AFP. Einige unter uns werden den Voranschlag ablehnen oder sich enthalten, selbst wenn gewisse Änderungsanträge für uns positiv ausfallen. Es ist unverständlich, dass die Regierung nicht mehr macht. Wie wir gehört haben, gibt es noch andere Unwägbarkeiten: Nationalbankgold, Finanzausgleich, Unternehmenssteuerreform, Finanzierung und Abschreibung Investitionen und Passivzinsen. Es muss etwas geschehen. Wer glaubwürdig von höheren Löhnen in gewissen Bereichen oder von Steuersenkungen sprechen will, kann diesen Zahlen und insbesondere dem AFP nicht zustimmen. Und Schulden haben wir damit auch noch keine abgebaut. Der Regierungsrat hat gezeigt, dass er grundsätzlich alles ignoriert, was hier überwiesen wird. Wir haben als Grosser Rat nur zwei Instrumente. Wir können den AFP zurückweisen, und als Ultima Ratio – und auch mir ist klar, dass das alles andere als einfach wäre – können wir den Voranschlag zurückweisen. Das Aufwandwachstum muss zurückgehen, das sage ich hier seit Jahren, sonst haben wir im Kanton Bern keine finanzielle Zukunft. Weniger, dafür besser entlohntes Personal. Die Personalgemeinkosten müssen zurückgefahren werden, Querschnittsfunktionen oder ein Paket ASP II. «Finanzpolitik der ruhigen Hand», so nennt das die Regierung. Tatsächlich ist das jedoch eine Finanzpolitik nach dem Prinzip Hoffnung. Vor allem ist es eine Finanzpolitik ohne jede Perspektive.

La présidente. Avant que je ne donne la parole à Mme Marti, j'ai encore trois informations à vous donner. Tout d'abord, sur la tribune des visiteurs, nous avons la classe Carrosseriespenglerei de Mme Zehnder de la Gewerblich Industrielle Berufsschule Bern. Chers élèves, je vous souhaite la bienvenue, je vous remercie de vous intéresser à la politique cantonale et j'espère que vous aurez bien du plaisir parmi nous, merci (*applaudissements*). La deuxième information, M. Martin Schlup a son anniversaire, toutes nos félicitations et tout de bon en ce jour. Bravo (*applaudissements*). Et la dernière information: jeudi dernier, nous avons eu la séance du Bureau et nous avons discuté des interventions urgentes, ceux qui veulent savoir si leurs interventions ont été acceptées en tant qu'urgentes ou non peuvent consulter la liste qui sera affichée à l'extérieur, merci. Mme Marti a maintenant la parole pour le PS-PSA. C'est à vous.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir stehen im Jahr 2014. Dieses Jahr wird das grosse, in vielen Bereichen sehr einschneidende Sparpaket ASP umgesetzt. Ein Sparpaket, das wir nicht nur, aber doch zu einem grossen Teil der bürgerlichen Steuersenkungspolitik der vorhergehenden Periode zu verdanken haben. Wir blicken heute auf einen Voranschlag des nächsten Jahres, der einen Einnahmenüberschuss aufweist. Die Vorzeichen haben sich also geändert. Die Prognosen für die Steuereinnahmen fallen dank einer besseren Konjunktur deutlich höher aus. Die höheren Steuereinnahmen werden sich bereits auf den Jahresabschluss 2014 positiv auswirken, wie die Hochrechnung vom August zeigt. Wir halten daher rückblickend klar fest, dass die ASP-Massnahmen zu radikal ausgefallen sind. Vor einem Jahr haben wir uns vehement gegen die massiven Einsparungen bei den Krankenkassenprämienverbilligungen eingesetzt. Nicht nur bei den finanzschwächsten Familien, sondern bis in den Mittelstand können die Krankenkassenprämien eine sehr grosse Belastung darstellen. Das bedeutet Verzicht auf Ferien, Kultur, Sportklub, Musikunterricht usw. Das tut weh, vor allem den Familien mit Kindern. Wir begrüssen es daher sehr, dass der Regierungsrat die richtigen Schlüsse aus dieser Situation gezogen und darauf verzichtet hat, die letzte Tranche der Einsparungen, welche die Schwächsten getroffen hätte, umzusetzen. Wir danken der Regierung für den weisen Entscheid. Die Regierung zeigt, dass sie umsichtig ist, flexibel reagiert, wenn sich die Situation verändert, und dass sie ihre Verantwortung gegenüber der Bevölkerung im Kanton wahrnimmt.

Mit unserer Planungserklärung fordern wir, dass auch im nächsten Jahr und in den darauf folgenden Jahren auf die Einsparungen bei den Krankenkassenprämienverbilligungen verzichtet wird. Diese Mehrbelastung soll nicht durch einen anderen Budgetposten kompensiert werden, wodurch wieder eine Baustelle eröffnet und Leistungsabbau betrieben würde. Zu unseren Planungserklärungen werden wir uns noch separat äussern.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat sich insbesondere mit der Investitionsrechnung auseinander gesetzt und diese durchaus kontrovers diskutiert. Wir unterstützen die vom Regierungsrat vorgeschlagene obere Grenze von 500 Mio. Franken grossmehrheitlich. Wir lehnen die Motion der Finanzkommission, die eine Kürzung vorsieht, ab. Wir wollen keine Neuverschuldung. Wir sagen auch nicht, der Regierungsrat müsse die gesetzte Investitionslimite zwingend ausschöpfen. Wir wollen jedoch auf eine einschränkende Vorgabe verzichten. Denn es besteht klarer Investitionsbedarf, und diesen wollen wir nicht blockieren. Wir vertrauen der Regierung, wenn sie schreibt, dass sie keine Neuverschuldungen einplant. Ich weise einmal mehr darauf hin, dass der AFP die Funktion eines Frühwarnsystems hat. Er zeigt auf, wenn Defizite oder eben Neuverschuldungen drohen, sodass man eben noch rechtzeitig handeln und das abwenden kann. Aufgrund der Frühwarnung will die Regierung die negativen Finanzierungssaldi der Jahre 2017 und 2018 noch korrigieren. In diesem Sinne macht für uns die Rückweisung keinen Sinn. Wir sind bereit, der Regierung grünes Licht für die Investitionsobergrenze von 500 Mio. Franken zu geben. Es stehen wichtige Investitionen an: Bahnhof Bern, Fachhochschulcampus Biel, Gymnasium Biel, Bypass Thun usw.

Einiges ist bereits am Laufen, und es ist auch schwierig, so kurzfristig zu kürzen.

Ich komme zur Gesamtbeurteilung des Voranschlags und der Finanzplanung. Wir attestieren der Regierung, dass sie eine sorgfältige und ausgewogene Budget- und Finanzplanung betreibt. Sie hat die schwierige Aufgabe der Umsetzung der ASP-Massnahmen so umsichtig wie möglich vorgenommen. Sie gewährt dem Personal für 2015 einen Lohnanstieg und hat die Einführung eines Vaterschaftsurlaubs von 10 Tagen beschlossen. Das rechnen wir der Regierung hoch an. Die Regierung muss einen Spagat vollführen. Verglichen mit anderen Kantonen muss sie mit eher bescheidenen Mitteln eine Infrastruktur in einem flächenmässig grossen Kanton mit teils wirtschaftsschwachen Gegenden und komplizierten Strukturen aufrechterhalten. Andererseits muss sie an die Zukunft denken. Das heisst, heute investieren und für morgen gut aufgestellt sein. Ich komme zum Schluss. Ich möchte nochmals klar festhalten, dass wir keine weiteren Kürzungen akzeptieren. Wir stimmen dem Voranschlag und dem AFP zu, wenn keine Änderungsanträge ... (*La présidente coupe le micro.*)

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Es wurde eigentlich schon alles gesagt. Ich möchte der Regierung herzlich danken für den positiven Voranschlag. Das ist etwas, das wir in den nächsten Jahren immer brauchen. Es gibt Kreise, die bereits wieder mehr ausgeben und die ASP-Massnahmen rückgängig machen möchten. Auf Seite 92 der Unterlage zum Voranschlag und zum AFP sehen wir, dass die Schulden bis 2018 auf beinahe 10 Mrd. Franken ansteigen. Nach dem Höchststand der Schulden im Jahr 2002 von über 10 Mrd. Franken hat die Nationalbank überschüssiges Gold verkauft, und wir konnten damit die Schulden sanieren. In der nächsten Zeit können wir nicht mit der Nationalbank rechnen. Als Unternehmer möchte ich Ihnen allen, liebe Kolleginnen und Kollegen, ans Herz legen, sich beim Verfassen einer Motion jeweils gut zu überlegen, ob damit etwas eingespart werden kann, oder ob sich daraus mehr Aufwand für die Verwaltung und den Bürger, mehr Kontrolle und mehr Kosten ergeben. Wollen wir Kosten einsparen, so müssen wir wohl bei der Verwaltung sparen. Wir brauchen eine schlankere Verwaltung. Wir müssen dafür sorgen, dass wir die Leute nicht in der Verwaltung haben, sondern in der Wirtschaft. Denn schlussendlich leben wir von der Wirtschaft. Im Moment läuft die Wirtschaft gut. Darum: «Spare in der Zeit, so hast du in der Not.» Die EDU sagt ja zum Voranschlag, jedoch mit allen ASP-Massnahmen.

La présidente. Avant que M. Haas ne s'exprime, j'aimerais ouvrir la liste pour les intervenants à titre personnel. Si quelqu'un veut s'annoncer, qu'il s'annonce maintenant. M. Haas pour le PLR, c'est à vous.

Adrian Haas, Berne (PLR). Das Positive vorweg: Dank ASP und höherer Steuererträge hat sich die finanzielle Situation des Kantons Bern stabilisiert. Das ist grundsätzlich erfreulich. Aber: Der Ertragsüberschuss im Budget wird verwendet, um die Selbstfinanzierung der Investitionen sicherzustellen und das Defizit aus dem Jahr 2012 zu kompensieren. Das Budget 2015 schrammt knapp entlang der

Schuldenbremse der Investitionsrechnung. Wir sind froh, haben wir solche Disziplinierungsinstrumente in der Verfassung. Sonst würde man wohl wieder Schulden machen. Zum Jubeln besteht trotz Überschuss in der Laufenden Rechnung kein Anlass. Wir haben immer noch Hochkonjunktur. Die Steuerbelastung bewegt sich im Vergleich mit andern Kantonen auf Rekordhöhe. Der Finanzausgleich spült uns jährlich mehr als eine Milliarde in die Kasse. Ab dem Jahr 2017 zeigt der Aufgaben-/Finanzplan zudem eine Neuverschuldung. Besonders störend ist schliesslich, dass der Regierungsrat mit seinen Kapriolen zur Krankenkassenprämienverbilligung die Kantonsverfassung klar verletzt. Artikel 105 verlangt nämlich für jede Ausgabe eine Rechtsgrundlage, einen Voranschlagskredit und einen Ausgabenbeschluss des zuständigen Organs. Diese drei Grundvoraussetzungen müssen erfüllt sein, damit eine Ausgabe rechtmässig vorgenommen werden kann. Für die Mehrausgabe der entsprechenden 10.7 Mio. Franken fehlt der Voranschlagskredit. Zudem entspricht das «Hüsch und hott» nicht der Finanzpolitik der ruhigen Hand, wie sie die Finanzdirektorin offenbar anstrebt.

Dem Regierungsrat möchte ich eines ans Herz legen: Es genügt nicht, und entspricht auch nicht einer vorausschauenden Finanzpolitik, wenn man sich quasi entlang des Abgrunds fortbewegt. Die Schuldenbremse ist eine rote Linie, die nicht überschritten werden darf. Sie ist aber keine Leitlinie für eine zukunftsgerichtete Haushaltsführung. Man darf, ja, man soll künftige Herausforderungen antizipieren. Dazu gehört beispielsweise eine bessere Positionierung des Kantons Bern als Wohnkanton. Sprich: Die Steuerbelastung von natürlichen Personen muss erträglich sein. Die notwendige Unternehmenssteuerreform ist ebenfalls eine Herausforderung. Das gilt auch für die kommende Revision des nationalen Finanzausgleichs. All das müsste man jetzt antizipieren. Wir malen also nicht schwarz, und wir fahren auch kein «Jet-Boot». Aber wir möchten den Kanton Bern für die künftigen Herausforderungen fit machen. Und dazu braucht es mehr.

La présidente. Je n'ai pas d'intervenant à titre personnel, donc je donne la parole à Mme la directrice des finances.

Beatrice Simon, directrice des finances. Vor einem Jahr haben wir in diesem Saal während 30 Stunden diskutiert, beraten, abgelehnt oder zugestimmt. Rückblickend kann festgehalten werden, dass das Budget 2014, sowie die Angebots- und Strukturüberprüfung von 2014 in unserem Kanton sehr hohe Wellen geworfen haben. Jetzt, ein Jahr später, sieht das Sessionsprogramm vor, die Haushaltsdebatte spätestens morgen Vormittag zu beenden. Die Zuschauerränge sind nicht so gut besetzt, wie das letztes Jahr der Fall war. Es freut mich zwar, wenn wir Besuch haben. Aber letztes Jahr, Sie erinnern sich, waren die Ränge «graglet» voll. Auch auf dem Rathausplatz war teilweise praktisch kein Durchkommen, da es Demonstrationen gab. Alles in allem kann man sagen, dass sich im Kanton Bern in Sachen Finanzpolitik ein Courant normal eingespielt hat. Ich stelle aber auch fest, dass es anscheinend zum Courant normal gehört, dass gewisse Parteien während der Haushaltsdebatte in der Novembersession ein «Regierungsratsbashing» betreiben. Ich musste mir anhören, der Regie-

rungsrat erledige seine finanzpolitischen Hausaufgaben nicht und missachte den Willen des Parlaments. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, wenn man das Haar in der Suppe finden will, so kann man es finden. Schaut man ganz gut hin, so ist es tatsächlich so, dass man irgendwann einmal bei den prognostizierten Minusbeträgen im Finanzplan landet. Aber es wäre vielleicht auch der Moment, anzuerkennen, dass sowohl die Regierung, aber auch Sie als Parlament, die Hausaufgaben in der Finanzpolitik nicht so schlecht erfüllt haben. Ich erinnere Sie daran: Im Frühjahr 2013 mussten wir ein Defizit und eine Neuverschuldung in der Höhe von rund 200 Mio. Franken zur Kenntnis nehmen. Gleichzeitig sah der Finanzplan für die folgenden Jahre Defizite und eine Schuldenzunahme in dreistelliger Millionenhöhe vor. Seien wir doch einmal ehrlich! Wer von Ihnen hier im Saal hätte gedacht, dass man sich eineinhalb Jahre später betreffend der Kompensation des Defizits 2012 absolut keine Sorgen mehr machen muss?

Rückblickend darf man auch einmal festhalten, dass man auf die roten Zahlen im Jahr 2012 mit der ASP, entgegen allen Clichés unbernisch rasch reagiert hat. Genau die ASP 2014 hat entscheidend zur Stabilisierung der Berner Finanzen beigetragen. Ich zeige Ihnen nun ein Plakat, auf welchem Sie für einmal nicht schwarz auf weiss, sondern rot auf grün sehen, wie sich die Situation der Kantone schweizweit entwickelt hat. (*La conseillère d'Etat montre un graphique paru dans la NZZ du 7 novembre 2014 sur les budgets 2015 des cantons.*) Auf diesem Bild ist der Kanton Bern dunkelgrün eingefärbt. Unter allen Kantonen rechnet Bern im Budget 2015 mit dem höchsten Überschuss. Und das ohne das Nationalbankgeld. Und ich kann Ihnen sagen: Viele Finanzdirektorinnen und -direktoren in der Schweiz haben sich ein wenig die Augen gerieben und mich verwundert gefragt, wie wir das geschafft hätten. Man habe doch überall gehört und gelesen, wie es um den Kanton Bern stehe. Jene Finanzdirektorinnen und -direktoren haben sich auch nach der Methodik erkundigt. Die Methodik des Benchmark-Vergleichs war schweizweit einzigartig, wird jedoch mittlerweile kopiert. Darauf dürfte man auch einmal ein wenig stolz sein. Denn dieses Bild war vor einem Jahr nicht selbstverständlich.

Ich weiss, wir haben im Kanton Bern nach wie vor eine hohe Steuerbelastung. Ich weiss auch, Herr Grossrat Blank, dass unsere Schulden aufgrund der Pensionskasse zunehmen. Es ist mir durchaus bewusst, dass es dem Kanton Bern infolge der konjunkturell guten Situation besser geht. Mir sind auch die finanzpolitischen Herausforderungen der nächsten Jahre sehr wohl bewusst. Ich bin ganz bestimmt die Allerletzte, die sich nun aufgrund dieses Bilds in den Liegestuhl legen und den Eindruck haben wird, die Finanzen des Kantons Bern seien ja nun im Lot, und es brauche keine Anstrengungen mehr. Aber ich lasse mir hier und heute nicht vorwerfen, der Regierungsrat habe seine Hausaufgaben nicht gelöst, nur weil in den letzten zwei Finanzplanjahren von Defiziten im Umfang von 29 und 54 Mio. Franken die Rede ist. Das notabene bei einem Finanzhaushalt von 10 Mrd. Franken. Nicht nur der Regierungsrat steht in der Pflicht, sondern auch das Parlament. Ich hoffe doch sehr, dass die verbesserten finanziellen Perspektiven und die verlockende Aussicht auf die Ausschüttung des Nationalbankgelds nicht dazu führen, dass die Ausgabenschleu-

sen plötzlich geöffnet werden. Ich kann Ihnen garantieren: Ich werde mich dagegen stellen.

Ich habe es schon erwähnt: Dass wir heute über einen ausgeglichenen Voranschlag für das kommende Jahr verfügen, ist kein Zufall. Die ASP-Massnahmen haben ganz entscheidend dazu beigetragen. Ich sage dies ganz ausdrücklich auch im Wissen darum, dass die Massnahmen der ASP für tausende von Personen im Kanton Bern, für dutzende Institutionen, für das betroffene Kantonspersonal und die Lehrkräfte teilweise sehr einschneidend waren. Wie wir nun aufgrund des Resultats sehen, war das jedoch notwendig. Selbstverständlich haben nicht nur die Massnahmen der ASP, sondern ganz entscheidend auch die erfreuliche Zunahme der Steuererträge zur positiven finanzpolitischen Entwicklung beigetragen. Als Finanzdirektorin weiss ich aber, dass die besseren finanziellen Perspektiven auch rasch wieder in die andere Richtung gehen können. Es ist daher sehr wichtig, auch die finanzpolitischen Risiken gut im Auge zu behalten. Ich denke an die Ausgleichszahlungen des eidgenössischen Finanzausgleichs, die Unternehmenssteuerreform III und an die Aufwandentwicklung im Alters-, Sozial-, Gesundheits- und Behindertenbereich. In Bezug auf die bisher doch sehr erfreuliche konjunkturelle Entwicklung wird sich eine gewisse Verschlechterung ergeben. Da zeichnet sich etwas Neues, für uns eher Negatives ab.

Der Regierungsrat wird seine Anstrengungen betreffend der nachhaltigen Sanierung des Kantonshaushalts auch in Zukunft unverändert fortsetzen. Er hat das in der Vergangenheit immer wieder betont. Es ist unser erklärtes Ziel, in der Legislaturperiode 2015–2018 in sämtlichen Jahren in der Laufenden Rechnung Überschüsse zu erzielen und eine Neuverschuldung zu vermeiden. Und das ist eine klare Ansage des Regierungsrats. Daran können wir dann auch gemessen werden. Ich sage das sehr deutlich und bewusst, auch im Hinblick auf die Anträge und Vorstösse, die wir allesamt noch diskutieren werden. Der Regierungsrat hat in den vergangenen Jahren in der Finanzpolitik «Leig'haute». Gestützt darauf bitte ich Sie, sowohl den Voranschlag 2015 als auch den Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 gemäss dem Antrag des Regierungsrats zu genehmigen.

Bloc B, budget 2015

Groupe de produits Nature

Proposition CFin

Groupe de produits Nature – augmentation de la marge contributive

Proposition Les Verts (Rüfenacht)

Groupe de produits Nature – augmentation de la marge contributive de 750 000 francs

Proposition PLR, Haas

Rejet de la proposition de la CFin concernant l'augmentation de la marge contributive du groupe de produits Nature.

La présidente. Nous sommes donc arrivés à la fin du débat de principe. Nous passons donc à la page deux, budget 2015, thème nature. Nous avons là trois propositions: celle de la commission des finances, celle des verts, Mme Rüfenacht, et celle du PLR, M. Haas. Ensuite, les porte-paroles des groupes auront la parole.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Hier kommt ein Antrag, der vielleicht nicht ganz zur Finanzkommission passt. Mit dem neuen Gesetz erhält die Finanzkommission einen strategischen Auftrag. Wir sollten es eher unterlassen, allzu sehr in die Tiefe zu steuern. Ich weiss, es ist legitim, in einer Kommission Anträge zu stellen. Und wenn diese in der Kommission Mehrheiten finden, so sind sie Inhalt des Berichts. Sie haben wahrscheinlich festgestellt, dass ich als Präsident der Finanzkommission in dieser Sache der Minderheitensprecher bin. Mit einer knappen Mehrheit hat die Finanzkommission diesen Antrag in der Produktegruppe Natur auf Erhöhung um 750 000 Franken gutgeheissen. Wir haben von einigen Fraktionssprechern gehört, dass wir wohl ausgleichen konnten, aber noch nicht stabil sind. Und Sie sehen: Mit dem ersten positiven Effekt, den die ASP gebracht hat, werden bereits die ersten Begrenzungen wach. Es werden Anträge gestellt, um die Saldi der Produktegruppen zu erhöhen. Die Finanzkommission beantragt mit einer knappen Mehrheit, dem zuzustimmen.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). (*La présidente agite sa cloche.*) Am 14. November meldet die NZZ: «Es hapert beim Vollzug der Umweltgesetze. Hauptgründe für die Vollzugsdefizite sind oft ein Mangel an politischer Akzeptanz für gewisse Umweltprobleme, wie etwa dem Landschaftsschutz, und dadurch zu wenige Ressourcen, Finanzen sowie Personal.» Das schreibt die nicht unbedingt als grün bekannte NZZ in der vorletzten Woche. «Vollzugsnotstand beim Naturschutz» titelte der Bund am 21. August. Im Lead stand: «Der Kanton Bern wird die gesetzlichen Vorgaben des Bundes in den Bereichen Biotopschutz und Artenschutz bis 2017 nicht umsetzen. Die Liste der zurückgestellten Aufgaben ist aber noch länger. Der Bund hat die Kantone aufgefordert, den Vollzug zu stärken.» Das Vollzugsdefizit ist unbestritten. Mit der Erhöhung des Budgets der Abteilung Naturförderung (ANF) können wir dem heute entgegenwirken.

In der Antwort auf die Interpellation 089-2013 zeigt der Regierungsrat auf, was die Folgen sind, wenn die Abteilung Naturförderung für die Erfüllung ihrer Aufgaben nicht genügend Mittel zur Verfügung hat. Ich zitiere daraus: «Keine Trendwende bei der Erosion der Naturwerte: Der Verlust an Naturwerten auf allen Biodiversitätsebenen kann nicht gestoppt werden. ... Bundesbeiträge können nicht optimal ausgeschöpft werden: Naturschutz und ökologischer Ausgleich sind Verbundaufgaben von Bund und Kanton und deshalb teilweise kofinanziert. Das Bereitstellen des Kantonsanteils ist bereits heute eine Herausforderung. Es ist nicht auszuschliessen, dass aufgrund fehlender Kantonsmittel die möglichen Bundesbeiträge künftig nicht ausgeschöpft werden können.» Damit die Landwirte sämtliche ihnen zustehenden Beiträge abholen können, müssen sie für die Pflege der Naturschutzflächen mit dem Kanton Verträge

abschliessen. Das Abschliessen neuer Verträge ist ein grosser zusätzlicher Aufwand für die Abteilung Naturförderung, der ohne zusätzliche Mittel kaum zu bewältigen ist. Die Folge für die Landwirte ist die, dass nicht alle Bundesbeiträge abgeholt werden können.

Der Naturschutz ist keine freiwillige, schöne Aufgabe für das gute Gewissen. Der Naturschutz ist ein gesetzlicher Auftrag. Letzten Mittwoch, anlässlich des «KSE-Mittags» hat Erich Wälti, Vertreter der Vigier Beton Seeland AG mehrmals unterstrichen, dass die Zusammenarbeit mit der Abteilung Naturförderung vorbildlich sei. Um dem Vollzugsdefizit im Naturschutz entgegenzuwirken, bitte ich Sie, den Antrag der Finanzkommission zu unterstützen. Ich ziehe unseren Antrag zugunsten des Antrags der Finanzkommission zurück.

La présidente. Vous avez ainsi entendu que la proposition des Verts a été retirée par Mme Rüfenacht – de toute manière, c'était la même que celle de la Commission des finances. M. Haas pour le PLR, c'est à vous.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich muss meinen Antrag nicht zurückziehen, weil wir über den FiKo-Antrag abstimmen. Die Begründung von Jürg Iseli war überzeugend. Ergänzend möchte ich erwähnen, dass es sich um den einzigen Erhöhungsantrag handelt. Ich sehe nicht ein, warum man die Regierung in diesem Bereich noch toppen muss. Die Regierung hat keine Budgeterhöhung verlangt. Die zuständigen Gremien sind offenbar der Meinung, das sei nicht notwendig. Daher können wir diesen Antrag auf Erhöhung ruhig ablehnen.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir unterstützen diesen Antrag in der Produktegruppe Natur. Wir schliessen uns der Begründung der Grünen an. Auch wir sind der Meinung, es seien mehr Ressourcen notwendig, um die Naturschutzgebiete zu unterhalten, zu pflegen und aufzuwerten. Wir möchten die Aufstockung ermöglichen und werden dem Antrag zustimmen

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Die SVP lehnt den Antrag der Finanzkommission zur Erhöhung des Deckungsbeitrags in der Produktegruppe Natur ganz klar ab. Wir haben heute schon gehört, dass wir mit den Kantonsfinanzen zwar auf dem Weg sind, aber noch lange nicht am Ziel. Das Machbare vom Wünschbaren trennen – ich glaube, zurzeit müssen wir ganz klar nach dieser Devise leben. Daher steht dieser Antrag der Finanzkommission schon etwas quer in der Landschaft. Die Finanzkommission als strategisches Finanzorgan pickt einen Deckungsbeitrag einer einzelnen Produktegruppe heraus und will diesen erhöhen. Ich bitte alle bürgerlichen Kräfte in diesem Rat, den Antrag der Finanzkommission – der Antrag der Grünen wurde ja zurückgezogen – ganz klar abzulehnen und den Antrag der FDP ganz klar zu unterstützen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die Erhöhung des Deckungsbeitrags in der Produktegruppe Natur wäre eigentlich gerechtfertigt. Die Anforderungen an Natur und Naturschutz haben zugenommen, und die Aufgaben sind zum Teil vom Bund vorgegeben. Mehraufwand in diesem Bereich kann zweifellos begründet werden. Allerdings ist das Vorgehen

nicht ganz stilgerecht. Es ist sicher nicht die Aufgabe einer Kommission, in eine Produktgruppe einzugreifen und Budgetbeiträge zu erhöhen, ohne dass dies verlangt wurde. Von der Sache her wäre es begründet, vom Vorgehen her ist es fragwürdig. Ich erinnere daran, dass wir vor etwa einem Jahr eine Kürzung im Produkt Naturförderung abgelehnt haben. Die Mehrheit der BDP-Fraktion lehnt den Antrag der Finanzkommission ab und stimmt dem Antrag FDP, Haas, zu.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP wird dem FiKo-Antrag zustimmen. Uns interessiert herzlich wenig, wie der Antrag gestellt wurde, und wo der Antrag gestellt wurde. Wichtig ist doch einfach, dass er hier in den Rat kommt. Hätte ihn die Finanzkommission nicht gestellt, hätten wir ihn hier im Rat bringen müssen. Die Finanzkommission ist nicht nur dazu da, Sparanträge zu stellen, damit man später die Steuern senken kann. Im Rahmen der ASP hat man herausgefunden, dass der Kanton Bern weniger als andere Kantone in den Naturschutz investiert. Das wäre also sozusagen eine umgekehrte ASP-Massnahme. An vielen anderen Orten hat man gesehen, dass wir zu viel ausgeben. Und die Finanzkommission hat letztes Jahr dementsprechend auch viele Anträge gestellt. In vielen Bereichen mussten wir sparen. Im vorliegenden Fall haben wir Nachholbedarf beim Ausgeben. Letztes Jahr wurde bekanntlich eine Standesinitiative eingereicht, wonach der Bund mehr Geld an diejenigen Aufgaben beitragen soll, die wir gemäss seiner Gesetzgebung erfüllen müssen. Wir können doch nicht einfach zuwarten, bis dieses Geld kommt, sondern müssen vorher handeln. Wir alle, Land- und Stadtbewohner, Bauern und Büromenschen, alte und junge Leute, profitieren von der intakten Natur. Und das nicht nur in der Freizeit, sondern auch im Alltag. Eine Investition lohnt sich hier auch mit Blick auf kommende Generationen. Wir werden dem Antrag zustimmen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp ist grundsätzlich der Meinung, eine Erhöhung des Deckungsbeitrags sei gerechtfertigt. Ein Teil unserer Fraktion hat effektiv auch ein Problem damit, dass man der Regierung quasi noch Geld zuschauelt. Der andere Teil der Fraktion stellt die Natur und das, was mit dem Geld gemacht wird, in den Vordergrund. Die Mehrheit setzt das grüne Anliegen in den Vordergrund. Wir wollen, dass die Biodiversitätsstrategie des Bundes im Kanton umgesetzt wird. Wir wollen, dass die Landschaftsqualitätsbeiträge im Agrarbereich ausgerichtet werden. Es ist eine Verbundaufgabe von Bund und Kanton. Wenn der Kanton nichts bezahlt, weiss der Bund gar nichts von uns, und die entsprechenden Bundesbeiträge fallen dann ins Wasser. Für die Mehrheit unserer Fraktion wird hier definitiv am falschen Ort gespart. Wir müssen aufpassen, dass wir nicht nachhaltig mehr Schaden anrichten, wenn kurzfristig gespart wird. Für die Mehrheit der Fraktion ist der Antrag der FDP realitätsfremd. Ihnen würde etwas mehr Grün übrigens auch noch gut tun. Die Mehrheit kann diesen Antrag nicht unterstützen.

La présidente. Pour l'UDF, M. Grädel. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupes? – Si c'est le cas, annoncez-vous. Y-a-t-il quelqu'un qui aimerait s'exprimer en tant

qu'intervenant à titre personnel? – Annoncez-vous aussi s'il vous plaît, merci. M. Grädel, vous avez la parole.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Die EDU will den Beitrag für den Naturschutz nicht erhöhen. Wenn der Bund Vorschriften macht, soll er auch selbst bezahlen. Ich bin seit 1992 Biobauer, und diesen Sommer kamen sie ein paar Mal, um Heuschrecken zu zählen. Diese könnten bei uns auch leben, wenn man sie nicht zählen würde. Zudem würden sie auch noch ungestört schlafen (*hilarité*).

La présidente. M. Graber à titre d'intervenant personnel. Y-a-t-il encore quelqu'un qui aimerait s'exprimer en tant qu'intervenant à titre personnel? – Ce n'est pas le cas. Donc je clos la liste. À vous.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich darf eine Interessenbindung bekannt geben: Ich bin praktizierender Bergbauer. Mir ist einerlei, wo der Antrag gestellt wurde und wie er zustande kam. Ich möchte Ihnen eines klar erläutern: Das wäre schon recht, noch etwas mehr Natur im Kanton Bern. Langsam haben wir genug von solchen Programmen. Das Geld kommt wohl vom Bund. Woher nimmt man es beim Bund, gerade was die Versorgungssicherheitsbeiträge betrifft? Das wird relativ schwierig. Beim Bund hat man im Zusammenhang mit der Agrarpolitik 2014–2017 für die kommende Budgetdebatte eine Kürzung von 128 Mio. Franken beantragt. Kommt das durch, wird es auch beim Bund weniger Geld geben. Das Geld, das wir Bauern zusätzlich erhalten – da hätte ich nichts dagegen, wenn es zu den Bauern käme. Das sind alles so grüne Anliegen, und das geht nur in die Planungsbüros. Für mich sieht die ganze Geschichte bald so aus wie ein Arbeitsprogramm für studierte Leute im grünen, biologischen Bereich. Ich bitte Sie, diesen Antrag nicht zu unterstützen. Wir lehnen ihn ab und stimmen der FDP zu.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wir konnten in der Regierung nicht jeden Antrag und jede Planungserklärung diskutieren. Dieser Antrag lag jedoch vor, und daher gebe ich Ihnen die offizielle Meinung der Regierung bekannt. Der Regierungsrat hat beschlossen, sich dem Antrag der Finanzkommission nicht zu widersetzen. Er lehnt jedoch den Antrag von Grossrat Haas ab.

La présidente. Je répète: donc la proposition des Verts a été retirée. Nous allons voter sur ces deux propositions. La proposition de la Commission des finances qui demande une augmentation de la marge contributive pour le groupe de produits Nature, et la proposition du PLR qui rejette cette proposition. Ceux qui acceptent la proposition de la Commission des finances votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition CFin / proposition PLR)

Décision du Grand Conseil :
Rejet de la proposition CFin
Oui 65

Non 84
Abstentions 2

La présidente. Vous avez donc refusé la proposition de la Commission des finances.

JCE groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales

Proposition PS (Marti, Berne)

JCE groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales
Augmenter le budget de 10,7 millions de francs.

Proposition PLR (Haas, Berne) / SVP (Brand, Münchenbuchsee) / PBD (Etter, Treiten) / UDF (Schwarz, Adelboden)
Réduction, d'un montant total de 5,35 millions de francs, des soldes des Directions et de la Chancellerie d'Etat ainsi que des soldes des autorités judiciaires et du Ministère public (JUS) selon la clé de répartition de la CORES.

Déclaration de planification de la CFin

Mise en œuvre complète de la mesure EOS 10.1a Coupes supplémentaires dans le domaine de la réduction des primes, comme l'a adoptée le Grand Conseil.

Déclaration de planification pvl (Schöni-Affolter, Bremgarten)

Renoncer complètement à la mesure EOS 10.1a Coupes supplémentaires dans le domaine de la réduction des primes du panier A. Latitude est laissée au Conseil-exécutif de déterminer où il veut économiser les 10,7 millions de francs pour éviter que, contre toute attente (malgré p. ex. des recettes supplémentaires non inscrites au budget), le solde de financement ne redevienne négatif.

Déclaration de planification Les Verts (Imboden, Berne)

Renoncer dans un premier temps aux troisièmes coupes de 10,7 millions de francs dans le domaine de la réduction des primes de l'assurance-maladie. Attendre les résultats de l'analyse des effets des coupes déjà opérées (concernant notamment le report des dépenses sur d'autres secteurs, l'aide sociale en particulier). Le Conseil-exécutif procédera à un nouvel examen de la situation au vu des résultats de l'analyse et informera les commissions compétentes.

Déclaration de planification PBD (Etter, Treiten)

Mise en œuvre complète de la mesure EOS EOS 10.1a Coupes supplémentaires dans le domaine de la réduction des primes à partir du 1er juillet 2015. Le solde de 5,35 millions de francs sera réparti entre les Directions et la Chancellerie d'Etat, le Contrôle des finances, le Bureau pour la surveillance de la protection des données ainsi que les autorités judiciaires selon la clé de répartition de la CORES.

Déclaration de planification pvl (Schöni-Affolter, Bremgarten)

(au cas où la mesure 10.1 serait partiellement mise en œuvre)

Latitude est laissée au Conseil-exécutif de déterminer où il veut économiser les 5,35 millions de francs résultant de la mise en œuvre partielle et différée de la mesure 10.1a Coupes supplémentaires dans le domaine de la réduction des primes.

La présidente. Nous allons passer au prochain bloc, le thème Assurances. Nous commençons d'abord, comme sur **votre** liste, par les propositions PS, PLR, UDC, etc. Je vous prie de vous annoncer. Mme Marti pour le PS, c'est à vous.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir bitten den Rat, unsern Antrag zu unterstützen und den Betrag von 10.7 Mio. Franken im Budget einzustellen. Wir möchten, dass die dritte Tranche der Einsparung bei der Krankenkassenprämienverbilligung im Umfang von 10.7 Mio. Franken entgegen den ursprünglichen ASP-Massnahmen nicht umgesetzt wird. Die Verbilligung kommt den schwächsten Personen und den Familien zugute. Viele von ihnen müssten neu Sozialhilfe beantragen, wenn die Verbilligung wegfällt. Zahlen dazu werden zurzeit noch durch die Gesundheits- und Fürsorgedirektion erhoben. Wir gehen davon aus, dass es viele trifft. Es trifft Alleinerziehende, Working Poor, aber auch den Mittelstand. Dieses Geld fehlt im Familienbudget. Weil sich der Finanzhaushalt deutlich entspannt hat und wir im Budget einen positiven Saldo haben, ist der Verzicht auf die Einsparung gut machbar, und zwar ohne Kompensation. Wir warnen vor einer Kompensation über den Resko-Schlüssel. Aufgrund der vielen gebundenen Ausgaben in der Gesundheits- und Fürsorgedirektion, Stichwort DRG, würde das vor allem die Erziehungsdirektion, also den Schulbereich treffen. Dies würde wieder zu neuen Baustellen und Leistungsabbau führen. Wir stimmen unserem Antrag zu und auch der Planungserklärung der Grünen. Die weiteren Anträge lehnen wir ab.

La présidente. J'ai besoin des personnes qui ont déposé les propositions. Mme Marti vient de parler, maintenant, qui parle pour la proposition PLR-UDC-PBD et UDF? – C'est M. Haas. Après, nous avons M. Iseli pour la Commission des finances. Puis Mme Schöni, Les Verts, M. Etter pour le PBD et de nouveau Mme Schöni. Alors, M. Haas, c'est à vous.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich begründe den Antrag von verschiedenen Antragstellern. Wir verlangen, dass der Betrag von 5.35 Mio. Franken im Rahmen des Resko-Schlüssels bei den einzelnen Direktionen eingespart wird. Ausgenommen sind die Finanzkontrolle und die kantonale Datenschutzstelle. Diese Stellen umfassen nur sehr wenige Prozent, und darum macht es dort wenig aus. Wir wollen nicht, dass man quasi in der hintersten Kommastrichstelle noch Stellen kürzt. Die 5.35 Mio. Franken kommen daher, dass die Regierung gesagt hat, sie wolle die Einsparung bei der Krankenkassenprämienverbilligung, die budgetiert ist, nicht umsetzen. Dadurch werden Mehrausgaben von zurzeit voraussichtlich 10.7 Mio. Franken entstehen. Wie ich bereits erwähnt habe, ist das verfassungswidrig, weil kein Vorratsschlagskredit vorhanden ist. Aber es ist nun halt so, mit der Folge, dass man diesen Betrag im Rahmen eines Nachkredits bringen muss. Es besteht noch die Möglichkeit, dass man die Hälfte umsetzt. Aus unserer Sicht ist es realistisch,

dass man die Hälfte noch umsetzt. Daraus resultieren Mehrausgaben gegenüber dem Budget von 5.35 Mio. Franken. Wir wollen, weil man ja einen Nachtragskredit bringt, mit Sicherheit 5.35 Mio. Franken, sodass man dort eine Art Rückstellung macht, beziehungsweise eine vorgängige Kompensation im Budget. Dann können Sie den Nachkredit bringen, aber wir haben die 5.35 Mio. Franken schon eingespart, die wir mit dem Nachkredit anschliessend mehr ausgeben. Wir können es nicht in der Produktegruppe Krankenkassenverbilligung machen. Mit dem Resko-Schlüssel können wir das jedoch machen – das ist eine gängige Grösse. Ich bitte Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Vielleicht besteht in diesem Prozess noch ein gewisser Erklärungsbedarf. Die Anträge, die hier vorliegen, verändern den Produktgruppensaldo oder den gesamtstaatlichen Saldo. Die Veränderung des gesamtstaatlichen Saldos um 5.35 Mio. Franken würde nach Resko-Schlüssel auf die einzelnen Produktgruppen, beziehungsweise auf die einzelnen Direktionssaldi heruntergebrochen. Planungserklärungen sind reine Willensäusserungen des Parlaments gegenüber der Regierung, wie diese vorgehen soll. Dem Bericht der Finanzkommission, Seiten 5 und 6, können Sie entnehmen, welche Instrumente zum Voranschlag und zum Aufgaben-/Finanzplan bestehen. Wenn Sie das genau durchlesen, sehen Sie, dass es nicht in beiden Fällen dasselbe ist. Zum Voranschlag sind neben Planungserklärungen und Finanzmotionen auch Anträge gestattet. Letztere sind beim Aufgaben-/Finanzplan nicht möglich. Ich habe aber nicht den Auftrag, das zu erklären, sondern die Planungserklärung der Finanzkommission zu begründen. Eingangs habe ich gesagt, wir seien enttäuscht, dass die Regierung die ASP-Massnahme im Umfang von 10.7 Mio. Franken nicht umsetzt. Im Voranschlag sind diese Einsparungen enthalten. Für die Finanzkommission ist daher das einzige Instrument eine Planungserklärung, wie sie hier vorliegt, die besagt, die Regierung habe diese Massnahme umzusetzen. Die Planungserklärung wurde in der Finanzkommission mit einer knappen Mehrheit angenommen. Ich bitte Sie, das der Regierung mitzugeben, nämlich dass der Grosse Rat nicht gewillt ist hinzunehmen, dass überwiesene Punkte von der Regierung herausgebrochen werden.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Wir haben Probleme mit dieser Sparmassnahme und sind dafür, dass sie nicht umgesetzt wird. Frau Marti hat es schon gesagt. Die zweite Tranche, die aus dem Gifttopf 2 stammt, trifft eindeutig Familien, Alleinerziehende, Working Poor – wir kommen an eine Grenze, die wir nicht überschreiten möchten. Das Problem ist, dass die Regierung erst nachträglich mit den 10.7 Mio. Franken kommt. Darauf möchte ich nicht näher eingehen. Uns ist wichtig, dass wir den Kanton nicht wieder neu verschulden. Der Finanzierungssaldo ist knapp positiv. Wenn wir 10.7 Mio. Franken mehr ausgeben, wird dieser negativ. Das möchten wir mit unserer Planungserklärung angehen. Gesetzt den Fall, der Antrag Marti werde angenommen; in diesem Fall möchten wir die Regierung dazu auffordern, selbst Sparmassnahmen vorzunehmen, sodass der Finanzierungssaldo nicht negativ wird. So viel zur ersten Planungserklärung.

Jetzt zur zweiten Planungserklärung. Diese betrifft den Fall, dass der Antrag Haas angenommen wird. Wir haben einfach beide Eventualitäten abgedeckt. Uns gefällt zum einen nicht, dass die Prämienverbilligung gekürzt wird. Zum andern ist es der Umstand, dass der Resko-Schlüssel dazu dienen soll, die 5.35 Mio. Franken zu kompensieren. Aus unserer Sicht ist Resko nicht mehr so aktuell. Die Regierung benützt diesen selbst auch nicht mehr. Ich möchte betonen, dass es vor allem die Erziehungsdirektion treffen würde. Das entspricht auch nicht ganz unserem Parteiprogramm. Wird der Resko-Schlüssel angewendet, muss die Erziehungsdirektion massiv kürzen. Darum machen wir beliebt, der Regierung die Kompetenz zu übertragen, sodass sie selber entscheiden kann, wo sie die 5.35 Mio. Franken einsparen möchte. Ich fasse zusammen. Die erste Planungserklärung kommt zum Einsatz, wenn der Antrag Marti angenommen wird, und die zweite im Falle einer Annahme des Antrags Haas.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Aus der Sicht der Grünen geht es hier um ein familien- und sozialpolitisches Anliegen einerseits, aber auch um die Frage, ob wir als Grosse Rat gegen gültige kantonale Gesetze verstossen können. Die Ausgangslage wurde geschildert. Nachdem bereits 44 000 Personen in diesem Kanton ihre Prämienverbilligung ganz verloren haben, wären nun weitere 24 000 Menschen, und damit auch viele Familien, von Kürzungen oder Streichung bedroht. Insgesamt sind das beinahe 70 000 Leute. Ich denke, Sie alle kennen in Ihrem Bekanntenkreis Leute, für die es nun langsam an die Substanz geht. Es sind diejenigen Leute, die vielleicht ein normales Einkommen haben, aber eher ein tiefes. Es sind diejenigen Leute, die am Ende des Monats nur sehr knapp über die Runden kommen. Es sind diejenigen Leute, die darauf angewiesen sind, dass die Krankenkassenprämien, die in unserem Kanton nun einmal sehr hoch sind, etwas reduziert werden. All diejenigen, die meinen, wir hätten oder hatten im Kanton Bern ein soziales Prämienverbilligungssystem, muss ich leider enttäuschen. Ein vom Bund durchgeführter interkantonaler Vergleich kommt zum Schluss, dass der Kanton Bern, zusammen mit einem anderen Kanton, bei den Einzelpersonen und den Familien die höchste Prämienbelastung aufweist. Wir sind also ganz am Schluss. Hohe Prämien und sinkende Verbilligungen führen dazu, dass unter dem Strich nicht mehr viel übrig bleibt. Wir landen bei einem sehr schlechten Wirkungsgrad. Teils müssen Familien, es sind so genannte Modellfamilien, 13 bis zu 18 Prozent ihres verfügbaren Einkommens für die Krankenkassenprämien ausgeben. Und Sie wissen, was das heisst: Eine vierköpfige Familie bezahlt im Jahr um die 10 000 Franken Krankenkassenprämien. Das sind in einem Familienbudget wahnsinnige Zahlen.

Wir unterstützen den Regierungsrat, der hier sagt, die rote Linie sei überschritten. Angesichts der doch etwas besseren Finanzzahlen können und wollen wir 24 000 Leute im Kanton Bern nicht nochmals drangsalieren. Am Schluss landen diese Leute bei der Sozialhilfe, und dann kommt uns das viel teurer zu stehen. Es gibt lediglich eine Verschiebung, und das wollen wir nicht. Die grüne Fraktion ist deutlich der Meinung, die Kürzung sei hier nicht vorzunehmen. Wir unterstützen den Antrag SP. Eigentlich fänden wir es richtig,

das zu machen, was der Regierungsrat vorgeschlagen hat, nämlich einen Moment lang nachzudenken, die Evaluation durchzuführen, und dann, wenn man genau weiss, ob die Betroffenen zur Sozialhilfe abgedrängt wurden, nochmals zu überlegen, ob es nicht doch sinnvoller sei, auf diese Massnahme zu verzichten. Darum ist unsere Planungserklärung so formuliert, dass wir vorerst verzichten, abwarten und nochmals nachdenken wollen.

Nun noch zur Frage der Rechtstaatlichkeit. Es wurde gesagt, Artikel 101 der Kantonsverfassung zur Schuldenbremse für die Investitionsrechnung werde verletzt. Das ist nicht der Fall, wenn man dem Antrag Grüne folgt. Eines ist aber sicher, liebe Kolleginnen und Kollegen: Wenn Sie jetzt in diesem Bereich sparen wollen, so verletzen wir ganz sicher das Einführungsgesetz über die Krankenkassen – und das sagt die Regierung selbst. In diesem Gesetz ist verankert, dass Menschen mit tiefen und mittleren Einkommen im Kanton Bern, das unterste Viertel der Betroffenen, Krankenkassenprämienverbilligung erhalten sollen. Das würde hier verletzt werden. Ich hoffe sehr, dass Sie ein Ohr hierfür haben. Eine Revision zu diesem Gesetz ist zwar im Gange, aber heute steht es im Gesetz schwarz auf weiss: 25 Prozent der Menschen mit den tiefsten Einkommen in diesem Kanton sollen Prämienverbilligung erhalten. Stimmen Sie jetzt dem Antrag auf Kürzung zu, so ist das nicht mehr der Fall. Das wäre dieses Kantons unwürdig.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Schlussendlich geht es auch um Treu und Glauben. Vor einem Jahr haben wir die ASP-Massnahme diskutiert. Die Massnahme stammte aus dem Topf 2. Sie wurde überwiesen. Wir halten es daher für absolut stossend, dass die Regierung die vom Parlament beschlossene Massnahme nach Publikation des schriftlichen Voranschlags aussetzt. Für uns ist klar: Es ist Ende November, und das kann nicht mehr auf den 1. Januar umgesetzt werden. Darum haben wir die Planungserklärung eingereicht. Darin sind klare Vorgaben und Daten enthalten. Es ist möglich, die Massnahme auf den 1. Juli umzusetzen. Entsprechend kann nur der halbe Betrag, der nun ausgesetzt wird, noch umgesetzt werden. Wir haben daher noch den zweiten Teil eingereicht, wonach die 5.35 Mio. Franken nach dem Resko-Schlüssel auf die Direktionen verteilt werden sollen, und zwar inklusive Finanzkontrolle und Finanzaufsicht. Ich gebe Adrian Haas Recht, wenn er sagt, es mache nicht viel aus, wenn man die Finanzkontrolle und die Finanzaufsicht ausnimmt. Es ist aber eine Grundsatzfrage, auch für die Zukunft. Muss man in Zukunft gewisse Fehlbeiträge verteilen, so kann das vielleicht etwas wegweisend sein. Darum legen wir Wert darauf, dass alle Bereiche mit berücksichtigt werden, auch wenn es nur kleine Beträge sind. Darum umfasst unsere Planungserklärung auch die Finanzaufsicht und die Finanzkontrolle. Ich bitte Sie, der Planungserklärung zuzustimmen. Sie schliesst die Planungserklärung der Finanzkommission und die gemeinsame Planungserklärung der bürgerlichen Parteien nicht aus. Sie können also allen drei Planungserklärungen zustimmen.

La présidente. Les porte-parole de groupes ont maintenant la parole, donc je vous prie de vous annoncer. C'est à vous M. Haas pour le PLR.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich nehme ganz kurz zu diesen Anträgen und Planungserklärungen aus Sicht unserer Fraktion Stellung. Selbstverständlich unterstützen wir den eigenen Antrag. Zum Antrag SP muss ich Ihnen sagen, dass damit die Schuldenbremse der Investitionsrechnung verletzt wird. Er ist gar nicht möglich, weil der Finanzierungssaldo ins Negative kippt, wenn 10 Mio. Franken an Mehrausgaben anfallen. Ich erinnere Sie daran, dass die 10.7 Mio. Franken eben nicht budgetiert sind. Wenn wir diese noch aufnehmen, fällt der Finanzierungssaldo mit zirka 9 Mio. Franken ins Negative. Damit ist die Schuldenbremse der Investitionsrechnung verletzt.

Der Planungserklärung der Finanzkommission stimmen wir zu. Folgerichtig lehnen wir die anderen Planungserklärungen ab, mit Ausnahme derjenigen von Jakob Etter, die mehr oder weniger dem gemeinsamen Antrag der Bürgerlichen entspricht. Zur Planungserklärung Imboden. Du hast gesagt, sie verletze allenfalls die Schuldenbremse. Bei einer Planungserklärung ist das eigentlich einerlei, weil es sich dabei ja nicht um einen Antrag zum Budget handelt. Also muss man diese nicht prüfen. Dort gilt eigentlich die freie Herrschaft der Wunschliste. Wir lehnen sie trotzdem ab.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Mein Votum als Minderheitssprecherin der Finanzkommission trifft ziemlich genau die Meinung der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Darum auch der Antrag, den Ursula Marti schon erläutert hat. Wir werden auch die Planungserklärung der Grünen unterstützen. Zum Antrag von Adrian Haas und Mitunterzeichnern. Der Voranschlag sieht einen Überschuss von 118 Mio. Franken vor. Möglicherweise wird das Resultat noch besser, sollte die Schweizerische Nationalbank doch noch Beiträge ausschütten, wie im Moment zu erwarten ist. 5.35 auf 118 oder 119 Mio. – das sind gerade einmal 4.5 Prozent. Wir wissen, dass ein Budget bloss eine zahlenmässige Anhäufung von Annahmen ist, und 4.5 Prozent liegen grossartig im Toleranzbereich der Abweichungen. Diese treten ohnehin jährlich ein, und man akzeptiert sie im Rechnungswesen üblicherweise. Eine Verminderung des geplanten Überschusses um diese Summe ist also allemal verkraftbar. Einen solchen Antrag zu stellen, erweckt bei uns ein grosses Unverständnis und wirkt kleinlich. Wir haben den Eindruck, den Antragstellern gehe es primär darum, der Regierung zu zeigen, wer hier stärker ist. Würde der Betrag nach dem Resko-Schlüssel aufgeteilt, so wäre die Gesundheits- und Fürsorgedirektion mit 1.8 Mio. Franken betroffen, und die Erziehungsdirektion sogar mit 2 Mio. Franken. Damit wären bereits knapp 4 Mio. Franken vergeben. Das zeigt auch das Unverhältnis des Resko-Schlüssels, der eine unglückliche Geschichte ist. Wir lehnen den Antrag daher ab und unterstützen den Antrag der Grünen und selbstverständlich unseren eigenen. Bei den glp-Anträgen werden wir uns je nachdem, wie die Abstimmungen ausfallen, entscheiden.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Wie gehen wir damit um, dass der Regierungsrat nach der Genehmigung des Budgets beschlossen hat, die zweite Tranche der Einsparungen bei der Prämienverbilligung nicht umzusetzen? Das haben wir in der EVP-Fraktion eingehend diskutiert. Wie meine Fraktionskolleginnen und -kollegen vor einem Jahr bei den ASP-Massnahmen einen Weg mit Augenmass ge-

fordert haben, wollen wir das als EVP-Fraktion nun weiterhin so halten. Für uns kommt es nicht in Frage, alle Prämienverbilligungsmassnahmen wieder rückgängig zu machen, weil es mit den Finanzen im Moment etwas besser aussieht. Andererseits stellt für uns der Beschluss des Regierungsrats keinen Weltuntergang dar. Wir halten es für überhissen, die 10 Mio. Franken schon jetzt vorsorglich kompensieren zu wollen. Ich erinnere daran, dass der Regierungsrat die Zusatzausgaben beschlossen hat, dass er jedoch immer noch die Möglichkeit hat, sie im jetzigen Budget zu kompensieren. Und so wie es heute aussieht, dürfte dies auch möglich sein.

Dass die bürgerliche Seite so vehement auf Kompensation drängt, weckt bei uns den Verdacht, dass ihr jedes Mittel recht ist, um möglichst rasch Steuererleichterungen durchzusetzen. Gerade die Diskussion zum Familienbericht hat uns gezeigt, dass man von bürgerlicher Seite überhaupt nicht gewillt ist, in die Zukunft unseres Kantons zu investieren, sondern vor allem auf die SpARBremse drücken will. Das ist nicht die Politik der EVP. Wir werden daher die Planungserklärung der Grünen unterstützen. Wir finden es richtig, dass zuerst die Auswirkungen weiterer Kürzungen bei der Prämienverbilligung sorgfältig abgeklärt werden, bevor man diese vornimmt. Es macht keinen Sinn, wenn man bei einem «Kässeli» Geld spart, eben bei den Prämienverbilligungen, und bei der Sozialhilfe wieder Geld ausgibt. Das ist einerseits für die Betroffenen ein grosser Unterschied. Wenn man eben als Working Poor Sozialhilfe beziehen muss, so ist das etwas anderes, als wenn man Anrecht auf Prämienverbilligung hat. Es ist aber auch für die Gemeinden ein Unterschied. Die Gemeinden müssen bei der Sozialhilfe einen Teil selbst bezahlen. Die Prämienverbilligung hingegen wird vollumfänglich vom Kanton übernommen.

Zum Schluss möchte ich den Regierungsrat daran erinnern, dass wir vor einem Jahr eine Planungserklärung zum Thema Prämienverbilligung eingereicht haben, und diese wurde auch haushoch angenommen. Die Prämienverbilligung soll auf die Einkommen feiner abgeglichen werden. Ich möchte den Regierungsrat bitten, wenn er schon Abklärungen macht, unsere Planungserklärung wieder aus der Schublade hervorzuholen und diese auch noch umzusetzen.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Eine Vorbemerkung zur Karte. Ich muss neidlos anerkennen, dass sich die Finanzdirektorin besser auf die Debatte vorbereitet hat, denn wenn ich das gewusst hätte, hätte ich eine Steuerindexkarte der Schweiz hervorgehoben und diese auch dort vorne aufgehängt. Dort würde es etwas schlechter aussehen für den Kanton Bern. Kommen wir zu den Haaren in der Suppe. Frau Finanzdirektorin hat gesagt, wir würden ein «Regierungsrats-bashing» betreiben. Das finde ich doch etwas übertrieben. Eines der Haare in der Suppe ist dasjenige, über das wir nun sprechen. Das andere, Frau Finanzdirektorin, ist, dass wir eine überwiesene Motion zur ASP II haben. Dazu haben Sie leider noch nichts gesagt. Vielleicht sagen Sie dann noch etwas dazu. Zu den Prämienverbilligungen ist das meiste Inhaltliche bereits gesagt worden. Ich sage Ihnen nun noch, wie die SVP abstimmen wird. Den Antrag SP, Marti lehnt sie ab, der gemeinsame Antrag von FDP, SVP, BDP und EDU wird angenommen. Die Planungserklärung

der Finanzkommission nehmen wir ebenfalls an. Die Planungserklärung glp, Schöni, lehnen wir ab, ebenfalls jene der Grünen, Imboden. Die Planungserklärung BDP, Etter, nehmen wir an, aber nur deshalb, weil es eine Planungserklärung ist. Was uns stört, ist, dass die Finanzkontrolle auch dazu gehören soll. Das wäre definitiv der falsche Ort im Kanton, bei dem man sparen müsste. Weil es eben eine Planungserklärung ist, können wir sie annehmen. Die zweite Planungserklärung glp, Schöni, lehnen wir ab.

Jakob Etter, Treiten (PLR). Es ist doch erstaunlich, wie rasch man in der Politik vergisst. Letzte Woche hatten wir eine Motion, in der es um ein paar 100 000 Franken, um Sportlektionen, ging. Genau mit der Begründung, es sei eine ASP-Massnahme, die man umsetzen müsse, wurde die Motion «bodigert». Und 10 Mio. Franken kann man einfach so aussetzen – das liegt drin. Dies nur nebenbei. Ich komme zu den Anträgen der BDP. Die BDP-Fraktion lehnt den Antrag SP, Marti, ab. den Antrag FDP, SVP, BDP und EDU nimmt sie an. Der Planungserklärung der Finanzkommission stimmen wir zu. Diese ist sehr unverbindlich und ohne Terminvorgaben. Die Planungserklärung glp lehnen wir klar ab. Dort bestehen unserer Meinung nach zu viele Schlupflöcher, sodass die Massnahme trotz allem nicht umgesetzt werden wird. Die Planungserklärung der Grünen lehnen wir ebenfalls ab. Die Planungserklärung BDP nehmen wir selbstverständlich an – das ist ja auch die beste unter den vorliegenden. Auch die zweite Planungserklärung der glp lehnen wir ab. Wir vertrauen der Regierung nicht, dass das dann auch umgesetzt wird.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). In der Grundsatzdebatte ist klar zum Ausdruck gekommen, dass die ASP-Massnahmen notwendig waren. Ohne die ASP-Massnahmen hätte die Frau Finanzdirektorin keine solche Karte vorlegen können. Die schmerzhaften Eingriffe, die wir zum Teil vorgenommen haben, stehen anderen Kantonen wahrscheinlich noch bevor. Wir sind der Meinung, auch hier sollten wir kein Auge zudrücken. Wir erwarten vom Regierungsrat eine Umsetzung der Grossratsbeschlüsse ohne Wenn und Aber. Inhaltlich sind gegenüber vor einem Jahr keine neuen Fakten hinzugekommen. Die Zusammenarbeit zwischen Grosse Rat und Regierungsrat wird mit solchen Aktionen unnötig strapaziert, weil auch die Regierung das Verhältnis bezüglich ASP-Massnahmen kennen sollte. Also, was soll den das? Wir werden daher dem Antrag FDP, SVP, BDP und EDU sowie den Planungserklärungen Finanzkommission und Etter zustimmen. Allen andern Anträgen oder Planungserklärungen können wir nicht zustimmen und werden diese daher ablehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Den Antrag SP nehmen wir an, allerdings nur in Ergänzung mit unserer ersten Planungserklärung. Man sollte ergänzend noch sagen, wie allenfalls Einsparungen vorgenommen werden könnten. Herr Etter hat davon gesprochen, wie schnell man vergesse. Wir denken eben noch weiter zurück. Vor einem Jahr haben wir das bereits bekämpft, und wir sind so konsequent – Konsequenz und Politik sind wohl auch Fremdwörter – dass wir uns auch jetzt noch dagegen wehren. Wir wollen eben nicht, dass man das umsetzt. Bei allen Mass-

nahmen aus dem ersten Topf sind wir für die Umsetzung. All diejenigen aus dem zweiten Topf bekämpfen wir wie letztes Jahr. Wir nehmen also den Antrag SP, Marti, ergänzt mit unserer ersten Planungserklärung, an. Sollte der Antrag der «Päckliparteien» wie letztes Jahr angenommen werden, was ja anzunehmen ist, würden wir diesen auch noch ergänzen. Wir möchten dort gerne noch einen «Päckli-Anhänger» seitens der glp dazutun. Die Einsparung soll nicht nach dem Resko-Schlüssel erfolgen, sondern wir möchten der Regierung die entsprechende Freiheit geben. Im Gegensatz zur BDP vertrauen wir der BDP-Regierungsrätin, dass sie das kann. Der Antrag der Finanzkommission steht relativ schräg in der Landschaft. Wir lehnen diesen daher ab. Wie die Grünen finden wir, es wäre schlaue, wenn man das noch prüfen würde – eben weil die Massnahme aus dem Giftschränk, aus dem zweiten Topf stammt. Diese Planungserklärung werden wir annehmen. Die Planungserklärung BDP, Etter, geht uns viel zu weit, und wir lehnen sie ab. Unsere beiden Planungserklärungen nehmen wir selbstverständlich an.

La présidente. Mme Imboden, vous parlez pour votre groupe, n'est-ce pas? – Y a-t-il encore des intervenants à titre personnel? Sinon je ferme la liste. – Mme Imboden, c'est à vous pour les Verts.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich möchte die Position der Grünen zu den verschiedenen Anträgen bekannt geben. Zuerst jedoch zwei Bemerkungen, eine an die Adresse von Jakob Etter. Ich kann dir versichern, dass ich für den Sport gestimmt habe. Ich bitte die BDP, nochmals zu überlegen. Würde man den Antrag, von dem du gesagt hast, es sei der beste, annehmen, so würde das aufgrund des Resko-Schlüssels bedeuten, dass man mehrheitlich bei der Bildungsdirektion sparen müsste. Also genau dort, wo du nicht möchtest, dass man spart. So gesehen macht es keinen Sinn, nach dem Resko-Schlüssel zu sparen. Die grüne Fraktion wird das daher so nicht unterstützen. Den Antrag SP unterstützen wir, das haben wir inhaltlich begründet. Zum Antrag der Finanzkommission kann ich mich meinem Vorredner von der glp anschliessen. Dieser ist im Moment praktisch gar nicht mehr umsetzbar. Insofern müsste er eigentlich zurückgezogen werden. Die Regierung sagt, sie schaffe es, das zu kompensieren, in den 10 Mrd. Franken unterzubringen. Etwas Vertrauen in die Regierung wäre angebracht, sind doch immerhin drei bürgerliche Regierungsmitglieder vertreten. Alle sieben zusammen verfügen über genügend Kompetenz, das richtig zu machen. Ich bitte Sie, die Kompensationsanträge nicht zu unterstützen – die grüne Fraktion tut dies nicht. All diejenigen, für welche die Bauern ein grosses Anliegen sind, bitte ich, noch einmal daran zu denken, wie viele Bauernfamilien in diesem Kanton in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen leben. Ein grosser Teil der Bauernfamilien in diesem Land fällt genau in diejenige Kategorie, welche heute Prämienvverbilligungen erhält, und das zu Recht. Sie sollen diese auch in Zukunft erhalten. Denken Sie an die Bauernfamilien. Diesen würden es mit der Tranche, die jetzt kommt, «a ds'Läbige» gehen. Es sind Leute des Mittelstandes, die eigentlich durchkommen, aber nicht einfach 10 000 Franken im Jahr für Krankenkassenprämien aufwerfen können. Denken Sie

an die Bauern im Kanton – ich bitte Sie, hier noch einmal nachzudenken.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Ich widerspreche ungern Kollegen aus dem Parlament, aber ich muss eine Korrektur anbringen. Unsere Planungserklärung ist sehr wohl umsetzbar. Auf Mitte Jahr kann man auch verdoppeln. Niemand hat gesagt, es solle von Anfang Jahr weg eingespart werden. Der Entscheid kann im Januar gefällt werden, und die Regierung kann das verdoppeln. Somit ist das umsetzbar. Ich möchte Ihnen über die Diskussion in der Finanzkommission Bericht erstatten. Über den Antrag SP, Marti, haben wir nicht abgestimmt, weil er damals noch nicht vorlag. Den Antrag FDP, SVP, BDP und EDU haben wir mit 9 zu 8 Stimmen angenommen. Unsere Planungserklärung wurde mehrheitlich angenommen. Zu den Planungserklärungen der glp haben wir keine Abstimmung durchgeführt, da wir sie nicht besprochen haben. Auch die Planungserklärung Imboden wurde in der Finanzkommission nicht diskutiert. Die Planungserklärung BDP, Etter, wurde mit 9 zu 7 Stimmen bei einer Enthaltung angenommen.

Sie haben wohl unschwer festgestellt, dass einige Planungserklärungen andere aufheben, übersteuern, oder dass zwei praktisch das gleiche bedeuten, nur etwas anders ausgelegt. Ich bitte Sie, beim Abstimmungsprozedere darauf zu achten, dass Sie der Regierung nicht allzu schwierige Hürden geben, dass Sie nicht alles überweisen und sie dann nicht weiss, was eigentlich der Wille des Grossen Rats ist. Ich wiederhole es nochmals: Mit den Anträgen verändern Sie das Zahlenwerk des Voranschlags. Das sollte allen bewusst sein. Der Antrag SP, Marti, verändert das Zahlenwerk in der entsprechenden Produktgruppe. Damit verändert sich der gesamte staatliche Saldo um diesen Betrag nach unten. Der gemeinsame Antrag der Bürgerlichen verändert das Zahlenwerk in die andere Richtung. Es gibt eine Besserstellung um 5.35 Mio. Franken. Ich bitte Sie, das im Auge zu behalten, sodass Sie wissen, worüber Sie abstimmen.

Beatrice Simon, directrice des finances. Der Regierungsrat hat von den verschiedenen eingegangenen Anträgen und Planungserklärungen Kenntnis genommen und möchte dazu Folgendes festhalten: Mit der zusätzlichen Kürzung betreffend die Prämienvverbilligung würden noch einmal 4000 Bürgerinnen und Bürger ihr Anrecht auf Prämienvverbilligung verlieren. Zudem würden rund 40 000 Bürgerinnen und Bürger eine tiefere Prämienvverbilligung erhalten, würde diese Massnahme umgesetzt. Insgesamt stellen diese Kürzungen der Prämienvverbilligung nach Meinung des Regierungsrats eine der schmerzhaftesten Massnahmen im Zusammenhang mit der ASP 2014 dar. Darum will der Regierungsrat im Frühling des nächsten Jahres die zusätzlichen Kürzungen noch einmal eingehend diskutieren. Den definitiven Entscheid, was man umsetzen kann und was nicht, will er unter der zu jenem Zeitpunkt bekannten finanziellen Ausgangslage und in Kenntnis von allfälligen Verlagerungseffekten in der Sozialhilfe aufgrund der bereits in den Vorjahren beschlossenen Kürzungen der Prämienvverbilligung fällen. Der Regierungsrat lehnt daher, mit Ausnahme der Planungserklärung von Grossrätin Imboden – diese ent-

spricht am ehesten der Haltung des Regierungsrats – sämtliche Anträge und Planungserklärungen ab.

La présidente. Si personne ne veut prendre la parole, nous allons passer au vote. Je vais vous expliquer comment nous allons procéder. Etant donné que toutes les propositions et les déclarations de planification ont chacune une petite différence, nous ne pouvons pas les opposer. Donc, nous procéderons comme cela: PS Marti, oui ou non. PLR-UDC-PBD-UDF, oui ou non. Commission des finances, oui ou non. pvl Schöni-Affolter, si la déclaration de planification de Mme Marti est rejetée, cette déclaration de planification sera obsolète. Les Verts, oui ou non. PBD, oui ou non. pvl Schöni-Affolter, cette déclaration de planification sera aussi obsolète, seulement au cas où la demande Haas-Brand-Etter-Schwarz est rejetée. Je vois que vous êtes d'accord avec moi, alors on commence le marathon. Ceux qui acceptent la proposition PS Marti votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (proposition PS)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	60
Non	92
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé cette proposition. La première déclaration Schöni-Affolter est donc obsolète. Nous passons à la deuxième proposition. Proposition PLR-UDC-PBD-UDF, ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (proposition PLR, UDC, PBD, UDF)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	81
Non	72
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté cette proposition. Déclaration de la Commission des finances, ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent disent non.

Vote (déclaration de planification CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	81
Non	73
Abstentions	1

La présidente. Là aussi, vous avez accepté. Comme je l'ai dit, la prochaine déclaration de Mme Schöni-Affolter est obsolète, nous passons à la déclaration des Verts. Ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	73
Non	82
Abstentions	1

La présidente. Vous avez refusé cette déclaration. La proposition PBD, ceux qui acceptent cette déclaration votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification PBD)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	81
Non	73
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté cette proposition. Déclaration de planification du pvl, ceux qui acceptent cette proposition votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification pvl)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	72
Non	83
Abstentions	1

La présidente. Vous avez rejeté cette proposition. Nous passons au bloc suivant. Déclaration de planification, ici, nous n'en avons qu'une. M. le président de la Commission des finances commence, et je demande aux porte-parole de s'annoncer s'il vous plaît. C'est à vous.

Déclaration de planification CFin

Autres mesures EOS (sans la mesure 10.1a) – compensation des effets d'allègement prévus mais non réalisés.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. In dieser Planungserklärung geht es um die übrigen ASP-Massnahmen, ausgenommen die Massnahme 10.1.a, über die wir eben befunden haben. In den Direktionen wurden überwiesene ASP-Massnahmen nicht vollumfänglich umgesetzt. Die Finanzkommission verlangt, dass das direktionsintern vorgenommen wird. Betroffen ist die Volkswirtschaftsdirektion, betreffend das Personal im Bereich Jagd und Fischerei. Es fehlen rund 520 000 Franken. In der Gesundheits- und Fürsorgedirektion ist das Rettungswesen betroffen. In der Erziehungsdirektion geht es um die Klassengrösse, die im Rahmen des ASP-Prozesses erhöht wurde, was nicht vollumfänglich umgesetzt werden konnte. Aus den Direktionen haben wir Rückmeldungen erhalten, wonach sie gewillt sind, die Massnahmen umzusetzen oder diese direktionsintern zu kompensieren. Die Finanzkommission will sicher sein, darum hat sie die Planungserklärung eingereicht. Ich hoffe, der Grosse Rat könne dieser Pla-

nungserklärung zustimmen und untermaure ein weiteres Mal, das die letztes Jahr beschlossenen ASP-Massnahmen vom Regierungsrat umzusetzen sind.

La présidente. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait s'exprimer sur cette déclaration de planification? Pas de porte-parole. Mme Schöni-Affolter, vous ne voulez pas vous exprimer? – Soit vous vous effacez, soit vous avancez, l'un des deux. – Alors vous avez la parole.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann mich kurz fassen. Wir sind auch auf der Linie der Finanzkommission. Wir stehen hinter der ASP-Methodik. Wenn man A gesagt hat, muss man auch B sagen. Die Sparmassnahmen müssen umgesetzt werden. Unser Ziel ist, dass dies der Anfang einer Strukturbereinigung der Aufgaben des Kantons sein wird. Falls wir ASP I erfolgreich hinter uns bringen können, müssen wir ASP II nicht mehr berücksichtigen. Die Planungserklärung ist offen und moderat, und wir können hinter ihr stehen.

La présidente. Donc, si j'ai bien compris, je passe la parole à Mme la directrice des finances, c'est à vous.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich kann es auch ganz kurz machen. Der Regierungsrat widersetzt sich der Planungserklärung nicht. Für uns ist selbstverständlich, dass diejenigen Massnahmen, die nicht umgesetzt werden können, direktionsintern kompensiert werden.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette déclaration de planification de la Commission des finances votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (déclaration de planification CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	103
Non	48
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Nous passons à l'approbation du Budget 2015 de la Justice et du Budget 2015. Tout d'abord, je donne la parole au président de la Commission. Est-ce que la présidente de la Commission de justice ne veut plus prendre la parole? Après, les porte-parole de groupes peuvent encore une fois s'exprimer si c'est nécessaire. Puis, des intervenants à titre personnel et Mme la directrice des finances.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Wir kommen zur Genehmigung des Budgets. Ich gebe Ihnen die aktuellen Saldozahlen bekannt. Die Laufende Rechnung weist einen Ertragsüberschuss von 124.35 Mio. Franken aus. Der Finanzierungssaldo verbessert sich ebenfalls um 5.35 Mio. auf rund 7 Mio. Franken. Die Nettoinvestitionen belaufen sich auf 603.7 Mio. Franken. Die Steueranlage liegt bei 3.06. Der Rahmen der Neuverschuldung ist eine Kreditlimite von 1.8 Mrd. Franken. Es gibt einen Übertrag

von 2 Mio. Franken aus der Laufenden Rechnung in den See- und Flusssuferfonds des Tiefbauamts gemäss Artikel 7 See- und Flusssufergesetz. Diese Anträge stellt Ihnen nun die Finanzkommission. Sie hat dem Voranschlag mit grosser Mehrheit, 11 zu null Stimmen bei 4 Enthaltungen, zugestimmt. Die Finanzkommission bittet Sie, dem Voranschlag zuzustimmen. Die Finanzkommission weiss, dass wir mit den Finanzen noch nicht voll und ganz auf der sicheren Seite sind. Wir haben gesehen, dass die Regierung den Willen dazu zeigt, und wir möchten sie in dem Sinne entlasten, als wir ihr keine Zusatzrunden aufbürden wollen. Denn der Voranschlag ist positiv, sowohl in der Laufenden Rechnung als auch im Finanzierungssaldo.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Wir sehen den Effort der geleistet wurde. Wir danken der Regierung und der Verwaltung für die grosse Arbeit, die geleistet wurde. Es wurde gesagt, wer A sagt, müsse auch B sagen. Wir sind der Meinung, wer A sagt, könne auch klüger werden. Die finanzielle Situation hat sich drastisch geändert. Aus unserer Sicht hätte man im Zusammenhang mit der Krankenkasse ein Zeichen setzen können. Sie wollten das nicht, Sie haben das abgelehnt. Wir sind sehr enttäuscht, dass man auf dieses positive Zeichen verzichtet hat. Ein grosser Teil der Fraktion wird sich bei der Abstimmung über das Budget der Stimme enthalten. Als nächstes werden wir den Aufgaben-/Finanzplan besprechen. Es wäre zu hoffen, dass Sie dort vielleicht einmal ein Auge zudrücken und den einen oder andern Antrag in unserem Sinne durchwinken, sodass man dem Finanzplan mit freudigem Herz zustimmen könnte.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole, ni d'intervenant à titre personnel. Mme la directrice des finances ne veut plus non plus prendre la parole. Donc, nous votons sur l'approbation du Budget 2015 de la Justice et l'approbation du Budget 2015. Vous avez entendu les chiffres que le président de la Commission des finances vous a communiqués, je les répète encore une fois: l'excédent de revenu du compte de fonctionnement est de 124 035 000 francs, l'investissement net de 603,7 millions et le solde de financement de 7,05 millions, quotité d'impôt inchangée, cadre du nouvel endettement, limite de crédit 1800 millions de francs et report de 2 millions de francs du compte de fonctionnement de l'Office des ponts et chaussées. Ceux qui acceptent ce Budget et le Budget de la Justice, avec les déclarations de planification qui ont été acceptées votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (budget 2015 canton et Justice)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	94
Non	7
Abstentions	52

La présidente. Vous avez accepté ce budget.

*Bloc C, plan intégré mission-financement 2016–2018**Proposition UDC (Brand, Münchenbuchsee)*

Le solde de financement devra présenter les chiffres suivants :

en 2016 100 mio

en 2017 150 mio

en 2018 200 mio

Ces améliorations seront atteintes par une réduction des charges, de personnel (p. ex. réduction des coûts indirects) ainsi que de biens, services et marchandises, et par la mise en œuvre du point 5 de la motion 301-2013 « Assainissement durable des finances cantonales », que le Grand Conseil a adopté le 20 janvier 2014 par 81 voix contre 51.

De plus, dans le nouveau rapport, on présentera les moyens d'utiliser la latitude financière ainsi dégagée pour augmenter les salaires d'une part et pour baisser les impôts d'autre part.

La présidente. Nous partons sur le bloc C Plan intégré mission-financement 2016-2018. Je vous rappelle que, étant donné que la motion d'ordre a passé, nous discutons d'abord du renvoi, puis, s'il le faut, des déclarations de planification. M. Brand pour l'UDC, c'est à vous.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Die SVP-Fraktion beantragt Ihnen die Rückweisung des Aufgaben-/Finanzplans an den Regierungsrat. Die Rückweisung beinhaltet, wie vom Gesetz über den Grossen Rat vorgesehen, Auflagen. Kolleginnen und Kollegen, erinnern Sie sich an die Abstimmung von 28. Januar 2014 in diesem Saal um 10 vor 10? Wenn nicht, so kann ich Ihnen weiterhelfen. Wir haben über eine Motion mit dem Titel «Nachhaltige Sanierung der Finanzen» abgestimmt. Ich zitiere Ihnen Teile dieser Motion: «Im Hinblick auf die neue Bestimmung im Grossratsgesetz, wonach der Grosse Rat nicht nur das Budget, sondern auch den AFP zu genehmigen hat, wird dem Regierungsrat folgender Auftrag erteilt. Erstens. Der Saldo der Laufenden Rechnung im Voranschlag 2015 muss positiv sein.» Das ist erledigt; das haben wir eben beraten. «Zweitens. Der Saldo der Laufenden Rechnungen 2016, 2017 und 2018 muss ebenfalls positiv sein. Drittens. Die Schulden dürfen nicht zunehmen. Im Weiteren bzw. in diesem Zusammenhang wird fünftens der Regierungsrat beauftragt, dem Grossen Rat baldmöglichst ein neues Massnahmenpaket mit echten Angebots- und Strukturveränderungen (ASP II) vorzulegen.»

Betrachten wir die Punkte 2, 3 und 5. Diese Punkte wurden im Januar vom Grossen Rat mit satten Mehrheiten, mit durchschnittlich 84 Ja- zu 45 Nein-Stimmen, überwiesen. Heute stehen wir genau an dem Punkt, da wir beim Regierungsrat Pflöcke einschlagen wollten. Was legt uns der Regierungsrat aber nun vor? Der Saldo der Laufenden Rechnung ist zwar positiv. Der Finanzierungssaldo im AFP ist in den Jahren 2017 und 2018 negativ. Die Schulden nehmen in den Jahren 2016 bis 2018 um durchschnittlich 25 Mio. Franken zu. Hinzu kommt, dass in den Finanzplanjahren 2016 bis 2018 nach dem Prinzip Hoffnung Ausschüttungen der Nationalbank von 80 Mio. Franken jährlich eingestellt sind. Von der Umsetzung der Ziffer 5 der überwiesenen Motion 301-2013 ist im gesamten Zahlenwerk keine

Spur zu finden. Das, Frau Regierungsrätin, ist kein Haar in der Suppe, sondern ziemlich starker Tobak vonseiten des Regierungsrats. Immerhin wurde die Motion wie erwähnt deutlich überweisen.

Das Bild, das Sie vorhin aufgehängt haben, trifft auf den AFP nicht wirklich zu. Es ist auf das Budget beschränkt. Würde man den AFP betrachten, sähe es anders aus. Heute genehmigen wir den AFP zum ersten Mal. Ich sage es noch einmal: genehmigen. Früher erhielt man den AFP nur zur Kenntnisnahme vorgelegt. Mit der Änderung des Parlamentsrechts wollten wir erreichen, dass der Grosse Rat besser, und vor allem auch langfristiger und vorausschauender, auf die Finanzpolitik Einfluss nehmen kann. Mit ihrem Rückweisungsantrag verlangt die SVP-Fraktion, dass die Forderungen der im Januar überwiesenen Motion umgesetzt werden. Der Regierungsrat soll im Sinne der Ziffer 5 Spielraum für Lohnverbesserungen – dort, wo es notwendig ist – und Steuerersenkungen schaffen. Dazu muss er sich überlegen, wo er mit echten Angeboten zur Strukturveränderung abbauen will. Eine Möglichkeit besteht im Abbau von Stellen mit Unterstützungs- und Koordinationsaufgaben in der Zentralverwaltung, das heisst mit dem Abbau von Stellen, die im Bereich Personalgemeinkosten anfallen. Es kann nicht sein, dass sich der Regierungsrat angesichts des schwachen Silberstreifens am Finanzhorizont nun einfach zurücklehnt. Heute haben wir im Kanton überhaupt keinen finanziellen Spielraum, und das, obwohl unsere Bürgerinnen und Bürger eine der höchsten Steuerbelastungen in der gesamten Schweiz haben. Wie das Beispiel der Motion 301-2013 zeigt, beeindrucken offensichtlich überwiesene Motionen den Regierungsrat nicht wirklich. Niemand wird es uns verargen, wenn wir befürchten, dass das auch bei den Finanzmotionen so sein wird, die von der Finanzkommission, beziehungsweise der BDP vorgeschlagen werden. Der AFP, den uns der Regierungsrat vorlegt, ist ungeniessbar. Er zeigt keine Perspektiven auf und erfüllt nicht einmal die Minimalforderungen, die wir am 28. Januar verlangt haben. Nach der Ansicht der SVP-Fraktion gibt es nur eine Antwort: Zurück an den Absender mit den klaren Auflagen, die wir formuliert haben.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Wir haben dieses Szenario in der Finanzkommission auch diskutiert. Die Diskussion hat gezeigt, dass eine Zusatzrunde mit dem AFP keinen Sinn macht. Es wäre einfach eine gewisse Beschäftigung der Finanzdirektion für die weiteren vier Monate, beziehungsweise, es wäre ein intensiver Prozess bis im Januar, denn im Januar müssten sie das verabschieden. Darauf käme es in die Kommission und anschliessend in der Märzsession vor den Grossen Rat. Wir haben jedoch seitens der Finanzkommission Planungserklärungen und Finanzmotionen formuliert. Dazu kommen wir im Laufe des Prozesses noch. Die Finanzkommission hat gesagt: Wenn diese Planungserklärungen und Finanzmotionen überwiesen werden, beantragt sie den AFP dem Parlament zur Genehmigung. Werden diese nicht überwiesen, so sind wir eigentlich gleich weit. Dann wäre eine Rückweisung des AFP notwendig, weil das Parlament das, was die Finanzkommission erarbeitet hat, nicht überweisen möchte. Mit 7 zu 9 Stimmen bei einer Enthaltung lehnt die Finanzkommission die Rückweisung ab. Und das aus den genann-

ten Gründen – wir haben gearbeitet, wir haben dafür gesorgt, dass mit den Planungserklärungen und Finanzmotionen genügend Willensäusserungen vonseiten des Parlaments kommen. Wir empfehlen der Regierung dringend, das umzusetzen, wenn es soweit ist. Ich wiederhole: Sie hat den vorliegenden Antrag mit 7 zu 9 Stimmen bei einer Enthaltung abgelehnt.

Mathias Burkhalter, Rümligen (PS). Zuerst möchte ich Ihnen als Geschäftsführer vom Staatspersonalverband ganz herzlich danken, dass Sie das Budget überwiesen haben, ohne Kürzungen bei der Lohnsumme vorzunehmen. Ich weiss das sehr zu schätzen. Als Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion fordere ich Sie dazu auf, diesem Antrag nicht Folge zu leisten. Wir wissen es alle: Der AFP besteht aus Papier; er ist noch nicht konkret. Wir gehen stark davon aus, dass die konkrete Budgetierung in den Folgejahren besser sein wird, als der Plan das vorsieht.

450 Mio. Franken einzusparen, und das in drei Jahren, ist aus der Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion realitätsfremd und nicht umzusetzen. Peter Brand hat es richtig gesagt: Das ist nichts anderes als das Sparpaket ASP II, das nun nochmals lanciert werden soll. Weite Kreise der Bevölkerung wären weiterhin hart betroffen, nicht nur bei der Verbilligung der Krankenkassenprämien, sondern in allen Bereichen. Es täte noch mehr weh, als bereits ASP I wehgetan hat. Die Personalgemeinkosten und der Sachaufwand können in der gewünschten Höhe und Frist nicht umgesetzt werden. Anerkennenswert ist, Peter Brand, dass die SVP beantragt, den finanziellen Spielraum dann auch auszunützen. Sie schreiben: «Erstens für Lohnerhöhungen und zweitens für Steuersenkungen». Das ist wirklich einmal eine gute Idee. Peter, wenn du so weitermachst, wirst du mein Nachfolger als Geschäftsführer des Bernischen Staatspersonalverbands (*hilarité*). Bemerkenswert ist auch, dass sich die SVP-Fraktion von der früheren Standardforderung nach dem Schuldenabbau etwas verabschiedet hat. Im Vordergrund steht nicht mehr der Schuldenabbau, sondern stehen Steuersenkungen und Lohnerhöhungen. Das kann man durchaus diskutieren. Haben wir diesen Spielraum einmal, so bin ich sicher, dass in diesen beiden Bereichen etwas gemacht werden kann. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt den Rückweisungsantrag jedoch ab und fordert eine Finanzpolitik der ruhigen Hand. Aber, Peter, wenn du mir garantierst, dass von den 450 Mio. Franken die Hälfte an das Personal geht, dann unterstütze ich ihn persönlich.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Ich erinnere an das Bild des Dampfers, das ich in der Grundsatzdebatte verwendet habe. Das hier ist nun ein «Jet-Boot-Vorstoss» in Reinkultur. Ohne Rücksicht auf Verluste wird aufs Gas gedrückt. Viele Mitmenschen bleiben zurück, weil es eben in diesem «Jet-Boot» nur Platz für Privilegierte hat. Wir von der EVP haben immer gewusst, dass es in der SVP einige Hardliner gibt. Aber dass sich nun die ganze Partei diesem Crash-Kurs verschrieben hat, gibt uns doch zu denken. Darum haben wir genauer hingeschaut und geprüft, was hier eigentlich gefordert wird. Ein Finanzierungssaldo in der geforderten Höhe kann auf verschiedene Arten erreicht werden. Die Antragsteller verlangen aber ganz klar eine Verbesserung

auf der Aufwandseite. Das bedeutet konkret zusätzliche Einsparungen von knapp 100 Mio. Franken im Jahr 2016, 180 Mio. im Jahr 2017 und über 250 Mio. im Jahr 2018. Die EVP teilt einzig die Meinung, dass in den Querschnittsaufgaben in der Verwaltung vielleicht noch etwas effizienter gearbeitet werden kann. Aber dabei sprechen wir niemals von 250 Mio. Franken. Wir sprechen von kleineren Beträgen. Einsparungen in der genannten Grössenordnung sind nur über weitere einschneidende Massnahmen bei den Schwächsten zu holen – der Giftschrank lässt grüssen. Und wozu das alles? Nur damit für bereits Privilegierte weitere Steuersenkungen angestrebt werden können. Am Beispiel der KMU kann aufgezeigt werden, dass bei einer Änderung der Unternehmenssteuer die gewinnstarken Firmen profitieren. Die tragenden kleinen Unternehmen werden eher geschwächt, weil gerade sie unter den zusätzlichen Sparmassnahmen, welche die Forderung nach den 250 Mio. Franken bedingt, zu leiden hätten. Seitens der EVP lehnen wir den sturen Crash-Kurs klar ab. Wir wollen die notwendigen Korrekturen, die der Finanzplan noch braucht, damit er genehmigungsfähig wird, vor allem mit den nachfolgenden Finanzmotionen erreichen. Die EVP lehnt den Rückweisungsantrag entschieden ab. Wir hoffen, dass nicht die gesamte SVP-Fraktion in diesem «Jet-Boot» Platz findet.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion lehnt den Rückweisungsantrag der SVP ab. Beim Aufgaben-/Finanzplan geht es um ein Planungsinstrument für vier Jahre. In den letzten zwei Budgetdebatten haben wir erlebt, wie rasch die Rahmenbedingungen ändern können. Nationalbankgold ja oder nein? Das kann plus oder minus 80 Mio. Franken bedeuten. Im Moment sieht es nach plus aus. Wir wissen, da gibt es relativ viele Unwägbarkeiten. Mit dem Rückweisungsantrag wird mehr als eine ASP II gefordert. Will man bis ins Jahr 2018 bis zu 250 Mio. Franken pro Jahr sparen, so ist das nach dem bereits erfolgten Sparprogramm massiv. Was heisst das ganz praktisch? Der Antragsteller schreibt es klar: Man kann beim Personal sparen. Theoretisch könnte man beim Personal sparen. Um 100 Mio. Franken zusammenzubekommen, kann man 1000 Kantonsangestellte entlassen. Man kann das wollen. Aber, Kolleginnen und Kollegen, ist das der richtige Weg? Wer übernimmt die entsprechenden Aufgaben? Was die Aufgaben betrifft, haben Sie das Budget vorliegen. 50 Mio. Franken – das wäre nur ein kleiner Teil dessen, was Herr Brand fordert – würden bedeuten, dass wir den gesamten Massnahmen- und Strafvollzug im Kanton Bern auf null Franken streichen. Ja, man kann die 50 Mio. Franken sparen wollen. Aber ich glaube, das ist nicht im Interesse unseres Staates. Man kann auch 30 Mio. Franken sparen, indem man den gesamten Behindertenbereich, alle kantonalen Beiträge streicht. Auch das kann nicht eine Politik sein, die den Kanton Bern vorwärts bringt. Darum lehnen die Grünen diesen Antrag ab. Ich weiss, es klingt abgedroschen, aber der Antrag ist brandgefährlich, und darum lehnen ihn die Grünen ab.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die Bedeutung des AFP hat bestimmt zugenommen, da wir ihn nicht mehr nur zu Kennt-

nis nehmen, sondern genehmigen. Nichtsdestotrotz bleibt er ein Planungsinstrument. Und Sie wissen es ja: «Planung ersetzt den Irrtum durch den Zufall». So betrachtet ist der Finanzplan nicht mehr und nicht weniger – es ist Kaffeegesetzlesen. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, der Finanzierungssaldo dürfe nicht negativ ausfallen. Er muss mindestens ausgeglichen sein. Mit der Finanzmotion der Finanzkommission muss man den Finanzierungssaldo auch in Zukunft ausgleichen. Die SVP setzt nun mit diesem Antrag noch einen drauf. Sie wollen nicht nur einen ausgeglichenen Finanzierungssaldo im AFP, sondern auch noch Überschuss ausweisen. Es ist erfreulich festzustellen, wie sich die SVP plötzlich fürsorglich für das Kantonspersonal einsetzt. Wir lehnen den Antrag SVP aus folgenden Gründen ab: Erstens ist es eine reine Personalbeschäftigung, die den Kanton nicht weiterbringt, wenn man den gesamten Finanzplan nochmals überarbeiten lässt. Zweitens, wenn wir diesen überarbeiten, ist das eine reine Beschönigung der Zahlen, ohne dass wir ein konkretes Ergebnis hätten. Die Musik spielt nämlich im Voranschlag und nicht im Aufgaben-/Finanzplan. Drittens ist das für uns eine reine Selbstbefriedigung ohne zählbares Resultat. Da helfen wir nicht mit. Die BDP-Fraktion lehnt den Antrag SVP ab.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch eine knappe Mehrheit der FDP-Fraktion ist der Meinung, auf die Zusatzrunde sei zu verzichten, so wie das die Finanzkommission vorschlägt. Zumindest können wir mit der dritten Finanzmotion sicherstellen, dass der neue Finanzplan keine Neuverschuldung enthalten wird, der als rollende Planung in ungefähr einem Jahr hier wieder vorliegen wird. Allerdings hat Peter Brand nicht ganz Unrecht. Wir brauchen Überschüsse, damit wir den Herausforderungen der Zukunft begegnen können. Das sind die notwendigen Steuerentlastungen bei natürlichen Personen. Wir sind im Moment schweizweit auf Rang 23. Es ist auch die Positionierung des Kantons Bern – respektive dass er seine Position halten kann – im Wettbewerb um Unternehmen im Bereich der juristischen Personen. Wir befinden uns im Moment auf Rang 18. Zudem steht eine Revision des Finanzausgleichs vor der Tür. Wir können nicht davon ausgehen, dass man nach wie vor so viel Geld von der schweizerischen Ebene erhält, namentlich von denjenigen Kantonen, die mit der Unternehmenssteuerreform III zusätzliche Einnahmen verlieren werden. Wir brauchen also Überschüsse. Ein gewisser Überschuss könnte sich einstellen, indem die Nationalbank wieder Geld ausschüttet. Das wissen wir aber nicht sicher.

Wir gehen schon davon aus, dass die Regierung nicht nur der Schuldenbremse entlangschrammt, sondern die Herausforderungen der Zukunft annimmt und die Hände nicht in den Schoß legt. Dazu muss man nicht unbedingt den Finanzplan zurückweisen, sondern die Hände hervorheben und etwas machen. Die erste Runde, in der wir es sehen werden, ist die Steuergesetzrevision 2016. Wir erwarten schon, dass dort erste Schritte vorgeschlagen werden, und falls notwendig wird man als Folge den Finanzplan anpassen müssen. Wie gesagt, Herausforderungen sind da – da hat Herr Peter Brand Recht. Ob der Weg der Rückweisung des Finanzplans der richtige ist, bezweifelt eine Mehrheit unter uns. Aber auf jeden Fall muss man etwas machen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann es ziemlich kurz machen. Lieber Peter, Weihnachten ist erst in einem Monat. Was die SVP hier präsentiert, ist für mich eher ein Wunschzettel als etwas anderes. Auch ich wünschte mir die aufgeführten Finanzsaldi in den Planjahren. Ich muss sagen, das wäre super, da könnte ich auch dahinter stehen. Aber es ist nicht realistisch. Es ist auch müssig, solche Wünsche anzubringen – wir müssen mit der Realität kämpfen, und die ist eine andere. Alles andere ist Kristallkugellesen. Was mich am meisten stört, ist, dass ihr nochmals Werbung für die ASP II macht. Wir müssen zuerst das «ASP-I-Schäfchen» ins Trockene bringen, bevor die nächste Flut kommt. Etwas anderes hat mich ebenfalls gestört: Andreas Blank hat im Zusammenhang mit der Prämienverbilligung gesagt, wir würden eine Politik der Hoffnung betreiben. Diesen Ball muss ich leider zurückspielen. Auch die Finanzierungssaldi, die ihr euch hier wünscht, sind nicht mehr als Hoffnung. Das Beste ist noch, dass ihr das «Zückerli» dazu gebt, wonach die Löhne angehoben werden sollen. Ja, wenn es uns dann in den Planjahren effektiv so gut geht, können wir einen Lohnschritt vorwärts gehen. Aber im Moment liegt das noch in weiter Ferne. Die glp lehnt die Rückweisung klar ab.

La présidente. Nous écoutons encore M. Blank, et après nous arrêtons.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Es erstaunt uns ja nicht wirklich, dass wir hier keine Mehrheit finden werden. Doch noch einige Repliken zu den Voten. Es wäre wenigstens gut, wenn man nach vorne kommt, um zu sprechen, dass man den Antrag ernst nimmt und die Zahlen richtig wiedergibt. Sowohl der EVP-Sprecher als auch die grüne Sprecherin haben von 250 Mio. Franken gesprochen. In keinem der drei Jahre fordern wir 250 Mio. Franken. Sie sehen die Zahlen im Antrag. Es wurde gesagt, wie unglaublich das sei, Prinzip der Hoffnung, unmöglich und eine riesige Geschichte. Ich muss Ihnen einfach sagen: Nehmen Sie die Zahlen, welche die Regierung vor einem Jahr präsentiert hat. Mit den Zahlen zum damaligen Voranschlag und AFP kommen Sie ziemlich genau auf die Beträge, die wir fordern. Was da so wahnsinnig aussergewöhnlich ist, und dass der Kanton geradezu untergehen solle, ist mir doch ein wenig ein Rätsel. Ebenfalls ein Rätsel ist, dass man von denjenigen Parteien, die uns damals geholfen haben, die Motion ASP II zu überweisen, nichts mehr hört. Der BDP-Sprecher ist mit keinem Wort darauf eingegangen. Da hat man wohl einmal ein wenig geholfen, und heute ist man wieder anderer Meinung. Wenn das Finanzpolitik sein soll, gut, à la bonne heure. Ich bitte Sie trotz allem, dieser Rückweisung zuzustimmen, auch wenn tatsächlich diese Hoffnung an einem kleinen Ort ist.

La présidente. Y aurait-il encore quelqu'un qui aimerait s'exprimer pour les groupes? – Ce n'est pas le cas. Des intervenants à titre personnel? – Ce n'est pas non plus le cas, donc demain matin, Mme la directrice des finances prendra la parole la première. Je vous prie d'être à l'heure,

je vous souhaite une bonne soirée, bonne rentrée et à demain matin, la séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 28.

Les rédactrices :

Monika Hager (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mardi 25 novembre 2014, 9 heures – 11 heures 41

Huitième séance

Présidence : Béatrice Struchen Epsach (UDC)

Présents : 151 députés. Excusés : de Meuron Andrea, Desarzens-Wunderlin Eva, Flück Peter, Fuhrer-Wyss Regina, Linder Anna-Magdalena, Rüfenacht Daphné, Schmidhauser Corinne, Studer Ueli, von Känel Christian

Affaire 2014.GEF.10861

Budget 2015 (canton et Justice)

Affaire 2014.GEF.10861

Plan intégré mission-financement 2016-2018 (canton et Justice)

Bloc C, plan intégré mission-financement 2016–2018

Délibération groupée

Suite

La présidente. Je vous demande de prendre place. Mme la directrice des finances, bonjour, M. le président de la Direction de la magistrature, vous aussi, je vous salue. La séance du mardi 25 novembre est ouverte. Je vous rappelle que nous en étions au renvoi du PIMF et que Mme la directrice des finances a la parole. Je vous prie d'être un tout petit peu tranquilles pendant que Mme la directrice parle, à vous Madame.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich kann es vorwegnehmen: Der Regierungsrat lehnt den Antrag der SVP ab. In der Eintretensdebatte habe ich bekanntlich noch einmal an die hitzigen Diskussionen erinnert, die vor einem Jahr geführt wurden, und an die teilweise schmerzhaften Sparmassnahmen, die wir beschliessen mussten. Mit diesem Antrag der SVP soll nun quasi noch einmal ein Brikett nachgelegt werden. Die SVP will eine ASP 2 mit dem Ziel, dass in den Jahren 2016 bis 2018 positive Finanzierungssaldi in der Grössenordnung von 100 bis 200 Mio. Franken resultieren sollen. Gleichzeitig fordert die SVP die Rückweisung des Aufgaben- und Finanzplans 2016–2018. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, es stimmt: Das Parlament hat in der Januarsession 2014 eine Motion überwiesen, die ein ASP 2 gefordert hat. Es stimmt aber auch, dass sich die finanzpolitischen Rahmenbedingungen im Kanton Bern seit der Januarsession 2014 stark verändert haben. In der Januarsession 2014 war das überraschend positive Ergebnis

des Rechnungsabschlusses 2013 noch nicht bekannt. Wir haben aber gewusst, dass die Gewinnausschüttung der Nationalbank nicht erfolgen kann, denn das war Anfang Januar mitgeteilt worden. Heute, einige Monate später, wissen wir jedoch, dass wie jene Einnahmenausfälle durch mehr Steuererträge kompensieren können. Kurz und gut, die finanzpolitischen Perspektiven im Kanton Bern haben sich dank der Umsetzung der ASP-Massnahmen und der positiven Entwicklung im Steuerbereich markant verbessert. Die SVP fordert nun den Regierungsrat auf, mit einem überarbeiteten Aufgaben- und Finanzplan im Jahr 2018 einen Finanzierungssaldo in der Höhe von 200 Mio. Franken vorzulegen. Was würde das konkret bedeuten? Der Finanzierungssaldo des Jahres 2018 beträgt im Moment minus 54 Mio. Franken. Wollte man einen Finanzüberschuss von 200 Mio. Franken erreichen, müssten wir in den kommenden vier Monaten Sparmassnahmen im Umfang von mehr als 250 Mio. Franken erarbeiten. Wahrscheinlich würden diese 250 Mio. Franken nicht reichen, um im Jahr 2018 einen positiven Finanzierungssaldo zu haben. Man hat es bereits gehört und konnte es auch lesen, dass die Plafonierung des Fahrkostenabzugs nicht zuletzt von der SVP bereits bestritten wurde. Ich erinnere daran, dass diese Plafonierung eben auch einen markanten Teil der Sparmassnahmen gemäss ASP im Jahr 2018 ausmacht. Auch die Budgetierung der Gewinnausschüttung der Nationalbank ist im Moment noch alles andere als sicher. Deshalb müssen wir wohl damit rechnen, dass wir 2018 Sparmassnahmen von rund 400 Mio. Franken definieren müssten, wenn man einen positiven Finanzierungssaldo erreichen wollte. Anhand dieser Zahlen kann man nicht schnell ein bisschen Kosmetik betreiben. Es braucht markante Sparbemühungen, wenn man das erreichen will. Das würde sicher nicht einfach. Wir können uns alle an die Diskussionen im letzten November erinnern, als wir ein Sparpaket von 450 Mio. Franken schnürten. Es muss uns doch bewusst sein, dass es sehr anspruchsvoll wäre, in so kurzer Zeit derart hohe Beträge einzusparen.

Ich möchte noch kurz darlegen, welche Folgen die Umsetzung des SVP-Antrags hätte: Wenn der Grosse Rat den überarbeiteten Aufgaben- und Finanzplan im März behandeln will, muss der Regierungsrat bis Anfang Februar die Entlastungsmassnahmen und die entsprechenden Arbeiten definitiv abschliessen. Die FiKo müsste nachher innerhalb von zwei bis drei Wochen das ganze Paket im Umfang von etwa 400 Mio. Franken vorberaten und beschliessen. Da muss man sich schon die Frage stellen, ob das seriöse, verantwortungsvolle Politik sei. Ich meine Nein. In dem Sinn bitte ich den Rat, den Antrag der SVP abzulehnen.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	55
Non	89
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé ce renvoi.

Déclaration de planification 1 CFin

Mise en œuvre complète de la mesure EOS 10.1a Coupes supplémentaires dans le domaine de la réduction des primes, comme l'a adoptée le Grand Conseil.

Déclaration de planification 2 CFin sur les autres mesures EOS

Autres mesures EOS (sans la mesure 10.1a) – compensation des effets d'allègement prévus mais non réalisés.

Déclaration de planification PS (Marti, Berne)

Renoncer à la mise en œuvre complète des mesures EOS décidées en 2013 si la situation financière du canton continue de se dégrader.

Déclaration de planification Les Verts (Imboden, Berne)

Renoncer à la mesure EOS 2013 concernant la réduction des primes de l'assurance-maladie. Respecter au minimum les dispositions de l'article 14, alinéa 2 LiLAMAM et l'indicateur d'effet 2. Ce dernier est de 25-45, ce qui signifie que la part des personnes de condition économique modeste bénéficiant de la réduction des primes correspond au minimum à 25 à 45 pour cent de la population cantonale.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Diese Planungserklärungen zum Aufgaben- und Finanzplan, die von der Finanzkommission vorgelegt werden, sind einzig und allein eine Fortschreibung dessen, was wir gestern beschlossen haben. Wenn man diese Planungserklärungen im Voranschlag einreicht, muss man es auch im Aufgaben- und Finanzplan machen, denn die FiKo-Mehrheit ist der Meinung, dass diese Massnahmen weitergeführt werden sollen. Es macht keinen Sinn, das auf ein Jahr umzusetzen; sondern es ist ganz klar: beschlossen 2013, umgesetzt 2014 und in Zukunft entlastet für 2015, 2016 und die folgenden Jahre. Ich bitte den Rat im Namen der FiKo, diese Planungserklärungen zu überweisen.

Ursula Marti, Berne (PS). Ich äussere mich als Antragstellerin und gleichzeitig auch als Fraktionssprecherin zu unserer Planungserklärung. Wir möchten der Regierung den Auftrag geben, die ASP-Massnahmen nur so weit umzusetzen, wie es nach ihrem Ermessen sinnvoll und nötig ist. Dies aufgrund der besseren Finanzlage. Damit meinen wir natürlich die Krankenkassenprämienverbilligungen, aber nicht nur, sondern beispielsweise auch Sparmassnahmen im Schulbereich. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hatte eigentlich noch eine weitere Planungserklärung eingereicht, explizit zu den Krankenkassenprämienverbilligungen. Diese ging aber unter und war plötzlich nicht mehr auf der Liste. Wir haben uns jedoch entschieden, sie nicht nochmals einzureichen, weil sie in die gleiche Richtung geht wie die Planungserklärung der Grünen. Wir unterstützen stattdessen die Planungserklärung der Grünen. Ich kann noch einmal wiederholen, was wir schon gestern gesagt haben: Die Krankenkassenprämie ist eine grosse Belastung für die Bevölkerung; wir sollten diejenigen Personen und Familien entlasten, die nur ein kleines Einkommen haben. Es ist erstens eine ethische Frage, eine Frage des sozialen Ausgleichs, und zweitens auch eine praktische finanzielle Frage: Viele Personen und Familien fallen ohne Krankenkas-

senprämienverbilligung in die Sozialhilfe. Die FiKo-Anträge lehnen wir ab. Wir kritisieren den harten Finanzkurs der bürgerlichen Parteien. Ihr Ziel ist es, möglichst viel einzusparen, um möglichst rasch die Unternehmenssteuer senken zu können. Ihre oberste Maxime ist das Steuernsenken. Diesem Ziel ordnen sie sehr vieles unter. Das kann nicht sein. Wir wollen eine umsichtige Politik. Für einen erfolgreichen Kanton Bern braucht es einen sozialen Ausgleich. Wichtig ist Stabilität in der Bevölkerung und dass sich alle Leute im Fall einer Notlage sicher fühlen können und getragen werden.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich werde für die grüne Fraktion die Planungserklärung begründen und werde auch noch kurz das Fraktionsvotum abgeben. Unsere Planungserklärung legt den Fokus auf die Krankenkassenprämien. Aber all jene, die nun denken: Nein, diese Diskussion haben wir gestern schon geführt, bitte ich, dennoch zuzuhören. Es geht um das, was in den nächsten vier Jahren passieren wird. Im kantonalen Gesetz EG KUMV, das die Einführung des eidgenössischen Krankenversicherungsgesetzes im Kanton Bern konkretisiert, steht, dass mindestens 25 Prozent der Bernerinnen und Berner Anspruch auf Krankenkassenprämienverbilligungen haben. Der Regierungsrat schreibt, er gehe davon aus, dass das Sozialziel dieser 25 Prozent demnächst unterschritten wird. Liebe Kolleginnen und Kollegen und vor allem auch Demokratinnen und Demokraten in diesem Saal, überlegen Sie sich, was es bedeuten würde, wenn wir im Finanzplan eine Aussage machen würden, die dem Gesetz widerspräche, das wir uns selbst gegeben haben, um zu garantieren, dass mindestens 25 Prozent die Krankenkassenprämienverbilligungen erhalten. Die vorliegende Planungserklärung will nur das. Sie verlangt, dass in den kommenden vier Jahren darauf geachtet werden muss, dass die gesetzliche Regelung in Artikel 14 Absatz 2, die im Kanton Bern geltendem Recht entspricht, eingehalten wird. Betrachtet man den dicken Aufgaben- und Finanzplan, erkennt man, dass sich der Regierungsrat durchaus bewusst ist, dass diese gesetzliche Regelung gilt. Wir finden es jedoch wichtig, dass er auch vom Parlament unterstützt wird, indem es betont, dass das gültige Gesetz in den nächsten vier Jahren eingehalten werden muss. Wenn das Gesetz geändert wird, mag sich auch die Ausgangslage ändern. Aber jetzt ist dieses Gesetz einzuhalten.

Materiell haben wir die Krankenkassenprämienverbilligungen beim Budget lange diskutiert: Sie sind wichtig und sollen, wie auch der Auftrag des Bundes an den Kanton besagt, für Menschen in wirtschaftlich schwierigen Verhältnissen eine gewisse Abfederung bieten. Von daher bitte ich den Rat, den Antrag der Grünen zu unterstützen.

Den Antrag der SP, Marti, unterstützen wir. Wir hatten uns damals dagegen gewehrt und erachten das nach wie vor als richtig. Die beiden Anträge der FiKo lehnen wir ab. Inzwischen ist wohl klar, dass diese ASP-Massnahme nicht umgesetzt werden kann. Da muss man ein gewisses Mass an Vernunft walten lassen und vielleicht auch einmal Fünfe gerade sein lassen, wenn es die Interessen verlangen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Für uns hat über Nacht die Situation nicht geändert. Wir sind weiterhin der Meinung,

dass wir gesunde Finanzen brauchen. Uns ist aber auch klar, welche Bedeutung der Aufgaben- und Finanzplan hat. Ich habe es gestern schon gesagt: Es ist ein Planungsinstrument, das die Richtung anzeigt; es ist aber keine exakte Wissenschaft. Niemand kann die Zukunft voraussagen, deshalb dürfen wir diesem Instrument auch nicht allzu grosse Bedeutung beimessen. Vor allem soll nicht noch eine dritte Stelle nach dem Komma korrigiert werden. Um zu vermeiden, dass erneut mein Votum unterbrochen wird, gebe ich die Anträge der BDP gleich zu Beginn bekannt: Wir unterstützen die beiden Planungserklärungen der FiKo und lehnen die Planungserklärung der SP und ebenfalls diejenige der Grünen ab. Für uns stimmt die Richtung des Aufgaben- und Finanzplans. Der Finanzierungssaldo ist zwar leicht negativ, und das wollen wir mit der Finanzmotion der FiKo korrigieren. Wir sind klar der Meinung, dass die FIN die Verantwortung für die Finanzen wahrnimmt. Trotz widriger Voraussetzungen bewegen wir uns mit der Prognose knapp über der Nulllinie. Mit einer strengen Ausgabendisziplin und ohne unliebsame Querschüsse, wie wir sie in den letzten Jahren erlebten, können wir unsere Kantonsfinanzen weiterhin im Griff behalten.

Auch in Zukunft müssen sich die Ausgaben nach den Einnahmen richten, sodass positive Abschlüsse erreicht werden können. Die beiden Planungserklärungen der FiKo nehmen wir, wie gesagt, beide an. Noch eine Bemerkung zur Planungserklärung SP, Marti: Für uns ist sie verantwortungslos. Ich weiss nicht, wie die SP rechnet: Im nächsten Budget liegt ein minimaler Überschuss von 120 Mio. Franken vor, und in den folgenden Finanzplänen gehen diese Überschüsse sichtlich zurück. Die SP will jedoch die ASP-Massnahmen im Umfang von 450 Mio. Franken aussetzen. Für uns ist das nicht nur verantwortungslose Politik, sondern sogar noch ein schlechter Wahlgag. Wir lehnen diese Planungserklärung ganz klar ab. Auch die Planungserklärung der Grünen lehnen wir ab. Wir haben gestern schon darüber diskutiert. Ich bitte den Rat, unseren Anträgen zu folgen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Mit diesem Block werfen wir nun einen Blick in die Planjahre. Die EVP kann auch hier nur die Linie aus der Budgetdebatte bestätigen. Somit lehnen wir die Planungserklärung der FiKo bezüglich Krankenkassenprämienverbilligung ab, während wir diejenige zu den übrigen ASP-Massnahmen begrüssen. Die Planungserklärung SP, Marti, ist eine Planungserklärung auf der Softie-Linie, um zu unserem Bild vom Anfang zurückzukommen: Es geht uns jetzt bekanntlich gut, lassen wir uns also treiben und verzichten wir auf Massnahmen, die den Dampfer auf Kurs halten. Die EVP hilft dabei nicht mit. Die Planungserklärung der Grünen, Imboden, geht in eine ähnliche Richtung. Die EVP will keinen Verzicht auf ASP-Massnahmen, sondern einen Vollzug mit Augenmass. Das bedeutet jedoch, dass wir genau hinschauen und nicht einfach an bisherigen gesetzlichen Regelungen festhalten. Die EVP ist überzeugt, dass eine Prozentzahl nicht der richtige Ansatz ist, um die Schwächsten im Kanton zu schützen. Deshalb lehnen wir auch diese Planungserklärung ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Die glp steht grundsätzlich hinter der ASP-Methodik. Das habe ich gestern schon gesagt. Wir wollen aber ganz klar, dass die-

jenigen Sparmassnahmen, die der Rat beschliesst, begleitet und analysiert werden, um zu sehen, ob man sich nach wie vor auf dem richtigen Weg befindet. Bei der Prämienverbilligung von 10,7 Mio. Franken sind wir etwas kritisch. Wir haben den Eindruck, dass da eine rote Linie überschritten wird, weil man das nicht begleitet. Man beschliesst es einfach und will dann nachher weiterschauen. Deshalb können wir die Planungserklärung der FiKo in dem Sinn nicht unterstützen. Wir möchten diesen Zwischenschritt und möchten untersuchen, ob diese Leute nicht einfach in irgendein anderes Kässeli fallen. Wäre das der Fall, hätten wir nichts gespart. Wenn man jedoch feststellt, dass es klappt, könnten auch wir dahinterstehen. Aber einfach ein wenig im Trüben fischen wollen wir nicht.

Etwas anders sieht es bei der zweiten Planungserklärung der FiKo aus: Dahinter können wir stehen, denn wir haben schon durch den Voranschlag dafür gestimmt. Wir haben den Eindruck, dass wir nun auf dieser Linie weiterfahren müssen. Wir müssen weitersparen und dürfen die Zügel nicht wieder schleifen lassen. Die Entscheide, die wir getroffen haben, müssen vollständig umgesetzt werden. Sonst muss man anderweitig sparen. Das lehrt die Leute, dass sie diese Sparmassnahmen eher umsetzen müssen, als irgendwo anders zu sparen. Die zweite Planungserklärung der FiKo nehmen wir also an. Etwas mehr Mühe haben wir mit der Planungserklärung der SP. Wie gesagt, stehen wir hinter der ASP-Methodik. Wir wollen nun nicht auf halbem Weg stehen bleiben. Dank der ASP konnten wir unsere Finanzen wieder einigermaßen ins Lot bringen. Wir sind indessen noch nicht am Ziel, sondern immer noch auf dem Weg, den wir konsequent weitergehen müssen. Deshalb lehnen wir die Planungserklärung der SP eindeutig ab.

Zu der Planungserklärung der Grünen: Wir sind, wie gesagt, ebenfalls dafür, dass man das klar analysiert, gerade in diesem sensiblen Bereich. Es geht in diesen Fällen nicht um die Gutbetuchten. Wir haben jedoch schon mit der ersten Massnahme, mit den 25 Mio. Franken, die wir im Prämienbereich gespart haben, diese Quotenregelung unterschritten. Wenn wir dieser Planungserklärung nun grünes Licht geben würden, würde man zumindest teilweise wieder zurückbuchstabieren. Wir können hinter dem Ansatz stehen, dass diese Quotenregelung nicht den tatsächlichen Bedarf der Bevölkerung bezüglich finanzieller Not widerspiegelt. Wir möchten ganz klar punktuell hinschauen und prüfen, wer wirklich Anrecht auf die Prämienverbilligung hat und wer sie tatsächlich braucht. Unseres Erachtens hat die Regierung einen richtigen Schritt gemacht und hat sich von dieser starren Quotenregelung gelöst. Darum können wir auch dieser Planungserklärung, die alles rückgängig machen möchte, nicht zustimmen.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil (UDF). Es ist müssig, heute über dieselben Massnahmen zu diskutieren wie gestern. Der Finanzplan muss sowieso geändert werden, wenn er 2016, 2017 und 2018 als Budget kommt. Es wird mehr gespart werden müssen. Wenn wir gestern etwas weniger lange diskutiert hätten, hätten wir heute zu Hause bleiben können. Damit hätten wir viel Geld gespart. Deshalb nimmt die EDU die Planungserklärungen der FiKo an und lehnt die Planungserklärungen SP, Marti, und Grüne, Imboden, ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich möchte den Antrag der SP noch kurz präzisieren. Hier vorn wurde gesagt, die SP wolle sämtliche Sparmassnahmen, die wir letztes Jahr beschlossen haben, vollumfänglich zunichtemachen und wieder zurücknehmen – bei Weitem nicht, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir haben letztes Jahr gute Massnahmen getroffen. Das sagt auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion. Es geht hier lediglich um die Formulierung «vollumfängliche Umsetzung». Natürlich denken wir hier an die unsägliche Diskussion zur Krankenkassenprämienverbilligung, die im Rat geführt wurde: Eine Mehrheit will das durchsetzen, obwohl wir im Budget 124 Mio. Franken vorwärts machen. Vor allem das möchten wir bekämpfen. Ich möchte, dass es auch in der Öffentlichkeit richtig verstanden wird. Wir sind bei Weitem nicht die Partei, welche die mehr als 400 Mio. Franken, die wir gespart haben, so wieder aufnehmen will, wie sie letztes Jahr gestrichen wurden. Damit würde unser Antrag falsch verstanden.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich kann mich kurz fassen: Es ist bekannt, welche Position der Regierungsrat im Zusammenhang mit den Planungserklärungen einnimmt: Er lehnt sie ab. Natürlich ist mir auch bekannt, wie die Mehrheitsverhältnisse im Grossen Rat sind. Diese haben sich über Nacht nicht geändert. Deshalb schlage ich vor, gleich über die Planungserklärungen abzustimmen, auch wenn es nicht im Sinn der Regierung ist. Ich glaube, auch ein flammendes Votum von mir würde nichts mehr ändern

La présidente. Nous passons au vote. Nous avons quatre déclarations de planification. Elles ont toutes une particularité différente. Nous votons donc sur chaque déclaration de planification. Ceux qui acceptent la première déclaration de planification de la Commission des finances votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 1 CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	78
Non	71
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté cette déclaration de planification. Ceux qui acceptent la deuxième déclaration de planification de la Commission des finances votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification 2 CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	96
Non	53
Abstentions	0

La présidente. Vous avez également accepté cette déclaration de planification. Ceux qui acceptent la déclaration de

planification du PS votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification PS)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	46
Non	99
Abstentions	0

La présidente. Vous avez rejeté cette déclaration de planification. Ceux qui acceptent la déclaration de planification des Verts votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (déclaration de planification Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	48
Non	100
Abstentions	0

La présidente. Vous avez rejeté cette déclaration de planification. Mme Vreni Kipfer a son anniversaire aujourd'hui, je lui souhaite tout de bon et de passer une très très bonne journée. (*Applaudissements*)

Point 46 du programme, affaire 2014.RRGR.624

Motion financière 126-2014 Feller (Münsingen, PBD)
« Budget 2015 et 2016 : ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS »

Point 47 du programme, affaire 2014.RRGR.1055

Motion financière 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg)
« Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016 »

Point 48 du programme, affaire 2014.RRGR.1056

Motion financière 202-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) « Pas de nouvel endettement dans le PIMF »

Texte des motions et de la réponse du Conseil-exécutif, voir annexe 1

La présidente. Donc, nous passons à la page 6, aux motions financières de M. Feller et les deux motions financières de la Commission des finances. Comme vous avez pu vous en apercevoir, c'est un bloc, donc d'abord les auteurs des propositions prennent la parole, puis les groupes et les intervenants à titre personnel et cela sur les trois motions. M. Feller, vous avez la parole.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Bekanntlich konnte die Schweizerische Nationalbank aufgrund des grossen Verlusts im Jahr 2013 Anfang 2014 keinen Gewinn an die Kantone ausschütten. Für den Kanton Bern bedeutet dies einen Ertragsausfall von rund 80 Mio. Franken. Es ist mir durchaus bekannt, dass ein Voranschlag immer auf voraussichtli-

chen Einnahmen und Ausgaben des kommenden Rechnungsjahres basiert und nach bestem Wissen eintreten sollte. Bei der Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank kann noch heute nicht mit Sicherheit davon ausgegangen werden, dass die rund 80 Mio. Franken ausbezahlt werden können, denn es ist noch nicht Ende Jahr, und der Gewinn kann noch durch verschiedene Faktoren beeinflusst werden. Somit ist aus heutiger Sicht vorsichtigerweise auf eine Budgetierung zu verzichten. Im Jahr 2013 hat die Schweizerische Nationalbank Anfang Jahr auch einen Gewinn ausgewiesen, während Ende Jahr ein Verlust resultierte. Vom Voranschlag zur Rechnung werden sich immer Veränderungen ergeben; einmal sind sie positiv, ein anderes Mal negativ. Es gibt verschiedene unsichere Positionen, sodass grosse Vorsicht geboten ist.

Der Regierungsrat hat den Antrag nun in zwei Punkte unterteilt. In Punkt 1, Voranschlag 2015, wird die Motion zur Annahme und gleichzeitiger Abschreibung empfohlen, da die SNB-Gewinnausschüttung nicht budgetiert ist. Hier danke ich für die Berücksichtigung unseres Anliegens. Bei Punkt 2, Voranschlag 2016, beantragt die Regierung Annahme als Postulat. Auch hier möchte ich an der Motion festhalten. Wie man den Medien entnehmen konnte, hatte die Schweizerische Nationalbank beim Zwischenergebnis per Ende September 2014 einen Gewinn zu verzeichnen. Das mag zuversichtlich stimmen. Eine allfällige Ausschüttung wird sich jedoch nicht in dem Umfang bewegen, wie es der hohe Gewinn erwarten liesse. Es gilt vorerst zu berücksichtigen, dass vom Überschuss ein Beitrag an die Rückstellung für Währungsreserven abgezogen werden muss. Nach dieser Zuweisung müssen zuerst die Ausschüttungsreserven aufgefüllt werden, die nach den früheren Verlusten mit 6,8 Mrd. Franken ins Minus gerutscht sind. Zudem ist zu erwähnen, dass im vergangenen Jahr der Wertverlust des Goldes die Rechnung mit 15,2 Mrd. Franken belastet hat. Es fragt sich auch, welche Auswirkung die Goldinitiative haben wird, über die wir Ende November abstimmen: Macht sie uns etwa einen Strich durch die Rechnung? Das will ich nicht hoffen. Die Initiative verlangt nämlich, dass die SNB 20 Prozent ihrer Bilanz in Gold haben müsste. Auf das Gewinnpotenzial hätte diese Regel einen stark dämpfenden Einfluss. Einerseits würde die SNB nach einer Annahme gezwungen, ihre Goldbestände in der Höhe von 39 Mrd. Franken innerhalb von fünf Jahren auf 104 Mrd. Franken zu erhöhen. Eine solche Erhöhung würde beträchtliche Mittel binden. Andererseits könnte die SNB auf diesen Beständen keinerlei Rendite erzielen, weil das Gold laut Initiativtext nicht mehr verkauft werden könnte und damit im Gegensatz zu Aktien oder Obligationen keinerlei Dividenden oder Zinserträge generiert werden können. Derartige Einkünfte sowie Wechselkursgewinne auf den hohen Beständen an Fremdwährungen haben indessen im Zwischenresultat mit 16,2 Mrd. Franken einen grossen Anteil des Rekordgewinns ausgemacht. Aus den erwähnten Gründen gehören viele Kantone zu den entschiedenen Gegnern der Goldinitiative. Wir haben den Verzicht auf die Budgetierung bis 2016 verlangt, weil im Jahr 2016 ohnehin neue Verhandlungen mit der SNB und dem Eidgenössischen Finanzdepartement stattfinden werden. Die neue Regelung tritt ab 2017 in Kraft; die neue Situation kann entsprechend budgetiert werden. Gemäss den Berechnungen des Aufgaben- und Finanzplans

kann die Streichung des SNB-Gewinns im Jahr 2016 in der Laufenden Rechnung verkraftet werden. Das wirkt sich natürlich auf den Finanzierungssaldo aus, womit anderweitige Korrekturen erforderlich werden. Zudem werden sich bis zur Erstellung des Voranschlags 2016 noch weitere Veränderungen ergeben, die das Resultat beeinflussen können. Die BDP-Fraktion unterstützt folgende Anträge: Jahr 2015, Annahme und Abschreibung gemäss Regierung; Jahr 2016, Annahme als Motion. Ich bitte den Rat, den Vorstoss als Motion zu unterstützen.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Die FiKo hat zwei Finanzmotionen eingereicht. Ich habe die Gründe dafür gestern schon einmal erläutert. Es handelt sich um ein neues Instrument, das nach dem neuen Parlamentsrecht möglich ist. Die Finanzkommission hat mit einer klaren Mehrheit beschlossen, diese beiden Motionen einzureichen. Zur ersten Motion auf der Liste, «Anpassung des Plafonds für die Nettoinvestitionen auf 440 Mio. Franken ab 2016»: Wenn man diesen Antrag liest, könnte man den Eindruck haben, die FiKo wolle nicht mehr investieren. Das stimmt nicht. Wir wollen die Investitionen auf demselben Plafond belassen wie bisher. Bis jetzt konnte die Regierung mit 500 Mio. Franken Nettoinvestitionen ganz gut leben. Was hat sich geändert, sodass die FiKo zum Schluss kommt, dass man dort eine Senkung vornehmen muss? Bei der Uni, den Fachhochschulen sowie der PH ist 2013 bzw. 2014 ein Anteil, der für die Investitionen bestimmt war, in die Laufende Rechnung überführt worden. Das Beitragssystem hat gewechselt und die Investitionsrechnung wird damit um 30 Mio. Franken entlastet. Das ist die eine Hälfte der 60 Mio. Franken. Die zweite Hälfte betrifft FABI. Mit der Annahme durch das Volk wird der Kanton bei den Bahninfrastrukturen ebenfalls um 30 Mio. Franken entlastet. Wenn wir dieser Motion nicht zustimmen, steigert das Parlament die Investitionen faktisch um 60 Mio. Franken. Die FiKo bittet den Rat, dieser Motion zuzustimmen, weil das Volk ein sehr grosses Projekt im Raum Bern abgelehnt hat. Das gibt dem Kanton wiederum Spielraum, um anderweitig Investitionen zu tätigen. Wie ich erläutert habe, ist die FiKo der Meinung, nicht zu erhöhen, was die Investitionen anbelangt. Zur zweiten Motion, «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren»: Der Regierungsrat hat genau dieselbe Zielsetzung wie die FiKo: keine Neuverschuldung. Wir wissen, dass wir uns in den Jahren 2017 und 2018 neu verschulden; der Finanzierungssaldo ist negativ. Das haben wir gestern ausführlich diskutiert. Auch wenn der Finanzierungssaldo nur leicht negativ ist, ist es ein Schuldenwachstum. In der Motion, die Grossrat Feller vorhin begründet hat, ging es um das Geld der SNB. Dass das Geld, das in den Planjahren einberechnet ist, tatsächlich kommt, steht bekanntlich auf wackligen Beinen. Wenn es nicht kommt, würde der Finanzierungssaldo noch um diesen Betrag negativer ausfallen und das Schuldenwachstum um so viel grösser. Die FiKo bittet den Rat, auch dieser Motion zuzustimmen und dem Regierungsrat ganz klar aufzuzeigen, in welche Richtung man gehen will. Den Regierungsrat bitte ich, ehrlich zu sein. Wenn er denn schon eigene Zielsetzungen in dieselbe Richtung hat, wäre es gut, wenn man auch diese unterstützen könnte und sie nicht nur als Postulat annehmen würde. Ich bitte den Rat im Namen der FiKo, alle drei

Motionen anzunehmen. Alle drei Motionen fanden in der FiKO eine Mehrheit.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Le groupe socialiste va rejeter ces trois motions. En ce qui concerne la motion de M. Feller, le budget 2015 ayant déjà été accepté hier, en principe cela ne va pas rentrer en ligne de compte. En ce qui concerne les bénéfices de la BNS pour 2016, ils seront d'ores et déjà prévisibles. Et, il ne serait pas judicieux de ne pas en tenir compte, puisque l'objectif-même d'un plan de financement et d'un budget est d'être le plus près possible de la réalité. En ce qui concerne les deux autres motions, elles sont assez proches, puisque les investissements sont parfois possibles seulement avec un nouvel endettement. En effet, comme vous le savez, le gouvernement s'efforce de maintenir la politique dictée par le Grand Conseil, et par là, d'avoir une politique de désendettement. Néanmoins, il ne serait pas judicieux de plafonner les investissements en 2016, et de maintenant établir aujourd'hui l'interdiction de contracter de nouvelles dettes en 2017 et 2018. La conjoncture peut réserver de bonnes surprises, mais il se pourrait aussi que la situation change, et que le canton se trouve devant certaines situations où le recours à l'emprunt soit inévitable. Il y a parmi vous beaucoup d'entrepreneurs, lequel d'entre vous pourrait déjà annoncer à l'avance qu'il ne pourra pas, ou plutôt ne devra pas, investir dans un projet, aussi important soit-il, parce qu'il l'a décidé deux ans à l'avance? Comme il le mentionne dans sa réponse, le gouvernement est conscient de la situation, mais il est prématuré de poser cette interdiction maintenant, et qu'au moment venu, une meilleure analyse pourra être envisagée. Pour ces raisons, je vous demande de rejeter ces trois motions.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Zu Beginn der Debatte lobte ich die Regierung und betonte, dass es Punkte gibt, die nicht zu Ende gedacht wurden. In der FiKo versuchten wir, zu Ende zu denken, und reichten deshalb die vorliegenden korrigierenden Finanzmotionen ein. Da ich persönlich in der FiKo einen wesentlichen Teil zu diesen Motionen beigetragen habe, erstaunt es wohl kaum, dass die EVP ihnen grossmehrheitlich zustimmt. Grundsätzlich erwartet die EVP ein verlässliches und kontinuierliches Budget über die Planjahre hinaus. Nicht Opportunismus soll der Taktgeber sein, sondern Weitsicht und Sorgfalt. Bei den SNB-Gewinnen lässt sich keine verlässliche Budgetierung vornehmen. Deshalb bevorzugt die EVP, auf eine Budgetierung zu verzichten und die eingehenden Beträge jeweils zur Schuldentilgung zu verwenden. Wir stimmen somit der Motion BDP in allen Punkten als Motion zu. Zum Plafond der Nettoinvestitionen: Wir wollen nur ausgeben, was wir haben. In den Planjahren können wir uns keine Erhöhung der Investitionen leisten, weder offen noch versteckt. Die EVP steht für eine kontinuierliche Investitionspolitik ein. Mit dieser Motion wird zudem erreicht, dass der Finanzierungssaldo in den Planjahren nicht ins Negative fällt. Die EVP ist sich durchaus bewusst, dass in nächster Zeit einige grosse Brocken anstehen. Das Vorgehen zwingt uns aber, über die grossen Brocken bewusst zu entscheiden; wenn nötig mit einer qualifizierten Mehrheit, wenn die Schuldenbremse verletzt würde.

Die dritte Motion fordert: «Keine Neuverschuldung in den Planjahren», eigentlich eine alte Forderung der EVP: «Keine neuen Schulden dulden.» Die Regierung und die Gegner wollen uns nun weismachen, eine Annahme gefährde die Planungssicherheit vor allem der Laufenden Rechnung. Die Regierung laufe Gefahr, das Budget zu beschönigen oder überstürzte Sparmassnahmen zu veranlassen. Dem kann ich entgegnen: Wir sprechen hier nicht vom Ergebnis der Jahresrechnung. Diese ist weiterhin seriös und sauber im positiven Bereich zu planen. Das ist für die kommenden Planjahre jetzt schon so. Der Finanzierungssaldo als Kenngrösse für die Neuverschuldung ist vor allem ein Instrument der Investitionsrechnung und hat das Ziel der Selbstfinanzierung und eben nicht der Fremdfinanzierung. Wir dürfen nicht mehr ausgeben, als wir eingenommen haben. Das ist auf einfache Art, bei den Investitionen zu planen, deshalb stimmt die EVP dieser Motion zu.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Bei beiden Finanzmotionen der FiKo geht es um das Thema Investitionen, mein Vorredner hat es gesagt. Aber die Grünen kommen zu anderen Schlussfolgerungen. Ich gebe zuerst noch unsere Position zur Frage der SNB-Gewinne bekannt: Es ist klar, dass die SNB-Gewinne keine sichere Sache sind. Das ist uns allen bewusst. Zwanzig Jahre erfolgte eine Ausschüttung; im Moment erfolgt sie nicht, und man weiss nicht genau, wie es weitergeht. Ich appelliere daran, beim zweiten Punkt dem Antrag der Regierung zu folgen, die eine Annahme dieses zweiten Punkts als Postulat empfiehlt. Das gibt genau den nötigen Spielraum. Wenn es zu einer Ausschüttung kommt, wäre es seltsam, es nicht zu budgetieren. Damit würden wir die Augen verschliessen vor Geld, das kommt. Im Gegensatz dazu ist aber auch klar, dass man es im Budget 2015 nicht vorsehen kann. Von daher unterstützt die grüne Fraktion die Antwort der Regierung.

Bezüglich der Neuverschuldung ist die grüne Fraktion der Meinung, dass man die FiKo-Motion, so wie sie formuliert ist, nicht unterstützen kann. Wir müssen einen gewissen Spielraum erhalten, auch wenn für uns klar ist, dass eine Neuverschuldung kein Ziel sein kann. Man kann jetzt aber auch noch nicht sagen, was im Jahr 2018 sein wird. Von daher unterstützen wir auch hier wie die Regierung ein Postulat, um einen gewissen Spielraum zu erhalten.

Zur Frage der Investitionen: Die beiden Punkte hängen, wie gesagt, zusammen. In den letzten Voranschlägen wurden die Investitionen stets gekürzt. Das schreibt auch die Regierung in ihrer Antwort. Im Voranschlag 2012 wurde gekürzt; im Voranschlag 2013 und im Voranschlag 2014 wurden die Investitionen im Umfang von 50 bzw. 30 Mio. Franken gekürzt. Gestern haben wir erneut im Voranschlag 2015 die Investitionen gegenüber dem Vorjahr gekürzt. Das heisst, dass der Kanton Bern in diesem Bereich in den letzten Jahren massiv reduziert hat. Investitionen sind notwendig, sonst verschieben wir die Verantwortung auf die späteren Generationen. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass der Substanzerhalt der Gebäude im Kanton sonst nicht bewerkstelligt werden kann und dass bereits heute ein Nachholbedarf besteht. Finden es die Ratsmitglieder richtig, wenn wir nicht mehr in öffentliche Gebäude investieren können und diese verlottern? Die Grünen sind der Meinung, es brauche hier eine nachhaltige Investitionspolitik. Versäumnisse, die

zu einer Verschlechterung des Gebäudezustands im Kanton Bern führen, werden uns später teuer zu stehen kommen, weil man dann Gesamtanierungen vornehmen muss. Das ist nicht im Interesse der Grünen. Weiter geben wir zu bedenken, dass anstehende grosse Investitionsvorhaben, die wie der Campus Technik in Biel wohl auch im Rat unbestritten sind, nur dann möglich sind, wenn wir genügend Investitionsmittel zur Verfügung stellen. Die Grünen sind nicht für jede Investition. Wir werden hier auch über einzelne Strassenausbauprojekte diskutieren. Was uns in diesem Saal, der doch mehrheitlich bürgerlich geprägt ist, jedoch erstaunt, ist das investitionsunfreundliche Klima. Investitionen in den Werterhalt sind günstiger als Instandstellungen. Investitionen in den Campus Technik Biel schaffen Mehrwert für den Kanton und für die Wirtschaft, aber auch für die Schülerinnen und Schüler und den Bildungsstandort Kanton Bern. Investitionen schaffen und sichern auch Arbeitsplätze. Das sage ich bewusst auch an die Adresse der bürgerlichen Vertreterinnen und Vertreter. HochbauzeichnerInnen, LandschaftsarchitektInnen, unzählige Stellen sind in der Privatwirtschaft auch abhängig von Investitionen. Von daher würde es mich sehr erstaunen, wenn dieses bürgerliche Parlament solche wirtschafts- und investitionsfeindlichen Anträge unterstützen würde. Die grüne Fraktion tut das nicht. Investitionen ja, aber nachhaltig.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Staatliche Investitionen sind wichtig für die lokale und die regionale Wirtschaft. Bei der Motion, welche die FiKo hier eingereicht hat, geht es nicht darum, die Investitionen zu kürzen oder sogar eine investitionsunfreundliches Klima im Kanton Bern zu schaffen, wie meine Vorrednerin gesagt hat. Es geht lediglich darum, das bisherige Investitionsvolumen fortzusetzen und weiterzuschreiben. Das haben wir vom Präsidenten der FiKo gehört. Es wird anders verteilt: Gewisse Investitionen werden anders finanziert. Mit den 440 Mio. Franken, die in der Motion stehen, haben wir genau dieselbe Situation wie bisher mit den genau gleichen Investitionen wie bisher mit den 500 Mio. Franken. 60 Mio. Franken werden anders finanziert. Die BDP stimmt dieser Motion grossmehrheitlich zu. Wir sind allerdings der Meinung, dass man das Investitionsvolumen flexibel handhaben muss. Es darf nicht sakrosankt sein, denn es stehen Grossprojekte an, sodass dieser Wert in einzelnen Jahren überschritten wird. Wir bitten deshalb darum, das flexibel zu handhaben. Ich erinnere daran: Die Investitionen von heute sind die Gewinne von morgen. Ich komme zur zweiten Motion der FiKo, «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren»: Wie ich bereits ausgeführt habe, ist der Aufgaben- und Finanzplan ein Planungsinstrument, er ist mit sehr vielen Unbekannten behaftet und ist daher ein bisschen wie Kaffeesatzlesen. In den nächsten Jahren werden noch zahlreiche Faktoren auf den Aufgaben- und Finanzplan Einfluss nehmen. Ich will nur einige nennen: die Teuerung, die Zinsentwicklung, die Wirtschaftsentwicklung, die Steuererträge, Gesetzesänderungen, der Finanzausgleich, SNB-Gewinne, Naturereignisse, die sich nicht vorhersehen lassen, und weitere mehr. Grundsätzlich sind wir aber mehrheitlich der Meinung, dass die Aufgaben- und Finanzpläne auch beim Finanzierungssaldo ausgeglichen gestaltet werden sollten. Deshalb ist eine Mehrheit der BDP für Annahme dieser Motion. Einzelne stehen ihr jedoch

kritisch gegenüber. Zur Motion BDP, Feller, äussere ich mich nicht; Erich Feller hat sie begründet. Ich bitte den Rat, die drei Motionen anzunehmen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann mich kurz fassen und kann mich eigentlich dem Votum von Jakob Etter anschliessen. Bei der Finanzmotion zu den SNB-Gewinnen ist das Jahr 2015 bereits vom Tisch. Für das Jahr 2016 müssen sie aus meiner Sicht nicht budgetiert werden, weil die Ausschüttung der SNB-Gelder so unsicher ist, dass man sie nicht ins Budget aufnehmen darf. Im Fall, dass wir plötzlich einen Segen von 100 Mio. Franken erhalten, hätten wir noch andere Ideen: Immerhin haben wir noch gewisse Schulden, die getilgt werden sollten. Wenn das alles gelingt und wir keine Schulden mehr haben, können wir effektiv überlegen, ob die Steuern gesenkt werden könnten. Das ist jedoch Zukunft. Hier geht es bekanntlich um die SNB-Gelder von 2015 / 2016. Wir stehen grossmehrheitlich hinter dieser Motion.

Zur Motion bezüglich Nettoinvestitionen: Das Grundproblem, über das wir gestern schon gesprochen haben, ist der Finanzierungssaldo, der bestimmt, ob die Schuldenbremse der Investitionen aktiviert wird oder nicht. Schon im Budget 2015 musste die Regierung 17 Mio. Franken einsparen, weil sonst der Finanzierungssaldo ins Negative gefallen wäre. Eigentlich müssten wir die Investitionen ganz klar im Auge behalten, damit wir uns effektiv nicht neu verschulden. Das wäre nämlich die Konsequenz davon. Wir können ganz klar hinter dieser Motion stehen, denn wenn nun gewisse Investitionen aus dem Investitionsbudget fallen, sei es durch FABI oder durch einen Systemwechsel, bleibt die Höhe der Nettoinvestitionen auf demselben Niveau. Wir kürzen die Investitionen also nicht, wie Natalie Imboden, gesagt hat, sondern bleiben im Moment auf dem Niveau, das wir uns zuvor schon gegeben hatten.

Zur zweiten FiKo-Motion: Auch für die glp ist es ganz wichtig, dass sich der Kanton nicht neu verschuldet. Das ist ganz klar zuoberst auf unserer Prioritätenliste. Die Regierung soll sich bewusst sein, dass beispielsweise 2017 und 2018 eine Neuverschuldung droht, indem die Finanzierungssaldi jetzt schon im Negativen sind. Klar kann man sagen, es werde vielleicht noch einiges ändern und man werde möglicherweise neue Gegebenheiten einbeziehen müssen, aber die Mehrheit der Fraktion würde es begrüßen, wenn die Regierung jetzt schon darauf achten würde, dass der Finanzierungssaldo, der jetzt noch im Negativen ist, nicht negativ bleibt. Wir können also auch diese Motion, die sich gegen eine Neuverschuldung ausspricht, mehrheitlich unterstützen.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Ich kann mich etwas kürzer fassen: Die SVP stimmt allen Motionen zu. Die Motionäre haben eingehend begründet, weshalb man zustimmen sollte. So wie es aussieht, werden alle Motionen eine Mehrheit finden. Der einzige Wermutstropfen ist, dass eine Finanzmotion für die Regierung nicht verbindlich ist, soweit sie den AFP betrifft. Die Regierung muss sich lediglich im nächsten Planungsprozess äussern, ob sie die Motionen umgesetzt hat und wenn Nein, weshalb nicht. Es wäre, interessant von der Finanzdirektorin zu hören, wie sie sich dazu stellt: ob sie eher davon ausgeht, dass die Motionen

umgesetzt werden, wenn sie überwiesen werden, oder nicht.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Ich kann es vorwegnehmen: Die FDP unterstützt alle drei Motionen, denn sie liegen ganz auf der Linie der FDP. Die BDP-Motion, die SNB-Gewinne nicht mehr zu budgetieren, ist für uns sinnvoll, denn wer von uns budgetiert schon einen Gewinn, der nicht sicher ist. Deshalb stimmen wir dieser Motion zu. Bei der ersten Motion der FiKo hat der Präsident der Finanzkommission offen kommuniziert und aufgezeigt, weshalb sie eingereicht wurde: Wir kürzen nicht die Investitionen, sondern wollen sie bei 500 Millionen Franken belassen. Wir wollen sie jedoch nicht erhöhen, Natalie Imboden. Weil es hier eine Verschiebung gibt, wird die Zahl auf 440 Mio. Franken gesenkt. Die 60 Mio. Franken werden sonst wie verteilt, aber ausgegeben werden sie. Zur zweiten Motion der FiKo: Die FDP will keine Neuverschuldung. Wir wollen zur Entlastung der kommenden Generationen die Schulden abbauen und wollen keine zusätzlichen Schulden machen. Deshalb empfehlen wir dem Rat, allen drei Motionen zuzustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Auch die grüne Fraktion möchte keine Neuverschuldung. Schulden sind wenn möglich zu vermeiden. Über die Nachteile von Schulden müssen wir wahrscheinlich nicht diskutieren. Trotz vielen guten Willens gibt es manchmal auch bittere Wahrheiten, denen wir ausgeliefert sind. Es ist deshalb weder politisch sinnvoll noch realistisch, schon jetzt für die Jahre 2017 oder sogar 2019 dem Regierungsrat ein absolutes Schuldenverbot für die Planung aufzuzwingen. Der Regierungsrat braucht trotz unseres ausdrücklichen Wunsches, keine neuen Schulden zu machen, einen gewissen Handlungsspielraum für Notfälle und für die Planung. Einnahmen, Konjunktur sowie sich verändernde externe und interne Rahmenbedingungen können sich bis 2017 in beide Richtungen, die schwer voraussehbar sind, verändern. Wir können nicht einmal für das nächste Jahr mit Sicherheit sagen, was auf uns zukommt. Es ist aber wichtig, dass der Regierungsrat seine Einschätzung für 2017 aus heutiger Sicht transparent darlegt. Wir sollten nicht vergessen, dass die Zahlen für 2017 eine Planung sind und laufend angepasst werden können und sollten. Liebe Kolleginnen und Kollegen, im Herbst 2013 gingen wir in der Diskussion im Zusammenhang mit der ASP von einem Budgetdefizit von 170 Mio. Franken aus und nahmen eine Reihe von schmerzhaften Kürzungen vor. Nur einige Monate später schloss die Jahresrechnung 2013 mit einem Überschuss von 157 Mio. Franken ab. Die Differenz beträgt also rund 327 Mio. Franken. Zu unserer Kritik sagte die Finanzdirektorin, dass sie tatsächlich ein halbes Jahr vorher nicht gewusst hatte, wie die Jahresrechnung aussehen werde. Wie gesagt, wollen auch wir keine Neuverschuldung. Wir möchten das aber nicht mit einer strikten Motion festlegen. Wir werden diese Motion daher ablehnen.

Barbara Streit-Steller, Berne (PEV). Ich werde die Finanzmotion «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren» ablehnen, und zwar aus grundsätzlichen Überlegungen. Der AFP ist aus meiner Sicht ein Instrument, mit dem der Regierungsrat dem Grossen Rat aufzeigt, wie es in den kommenden Jahren weitergehen könnte. Im Zusammen-

hang mit dem Budget haben wir mehrere Male gehört, dass sei Kaffeesatzlesen. Und der AFP ist noch mehr Kaffeesatzlesen. Der Regierungsrat stellt dort Investitionen ein; er stellt Prognosen für das Lohnwachstum, für das Wachstum der Personalkosten und zeigt Tendenzen bezüglich der Steuereinnahmen auf. Und er warnt den Grossen Rat vor allem vor Defiziten, die es geben könnte, oder vor grossen Investitionsbrocken. Der AFP ist aus meiner Sicht nicht dazu da, um alles schon auszubügeln und alle Schwierigkeiten, die auftreten könnten, schon im Voraus unter den Tisch zu wischen. Es ist relativ einfach, Schwierigkeiten unter den Tisch zu wischen: Als Regierungsrat kann man sehr leicht höhere Steuereinnahmen prognostizieren oder grosse Investitionen noch etwas verzögern. Ich frage mich allerdings, ob es in unserem Sinn wäre, wenn der Regierungsrat Schwierigkeiten, die in Zukunft auftauchen könnten, vor dem Grossen Rat einfach verstecken würde und mögliche Defizite, die am Horizont erscheinen, im Voraus ausgleiche. Mir ist es lieber zu wissen, wohin die Reise punkto Finanzen gehen könnte und dass eine gewisse Transparenz herrscht, auch wenn diese Reise nicht immer bei schönem Wetter stattfindet. Auf diese Weise kann der Grosse Rat rechtzeitig diskutieren, wo er Einsparungen vornehmen will, welche Aufgaben ihm wichtig sind und welche Investitionen er eventuell hinausschieben will. Wir dürfen das nicht dem Regierungsrat überlassen. Deshalb bitte ich den Rat, diese Motion zusammen mit mir abzulehnen.

Beatrice Simon, directrice des finances. Dieses Mal geht es etwas länger. Ich äussere mich zuerst zur Motion «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016». Mit dieser Motion soll die Planungssicherheit in Bezug auf die Budgetierung der Nationalbankgewinnausschüttung geschaffen werden – oder anders ausgedrückt: Der Regierungsrat soll in den Jahren 2015 und 2016 keine Ausschüttung budgetieren. Was das Jahr 2015 betrifft, hat der Regierungsrat diese Forderung erfüllt, wie wir alle wissen, und hat keine Ausschüttung vorgesehen. Wenn ich auf die Nationalbankgelder angesprochen werde, wiederhole ich eigentlich immer, dass es sehr schwierig ist, im August das Budget zu präsentieren, jedoch erst am 31. Dezember zu wissen, ob das Geld kommt oder nicht. Rückblickend darf man festhalten, dass man für das Jahr 2015 das Geld sehr wohl in das Budget hätte aufnehmen können, weil die Signale ganz klar positiv sind. Die Ausgangslage präsentiert sich heute so, dass ich mit jedem Tag, der ohne Meldung über irgendwelche massiven Probleme in der Welt vorbeigeht, stärker davon ausgehe, dass das Nationalbankgeld 2015 ausbezahlt werden kann. Sehr grosse Optimisten, zu denen die Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren indessen nicht gehören, rechnen sogar damit, dass es mehr Geld geben wird, als das, was uns eigentlich zusteht. Laut dem dritten Quartalsbericht der Nationalbank sieht es sehr positiv aus. Es ist nicht völlig aus der Luft gegriffen, dass es plötzlich mehr Geld geben könnte. Artikel 7 der Vereinbarung zwischen der Nationalbank und dem Eidgenössischen Finanzdepartement sieht vor, dass die Auszahlung erhöht werden kann, wenn die Ausschüttungsreserven nach der Gewinnverwendung einen Wert von 10 Mrd. Franken übersteigen. Aber eben: Das ist der heutige Wissensstand, und bis am 31. Dezember kann noch einiges passieren.

Es gibt viele Wenn und Aber, es gibt auch ein Vielleicht, und das zeigt denn auch exemplarisch das Dilemma im Zusammenhang mit der Budgetierung der SNB-Gewinnausschüttung auf. Trotz allen Unwägbarkeiten dürfen wir davon ausgehen, dass 2015 eine Gewinnausschüttung erfolgt. Und gleichzeitig diskutieren wir jetzt schon darüber – und das ohne Not –, ob der Regierungsrat die SNB-Gewinnausschüttung für das Jahr 2016 einfach streichen soll. Man kann das natürlich wollen. Ich habe den Voten, die gefallen sind, zugehört und habe festgestellt, dass sich wohl eine Mehrheit für die Motion aussprechen wird. Wenn die Mehrheit diese Motion unterstützt und überweist, muss man sich auch bewusst sein, dass der Kanton Bern wegen der Schuldenbremse, die der Regierungsrat einhalten will, für den Voranschlag 2016 voraussichtlich Entlastungsmassnahmen wird beschliessen müssen. Ich erinnere Sie daran, liebe Grossrätinnen und Grossräte: Bei den Entlastungsmassnahmen werden uns nicht völlig andere Massnahmen einfallen als diejenigen, die wir in der ASP diskutiert und verworfen haben. Deshalb beantragt der Regierungsrat, diese Finanzmotion in Bezug auf das Jahr 2016 als Postulat anzunehmen, aber ich spüre natürlich, dass sich dafür keine Mehrheit finden lässt.

Ich komme zu den Nettoinvestitionen: Der Regierungsrat hat die Gründe für die ablehnende Haltung in der Antwort ausführlich dargelegt. Ich verzichte deshalb darauf, sie zu wiederholen. Es scheint mir indessen wichtig, noch auf Folgendes hinzuweisen: Investitionen sind gewissermassen das Elixier für eine Weiterentwicklung eines Kantons. Wenn wir unsere Wirtschaftskraft auch noch etwas steigern wollen, was eigentlich unser aller Bestreben sein müsste, kommen wir letztlich nicht darum herum, auch künftig zu investieren. Gleichzeitig müssen wir auch zu den Investitionen, die wir bereits getätigt haben, Sorge tragen. Wenn wir sie nicht ordnungsgemäss unterhalten, wird es später einmal viel teurer. Übrigens hat der Regierungsrat im Voranschlag 2015 bewiesen, dass er nicht fix an der Plafonierung von 500 Mio. Franken festhält. Wenn es aus finanzpolitischen Gründen notwendig ist, ist er vielmehr bereit, diese Plafonierung zu reduzieren. Deshalb ist der Regierungsrat klar der Meinung, dass die Nettoinvestitionen für 2016 und die fortfolgenden Jahre nicht jetzt schon ohne Not gekürzt werden sollten. Was ist die Realität? Es wird einen Sachplanungsüberhang geben, und wichtige Projekte müssen zurückgestellt werden. Zum Schluss möchte ich noch auf eine fehlerhafte Formulierung im Motionstext hinweisen. Dort steht: «[...] mussten im Spitalbereich die Staatsbeiträge im Voranschlag 2012 um 260 Mio. Franken aufgestockt werden, weil die Tarife neu einen Investitionsteil enthalten.» Diese Aussage stimmt so nicht. Die Mehrkosten sind entstanden, weil der Kanton Bern seit 2012 den Kantonsanteil in der Spitalfinanzierung auch für Behandlungen in den Privatspitälern entrichten muss.

Ich komme zur letzten Motion, «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren»: Als Finanzdirektorin würde man es begrüssen, wenn die Finanzplanzahlen bis weit nach hinten schön schwarz wären. Leider war das in den vergangenen Jahren nicht der Fall. Seit meinem Amtsantritt im Juni 2010 gab es bisher ein einziges Jahr, das einen positiven Finanzierungssaldo aufwies. Und das ist das kommende Finanzplanjahr 2016. Sonst wiesen die Finanzplanjahre immer

negative Saldi auf, und zwar so hohe negative Zahlen, dass wir letztlich die ASP beschliessen mussten. Die Sorgen mit den negativen Finanzierungssaldi haben mich und auch den Grossen Rat intensiv beschäftigt. Heute stehen wir in der Finanzpolitik jedoch an einem ganz andern Ort als noch vor ein paar Jahren. Es stimmt aber, dass die Jahre 2017 und 2018 derzeit noch einen negativen Finanzierungssaldo aufweisen. Das zeigt, dass wir uns nach wie vor in einer sehr labilen finanziellen Situation befinden. Mit Blick auf unseren 10,5-Mrd.-Finanzhaushalt müssen wir diese beiden negativen Finanzierungssaldi von 29 und 54 Mio. Franken in den letzten beiden Finanzplanjahren jedoch etwas relativieren. Was würde eine Überweisung dieser Motion bedeuten? Nehmen wir an, dass wir im Frühjahr, wenn wir die Budgetarbeiten des kommenden Jahres machen, feststellen, dass das neue Finanzplanjahr 2019 ohne Gegenmassnahmen voraussichtlich einen negativen Finanzierungssaldo von 50 Mio. Franken aufweisen würde. Und gehen wir ebenfalls davon aus, dass die Motion überwiesen worden wäre. Wäre der Grosse Rat dann bereit, im November 2015 ein Entlastungspaket von 50 Mio. Franken für das Jahr 2019 zu beschliessen – notabene Entlastungsmassnahmen für ein Jahr, von dem wir gerade in Bezug auf die konjunkturelle Lage, auf die Steuererträge, auf die Ausgleichszahlungen des Bundes etc. noch verhältnismässig wenig wissen? Mit der Überweisung dieser Motion würde man uns alle, auch den Grossen Rat, dazu zwingen, im November 2015 für das Jahr 2019 Entlastungsmassnahmen zu beschliessen. Ich kann mir schlecht vorstellen, dass der Grosse Rat dazu Lust verspürt. Die Alternative wären kosmetische Massnahmen, damit der Finanzierungssaldo positiv würde. Grossrätinnen, und Grossräte, ist das Ihr Verständnis von Budgetwahrheit? – Für mich ist es das definitiv nicht. Deshalb lehnt der Regierungsrat diese Motion ab.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. Sie haben nun die Finanzdirektorin gehört: Investitionen, Investitionsplanung herunterfahren. Liebe Kolleginnen und Kollegen, nehmt die Investitionsplanung im Voranschlag hervor und schaut, wie diese Planung gemacht wurde. In der BVE steht an oberster Stelle das Tram Region Bern, das mit 200 Mio. Franken veranschlagt wurde. Das Volk hat dieses Geld für den Kanton freigemacht. Dort wurde der Spielraum für die Regierung schon einmal geschaffen. Die Motion, welche die Finanzkommission hier eingereicht hat, ist nicht für alle Zeiten fix. Die FiKo ist sehr wohl wirtschaftsfreundlich und wird, wenn nötig, den Plafond erhöhen. Zum jetzigen Zeitpunkt wollten wir der Regierung ganz klar signalisieren: Wenn es Entlastungen gibt, die in die Laufende Rechnung übergehen, soll sie diese bitte im Investitionsprogramm abbilden.

Zur Neuverschuldung: Wir haben einen Systemwechsel: Heute genehmigt das Parlament den AFP zum ersten Mal. Wenn wir diese Motion nicht überweisen, geben wir der Regierung einen Freipass und zeigen, dass wir eine Neuverschuldung akzeptieren. Sie hat sich das selbst in ihren Programmen vorgegeben, und der Grosse Rat war in zahlreichen Abstimmungen mehrheitlich gegen eine Neuverschuldung. Diese Motion unterstreicht das. Ich bitte deshalb den Rat, alle drei Finanzmotionen zu überweisen. Ich hoffe,

die Regierung nehme dieses Signal wahr und werde es im kommenden Planungsprozess voll und ganz umsetzen.

La présidente. Nous passons au vote. Nous commençons par la motion financière de M. Feller. Ceux qui acceptent cette motion votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (motion financière 126-2014 Feller)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 101

Non 48

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette motion financière. Nous passons au vote sur la motion financière de la Commission des finances «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016». Ceux qui acceptent cette motion votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (motion financière 201-2014 CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 98

Non 48

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté cette motion financière. Nous passons au vote sur la motion financière de la Commission des finances «Pas de nouvel endettement dans le PIMF». Ceux qui acceptent cette motion votent oui et ceux qui la refusent votent non.

Vote (motion financière 202-2014 CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 90

Non 59

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette motion financière.

Proposition CJus

Approbation du plan intégré mission-financement 2016-18 de la Justice

Proposition CFin

Approbation du plan intégré mission-financement 2016-2018 à l'inclusion des déclarations de planification et des motions financières

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la CFin. In der vorherigen Abstimmung wurde meines Erachtens die Legitimation der Genehmigung vorgenommen. Das Parlament hat der Regierung ein klares Zeichen gegeben, in welche Richtung sie gehen soll. Die FiKo beantragt dem Grossen Rat, den Aufgaben- und Finanzplan zusammen mit den

Inhalten der Planungserklärungen und Finanzmotionen zu genehmigen und der Regierung sowie der Verwaltung grünes Licht zu geben, ihre Planung zum jetzigen Zeitpunkt im normalen Rhythmus weiterzuführen. Ich nehme an, dass im Rat Gelüste vorhanden sind, den AFP abzulehnen oder sich der Stimme zu enthalten. Ich bitte den Rat jedoch, in seiner grossen Mehrheit, dem AFP zuzustimmen. Ich weiss, es ist ein neues Instrument: Es handelt sich um eine Genehmigung, aber wir haben aus meiner Sicht genügend Zeichen gesetzt, damit man zustimmen kann. Die FiKo hat mit einem Verhältnis von 9 gegen 4 Stimmen bei 1 Enthaltung dem Aufgaben- und Finanzplan zugestimmt. Natürlich nimmt die FiKo auch die Finanzplanung der Justiz zur Kenntnis.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich muss meinem Vorredner – meinem Fraktionskollegen und dem Präsidenten der FiKo – widersprechen: Wie wir einige Male gehört haben, genehmigen wir heute zum ersten Mal den AFP. Wenn wir zustimmen, sagen wir ausdrücklich Ja zu dem Finanzplan, den uns der Regierungsrat vorlegt. Die Finanzmotionen, die wir zu Recht überwiesen haben, haben, falls überhaupt, erst Auswirkungen auf das Geschäft, das uns im kommenden Jahr vorgelegt wird, also auf den Finanzplan, den wir nächstes Jahr im Rat behandeln. Was der Regierungsrat mit verbindlichen überwiesenen Vorstössen macht, habe ich Ihnen gestern Nachmittag anhand der Motion, die wir im Januar überwiesen hatten, erklärt. Deshalb bezweifle ich, dass sich der Regierungsrat tatsächlich an die Planungserklärungen und an die Finanzmotionen, die wir überweisen haben, hält. Ich hoffe zwar, dass er es macht, aber ich bin nicht ganz sicher, ob es wirklich so sein wird. Der Aufgaben- und Finanzplan ist ein Planungsinstrument, wie wir heute mehrmals hören konnten: Er zeigt die Richtung auf, die der Regierungsrat mit den Finanzen einschlagen will.

Vor diesem Hintergrund bin ich etwas erstaunt, wenn hier gesagt wird, man dürfe dem Finanzplan nicht allzu grosse Bedeutung beimessen. Wenn wir wirklich wollen, dass wir zur Finanzpolitik etwas sagen können, müssen wir das machen, was wir in der Parlamentsrechtsrevision beschlossen haben: nämlich zeitgerecht, vorausschauend und verbindlich mitreden und mitsteuern. Genau das können wir machen, indem wir den Finanzplan genehmigen oder eben nicht. Wir können doch keinen Finanzplan genehmigen, der in den Finanzplanjahren 2017 und 2018 negative Finanzierungssaldi aufweist: einen Finanzplan, der eine Neuverschuldung bewirkt; einen Finanzplan, in dem nirgends zu sehen ist, dass der Regierungsrat irgendwelche neuen Angebote zur Strukturverbesserung machen will; einen Finanzplan, in dem das SNB-Geld enthalten ist, bei dem wir keine Ahnung haben, ob es tatsächlich kommen wird. Kurz: Dieser Finanzplan zeigt keinerlei Perspektiven auf. Es ist keine Rede davon, dass sich der Kanton finanziellen Spielraum schafft, und ebenso wenig davon, dass er im Bereich der Zentralverwaltung Stellen mit Koordinations- und Unterstützungsfunktionen abbauen will.

Die SVP-Fraktion will in den Finanzplanjahren keine solche Finanzpolitik genehmigen. Sie will Perspektiven sehen, sie will keine Finanzpolitik nach dem Prinzip Hoffnung und ohne Perspektiven. Und genau darum geht es bei dem Zeichen, das wir mit der Genehmigung oder eben der Nichtgenehmi-

gung des Finanzplans setzen. Die grosse Mehrheit der SVP-Fraktion wird den Finanzplan in der vorliegenden Form ablehnen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich habe eingangs für die grüne Fraktion gesagt, dass für uns der Aufgaben- und Finanzplan ein transparentes Instrument ist. Es zeigt uns auf, wohin die Reise geht. Es zeigt die Schwierigkeiten auf und macht auch klar, wo Handlungs- und Diskussionsbedarf vorhanden ist. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, der Finanzplan ist eben ein Planungsinstrument und es ist nicht so, dass alles, was dort steht, eins zu eins eintreffen wird. Der Investitionsstopp, den die bürgerliche Mehrheit in der vorhergehenden Abstimmung beschlossen hat, stimmt uns indessen mehr als nur kritisch. Mit diesen Finanzmotionen, die klar sagen, dass nicht noch mehr investiert werden darf, dass es keine Neuverschuldung geben darf und dass die SNB-Gewinne nicht einmal entgegengenommen werden dürfen, wenn sie denn kommen, ist der Aufgaben- und Finanzplan kein Planungsinstrument mehr, sondern verkommt zu einer Bremse. Er ist eine Investitionsblockade und hindert uns daran, vorausschauend zu politisieren. Die grüne Fraktion kann einem solchen AFP mit diesen Ergänzungen, die nun vorgenommen wurden, nicht einfach zustimmen. Wir werden uns mehrheitlich der Stimme enthalten.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). In der Logik dessen, was ich beim Budget, das schon fast Schnee von gestern ist, gesagt habe, müsste jetzt eigentlich auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion den Finanzplan ablehnen oder sich mindestens der Stimme enthalten. Sie haben Ihre Anliegen durchgebracht; das war absehbar. In der Diskussion hat sich indessen auch gezeigt, dass es auch auf der bürgerlichen Seite Kreise gibt, die einige Kröten schlucken mussten, insbesondere das prognostizierte Defizit. Es handelt sich bekanntlich um einen Finanzplan mit dem entsprechenden Stellenwert. Niemand von uns weiss, wie es in einem halben Jahr aussieht, wie dann die Börse funktioniert, ob die SNB Gewinne macht oder nicht: Es gibt also sehr viele Unbekannte. Es bringt den Kanton sicher nicht weiter, wenn wir nun den Finanzplan an die Regierung zurückweisen. Wir helfen nicht mit, gegen die Regierung zu schiessen und die Verwaltung schlechtzumachen, denn sie haben einen riesigen Aufwand betrieben und setzen alle Kräfte ein, um den Kanton weiterzubringen. In dem Sinn wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion heute mitwirken, um eine Mehrheit zu finden, die den Finanzplan unterstützt. Wir machen es nicht mit freudigem Herzen, wie ich gestern gehofft hatte, sondern eher zähneknirschend. Wir helfen jedoch nicht mit, in diesem Saal unheilige Allianzen zu schaffen. Ich appelliere an alle vernünftigen politischen Kräfte, heute ein Zeichen für den Kanton Bern zu setzen und dem Finanzplan zum Durchbruch zu verhelfen. Wir können im nächsten Jahr über das Budget 2016 wieder zusammen debattieren.

Adrian Haas, Berne (PLR). Wir werden dem Finanzplan zustimmen. Wir sehen ihn als rollende Planung. Zudem haben wir nun die drei Motionen überwiesen. Beim Nationalbankgeld haben wir das Hüst und das Hott herausgenommen: Das soll eine gewisse Vorausssehbarkeit gewährleisten. Bei den Investitionen haben wir übrigens keine Kür-

zung beschlossen. Ich möchte in aller Form zurückweisen, was Grossrätin Imboden gesagt hat. Es geht letztlich um eine Verschiebung von der Investitionsrechnung in die Laufende Rechnung; nämlich dort, wo bei Fallpauschalen neu die Investitionsanteile enthalten sind. Wir wollen das dort finanztechnisch nachvollziehen. Wir haben auch Vorgaben für die nächste Finanzplanung gemacht, weil es eben eine rollende Planung ist: dass nämlich keine Neuverschuldung erfolgen darf. Das heisst, die Regierung wird zusätzliche Massnahmen ergreifen müssen. Zudem möchte ich noch Folgendes sagen: Wir haben mit den Motionen nun einen Minimalboden gesetzt. Aber der Regierung ist es keineswegs verboten, selbst etwas in die Zukunft zu denken und Handlungsspielraum zu schaffen, auch wenn sie uns im nächsten Jahr einen neuen Finanzplan vorlegt. «Gouverner, c'est prévoir», und das erwarten wir hier eigentlich. Sonst würden wir sicher den nächsten Finanzplan zurückweisen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ich kann es vorwegnehmen: Die BDP-Fraktion stimmt dem Aufgaben- und Finanzplan in der vorliegenden Form zu. Für uns sind die Leitplanken klar gesetzt: Wir wollen keine Neuverschuldung. Wir wollen auch in Zukunft positive Finanzsaldi, und wir wollen positive Abschlüsse in der Laufenden Rechnung. Die Bedeutung des Aufgaben- und Finanzplans darf nicht überschätzt werden, das habe ich einige Male gesagt. Er gibt jedoch eine Leitplanke, er ist ein Planungsinstrument, das zeigt, in welche Richtung es geht. Für uns stimmt diese Richtung. Die Ablehnung bringt den Kanton in der jetzigen Situation nicht weiter. Ich bin etwas erstaunt, wenn man hier vorn sagt, die Motion BDP bezüglich der SNB-Gewinne bedeute, dass man diese Gewinne nicht einmal annehmen dürfe. Ich möchte dich, Natalie Imboden, doch bitten – wenn du bitte rasch zuhören möchtest –, die Motion noch einmal zu lesen. Es geht lediglich darum, dass wir die Gewinne nicht budgetieren, und nicht darum, dass wir sie nicht annehmen dürfen. Das war dann doch etwas übertrieben – ebenfalls der Investitionsstopp: Wenn Sie die Investitionen genau betrachten, erhöhen wir mit den 440 Mio. Franken im Prinzip die Investitionen um jene 17 Mio. Franken, um die sie gekürzt worden waren. Sonst wäre man bei 423 Mio. Franken und nicht bei 440 Mio. Franken. Es gibt also sogar eine leichte Erhöhung. Ich bitte den Rat, dem Aufgaben- und Finanzplan zuzustimmen. Wichtig für uns ist nachher das Budget der folgenden Jahre. Aber die Leitplanken, die wir hier gesetzt haben, sind für uns richtig.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp ist froh und bisschen stolz, dass wir unsere Finanzen wieder etwas in den grünen Bereich gebracht haben. Es ist noch nicht definitiv, aber wir sind doch auf dem besten Weg dazu. Ich habe vorhin befürchtet, es käme noch zu einer unheiligen Allianz. Aber die SP hat gut reagiert, und dafür danke ich ihr ganz herzlich. Was uns die SVP nun vorschlägt, ist alles andere als konstruktiv. Wir hatten schon mit der Rückweisung ein Problemchen, das wir indessen ebenfalls lösen konnten. Es war illusorisch, was sie uns dort vorgeschlagen hat: einen Finanzierungssaldo von ich weiss nicht wie vielen Hundert Millionen in den kommenden Jahren. Wir müssen froh sein, dass wir den Finanzierungssaldo im positiven Bereich behalten. Alles andere ist «nice to have», aber

sicher schwierig zu erreichen. Soweit wir für die Finanzplanjahre mehr Verantwortung übernehmen müssen und uns genauer überlegen müssen, was wir da planen, bin ich dafür, dies ganz fundiert zu tun, anstatt einfach zu meinen, irgendwie komme es dann schon so heraus, wie wir wollen. Wir haben ganz klar Finanzmotionen überwiesen, welche die Leitplanken setzen. Ich habe volles Vertrauen in die Regierung, dass sie sich daran orientieren wird. Für die glp ist es deshalb keine Frage: Wir stehen zu diesem Finanzplan und werden ihm zustimmen.

La présidente. Est-ce que M. le Président de la Direction de la magistrature aimerait la parole? – Ce n'est pas le cas. Mme la Directrice des finances? – Non plus. Nous passons donc au vote. Nous faisons qu'un vote sur le plan intégré mission-financement 2016–2018 qui inclut le plan intégré mission-financement 2016–2018 de la Justice. Est-ce que vous êtes d'accord avec cela? – Nous faisons donc qu'un vote. Ceux qui approuvent le plan intégré mission-financement 2016–2018 à l'inclusion des déclarations de planification et des motions financières et de la partie de la Justice votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

(approbation du plan intégré mission-financement 2016-18 de la Justice et du plan intégré mission-financement 2016-2018 à l'inclusion des déclarations de planification et des motions financières)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	90
Non	24
Abstentions	2

La présidente. Tout d'abord, tout le monde demande ce qui se passera au mois de janvier. On a eu ici, la semaine dernière, quinze motions et postulats qui ont été acceptés en urgence pour le mois de janvier. Pour l'instant, nous pensons que l'on en aura besoin d'une petite semaine pour la session du mois de janvier. On vous avertira tout de suite quand on sera sûrs, ce sera à la troisième semaine de décembre, je ne pense pas avant le 17. Aussitôt que le Conseil-exécutif aura fait le plan, on pourra nous-même calculer combien de temps sera nécessaire.

Hommage à une députée démissionnaire

La présidente. Ensuite, j'ai reçu une démission, celle de Mme Tanja Sollberger du pvl. Mme Sollberger est entrée au Grand Conseil le 20 octobre 2010, elle a été élue au mois de juin à la Commission de gestion et également à la Commission de la santé et des affaires sociales en tant que membre remplaçante. Elle a participé à une demi-douzaine de commissions ad hoc, c'est un mélange entre loi sur la police cantonale, loi sur les écoles de musique, stratégie économique, on a vraiment là tous les thèmes qui l'ont intéressée. Elle a aussi déposé des interventions. Je ne vais en citer qu'une parmi tant d'autres «Garantir le financement de la formation continue des médecins», puisque Madame est

médecin, donc on comprend cette intervention. J'aimerais quand même, même si ce n'est pas tout à fait l'habitude ici, vous lire la lettre, pour vous expliquer les raisons de sa démission, parce que ce n'est pas tous les jours qu'une députée nous quitte pour partir à l'étranger.

«Sehr geehrte Frau Grossratspräsidentin, liebe Beatrice, wie bereits in den Medien bekannt gegeben wurde, möchte ich auf Ende Jahr 2014 mein Amt als Grossrätin des Kantons Bern niederlegen. Ich konnte vor genau 4 Jahren als Nachfolgerin von Jan Flückiger für die glp der Stadt Bern in den Grossen Rat nachrutschen. Diese Wahl war für mich überraschend und ich freute mich sehr, dieses Amt zu übernehmen. Während der vergangenen Legislatur haben wir im Grossen Rat unter anderem die Versorgungsplanung und das Spitalversorgungsgesetz verabschiedet und ich konnte viel Erfahrung aus meinem medizinischen Alltag als Ärztin einfließen lassen. Gleichzeitig muss ich aber auch sagen, dass es zeitweise schwierig war, die Belastungen im Spital mit diesem Amt unter einen Hut zu bringen. Häufig spürte ich auch, dass im Grossen Rat wenig Rückhalt für die Universitätsklinik des Kantons Bern vorhanden war. Die Auswirkungen dieser Politik haben wir im Arbeitsalltag häufig eins zu eins gespürt.

Trotzdem werde ich die Politik im Grossrat als eine sehr lehrreiche und für mich wichtige Zeit in Erinnerung behalten und bin sehr dankbar für all die Erfahrungen, die ich machen konnte. Auch die vielen menschlichen Kontakte habe ich als Bereicherung erfahren.

Aber in derselben Zeit ist auch ein Traum wiedererwacht, den ich schon seit vielen Jahren in mir trage, nämlich für einige Zeit sehr weit im Norden zu leben und zu arbeiten. Immer schon fühlte ich mich vom Hohen Norden angezogen. In diesem Sommer wurde dieses Vorhaben konkret. Ich habe eine Stelle angeboten bekommen und werde an Januar in der nördlichsten Universitätsklinik der Welt in Tromsø meine neue Stelle als Anästhesieoberärztin antreten. Ich freue mich sehr auf diese Herausforderung. Die Menschen, eine neue Kultur und die immer präsente Natur werden meinen neuen Alltag bestimmen. Die langen Nächte, die Nordlichter, das Meer und die Mitternachtssonne werden für mich neue eindruckliche Erfahrungen sein. Auch die weiten Distanzen werden in meinem Alltag zu ganz neuen Herausforderungen werden... (im Umkreis von 1000 km gibt es keine andere Universitätsklinik mehr). [...] PS: Falls jemand von euch zufällig auf einer Postschiffreise durch Norwegen in Tromsø vorbeifährt: Lasst es mich wissen!»

Chère madame, en tant que présidente du Grand Conseil, je vous ai toujours vue pleine de vie, souriante, ouverte, en ayant des connaissances des dossiers en profondeur, et malgré votre discrétion, vous avez des compétences évidentes et vous avez fait du bon travail parmi nous, je vous souhaite tout de bon pour votre avenir et un grand merci pour le travail que vous avez fourni pour le canton de Berne. Merci bien. (*Applaudissements*)

Nous arrivons donc au terme de cette session. Tout d'abord, j'aimerais vous remercier pour la bonne collaboration, la bonne ambiance qu'on a pu avoir dans cette salle, même si, nous l'avons vu tout à l'heure, nous avons des divergences politiques, mais il ne faut pas oublier qu'on est là pour cela. Il est clair que c'est ici que nous devons débattre et échan-

ger nos points de vue. Vous avez fait cela avec respect, sans animosité, je vous en remercie infiniment. (*La présidente agite sa cloche.*) Dans un mois, il y aura les fêtes de fin d'année, cette période est pour certains une période de joie et pour d'autres, c'est plutôt une période à passer le plus vite possible, malgré tout je vous souhaite à tous, à vous Mme la directrice des finances, à vos collaborateurs, à vous chers collègues, journalistes, personnes sur les tribunes, ainsi qu'à nos collaborateurs de l'administration, je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année et je clos la séance, merci. (*Applaudissements*)

Fin de la séance et de la session à 11 heures 41.

Les rédactrices :

Priska Vogt (d)

Catherine Graf Lutz (d)

Annexe 1

Motions financières délibérées de manière groupée pendant la séance ; texte et réponse du Conseil-exécutif

Affaire 2014.RRGR.624

N° de l'intervention:	126-2014
Type d'intervention:	Motion financière
Déposée le:	04.06.2014
Déposée par:	Feller (Münsingen, PBD) (porte-parole) Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) Herren-Brauen (Rosshäusern, PBD)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1000/2014 du 20.08.2014
Direction:	FIN

Budget 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS

Le Conseil-exécutif est chargé de ne pas inscrire de bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) au budget des exercices 2015 et 2016.

Développement

La BNS a mis cette année la Confédération et les cantons en péril, ses lourdes pertes de l'exercice 2013 ne lui ayant pas permis de redistribuer des bénéfices. Ces ressources, inscrites au budget 2014, font maintenant défaut, ce qui pourrait entraîner des mesures d'économie.

Les cantons vont devoir s'habituer à ne plus recevoir automatiquement les bénéfices de la BNS. D'après la convention conclue en 2011, la BNS ne redistribue de bénéfices que si, premièrement, elle en réalise et, deuxièmement, elle bénéficie de réserves suffisantes. Or, ces deux conditions risquent de ne pas être réunies cette année et l'année prochaine. La Convention entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse concernant la distri-

bution du bénéfice de la Banque nationale suisse arrivera en outre à échéance en 2015 et devra être renégociée pour l'année 2016.

Par mesure de prudence, le canton devrait donc ne pas inscrire de bénéfices de la BNS au budget des exercices 2015 et 2016. Cela lui évitera de devoir ensuite prendre de douloureuses mesures d'économie si les bénéfices de la BNS viennent à faire défaut.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion financière demande que les bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) ne soient pas inscrits au budget des exercices 2015 et 2016, en raison de l'incertitude concernant le versement futur de ces bénéfices à la Confédération et aux cantons.

Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires, selon lequel il est incertain que la BNS verse des bénéfices à la Confédération et aux cantons en 2015 et en 2016. La réserve pour distribution future inscrite au bilan de la BNS dans le but d'assurer le versement du bénéfice à la Confédération et aux cantons affiche en effet un solde nettement négatif du fait de la perte annuelle essuyée en 2013. En vertu de l'article 5 de la Convention entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse concernant la distribution du bénéfice de la BNS, la distribution est entièrement suspendue si, après attribution à la provision pour réserves monétaires, la réserve pour distributions futures n'est pas positive. Pour pouvoir verser des dividendes à la Confédération et aux cantons tout en alimentant la provision pour réserves monétaires, la BNS devrait, dans ces circonstances, réaliser un bénéfice d'au moins CHF 10 milliards en 2014.

Compte tenu de la forte augmentation du bilan de la BNS ces dernières années, il faut s'attendre à voir les résultats de ces prochaines années se situer dans une fourchette de plus ou moins CHF 15 milliards. C'est ce que montre notamment l'évolution des résultats intermédiaires de la BNS au cours des deux premiers trimestres de 2014 (1^{er} trimestre 2014 : bénéfice de 4,4 milliards / 2^e trimestre : bénéfice de CHF 16,1 milliards). Il n'est donc pas exclu que la Confédération et les cantons perçoivent des dividendes de la BNS en 2015. Le Conseil-exécutif considère néanmoins qu'au vu de la situation exposée précédemment, il serait hasardeux de prévoir un versement de la BNS dans le budget 2015 : il a donc renoncé à budgétiser ce bénéfice pour l'exercice 2015.

La distribution de bénéfices de la BNS reste néanmoins prévue dans le plan intégré mission-financement 2016 à 2018. Le Conseil-exécutif estime que le cas échéant, sa suppression ne devrait pas intervenir avant le prochain processus de planification, c'est-à-dire avant l'élaboration du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019. D'une part, parce qu'il faut d'abord analyser dans le détail le résultat annuel de la BNS pour 2014 et l'évolution qui en découle de la réserve pour distributions futures ; d'autre part, parce que le Département fédéral des finances et la BNS, après avoir entendu les cantons, vont normalement commencer à renégocier l'année prochaine la Convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS, qui date du 21 novembre 2011. La nouvelle conven-

tion ne sera déterminante qu'à partir de l'exercice 2016 de la BNS et donc du budget 2017 de la Confédération et des cantons. Cependant, le Conseil-exécutif considère que le canton de Berne ne devrait pas, en s'abstenant d'inscrire le versement de la BNS au plan financier pour 2016, envoyer d'ores et déjà (au mauvais moment) un signal selon lequel il pourrait de toute manière renoncer à la distribution du bénéfice de la Banque nationale ou ne plus compter sur cette distribution.

Le Conseil-exécutif propose par conséquent au Grand Conseil, pour ce qui concerne l'exercice 2015, d'adopter et de classer la présente motion exigeant que les bénéfices de la BNS ne soient pas inscrits au budget. Concernant l'exercice 2016, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de maintenir pour l'instant l'inscription de la distribution des bénéfices de la BNS au plan financier et donc d'adopter la présente motion financière sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Exercice 2015: adoption et classement

Exercice 2016: adoption sous forme de postulat

Affaire 2014.RRGR.1055

N° de l'intervention: 201-2014
 Type d'intervention: Motion financière
 Déposée le: 21.10.2014
 Déposée par: CFin (Iseli, Zwieselberg)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 20.11.2014
 N° d'ACE: 1327/2014 du 5 novembre 2014
 Direction: FIN

Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016

Le Conseil-exécutif est chargé de fixer le plafond de l'investissement net à 440 millions de francs par année à compter de l'exercice 2016.

Développement

Ces dernières années, nous avons observé le déplacement des investissements du compte des investissements au compte de fonctionnement. Le financement des EMS en 2011 en est un exemple, qui a conduit à l'augmentation de 39 millions des subventions nettes prélevées sur le compte de fonctionnement et à la suppression des subventions d'investissement de 14,5 millions. Dans le domaine hospitalier, les subventions prévues au budget 2012 ont été augmentées de 260 millions puisque les tarifs couvrent désormais une part d'investissement. Dans le domaine des hautes écoles, le changement de système a lieu progressivement. L'Université est passée en 2013 au système du subventionnement, la HES et la HEP, en 2014. Il en résulte un allègement du compte des investissements de quelque 30 millions par année. A compter de 2016, enfin, suite à l'adoption en votation populaire du projet FAIF, la Confédération se chargera entièrement de l'infrastructure ferroviaire régionale, ce qui allégera le compte des investissements du canton de 30 millions par année.

Le fait de laisser le plafond de l'investissement net à 500 millions revient à augmenter l'investissement en termes réels. C'est pourquoi la Commission des finances demande la correction du plafond de 60 millions et son établissement à 440 millions par année à compter de l'exercice 2016. Cela permettra d'équilibrer grosso modo les effets du changement de système dans les hautes écoles et l'allègement du compte des investissements dans le domaine des infrastructures ferroviaires.

Réponse du Conseil-exécutif

Les besoins en investissements du canton de Berne sont en progression constante depuis plusieurs années. Malgré cette augmentation des besoins et compte tenu de la précarité de la situation financière, le Conseil-exécutif a décidé lors du cycle de planification de 2012 de plafonner l'investissement net ordinaire à un niveau de 500 millions de francs par an. Il considérait certes ce chiffre comme un minimum absolu, mais pas comme une référence valable sur le long terme. De ce fait, il a parfois fallu réduire la planification dans les différents domaines politiques ces dernières années, ce qui a nécessité d'adapter, de reporter et d'annuler des projets. En outre, le Grand Conseil a arrêté dans les budgets de 2012, 2013 et 2014 des coupes de l'investissement net, à hauteur de 30 millions de francs (2012, 2014) et de 50 millions de francs (2013), qui ont entraîné des adaptations supplémentaires dans la planification des investissements. De même, pour des raisons de politique financière, le Conseil-exécutif a décidé la réduction de 17 millions de francs des investissements au budget 2015, par rapport au plafond de 500 millions de francs.

La situation financière ayant contraint les autorités à plafonner et à réduire l'investissement ces dernières années, il existe aujourd'hui des besoins de rattrapage attestés. C'est le cas par exemple dans le domaine du maintien de la substance des bâtiments du canton, dans lesquels on n'a pas assez investi ces dernières années, comme dans d'autres domaines d'ailleurs. Une nouvelle coupe dans l'investissement aurait pour résultat que les ressources resteraient insuffisantes ces prochaines années pour entretenir les bâtiments, dont la valeur se détériorerait. Et pour avoir négligé l'entretien, il faudrait plus tard investir dans de coûteuses remises en état.

Notons par ailleurs que ces prochaines années, le canton devra disposer de suffisamment de ressources pour pouvoir investir dans d'importants projets d'avenir : le campus de la Haute école spécialisée à Bienne et la desserte de l'Emmental et de la Haute-Argovie, des améliorations urgentes pour les transports, sont deux exemples. Ces projets revêtent de l'importance pour le développement économique du canton, pour le renforcement de sa compétitivité par rapport aux autres cantons et pour l'amélioration de sa situation du point de vue de la RPT.

Enfin, le Conseil-exécutif signale que du seul point de vue de la politique financière, les coupes proposées par la Commission des finances dans l'investissement ne sont actuellement pas justifiées quand on compare le budget cantonal (charges et revenus de plus de CHF 10 mia) et le modeste nouvel endettement prévu – pour l'instant de ma-

nière purement prévisionnelle - pour les exercices 2017 et 2018 (CHF 29 mio et 54 mio respectivement).

Les Directions et la Chancellerie d'Etat vont de nouveau actualiser leurs plans d'investissement lors du prochain cycle de planification visant l'élaboration du budget 2016 et du PIMF 2017 à 2019. Le Conseil-exécutif arrêtera le montant de l'investissement net pour l'exercice budgétaire 2016 et les années suivantes, en tenant compte du contexte de politique économique et financière. Dans ces conditions, vu l'importance économique que revêt l'investissement pour le canton de Berne et compte tenu du fait que le PIMF prévoit un solde de financement positif au moins pour 2016, le Conseil-exécutif refuse d'abaisser le plafond de l'investissement net pour les exercices 2016 à 2018.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Affaire 2014.RRGR.1056

N° de l'intervention: 202-2014
 Type d'intervention: Motion financière
 Déposée le: 21.10.2014
 Déposée par: CFin (Iseli, Zwieselberg)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 20.11.2014
 N° d'ACE: 1324/2014 du 5 novembre 2014
 Direction: FIN

Pas de nouvel endettement dans le PIMF

Le Conseil-exécutif est chargé d'éliminer lors du prochain cycle budgétaire la nouvelle dette qu'il est prévu de contracter en 2017 et 2018 et de faire en sorte qu'il n'y ait pas non plus de nouvel endettement pour l'année 2019.

Développement

Pour le solde de financement, les chiffres du budget 2015 et du plan intégré mission-financement 2016-2018 ne sont pas réjouissants. Alors que dans les deux premiers exercices du PIMF, 2015 et 2016, les soldes sont encore positifs, ils retombent dans les chiffres rouges à partir de 2017. Le Conseil-exécutif a donc failli par rapport à la consigne qu'il s'est lui-même donnée, à savoir éviter le nouvel endettement dans toutes les années du PIMF. Il met ainsi à mal le frein à l'endettement appliqué au compte des investissements, puisque le degré d'autofinancement est inférieur à 100 pour cent les quatre années du PIMF.

La Commission des finances attribue la plus haute priorité à la stabilité financière du canton. C'est pourquoi elle n'est pas disposée à accepter un nouvel endettement ces prochaines années. Elle se réserve donc la possibilité de proposer au Grand Conseil de renvoyer dorénavant au Conseil-exécutif les soldes de financement négatifs. La Commission des finances sait bien que les chiffres du PIMF pourront encore être améliorés ces prochaines années. Malgré cela, elle tient à ce que les chiffres soient dans le noir même dans le PIMF afin qu'il soit à nouveau possible de réaliser des excédents plus substantiels.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif a déjà souligné à maintes reprises par le passé qu'il comptait poursuivre à l'avenir ses efforts en vue d'un assainissement durable des finances cantonales. Ainsi s'est-il fixé pour objectif, durant la législature de 2015 à 2018, de présenter chaque année un compte de fonctionnement excédentaire tout en évitant un nouvel endettement¹.

De ce fait, le Conseil-exécutif approuve sur le fond l'orientation de la présente motion financière. Cependant, conformément à sa politique financière « définie à tête reposée », il considère qu'avec un budget de plus de 10 milliards de francs, un nouvel endettement purement prévisionnel de l'ordre de quelques millions seulement dans les chiffres de la planification de certaines années (comme c'est par exemple le cas dans la planification actuelle pour les exercices 2017 et 2018) ne devrait pas être exclu d'emblée de manière catégorique. Si la motion financière était réalisée intégralement, il faudrait immanquablement adopter des mesures d'allègement radicales – par exemple la dernière année de la planification financière – qui pourraient se révéler inutiles et précipitées tout juste un an après, du fait de l'évolution des conditions générales (p. ex. conjoncture). En tout état de cause, cette façon de procéder ne serait pas conforme à la politique financière fiable et définie à tête reposée à laquelle aspire le Conseil-exécutif.

Le Conseil-exécutif s'efforce cependant, dans l'optique du prochain cycle de planification visant l'élaboration du budget 2016 et du PIMF 2017 à 2019, d'éliminer dans toute la mesure du possible le nouvel endettement – pour l'instant purement prévisionnel – dans les exercices du PIMF. Aussi le Conseil-exécutif propose-t-il au Grand Conseil d'adopter la présente motion financière sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

Annexe 2

Affaires de la session de novembre délibérées selon la procédure écrite

Affaire 2014.RRGR.845

Questions déposées par les membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif

Question 1

Haas Adrian (PLR), Berne - Quelle suite pour Open Justitia ?

Le 23 octobre, l'Unité de pilotage informatique de la Confédération a publié un avis d'expert donné en mandat par le Conseil fédéral sur le cadre légal du recours aux logiciels

¹ Voir par exemple la page 26 du Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil sur le budget 2015 et le plan intégré mission-financement 2016 à 2018.

libres OSS dans l'administration fédérale et sur le projet « Open Justitia » du Tribunal fédéral. L'expert parvient à la conclusion que, contrairement à ce que pense l'autorité judiciaire suprême, il n'y a pas aujourd'hui de base légale suffisante pour que le logiciel Open Justitia soit rendu librement accessible. Le soutien technique de certains utilisateurs est considéré comme posant de sérieux problèmes. Le Tribunal fédéral se propose selon un communiqué d'analyser la situation pour présenter ensuite un rapport aux commissions parlementaires compétentes. Jusqu'à nouvel avis, Open Justitia ne sera plus distribué.

La Justice bernoise utilise Open Justitia depuis 2013 et elle est donc directement concernée.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à la question suivante :

- Quelles sont exactement les conséquences pour le canton de Berne de l'arrêt probable de la distribution du logiciel Open Justitia et du soutien technique offert dans ce contexte ?

Réponse de la Direction de la magistrature

C'est seulement pour la publication de décisions du Tribunal administratif que certaines composantes d'Open Justitia sont encore utilisées à l'heure actuelle. Toutefois, depuis le milieu de 2014, il est envisagé de ne plus avoir recours à ce logiciel dès la fin de 2014 ou le début de 2015, car les systèmes de contrôle des affaires devant être introduits au sein des autorités judiciaires offriront sans doute aussi les fonctionnalités nécessaires pour la publication. Par conséquent, l'arrêt éventuel de la distribution du logiciel Open Justitia et du soutien technique offert dans ce contexte n'aurait, dans la situation actuelle, aucune répercussion sur les autorités judiciaires.

Question 5

Fuchs Thomas (UDC), Berne - Dernière campagne de Greenpeace contre le nucléaire

Dans une lettre adressée à un million de ménages, on apprend que les autorités ont insuffisamment informé au sujet de la distribution de comprimés d'iode, que la manière dont devrait se passer une évacuation n'est pas clairement définie, pas plus que le lieu où les personnes évacuées seraient hébergées. De plus, il semblerait que l'on soit incapable de garantir que l'appel à ingérer les comprimés d'iode puisse être diffusé à temps. De même, l'utilité des comprimés en cas d'accident nucléaire est remise en question. Ce courrier est l'expression de la volonté de semer la panique dans la population et d'inscrire le tout dans un contexte officiel, sachant que les citoyens et citoyennes sont nombreux à faire confiance aux autorités. On ne peut voir de prime abord que ce courrier n'émane pas du Service d'approvisionnement en iode de potassium mais de l'organisation extrémiste de gauche Greenpeace. Dans son ardeur de combattre le nucléaire en falsifiant l'image graphique d'un service officiel, Greenpeace a largement dépassé les limites de la décence et elle a semé le trouble et l'angoisse dans la population.

Le Conseil-exécutif est par conséquent prié de répondre aux questions suivantes :

1. Une action pénale a-t-elle été engagée contre les auteurs de ce faux courrier (p. ex. art. 258 du Code pénal, Menaces alarmant la population : Celui qui aura jeté l'alarme dans la population par la menace ou l'annonce fallacieuse d'un danger pour la vie, la santé ou la propriété sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire) ?
2. Des sanctions pénales seront-elles prises contre les auteurs pour falsification d'un document officiel ?
3. Dans la négative, pourquoi l'organisation Greenpeace est-elle à l'abri d'une action pénale ?

Réponse du Conseil-exécutif (CHA)

Les délits de faux dans les titres et de menaces alarmant la population sont poursuivis d'office. Les autorités de poursuite pénale ont l'obligation d'agir, il n'est pas nécessaire qu'une plainte soit déposée. Comme les actes de Greenpeace sont connus du public, les autorités compétentes peuvent agir sans qu'il faille déposer une plainte. Au demeurant, c'est en premier lieu à la Confédération qu'il appartient en l'occurrence de s'adresser aux autorités pénales. En effet, c'est la pharmacie de l'armée qui se charge sur mandat de la Confédération de la distribution à titre préventif de comprimés d'iode dans les communes situées dans un rayon de 50 km autour des centrales nucléaires suisses.

Question 8

Fuchs Thomas (UDC), Berne - Argent du crédit-cadre des transports publics après le rejet du Tram Region Bern

Le 28 septembre 2014, les communes d'Ostermundigen et de Köniz ont rejeté le projet Tram Region Bern. Le financement devait être assuré avec les fonds du crédit-cadre des subventions d'investissement dans le domaine des transports publics. Le crédit-cadre est accordé pour la période jusqu'en 2017. Les moyens pour la ligne de tram d'Ostermundigen étaient contenus dans le crédit-cadre de la période précédente.

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la somme des montants libérés suite au rejet du projet de tram ?
2. Comment seront dépensés les moyens ainsi devenus disponibles ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

Après le non des communes d'Ostermundigen et de Köniz au tram, la délégation des autorités de Tram Region Bern a immédiatement stoppé le projet. Ce dernier ne sera pas réalisé et tous les travaux en cours seront interrompus dans les régles.

1. Le crédit-cadre d'investissement pour les transports publics pour la période 2010-2013 prévoyait l'allocation de 107 millions de francs et le crédit-cadre 2014-2017,

de 96,5 millions de francs aux branches de tram en direction de Köniz et d'Ostermundigen. Cet argent devrait être alloué aux dépenses de la période 2015-2024.

2. Les crédits d'objet pour la réalisation du Tram Region Bern ne feront pas l'objet d'une procédure d'approbation. Les fonds prévus ne seront pas utilisés pour le projet. Le plan intégré mission-financement ainsi que la planification des investissements seront adaptés en conséquence.

Question 12

Riem Bernhard (PBD), Iffwil - Tram Region Bern

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à la question suivante :

- Maintenant que le projet de Tram Region Bern a été rejeté, comment seront utilisés les moyens financiers consacrés à sa réalisation de 2015 à 2018, et quels sont les organes qui prennent les décisions à ce sujet ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

Les fonds qui avaient été prévus ne seront pas utilisés pour le projet Tram Region Bern. Le plan intégré mission-financement ainsi que la planification des investissements seront adaptés en conséquence. Il revient aux organes compétents en matière de finances de décider de l'utilisation éventuelle des fonds qui n'ont pas été utilisés pour le tram.

Question 4

Etter Jakob (PBD), Treiten - L'avance de contributions d'entretien compte-t-elle comme aide sociale ?

Depuis la votation sur l'initiative « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale ! », le droit de cité est accordé de manière très restrictive.

Les demandes de naturalisation présentées par des citoyens de l'Union Européenne sont ignorées ou alors le traitement est retardé quand les personnes concernées sont divorcées et qu'elles touchent une avance de contribution.

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. L'administration considère-t-elle que l'avance de contribution est une forme d'aide sociale ?
2. Les personnes concernées n'ont certes pas le droit à la naturalisation. Ces personnes - il s'agit le plus souvent de femmes - sont-elles jugées responsables du versement ou non de leurs contributions d'entretien ?
3. Comment ces dossiers sont-ils traités dans le contexte de l'octroi du droit de cité ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. L'avance de contributions d'entretien et l'aide au recouvrement ne constituent pas, pour leurs bénéficiaires, des

prestations d'aide sociale soumises à l'obligation de remboursement. Elles sont régies par la législation spéciale, à l'article 32, alinéa 4 de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc; RSB 860.1). Selon l'article 3, alinéa 5 de la loi du 6 février 1980 sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien (RSB 213.22), les avances ne constituent pas une aide matérielle au sens de la législation sur l'aide sociale.

- 2 et 3. Selon l'article 10 de la loi sur l'aide au recouvrement et les avances de contributions d'entretien, le débiteur de la prestation d'entretien est tenu de rembourser les avances à l'autorité communale compétente. Cela peut avoir un effet négatif sur la procédure de naturalisation. Pour les bénéficiaires, les avances de contributions ne constituent cependant pas un obstacle à la naturalisation.

Question 11

Schindler Meret (PS), Berne - Prélèvement d'ADN lors de la manifestation contre l'élection de Miss Suisse

Le 11 octobre 2014, l'élection de Miss Suisse a eu lieu sur la Place fédérale. Un groupe de personnes voulait manifester contre cette élection en distribuant des dépliant et en tenant des banderoles bien en évidence. Le groupe s'est comporté de manière pacifique, sans aucune violence. Et pourtant, ces personnes ont rapidement été encerclées par la police et appréhendées, immobilisées avec des liens et emmenées au poste pour y être photographiées et fouillées au corps.

Après cela, plusieurs de ces personnes ont été convoquées pour un prélèvement d'ADN. Une au moins de ces personnes a été accusée d'entrave à la justice.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il normal et proportionné de prélever l'ADN de personnes accusées d'entrave à la justice ?
2. Le Conseil-exécutif y voit-il un moyen utile pour clarifier une situation donnée ?
3. Est-il prêt à donner en mandat une investigation externe et indépendante concernant le prélèvement d'ADN dans le cas décrit ? Dans la négative, pour quelle raison ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

Les personnes appréhendées le 11 octobre 2014 sur la Place fédérale tentaient de troubler le bon déroulement de l'élection de Miss Suisse, manifestation bénéficiant d'une autorisation. Malgré les injonctions répétées de la police, elles ont refusé d'obtempérer et ont donc été appréhendées.

Les méthodes d'identification sont appliquées selon les dispositions de la loi. L'analyse de l'ADN de personnes mises en examen est en général ordonnée par le Ministère public – comme cela a été le cas en l'espèce – et constitue une mesure de contrainte visant à élucider des crimes ou des délits. Étant donné que la procédure est en cours, nous ne pouvons donner davantage d'informations.

Question 14**Wüthrich Adrian (PS), Huttwil - Déduction des frais de déplacement et impôt sur les véhicules routiers**

Bon nombre de citoyens et citoyennes n'ont pas la possibilité de faire valoir d'autre déduction fiscale que celle des frais de déplacement. Les frais de déplacement à déduire sont souvent importants, surtout pour les personnes qui travaillent dans les grands centres alors qu'elles vivent dans des régions rurales et dans les agglomérations. La limitation de la déduction des frais de déplacement à un montant supérieur aux 3000 francs prévus pourrait être compensée par l'augmentation de l'impôt sur les véhicules routiers. Les automobilistes du canton de Berne pourraient ainsi tous contribuer à cette mesure d'économie.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Si la déduction des frais de déplacement est limitée à un maximum de 8000 francs, quelle devrait être alors l'augmentation de l'impôt sur les véhicules routiers pour que le montant prévu dans la mesure EOS soit effectivement économisé ?
2. Le Conseil-exécutif pourrait-il envisager de proposer une solution combinée ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Selon les informations de l'Intendance des impôts, limiter la déduction des frais de déplacement à un montant de 8000 au lieu de 3000 francs réduirait de 40 millions de francs les recettes fiscales supplémentaires du canton de Berne. En prenant en considération les recettes de 244,1 millions de francs attendues de l'imposition sur les véhicules routiers, il faudrait augmenter l'impôt de 16,4 pour cent.
2. Lors de la votation de septembre 2012, le projet « Eco-tax » du Grand Conseil a été rejeté au profit du projet populaire sur l'allègement de l'imposition des véhicules routiers dans le canton de Berne, dont l'élément fondamental consistait en une réduction de l'impôt en question. Les modifications sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2013.
Le Conseil-exécutif estime qu'augmenter l'impôt sur les véhicules routiers pour compenser la diminution des économies dans un autre domaine pourrait être interprété comme une manière de faire fi de la volonté populaire. Selon lui, il n'est par conséquent pas opportun de relancer des travaux importants sur le sujet en vue d'une nouvelle révision de la législation en matière d'imposition des véhicules routiers.

Question 2**Krähenbühl Samuel (UDC), Unterlangenegg - Le nouveau président du Conseil des Etats fêtera-t-il son élection à Moutier ?**

En décembre 2014, Claude Hêche (PS JU) sera élu président du Conseil des Etats. Pour la fête officielle, un train

spécial transportera les invités dans le canton de l'élu, comme le veut la coutume. Il semblerait que la première halte du train spécial soit Moutier dans le canton de Berne. Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il vrai que le train spécial s'arrêtera à Moutier ?
2. Le Conseil-exécutif a-t-il été invité à la fête en l'honneur du nouveau président du Conseil des Etats, Claude Hêche ?
3. A-t-il été invité notamment au premier arrêt du train officiel, à Moutier, sur son propre territoire ?

Réponses du Conseil-exécutif (DAJ)

1. Oui, un train spécial partira de Berne en début d'après-midi pour rejoindre la capitale jurassienne après un arrêt en gare de Moutier.
2. Oui, la présidente du Conseil-exécutif a été invitée à prendre part à la manifestation du 26 novembre 2014.
3. L'invitation concerne la participation à toute la manifestation et non seulement une présence lors de l'arrêt en gare de Moutier.

Question 9**Geissbühler-Strupler Sabina (UDC), Herrenschwanden - Conséquences du report de la scolarisation**

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à la question suivante :

- Quelles sont les conséquences quand un enfant ne fait qu'une seule année d'école enfantine ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

En principe, les enfants suivent deux années d'école enfantine avant de passer en première année du degré primaire. Si un motif important le justifie (il s'agit en général du niveau de développement et de connaissances de l'enfant), le passage en première année peut être avancé ou différé d'un an. Un enfant peut passer à l'école primaire après avoir fréquenté une seule année d'école enfantine lorsqu'il a atteint un niveau de développement (compétences sociales, personnelles et scolaires) qui lui permet de suivre l'enseignement et de fournir les performances requises.

Question 10**Geissbühler-Strupler Sabina (UDC), Herrenschwanden - Rôle de la multiplication des leçons théoriques pour les performances scolaires**

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à la question suivante :

- Les résultats des études qui ont montré que des exercices physiques quotidiens en parallèle à la réduction du nombre de leçons théoriques permettaient d'obtenir de meilleurs résultats ont-ils été pris en compte dans la détermination du nombre de leçons théoriques ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

L'école obligatoire dispense une formation générale étendue et fondamentale. Outre l'allemand, les langues étrangères, les mathématiques et la discipline *Natur-Mensch-Mitwelt* (sciences naturelles), les disciplines créatives, telles que la musique, les activités créatrices et manuelles et le sport, jouent un rôle important dans cette formation. Ces disciplines sont prises en compte en conséquence dans les bases de planification du *Lehrplan 21*.

De nombreux enseignants et enseignantes consacrent en outre des moments au mouvement lors de l'enseignement des autres disciplines.

Question 16

Geissbühler-Strupler Sabina (UDC), Herrenschwanden - Apprentissage des langues par immersion

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Sait-il que pour apprendre une langue en situation d'immersion, un enfant doit être confronté à la langue étrangère durant plus de 50 pour cent de son état d'éveil ?
2. Dans l'affirmative, pourquoi l'apprentissage du français a-t-il été conçu sur cette base, alors que seules trois leçons hebdomadaires sont réservées à l'apprentissage du français à l'école ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. Le Conseil-exécutif est conscient que l'apprentissage d'une langue étrangère à l'école et l'apprentissage d'une langue à laquelle on est directement confronté sont deux choses différentes. L'apprentissage des langues étrangères dès la 3^e année du primaire se justifie toutefois par le fait que les enfants du degré primaire traversent des phases d'apprentissage et de développement capitales pour l'apprentissage des langues. Bien que ce « bain linguistique » soit moins intense qu'une immersion totale, il permet malgré tout aux enfants de développer un bon sens de la langue par le jeu. L'essentiel est qu'ils prennent du plaisir au contact du français, l'une de nos langues nationales, et éprouvent l'envie de l'apprendre.
2. Les jeunes enfants n'apprennent pas de la même façon que les enfants plus âgés. Le projet Passepartout en tient compte : dans le cadre de l'apprentissage des langues à un jeune âge, les enfants apprennent à s'intéresser à d'autres langues en s'amusant. Plus tard, à l'adolescence, ils auront ainsi plus de facilité à utiliser les langues et à se mettre en avant ; ce faisant, ils amélioreront leurs compétences linguistiques.

Question 13

Rudin Michel (pvl), Lyss - Bureaucratie dans l'institution d'un syndicat de communes

Selon la loi sur l'encouragement des activités culturelles (art. 24 et 41), les communes des régions où il n'existe pas de conférence régionale sont regroupées, de par la loi, en un syndicat de communes avant la fin 2014. Dans la région de Bienne-Seeland-Jura bernois, le Conseil-exécutif a reporté à deux reprises la votation sur l'institution d'une conférence régionale, la dernière fois en raison du postulat Matti. Il faut donc instituer un syndicat de communes pour l'encouragement des activités culturelles, même si la question de la conférence régionale n'a pas encore été définitivement clarifiée. Or, l'institution d'un syndicat de communes avec un règlement d'organisation et des organes qui complètent l'organisation régionale déjà en place (Verein seeland.biel/bienne et Conférence des Maires du Jura bernois) demande un important travail administratif et d'inutiles doublons.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment le Conseil-exécutif justifie-t-il le déploiement de bureaucratie et les doublons pour l'institution d'un syndicat de communes alors que la question de la conférence régionale n'a pas encore été définitivement clarifiée ?
2. Pourquoi les tâches définies dans la LEAC ne peuvent-elles pas être remplies à titre transitoire par les organisations régionales existantes, jusqu'à ce que soit prise la décision concernant la conférence régionale ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

Le Conseil-exécutif répond en bloc aux questions 1 et 2. Voici sa réponse :

La conférence régionale et le syndicat de communes servent de plate-forme décisionnelle aux communes selon un système de pondération des voix (art. 24, al. 3 LEAC). La délégation, même transitoire, des tâches d'encouragement des activités culturelles à une association n'est pas prévue par la loi. Les deux associations de communes actives dans la région Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois (l'Association seeland.biel/bienne [s.b/b] et la Conférence des maires du Jura bernois et du district bilingue de Bienne [CMJB]) seraient obligées de refondre leurs statuts dans une procédure de longue haleine pour pouvoir instituer la pondération des voix prévue par la loi.

L'Office de la culture, de concert avec l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, a élaboré un règlement d'organisation type à l'intention des syndicats de communes pour l'encouragement des activités culturelles. Celui-ci réduit au minimum la charge de travail organisationnelle du syndicat, dont l'activité ne revient guère plus chère que celle d'une association. Les structures associatives existantes peuvent donc être mises à profit pour assurer le fonctionnement du syndicat de communes. En outre, le syndicat de communes de la région Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois est conçu de telle sorte qu'il pourrait être transféré sans problème dans une future conférence régionale.

Question 3

Etter Jakob (PBD), Treiten - Mesures EOS et personnel

La suppression de 625 postes a été annoncée parmi les mesures d'économie proposées à l'issue de l'EOS.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif est-il en mesure de faire la liste des postes supprimés par Direction en 2014, dans le cadre de l'EOS ?
2. Peut-il garantir que les postes dont la suppression était proposée parmi les mesures EOS seront bien supprimés ces prochaines années ?
3. Une liste des postes créés en 2014 doit également être présentée, par Direction.

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. Selon le controlling de l'EOS que le Conseil-exécutif a réalisé fin mai 2014, il est prévu de supprimer le nombre suivant de postes à plein temps dans les Directions indiquées au titre de la mise en œuvre des mesures ASP lors de l'exécution du budget de 2014 :

ECO	0.5
SAP	1.0
FIN	24.0
INS	47.0
TTE	17.5
Total	90.0

2. Le Conseil-exécutif a déjà souligné à maintes reprises par le passé qu'il s'efforçait de réaliser si possible en totalité, dans la mise en œuvre du budget, les allègements financiers prévus dans le cadre de l'EOS 2014. Cela implique aussi, en ce qui concerne certaines mesures, la suppression de postes à plein temps.
3. Le Conseil-exécutif a renoncé en principe, lors de l'élaboration du budget 2014, à autoriser la création de nouveaux postes à durée indéterminée avec ou sans coûts supplémentaires, à l'exception des postes suivants:
 - 14 postes à plein temps et à durée indéterminée dans le domaine de la protection des ambassades (sans coûts supplémentaires),
 - 8 postes à plein temps et à durée indéterminée à la Police cantonale suite aux achats supplémentaires de prestations envisagés par des communes (sans coûts supplémentaires),
 - 8 postes à plein temps à durée déterminée transformés en postes à durée indéterminée, suite à la prise en charge par l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement de tâches d'exécution des peines et des mesures qui relevaient des préfectures (sans coûts supplémentaires par rapport à la planification),
 - 2 postes à plein temps et à durée indéterminée (entraînant des coûts supplémentaires) pour renforcer les activités de contrôle et de révision de l'Office des affaires sociales (voir le Rapport du Conseil-exécutif au

Grand Conseil du 26 juin 2013 sur l'EOS 2014 – mesure 7a.10).

Ces postes correspondent aux créations de postes prévues dans le cadre du budget 2014

(= valeur cible). L'actualisation de la statistique du personnel (= valeur effective) interviendra fin décembre 2014.

Question 6

Lüthi Andrea, Berthoud (PS) - Démissions suite à l'adoption de la LCPC

Le 18 mai 2014, les électeurs et électrices bernois ont approuvé la nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales. Dans la campagne précédant le vote, on entendait toujours dire que les personnes ayant travaillé longtemps dans l'administration cantonale surtout envisageaient une retraite anticipée. Les raisons invoquées étaient la diminution de la rente que leur devait le changement de primauté. Pour l'administration cantonale et les tribunaux, il fallait craindre une grande perte de savoir-faire.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle a été l'augmentation du nombre des départs à la retraite anticipée ?
2. Dans quelle Direction ou quelles unités administratives a-t-on enregistré cette augmentation ?
3. A-t-il été possible de repourvoir les postes concernés avec du personnel qualifié ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. et 2. Le tableau ci-après indique, par unité administrative, le nombre de départs à la retraite de 2012 à 2014 pour lesquels les titulaires du poste n'avaient pas encore atteint l'âge de 65 ans à la date de leur départ. Ce ne sont cependant pas tous des cas de retraite anticipée à proprement parler telle que la définit la législation sur les caisses de pension actuellement en vigueur, car jusqu'à fin 2014, l'âge ordinaire de la retraite à la Caisse de pension bernoise reste 63 ans si la personne a cotisé pendant au moins 38 années.

	2012	2013	2014
Chancellerie d'Etat	8	1	2
Direction de l'économie publique	19	13	26
Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale	27	33	56
Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques	30	31	31
Direction de la police et des affaires militaires	57	65	99
Direction des finances	20	19	26
Direction de l'instruction publique (hautes écoles et université non com-	26	27	52

prises)			
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie	17	17	49
Contrôle des finances	1	0	2
Autorités judiciaires et Ministère public	6	9	16
Total	211	215	359

Si l'on remarque qu'en 2014, le nombre de personnes ayant pris leur retraite avant l'âge de 65 ans est en augmentation par rapport aux années précédentes, il est toutefois impossible de déterminer précisément les raisons de ces départs. On ne peut en tous cas pas parler d'une « vague » de départs à la retraite.

- 165 des 359 retraites anticipées de 2014 interviendront lors du dernier trimestre de l'année. Dans de nombreux cas, la procédure de recrutement n'en est donc qu'à ses premières étapes. Aussi n'est-il pas encore possible de déterminer à ce jour dans quelle mesure les postes concernés pourront être repourvus de manière adéquate et dans les délais.

Question 7

Schnegg Pierre-Alain (UDC), Champoz - Personnel du canton de Berne travaillant à Moutier (lieu de travail Moutier)

De nombreuses activités de l'administration cantonale bernoise sont exercées par des employés ayant pour lieu de travail la ville de Moutier (par exemple : impôts, office des poursuites, prison, tribunal, etc.). Ces emplois représentent un atout non négligeable pour la ville de Moutier.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

- Combien de personnes sont employées par le canton de Berne et ont pour lieu de travail Moutier au 30 juin 2014 ou au 31 décembre 2013 (nombre de personnes et nombre d'équivalents temps plein) ?
- Quel est la masse salariale payée par le canton de Berne pour les employés du canton ayant pour lieu de travail Moutier (base 2013) ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

- Le 31 décembre 2012, 204 agents et agentes de l'administration cantonale bernoise (occupant 168,3 postes à plein temps) travaillaient dans la commune de Moutier, ce qui représentait une masse salariale brute de 16,4 millions de francs par an. A ceux-là s'ajoutaient 128 enseignants (occupant 85,8 postes à plein temps) travaillant dans les domaines de l'école obligatoire, du secondaire supérieur et des écoles professionnelles, ce qui représentait une masse salariale brute annuelle de 10 millions.
- Ces chiffres datant de décembre 2012 ont été relevés par l'Office du personnel en collaboration avec les Directions et la Chancellerie d'Etat à la suite du vote du 24 novembre 2013 sur l'avenir politique du Jura bernois. Le

délai pour répondre à la question étant très serré, on a renoncé à actualiser les chiffres à la date qu'elle mentionne (au 31 décembre 2013 ou au 30 juin 2014). Cela aurait en effet nécessité des recherches au sein de l'administration, car le système d'informations sur le personnel n'enregistre pas automatiquement le lieu de travail effectif pour toutes les fonctions et il aurait donc fallu se procurer les informations exactes auprès des services du personnel concernés. Il est cependant probable que l'effectif du personnel cantonal travaillant à Moutier n'a depuis lors subi que d'infimes changements.

Question 15

Wüthrich Adrian (PS), Huttwil - Composition du conseil d'administration de BEDAG SA ?

Le rapport de gestion de BEDAG SA présente le conseil d'administration de la société en page 15. Un examen attentif révèle que sur les sept membres, deux seulement exercent leur charge depuis moins de 15 ans (soit depuis 2011 et 2012 respectivement). Les cinq autres membres sont en fonction depuis 15 ans ou plus (le doyen siège depuis 23 ans). Compte tenu des progrès enregistrés par l'informatique, on peut se demander si tous les membres du conseil d'administration disposent bien des connaissances nécessaires pour définir le positionnement stratégique de la société et la faire évoluer. BEDAG SA appartient au canton. Le Conseil-exécutif joue le rôle du propriétaire et peut donc fournir des renseignements.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

- Existe-t-il un profil d'exigences pour les membres du conseil d'administration de Bedag SA ?
- Quand le Conseil-exécutif pense-t-il renouveler le conseil d'administration ?
- Est-il d'avis que les actuels membres du conseil d'administration possèdent tous les compétences nécessaires à la bonne conduite de cette entreprise ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

- Oui. Le Conseil-exécutif a fixé dans l'ACE 620/2009 du 8 avril 2009 le profil d'exigences spécifique pour les membres du conseil d'administration de la SA Bedag Informatique. Ce profil définit précisément les exigences applicables à chaque membre du conseil d'administration, à l'ensemble du conseil d'administration et à la présidence de celui-ci.
- L'assemblée générale nomme les membres du conseil d'administration pour un mandat d'un an. Le Conseil-exécutif a décidé de renouveler les membres du conseil d'administration de manière échelonnée pour éviter de déstabiliser la conduite de l'entreprise. De nouveaux membres ont déjà été nommés lors des assemblées générales de 2011, 2012 et 2014 et d'autres nominations sont prévues pour les assemblées générales à venir, afin de remplacer de manière ordonnée les membres du con-

seil d'administration en place depuis la fondation de la société anonyme Bedag Informatique, le 1^{er} janvier 2003.

3. Oui. Chacun des membres du conseil d'administration, la présidence de celui-ci et le conseil d'administration en tant qu'organe répondent au profil et satisfont ainsi aux exigences nécessaires à la bonne conduite de la SA Bedag Informatique. La grande expérience des membres du conseil d'administration qui sont en fonction depuis longtemps a fait ses preuves de manière très positive dans le monde de l'informatique, qui est agité et exposé à des risques considérables.

Le président du conseil d'administration de Bedag va par ailleurs inviter l'auteur de la question à un entretien dans le cadre de l'une des prochaines séances du conseil d'administration, pour lui permettre ainsi de faire personnellement la connaissance des membres du conseil d'administration. Le Conseil-exécutif espère que l'auteur de la question va accepter cette invitation.

Interpellations

Affaire 2014.RRGR.284

N° de l'intervention: 064-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 12.03.2014
 Déposée par: Fuchs (Berne, UDC) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 1125/2014 du 10 septembre 2014
 Direction: TTE

Clientélisme dans l'administration cantonale?

Selon la presse, non seulement les nomades urbains ont encore une fois installé leurs roulottes au Viererfeld – propriété du canton de Berne, mais le canton n'a pas fait usage de son droit de faire évacuer le terrain après la durée d'utilisation maximale.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif n'est-il pas lui aussi heurté par les faveurs accordées aux nomades urbains (un gouvernement municipal et cantonal rouge-vert met des terrains à disposition d'un groupe alternatif de gauche ; l'office cantonal compétent, qui dépend d'une Direction conduite par la gauche, renonce à faire évacuer le terrain, alors qu'il en aurait le droit) ?
2. Le canton de Berne se fonde-t-il sur une base légale pour mettre ce terrain à disposition des nomades urbains ? Si oui, quelle est-elle ? Si non, pourquoi ce terrain est-il mis à leur disposition ?
3. Le Viererfeld pourrait-il également être utilisé pendant trois mois par d'autres groupes, ou par exemple par des personnes voyageant en caravane ? Si non, comment les privilèges accordés aux nomades urbains se justifient-ils ?
4. A combien s'élève l'indemnisation perçue par le canton en échange de la mise à disposition du Viererfeld? S'il ne

perçoit rien, pour quelle raison les nomades urbains bénéficient-ils d'un tel traitement de faveur ?

5. La mise à disposition du terrain engendre-t-elle des frais pour le canton de Berne? Si oui, à combien s'élèvent-ils et qui les prend en charge ?
6. Pourquoi le canton n'a-t-il pas fait évacuer le Viererfeld alors que le délai légal de trois mois est dépassé ?

Réponse du Conseil-exécutif

Depuis le début de l'été 2008, un système de rotation convenu entre la ville de Berne, la commune bourgeoise et le canton de Berne est en vigueur. Cette réglementation s'appliquera jusqu'à la mise en place de la zone d'habitation « expérimentale » de Riedbach approuvée par la majorité des votants de la ville de Berne en septembre 2013. Les nomades urbains (*Verein Alternative*) ont été autorisés à utiliser le Viererfeld pour une durée de trois mois à partir du 1^{er} novembre 2013. Le sol étant détrempé, le départ a été différé. Le 31 mars 2014, l'association a rendu le terrain au canton en parfait état.

Réponses aux questions posées :

1. Non, il ne s'agit pas de clientélisme. Comme indiqué en préambule, il s'agit de mettre en place des solutions transitoires en attendant que la zone d'habitation expérimentale soit réalisée à Riedbach sur le site prévu à cet effet.
2. Le Viererfeld est affermé et exploité à des fins agricoles. Ces dernières années, un contrat de prêt à usage au sens de l'article 305 CO a été conclu entre le canton et *Verein Alternative* pour une durée de trois mois durant la période de repos de la végétation.
3. Non, l'utilisation généralisée n'est pas prévue. La solution du Viererfeld n'a par ailleurs été examinée que dans le cadre de la recherche d'une solution transitoire pour les Yéniches. La solution qui a aujourd'hui été choisie à la Wölflistrasse à Berne s'est révélée bien meilleure.
4. *Verein Alternative* a pu utiliser gratuitement le terrain de manière provisoire, mais a dû déposer une caution de 3000 francs pour les éventuels frais de remise en état.
5. Aucuns frais n'en résultent pour le canton, car le temps de stationnement est limité aux mois d'hiver en dehors de la période de végétation réservée à l'usage agricole et les éventuels frais de remise en état sont garantis par le paiement du dépôt.
6. En raison des conditions pédologiques extraordinairement humides, un départ en février 2014 comme cela avait été prévu était impossible. Une évacuation dans de telles conditions n'entraîne pas en ligne de compte, car elle aurait non seulement risqué de causer des dommages au terrain et aux véhicules, mais également pu mettre des personnes en danger. Pour cette raison, le canton a exigé que les nomades urbains quittent le Viererfeld dès que l'état du sol le permettrait.

Affaire 2014.RRGR.328

N° de l'intervention: 090-2014
 Type d'intervention: Interpellation

Déposée le: 20.03.2014
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 1048/2014 du 27 août 2014
 Direction: TTE

Embouteillages dans le canton de Berne et mesures envisagées pour réduire ce phénomène

Dans le « Moniteur Suisse » du mois de mars 2014, le Crédit suisse publie une courte étude sur les embouteillages en Suisse. Selon l'auteur de cet article, les heures d'embouteillage ont doublé entre 2008 et 2012. De très nombreuses agglomérations de notre pays connaissent des embouteillages quotidiens.

La synthèse de cette étude apparaît dans une représentation cartographique de notre pays et dans une liste intitulée « Indice des bouchons pendulaires – Top 20 ». On y apprend sans surprise que Zurich et Genève sont les agglomérations les plus embouteillées de Suisse.

Il est plus intéressant de noter que pas moins de trois agglomérations de notre canton figurent parmi les plus embouteillées de Suisse : Berne au quatrième, Berthoud au onzième et Bienne au douzième rang ! La carte présentée dans le cadre de l'étude du Crédit suisse montre également que Belp et l'agglomération de Thoune figurent parmi les régions du pays pour lesquelles l'indice des bouchons pendulaires est considéré comme élevé.

L'OFROU (Office fédéral des routes) reconnaît lui-même que les bouchons constituent un véritable problème politique pour notre pays. Selon l'OFROU, les automobilistes passent dans notre pays quelque 33 millions d'heures par année dans les bouchons. Toujours selon l'OFROU, cette situation fait perdre annuellement 1,2 milliard de francs à l'économie. Il tombe sous le sens que les embouteillages entraînent de graves inconvénients pour notre économie et qu'ils péjorent manifestement la qualité de vie d'une partie très importante de notre population.

La Confédération a déjà pris quelques mesures pour tenter, sans grands résultats, de réduire les bouchons sur les autoroutes. On pense ici à l'autorisation d'utiliser les bandes d'arrêt d'urgence dans certaines régions. Pour l'agglomération biennoise, la situation pourrait s'améliorer un peu en 2017 avec l'ouverture de la branche est de l'A5 entre les « Champs-de-Boujean » et les « Marais-de-Brügg » et plus substantiellement en ... 2030 avec l'ouverture de la branche Ouest entre les « Marais-de-Brügg » et Vigneules.

Vu ce qui précède, nous demandons au Conseil-exécutif de nous dire quelles démarches il envisage d'entreprendre à court, à moyen et à long terme pour réduire les embouteillages dans les agglomérations bernoises sévèrement touchées par ce phénomène.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif intervient à différents niveaux pour que le trafic routier et ferroviaire soit plus supportable et plus fluide. La stratégie de mobilité globale 2008 a montré comment il fallait réagir face aux prévisions à la hausse du trafic et développer le système de transports. Les conceptions

régionales des transports et de l'urbanisation permettent d'harmoniser le développement des transports avec celui du milieu bâti et fixent les mesures nécessaires en matière de circulation.

Des mesures à court, moyen et long terme sont prises dans les domaines suivants :

- Dans les agglomérations, le Conseil-exécutif mise sur un transfert efficace du trafic vers les transports publics et la mobilité douce. Ainsi, d'ici à 2025, les RER bernois des lignes du périphérique intérieur circuleront à une cadence au quart d'heure, et à la cadence semi-horaire sur les autres lignes. Il est en outre prévu de procéder à d'importants aménagements de l'infrastructure, comme le réaménagement de la gare de Berne. Les capacités supplémentaires nécessaires en termes de transports publics seront mises à disposition grâce à l'amélioration de l'offre, mais aussi au remplacement de bus par des trams (p.ex. Tram Region Bern). L'ensemble de ces mesures a pour but de réduire la pression exercée par l'augmentation du trafic sur le réseau routier et, partant, de freiner la hausse des embouteillages.
- La gestion du trafic permet de fluidifier la circulation routière. L'Office fédéral des routes a mis en place récemment un système performant de gestion de la circulation sur les routes nationales dans la région de Berne : une signalisation dynamique permet une répartition optimale des véhicules sur les infrastructures disponibles. Le canton met aussi progressivement en place un système de ce type sur le réseau routier de rang inférieur.
- Le réaménagement de traversées de localité où le trafic est très dense permet de fluidifier la circulation en tant compte aussi bien des besoins des usagers de la route que de ceux des riverains. Là où cela s'avère nécessaire, le réseau routier est aménagé de manière ciblée (contournement de Thoune, place du Wankdorf à Berne et réaménagement du réseau de Worb, entre autres). D'autres projets sont en cours de planification dans la région de Berthoud, d'Oberburg et de Hasle, dans celle d'Aarwangen – Langenthal Nord et sur la Bolligenstrasse dans la zone Berne-Nord.
- Enfin, l'achèvement du réseau de routes nationales dans la région de Bienne et dans le Jura ainsi que l'élimination ciblée des goulots d'étranglement sur les autoroutes autour de Berne sont d'une importance capitale. Le Conseil-exécutif intervient ici au niveau fédéral en faveur de la planification et de la mise en œuvre de plusieurs projets importants.

Malgré ces mesures, offrir un système de transport sans surcharge restera mission impossible à l'avenir. C'est pourquoi le Conseil-exécutif suit attentivement les débats politiques actuels portant sur l'augmentation de la part de financement des usagers (taxe de mobilité), qui pourrait inciter ceux-ci à éviter les trajets inutiles et à utiliser plus efficacement le système de transport. Une exploitation plus efficace de la mobilité contribuerait également à réduire massivement la consommation d'énergie.

Affaire 2014.RRGR.10113

N° de l'intervention: 084-2014
 Type d'intervention: Interpellation

Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: PS-JS-PSA (Marti, Berne)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 1
 N° d'ACE: 1242/2014 du 22 octobre 2014
 Direction: POM

Impact des structures d'aide d'urgence sur les enfants et les adolescents

Le rapport *Droit de l'enfant et application des lois suisses sur les migrants*² de l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers, la réponse à l'interpellation de la conseillère nationale Barbara Schmid-Federer du 2 décembre 2013 (13.4038)³ et l'article « Wie geht es Kindern, die nur Nothilfe erhalten ? » [Comment vont les enfants qui ne reçoivent que l'aide d'urgence] du 24 février 2014 sur humanrights.ch⁴ montrent que les structures d'aide d'urgence ne sont pas adaptées aux enfants. En vertu de l'article 27 de la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU, tout enfant a droit à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. La Constitution du canton de Berne dispose à l'article 29, alinéa 2 que tout enfant « a droit d'être protégé, assisté et encadré. Il a droit à une formation scolaire gratuite qui correspond à ses aptitudes. » Cependant, l'aide d'urgence fait vivre les enfants et les jeunes dans la précarité et les empêche de participer à la vie sociale.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'enfants et de jeunes se trouvaient dans les structures d'aide d'urgence du canton de Berne en 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 ? Combien d'entre eux sont des requérants d'asile mineurs non accompagnés ?
2. Combien de temps en moyenne les enfants et les jeunes, requérants d'asile mineurs non accompagnés inclus, bénéficient-ils de l'aide d'urgence ? Quelle est la durée maximale ?
3. Quelles sont les conditions de vie des enfants et des jeunes, requérants d'asile mineurs non accompagnés inclus, dans les structures d'accueil d'urgence du canton de Berne, en particulier eu égard à l'accompagnement, à l'hébergement et à l'accès aux soins de santé ?
4. L'accès à l'école est-il garanti à ces enfants et à ces jeunes ? Des formations scolaires ou professionnelles sont-elles prévues à l'issue de leur scolarité obligatoire ?
5. Quels sont selon le canton de Berne les effets des structures d'aide d'urgence sur la santé et le développement personnel des enfants et des jeunes qui bénéficient de l'aide d'urgence ?
6. Le Conseil-exécutif prévoit-il des mesures particulières pour les enfants et les jeunes, requérants d'asile mineurs non accompagnés inclus, qui passent plus de six mois à l'aide d'urgence ?

7. Quelles tâches l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte accomplit-elle pour les enfants et les jeunes, requérants d'asile mineurs non accompagnés inclus, qui vivent dans les structures d'aide d'urgence ?

Réponse du Conseil-exécutif

À titre de remarque liminaire, le Conseil-exécutif signale qu'il utilise la notion d'*enfant* pour désigner toute personne de moins de 18 ans. La notion de *jeune*, quant à elle, est imprécise, d'autant qu'elle pourrait suggérer que de jeunes adultes continuent de bénéficier d'un traitement particulier après avoir atteint la majorité. Cette distinction terminologique est importante dans le contexte des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA), puisque ces derniers perdent leur statut spécial une fois majeurs.

1. Les structures d'aide d'urgence ont accueilli 90 enfants entre 2008 et 2012. Les enfants qu'elles logent sont accompagnés d'adultes. Quant aux RMNA, la pratique de l'Office de la population et des migrations (OPM) veut qu'ils soient intégrés au système d'aide sociale dans le domaine de l'asile plutôt qu'à celui de l'aide d'urgence, quel que soit le stade auquel leur procédure se trouve.
2. Ces 90 enfants ont passé en moyenne 27 mois dans les structures d'aide d'urgence. La durée maximale, pour l'un d'entre eux, a été d'un peu moins de six ans et demi.
3. En règle générale, les enfants qui sont accompagnés d'adultes sont exclus de l'aide sociale une fois qu'ils ont fait l'objet d'une décision de renvoi entrée en force. Ils sont alors placés dans un centre d'hébergement collectif (pour ceux qui n'y étaient pas déjà). Au sein de tels centres, la seule distinction entre les personnes au bénéfice de l'aide d'urgence et les requérants qui perçoivent l'aide sociale réside dans le montant versé en espèces afin de couvrir les besoins de base (nourriture, vêtements, produits d'hygiène). Ce montant est fixé à un seuil dit minimal de huit francs par personne et par jour et diminue dégressivement en fonction de la taille du ménage. À titre de comparaison, le niveau du seuil dit normal, également soumis à ce principe de dégressivité, est de 9,50 francs par personne et par jour.

Les personnes tributaires de l'aide d'urgence ne reçoivent en principe pas de prestations d'accompagnement visant à leur intégration en Suisse. Elles jouissent toutefois du même accès au système de santé que celles qui se trouvent sous le régime de l'aide sociale: elles ont une assurance de base et reçoivent des soins médicaux de la part d'un médecin de premier recours.

Les RMNA, quant à eux, ne sont pas logés dans des structures d'aide d'urgence, selon la pratique de l'OPM (voir ch. 1). Dans le canton de Berne, environ deux tiers d'entre eux sont généralement logés dans des hébergements collectifs, le tiers restant étant réparti entre des institutions subventionnées par le canton et des établissements privés. Le foyer Bäregg pour RMNA fonctionne selon des principes socio-pédagogiques, comprenant un hébergement dans des conditions adaptées à l'âge et à la situation individuelle des personnes mineures, un accompagnement socio-pédagogique au sein de formes d'habitation appropriées, une structure

² http://www.beobachtungsstelle.ch/fileadmin/user_upload/pdf_divers/Berichte/2013/Kinderrechte_Def_F_Bildschirm.pdf

³ http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20134038

⁴ http://www.humanrights.ch/de/Schweiz/Inneres/Gruppen/Kinder/ldart_10581-content.html

quotidienne, une scolarisation et des activités, de même que le soutien et l'encouragement des RMNA dans le développement de perspectives d'avenir réalistes. À ce sujet, les RMNA qui doivent quitter la Suisse sont conseillés afin de pouvoir se conformer à leur obligation de départ.

4. L'accès aux cours de l'école obligatoire est garanti, aussi bien pour les enfants accompagnés d'adulte que pour les RMNA dont la décision de renvoi est entrée en force. Les enfants en âge de fréquenter l'école obligatoire sont en principe placés dans des classes régulières tout en faisant l'objet d'un soutien individuel. Si leurs connaissances de la langue d'enseignement sont insuffisantes pour qu'ils puissent suivre les cours, ils fréquentent alors un cours de langue intensif pour pallier leurs lacunes.

L'accès à une formation post-obligatoire ou à la formation professionnelle est généralement refusé tant aux enfants accompagnés d'adultes qu'aux RMNA s'ils ont fait l'objet d'une décision de renvoi exécutoire. Ceux d'entre eux qui ont entamé un semestre de formation avant l'entrée en force d'une telle décision peuvent en principe le terminer.

5. Le Conseil-exécutif estime que les structures d'aide d'urgence n'ont pas de répercussions sur la santé ou le développement personnel des enfants accompagnés et des RMNA. L'accès au système de santé est garanti dans les structures d'urgence aussi bien que dans le cadre du système d'aide sociale conventionnel en matière d'asile (voir ch. 3). C'est plutôt l'absence de perspectives quant à la poursuite du séjour en Suisse qui peut entraîner des conséquences négatives.
 6. Le Conseil-exécutif n'a pas prévu de prendre des mesures particulières pour les enfants séjournant plus de six mois dans une structure d'aide d'urgence.
 7. En vertu de l'article 307, alinéa 1 du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC; RS 210), l'autorité de protection de l'enfant (APEA) prend les mesures nécessaires pour protéger l'enfant si son développement est menacé et que les père et mère n'y remédient pas d'eux-mêmes ou soient hors d'état de le faire. Les enfants accompagnés séjournant dans des structures d'aide d'urgence se trouvent avant tout sous les soins de leurs parents ou d'autres personnes titulaires de l'autorité parentale. L'APEA n'intervient que s'ils sont menacés dans leur développement, ce qui rend nécessaires des mesures de protection au sens des articles 307 et suivants CC.
- Les RMNA, qui voyagent sans être accompagnés de leurs parents ou d'autres personnes titulaires de l'autorité, bénéficient d'un système de protection particulier. Ceux d'entre eux qui sont attribués au canton de Berne font l'objet de la procédure suivante: dans un premier temps, l'OPM (ou un organisme délégué par lui) leur attribue une personne de confiance au sens de l'article 17, alinéa 3 de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi; RS 142.31) et se fonde sur sa compétence en matière d'asile pour les placer dans un centre pour RMNA; puis, l'APEA compétente nomme un tuteur en vertu des articles 327a et suivants CC. Celle-ci est également responsable d'ordonner d'autres mesures de droit civil pour la protection de l'enfant si le développement des RMNA au sens des articles 307 suivants CC est menacé.

Affaire 2014.RRGR.10124

N° de l'intervention:	098-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	29.03.2014
Déposée par:	Steiner-Brütsch (Langenthal, PEV) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1199/2014 du 15 octobre 2014
Direction:	POM

Coûts de l'exécution des peines dans le canton de Berne

A l'occasion de l'heure des questions du 25 mars 2014, le directeur de la police et des affaires militaires, Hans-Jürg Käser, a révélé des chiffres édifiants concernant le coût de l'exécution des peines : les trois cas les plus lourds et les plus onéreux dont le canton de Berne a la responsabilité coûtent 58 249 et 50 034 francs chacun par mois au canton. Les détenus en question sont tous les trois incarcérés dans le centre thérapeutique de la clinique de psychiatrie médico-légale de Rheinau. En effet, ils ont été condamnés à une mesure thérapeutique institutionnelle, dite « petit internement ». Cette mesure est ordonnée dans le cas des malades souffrant de troubles mentaux pour lesquels une thérapie ne semble pas d'emblée dénuée de chances de succès.

Entre-temps, on a également appris que le coût du dispositif de sécurité à Rheinau s'élève à 1100 francs par jour et par détenu, soit 33 000 francs par mois. A titre de comparaison, un détenu très dangereux incarcéré dans l'unité de psychiatrie médico-légale d'un établissement pénitentiaire (Thorberg p. ex.) coûte 19 000 francs par mois, frais de thérapie compris. Tels sont les chiffres figurant dans les tarifs définis par le Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures.

Comment expliquer dans ces conditions que le coût de la prise en charge des trois détenus en question dépasse les 50 000 francs à Rheinau ? Pourquoi ces trois personnes ont-elles été placées à Rheinau et non, par exemple, dans l'unité de psychiatrie médico-légale de Thorberg, au centre thérapeutique Im Schache ou à la station Etoine, où les coûts sont moins élevés ?

Dans ces conditions, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi la prise en charge des trois cas les plus onéreux dont le canton de Berne a la responsabilité coûte-t-elle nettement plus cher à Rheinau que dans d'autres établissements comparables ?
2. Pourquoi n'applique-t-on pas à ces cas les tarifs obligatoires (et plus avantageux) définis par le Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures ?
3. Pourquoi les détenus condamnés au « petit internement » ne sont-ils pas par principe placés dans des établissements moins onéreux (unité de psychiatrie médico-légale de Thorberg, centre thérapeutique Im Schache ou à station Etoine p. ex.) ?
4. Le Conseil-exécutif envisage-t-il de contrôler systématiquement le coût de l'exécution des peines dans le but de

prévenir ou de réduire les excès mentionnés précédemment ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. La clinique de Rheinau est une institution de psychiatrie médico-légale comportant des sections fermées. Les Cliniques universitaires de psychiatrie de Bâle (UPK Basel) et la Clinique Königsfelden des Services psychiatriques Aargau AG (PDAG Königsfelden) sont des institutions du même type, dont les tarifs pour les sections fermées sont comparables⁵. Seule la clinique de Rheinau dispose toutefois d'une section de sécurité, raison pour laquelle les tarifs y sont plus élevés. Aucune autre institution n'offre de prestations équivalentes.
2. Les tarifs pratiqués par les cliniques psychiatriques (Rheinau, UPK Basel et PDAG Königsfelden) ne sont en principe pas définis dans les listes de tarifs concordataires, puisqu'il s'agit d'institutions organisées sous forme de sociétés de droit privé. Celles-ci fixent donc les tarifs indépendamment du concordat en vigueur.
3. Le placement des détenus est effectué en fonction de leur trouble et du traitement dont ils ont besoin. Les établissements d'exécution soignent principalement les personnes souffrant de troubles de la personnalité alors que les cliniques accueillent avant tout les détenus souffrant de troubles schizophrènes et mentaux psychotiques, nécessitant un accompagnement médical ainsi qu'un encadrement intensif que les sections thérapeutiques des établissements d'exécution de peines susmentionnés ne sont pas à même d'offrir. À la clinique de Rheinau, le personnel médical est présent en permanence, tandis qu'à Thorberg, les visites psychiatriques n'ont lieu qu'une fois par semaine environ. Conformément à ses lignes directrices, la station Etoine effectue uniquement des interventions en cas de crise et des traitements d'urgence sur trois à quatre semaines. Une institution de psychiatrie médico-légale fermée pour un séjour à long terme fait par conséquent défaut dans le canton de Berne.
De manière générale, des tarifs identiques sont appliqués à des prestations identiques. Les différences de tarifs s'expliquent donc par des prestations médicales et sécuritaires de nature différente. Il va sans dire que l'autorité de placement choisit une institution adaptée au cas individuel. En l'espèce, le canton de Berne ne dispose toutefois pas de places de détention correspondantes, raison pour laquelle les personnes ont été placées dans un autre canton, auquel s'applique un tarif plus élevé à celui en vigueur dans le canton de Berne.
4. L'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLÉ) est chargé de l'exécution dans le respect du droit des jugements prononcés par les tribunaux. Ces dernières années, la jurisprudence a fortement évolué, donnant lieu à une augmentation des mesures institutionnelles. Le nombre de places correspondantes au sein des cantons concordataires est restreint, raison

pour laquelle des détenus sont placés dans des cliniques telles que l'UPK à Bâle ou la clinique de Rheinau.

La marge de manœuvre de l'OPLÉ lors de l'application des jugements est restreinte. En effet, les autorités d'exécution sont liées par la loi et la jurisprudence et ne peuvent donc pas exercer une influence significative sur le coût global de l'exécution des mesures. La Direction de la police et des affaires militaires étudie actuellement si l'introduction d'un monitoring des coûts pour les cas les plus onéreux dans le canton de Berne serait pertinente; elle doit toutefois tenir compte des moyens de pilotage restreints dont dispose le pouvoir exécutif compte tenu de la séparation des pouvoirs.

Affaire 2014.RRGR.10123

N° de l'intervention:	119-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Grabner (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1203/2014 du 15 octobre 2014
Direction:	POM

Condamnation de policiers qui avec leurs véhicules de service dépassent les vitesses autorisées lors d'interventions d'urgence

« Via sicura » est un programme de l'Office fédéral des routes (OFROU) qui a pour objectif de renforcer la sécurité routière afin de réduire le nombre des accidents et celui des personnes qui en sont victimes. Cela est évidemment positif. Toutefois, les responsables de ce programme sont parfois animés par des attitudes idéologiques qui heurtent le bon sens et qui considèrent les infractions à la loi sur la circulation routière comme plus graves que bien des délits contre l'intégrité physique des personnes selon le Code pénal suisse.

Le 1^{er} janvier 2013 est entré en vigueur le premier paquet de mesures du programme de « Via sicura ». Il a notamment introduit le délit de chauffard, réalisé lorsque la vitesse maximale autorisée est très largement dépassée.

Des policiers en fonction circulant très rapidement avec leur véhicule de service dans des cas d'urgence ont déjà été condamnés pour excès de vitesse.

Ces sanctions, inimaginables il y a vingt ans, suscitent l'inquiétude et la réprobation de l'Union syndicale des policiers romandes (USPRO).

Yvan Jeanneret, avocat pénaliste et professeur à l'Université de Neuchâtel, juge problématique le durcissement des sanctions appliquées à des policiers en fonction en cas d'excès de vitesse manifestes, parce que selon le nouveau droit ils doivent être acquittés ou alors subir la peine entière prévue par les nouvelles dispositions.

Nous partageons ces interrogations et réprobations. Des policiers qui prennent en chasse des assassins, des ravisseurs ou des terroristes ou qui se rendent sur un lieu d'intervention doivent absolument pouvoir dépasser nettement les vitesses autorisées sur les routes sans encourir le

⁵ Le tarif journalier est de 1124 et 1879 francs pour la clinique de Rheinau, de 1250 francs pour l'UPK à Bâle et de 1063 francs pour la PDAG Königsfelden. Une partie des coûts est prise en charge par les caisses maladie.

moindre risque de sanctions. La règle devrait d'ailleurs valoir pour les premiers secours, les ambulances et les pompiers. A tout le moins, les conducteurs de ces véhicules devraient pouvoir bénéficier d'une application très large du principe de proportionnalité. Aujourd'hui, les forces de l'ordre sont trop souvent entravées dans l'accomplissement de leur fonction de protection et de répression. Max Weber a raison de dire que dans une démocratie saine, les forces de l'ordre doivent jouir du monopole de l'exercice de la violence. Rouler vite sur une route s'apparente à l'usage de ce monopole.

Le Conseil-exécutif est prié de donner des renseignements sur l'affaire suivante relative au canton :

1. Des policiers de la gendarmerie cantonale ont-ils déjà été condamnés pour un excès de vitesse commis avec un véhicule de service dans une situation d'urgence ?
2. Notre gouvernement est-il disposé à intervenir auprès de la Confédération pour que la loi sur la circulation routière et les ordonnances d'application soient modifiées afin de mieux protéger les policiers, les ambulanciers et les pompiers qui commettent des excès de vitesse dans des situations d'urgence ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le Conseil-exécutif n'a connaissance d'aucune situation dans laquelle des membres de la Police cantonale bernoise (POCA) auraient été condamnés, sur la base du nouvel article 90, alinéas 3 et 4 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR; RS 741.01), pour violation intentionnelle des règles fondamentales de la circulation. Les cas relevant de l'article 90 LCR ne faisant pas l'objet de relevés statistiques de la part de la POCA, il n'est pas possible de fournir des informations à ce sujet.
2. Le Conseil-exécutif soutient les efforts entrepris pour assurer des conditions permettant aux membres des organisations de secours d'exécuter sans entrave leur importante mission et il s'engagera en ce sens dans les limites de son mandat politique.

Dans le cadre de la révision partielle de la loi fédérale sur les douanes, il est prévu d'ajouter un chiffre 5 à l'actuel article 100 LCR. Au stade du projet de loi, la teneur de ce chiffre est la suivante: «Lors de courses officielles nécessaires dans l'exercice de ses tâches, le conducteur d'un véhicule du service du feu, du service de santé, de la police ou de la douane qui aura observé la prudence que lui imposaient les circonstances ne sera pas puni pour avoir enfreint les règles de la circulation ou des mesures spéciales relatives à la circulation». Dans la prise de position qu'il a rendue à l'occasion de la procédure de consultation relative à cette révision partielle, le Conseil-exécutif a expressément cautionné cet ajout.

Ce projet de loi montre clairement que pour être exempté d'une peine, le conducteur doit avoir agi avec toute la prudence requise. L'article 100, chiffre 4 LCR, qui prévoit une telle exemption lors de courses officielles urgentes durant lesquelles les sirènes et gyrophares sont enclenchés, mentionne également que ce dernier devra avoir «[...] donné les signaux d'avertissement nécessaires et observé la prudence que lui imposaient les circonstances [...]».

L'action de la police est soumise en tout temps au principe de proportionnalité. Partant, si l'examen des biens juridiques en présence révèle qu'un dépassement de la vitesse autorisée lors d'une course officielle contrevient à ce principe, la personne concernée ne saurait théoriquement se prévaloir d'une exemption de peine. La question reste toutefois ouverte pour ce qui est des excès de vitesse dans le cadre d'une violation intentionnelle de règles fondamentales de la circulation lors de courses officielles urgentes, excès qui ne résistent pas à l'examen de la proportionnalité. À cet égard, l'on peut se demander si de tels excès – indépendamment des circonstances – doivent déboucher sur une condamnation en vertu de l'article 90, alinéa 3 ou 4 LCR (violation intentionnelle de règles fondamentales de la circulation). Dans ce contexte, il semble tout à fait plausible qu'un tribunal prononce par exemple une condamnation selon l'article 90, alinéa 1 (amende, pour violation des règles de la circulation ou des dispositions d'exécution) ou alinéa 2 LCR (peine privative de liberté ou peine pécuniaire, pour violation grave d'une règle de la circulation). Il n'y a pas pour l'heure de jurisprudence dans ce sens.

Dès lors, le Conseil-exécutif estime que, sur la base des considérations qui précèdent, il n'y a pas lieu d'intervenir plus avant auprès des autorités fédérales.

Affaire 2014.RRGR.10122

N° de l'intervention:	120-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Grabner (La Neuveville, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1153/2014 du 17 septembre 2014
Direction:	POM

Finale de la Coupe de Suisse de football et concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Le 21 avril 2014, la finale de la Coupe de Suisse de football entre le FC Bâle et le FC Zürich s'est déroulée dans la ville de Berne. A cette occasion, le concordat intercantonal modifié instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives était pourtant en vigueur. Néanmoins, de graves débordements se sont produits et ont conduit le directeur de la sécurité du canton de Berne à déclarer qu'il ne souhaitait plus voir une finale de la Coupe de Suisse organisée à Berne. Lors de la campagne référendaire qui a précédé la votation du 9 février 2014, les opposants à la modification du concordat ont dénoncé le peu d'efficacité des mesures proposées à l'égard des hooligans ainsi que leur caractère disproportionné et liberticide s'agissant des supporters adoptant un comportement correct et respectueux d'autrui et de l'ordre public.

Le Conseil-exécutif est prié de donner des renseignements sur l'affaire suivante relative au canton :

1. Dans quelle mesure et comment le concordat précité a-t-il été appliqué?

2. Le Conseil-exécutif n'estime-t-il pas que les mesures prévues par le concordat sont peu efficaces?
3. Ne pense-t-il pas que ces nouvelles mesures restreignent de façon disproportionnée la liberté des supporters respectueux, en leur imposant par exemple pour certains matchs un moyen de transport et un trajet pour leur déplacement au stade, sans véritablement endiguer la violence des hooligans ?
4. Envisage-t-il de proposer une renégociation du concordat afin d'y intégrer des mesures plus efficaces telles que le recours à des juges d'intervention rapide sur le terrain?

Réponse du Conseil-exécutif

1. L'obligation d'obtenir une autorisation était l'une des principales mesures du concordat renforcé ayant été appliquées en vue de la finale de la Coupe de Suisse de football. L'autorité compétente pour l'octroi, en l'occurrence la ville de Berne, a organisé des entretiens avec l'ensemble des personnes et organisations concernées, avant d'accorder finalement l'autorisation pour cette manifestation en l'assortissant de différentes conditions. Ainsi, l'heure d'arrivée et le trajet des cortèges des supporters ont notamment été définis. Sans la possibilité de soumettre l'autorisation à de telles conditions, les autorités n'auraient pu influencer en rien sur ces points et la confrontation des supporters des deux équipes aurait été inévitable, avec pour conséquence non seulement des dégâts matériels mais également des blessés, ce qu'il fallait empêcher à tout prix.
2. Les mesures plus strictes prévues par le concordat intercantonal, dont la teneur modifiée est en vigueur depuis le printemps 2014, seront pour la première fois appliquées globalement au cours de la saison de football 2014/2015. C'est pourquoi une évaluation pertinente n'est pas encore possible; le concordat ne saurait être apprécié à la lumière de la seule rencontre d'avril 2014.
Pour l'heure, le Conseil-exécutif estime que les mesures mises à disposition par le concordat sont efficaces. Il incombe désormais aux autorités concernées de faire usage des conditions prévues lors de l'octroi des autorisations.
3. Conformément aux informations diffusées avant la votation du 9 février 2014, les communes peuvent prononcer des mesures ciblées en vue d'améliorer la surveillance et de renforcer les sanctions dont sont passibles les supporters prêts à commettre des actes de violence. Le concordat ne vise pas les fans adoptant un comportement correct. Il se peut toutefois qu'ils subissent, dans certains cas, les effets des mesures appliquées aux hooligans (p. ex. interdiction d'alcool, billets combinés), celles-ci contribuant toutefois à garantir leur propre sécurité. Pour le Conseil-exécutif, la liberté des supporters pacifiques n'est ainsi pas restreinte de manière disproportionnée, une interprétation confirmée par le Tribunal fédéral dans l'ATF 140 I 2. D'autres mesures, telles que l'interdiction de périmètre ou l'obligation de se présenter, s'appliquent quant à elles uniquement aux personnes responsables d'actes de violence.
4. Selon le Conseil-exécutif, une renégociation du concordat, et par là-même l'introduction de nouvelles mesures,

ne s'imposerait qu'après avoir constaté l'inefficacité des mesures existantes, ce que l'on ne saurait affirmer à ce jour.

Le Conseil-exécutif renvoie également à sa réponse à la motion 177-2011 Müller (Berne, PRL) (« Agressions contre des employés du canton: accélérer les procédures »), que le Grand Conseil a adoptée sous forme de postulat lors de la session de septembre 2011. Il y précise notamment que le canton de Berne ne doit pas légiférer pour pouvoir appliquer la comparution immédiate, le droit actuel permettant déjà de la mettre en œuvre. Il confirme cette position, tout en précisant qu'une telle procédure n'est pas pertinente en rapport avec la violence lors de manifestations sportives. Il s'agit plutôt d'éviter que, suite à des événements isolés, de nouvelles mesures, par exemple l'introduction de tribunaux de comparution immédiate, ne viennent entraver le bon fonctionnement du système pénal actuel.

Pour conclure, rappelons que lors de la votation du 9 février 2014, la population a approuvé par 78 pour cent des voix les dispositions concordataires en question.

Affaire 2014.RRGR.10128

N° de l'intervention:	131-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	10.06.2014
Déposée par:	Machado Rebmann (Berne, LAVerte) (porte-parole)
Cosignataires:	5
N° d'ACE:	1117/2014 du 10 septembre 2014
Direction:	POM

Proportionnalité de l'intervention de la police le 29 mars 2014

Le directeur de la sécurité de la ville de Berne a autorisé une manifestation du collectif « Stopp Kuscheljustiz » (non à la Justice molle) le 29 mars 2014. Une seconde organisation ayant annoncé une contre-manifestation, le comité Kuscheljustiz a annulé sa manifestation. Peu de temps après, la contre-manifestation a elle aussi été annulée.

Cela n'a pas empêché la Police cantonale de fermer tous les postes de police du canton et d'être massivement présente en ville de Berne, d'interdire l'accès au Palais fédéral et également de mobiliser des forces de police extracantonales. A la gare et ailleurs, la Police a procédé à des contrôles d'identité: de nombreuses personnes ont été appréhendées, fouillées, et certaines filmées alors qu'elles avaient préalablement montré leur carte d'identité.

Le principe de proportionnalité est inscrit dans la Constitution fédérale, la Constitution cantonale et la loi sur la police. Il oblige la Police cantonale à prendre des mesures qui soient nécessaires et appropriées pour atteindre le but recherché. Les moyens employés doivent en outre être proportionnés par rapport au but recherché. La loi sur la police dispose que le recours à la contrainte et l'utilisation d'instruments appropriés doivent être proportionnés aux circonstances.

L'ordonnance sur l'utilisation d'appareils de vidéosurveillance lors de manifestations de masse et dans les lieux publics (vidéosurveillance) autorise certes la Police cantonale à filmer ou photographier des personnes ou des groupes de personnes et à procéder à des enregistrements lors d'importantes manifestations. Mais à condition qu'il y ait de sérieuses raisons de présumer que des actes punissables pourraient être commis à l'encontre de personnes ou d'objets. Selon la loi sur la police, la prise de photographies est une mesure d'identification à laquelle la Police peut recourir à l'encontre des personnes dont l'identité ne peut être contrôlée, par exemple si la personne appréhendée ne porte pas de document d'identité sur elle. Les photographies doivent cependant être prises au poste de police.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes:

1. A combien de personnes s'élevaient les effectifs des forces de police bernoises et extracantonales déployées le 29 mars 2014 ?
2. Comment s'est-on assuré que les agents et agentes externes au canton connaissent les législations cantonale et communale pertinentes ?
3. Combien a coûté l'intervention de police du 29 mars 2014 ?
4. Sur quelles bases légales la Police cantonale s'appuie-t-elle pour filmer des individus ?
5. Qu'est-il advenu des films ? La Police cantonale bernoise sait-elle ce qu'il advient des films (qu'il s'agisse d'individus ou autre) réalisés par des corps de police extracantonaux ?
6. Combien de piétonnes et de piétons ont été contrôlés en ville ?
7. Combien d'automobilistes se rendant à Berne ont été contrôlés ?
8. Combien de personnes ont été placées en garde à vue et pour quelle raison ?
9. Eu égard au principe de proportionnalité, la Police cantonale juge-t-elle que le déploiement de forces de police du 29 mars dernier était justifié ? S'agissait-il éventuellement d'un exercice ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Les effectifs s'élevaient à environ 750 personnes appartenant à la Police cantonale et 450 de l'extérieur du canton, base arrière comprise.
2. Avant de telles interventions, le responsable général organise des réunions standardisées auxquelles les cadres de la Police cantonale et ceux du corps de police auxiliaire participent afin de recevoir des informations au sujet des interventions, du contexte, des tâches, des attentes, etc. Le cas échéant, les bases légales pertinentes sont également abordées. Ensuite, les cadres informent à leur tour leurs collaborateurs et collaboratrices. Les responsables des interventions et les cadres s'assurent sur place du respect des consignes pendant les interventions.
3. Le contrat sur les ressources que la ville de Berne a passé avec la Police cantonale prévoit que les frais occasionnés sont indemnisés de manière forfaitaire. Si l'on se fonde sur un tarif horaire de 100 francs, les frais de personnel de la Police cantonale se sont élevés, pour

cette intervention, à un million de francs, travaux préparatoires inclus. Les coûts des renforts en provenance de l'extérieur se situent aux alentours de 250 000 francs.

4. Se fondant sur la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1) et sur l'ordonnance du 29 avril 2009 sur l'utilisation d'appareils de vidéosurveillance lors de manifestations de masse et dans les lieux publics (ordonnance sur la vidéosurveillance, OVID; RSB 551.332), la Police cantonale a réalisé des prises de vue partout où cela était nécessaire. Elle n'a toutefois pas fait d'enregistrements partout.

Le but des prises de vues effectuées entraine dans le cadre de l'article 5 OVID, qui autorise les enregistrements d'image à des fins a) d'identification des auteurs en cas d'actes punissables, b) de documentation sur l'intervention policière en vue d'éventuelles procédures pénales ou disciplinaires ainsi que de demandes d'indemnisation et de réparation formulées contre la police, et c) de formation interne des agents et agentes de police.

5. Les enregistrements qui n'ont pas été utilisés ont été détruits dans les 30 jours qui ont suivi la manifestation, conformément à la réglementation en vigueur.
- 6 et 7. Aucune statistique n'a été établie quant au nombre de personnes contrôlées.
8. Personne n'a été placée en garde à vue.

58 personnes ont été conduites au poste de police en vue d'un contrôle plus détaillé. Certaines d'entre elles portaient des objets interdits, des armes, du matériel destiné à dissimuler leur visage ou des objets pouvant servir à causer des dommages matériels. Une personne qui avait l'intention de participer à la manifestation a été arrêtée en possession d'un gilet pare-balles. Une autre a été recherchée par la police.

Certaines personnes soupçonnées d'appartenir à un groupement susceptible de lancer une manifestation non autorisée se sont vu signifier que le Conseil municipal de la ville de Berne ne tolérerait aucune manifestation ce samedi-là. Les personnes dont le comportement a retenu l'attention de manière répétée sans pouvoir le justifier ont été conduites au poste de police pour un contrôle. Elles ont été relâchées aussitôt que leur identité avait pu être établie.

9. La Police cantonale a estimé dès le début que le fait que la manifestation «Stopp Kuscheljustiz» soit autorisée ou non n'aurait pas d'incidence sur le dispositif de sécurité. Le climat politique s'étant tendu déjà longtemps auparavant, il fallait s'attendre à un potentiel élevé de violence et de débordements. Des personnes désireuses de participer à une contre-manifestation se sont mobilisées dans toute la Suisse et dans le sud de l'Allemagne. Les appels lancés en ce sens indiquaient clairement que des personnes prêtes à basculer dans la violence se rendraient à Berne. Des appels à contre-manifester et à occuper la Place fédérale ont été lancés.

Même si l'organisateur a retiré la demande déposée en vue de la manifestation «Stopp Kuscheljustiz», des sympathisants ont appelé à un rassemblement, à un défilé à travers la ville et à une manifestation finale sur la Place fédérale. On pouvait constater, à ce sujet, que les participants se radicalisaient. Quant aux contre-manifestants,

certaines ont lancé des appels modérés à occuper la Place fédérale, mais les ont ensuite retirés. Des cercles plus radicaux et militants ont toutefois maintenu leur appel à se rendre à Berne et à occuper la Place fédérale. Ces mêmes cercles ont appelé à la violence et l'ampleur de leur mobilisation n'a diminué que très peu. La Police cantonale devait donc toujours s'attendre à un potentiel de violence et de débordements élevé.

Le samedi 29 mars 2014, les craintes de la Police cantonale se sont révélées fondées: plusieurs centaines de personnes, appartenant à des groupements de droite comme de gauche, ont suivi les appels lancés et se sont rendues au centre-ville de Berne. Elles se déplaçaient en petits groupes, pour la plupart. La forte mobilisation policière a permis d'éviter que ces groupes ne s'agglomèrent et ne se confrontent. Partant, aucun dommage matériel n'a dû être déploré.

L'intervention policière ne constituait pas un exercice. Vu les faits énoncés ci-dessus, la Police cantonale estime qu'elle n'a pas enfreint le principe de proportionnalité.

Affaire 2014.RRGR.868

N° de l'intervention: 157-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 29.08.2014
 Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC)
 (porte-parole)
 von Känel (La Lenk, UDC)
 Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 1306/2014 du 29 octobre 2014
 Direction: SAP

Hôpital de Zweisimmen: questions en suspens

On veut démolir le bâtiment vieux de 38 ans, qui, selon l'étude Schertenleib, est en bon état et pourrait être mis aux normes les plus modernes pour cinq millions de francs. A quoi bon commander des expertises si c'est pour ignorer leurs conclusions au seul motif qu'elles sont déplaisantes ? Quand la maternité de Zweisimmen aura fermé, les futures mères devront parcourir jusqu'à 70 km pour accoucher. Alors je m'interroge : l'obstétrique fait-elle oui ou non partie des soins de base ?

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Sur quelle base légale le projet de démolition de l'hôpital repose-t-il, en tenant compte du legs de Rosa Haueter ?
2. Comment expliquer que l'on démolisse un bâtiment spécialement conçu pour les besoins hospitaliers et vieux de seulement 38 ans plutôt que de partager le travail entre Thoun et Zweisimmen, comme le directeur de la SAP l'a expliqué le 23 mars 2012 en conférence de presse ? Comment un tel projet s'insère-t-il dans le contexte financier ?

3. L'obstétrique fait-elle partie des soins de base et dans la négative, pour quels motifs ?
4. Comment est-il encore possible d'assurer le bon déroulement des accouchements dans les communes situées jusqu'à 70 km de la maternité et qui prend en charge les coûts supplémentaires de ces patientes ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Le projet de démolition se fonde sur un permis de construire exécutoire qui respecte la législation cantonale sur les constructions et le règlement de construction communal.

Le legs Rosa Haueter ne concerne pas l'entier des parcelles inscrites aux feuillets du registre foncier n° 2804 et 2805 (anc. 793), mais uniquement un triangle d'une surface de 4653 m². Les conditions d'affectation avaient été examinées en 2007, lors de la constitution des nouveaux organismes responsables. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) était alors parvenu à la conclusion qu'il ne pourrait pas être disposé librement du terrain si celui-ci n'était pas utilisé à des fins hospitalières ou médico-sociales et que, le cas échéant, il faudrait décider de son utilisation en temps voulu.

En l'occurrence, à supposer que le nouvel hôpital de la région du Simmental et du Pays de Gessenay soit érigé sur une partie de cette surface, le but du legs serait respecté, puisque le bâtiment serait affecté aux soins hospitaliers et l'annexe à l'hébergement de personnes âgées.

Question 2

Un hôpital constitue une structure complexe, destinée à couvrir des besoins très variés. La plupart des bâtiments actuels, qui ont plus de 40 ans, n'offrent pas la flexibilité indispensable au niveau de l'exploitation pour pouvoir proposer des traitements efficaces. Il convient par conséquent de définir quelle est, de la rénovation ou de la nouvelle construction, la solution la plus économique. La modularité plaide en faveur de la seconde, qui permet en outre de séparer le secteur ambulatoire, plus avantageux, de l'infrastructure hospitalière. Seule une nouvelle construction est susceptible d'accueillir un modèle de soins novateur réunissant plusieurs offres sous un seul toit et, partant, de favoriser le triage optimal des patients, des processus économiques et des synergies. Dans la situation actuelle, une rénovation n'apporte aucun avantage. Sans compter qu'une nouvelle infrastructure garantit à la région un site hospitalier à long terme.

La décision du centre hospitalier régional Simmental-Thun-Saanenland AG (CHR STS AG) de proposer à Zweisimmen des soins de base complétés ponctuellement par d'autres prestations (dialyse ainsi que consultations ambulatoires d'urologie et d'oncologie notamment) est tout à fait légitime. Il ne serait pas judicieux ni même faisable de transférer des secteurs entiers de Thoun à Zweisimmen, pour des questions de personnel, d'économie, de qualité et de démographie. Il n'en résulte pas de coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics dès lors que l'infrastructure est entièrement financée par les recettes tarifaires. Le projet s'insère donc parfaitement dans le contexte financier actuel.

Question 3

Le Conseil-exécutif est lui aussi d'avis que l'obstétrique est une tâche de santé publique essentielle. Cela ne signifie cependant pas que chaque localité, chaque hôpital, maison de naissance et centre de santé doivent proposer ce service. Il revient aux fournisseurs de prestations de s'organiser en fonction des spécificités locales et des ressources disponibles. Parmi les principaux facteurs à prendre en compte figure la qualité de l'offre, qui peut dépendre du volume des prestations.

Le gouvernement tient à ce que les femmes aient accès à des services d'obstétrique dans l'ensemble du canton. Mais leur organisation concrète est à définir dans chaque région, en fonction du contexte local. D'une manière générale, la densité et la qualité des soins sont d'un très bon niveau en Suisse, en comparaison européenne.

Comme la majorité des autres cantons, Berne applique la classification zurichoise des groupes de prestations, élaborée par des spécialistes, qui fait l'objet d'adaptations régulières.

La classification est recommandée par le comité directeur de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) pour la planification hospitalière et pour la définition des mandats figurant sur la liste des hôpitaux. Outre les soins spécialisés et les exigences qui vont de pair, elle inclut un ensemble de prestations dans le paquet dit de base. Ces soins sont en principe fournis par les internistes et les généralistes sans faire appel à d'autres spécialistes. Le groupe de prestations *Obstétrique*, par contre, fait l'objet d'exigences plus élevées en matière d'infrastructure, comme la disponibilité des spécialistes ou les prestations de base fixes (équipe opératoire). Ces exigences visent la sécurité des femmes enceintes, des parturientes et des nouveau-nés. C'est la raison pour laquelle l'obstétrique ne fait pas partie du paquet de base, mais constitue un groupe de prestations à part entière. Modifier cet état de fait impliquerait de réviser la classification des groupes de prestations, ce qui nécessiterait une concertation intercantonale.

Question 4

La planification de l'offre hospitalière du canton de Berne se fonde sur celle des soins, qui prescrit depuis 2013 une distance maximale jusqu'à l'hôpital le plus proche assurant des prestations médicales de base (paquet de base chirurgie et médecine interne). Ces dernières étant nécessaires à la couverture des soins à Zweisimmen, elles sont attribuées à ce site dans la liste cantonale des hôpitaux de soins aigus somatiques. Il revient toutefois au CHR STS AG d'organiser les autres mandats de prestations, une compétence accordée par la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), comme indiqué dans la réponse à la motion 143-2014. Quant à la garantie de prestations d'obstétrique irréprochables, le CHR STS AG se propose de prendre des mesures complémentaires.

Le gouvernement s'est déjà prononcé début juillet 2014 (ACE 875 du 2 juillet 2014) au sujet du site de Zweisimmen et de la situation de la prise en charge dans la région concernée.

Le financement des prestations à la charge de l'assurance obligatoire des soins selon la LAMal est soumis à des exi-

gences identiques dans toute la Suisse, et la LAMal ne prévoit pas de rembourser les frais de déplacement.

Affaire 2014.RRGR.869

N° de l'intervention:	158-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	30.08.2014
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	accordée le 04.09.2014
N° d'ACE:	1294/2014 du 29 octobre 2014
Direction:	SAP

Mise en oeuvre des mesures EOS par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Dans le cadre de l'examen des offres et des structures (EOS 2014), le Grand Conseil s'est rangé aux propositions du Conseil-exécutif en adoptant un certain nombre de mesures d'économie à la Direction de la santé et de la prévoyance sociale également. Parmi ces mesures, on compte notamment les deux suivantes :

1. Réduction du budget des services de sauvetage de 5 pour cent par an à compter du 1^{er} janvier 2014, soit de 1,3 million de francs.
2. Suppression de 60 postes aux institutions psychiatriques cantonales ; économie de 2,5 millions de francs en 2014 et à partir de 2015, de 5 millions de francs par année.

Au moment où le Conseil-exécutif a proposé ces mesures d'économie, il était selon les estimations de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) possible de les mettre en œuvre selon ce calendrier. Or on peut lire dans le rapport du Conseil-exécutif sur le budget 2015 et dans les comptes rendus des médias à ce sujet, que le Conseil-exécutif ou la SAP se refusent désormais à mettre en œuvre ces décisions du Grand Conseil alors qu'ils les ont eux-mêmes proposées.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il vrai que la réduction du budget des services de sauvetage de 1,3 million de francs à compter du 1^{er} janvier 2014 n'a pas été mise en œuvre ?
2. Si oui, pourquoi ?
3. Le Conseil-exécutif a-t-il l'intention de mettre la mesure en œuvre plus tard ?
4. Si oui, à quel moment ?
5. Ou est-il vrai comme l'affirment les médias que les coûts des services de sauvetage vont même augmenter, contrairement à ce qu'avait décidé le Grand Conseil ?
6. Est-il vrai que le Conseil-exécutif n'a pas encore traduit en faits la suppression de 60 postes dans les cliniques psychiatriques, qui devait rapporter 5 millions de francs ?
7. Si oui, pourquoi ?
8. A quel moment le Conseil-exécutif prévoit-il de faire entrer en vigueur la décision du Grand Conseil concernant la réduction du personnel des institutions psychiatriques ?

9. Ou le Conseil-exécutif pense-t-il ignorer la décision du Grand Conseil et ne pas mettre en œuvre du tout cette mesure d'économie ?

Réponse du Conseil-exécutif

- Oui.
- La réduction du budget des services de sauvetage a été décidée selon les données connues au printemps 2013. Il s'est avéré dans l'intervalle que le nouveau système de financement des hôpitaux limite fortement leur marge de manœuvre, ce qui augmente la pression sur les services de sauvetage dépendant d'un établissement.
La mise en œuvre de la mesure d'économie requiert que les services de sauvetage acceptent la réduction, en signant les contrats de prestations. Cela n'a pas été le cas en 2014, où les contrats ont été refusés en raison de la rémunération trop faible.
Le Conseil-exécutif aurait pu certes faire assurer les soins par voie de décision, mais cela aurait permis aux fournisseurs de prestations de recourir, ce qui n'est dans l'intérêt ni des parties ni surtout de la population. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) essaie de trouver un terrain d'entente avec les fournisseurs de prestations pour définir les conditions d'un financement viable.
- Rien n'indique pour l'heure selon la SAP que les services de sauvetage disposeront d'une meilleure marge de manœuvre à l'avenir. Appliquer la mesure d'économie impliquerait obligatoirement une réduction des prestations, soit une détérioration de la qualité des soins. Il s'ensuivrait une plus longue attente pour les patients et les patientes. La mesure d'économie ne paraît donc pas réalisable pour le moment dans ce contexte.
- Voir réponse à la question 3.
- En l'état actuel de la situation, il paraît probable que le canton devra payer une plus grande partie du coût des services de sauvetage s'il veut maintenir la prise en charge au niveau actuel. Il revient au Conseil-exécutif de décider d'une telle mesure en temps utile, tout en tenant compte de l'équilibre précaire des finances cantonales.
- La mise en œuvre de la mesure d'économie EOS 5.3 *Suppression de postes aux institutions psychiatriques cantonales* s'effectue progressivement, l'effet ne se faisant pas encore pleinement sentir en 2014 et 2015. Cependant, le délai d'un an pour la communication de la suppression des postes prévu à l'article 8, alinéa 1 de l'ordonnance du 20 avril 2005 sur le placement du personnel (OPlac) sera respecté. Seule la moitié de l'économie attendue (2,5 mio de CHF) est prévue pour 2014. Le Grand Conseil a fixé pour 2015 l'économie complète de 5 millions de francs grâce à la réduction de postes.
Les établissements ont été informés en juin 2013 des mesures EOS, qui ont ensuite été décidées par le Grand Conseil en novembre 2013. La suppression de postes s'est faite jusqu'à présent par les fluctuations naturelles, pour l'essentiel. La SAP soutiendra les institutions cantonales dans la mise en œuvre des licenciements.
- Voir réponse à la question 6.

8. La SAP estime que la mesure 5.3 décidée par le Grand Conseil sera complètement réalisée à fin 2015.
9. Non. Le gouvernement a expressément souligné dans son rapport sur le budget 2015 et le plan intégré mission-financement 2016-2018 (p. 103) qu'il entend continuer de s'employer à réaliser en totalité, dans la mesure du possible, les allègements financiers qui ont été prévus dans le cadre de l'EOS 2014.

Affaire 2014.RRGR.885

N° de l'intervention:	160-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	01.09.2014
Déposée par:	Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) (porte-parole) Knutti (Weissenburg, UDC) von Känel (La Lenk, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence:	accordée le 04.09.2014
N° d'ACE:	1297/2014 du 29 octobre 2014
Direction:	SAP

Coûts de l'expertise du professeur Rütsche sur l'initiative sur les sites hospitaliers

L'initiative populaire sur les sites hospitaliers a été déposée en janvier 2014 avec près de 26 000 signatures. Durant la phase préparatoire, les auteurs et auteures ont soigneusement clarifié le texte de l'initiative d'un point de vue juridique et la Chancellerie d'Etat l'a soumis à un examen préliminaire.

Nous nous demandons par conséquent s'il était bien nécessaire de demander aussi une expertise externe.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi le Conseil-exécutif a-t-il fait réaliser cette expertise alors que la Chancellerie d'Etat avait déjà procédé à un examen préliminaire ?
- Pourquoi le Conseil-exécutif a-t-il choisi de confier cette expertise à un externe ?
- Combien cela a-t-il coûté ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le canton de Berne a chargé Bernhard Rütsche, professeur de droit public et de philosophie du droit à l'université de Lucerne, de clarifier divers points relatifs à l'initiative sur les sites hospitaliers. Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions de l'interpellation.

Question 1

Lors de l'examen préalable selon l'article 144 de la loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques (LDP)⁶, la Chancellerie d'Etat vérifie que la liste de signatures et le titre de l'initiative sont conformes aux dispositions légales et si les versions française et allemande concordent. Ce premier examen de la Chancellerie, qui s'effectue avant la récolte des signatures, est donc purement formel. Mais, comme l'initiative

⁶ RSB 141.1

soulève des questions juridiques complexes, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a tenu à ce que le texte fasse l'objet d'une expertise, afin de disposer d'un avis juridique fondé sur son contenu et ses répercussions. Le rapport a ainsi mis en évidence que la couverture en soins, telle qu'elle est définie à l'article 3 de l'initiative, est axée sur les besoins qui existaient au moment du dépôt de celle-ci⁷. Si l'initiative est acceptée, il faudra donc restaurer l'offre de prestations qui a été réduite dans l'intervalle.

Question 2

En général, la spécialisation ainsi que l'accord et la disponibilité de l'experte ou de l'expert sont déterminants lors du choix. La question de savoir dans quel canton cette personne travaille vient au second plan.

Question 3

L'expertise donnée en mandat a coûté 20 000 francs.

Affaire 2014.RRGR.11120

N° de l'intervention: 052-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 10.02.2014
 Déposée par: Müller (Bowil, UDC) (porte-parole)
 Schürch (Huttwil, UDC)
 Wälchli (Obersteckholz, UDC)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 1205/2014 du 15 octobre 2014
 Direction: SAP

Financement d'un projet de construction de la fondation Transfair

Selon l'ACE no 20/2014, le Conseil-exécutif a accordé le 15 janvier 2014 une subvention cantonale de 18 750 375 francs, pour les exercices 2014 et 2015, à la Fondation Transfair Futura pour la construction d'un immeuble sur le site de Schoren à Thoune. Le coût total du projet s'élève à 20 833 750 francs.

Dans ce contexte le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la compétence financière du Conseil-exécutif pour accorder ce genre de crédits sans consulter la Commission des finances ou le Grand Conseil ?
2. Pourquoi l'article 46, alinéas 2 et 3 de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP) n'a-t-il pas servi de référence ?
3. Pourquoi le Conseil-exécutif prend-il des engagements de 18.75 millions de francs alors que dans le budget et le plan financier, il y a un excédent de planification sectorielle ?
4. Quel est le renchérissement de la construction auquel il faut encore s'attendre ?
5. Existe-t-il dans ce domaine une planification des besoins ?
6. Pourquoi l'OIC s'est-il borné à mener une étude aussi rudimentaire ?

7. Cet immeuble ne conforte-t-il pas Transfair dans la concurrence avec les autres institutions, qui auront plus de mal encore à s'en sortir dans ce secteur ?
8. Le Conseil-exécutif n'a-t-il pas ainsi créé un précédent qui incitera les institutions à émettre des revendications ?
9. Quelle réflexion a conduit les autorités cantonales à accorder une subvention aussi généreuse (plus de 50% des coûts de la construction) et pourquoi n'a-t-il pas été possible d'adjuger une partie des prestations pour la construction conformément au droit public ?
10. Pourquoi ce montant sera-t-il offert à Transfair déjà après 25 ans ?
11. Pourquoi est-il dit dans le rapport accompagnant le projet, au point 5.2, qu'il n'y a pas de coûts induits ? Puisque la fondation fait construire un nouvel immeuble tout en gardant plusieurs de ses sites actuels, la SAP n'a-t-elle pas une fois de plus contribué à l'augmentation des coûts ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées :

Question 1

Dans le cadre de la législation sur l'aide sociale, le Conseil-exécutif détient la compétence exclusive d'autoriser les subventions cantonales pour les fournisseurs de prestations mandatés par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP). Le Conseil-exécutif est seul compétent pour arrêter les dépenses correspondantes (art. 76 de la loi du 11 juin 2011 sur l'aide sociale, LASOC).

Question 2

L'obligation d'additionner les dépenses visée à l'article 46, alinéas 2 et 3 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP) a bien été prise en considération, mais elle n'a aucune influence sur la compétence financière, qui reste de l'exclusivité du Conseil-exécutif selon les dispositions spéciales (voir réponse à la question 1).

Question 3

Il est vrai que le budget et le plan financier présentent un excédent de planification sectorielle des investissements nets ordinaires. Comme le gouvernement l'a indiqué dans son rapport sur le budget et le plan intégré mission-financement, les Directions et la Chancellerie sont libres, dans ce contexte, de prévoir comme les années précédentes un supplément de planification sectorielle dans leur planification des investissements, par exemple parce qu'elles prévoient des retards de projet dus aux intempéries, des oppositions contre des projets de construction, etc.⁸

Question 4

L'indice des prix de la construction est négatif à l'heure actuelle. Pour le moment, il faut donc s'attendre à une augmentation minime du prix du projet, si tant est qu'il y ait renchérissement.

Question 5

⁸ Voir p. ex. p. 51 ou p. 85 du rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil du 20 août 2014 relatif au budget 2015 et au plan intégré mission-financement 2016 à 2018 du canton de Berne

⁷ Note 30 de l'expertise du 11 juin 2014

La couverture des besoins attestés est au cœur des négociations avec les ateliers protégés pour le contrat annuel de prestations comme de l'évaluation des divers projets d'investissements. En dépit des mesures de l'assurance-invalidité en faveur de l'insertion professionnelle des personnes handicapées, la demande de places de travail protégées reste élevée. En outre, les moyens financiers limités ces dernières années n'ont permis d'autoriser qu'une petite partie des places demandées par les institutions. Ce sont souvent les personnes souffrant de troubles psychiques qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi sur le marché du travail. Les ateliers protégés leur proposent en partie des places de travail proches de l'économie, à court, moyen ou long terme jusqu'à ce qu'il leur soit possible de réintégrer le marché du travail. L'augmentation des besoins et le manque croissant de places de travail protégées ne devraient pas faiblir ces prochaines années.

Question 6

L'expertise de l'Office des immeubles et des constructions (OIC) correspond à ses analyses habituelles pour les projets d'investissement de la SAP. Le dossier a été examiné soigneusement et des entretiens ont eu lieu entre l'Office des personnes âgées et handicapées (OPAH), l'OIC et l'organisme responsable de l'institution.

Question 7

Non. Comme indiqué, la demande de places de travail dans le secteur du handicap est plus élevée que l'offre. Par ailleurs, les ateliers protégés, qui opèrent dans de nombreux domaines, ont intérêt à disposer d'une infrastructure adaptée au handicap. Tant le besoin que le respect des prescriptions en matière de construction doivent être attestés pour obtenir une subvention d'investissement. Toutes les demandes font l'objet d'un contrôle relatif à la planification des besoins par l'OPAH et relatif aux constructions par l'OIC avant d'être soumis à l'organe de compétence financière (le Conseil-exécutif en général).

Question 8

Il ne s'agit en aucune manière d'un précédent. Les projets de constructions des homes, centres de jour et ateliers protégés sont cofinancés par les pouvoirs publics depuis des années. L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) y participait substantiellement jusqu'en 2007, avant que la compétence n'en soit transférée aux cantons dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).

Question 9

Le montant des fonds propres de l'organisme responsable est défini comme pour tous les projets d'investissements. En ce qui concerne Transfair, l'organisme responsable finance par ses propres moyens les prestations architecturales allant jusqu'à la phase 33 de la Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA). Il finance également les frais de déménagement dus à la construction, qui sont élevés. Par ailleurs, les places de formation de l'assurance-invalidité, soit 10% des places de travail à Transfair, ne sont pas cofinancées par le canton de Berne.

A l'exception des prestations architecturales, payées par l'institution, l'ensemble des prestations (de planification et de construction) ont été adjudgées conformément aux dispositions du droit des marchés publics (loi du 11 juin 2002 sur

les marchés publics [LCMP] et ordonnance du 16 octobre 2002 sur les marchés publics [OCMP]).

Question 10

Il ne s'agit pas d'un cadeau mais d'un amortissement sur 25 ans, avec l'obligation de le rembourser proportionnellement si le bâtiment est utilisé à d'autres fins. L'obligation de rembourser les subventions d'investissements accordés au sens de la LASoc court sur 25 ans en général, ce qui correspond aux prescriptions de l'ordonnance sur l'assurance-invalidité pour le remboursement des constructions de l'OFAS, mettant ainsi les projets de la SAP sur le même niveau que ceux de l'OFAS.

Question 11

Il n'existe pas de coûts induits à la charge du canton, la subvention d'exploitation cantonale étant versée selon les heures de travail des personnes handicapées, dont le montant ne change pas du fait du projet.

Par ailleurs, la construction va remplacer les sites de Biebigutstrasse 1A, Tempelstrasse 8B et la cuisine centrale de Uttigenstrasse à Thoune. Des places de travail protégées seront exploitées uniquement dans la gastronomie, restaurants, cafés, etc., en dehors de la nouvelle construction.

Affaire 2014.RRGR.11119

N° de l'intervention:	058-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	27.02.2014
Déposée par:	PS-JS-PSA (Striffeler-Mürset, Münsingen) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1155/2014 du 17 septembre 2014
Direction:	SAP

Mise en oeuvre dans le canton de Berne de la Stratégie nationale en matière de démence

La démence est à terme un des plus gros défis du système social et du système de santé. Il faut soutenir les aidants et les institutions de long séjour, les ressources actuelles étant insuffisantes. L'augmentation massive du nombre de personnes atteintes de démence pourrait paralyser les institutions sociales jusque-là garantes de la stabilité sociale de notre pays.

Le vieillissement de la population, l'évolution des conditions de vie et de travail, l'augmentation des ménages d'une personne et du nombre de personnes sans revenu ont des effets néfastes sur le système de santé. En Suisse, on estime à 25 000 par année le nombre de nouveaux patients atteints de démence. Quelque 60 pour cent sont soignés à la maison par leurs proches, au prix d'un effort considérable. La prise en charge des malades est très lourde pour les aidants.

La Stratégie nationale en matière de démence 2014-2017 s'oriente autour des axes suivants :

- Information des catégories de population concernées sur les diverses offres de soutien et les mesures de prévention de l'isolement social et de la solitude des personnes concernées.

- Offre adaptée aux besoins dans la prise en charge et les soins quotidiens aux malades.
- Qualité et compétence des diverses catégories professionnelles impliquées dans la prise en charge et les soins.
- Recensement des données nécessaires au pilotage de la planification des soins.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment la stratégie nationale est-elle mise en œuvre dans le canton de Berne ?
2. Quelles mesures prévoit-on concrètement pour réaliser les objectifs de la stratégie nationale ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est conscient des défis dus à l'évolution démographique et des conséquences du vieillissement de la population. La question de la démence est traitée depuis des années dans le canton de Berne, qui a participé à la Stratégie nationale. Une partie des mesures que celle-ci préconise y sont déjà appliquées. Les mesures prises dans ce domaine sont documentées régulièrement par le *rapport sur la politique du troisième âge dans le canton de Berne* (dont le dernier a paru en 2011 et le prochain est prévu pour 2015).

Question 1

Le canton de Berne soutient depuis plusieurs années les nombreuses initiatives préconisées par la Stratégie nationale en matière de démence. En voici plusieurs exemples :

La section de Berne de l'Association Alzheimer (ALZ Berne) est subventionnée par mandat de prestations. Sa gamme de prestations va de l'information et de la sensibilisation de la société au conseil et au soutien des personnes concernées et de leurs proches.

Diverses organisations proposant des prestations pour décharger les proches aidants bénéficient également d'un soutien financier.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) encourage depuis 2008 les centres de jours spécialisés dans la prise en charge de personnes souffrant de démence. Elle subventionne la journée de séjour à raison de 80 francs par patient. L'offre croissante montre le succès de cette mesure.

L'ouverture d'un centre de compétences en matière de démence et de soins palliatifs (Schönberg à Berne) présente une innovation liant théorie et pratique, permettant d'acquérir des connaissances dans ces deux secteurs et de les transmettre à d'autres spécialistes et institutions. Le centre a pour but de promouvoir la qualité et de renforcer la compétence des divers groupes professionnels prenant en charge les personnes atteintes de démence. Le centre Schönberg fait œuvre de pionnier en Suisse. Il offre également une structure de jour et de nuit pour décharger les proches. Et il en propose une d'intervention de crise pour les proches aidants, lorsque la situation dégénère et que ceux-ci risquent de s'effondrer. La SAP a conclu un contrat de prestations avec le centre pour les trois premières années, de 2014 à 2016. Elle subventionne cette structure d'avenir à hauteur de 1,28 million de francs par an.

Question 2

Le Conseil-exécutif ne prévoit pas de nouvelles mesures concrètes pour le moment, bien que le développement de l'offre actuelle soit à l'étude. Les ressources financières sont limitées en raison de la situation financière du canton.

Par ailleurs, il ne juge pas approprié de prendre sans coordination des mesures qui seraient en réalité à prendre conjointement avec d'autres cantons, notamment celles qui concernent le financement d'une offre adaptée aux besoins. Le canton de Berne participera activement aux travaux de mise en œuvre de la stratégie à l'échelle nationale, qui commencent durant le second semestre 2014. Selon les enseignements tirés du projet, il conviendra de déterminer les mesures supplémentaires à réaliser et de décider si celles-ci requièrent une coordination supracantonale.

Affaire 2014.RRGR.11117

N° de l'intervention:	067-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	13.03.2014
Déposée par:	Augstburger (Gerzensee, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1156/2014 du 17 septembre 2014
Direction:	SAP

Un chasseur de tête pour le poste de médecin cantonal?

L'Office du médecin cantonal est une instance spécialisée majeure pour la santé publique dans le canton de Berne. Ces dernières années, la direction de cet office important manque hélas de continuité. Il est manifestement difficile de trouver des candidats et des candidates et de fidéliser le ou la titulaire du poste. Lors du recrutement de 2010, il a fallu modifier une ordonnance pour que Thomas Schochat puisse être engagé comme médecin cantonal dans le respect des bases légales. Mais dès février 2013, coup d'éclat : le chef d'office, Thomas Schochat, et son suppléant, Arthur Marx, ont démissionné pratiquement en même temps. Après ce double départ, il a fallu attendre près de neuf mois avant de repourvoir le poste avec Jan von Overbeck – apparemment grâce à l'aide d'un coûteux chasseur de tête. Et voilà que peu de temps après, cet engagement n'est apparemment pas idéal non plus.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Recrutement de 2010 :
 - a. Combien de candidatures le canton a-t-il reçues ?
 - b. Combien de personnes convenaient pour le poste et ont été présélectionnées ?
 - c. Certaines candidatures ont-elles été retirées? Si oui, pourquoi et à quel moment ?
2. Recrutement de 2013 :
 - a. Combien de candidatures le canton a-t-il reçues ?
 - b. Combien de personnes convenaient pour le poste et ont été présélectionnées ?
 - c. Certaines candidatures ont-elles été retirées? Si oui, pourquoi et à quel moment ?

3. Est-il exact que Jan von Overbeck a été recruté grâce à un chasseur de tête ?
4. Si oui, pour quelle raison le Conseil-exécutif a-t-il recouru à de tels moyens ? La candidature proposée correspondait-elle au profil souhaité ?
5. Comment le Conseil-exécutif explique-t-il ses difficultés récurrentes à pourvoir la direction de l'Office du médecin cantonal ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a mis au concours le poste de médecin cantonal en septembre 2009.

Au total, 14 candidatures ont été enregistrées, dont cinq ont été retenues pour un premier entretien. A la suite de quoi, une personne a retiré sa candidature, la fonction de médecin cantonal n'étant pas entièrement ce qu'elle se représentait. Et la SAP a écarté une personne correspondant imparfaitement au profil des exigences.

Trois personnes ont donc participé à la dernière étape de la procédure.

Question 2

En 2013, la SAP a mis au concours le poste de médecin cantonal en février.

Au total, elle a reçu 13 candidatures, dont quatre ont fait l'objet d'un premier entretien, à l'issue duquel une personne s'est retirée pour raisons personnelles. La SAP a à nouveau écarté une candidature faute d'adéquation totale avec les exigences.

Deux personnes ont fait l'objet d'une évaluation individuelle. Après quoi, il en est resté une seule, qui a retiré sa candidature à la dernière minute, contraignant la SAP à recommencer.

En juin 2013, elle a donc chargé un chasseur de têtes de trouver le futur médecin cantonal de Berne. Trois personnes ont été invitées à un premier entretien. Une d'entre elles a été écartée car elle ne correspondait pas entièrement au profil requis.

Il est donc resté deux personnes en lice.

Question 3

Oui, il est exact que le Dr Jan von Overbeck a été recruté par le biais d'un chasseur de têtes.

Question 4

Ce n'est pas le Conseil-exécutif mais la SAP qui a décidé de recourir aux services d'un chasseur de têtes, en juin 2013. Car, comme indiqué à la réponse 2, la mise au concours du poste de médecin cantonal n'avait pas débouché sur un engagement en février 2013 et la SAP connaissait déjà les personnes pouvant être intéressées suite aux deux procédures de 2009 et 2013.

Les qualifications du Dr von Overbeck correspondent au profil souhaité.

Question 5

Le Conseil-exécutif n'estime pas que « pourvoir la direction de l'Office du médecin cantonal se heurte à des difficultés récurrentes ». La SAP a dû certes recommencer la procédure de recrutement en juin 2013, la mise au concours du poste en février n'ayant pas abouti. Il peut aussi arriver pour

d'autres fonctions de cadres qu'il faille s'y reprendre à plusieurs fois avant de réussir à trouver la personne qualifiée. Pour conclure, le Conseil-exécutif tient à préciser ce qui suit concernant l'ordonnance à modifier pour pouvoir engager Thomas Schochat comme médecin cantonal dans le respect des bases légales :

Auparavant, l'ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (ordonnance d'organisation SAP, OO SAP ; RSB 152.221.121) exigeait que le médecin cantonal soit titulaire du diplôme fédéral de médecine (art. 15, al. 4).

Or, la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (loi sur les professions médicales, LPMéd ; RS 811.11) avait établi qu'un diplôme de médecin étranger était équivalent au titre fédéral dès lors qu'un contrat de reconnaissance réciproque des diplômes liait les Etats concernés. Selon l'ordonnance du 27 juin 2007 concernant les diplômes, la formation universitaire, la formation postgrade et l'exercice des professions médicales universitaires (RS 811.112.0), les diplômes et les titres postgrades étrangers délivrés par des Etats-membres de l'UE ou de l'AELE sont ainsi reconnus (art. 15, al. 2 LPMéd). Un diplôme étranger reconnu déploie en Suisse les mêmes effets qu'un diplôme fédéral.

La SAP a donc modifié en conséquence l'OO SAP au 1^{er} juin 2011. Désormais, l'article 15, alinéa 4 OO SAP admet également que la personne exerçant la fonction de médecin cantonal soit titulaire d'un diplôme de médecine reconnu par la Confédération.

Affaire 2014.RRGR.11115

N° de l'intervention:	086-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	18.03.2014
Déposée par:	Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1158/2014 du 17 septembre 2014
Direction:	SAP

Intégration professionnelle des personnes réfugiées et de celles admises à titre provisoire

Depuis 2008, le principe de l'intégration s'applique aux réfugiés reconnus comme aux personnes admises à titre provisoire. Les chiffres montrent que dans le canton de Berne, le taux d'intégration professionnelle est inférieur à la moyenne suisse, en particulier pour les trois ou quatre premières années suivant la décision d'asile. Après cinq à sept ans, les différences ont pratiquement disparu. Pour les personnes concernées et pour la société, ce taux d'intégration professionnelle inférieur à la moyenne n'est pas satisfaisant. De plus, la Confédération ayant introduit un nouveau mode de calcul en avril 2013, le canton de Berne perçoit moins de contributions fédérales. En effet, la Confédération récompense financièrement les cantons avec une meilleure intégration professionnelle des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire. On dispose

depuis d'un rapport d'évaluation commandé par la SAP sur l'intégration et l'offre d'intégration pour les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire («Evaluation betreffend Integration und Integrationsangebote für Flüchtlinge und vorläufig aufgenommene Personen»⁹). Ce rapport analyse les mesures d'intégration du canton et formule des recommandations. Les objectifs poursuivis sont la qualification à l'intégration professionnelle, l'entrée sur le marché du travail et, à long terme, l'affranchissement de l'aide sociale par l'autonomie financière. D'après le rapport, les améliorations à apporter concernent les points suivants :

- collaboration insuffisante entre la POM et la SAP,
- manque de coordination entre le canton et les communes,
- faible utilisation des structures telles que les offices régionaux de placement (ORP),
- longueur des délais d'attente et coûts des autorisations de travail,
- liens insuffisants avec les milieux économiques,
- programmes inadaptés.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles conclusions tire-t-il du présent rapport ?
2. Avec quelles mesures le Conseil-exécutif compte-t-il améliorer l'intégration professionnelle ?
3. Avec quelles mesures le Conseil-exécutif compte-t-il augmenter le taux d'intégration professionnelle ?
4. Comment la coopération entre les services cantonaux compétents et les communes est-elle encouragée ?
5. Dans quelle mesure l'augmentation du taux d'intégration professionnelle peut-elle engendrer une augmentation des contributions fédérales ?
6. Comment les liens avec l'économie sont-ils activement favorisés et améliorés (offices de placement notamment) ?

Réponse du Conseil-exécutif

Outre les résultats indiqués dans le texte de l'intervention, l'étude mentionne que le canton de Berne se situe dans la moyenne suisse en ce qui concerne l'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire, compte tenu du contexte économique, notamment du taux de chômage généralement élevé chez les personnes peu qualifiées. Elle indique également que celles qui participent à un programme d'intégration proposé par le canton ont davantage de chances d'accéder au marché du travail. Néanmoins, l'offre ne suffit pas à elle seule. Il faut également des structures et une économie favorables. La SAP propose des programmes destinés dans un premier temps à familiariser les nouveaux arrivés avec la vie en Suisse et son marché du travail. Les structures en amont, les structures ordinaires et l'ouverture du marché du travail sont autant de facteurs déterminants à moyen ou long terme pour une intégration réussie.

Afin d'approfondir le débat sur les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire à l'échelle interdirectionnelle, les membres du groupe d'experts Migration se réunissent régulièrement depuis janvier 2014, dans le cadre de la collabora-

tion interinstitutionnelle (CII). Ce groupe élabore un rapport qui expose les fondements, les conditions générales de la prise en charge et de l'intégration des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire et présente les défis, les problèmes actuels ainsi que les champs d'action et les possibilités d'optimisation.

Question 1

Les mesures d'intégration facilitent l'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire. L'intégration durable dans le monde du travail et le programme d'intégration fondé sur cette idée permettent d'atteindre un taux de réussite qui correspond à peu près à la moyenne suisse, compte tenu de la situation à l'échelle cantonale. Sur ce point, la SAP s'en tient à la stratégie actuelle, mais reconnaît qu'il reste encore à faire et à améliorer dans différents domaines. Les mesures d'optimisation seront développées en fonction des possibilités financières. Le rapport CII montre aussi qu'une intégration réussie n'est pas l'affaire d'une seule Direction. L'encouragement de l'intégration est à concevoir comme une tâche transversale. C'est dans ce sens que quatre Directions participent activement aux activités du groupe d'experts Intégration de la CII.

Questions 2 et 3

Le Conseil-exécutif entend continuer à optimiser l'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire afin d'augmenter le taux d'intégration professionnelle. Les champs d'action et les mesures concrètes à appliquer à différents niveaux seront définis au sein du groupe d'experts Intégration.

Le gouvernement envisage les priorités suivantes : amélioration de la collaboration interdirectionnelle ; prestations visant, durant la procédure d'asile, l'apprentissage de la langue et l'insertion sociale des personnes qui resteront probablement en Suisse ; sensibilisation et utilisation des structures ordinaires telles qu'offices régionaux de placement (ORP) et Case Management Formation professionnelle (CMFP), p. ex. ; élimination des obstacles au marché du travail (procédure d'autorisation) ; adaptation des mesures d'intégration, axée sur l'encouragement de l'entrée précoce dans le monde du travail ; meilleure communication et information des milieux économiques et contrôle des compétences au sein de l'administration cantonale. Certains de ces points sont déjà en cours de traitement.

Question 4

La coordination se fait actuellement au sein de la CII, de laquelle découle la collaboration interdirectionnelle. Divers sujets ont été déjà abordés dans le cadre de la CII, tels que la mise en œuvre du pilotage interdirectionnel de l'offre linguistique pour les migrants, l'accès aux mesures des ORP et aux prestations pour adolescents et jeunes adultes (service d'aiguillage du CMFP).

Concernant la coopération avec les communes, la question des personnes réfugiées ou admises à titre provisoire a été discutée lors de la première conférence sur l'intégration. Celle-ci a montré qu'il faut encourager l'échange d'informations. Les modalités restent encore à définir.

Question 5

Une augmentation du taux d'intégration professionnelle des personnes réfugiées ou admises à titre provisoire n'implique pas une hausse des contributions fédérales. Le forfait global

⁹ http://www.buerobass.ch/studienPopup_d.php?projektId=535

versé par la Confédération au canton est calculé sur la base de la moyenne suisse du nombre de réfugiés et de personnes admises à titre provisoire par canton, du taux d'intégration professionnelle de ces derniers ainsi que du taux de chômage de la population étrangère. Il tient compte de manière indirecte du nombre réel de réfugiés et de personnes admises à titre provisoire exerçant une activité lucrative. Avec pour effet que plus ce nombre est élevé, moins élevées sont les subventions fédérales. L'incitation financière en faveur d'une intégration rapide et durable ayant pour effet la réduction des dépenses dans le domaine de l'aide sociale, partant un meilleur taux de couverture des coûts par les subventions fédérales.

Question 6

Il existe déjà des mesures à mettre en œuvre dans le cadre du programme d'intégration cantonal (PIC). Il s'agit d'améliorer dans un premier temps l'information des employeurs.

Les programmes d'intégration ont été adaptés pour 2014. Un programme est axé précisément sur le coaching et le placement, il met en place un réseau d'employeurs. D'autres contiennent déjà ces deux éléments.

Affaire 2014.RRGR.286

N° de l'intervention: 066-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 14.03.2014
 Déposée par: Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 1069/2014 du 3 septembre 2014
 Direction: INS

Participation du canton au financement des échanges linguistiques scolaires

L'adoption, par le peuple suisse, de la dernière initiative de l'UDC a eu pour effet immédiat l'exclusion, dès cet automne, des étudiants suisses du projet européen de mobilité Erasmus+. Cette décision de la Commission européenne a provoqué en Suisse et notamment dans les milieux académiques une vague de réactions de dépit et d'inquiétudes.

Dans les milieux proches des initiateurs, ou bien on s'insurge contre cette décision ou bien on propose une forme de succédané helvétique à Erasmus par l'extension d'échanges linguistiques scolaires. Par exemple à Moutier (ville s'étant opposée à l'initiative), le groupe UDC au législatif communal propose l'élaboration d'un « concept général d'échanges linguistiques pour les élèves des écoles de la ville avec les écoles de la partie alémanique du canton ». Dans son intervention, l'UDC souligne « la chance de vivre dans un canton bilingue ». Partant du principe que cette chance peut se traduire en termes financiers, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Leurs recettes fiscales n'étant pas toujours à la hauteur de leurs attentes, et pour cause, les communes ont des moyens extrêmement limités pour développer des projets sortant du cadre scolaire strict. Sur quels moyens financiers libérés par le canton la ville de Moutier pourrait-elle

compter si elle mettait en œuvre un concept d'échanges linguistiques tels que préconisé par l'UDC ?

2. En vertu de la loi fédérale sur les langues, le canton de Berne se voit allouer une subvention fédérale annuelle de 300 000 francs destinée à des projets favorisant le bilinguisme. Parmi ces projets figure un cours intitulé « découvrir le Jura bernois ». Ce cours permet à du personnel (principalement issu d'autres régions du canton) de découvrir les spécificités du Jura bernois, son histoire, sa richesse industrielle, culturelle, etc. Ces moyens fédéraux peuvent-ils être affectés à des échanges scolaires plutôt qu'à la sensibilisation de fonctionnaires bernois à l'existence de la partie francophone ?
3. Quels moyens pourraient-ils être alloués à d'autres échanges linguistiques ou culturels organisés dans les écoles moyennes (gymnases, écoles de commerce, écoles professionnelles, etc.) ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif prête une attention particulière au plurilinguisme du canton. Le système de formation est organisé de façon à ce que les particularités et les besoins des populations francophone et germanophone soient pris en compte. Le gouvernement est par ailleurs d'avis que l'encouragement du plurilinguisme parmi le personnel cantonal représente une tâche publique obligatoire et non négligeable. L'efficacité des offres en la matière est régulièrement évaluée et, si nécessaire, ces dernières sont adaptées.

Question 1

La Direction de l'instruction publique soutient financièrement les échanges entre des classes de la partie francophone et de la partie germanophone du canton (de la 5^e à la 14^e année scolaire selon la comptabilisation HarmoS). Les subventions sont accordées à partir de l'introduction de la première langue étrangère, soit en 5^e année. Elles sont versées sous forme de remboursement des coûts effectifs supportés par les classes bernoises, à concurrence des montants indiqués ci-après :

Type d'échange et montant de la subvention accordée :

La classe francophone passe une semaine dans la classe germanophone et inversement	jusqu'à 60 francs par élève
Une semaine d'échange, répartie environ pour moitié dans chaque région linguistique	jusqu'à 30 francs par élève
Une semaine dans la classe partenaire ou activité commune dans une autre région	jusqu'à 30 francs par élève
Un à deux jours d'échange	jusqu'à 10 francs par élève et par jour

Il va sans dire que les classes des écoles de Moutier peuvent bénéficier d'un tel remboursement des frais liés aux échanges scolaires.

L'année dernière, le canton de Berne a versé des subventions à hauteur de 23 950 francs au total pour les échanges scolaires. Cette aide financière est de plus en plus demandée : les subventions octroyées s'élevaient à 13 382 francs en 2009 et à 15 100 francs en 2011.

La Fondation Pro Patria soutient également les échanges scolaires entre les régions linguistiques suisses en accordant un bonus d'échange pour des projets axés sur les thèmes de la langue, de la culture, de l'art ou de la civilisation. C'est la Fondation ch qui est chargée de verser les subventions allouées. Toutes les classes de Suisse qui souhaitent réaliser un projet remplissant les critères susmentionnés ou dont l'établissement ou la commune-siège participe à la collecte de Pro Patria peuvent déposer une demande de soutien.

Question 2

Comme cela a été évoqué par l'auteur de l'intervention, les cantons plurilingues, et donc aussi le canton de Berne, reçoivent tous les ans une subvention fédérale destinée à promouvoir le plurilinguisme dans les domaines de l'administration et de la formation (ordonnance sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques, section 3 : Soutien des cantons plurilingues, art. 17).

Les aides financières visant à promouvoir le plurilinguisme dans l'administration sont allouées pour : des travaux de traduction et de terminologie destinés à la communication au sein des cantons et entre les cantons, la formation et le perfectionnement linguistiques et techniques du personnel cantonal pour les questions touchant au plurilinguisme et

des projets de sensibilisation du public au plurilinguisme.

Les aides financières visant à promouvoir le plurilinguisme dans la formation sont allouées pour :

l'achat de matériel didactique pour l'enseignement des langues,

la formation et le perfectionnement linguistiques des enseignants et des enseignantes,

des projets de promotion de l'apprentissage d'une langue nationale par un enseignement bilingue à tous les degrés de formation,

des projets incitant à suivre les cours dans une autre langue officielle du canton à tous les degrés de formation et des projets de promotion de l'apprentissage en ligne.

La Confédération n'autoriserait pas que ces aides financières soient utilisées pour des programmes d'échanges linguistiques, comme le suggère l'auteur de l'intervention, car elles sont affectées à des projets déterminés. Il existe d'autres offres de financement pour les programmes d'échanges (voir réponse aux questions 1 et 3).

Ces dernières années, le canton de Berne a reçu 300 000 francs par an pour la promotion du plurilinguisme dans l'administration et la formation. En 2014, cette subvention a été répartie comme suit :

	Domaine	Montant en CHF
Aides financières destinées à l'administration Total : CHF 119 556	Traductions du français vers l'allemand	50 000
	Promotion du bilinguisme par le répertoire en ligne des archives	25 056
	Evaluation de la filière bilingue et mise en place de tandems/tridems au sein de la Haute école spécialisée bernoise, Technique et informatique (Bienne)	10 000
	Cours de langue (en sus du crédit de l'Office du personnel d'un montant de CHF 100 000)	22 500
	Découvrir le Jura bernois	6000
	Tandems linguistiques	4000
	Programme d'échange entre les communes francophones et germanophones destiné aux personnes en formation	2000
Aides financières destinées à la formation Total : CHF 174 160	Projet pilote « Plateforme de soutien linguistique » à la Haute école spécialisée bernoise	90 000
	Formation bilingue à l'Ecole supérieure de commerce de Bienne (Gymnase de la rue des Alpes)	40 000
	Projet d'échange entre les régions linguistiques du canton de Berne destiné aux membres du corps enseignant (PHBern)	2160
	Médiation artistique lors des Journées photographiques de Bienne	12 000
	Avant-premières pour les écoles lors du Festival du Film Français d'Helvétie (FFFH)	30 000
	TOTAL	293 716

Question 3

Comme nous l'avons déjà expliqué dans notre réponse à la première question, la Direction de l'instruction publique soutient les échanges entre les classes de la partie francophone et de la partie germanophone du canton jusqu'à la 14^e année scolaire. Les écoles peuvent en outre obtenir, de la part de la Fondation ch, une aide financière, organisationnelle et matérielle pour la mise en place de projets d'échange.

Dans certains cas, la Fondation ch a versé des subventions en faveur de projets d'échanges aux écoles professionnelles. Le budget et le plan financier de ces prochaines années ne prévoient pas de moyens spécifiques pour des échanges linguistiques ou culturels organisés par ces écoles. Celles-ci sont toutefois libres de réaliser de tels projets dans les limites de leur budget global. Il est cependant difficile de mettre en place des échanges linguistiques dans le cadre de la formation duale car les étudiants et étudiantes fréquentent trois lieux de formation : l'entreprise formatrice, le lieu où sont dispensés les cours interentreprises et l'école professionnelle. L'organisation d'un échange n'est donc pas uniquement tributaire des moyens financiers alloués mais aussi de la volonté de l'entreprise formatrice.

Les gymnases et les écoles de culture générale mettent des ressources à disposition pour l'organisation de programmes d'échanges (traitement des membres du corps enseignant et frais), et ce dans les limites de leur budget global. Il est par ailleurs usuel que les élèves du degré secondaire II ou leurs parents prennent en charge les frais liés à des manifestations spéciales (p. ex. excursions, visites de musées, manifestations culturelles, semaines de projet ou programmes d'échange). Cette manière de répartir les coûts est simple et a fait ses preuves. La mise en place d'un processus concernant le versement de contributions spéciales entraînerait une charge administrative excessive. Précisons enfin que, si les coûts par élève sont trop élevés pour ce type de projets, une participation financière peut être prélevée sur le fonds d'école.

En conclusion, le gouvernement constate qu'il est impossible d'attribuer les subventions fédérales à des programmes d'échange linguistiques ou culturels en raison des bases légales existantes. Il estime en outre que les possibilités et les ressources dont disposent les écoles pour organiser de tels programmes sont suffisantes. Ces dernières peuvent par ailleurs demander un soutien supplémentaire à la Fondation ch, comme cela a été expliqué précédemment.

Affaire 2014.RRGR.316

N° de l'intervention: 083-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Sommer (Wynigen, PLR)
 (porte-parole)
 Tanner (Ranflüh, UDF)
 Ammann (Meiringen, PS)
 Fischer (Meiringen, UDC)
 Stähli (Gasel, PBD)
 Cosignataires: 0

Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 1053/2014 du 27 août 2014
 Direction: INS

Redimensionnement de l'inventaire des monuments historiques

Dans le canton de Berne, de nombreux objets sont classés monuments historiques dignes de conservation et inscrits à ce titre dans un inventaire. La mise sous protection et les mesures de conservation ont toujours créé des problèmes par le passé dans le contexte de la réalisation de projets de construction.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont les bases légales de cet inventaire ?
2. Comment les communes concernées ont-elles été associées au processus ?
3. Les propriétaires ont-ils eu le droit à la parole ?
4. Comment faire pour supprimer des objets de l'inventaire ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'intervention souhaite savoir sur quelles bases légales se fonde le recensement des monuments historiques dans le canton de Berne, comment les personnes concernées sont associées à ce processus et de quelle manière supprimer des objets des inventaires.

Question 1

La base légale correspondante se trouve à l'article 10d, alinéa 1, lettre a de la loi sur les constructions (LC). En se fondant sur la norme de délégation prévue à l'article 10d, alinéa 3 LC, le Conseil-exécutif a réglé les modalités du recensement architectural aux articles 13 à 13d de l'ordonnance sur les constructions (OC).

Question 2

Les différents inventaires ont été établis en collaboration avec les communes impliquées. Le Service cantonal des monuments historiques a ainsi coordonné le recensement architectural avec les communes, leur a présenté le projet d'inventaire qui les concernait lors d'une séance d'information et a pris en compte leur avis. L'inventaire définitif de chaque commune a ensuite été publié par la commune en question et mis en vigueur par l'Office de la culture ou dans le cadre de modifications des réglementations fondamentales en matière de construction.

Question 3

Lors des séances d'information organisées dans les communes pour présenter les divers projets d'inventaire, les personnes concernées peuvent s'exprimer. Elles ont par ailleurs le droit de se prononcer au sujet des inventaires ayant une valeur de directive administrative et de soumettre des propositions visant à les compléter (art. 13a, al. 1 OC). Dans le cadre de la procédure d'octroi de permis de construire, elles peuvent en outre contester l'inscription d'un monument à un inventaire et exiger que l'exactitude de cette inscription soit certifiée (art. 10d, al. 2 LC). Enfin, leur droit de regard concernant les inventaires contraignants pour les propriétaires fonciers, c'est-à-dire concernant les inventaires qui sont intégrés dans la réglementation fondamentale des

communes en matière de construction, est garanti par les votations et le droit de recours.

Question 4

L'article 13, alinéa 1 OC prévoit que les inventaires doivent être mis à jour périodiquement. Le Service cantonal des monuments historiques, en qualité de service spécialisé compétent, examine donc l'inscription d'objets et d'ensembles bâtis aux inventaires. Il est par ailleurs possible de déterminer si l'admission d'un objet dans un inventaire se justifie objectivement, à tout moment lors de la procédure relative au plan d'affectation ou de la procédure d'octroi du permis de construire (art. 13c, al. 2 OC).

Affaire 2014.RRGR.327

N° de l'intervention: 089-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 20.03.2014
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 1071/2014 du 3 septembre 2014
 Direction: INS

Exclusions temporaires et renvois dans les écoles du degré secondaire II du canton de Berne

Le suivi et la gestion des élèves dans les écoles du degré secondaire II (écoles professionnelles, gymnases, écoles de maturité spécialisée) deviennent de plus en plus difficiles. Cette réalité est imputable à la complexité croissante de notre société et plus particulièrement aux grandes évolutions culturelles et sociales de notre temps qui influent sur le comportement des élèves.

Il est juste et opportun que dans notre canton et ailleurs le législateur ait conféré aux écoles du degré secondaire II la possibilité d'exclure temporairement des élèves très perturbateurs ou même de les renvoyer définitivement. On comprend aisément qu'un élève très violent ou constamment provocateur doive être renvoyé d'une école du degré secondaire II. Les nécessités de l'enseignement et le bon déroulement des activités scolaires requièrent manifestement que les élèves qui perturbent l'enseignement par leurs violences ou leurs provocations incessantes soient sévèrement sanctionnés.

Mais les décisions d'exclusion et de renvoi doivent aussi respecter les principes de proportionnalité et d'égalité de traitement. Ainsi, il serait par exemple très choquant et même intolérable qu'un élève respectueux obtenant de bonnes notes mais trop souvent absent soit renvoyé d'une école du degré secondaire II, alors qu'un élève violent ou incessamment provocateur ne le soit pas. Il serait en outre hautement regrettable que les décisions d'exclusion et de renvoi relèvent de l'arbitraire ou de critères trop subjectifs.

Dans notre canton, les procédures d'exclusion et de renvoi des élèves du degré secondaire II sont régies par l'article 44 de la loi sur les écoles moyennes (LEM) du 27 mars 2007 et par l'article 17 de la loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) du 14 juin 2005.

La teneur de l'article 44 LEM est la suivante :

Discipline et mesures à partir de la 10^e année

¹ Pour assurer la bonne marche de l'école, la direction de l'école et le corps enseignant prennent en premier lieu des mesures d'encadrement pédagogiques.

² Ils prennent à l'encontre des élèves ayant contrevenu aux règles disciplinaires les mesures nécessaires pour assurer la bonne marche de l'enseignement.

³ Si l'élève contrevient gravement ou de manière répétée aux règles disciplinaires, la direction de l'école peut lui adresser une réprimande écrite.

⁴ Dans des cas particulièrement graves, la commission scolaire peut menacer l'élève de le ou la renvoyer ou l'exclure pendant une durée pouvant atteindre douze semaines. Si ces mesures restent sans effet, elle peut ordonner son renvoi.

⁵ Les parties doivent être entendues au préalable. Les éventuels recours n'ont pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité d'instruction ne l'ordonne.

La teneur de l'article 17 LFOP est la suivante :

2. Discipline, mesures

¹ En cas d'entrave sérieuse au bon fonctionnement de l'enseignement, la direction de l'école peut exclure des personnes en formation pendant douze semaines au maximum.

² Dans des cas graves, la direction de l'école peut proposer au service compétent de la Direction de l'instruction publique de résilier le contrat d'apprentissage; s'il s'agit d'une école à plein temps, rendre une décision d'exclusion de la personne en formation de l'école.

³ Les parties doivent être entendues au préalable. Les recours n'ont pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité d'instruction ne l'ordonne.

S'agissant des exclusions temporaires et des renvois évoqués ci-dessus, nous prions le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'élèves ont été exclus pour une durée de douze semaines des écoles moyennes et des écoles professionnelles bernoises au cours des dix dernières années, combien l'ont été pour des actes de violence ou de graves provocations et combien l'ont été en raison de leur absentéisme excessif ?
2. Combien d'élèves ont été renvoyés définitivement des écoles moyennes et des écoles professionnelles bernoises au cours des dix dernières années, combien l'ont été pour des actes de violence ou de graves provocations et combien l'ont été en raison de leur absentéisme excessif ?
3. Combien de décisions prises en vertu des articles 44 de la LEM et 17 de la LFOP ont fait l'objet d'un recours auprès de la Direction de l'instruction publique (INS) ?
4. Combien de recours évoqués à la question 3 ont été acceptés par l'INS ?
5. La Direction de l'instruction publique donne-t-elle des directives aux écoles s'agissant de l'application des décisions prises en vertu des articles 44 de la LEM et 17 de la LFOP.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteure de l'intervention approuve le fait que les élèves violents et provocateurs puissent être exclus des écoles afin

que l'enseignement se déroule sans perturbation. Elle se demande cependant si les instances qui statuent en la matière ne se fondent pas parfois sur des critères subjectifs et arbitraires et si elles prennent suffisamment en compte les principes de proportionnalité et d'égalité.

Dans le canton de Berne, il est possible d'exclure les élèves du secondaire II de leur établissement scolaire. S'agissant des écoles de culture générale et des gymnases, cette possibilité est fixée à l'article 44 de la loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM). Dans le cas des écoles professionnelles, c'est l'article 17 de la loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP) qui fait foi. L'exclusion temporaire ou définitive est une mesure délicate et lourde, comme le montrent des décisions judiciaires et des études scientifiques. Elle ne doit donc être ordonnée qu'en dernier recours, lorsque tous les autres moyens ont été employés.

Les directions d'école du degré secondaire II disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour gérer les écoles sur les plans de la pédagogie, du personnel et de l'administration. Elles sont en particulier aptes à intervenir convenablement en situation de crise et à prendre des décisions de manière responsable et conforme au droit. Une exclusion est toujours précédée de plusieurs incidents, de nombreuses interactions entre l'école et l'élève perturbateur et de mesures visant à rétablir la bonne marche de l'établissement. Si les mesures prises ne permettent cependant pas de garantir l'intérêt public à un enseignement efficace et paisible ainsi que le droit des autres élèves à bénéficier de l'encouragement et de l'attention des enseignants et enseignantes, l'exclusion peut être ordonnée en ultime recours. A cet égard, l'intérêt public et la proportionnalité de la mesure sont au cœur des préoccupations. Les organes décisionnaires doivent ainsi déterminer si l'intérêt public prime l'intérêt des élèves perturbateurs, si l'exclusion est appropriée et nécessaire pour préserver l'intérêt public, si l'atteinte à l'intérêt privé est raisonnable et si tous les autres moyens ont déjà été employés.

Le législateur a délégué la compétence décisionnelle en matière d'exclusion aux commissions scolaires (LEM) et aux directions d'école (LFOP). Il a délibérément accordé aux organes responsables cette compétence d'assurer le bon déroulement de l'enseignement. Le droit d'être entendu et le droit de recours dont disposent les personnes concernées permettent de contrôler et de corriger les décisions rendues. Des enquêtes, telles que celle menée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) en 2013, révèlent que les organes chargés d'ordonner les exclusions dans le canton de Berne comme dans le reste de la Suisse le font en règle générale de manière très responsable et modérée et que pareilles décisions sont rendues dans une très faible mesure au degré secondaire II.

Question 1

Ces dix dernières années dans le canton de Berne, au total 45 élèves ont été exclus d'une école professionnelle ou d'une école moyenne pour une durée maximale de douze semaines.

Cela représente en moyenne moins de cinq élèves par an, sur un total d'environ 45 000 élèves.

Question 2

Ces dix dernières années dans le canton de Berne, au total 79 élèves ont été définitivement exclus d'une école professionnelle ou d'une école moyenne.

Cela représente en moyenne environ huit élèves par an, sur un total d'environ 45 000 élèves.

Question 3

Sur les 79 élèves concernés, 33 ont formé un recours contre la décision d'exclusion auprès de la Direction de l'instruction publique.

Question 4

Dans quatre des 33 cas, la Direction de l'instruction publique a admis le recours déposé. Dans cinq cas, elle l'a admis partiellement.

Question 5

La Direction de l'instruction publique ne donne aucune directive aux écoles du degré secondaire II s'agissant de l'application des décisions prises en vertu des articles 44 LEM et 17 LFOP. En qualité d'organisations semi-autonomes, les écoles doivent disposer des qualifications et compétences requises pour accomplir cette tâche ou mettre en place le soutien technique dont elles ont besoin. L'Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle, qui est compétent dans le domaine des écoles moyennes et des écoles professionnelles, peut cependant intervenir dans le cadre des contrats de prestations et des entretiens de reporting-controlling, si des irrégularités sont constatées. Les chiffres mentionnés précédemment montrent toutefois que les exclusions sont ordonnées avec beaucoup de retenue.

Affaire 2014.RRGR.655

N° de l'intervention:	130-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	10.06.2014
Déposée par:	Machado Rebmann (Berne, LAVerte) (porte-parole)
Cosignataires:	8
Urgence:	accordée le 04.09.2014
N° d'ACE:	1309/2014 du 29 octobre 2014
Direction:	ECO

Expo Vert 18: le mystère

Depuis l'annonce faite il y a deux ans sur de vagues plans de Bernexpo pour une exposition « Vert 18 », c'est le silence radio. Selon un article paru dans le *Bund* du 16 mai 2014, à l'ombre d'une politique d'information des plus timides, l'étude préliminaire aurait déjà bien avancé. L'Office de l'économie bernoise a semble-t-il participé au financement d'une étude préliminaire à hauteur de 100 000 francs. L'exposition doit se dérouler sur cinq sites : à Berne, Bienne, Thoune, Witzwil, Langenthal et Haslital, avec une dominante dans la ville fédérale. Les organisateurs et organisatrices envisagent d'intégrer le cours entier de l'Aar entre l'Elfenau et la Lorraine.

Le budget devrait se situer entre 250 et 300 millions de francs (100 francs par entrée escomptée !). Selon les propos du vice-président du comité de soutien rapportés par le

Bund, sans financement public, le projet n'est pas réaliste. La collectivité doit fournir près de la moitié de cette somme, ce qui se chiffrerait en dizaines de millions de francs pour le canton. Mais il est une question plus essentielle : après l'exposition, quels seront les effets à long terme d'installations conçues pour trois millions de visiteurs et visiteuses ? La décision de poursuivre ou non ce projet sera prise d'ici à la fin de l'année.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. En l'état actuel des choses, à quoi ressemble le plan global de « Vert 18 » ?
2. Quel est le rôle du canton de Berne dans le comité de soutien de l'exposition « Vert 18 » ?
3. Pourquoi l'opinion publique n'a-t-elle jamais été informée de l'engagement du canton ?
4. Quels aménagements auront un impact durable sur les sites et sur le paysage ?
5. Quel gain durable le canton pourrait-il retirer de l'exposition ?
6. Le canton a-t-il fixé une limite supérieure à sa participation dans la perspective des négociations avec la Confédération et les partenaires privés ?

Réponse du Conseil-exécutif

VERT 18 est une exposition nationale de rayonnement international qui met en scène les habitats, la nature, l'écologie, les ressources, l'innovation et la durabilité¹⁰. Un public de 1,8 à 2,8 millions de personnes est attendu à cette manifestation qui se déroulera sur cinq sites, chacun dédié à un thème différent :

- Vallée du Hasli – La nature en mouvement : énergie, climat, eau, vent, soleil
- Thoune – La sagesse de la nature : inspiration, innovation, écologie, technologie
- Berne – Le carnaval de la nature : espaces de vie, d'habitation et de travail / « labo-ville », ville-campagne, détente-culture-nature, mobilité urbaine
- Région des Trois-Lacs – La nature s'invite à table : agriculture, alimentation, santé
- Haute-Argovie – Nature et manufacture : forêt, bois, architecture, design, art

Le projet d'exposition est porté par l'association GRÜN 18 qui bénéficie d'une large assise. Les décisions et la communication relèvent des organes de cette association et non du canton. Ce dernier figure parmi les nombreux membres de l'association et participe au projet en tant que site d'accueil. Le projet se subdivise en plusieurs phases, la clôture de chacune d'entre elles représentant un jalon important. Actuellement, l'étude de faisabilité touche à sa fin. L'association se basera sur les résultats de cette dernière pour décider, probablement durant le quatrième trimestre 2014, si le projet doit être poursuivi et la phase suivante entamée.

Les quatre phases du projet sont les suivantes :

- Esquisse du projet (achevée)

- Etude de faisabilité (évaluation de la faisabilité technique et financière du projet, achèvement prévu en octobre/novembre 2014)
- Avant-projet (préparation des structures nécessaires au projet, des documents pour les autorisations requises et des procédures d'adjudication pour les thèmes, expositions et événements)
- Etude et réalisation du projet (dès 2016 jusqu'à l'exposition en 2018).

L'exposition donne au canton d'accueil (en l'occurrence Berne) la possibilité de s'affirmer dans les domaines de la science, de la recherche, de la formation, de l'économie et de la culture tout en renforçant sa position de destination touristique. Son déroulement et les visiteurs qu'elle attirera sont synonymes de création de plus-value pour notre canton.

Jusqu'à présent, le canton a soutenu comme suit les travaux de clarification réalisés :

Esquisse du projet (décision du beco du 17 janvier 2012)
CHF 100 000

Etude de faisabilité (ACE n° 0286 du 27 février 2013)
CHF 750 000

Basé sur la loi cantonale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LCIM ; RSB 902.1)¹¹, le montant des contributions figure dans le budget et le plan financier. La participation financière du canton de Berne est notamment motivée par la volonté de prendre l'avantage sur d'autres sites envisageables. Pour l'heure, l'association s'attend à des contributions cantonales (contributions directes, contributions en nature, exemption de l'émolument et aide à l'élaboration du projet) de 20 millions de francs. Ce montant devra être confirmé durant la suite des travaux et soumis au Grand Conseil pour décision, pour autant qu'il s'agisse de dépenses au sens du droit financier. La majeure partie des ressources requises est mise à disposition par la Confédération et diverses entreprises.

Le grand public trouvera des informations concernant ce projet sur le site www.gruen18.ch. L'association a mené des entretiens approfondis avec les sites envisageables dans le cadre de l'étude de faisabilité. Le canton de Berne a annoncé publiquement sa participation à l'esquisse de projet 2012 et à l'étude de faisabilité 2013. On ne peut donc pas parler d'un projet mystérieux mené dans la plus grande discrétion.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les questions posées :

1. L'étude de faisabilité de l'association touche à sa fin. Comme exposé plus haut, elle vise à concrétiser l'esquisse du projet.
2. Le canton de Berne fait partie des 40 membres que compte actuellement l'association GRÜN 18. Il n'est pas représenté dans le comité.
3. Jusqu'à présent, le canton de Berne et l'association ont informé le public ensemble à chaque nouvelle phase du projet.
4. L'exposition VERT 18 a une vocation temporaire. Les installations mises en place seront donc démontées une fois la manifestation achevée. Les éléments à caractère

¹⁰ La présente réponse se base sur un rapport intermédiaire sur l'étude de faisabilité d'avril 2014.

¹¹ Loi cantonale du 16 juin 1997 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LCIM ; RSB 902.1)

- plus durable seront définis durant les prochaines phases en collaboration avec les communes d'implantation et d'autres partenaires.
5. VERT 18 offre au canton de Berne une plateforme pour s'affirmer comme espace de vie, destination touristique et site économique au niveau national et international. Le canton s'attend à une création de plus-value de 300 millions de francs, ce qui est considérable.
 6. Pour l'heure, le Conseil-exécutif a donné son feu vert pour financer uniquement le développement du projet. Le Conseil-exécutif pourrait, dans la limite de ses compétences, apporter une nouvelle contribution à l'étape suivante, à savoir l'élaboration de l'avant-projet. Les moyens pour la réalisation du projet sont en revanche de la compétence financière du Grand-Conseil et lui seront soumis pour décision en temps voulu.

Affaire 2014.RRGR.893

N° de l'intervention: 168-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 01.09.2014
 Déposée par: Rudin (Lyss, pvl)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 1
 Urgence: accordée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 1267/2014 du 22 octobre 2014
 Direction: INS

Rapport sur l'élevage des cochons: clarification de la situation

En été 2014, un volumineux matériel en provenance d'élevages de porc suisses a été mis à la disposition de l'organisation tier-im-fokus (TIF), qui se consacre à la défense des droits des animaux. Les photos ont été prises entre décembre 2013 et mars 2014. Outre les images d'exploitations des cantons de Lucerne, de Vaud et de Fribourg, il y en a aussi de sept exploitations bernoises. Les situations décrites par ces photos sont graves, et les images ont été publiées sur le site www.schweine-report.ch.

Les contrôles constituent un élément essentiel de la production animale. Les exploitations agricoles sont contrôlées par des services accrédités sur mandat des services vétérinaires cantonaux. Malgré cela, le rapport sur l'élevage des porcs témoigne de maladies, de troubles du comportement et de décès.

Par ailleurs, les subventions sont également un facteur important de la production animale. Devant le scandale public, la transparence doit être instaurée au sujet des subventions agricoles. En particulier, les subventions versées à l'industrie porcine doivent être chiffrées. Dans ce contexte, la question se pose également de la manière dont les producteurs concernés et les services vétérinaires bernois peuvent être placés devant leurs responsabilités.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment l'indépendance des organisations de contrôle est-elle garantie ?

2. Quels sont les objets des contrôles dans les exploitations de production porcine ?
3. Quelle est la fréquence de ces contrôles ? Cela suffit-il pour faire respecter les dispositions légales sur la protection des animaux ?
4. Les contrôles sont-ils annoncés ?
5. Quelle est la raison de l'échec des actuels mécanismes de contrôle ?
6. Selon l'article 213, alinéa 3 de l'ordonnance fédérale sur la protection des animaux (OPAn), le service cantonal spécialisé établit chaque année un rapport où il présente ses activités de contrôle et les décisions qu'il a prises. Quelles sont les conclusions du rapport sur l'élevage porcin ?
7. Quel est le montant en subventions versées dans le canton de Berne à l'élevage d'animaux de rente et en particulier à la production porcine ?
8. Quelles sont les conditions auxquelles les éleveurs doivent se conformer pour obtenir ces subventions ?
9. Quelles sont les sanctions auxquelles s'exposent les producteurs fautifs ?
10. Les services vétérinaires bernois sont-ils amenés à s'expliquer ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le respect des dispositions sur la protection des animaux est une tâche quotidienne des détenteurs d'animaux. L'activité de contrôle n'a pas jusqu'à présent permis de constater que les éleveurs de porcs bernois ne satisfaisaient pas à cette obligation.

C'est le 21 août 2014 seulement que la Protection suisse des animaux (PSA) a porté à la connaissance du Service vétérinaire (Svét), responsable de l'exécution de la législation sur la protection des animaux dans le canton de Berne, les documents qui auraient été filmés dans les élevages de porcs entre décembre 2013 et mars 2014. Il n'était dès lors plus possible de procéder à un contrôle immédiat des exploitations, mais une évaluation effectuée dans les délais les plus brefs par le Svét a montré que le matériel ne permet qu'un jugement limité des conditions sur place, que seules certaines parties des porcheries avaient été filmées, et cela manifestement de nuit. La caméra était braquée sur des détails qui ne permettent pas, en l'absence d'une vue globale, de conclure avec certitude que des infractions contre la législation sur la protection des animaux ont été commises. Les films concernant les exploitations bernoises en particulier n'ont mis en évidence aucune infraction grave contre la législation sur la protection des animaux.

Question 1

Les contrôles ne peuvent être confiés à des organisations privées que dans la mesure où elles sont accréditées conformément à la norme européenne ISO/IEC 17020 et à l'ordonnance du 17 juin 1996 sur l'accréditation et la désignation. La preuve d'indépendance est une condition essentielle à l'accréditation par le Service d'accréditation suisse (SAS). Toutes les organisations de contrôle mandatées par le Svét sont accréditées.

La haute surveillance prévue par la loi doit impérativement être assurée par le canton. Les autorités d'exécution cantonales sont tenues de veiller au respect des dispositions

contractuelles et des prescriptions fédérales relatives à l'exécution des contrôles.

Les bases légales de tous les contrôles figurent dans l'ordonnance fédérale sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (OCCEA; RS 910.15).

Question 2

Les contrôles se conforment aux consignes de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (<http://www.blv.admin.ch/themen/tierschutz/00744/00750/index.html?lang=fr>). Les organisations de contrôle mandatées doivent également appliquer les directives techniques des manuels de contrôle. Les contrôles portent sur les aspects des installations tels que la dimension des boxes, la qualité du sol, les places à la mangeoire et les abreuvoirs, ainsi que les aspects qualitatifs tels que les soins prodigués aux animaux, leur état de santé, leur occupation, la qualité du fourrage et le climat dans la porcherie.

Question 3

La fréquence des contrôles suit les prescriptions de l'ordonnance fédérale sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (ordonnance sur la coordination des contrôles, OCCEA; RS 910.15). Chaque exploitation doit être contrôlée au moins tous les quatre ans (contrôle de base). Lorsque des défauts sont constatés, les exploitations sont soumises à des contrôles supplémentaires si nécessaire. En outre, environ 250 exploitations par année subissent des contrôles fondés sur le risque et environ 300 exploitations suite à des dénonciations.

Question 4

Selon les prescriptions fédérales, 10 pour cent au moins des contrôles doivent se faire sans préavis. Dans le canton de Berne, la moitié au moins des contrôles effectués durant le semestre d'hiver sont imprévus, les prescriptions fédérales étant ainsi clairement respectées. Les contrôles ultérieurs et les contrôles effectués suite à une dénonciation ne sont en principe pas annoncés.

Question 5

Les mécanismes de contrôle remplissent leur fonction. Le respect des prescriptions de protection des animaux est une tâche quotidienne des détenteurs et détentrices d'animaux. Il n'en reste pas moins que les contrôles reflètent toujours un instant précis et ne peuvent pas garantir que ces prescriptions sont respectées partout et à tout moment. Les exploitations au risque accru et connu des autorités font l'objet de contrôles supplémentaires. Comme déjà expliqué plus haut, les photos ne permettent pas d'affirmer avec certitude que les dispositions de protection des animaux ont été enfreintes.

Question 6

La campagne de contrôles fondés sur le risque, menée par le Svét en 2013, n'a révélé aucune infraction majeure aux dispositions de protection des animaux dans les élevages porcins du canton de Berne. Les photos examinées par le Svét ne fournissent pas non plus d'indications allant dans ce sens.

Question 7

Les paiements directs ne sont pas versés en fonction des effectifs des cheptels, mais selon d'autres critères figurant dans l'ordonnance sur les paiements directs (OPD, art. 2). Il n'existe pas d'industrie porcine dans le canton de Berne. Pour avoir droit aux paiements directs, les détenteurs

d'animaux de rente doivent se conformer aux conditions prescrites par l'ordonnance sur les effectifs maximums (RS 916.344). Les effectifs maximums à respecter sont également définis pour les élevages porcins (RS 916.344, section 2, art. 2, lit. a).

La production porcine dans le canton de Berne reçoit donc uniquement des subventions fédérales sous forme de contributions à l'élevage et au bien-être des animaux ainsi que de prêts sans intérêts pour la construction de porcheries.

De 2011 à 2013, la Confédération a dépensé en moyenne 92,7 millions de francs par année pour la production animale y compris l'élevage, dont environ 3,4 millions pour l'élevage porcine. Il n'est pas possible de calculer en détail la part revenant au canton de Berne.

Durant cette même période, la Confédération a versé en moyenne 231,9 millions de francs par année pour les systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux (SST) et les sorties régulières en plein air (SRPA), dont 29,4 millions de francs pour les porcins (6,7 millions pour le canton de Berne).

En outre, les transformations ou constructions de nouvelles porcheries peuvent être soutenues par des prêts sans intérêts de la Confédération. De 2011 à 2013, trois demandes d'aides à l'investissement ont été accordées en moyenne par année pour ce type de projet.

Question 8

Pour avoir droit aux paiements directs, les exploitations doivent non seulement respecter les conditions générales, mais aussi apporter la preuve des prestations écologiques requises (PER), parmi lesquelles figure l'exigence d'une «garde des animaux de rente conforme à leurs besoins».

Toutes les exploitations qui sollicitent des paiements directs sont astreintes aux mêmes conditions, que des animaux y soient détenus ou non.

Les conditions de subventionnement, nombreuses et complexes, sont ancrées dans le droit fédéral s'y rapportant: l'encouragement de l'élevage est réglé dans l'ordonnance sur l'élevage (OE; RS 916.310), les contributions au bien-être des animaux sont traitées dans l'ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture (OPD; RS 910.13) et les conditions d'octroi d'aides à l'investissement figurent dans l'ordonnance sur les améliorations structurales dans l'agriculture (OAS; RS 913.1).

Question 9

Une infraction aux dispositions se solde par des sanctions sous forme de réduction ou de refus des paiements directs. Les actuelles directives sur la réduction des paiements directs de la Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture (CDA) sont applicables jusqu'au 31 décembre 2014. Ces directives seront adaptées en 2015 et intégrées à l'ordonnance sur les paiements directs.

Question 10

Le Service vétérinaire assume autant ses propres tâches de contrôle que la haute surveillance à l'égard des organisations de contrôle accréditées. Ces contrôles, effectués consciencieusement et conformément aux directives fédérales par le canton de Berne au moyen des ressources disponibles, montrent que les élevages d'animaux de rente bernois ne connaissent pas de dysfonctionnement généralisé. Lorsque des défauts sont constatés, des mesures sont appliquées et des contrôles supplémentaires effectués si

nécessaire. Le Conseil-exécutif ne voit aucune raison de sanctionner le Svét sur la base de matériel obtenu illégalement et ne permettant pas, par ailleurs, de tirer des conclusions certaines.

Affaire 2014.RRGR.306

N° de l'intervention: 070-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 15.03.2014
 Déposée par: Imboden (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 993/2014 du 20 août 2014
 Direction: INS

Chômage des jeunes dans le canton de Berne

« Un jeune sur dix au chômage en Suisse », titrait récemment la presse (*Der Bund* du 15.12.2013). Selon le Bureau international du travail (BIT), malgré quelques fluctuations, le taux de chômage a globalement augmenté en Suisse chez les 15-24 ans entre 1991 et 2013. Il était de sept pour cent au deuxième trimestre 2013. En moyenne, il correspond à une fois et demie, voire au double du taux de chômage de l'ensemble de la population active¹². Les causes des fluctuations sont variées. Le taux de chômage des jeunes réagit par exemple fortement aux variations conjoncturelles. Lorsque l'économie tourne au ralenti, les entreprises réduisent leurs effectifs en ne remplaçant pas les départs naturels, ce qui ne facilite pas l'insertion professionnelle des jeunes. Il serait dès lors intéressant de connaître les chiffres du canton de Berne.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans (selon la définition du BIT) dans le canton de Berne ?
2. Combien de jeunes sont concernés (indiquer les chiffres par sexe) ?
3. Comment les chiffres ont-ils évolué ces dix dernières années ?
4. Comment les différentes branches, régions et villes sont-elles concernées ?
5. Que fait le Conseil-exécutif pour intégrer les jeunes et les jeunes adultes au marché du travail ?

Réponse du Conseil-exécutif

Questions 1 à 4 :

Le canton de Berne n'établit pas lui-même de statistiques sur le marché du travail mais s'appuie sur les relevés de la Confédération. L'Office fédéral de la statistique livre les données sur le chômage selon les définitions établies par le Bureau international du travail (BIT). Sont considérées comme chômeurs et chômeuses, «les personnes résidant de façon permanente en Suisse, qui sont sans travail, qui recherchent un emploi et qui sont disponibles à court terme

pour le début d'une activité». Les relevés sont basés sur l'enquête suisse sur la population active (ESPA). Les chiffres reposent sur un échantillon de ménages représentatif et non pas sur un relevé complet, ce qui explique pourquoi les chiffres au niveau cantonal ne sont pas disponibles. Une analyse en termes de catégories sociodémographiques tels que l'appartenance cantonale, l'âge et le sexe ne permettrait pas de tirer des conclusions représentatives car elle reposerait sur un échantillon restreint. C'est pour cette raison qu'il n'est pas possible de répondre aux questions de l'interpellation concernant le taux de chômage.

Des indications détaillées concernant le taux de chômage au niveau cantonal existent et sont établies et publiées par le SECO. Elles sont basées sur le nombre de personnes sans emploi inscrites auprès des offices régionaux de placement. En 2013, le taux moyen de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans était de 2,6 pour cent dans le canton de Berne (taux de chômage global : 2,3%) et de 3,4 pour cent (3,2%) en Suisse. Au cours des dix dernières années, la différence entre le canton et la Suisse était également de 0,8 pour cent. En d'autres termes, le taux de chômage de ce groupe d'âge est d'environ 20 pour cent plus bas dans le canton de Berne qu'en Suisse. Il n'est certes pas possible d'établir une simple conversion du nombre des chômeurs inscrits en nombre de personnes effectivement sans emploi. Ceci étant, le Conseil-exécutif ne possède aucun indice selon lequel le taux de chômage au sens du BIT chez les jeunes de 15 à 24 ans serait plus élevé dans le canton de Berne que la moyenne globale.

Question 5:

Le canton de Berne prend une part active dans la lutte contre le chômage des adolescents et des jeunes adultes. Il offre des solutions transitoires à ceux qui, malgré des recherches intensives, n'ont pas trouvé de solution après la neuvième année scolaire ou ne possèdent pas de diplôme de degré secondaire II (formation professionnelle de base, gymnase). Il s'agit des offres suivantes :

- année scolaire de préparation professionnelle APP (anciennement 10^e année scolaire)
- APP Plus (anciennement «Démarrer »)
- préapprentissage standard
- semestre de motivation SEMO standard
- semestre de motivation SEMO Plus

La Direction de l'instruction publique gère des «services régionaux d'aiguillage de solutions transitoires» dans les centres d'orientation professionnelle (OP). Ces services s'attellent à trouver des solutions individuelles adaptées pour les personnes concernées. En outre, le Case management Formation professionnelle accompagne et soutient les adolescents ou les jeunes adultes rencontrant des difficultés multiples dans leur recherche d'emploi ou de formation.

Les trois directions impliquées (Direction de l'instruction publique, Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et Direction de l'économie publique) coordonnent leurs offres de solutions transitoires proposées aux adolescents et jeunes adultes dans le projet «Coordination des solutions transitoires» (KoBra), afin d'harmoniser les moyens d'y accéder et de garantir la perméabilité entre les offres. De cette manière, quelle que soit la direction responsable, les adolescents et jeunes adultes devraient pouvoir

¹² Office fédéral de la statistique:

http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/00/10/blank/in_d44.indicator.30000303.4406.html

accéder à l'offre qui leur convient. L'intégration professionnelle est ainsi ciblée et adaptée aux besoins.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale dispose d'une chaîne d'encadrement qui accompagne les adolescents et les jeunes adultes bénéficiaires de l'aide sociale jusqu'à leur entrée dans le monde du travail ou au début d'une formation. La mise en œuvre s'opère par le biais du Case management Formation professionnelle.

Les adolescents et jeunes adultes pour lesquels il n'existe pas de solution transitoire cantonale appropriée peuvent prendre part aux programmes d'occupation et d'insertion proposés dans le cadre de l'aide sociale (POIAS). Depuis 2014, les personnes qui n'ont pas droit à l'aide sociale y ont aussi accès. C'est une nouveauté qui a pu être obtenue dans le cadre du projet KoBra.

L'expérience a montré qu'il n'existe pas de demande pour la mise sur pied d'autres projets durant la transition entre la formation (diplôme de formation professionnelle ou de l'enseignement supérieur) et le monde du travail. D'une part les instruments de l'assurance chômage et d'autre part les offres des écoles supérieures tels que les Career Center ou Career Service interviennent. Le canton participe aux événements tremplins des cantons de Berne et de Soleure. Le soutien aux personnes prises en charge dans le cadre du Case management Formation professionnelle peut se poursuivre de la fin de la formation à l'entrée dans la vie professionnelle.

Selon l'évolution du marché du travail, des offres complémentaires sont mises à disposition. Le canton peut, par exemple, favoriser l'occupation d'apprentis qui n'ont pas encore trouvé d'emploi à la fin de leur formation¹³.

nombre de questions importantes se posent dans ce contexte au sujet de la situation dans le canton de Berne.

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de propriétaires bernois ont investi leurs avoirs de pension dans leur logement ?
2. Combien de cas sont connus dans lesquels les propriétaires ont demandé des prestations complémentaires après avoir dépensé leur caisse de pension ?
3. Combien de cas sont connus dans lesquels l'utilisation des avoirs de retraite pour une fin autre que le logement (fondation d'une entreprise etc.) a entraîné des pertes et la demande de prestations complémentaires ou de l'aide sociale ?
4. Le Conseil-exécutif est-il d'avis lui aussi que la possibilité de dépenser l'argent de la caisse de pension pour l'acquisition d'un logement doit être restreinte ?

Réponse du Conseil-exécutif

Au cours des dernières années, les dépenses dans le domaine des prestations complémentaires (PC) à l'AVS et à l'AI ont augmenté de manière significative. Selon des études récentes, il y a plusieurs raisons à cette augmentation. Les deux facteurs les plus importants sont, d'une part, le vieillissement de la population et, d'autre part, l'accroissement des coûts liés aux soins et aux séjours dans des institutions, qui résulte directement du vieillissement de la population. Pour mettre un frein à cette évolution, le Conseil fédéral a adopté, le 25 juin 2014, une première série de décisions de principe en vue d'une réforme des PC. Cette réforme doit maintenir le niveau des prestations, réduire les effets de seuil et inciter à l'emploi de la fortune propre à des fins de prévoyance vieillesse.

Dans ce but, le projet de réforme prévoit notamment d'interdire le retrait de fonds de la prévoyance professionnelle obligatoire sous forme de capital. De tels retraits ont en effet une influence sur le montant de la rente qui sera versée à la personne concernée lorsqu'elle atteindra l'âge de la retraite. En ce sens, le retrait de fonds de la prévoyance professionnelle dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement peut avoir pour conséquence qu'une personne ait par la suite droit à des prestations complémentaires à l'AVS ou à l'AI.

Les fonds de la prévoyance professionnelle (2^e pilier) peuvent être retirés pour acquérir un logement ou pour fonder sa propre entreprise ainsi qu'en cas de départ à l'étranger. L'encouragement à la propriété du logement s'adresse à des personnes avec ou sans activité professionnelle n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite et en possession d'un avoir de vieillesse accumulé dans le cadre de la prévoyance professionnelle. Il vise à faciliter l'accès à la propriété du logement en permettant l'utilisation sous certaines conditions (formes de propriété du bien, montants minimaux et maximaux, etc.) du capital immobilisé. Dans la statistique des caisses de pension de l'Office fédéral de la statistique, on remarque que jusqu'à deux tiers des retraits de fonds de la prévoyance vieillesse sous forme de capital effectués avant l'âge de la retraite ont lieu dans le cadre de

Affaire 2014.RRGR.888

N° de l'intervention: 163-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 01.09.2014
 Déposée par: Brand (Münchenbuchsee, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: accordée le 04.09.2014
 N° d'ACE: 1237/2014 du 22 octobre 2014
 Direction: JCE

Impact de la révision de la LPP dans le canton de Berne

Le Conseil fédéral prévoit de restreindre la possibilité d'utiliser son 2^e pilier pour financer l'acquisition d'un logement. Ce projet entraîne des conséquences graves pour la possibilité des particuliers de financer l'acquisition de leur propre logement, et particulièrement pour les jeunes familles. Selon les résultats d'une enquête du HEV Schweiz, en effet, 58 pour cent des propriétaires ont eu recours à leur 2^e pilier pour payer leur logement. Le Conseil fédéral a manifestement pris sa décision sans se référer à des données consolidées concernant les abus supposés dans le domaine des prestations complémentaires. Un certain

¹³ Voir par ex. la réponse à la motion 206-2009 Lutte contre la crise – projets pour les jeunes au chômage

l'encouragement à la propriété du logement¹⁴. Par conséquent, la réforme, telle qu'elle est prévue, aurait surtout des conséquences sur l'encouragement à la propriété du logement.

La procédure de consultation sur la réforme des PC sera lancée en novembre 2014; jusque-là, les offices fédéraux de la statistique et des assurances sociales ont pour tâche de compléter les données relatives à ces questions, notamment grâce à une étude menée dans dix cantons. Le canton de Berne ne fait pas partie des cantons qui participeront à cette étude.

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées:

Question 1

Des recherches sur le nombre de retraits des fonds de la caisse de pension (déclarés au fisc) effectués dans le but de financer un logement en propriété ont été menées et ont donné les résultats suivants:

Année fiscale	Nombre de retraits effectués dans le but d'accéder à la propriété ¹⁵
2007	2380
2008	2479
2009	2853
2010	2476
2011	2270
2012	1851
2013	1263

Ces chiffres permettent de constater que, dans le canton de Berne, le nombre de retraits des fonds de la prévoyance professionnelle dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement a diminué au cours des dernières années. Il n'est pas possible de déterminer s'il s'agit d'une véritable tendance ou d'un simple hasard. Il n'en reste pas moins que le nombre de retraits est peu important.

Au niveau fédéral, la statistique des caisses de pension montre que le nombre de retraits et les montants retirés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement sont globalement restés stables entre 2005 et 2011¹⁶. On ne peut par conséquent pas partir du principe que le nombre de retraits des fonds de la prévoyance professionnelle a augmenté de manière significative au cours des dernières années.

Question 2

Nous ne disposons pas, à l'heure actuelle, de chiffres qui pourraient montrer combien de ménages, dans le canton de Berne, ont retiré leurs fonds de prévoyance professionnelle

puis touché des PC à l'AVS ou à l'AI. Les retraits du 2^e pilier sous forme de capital ne font pas l'objet d'un traitement particulier; il s'agit uniquement de déterminer si la personne concernée a indûment renoncé à des éléments de fortune ou fait don de sa fortune. Pour toute nouvelle demande de PC, les revenus ainsi que l'état de la fortune sont examinés en détail.

Le Tribunal fédéral a rendu, en 1989, un jugement qui fait jurisprudence selon lequel le système des PC ne constitue pas un moyen légal pour procéder à un quelconque «contrôle du style de vie». Les autorités doivent, selon ce jugement, se fonder sur la «situation effective» des personnes.

Au niveau fédéral, aucun chiffre publié ne permet, aujourd'hui, de se prononcer sur la probabilité que les personnes ayant retiré leurs fonds de prévoyance professionnelle dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement aient par la suite besoin de prestations complémentaires. Dans sa statistique des versements anticipés de la prévoyance professionnelle réalisés dans le cadre de l'encouragement au logement, l'Office fédéral des assurances sociales constate qu'il n'est actuellement pas possible d'établir de lien entre les chiffres relatifs à l'encouragement à la propriété du logement d'une part et aux prestations complémentaires d'autre part. En outre, il souligne que l'existence d'un lien de causalité entre les retraits de fonds de la prévoyance professionnelle et l'obtention de prestations complémentaires serait, d'un point de vue scientifique, difficile à prouver, même si des études longitudinales étaient menées¹⁷.

Question 3

A ce sujet non plus, aucune donnée statistique n'est disponible pour le canton de Berne. Pour réunir de telles informations, une étude devrait être menée sur une longue période; elle ne devrait pas se contenter de montrer qu'il y a une corrélation entre ces deux éléments, mais prouver qu'il y a un lien de causalité. Ce lien ne peut pas être établi au moyen de recherches synchroniques.

Question 4

Le Conseil-exécutif partage les inquiétudes du Conseil fédéral concernant l'explosion des coûts dans le domaine des prestations complémentaires. C'est pourquoi il salue les réflexions menées en vue d'engager des réformes qui doivent permettre d'enrayer l'évolution des coûts. Toutefois, il ne dispose pas, pour le moment, d'indicateurs qui lui permettent de déterminer si – et, le cas échéant, dans quelle mesure – une restriction de la possibilité de retirer les fonds de la prévoyance professionnelle pour acquérir un logement en propriété, fonder une entreprise ou partir à l'étranger aurait une incidence sur les dépenses dans le domaine des PC.

En l'état actuel des connaissances, on peut considérer que l'évolution démographique ainsi que l'accroissement des coûts liés aux séjours dans des institutions sont les principaux facteurs de l'augmentation des dépenses dans le

¹⁴ OFS, 2013, Statistique des caisses de pension, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/02/03/dos/01.html>

¹⁵ Source: Intendance des impôts du canton de Berne

¹⁶ OFS, 2013, Statistique des caisses de pension, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/02/03/dos/01.html>

Conseil fédéral, 2013, rapport du Conseil fédéral sur les prestations complémentaires à l'AVS/AI: Accroissement des coûts et besoins de réforme, http://www.bsv.admin.ch/themen/ergaenzung/aktuell/in-dex.html?lang=fr&download=NHZLpZeg7t.lnp6i0NTU042i2Z6ln1ae2lZn4Z2qZpnO2Yug2Z6gpJCdEXx3q2ym162epYbq2c_JiKbNoKSn6A--

¹⁷ OFS, 2010, Statistique des versements anticipés de la prévoyance professionnelle réalisés dans le cadre de l'encouragement au logement, http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/00093/00460/index.html?lang=fr&download=NHZLpZeg7t.lnp6i0NTU042i2Z6ln1ae2lZn4Z2qZpnO2Yug2Z6gpJCdFYR2f2ym162epYbq2c_JiKbNoKSn6A--

domaine des PC. Il n'est pas possible de savoir si, et dans quelle mesure, les retraits des fonds de la prévoyance professionnelle jouent un rôle dans cette évolution.

Affaire 2014.RRGR.128

N° de l'intervention: 047-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 06.02.2014
 Déposée par: Bhend (Steffisbourg, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 1001/2014 du 20 août 2014
 Direction: FIN

Corruption ou copinage dans le canton de Berne?

Les médias ont révélé ces derniers jours et semaines un cas sérieux de corruption présumée auprès des autorités fédérales. La société impliquée compte parmi sa clientèle des villes et des cantons. Il n'est donc pas exclu que dans le canton de Berne, l'adjudication de projets informatiques se déroule parfois en marge de la légalité. Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes :

1. Ces huit dernières années, les dispositions légales (guide des marchés publics) ont-elles toujours été parfaitement observées dans les appels d'offres et l'adjudication de projets ?
2. Des projets ont-ils ces huit dernières années été attribués de gré à gré, alors qu'il aurait fallu lancer un appel d'offres ?
3. Dans l'affirmative, quels étaient ces projets et quelles étaient à chaque fois les sommes en jeu ?
4. Le canton de Berne ou la Bedag informatique SA ont-ils aussi adjugé des mandats à la société impliquée dans l'affaire de la Confédération ?
5. Y a-t-il des sociétés auxquelles des mandats informatiques ont été ces huit dernières années attribués de gré à gré pour une somme dépassant les 2 millions de francs ?
6. Est-il possible d'exclure sans l'ombre d'un doute que des liens économiques ou familiaux existent entre les personnes engagées pour les projets informatiques ou les soumissionnaires dans les appels d'offres et les procédures d'adjudication (cahiers des charges et critères d'adjudication) ?
7. Dans la négative, quels sont les projets pour lesquels cela peut être le cas et quelles sont les sociétés en question ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'adjudication des marchés publics obéit aux dispositions de la loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics (LCMP ; RSB 731.2) et de l'ordonnance d'application du 16 octobre 2002 (OCMP ; RSB 731.21). Comme il n'existe pas encore de base de données centralisée qui recense les achats des différentes unités administratives, l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) a réalisé une enquête auprès des Di-

rections, de la Chancellerie d'Etat et de la Direction de la magistrature, par l'intermédiaire de la Conférence informatique cantonale (CIC), pour répondre aux questions posées dans la présente interpellation. En ce qui concerne la Police cantonale, nous renvoyons au [communiqué de presse](#) de la Direction de la police et des affaires militaires relatif au contrôle spécial des procédures de la Police cantonale bernoise en matière de marchés publics et d'appels d'offres qui a été réalisé par le Contrôle des finances. En conséquence, le Conseil-exécutif peut répondre comme suit aux questions posées pour l'administration cantonale à l'exclusion de la Police cantonale :

1. Conformément aux prescriptions légales, les dossiers relatifs aux marchés publics doivent être conservés trois ans après la fin de la procédure (voir l'art. 38 OCMP). Il n'est donc pas possible de fournir des informations certaines sur une période de huit ans, faute de documents correspondants. D'ailleurs il n'apparaît pas clairement si la question de l'auteur de l'interpellation porte sur les dispositions légales ou sur le guide des marchés publics, voire sur les deux. En outre, il est dans la nature des choses que l'on ne peut déterminer avec certitude sur un laps de temps aussi long si toutes les dispositions ont toujours été parfaitement observées dans l'ensemble de l'administration cantonale, qui adjuge chaque année des milliers de mandats. Dans plusieurs cas, le Contrôle des finances a réalisé des contrôles spéciaux pour mettre au jour d'éventuelles infractions à la législation sur les marchés publics.
2. Il n'est pas possible de répondre comme cela à cette question (voir la réponse à la question 1). En principe, pour déterminer s'il faut ou non lancer un appel d'offres, on se fonde sur l'appréciation juridique de la réalisation ou non de l'une des conditions de la procédure de gré à gré prévues par la législation (p. ex. l'urgence du marché ou le fait qu'il soit lié à un précédent marché). Cette appréciation n'est pas toujours facile, et comme pour toute question de droit, il est possible en principe d'avoir en toute bonne foi des avis divergents sur la réponse appropriée. Cela dit, le Conseil-exécutif n'a aucune raison de penser que des mandats de projets auraient pu être attribués illégalement selon une procédure de gré à gré ces dernières années.
3. Il n'existe pas en l'occurrence de projets concrets (voir la réponse à la question 2). Le Conseil-exécutif a constaté que par le passé (avant les années 2000), l'administration avait déjà confié des mandats de centre de calcul et de développement de logiciel à la société cantonale Bedag Informatique SA, qui travaille essentiellement pour le canton, sans procéder à un appel d'offres. Cette démarche partait du principe que l'attribution de mandats à Bedag Informatique SA, procédure interne, n'était pas soumise au droit des marchés publics. La prochaine révision du droit intercantonal sur les marchés publics comprendra probablement des dispositions pour contraindre l'administration à mettre au concours au moins une partie de ces prestations « attribuées en interne », à moins que des raisons de sécurité ne s'y opposent. De ce fait, l'OIO lance en principe un appel d'offres public pour adjudger les nouveaux marchés de ce type. Cependant, les contrats d'exploitation, de développement, de support et de

maintenance qui existent déjà entre le canton et Bedag Informatique SA doivent être maintenus jusqu'à un nouvel appel d'offres ou jusqu'au remplacement du système concerné. En effet, une nouvelle mise au concours et une migration nuiraient à la continuité des prestations, qui est l'un des motifs prévu par la législation pour passer un marché de gré à gré.

4. Non.
5. Non, pas pour des projets. Les mandats de cette importance qui ont (nécessairement) été attribués de gré à gré portent sur la poursuite de l'exploitation de systèmes précédemment acquis, sur la maintenance, sur la concession de licences ou sur le perfectionnement de ces systèmes. Ils ont été confiés, par exemple, à Bedag Informatique SA (centres de calcul et logiciels, voir la réponse à la question 3), Swisscom (téléphonie) et Connectis AG (réseaux local et étendu ; marché consécutif à l'appel d'offres public lancé en 2011). Ces procédures de gré à gré ont été publiées dans la Feuille officielle, comme le prévoient les dispositions légales, et n'ont suscité aucun recours. Les mandats font l'objet d'un nouvel appel d'offres en même temps que le renouvellement des systèmes concernés en fonction du cycle de vie technique, pour autant qu'une mise au concours soit possible techniquement et pour des raisons de sécurité.
6. Pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1, il n'est a priori pas possible d'exclure « sans l'ombre d'un doute » que des irrégularités aient pu être commises sur un laps de temps aussi long, avec un tel nombre de marchés. Toutefois, rien n'indique au Conseil-exécutif que des motifs d'exclusion n'aient pas été pris en compte lors de l'adjudication des marchés. Il n'a pas connaissance de l'existence de liens familiaux ou économiques entre les personnes qui prennent les décisions au sein de l'administration et leurs fournisseurs.
7. Il n'en existe pas.

Affaire 2014.RRGR.349

N° de l'intervention: 093-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 25.03.2014
 Déposée par: Hügli (Biel/Bienne, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 1037/2014 du 27 août 2014
 Direction: FIN

Forfaits fiscaux: nouveaux développements?

Après la votation de 2012 sur les forfaits fiscaux, les questions suivantes se posent :

1. D'après la loi sur les impôts, l'imposition forfaitaire est réservée aux personnes qui n'exercent pas d'activité lucrative en Suisse. Comment l'Intendance des impôts interprète-t-elle cette disposition ? Le fait de gérer activement une fortune considérable, la sienne propre, ne constitue-t-il pas une activité lucrative ? Dans la négative, pourquoi ? Les mandats au sein des conseils d'admini-

stration de sociétés actives en Suisse tombent-ils sous le coup de cette définition ?

2. Les autorités fiscales bernoises cherchent-elles à savoir si les personnes au bénéfice de l'imposition forfaitaire paient des impôts dans leur pays d'origine, à leur domicile précédent, et pour quel montant ? Quels moyens les autorités fiscales investissent-elles dans ces recherches ? S'agit-il d'une somme investie annuellement ou régulièrement ?
3. Dans un entretien accordé à la BZ le 24 septembre 2012, le maire de Gessenay/Gstaad, Monsieur Kropf, déclarait que les 180 contribuables imposés selon la dépense paient environ quatre millions d'impôts par an. A-t-on calculé quelle somme ils paieraient s'ils étaient imposés selon le régime ordinaire ?
4. Qu'entend-on par « durcissement des modalités de l'imposition forfaitaire » ?
5. Il y a un an, un consortium de journalistes a adressé à plusieurs administrations fiscales des dossiers sur des contribuables pratiquant l'évasion fiscale (*offshore-leaks*). Ces dossiers ont-ils été analysés ? Des procédures pénales ont-elles été ouvertes ?
6. Le canton de Berne se voit-il proposer des données bancaires volées ? Si tel était le cas, comment réagirait-il ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Une personne exerçant une activité lucrative est une personne qui travaille pour le compte d'autrui (activité lucrative salariée) ou qui exploite un fonds de commerce ou un domaine agricole à son propre compte (activité lucrative indépendante).

- Administrer sa propre fortune privée ne constitue pas une activité lucrative (indépendante). L'Administration fédérale des contributions a édicté une circulaire définissant la différence entre l'administration de la fortune privée et l'activité lucrative indépendante (commerce quasi professionnel de titres) ; il s'agit de la circulaire n° 36 du 27 juillet 2012 « Commerce professionnel de titres », à laquelle les cantons sont tenus de se conformer. L'article TaxInfo « Commerce professionnel de titres » résume la pratique du canton de Berne en la matière.
- Un mandat de conseiller d'administration constitue en règle générale une activité lucrative salariée, sauf lorsque l'unique but de la société est l'administration de la fortune privée ou la sauvegarde du capital investi à titre privé, que le mandat n'est pas rémunéré, et qu'il peut être établi de manière plausible que le conseiller d'administration n'a aucune espèce de pouvoir sur la direction opérationnelle de la société.

Question 2

L'impôt d'après la dépense, également appelé impôt à forfait, est assis sur le montant des frais d'entretien courant que le contribuable engage pour lui-même et pour les personnes vivant en Suisse aux besoins desquelles il subvient. Les revenus que le contribuable réalise à l'étranger et les impôts qu'il paie dessus là-bas ne sont pas utiles à sa taxation et ne sont donc pas établis.

Question 3

L'impôt des personnes imposées d'après la dépense n'est pas assis sur les revenus qu'elles réalisent, mais sur les dépenses qu'elles engagent pour leur entretien courant. Conformément à la législation en vigueur, leur base d'imposition doit toujours être au moins égale au quintuple de leurs frais de logement (valeur locative ou loyer) ou à la somme de tous leurs revenus de source suisse si elle est supérieure. A compter de 2016, leur base d'imposition devra être au moins égale au septuple de leurs frais de logement ou à la somme de leurs revenus de source suisse si elle est supérieure, sachant qu'elle ne pourra jamais être inférieure à 400 000 francs, ce qui est nouveau par rapport à aujourd'hui. Un délai transitoire de cinq ans est prévu pour les personnes déjà imposées à forfait en 2016.

Les personnes imposées d'après la dépense ne sont donc pas tenues de déclarer l'ensemble de leurs revenus et de leurs biens. En conséquence, il est impossible de calculer combien elles paieraient effectivement d'impôt si elles étaient taxées en procédure ordinaire.

Certaines estimations montrent toutefois que leur impôt ne serait pas beaucoup plus élevé si elles étaient taxées en procédure ordinaire, plutôt que d'après la dépense. Cela pour les deux raisons suivantes :

- Les revenus de source suisse sont intégralement imposés même en cas d'imposition d'après la dépense, car ils sont pris en compte grâce à ce que l'on appelle le calcul de contrôle. La base d'imposition doit être au moins égale à la somme des revenus de source suisse.
- Les revenus de source étrangère ne pourraient pas tous être imposés en procédure de taxation ordinaire. Certains d'entre eux, notamment les revenus tirés d'immeubles ou d'entreprises sis à l'étranger, ne seraient pas non plus imposés en procédure de taxation ordinaire. Pour ce qui concerne les autres revenus de source étrangère, la Suisse devrait se partager le droit d'imposer avec l'autre ou les autres Etats étrangers conformément aux conventions fiscales applicables (par exemple les dividendes et les intérêts imposables à la source).

Question 4

Le durcissement des modalités d'imposition d'après la dépense se traduira probablement par des rentrées fiscales cantonales supplémentaires comprises entre 5 et 7 millions de francs, selon le nombre de personnes imposées d'après la dépense qui décideront de quitter la Suisse ou qui opteront finalement pour l'imposition en taxation ordinaire (cf. message du Grand Conseil bernois en vue de la votation cantonale du 23 septembre 2012, page 38¹⁸).

Question 5

Les dossiers transmis à l'Intendance des impôts du canton de Berne ont fait l'objet de vérifications systématiques. Conformément à l'usage, l'Intendance des impôts ne fournit aucun renseignement sur le résultat de ces contrôles.

Question 6

Jusqu'à présent, jamais personne n'a proposé à l'Intendance cantonale des impôts de lui remettre, moyennant rémunération, des supports de données contenant des

informations bancaires volées. Si l'Intendance des impôts reçoit des données de ce genre, elle procède à un contrôle systématique, exactement comme lorsqu'elle reçoit des informations par courrier.

Affaire 2014.RRGR.354

N° de l'intervention:	097-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	25.03.2014
Déposée par:	Muntwyler (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1123/2014 du 10 septembre 2014
Direction:	FIN

CO₂: un risque financier pour le canton de Berne également?

Si toutes les réserves d'énergie fossile connues (charbon, pétrole, gaz) sont brûlées, la production de CO₂ dépassera de très loin les quotas fixés pour atteindre l'objectif d'un réchauffement maximum de 2 degrés à l'horizon 2050. Le résultat, c'est ce qu'il est convenu d'appeler *la bulle carbone*. Un total d'émissions de dioxyde de carbone de 900 milliards de tonnes de CO₂ a été fixé pour que l'objectif de 2 degrés Celsius de réchauffement puisse être atteint avec une probabilité de 80 pour cent. Pour un total d'émissions de 1 075 milliards de tonnes, la probabilité de la réalisation de cet objectif descend à 50 pour cent.

Actuellement, les réserves d'énergie fossile identifiées (charbon, pétrole, gaz) sont chiffrées à 2 860 milliards de tonnes de CO₂. Des entreprises cotées possèdent des réserves qui correspondent à 762 milliards de tonnes de CO₂. Si ces entreprises sont autorisées à exploiter d'ici à 2050 ces réserves au prorata de leur part, cela causera la perte de 60 à 80 pour cent d'investissements. Ces investissements seront en effet perdus si l'objectif des 2 degrés Celsius est effectivement imposé dans le monde. Ce sera l'écclatement de la bulle carbone !

Pour les investisseurs, c'est le signe qu'il est temps de se séparer des investissements dans des entreprises « fossiles ». Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. A-t-on connaissance de placements financiers susceptibles de concerner le canton de Berne (caisses de pension, banques, assurances etc.) qui comportent des risques tels que des crédits accordés ou des investissements dans des entreprises opérant dans le domaine des énergies fossiles ?
2. Quelle est l'ampleur de ces risques (crédits, actions) ?
3. Des provisions vont-elles être constituées pour compenser les risques liés à la bulle carbone ?
4. Le canton est-il prêt, notamment dans le cadre de sa stratégie de propriétaire mais également dans le contexte d'une politique active de protection du climat, à renoncer à de tels engagements ?

Références:

«CO₂ kann auch Anlegern schaden»; Finanz und Wirtschaft, n° 21, 2014, page 12

¹⁸ <http://www.taxinfo.sv.fin.be.ch/taxinfo/display/taxinfofr/Initiative+%E9gislativ+intitul%E9e+des+imp%E4ts+%E9+quitables+-+pour+les+familles>

Rapport AIE: «Energy technology prospects (ETP)»

Colloque «Plushaus» du cluster de l'énergie 2013/ 2014, www.energiecluster.ch

Etude «Unburnable Carbon», Carbon Tracker et School of Economics London (Sir Nicholas Stern)

Réponse du Conseil-exécutif

Les placements financiers du canton de Berne se répartissent en deux catégories. D'une part, le canton dispose de placements financiers au sens strict, comprenant les participations, qu'il réalise principalement dans le but d'obtenir un rendement (« 1^{re} catégorie » de placements). D'autre part, il détient des participations dans différentes entreprises et institutions qui présentent un intérêt public (p. ex. la Banque cantonale bernoise, BKW Energie SA, Bedag Informatique SA, etc.). Ces participations (« 2^e catégorie ») ne pourraient être aliénées sans nuire à l'exécution des tâches publiques auxquelles contribuent les sociétés correspondantes.

Le Conseil-exécutif ne peut s'exprimer ci-après que sur ses placements appartenant à la 1^{re} catégorie. Il ignore en effet si les sociétés dans lesquelles le canton détient une participation (2^e catégorie) disposent elles-mêmes de placements financiers - et le cas échéant de quelle ampleur - qui pourraient éventuellement comporter des risques liés à des investissements dans des « entreprises fossiles ». L'évaluation des risques correspondants et la constitution de provisions éventuelles sont l'affaire des sociétés concernées. L'appellation « entreprises fossiles » désigne en l'occurrence essentiellement des entreprises qui possèdent ou investissent dans des réserves d'énergies fossiles telles que le charbon, le pétrole ou le gaz naturel.

Le Conseil-exécutif apporte les réponses suivantes à l'auteur de l'interpellation :

Question 1:

Une participation pouvant se classer dans les « entreprises fossiles » selon la catégorisation précédemment établie est inscrite au bilan du canton de Berne. Il s'agit de la société SEAG

(Aktiengesellschaft für schweizerisches Erdöl), qui recherche et exploite des gisements de pétrole, de gaz et d'autres hydrocarbures en Suisse.

Question 2:

Le capital social de SEAG s'élève actuellement à CHF 400 000 (registre du commerce du canton de Zurich). Le canton de Berne détient des actions pour une valeur nominale de CHF 14 300 (soit environ 3,6 % du capital-actions).

Question 3:

Aucune provision n'est prévue en relation avec la participation cantonale à SEAG. Il n'est pas nécessaire de constituer des provisions pour tenir compte des risques dans la mesure où la valeur comptable de la participation est seulement de CHF 1,00 au 31 décembre 2013.

Question 4:

Comme il est indiqué dans la réponse à la question 1, le canton n'a pas - à une exception près - de participations directes à des « entreprises fossiles ». Le Conseil-exécutif ne prévoit pas non plus de prendre de tels engagements à l'avenir.

Pour les principales sociétés dont il est actionnaire (2^e catégorie), le Conseil-exécutif s'est doté de stratégies de

propriétaire distinctes qui fixent les jalons dans le cadre desquels l'entreprise concernée doit se développer. Il considère qu'il ne serait pas approprié, au niveau du gouvernement, d'intégrer dans ces stratégies la consigne de renoncer aux investissements dans des « entreprises fossiles ». En effet, cela représenterait selon le Conseil-exécutif une ingérence injustifiée dans les activités opérationnelles de ces sociétés.

Affaire 2014.RRGR.586

N° de l'intervention:	108-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	30.05.2014
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1124/2014 du 10 septembre 2014
Direction:	FIN

Informatique en nuage: stratégie de l'administration cantonale

Dans l'économie privée, de nombreuses entreprises placent leur organisation TIC non pas auprès d'un serveur décentralisé, mais dans des infrastructures publiques (Public Cloud) ou propres à l'entreprise (Private Cloud), avec des centres de calcul centralisés. Les utilisateurs et utilisatrices accèdent à leurs données sur leur bureau virtuel en passant par des connexions sécurisées (p. ex. Récepteur Citrix).

Une telle stratégie offre la flexibilité, permet une centralisation complète des serveurs et simplifie le soutien en raison, précisément, de l'absence de serveurs décentralisés. Sur les ordinateurs des utilisateurs et utilisatrices, il suffit d'un système d'exploitation et d'un moteur de recherche. Les autres programmes passent par le bureau virtuel. Le système en nuage permet de faire des économies si l'organisation de projet est mise en place avec savoir-faire.

Les solutions en nuage privé, par exemple, ne sont pas plus exposées aux risques de la cybercriminalité que les solutions décentralisées et traditionnelles, la sécurité des données y est tout aussi bien assurée, et le contrôle central par un nombre limité de serveurs combiné avec l'accès sécurisé tend plutôt à augmenter la sécurité.

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. L'Office d'informatique et d'organisation a-t-il développé une stratégie informatique en nuage pour l'administration cantonale ?
2. Dans la négative : pourquoi non ?
3. A-t-on déjà recours dans l'administration cantonale à des solutions en nuage ?
4. Dans l'affirmative, dans quels domaines, et quelle est l'ampleur de ces solutions ?
5. La centralisation systématique des TIC de l'administration cantonale dans une solution en nuage privée permettrait-elle de faire des économies ?
6. Dans l'affirmative, de quel ordre seraient ces économies par année ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1: Non.

Question 2: La Stratégie de pilotage de l'informatique qu'a arrêtée le Conseil-exécutif en 2007 se fonde sur le principe de la décentralisation coordonnée et ne s'occupe donc pas de solutions en nuage. L'audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale (UPI), qui s'est achevé au printemps 2014, recommandait l'élaboration d'une stratégie globale en matière de TIC. Le Conseil-exécutif va maintenant démarrer le processus de développement de cette stratégie et tiendra à cet égard compte du modèle de services en nuage.

Questions 3 et 4: La notion de « nuage » ayant différentes significations (voir à ce sujet la réponse du Conseil-exécutif à la question n° 7 de l'[interpellation 297-2013](#)), il est impossible de répondre catégoriquement à cette question. Le domaine des TIC étant aujourd'hui organisé de manière décentralisée, il n'existe pas non plus, au niveau cantonal, de portefeuille des applications qui permettrait de déterminer quelles applications sont utilisées à quelles fins avec quelles caractéristiques de nuage. Un portefeuille va être établi dans le cadre de la mise en œuvre de l'UPI. Aucune solution de nuage public proposée par Microsoft, Google ou Amazon n'est en tous cas utilisée aujourd'hui au niveau de l'administration dans son ensemble, et ce notamment pour des raisons de sécurité. Au lieu de cela, le canton exploite de nombreuses applications basées sur un serveur, principalement par l'intermédiaire de Bedag Informatique SA. Celle-ci structure ses prestations de centre de calcul selon des principes de nuage privé, comme la centralisation, la scalabilité et l'élasticité. Voici quelques exemples : La solution de gestion des services TIC de ServiceNow est exploitée dans un nuage privé sur mandat de Bedag pour le canton et pour Bedag. La plate-forme que Bedag a réalisée depuis 2013, sur laquelle est actuellement établi tout l'approvisionnement de base commun en TIC de la JUS, de la JCE, de la FIN et une partie de la TTE, a de nombreuses caractéristiques d'un nuage privé, car sa capacité peut rapidement être accrue par ajout de modules pour pouvoir servir des applications ou des groupes d'utilisateurs supplémentaires. Par contre, les applications de l'administration qui sont pour la plupart basées sur un serveur ne possèdent aucune caractéristique de nuage au niveau des applications, même si Bedag les exploite dans la majorité des cas dans le cadre d'un nuage privé.

Questions 5 et 6: Les spécialistes mandatés pour l'UPI estiment possible d'apporter, dans le domaine de l'informatique, des optimisations permettant de réaliser des économies de l'ordre de CHF 28 à 50 millions par an, à condition d'effectuer des investissements considérables. Ce potentiel d'épargne concerne toutefois une large palette de mesures possibles dans le domaine des TIC, et l'on manque d'indications ou d'estimations quant à la proportion des mesures qui concerneraient éventuellement une solution en nuage. Les mesures proposées dans le cadre de l'UPI comprennent la centralisation de l'approvisionnement TIC de base (y compris de l'exploitation des serveurs et des applications) et la prise en compte de nouveaux modèles de fourniture des prestations comme le nuage privé. Ces recommandations sont maintenant examinées dans le cadre

de plusieurs projets de réalisation. Soucieux du développement permanent de ses produits et de ses prestations de services, l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) examine aujourd'hui déjà la possibilité de mettre en place des modèles de nuage, qu'il a déjà par exemple concrétisée en créant la plate-forme pour l'approvisionnement de base mentionnée plus haut.

Annexe 3

Urgence des interventions parlementaires

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :

- 200-2014 Motion Bärtschi (Lützelflüh, UDC). S'attaquer correctement au problème de l'asile
- 201-2014 Motion financière CFin (Iseli, Zwieselberg). Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016
- 202-2014 Motion financière CFin (Iseli, Zwieselberg). Pas de nouvel endettement dans le PIMF
- 204-2014 Interpellation Riem (Iffwil, PBD). Crédit accordé pour la réalisation du projet Tram Region Bern : qu'en sera-t-il ?
- 211-2014 Interpellation Graber (La Neuveville, UDC). Accueil officiel à Moutier de M. Claude Hêche, futur président du Conseil des Etats
- 216-2014 Motion Grimm (Berthoud, pvl). Régler la taxe d'eau des grandes centrales hydrauliques
- 219-2014 Motion Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl). Création d'une inspection des EMS
- 222-2014 Motion PS-JS-PSA (Baltensperger, Zollikofen). Enseignement de la première langue étrangère : mettre fin à la sélection
- 223-2014 Motion PS-JS-PSA (Lüthi, Berthoud). Donner de la cohérence à la politique sociale
- 224-2014 Motion CFor (Zäch, Berthoud). Maintien de l'enseignement du français à l'école primaire en Suisse alémanique
- 231-2014 Motion Knutti (Weissenburg, UDC). Préciser les critères d'économicité dans la loi sur les soins hospitaliers
- 232-2014 Motion von Kaenel (Villeret, PLR). Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale
- 234-2014 Motion von Kaenel (Villeret, PLR). Prestations circonstancielles dans l'aide sociale ? Plus de transparence !
- 235-2014 Motion von Kaenel (Villeret, PLR). Les forfaits cantonaux pour les collaborateurs spécialisés des services sociaux ne doivent couvrir que les salaires et charges sociales
- 236-2014 Motion Gasser (Bévilard, PSA). Maintien des droits acquis

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :

- 188-2014 Interpellation Sancar (Berne, Les Verts). Des voleurs dans la police bernoise

- 191-2014 Motion Bühler (Cortébert, UDC). Pour un vote communaliste rapide et fair-play
- 193-2014 Motion Studer (Utzenstorf, sans étiquette). Prisons bernoises : les détenus font la loi
- 195-2014 Motion PS-JS-PSA (Näf, Muri). Pratique de l'Intendance cantonale des impôts : ouverture d'une enquête
- 197-2014 Motion Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC). MCH 2 et frein à l'endettement
- 205-2014 Interpellation Berger (Aeschi, UDC). Plan Loup et Plan Lynx
- 208-2014 Motion Knutti (Weissenburg, UDC). Latitude des communes dans la mise en œuvre de la loi sur l'encouragement des activités culturelles
- 220-2014 Interpellation Schöni-Affolter (Bremgarten, pvl). Gestion de la pêche respectueuse du développement durable et de la protection des animaux: laissons faire la nature
- 227-2014 Interpellation Amstutz (Corgémont, Les Verts). Quel avenir pour la ligne Moutier-Soleure ?
- 228-2014 Interpellation Schindler (Berne, PS). Intervention de la police lors de l'élection de Miss Suisse 2014
- 229-2014 Motion Marti (Berne, PS). Sort des enfants hébergés dans les structures d'aide d'urgence
- 230-2014 Motion Bühler (Cortébert, UDC). Assurer la régularité des registres électoraux en vue du vote communaliste
- 233-2014 Interpellation Machado Rebmann (Berne, LA-Verte). Garantir les soins médicaux dans les centres d'enregistrement des requérants d'asile
- 237-2014 Motion Seiler (Trubschachen, Les Verts). Mort et empoisonnement des abeilles

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session novembre 2014

Début de la session le 17 novembre 2014

Directions	Page
Commission des finances	
Chancellerie d'Etat	1
Direction de l'économie publique	1
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie	2
Direction de la police et des affaires militaires	5
Direction de l'instruction publique	6
Direction des finances	6

Commission des finances

Chancellerie d'Etat

1049 Office des ressources et des droits politiques (ORDP); vote électronique pour les Suisses et Suissesses de l'étranger. Exploitation Autorisation de dépenses; crédit d'objet; crédit d'engagement pluriannuel 2015–2016

1. Objet

Les Bernois et les Bernoises résidant à l'étranger peuvent voter par Internet (vote électronique) lors des votations fédérales et cantonales. Depuis le lancement du vote électronique pour les électeurs et électrices des communes bernoises résidant à l'étranger lors du scrutin du 17 juin 2012, cette possibilité a été offerte neuf fois (jusqu'au 18 mai 2014). Le vote électronique peut aussi être utilisé pour les élections, comme cela devrait être le cas lors des élections du Conseil national et du Conseil des Etats en 2015.

Le crédit d'engagement pluriannuel approuvé par le Grand Conseil pour l'exploitation du vote électronique s'achève fin 2014. La présente demande de crédit d'engagement couvre les coûts d'exploitation du système de vote électronique destiné aux électeurs et électrices des communes bernoises résidant à l'étranger pour les années 2015 et 2016.

2. Bases légales

- Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), article 76, lettre e et article 89, alinéa 2, lettre b (a contrario)
- Loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques (LDP; RSB 141.1), article 18
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), article 47, article 48, alinéa 1, lettre a, article 50, alinéa 3 et article 52
- Ordonnance du 4 septembre 2013 sur les droits politiques (ODP; 141.112), article 1, alinéa 3
- Ordonnance du 27 octobre 2010 sur le vote électronique des électeurs et électrices suisses de l'étranger (OVEESE; RSB 141.114)
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 621.1), articles 136, 139, 146 et 148

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Il s'agit de dépenses périodiques nouvelles au sens de l'article 47 et de l'article 48, alinéa 1, lettre a LFP.

4. Montant déterminant

Crédit à autoriser (TVA comprise) pour 2015	CHF 383 500.–
Crédit à autoriser (TVA comprise) pour 2016	CHF 364 000.–
Total	CHF 747 500.–

Les dépenses additionnelles liées au renchérissement sont réservées.

Les coûts pour 2015 et 2016 ont été calculés pour un total de huit scrutins électroniques. Quatre dates sont réservées pour les scrutins, l'élection du Conseil national ayant lieu le 18 octobre 2015. Les coûts à autoriser sont donc basés sur un maximum de quatre scrutins électroniques par an.

5. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/Exercice

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP sous forme de crédit d'objet selon l'article 52 LFP et l'article 148 OFP pour les années 2015 et 2016.

Unité CCPR:	1010 – Chancellerie d'Etat/1011 – Office des ressources et des droits politiques
Groupe de produits:	02.10.9000 – Soutien au Conseil-exécutif et au Grand Conseil
Produit:	02.10.900010 – Ressources et droits politiques
Comptes:	310100 – Frais d'impression et de reliure, publications 318500 – Frais de poste et de télécommunication 318800 – Prestations de services de tiers en matière d'informatique

En 2015, les coûts des trois scrutins et des élections du Conseil national et du Conseil des Etats s'élèveront au maximum à 383 500 francs. En 2016, les coûts des quatre scrutins n'excéderont pas 364 000 francs.

Les dépenses sont inscrites au budget 2015 et au plan intégré «mission-financement» 2016.

6. Compétence pour l'approbation du crédit

Selon l'article 76, lettre e ConstC en relation avec l'article 89, alinéa, 2 lettre b ConstC (a contrario), l'approbation du crédit d'objet relève de la compétence du Grand Conseil.

Direction de l'économie publique

1002 International School of Berne, Gümliigen. Subvention à la nouvelle construction 2015–2016, crédit d'engagement pluriannuel/crédit d'objet

1. Objet

Subvention d'investissement destinée à l'International School of Berne (ISBerne) à Gümliigen en vue de la réalisation d'aménagements locatifs, de l'équipement d'un nouveau bâtiment scolaire

pouvant accueillir 400 élèves et d'une double salle de gymnastique. Cette subvention sert la promotion du site d'implantation en fournissant une infrastructure moderne pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement international accrédité.

La subvention est versée à l'entreprise chargée de la réalisation du bâtiment, la *Mobilière Suisse Asset Management* (MAA).

2. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0): article 44, alinéa 1, lettre c, article 46, article 48, alinéa 2, lettre a, article 49, article 50, alinéa 3 et article 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1): articles 148 et 152
- Loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie (LCEn; RSB 741.1): article 52, alinéa 3
- Ordonnance cantonale du 26 octobre 2011 sur l'énergie (OCEn; RSB 741.111): article 40, alinéa 1

3. Nature du crédit et de la dépense

Crédit d'engagement pluriannuel sous forme d'un crédit d'objet. Il s'agit d'une dépense nouvelle et unique.

4. Montant déterminant

Gros-œuvre	CHF 20 100 000.–
Aménagements, installations fixes	CHF 3 900 000.–
Mobilier	CHF 3 300 000.–
Aménagements extérieurs (y.c terrains de sport et cour de récréation)	CHF 1 500 000.–

Coûts totaux selon devis	CHF 28 800 000.–
./. Gros-œuvre par la MAA	CHF 20 100 000.–
./. Prestations propres ISBerne	CHF 3 800 000.–
./. Sponsoring et donations	CHF 1 000 000.–
./. Subvention d'investissement cantonale	CHF 3 900 000.–

Montant à accorder **CHF 3 900 000.–**

5. Compte/groupe de produits/exercice

Subvention d'investissement de l'ECO portée à la charge du compte 565000, groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique.

Les versements sont planifiés pour 2015 (CHF 1,7 mio) et 2016 (CHF 2,2 mio). Ils sont inscrits au plan financier 2015–2017.

6. Charges et conditions

Le beco Economie bernoise est chargé de la mise en œuvre. L'octroi de la subvention est soumis au respect des charges et conditions suivantes, édictées par le beco à l'intention de l'IS-Berne et de la MAA:

- Le montant alloué a atteint le plafond de subventionnement. Des dépassements de crédit ultérieurs ne pourront pas être pris en compte.
- La promesse de subvention est limitée à cinq ans.
- Si la nouvelle construction n'est réalisée que partiellement, la contribution cantonale sera réduite en conséquence.
- La construction doit satisfaire aux exigences fixées à l'article 52, alinéa 3 LCEn.
- Des paiements partiels sont possibles en fonction des investissements effectivement réalisés, jusqu'à 80 pour cent du montant ayant fait l'objet d'un décompte. Toutefois, avant le versement final, le respect des exigences fixées à l'article 52, alinéa 3 LCEn doit avoir été établi.
- Le contrat de bail doit être soumis au beco pour approbation. Le loyer est calculé sur la base des coûts du gros œuvre (CHF 20,1 mio) et de l'aménagement (CHF 3,9 mio). Les dépassements de crédit ne justifient pas d'augmentation de loyer.

Toute modification majeure du contrat de bail (notamment parties au contrat, montant du loyer, durée du contrat ou réaffectation) est soumise à l'approbation du beco.

- Le règlement des conditions tarifaires de l'ISBerne doit être soumis au beco pour approbation.
- La MAA veille à ce que l'ISBerne ou tout éventuel ayant cause exploite dans les locaux une école privée d'enseignement en anglais accréditée *International Baccalaureate* et dont le programme répond en tous points à celui qui est détaillé au chiffre 3.1 du présent rapport.
- Le Conseil-exécutif exige le remboursement de tout ou partie de la subvention cantonale dans les 25 ans qui suivent un changement d'affectation, l'aliénation du complexe ou l'observation des présentes charges; la législation sur les subventions cantonales règle les modalités de détail.
- Le beco, s'il en fait la demande, doit se voir communiquer tout renseignement nécessaire au contrôle et à la surveillance, et doit avoir accès au dossier.
- Le beco est autorisé à formuler des conditions et des charges supplémentaires.

7. Référendum

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative.

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

960 Crédit-cadre 2015–2017 pour le gros entretien (la remise en état) des immeubles du portfolio cantonal ainsi que pour les dépenses connexes relevant de la compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

1. Objet

Le crédit-cadre demandé, de 176 millions de francs, doit permettre de financer, dans les années 2015 à 2017, les mesures découlant des obligations de remise en état des immeubles pour un montant individuel d'un million de francs au maximum, ainsi que les éventuelles dépenses connexes pour des adaptations mineures visant à répondre aux besoins spécifiques des utilisateurs, lorsque ces dépenses relèvent de la compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

2. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42ss, et en particulier article 53
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136ss, et en particulier article 149
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Ordonnance d'organisation TTE, OO TTE; RSB 152.221.191), article 14

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit-cadre à autoriser

CHF 176 mio

Il s'agit de dépenses nouvelles au sens de l'article 48, alinéa 1 LFP, qui relèvent de la compétence du Grand Conseil ou de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ces dépenses sont également uniques au sens de l'article 46 LFP.

4. Type de crédit/compte/groupe de produits/ exercice comptable

Groupe de produits: Gestion de l'immobilier (09.15.9100)

Le crédit demandé est un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera versé sous forme de crédit-cadre selon l'article 53 LFP et relayé par des paiements qui feront l'objet d'arrêtés d'exécution (crédits d'objet). Les montants sont inscrits au budget et dans le plan intégré mission-financement 2015–2017.

Comptes:

4980	503100	Transformation de biens-fonds du patrimoine administratif
4980	503200	Travaux de réfection et d'entretien des biens-fonds du patrimoine administratif
4980	503800	Transformation de biens-fonds loués par le canton

5. Conditions

Le présent crédit-cadre sert exclusivement à financer des objets dont le coût est inférieur ou égal à un million de francs. Les dépenses pour des mesures de conservation de la substance dépassant ce montant de même que les nouveaux investissements mineurs pour les projets de remise en état allant au-delà des compétences de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie ne sont pas couverts par le présent crédit-cadre. Ils sont soumis au Conseil-exécutif à l'intention du Grand Conseil.

Le présent crédit-cadre et en particulier la mise en œuvre du programme d'entretien annuel doivent être gérés activement par l'Office des immeubles et des constructions (OIC). Un rapport donnant un aperçu de l'utilisation des moyens financiers alloués par ce crédit sera rendu à la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) à chaque fin de trimestre.

6. Organes compétents pour l'utilisation du crédit-cadre et pour la prolongation de sa durée de validité

Le présent crédit-cadre est libéré par des arrêtés d'exécution.

En vertu de l'article 53, alinéa 2, lettre a LFP, l'utilisation des montants alloués relève de la compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

Le Conseil-exécutif décide de l'éventuelle prolongation de la durée de ce crédit.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la **votation facultative** et doit faire l'objet d'une publication dans la Feuille officielle du Jura bernois.

957 Crédit-cadre 2015 pour les locations cantonales urgentes

1. Objet

Le crédit-cadre demandé de deux millions de francs doit permettre, dans des cas motivés, de faire approuver par le Conseil-exécutif des locations urgentes qui doivent être conclues en 2015 et dont les dépenses devraient, suite à la nouvelle définition des dépenses liées, relever de la compétence du Grand Conseil.

2. Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss, en particulier l'article 53

- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss, en particulier articles 146 et 149
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Ordonnance d'organisation TTE, OO TTE; RSB 152.221.191), article 14, lettre b

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit-cadre à approuver

CHF 2000000.–

Il s'agit de dépenses nouvelles périodiques au sens des articles 47 et 48, alinéa 1 LFP.

4. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/ Exercice

Groupe de produits: Gestion des biens immobiliers (09.15.9100)

Crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera versé sous forme de crédit-cadre selon l'article 53 LFP, et relayé par des paiements qui feront l'objet d'arrêtés d'exécution. Les montants sont inscrits au budget et dans le plan financier 2015.

Compte:

4980 316000 Loyer et bail à ferme des biens-fonds

5. Conditions

- Les fonds de ce crédit-cadre doivent être utilisés en 2015 exclusivement pour financer des dépenses relatives à des frais de location urgents, qui, faute de temps, ne peuvent pas être soumises au Grand Conseil. Cela doit par ailleurs concerner l'un des cas ci-dessous:
 - a) Conclusion d'un nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à une résiliation du bailleur.
 - b) Prolongation d'un contrat de bail existant sans qu'il y ait eu de changements significatifs.
 - c) Conclusion d'un nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à des optimisations du site ou de l'exploitation, le montant du nouveau loyer devant être inférieur au précédent.
 - d) Nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à des optimisations de l'exploitation, si les économies démontrées qui en résultent au niveau de l'exploitation sont plus élevées que les frais de location supplémentaires.
 - e) Nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à une réduction des surfaces nécessaires, le montant du nouveau loyer devant être inférieur au précédent.
 - f) Nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à des besoins en locaux supplémentaires, si le nouveau loyer ne dépasse pas de plus de 200 000 francs par an le loyer actuel.
- Les dépenses relatives à une location qui dépassent un million de francs par an doivent être soumises au Grand Conseil et ne seront donc pas à la charge de ce crédit-cadre.
- La Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) est informée de toute utilisation des fonds du crédit-cadre.

6. Organe compétent pour l'utilisation du crédit-cadre

Le crédit-cadre est libéré par des arrêtés d'exécution.

En vertu de l'article 53, alinéa 2, lettre a LFP, l'utilisation des montants alloués relève de la compétence du Conseil-exécutif.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la **votation populaire facultative** et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

997 Institut de pathologie de l'Université de Berne Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

1. Objet

Le crédit de réalisation demandé, d'un montant de 7 630 000 francs (coûts totaux de CHF 9,41 millions, desquels sont déduits les crédits déjà approuvés d'étude de CHF 880 000.– et de planification de CHF 100 000.– ainsi que la participation financière de l'Université à l'équipement de CHF 900 000.–), doit permettre de transformer les locaux du laboratoire du département d'histopathologie clinique de l'Institut de pathologie.

Les deux étages qui accueillent les unités du laboratoire se trouvent dans le bâtiment de pathologie (construit en 1991) sis Murtenstrasse 31 à Berne. Cette transformation permettra d'accélérer les processus de travail et d'adapter les prestations aux exigences actuelles.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités et la coopération dans le domaine des hautes écoles (Loi sur l'aide aux universités, LAU; RS 414.20)
- Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11)
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts, dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1^{er} octobre 2013, indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland, 124,7 points

Frais d'investissement totaux CHF 9 410 000.–

comprenant:

- Travaux préparatoires et travaux de démolition CHF 770 000.–
- Transformation des locaux du laboratoire et des bureaux CHF 5 750 000.–
- Equipement fixe CHF 870 000.–
- Equipement mobile CHF 840 000.–
- Déménagement CHF 60 000.–
- Frais de construction accessoires CHF 1 120 000.–

Coûts à la charge du canton CHF 9 410 000.–

./.. crédit de planification préalable déjà autorisé (décision de l'architecte cantonale du 2 avril 2012) – CHF 100 000.–

Montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses au sens de l'article 143 OFF CHF 9 310 000.–

./.. frais d'étude déjà approuvés – CHF 880 000.–
(ACE n° 1484 du 6 novembre 2013)

./.. participation de l'Université de Berne à l'équipement mobile et au déménagement – CHF 900 000.–

Crédit à autoriser CHF 7 530 000.–

Les frais d'investissement pour le bâtiment sont basés sur le devis du 16 avril 2014 et incluent six pour cent de réserves de l'OIC (CHF 0,452 million) et sept pour cent de réserves de la TTE (CHF 0,527 million).

Il faut s'attendre à une subvention fédérale pour les coûts des immeubles destinés à l'Université conformément à la législation sur l'aide aux universités. Le montant de cette subvention ne pourra être déterminé qu'au vu du projet de réalisation.

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFF).

4. Nature du crédit/Compte/Exercice comptable

Groupe de produits: Evolution du parc immobilier
(n° 09.15.9120)

Numéro SAP: 12.0403

Il s'agit d'un crédit de réalisation et d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera en principe relayé par les paiements ci-dessous. Ces paiements sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. L'adoption des budgets annuels demeure réservée.

Dépenses:

Compte		Exercice/Montant
4980 503100	Office des immeubles et des constructions	2013 CHF 95 000.–
		2014 CHF 615 000.–
	Construction et transformation de bien-fonds	2015 CHF 5 190 000.–
	du patrimoine administratif	2016 CHF 2 610 000.–

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

1018 Berne – Hallerstrasse 6/8 Loyer et frais accessoires pour les surfaces d'archives et de bureaux du 1^{er} au 3^e sous-sol; crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le crédit demandé de 295 246,80 francs par an doit permettre de financer pendant dix années supplémentaires le loyer et les frais accessoires pour environ 2300 m² (surface locative) d'archives et de bureaux sis Hallerstrasse 6/8. Ces locaux sont utilisés par l'Université de Berne (Bibliothèque suisse sur l'Europe de l'Est et Collection suisse du théâtre), par les Archives de l'Etat et par la Haute école des arts.

2. Bases légales

- Loi du 31 mars 2009 sur l'archivage (LArch; RSB 108.1), articles 8 et 15
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Ordonnance d'organisation TTE, OO TTE; RSB 152.221.191), article 14

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Frais de loyer annuels CHF 295 246.80

Détail:

Loyer de base net CHF 239 326.80

Place de stationnement CHF 1 920.00

Acompte pour les frais CHF 54 000.00

accessoires

Total des coûts annuels et montant déterminant du crédit CHF 295 246.80

Un montant de 7200 francs a par ailleurs été approuvé en vue de la mise en place de grilles pour les dossiers des Archives de l'Etat soumis à la protection des données (autorisation de dépenses OIC).

Il s'agit de dépenses périodiques et nouvelles au sens des articles 47 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les surcoûts dus au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP).

4. Type de crédit/compte/groupe de produits/exercice comptable

Le crédit demandé est un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, qui sera relayé par des paiements mensuels à compter du 1^{er} janvier 2015. Les montants sont inscrits au budget et dans le plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

Groupe de produits: Gestion des biens immobiliers (09.15.9100)
Les versements seront effectués par le biais des comptes 316000 et 312000.

5. Conditions

Le loyer net de 239 326,80 francs (hors place de stationnement) se base sur l'indice suisse des prix à la consommation en août 2013. Il peut être adapté à l'évolution de cet indice au 1^{er} janvier de chaque année, pour la première fois au 1^{er} janvier 2015. Les variations sont alors intégralement répercutées.

L'autorisation de dépenses est valable pour dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2024.

Direction de la police et des affaires militaires

1038 Contributions périodiques du Fonds de loterie aux monuments historiques, 2015–2018

1. Résumé

Par le présent arrêté, le Grand Conseil autorise les dépenses nécessaires aux contributions périodiques prélevées sur le Fonds de loterie pour la protection et la conservation des monuments historiques énumérés ci-dessous; ceux-ci revêtent tous une importance nationale et bénéficiaient déjà de contributions jusqu'à présent:

Aarbergerhus, Collégiale de Berne, château de Holligen, château de Hünegg, château de Jegenstorf, château de Landshut, château de Laupen, château d'Oberhofen, château de Spiez, château de Schwarzenbourg, château de Thunstetten, maison vigneronne de Wingreis, domaine von Rütte.

Par la même occasion, le Grand Conseil prend connaissance du fait que les requérants suivants ont déposé une demande de

contributions périodiques ou pourraient le faire dans un avenir proche, et ainsi être pris en compte dans l'enveloppe financière: château de Berthoud, musée de la vigne le Fornel, musée paysan Althuus, château de Thoun, château de Wyl.

Conformément à l'article 37 LLot, le Conseil-exécutif décide, en tenant compte des critères établis, du montant des contributions versées pour les demandes pour lesquelles les calculs n'ont pas encore été totalement réalisés.

La Direction de la police et des affaires militaires (POM) a passé des conventions de prestations avec les fondations de ces objets, ou le fera prochainement. Ces conventions n'entreront en vigueur qu'en cas d'approbation de l'enveloppe financière par le Grand Conseil.

2. Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 36, alinéas 2 et 4, 37, alinéas 1 et 3, et 48a
- Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéa 2, et 40a
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LPF; RSB 620.0), articles 47, alinéa 2, 48, alinéa 1, lettre a

3. Coûts, enveloppe financière

3.1 Coûts annuels

Objet	Contribution annuelle pour la maintenance des monuments historiques nationaux protégés	Enveloppe financière pour des travaux de remise en état visant à conserver la valeur historique de bâtiments nationaux protégés, 2015–2018
Hünegg	220 000	200 000
Jegenstorf	320 000	900 000
Landshut	480 000 ¹	400 000
Laupen	280 000	500 000
Oberhofen	565 000 ¹	400 000
Schwarzenbourg	95 000	300 000
Spiez	555 000 ²	2 500 000
Thunstetten	125 000	850 000
Aarbergerhus	20 000	150 000
Holligen	30 000	290 000
Dom. von Rütte	135 000	100 000
Wingreis	40 000	140 000
Collégiale	600 000	Après demande
Althuus	60 000	115 000
Musée de la vigne le Fornel	45 000	310 000
Château de Wyl	200 000	530 000
Total	3 770 000	7 685 000
Total sur 4 ans	15 080 000	7 685 000

3.2 Montant du crédit

Les montants demandés, à hauteur maximale de 22 765 000 francs, seront prélevés sur le Fonds de loterie et relèvent de la compétence financière du Grand Conseil. L'arrêté est en outre soumis au référendum financier facultatif.

Crédit déterminant pour l'organe compétent

CHF 22 765 000.–

¹ Les surfaces devant encore être rendues accessibles sont déjà prises en compte, mais les montants périodiques ne seront accordés qu'en fonction du nombre de ces surfaces effectivement rendues publiques.

² Eglise comprise

4. Nature du crédit, exercices comptables, compte

Dépense périodique nouvelle sous forme d'un crédit d'engagement pluriannuel. Les versements devraient être effectués au cours des années 2015 à 2018.

Compte 1299-23784-206000-14/contributions périodiques CHF

5. Conditions

La POM conclut des conventions de prestations avec les fondations en droit de recevoir des contributions. Ces conventions contiennent des conditions générales et des conditions spécifiques à chaque objet.

6. Référendum facultatif

Conformément à l'article 62, alinéa 1, lettre c de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RS 101.1), le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Direction de l'instruction publique

1042 Fondation «Kornhausbibliotheken». Subvention cantonale 2015. Crédit d'objet

1. Objet

La Fondation «Kornhausbibliotheken» constitue un réseau de bibliothèques implantées en ville de Berne et dans les communes d'agglomération de la région bernoise. La Centrale de ce réseau, située dans le bâtiment du Kornhaus, fournit des prestations aux bibliothèques de la région. Elle est considérée par le canton comme une bibliothèque régionale ayant droit à une subvention annuelle; celle-ci correspond à 20 pour cent au maximum de son déficit d'exploitation. En revanche, le canton ne subventionne pas les bibliothèques de quartier en ville de Berne et les bibliothèques communales des communes avoisinantes qui, bien qu'affiliées au réseau, ne fournissent aucune prestation régionale.

A partir du 1^{er} janvier 2016, la Centrale des bibliothèques du Kornhaus sera soutenue par la Ville de Berne, le canton de Berne et la Conférence régionale de Berne-Mittelland. Le contrat de prestations actuel (2011–2014) arrivant à échéance, la Ville de Berne a accepté de conclure un contrat de prestations avec la Fondation «Kornhausbibliotheken» pour l'année 2015. Ainsi, le contrat de quatre ans de la Ville de Berne avec la fondation pour l'ensemble du domaine de la fondation et le nouveau contrat de prestations de la Ville, du canton et de la Conférence régionale de Berne-Mittelland pour la bibliothèque régionale, conformément à la loi sur l'encouragement des activités culturelles, pourront tous deux commencer à courir au 1^{er} janvier 2016.

2. Bases légales

- Art. 4, art. 5, art. 6, art. 12, al. 1, art. 13, art. 15, art. 18, art. 19, al. 2, art. 34, al. 4 et art. 40 de la loi cantonale du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11)
- Art. 5, al. 1, art. 8 et art. 48 de l'ordonnance du 13 novembre 2013 sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC; RSB 423.411.1)
- Art. 43, art. 47, art. 48, al. 1, lit. a, art. 50, al. 2 et art. 52 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0)
- Article 148 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1)

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Nouvelle dépense périodique (art. 47 et art. 48, al. 1, lit. a LFP)

4. Montant déterminant du crédit

Exercice 2015

CHF 565 768.–

5. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/Exercice

Crédit d'engagement annuel (crédit d'objet)

Exercice 2015

Compte 206000 (Fonds d'encouragement des activités culturelles)

La contribution est financée par les moyens disponibles dans le cadre du Fonds d'encouragement des activités culturelles.

6. Conditions

- 6.1 La subvention est octroyée à condition que la commune municipale de Berne assure l'essentiel du financement.
- 6.2 La Fondation «Kornhausbibliotheken» doit présenter ses comptes annuels et fournir un rapport d'activité.
- 6.3 La Fondation «Kornhausbibliotheken» doit présenter séparément les charges concernant la Centrale des bibliothèques du Kornhaus. Les charges concernant les succursales et leur part aux charges interbibliothèques ne doivent pas figurer dans le décompte.

7. Motifs

La Centrale des bibliothèques du Kornhaus, située dans le bâtiment du Kornhaus à Berne, a désormais le droit, conformément à l'OEAC, de conclure un contrat de prestations avec la Ville de Berne, le canton et la Conférence régionale de Berne-Mittelland. L'arrêté du Grand Conseil du 30 mars 2011 lui a permis de bénéficier du soutien du canton de 2011 à 2014 à hauteur de 565 768 francs par année. Une subvention d'importance égale doit être maintenue pour l'année de transition 2015.

Direction des finances

1050 Assurance de choses du canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le contrat d'assurance de choses actuel, souscrit en 2004 auprès de la compagnie Mobilière Suisse Société d'assurances SA, a été réexaminé au premier semestre 2014 en ce qui concerne l'étendue de la couverture. Il a ensuite été mis au concours le 1^{er} janvier 2015, dans le cadre d'un appel d'offres public mené conformément aux critères GATT/OMC. Après évaluation des offres reçues, le nouveau contrat a été adjudgé à la société Helvetia Compagnie Suisse d'Assurances SA par décision du 25 juin 2014 – sous réserve de l'approbation du crédit correspondant par l'organe compétent en matière financière. En même temps que le présent crédit d'engagement, le Grand Conseil doit approuver, en tant que plafond de dépenses, les coûts afférents aux primes annuelles de l'ensemble du canton pour le contrat d'assurance de choses qui prendra effet le 1^{er} janvier 2015.

2. Bases légales

- Article 43, article 47 et article 48, alinéa 1, lettre a de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0)
- Article 146 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1)

- Article 1, lettre *i* et article 8, lettre *p* de l'ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des finances (OO FIN; RSB 152.221.171)

3. Montant déterminant du crédit, nature du crédit et compte

Type de dépenses	Dépenses nouvelles et périodiques
Montant du crédit	L'approbation porte sur un plafond de dépenses de CHF 800 000 par an . Ce montant a été inscrit par la Direction des finances au budget 2015 et au plan intégré mission-financement de 2016 à 2018. Clause d'indexation des prix: les augmentations de primes (ou les dépassement du plafond de dépenses) liées à l'évolution du volume des biens matériels du canton de Berne et aux compensations du renchérissement officiel ou aux modifications des consignes fédérales sont réputées approuvées avec le présent arrêté.
Nature du crédit	Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 à 2022
Unité CCPR	1374 Administration des finances
Groupe de produits	07.30.910 Prestations de services de finances du groupe, produit Gestion des assurances
Compte	318300 Primes d'assurance de choses

4. Motifs

L'assurance de choses permet au canton de Berne de couvrir les risques connus en ce qui concerne ses biens matériels conformément à la directive du Conseil-exécutif sur les risques et les assurances (ACE 0323/2008). Les biens mobiliers appartenant au canton de Berne sont ainsi normalement assurés à hauteur de la couverture obligatoire à la valeur à neuf contre les risques importants, tels que les incendies et les événements naturels. Il existe en outre des couvertures supplémentaires majorées ou subsidiaires, par exemple en ce qui concerne les actes de terrorisme, les actes de malveillance ou les troubles intérieurs.

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la commission



Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

Sommaire

	pages
1. Synthèse	3
2. Contexte	3
2.1 Révision de l'accord en 2005	3
2.2 Nécessité d'une nouvelle révision	3
2.3 Compétence du Grand Conseil en matière d'adhésion à l'accord	3
3. Contenu de l'accord intercantonal	3
4. Arrêté d'adhésion	7
5. Commentaire des dispositions de l'arrêté portant adhésion	7
6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes	7
7. Répercussions financières	7
8. Répercussions sur le personnel et l'organisation	8
9. Répercussions sur les communes	8
10. Répercussions sur l'économie	8
11. Résultat de la procédure de consultation	8
12. Proposition	9

Rapport

présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à l'arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

1. Synthèse

Le canton de Berne a adhéré à l'accord du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (ci-après accord) le 17 mars 1994. Celui-ci régit

- la reconnaissance des diplômes cantonaux de fin d'études et
- la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers, en application du droit national et international.

En ce qui concerne les professions de la santé, l'accord institue la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) comme autorité de reconnaissance. Pour les autres professions, il désigne la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

L'accord, qui a été révisé en 2005, avait besoin d'une nouvelle révision. Selon l'article 74, alinéa 2, lettre b de la Constitution du canton de Berne, le Grand Conseil est habilité à décider s'il veut approuver les dispositions révisées.

2. Contexte

2.1 Révision de l'accord en 2005

En 2005, les assemblées plénières de la CDS et de la CDIP ont complété l'accord par des dispositions selon lesquelles

- la CDS tient un registre des titulaires de diplômes suisses et étrangers de fin d'études pour les professions de la santé, et
- la CDIP une liste des enseignants et enseignantes dont l'autorisation d'enseigner a été retirée par décision cantonale.

Le canton de Berne a également adhéré à cette révision de l'accord.

2.2 Nécessité d'une nouvelle révision

Depuis 2005, une nouvelle révision s'est avérée nécessaire. Les assemblées plénières de la CDS et de la CDIP ont donc complété l'accord en vue

- de renouveler les émoluments qui y figuraient et d'augmenter le maximum de 2000 à 3000 francs;
- de l'adapter à la loi fédérale du 14 décembre 2012 portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le

cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications (LPPS)¹⁾ entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2013;

- d'y mentionner expressément que non seulement les personnes concernées mais aussi les autorités de reconnaissance (CDS et CDIP) peuvent recourir auprès du Tribunal fédéral contre les décisions de la commission de recours en vertu des articles 82 ss, notamment de l'article 89 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)²⁾.

2.3 Compétence du Grand Conseil en matière d'adhésion à l'accord

L'accord en question est un traité intercantonal. Selon l'article 74, alinéa 2, lettre b en corrélation avec l'article 88, alinéa 4 de la Constitution du canton de Berne (ConstC), le Grand Conseil est compétent pour décider d'adhérer aux dispositions modifiées (voir le point 4 ci-dessous).

3. Contenu de l'accord intercantonal

La synthèse figurant en annexe du présent rapport montre les dispositions révisées, déterminantes pour évaluer si le canton de Berne doit adhérer à l'accord intercantonal. Il s'agit des dispositions suivantes:

Article 1, alinéa 2

L'article sur le *but* est complété à l'alinéa 2 par l'ajout d'une base à la réalisation de procédures relatives à l'obligation pour les prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles conformément à la LPPS et à l'article 7 de la directive 2005/36/CE. Cette obligation concerne les enseignants et enseignantes et les personnes exerçant une profession du domaine pédiago-thérapeutique et proposant leurs services, de même que les ostéopathes fournissant des services.

Article 6, alinéa 1

Des dispositions relatives à la procédure de déclaration sont ajoutées au règlement de reconnaissance de la CDIP du 27 octobre 2006 concernant la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers. L'ordonnance de la CDS du 22 novembre 2012 concernant la reconnaissance et la vérification des qualifications professionnelles étrangères en ostéopathie a été complétée dans ce sens. Le nouvel article 6, alinéa 1, lettre d offre la base légale nécessaire au niveau intercantonal.

Article 10, alinéa 2

Les inscriptions dans la liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner ou au registre des professionnels de la santé ne sont pas des décisions

¹⁾ RS 935.01

²⁾ RS 173.110

susceptibles de recours. Elles ne confèrent aux personnes concernées aucun nouveau droit ni aucune nouvelle obligation, mais sont uniquement le reflet de décisions définitives (entrées en force) fondées sur le droit cantonal. En revanche, la perception des émoluments d'enregistrement prévus à l'article 12³⁰, alinéa 8 représente indubitablement une décision susceptible de recours. Il convient donc de compléter en ce sens la protection juridique prévue à l'article 10, alinéa 2, première phrase de l'accord.

Le complément de l'article 10, alinéa 2, troisième phrase garantit aux instances décisionnelles de la CDIP et de la CDS concernées par une décision de la Commission de recours CDIP/CDS la possibilité de déposer un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral contre ladite décision concrète.

La version antérieure de l'article 10, alinéa 2, troisième phrase de l'accord mentionne uniquement que «toute décision d'une commission de recours peut elle-même faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 82 de la loi sur le Tribunal fédéral».

Il faut donc préciser que les décisions des commissions de recours peuvent être contestées par les autorités de reconnaissance comme par les particuliers, selon l'article 82 LTF.

L'accord ne mentionne donc rien de plus que ce qui est prévu par la LTF: celle-ci définit en dernier recours qui peut déposer un recours au Tribunal fédéral. Les considérations ci-après précisent les motifs pour lesquels les autorités de reconnaissance et les particuliers peuvent recourir selon la LTF.

En dehors des qualités spécifiques pour recourir citées à l'article 89, alinéa 2 LTF, des collectivités publiques peuvent également, sous certaines conditions, se réclamer de la qualité générale définie à l'article 89, alinéa 1 LTF. Cela s'applique non seulement lorsqu'une collectivité publique est concernée par une décision de la même manière que les personnes privées, mais aussi lorsqu'elle est atteinte dans ses intérêts liés à l'exercice de son pouvoir de souveraineté et dignes de protection³¹. Les cantons sont des collectivités publiques que représentent la CDIP et la CDS en tant qu'autorités intercantionales, sur la base de l'accord sur la reconnaissance des diplômes (accord intercantonal de nature législative), dans le domaine de la reconnaissance des filières d'études cantonales (CDIP) et dans celui de la reconnaissance des diplômes étrangers (CDIP, CDS). La CDIP et la CDS sont donc dotées de pouvoirs étendus en matière de reconnaissance des diplômes et concernées dans leurs intérêts liés à l'exercice de leur pouvoir de souveraineté par les décisions de la Commission de recours. La protection de ces intérêts est légitime car les décisions de la Commission de recours peuvent avoir un effet préjudiciel dans la mesure où chaque décision peut avoir un impact sur toute une série de demandes identiques ou semblables, et donc constituer un précédent pour l'octroi

d'un nombre considérable d'autres reconnaissances⁴⁾. C'est pourquoi on peut considérer que les conditions permettant à la CDIP et à la CDS de se réclamer de la qualité générale pour recourir en vertu de l'article 89, alinéa 1 LTF sont réunies et que l'établissement explicite d'un droit de recours à l'article 10 de l'accord sur la reconnaissance des diplômes n'est pas contraire à l'article 89 LTF.

On signalera à ce propos que le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), par l'intermédiaire du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), peut faire recours auprès du Tribunal fédéral contre les décisions de recours du Tribunal administratif fédéral dans le domaine de la reconnaissance des diplômes étrangers. Il serait absolument incompréhensible que l'on refuse aux cantons un droit équivalent dans la même thématique (reconnaissance des diplômes étrangers en application de l'Accord sur la libre circulation des personnes).

Article 12

Alinéas 2 et 3

L'article 12, alinéas 2 et 3 fera désormais une distinction entre les émoluments perçus pour l'établissement des attestations confirmant la reconnaissance rétroactive d'un ancien diplôme cantonal ou la déclaration des qualifications professionnelles d'un prestataire de services, les émoluments en lien avec le registre des professionnels de la santé tenu par la CDS et ceux perçus pour les décisions et décisions de recours prononcées dans le cadre des procédures de reconnaissance des diplômes.

Les émoluments nouveaux sont, d'une part, ceux prévus pour les attestations mentionnées ci-dessus (cf. art. 12, al. 2) et, d'autre part, ceux demandés pour les décisions et recours concernant la déclaration obligatoire des prestataires de prestations et pour la vérification des qualifications professionnelles (cf. art. 12, al. 3, lit. c et d).

Vu la complexité de certains recours, les montants maximaux des émoluments sont adaptés. Il sera possible désormais de percevoir un montant allant jusqu'à 3000 francs (au lieu de CHF 2000.- jusqu'ici) pour les procédures impliquant une charge de travail particulièrement lourde.

Alinéa 4

L'alinéa 4 confère (comme à ce jour) aux comités de la CDS⁵⁾ et de la CDIP⁶⁾ la compétence de fixer le montant de l'émolument. Les règles de calcul sont complétées par l'ajout du critère de l'intérêt public pour l'activité concernée.

⁴⁾ Cf. ATF 135 II 12, 15 ss, cons. 1.2.2. et 1.2.3

⁵⁾ Ordonnance du 6 juillet 2006 fixant les émoluments de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé

⁶⁾ Règlement du 7 septembre 2006 sur les taxes et émoluments de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

³⁰⁾ Cf. Seiler, von Werd, Güngerich, *Stämpflis Handkommentar zum Bundesgerichtsgesetz*, commentaire de l'art. 89, p. 365; *Basler Kommentar zum Bundesgerichtsgesetz*, 2^e édition 2011, commentaire de l'art. 89, al. 1 LTF, p. 1196; plus particulièrement ATF 135 II 12, 15 ss, cons. 1.2.2. et 1.2.3

Article 12^{ter}

Alinéa 1

Cette disposition précise que seuls les titulaires d'un diplôme étranger reconnu comme équivalent doivent se faire inscrire au registre. Il précise également que les professions non universitaires de la santé sont indiquées dans l'annexe de l'accord. Sont par ailleurs, et c'est nouveau, inscrites au registre toutes les personnes ayant déclaré leurs qualifications professionnelles en application de la LPPS.

Alinéa 2

Cette disposition prévoit, comme actuellement, la possibilité que la tenue du registre soit confiée à des tiers, par exemple à la Croix-Rouge suisse (CRS).

Alinéa 3

L'annexe indiquant les diplômes de fin d'études dans les professions de la santé réglementées est tenue à jour par le Comité de la CDS (dernière mise à jour le 1^{er} janvier 2013). Elle contient essentiellement des diplômes de niveau école supérieure.

Alinéa 4

A l'image des dispositions de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (loi sur les professions médicales, LPMéd)⁷⁾ relatives au registre des professions médicales universitaires et de celles prévues dans le projet de loi fédérale sur les professions de santé à propos du registre des professions de la santé de niveau haute école spécialisée, il est assigné ici un but supplémentaire au registre des professions, à savoir simplifier les processus administratifs nécessaires à l'octroi des autorisations de pratiquer.

Alinéa 5

Toujours à l'image desdites lois fédérales, il n'est plus précisé au niveau de l'accord les différentes données qui doivent être enregistrées. Une règle générale est formulée, disant que le registre doit contenir les données qui lui sont nécessaires pour atteindre les buts visés à l'alinéa 4. Il s'agira d'une part essentiellement des données relatives à la personne, à son diplôme et à son autorisation de pratiquer, d'autre part, des motifs de retrait ou de refus de l'autorisation de pratiquer ainsi que d'informations sur les restrictions levées et sur les autres mesures de droit de surveillance (cf. al. 7). Les données de ce dernier groupe étant considérées comme

des données particulièrement dignes de protection ou sensibles par les lois cantonales et par la loi fédérale sur la protection des données, leur traitement requiert une base légale formelle. Par ailleurs, il faut inscrire formellement dans la législation des cantons l'utilisation systématique du numéro AVS prévue conformément à l'article 50e, alinéa 3 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)⁸⁾ pour identifier précisément les personnes inscrites au registre et pour actualiser leurs données (changement de nom, décès, etc.). La base légale nécessaire est donc créée par l'alinéa 6, troisième phrase. La possibilité d'énumérer dans le détail les données nécessaires au niveau d'une ordonnance est en outre réservée. Le registre contiendra par exemple également, pour les professionnels de la santé indépendants, le numéro d'identification des entreprises (IDE) que l'Office fédéral de la statistique attribue aux personnes exerçant une profession libérale. D'ici à fin 2015, les unités des administrations cantonales qui collectent des données sur les professionnels indépendants devront elles aussi faire figurer dans leurs fichiers l'IDE pour identifier avec précision et sans équivoque les entreprises, le reconnaître et l'utiliser dans leurs relations avec les entités ayant un IDE (professionnels de la santé indépendants) (art. 24, al. 2, OIDE⁹⁾). La CDS en sa qualité de responsable de la mise à jour du registre, fait partie des professionnels.

Alinéa 6

Par souci de concordance avec l'alinéa 1, on ajoute ici l'obligation pour les services compétents en matière de reconnaissance des diplômes étrangers (qualifications professionnelles) de communiquer sans délai au service qui tient le registre les diplômes (qualifications professionnelles) reconnus. Les autorités cantonales concernées sont également tenues de communiquer à ce service tous les actes qu'elles établissent en rapport avec l'autorisation de pratiquer, de l'octroi au retrait de celle-ci, en passant par chaque modification apportée, sans oublier les mesures relevant du droit de surveillance. Cela vaut également pour les déclarations faites en application de la LPPS. Enfin, les personnes inscrites au registre sont tenues de communiquer à ce dernier toutes les données dont il a besoin pour remplir le but fixé, par exemple leur numéro AVS et leur IDE. L'obligation pour les professionnels de la santé enregistrés de livrer ces données s'impose pour le cas où le registre ne les obtient pas d'autres services (par ex. de la CdC¹⁰⁾). Cela pourrait également s'avérer nécessaire pour les personnes déjà inscrites au registre de la CRS qui vont migrer dans le Registre des professions de la santé NAREG¹¹⁾.

⁸⁾ RS 831.10

⁹⁾ Ordonnance du 26 janvier 2011 sur le numéro d'identification des entreprises (OIDE; RS 431.031)

¹⁰⁾ La Centrale de compensation (CdC), qui gère la base de données NAVS13

¹¹⁾ Il sera mis en service en automne 2014

⁷⁾ RS 811.11

Alinéa 7

Une procédure de consultation en ligne des données du registre est désormais prévue, comme pour les registres fédéraux des professions de la santé. Par procédure de consultation en ligne, on entend les procédures automatisées permettant d'obtenir soi-même certaines informations tirées d'un stock de données. L'accès en ligne aux données personnelles représente une atteinte considérable au droit fondamental à la liberté et à la sphère privée de la personne concernée. Le risque est double. Premièrement, l'utilisateur pourra avoir accès à ces données sans que l'autorité qui les communique en ait connaissance et puisse évaluer s'il en a effectivement besoin. Deuxièmement, l'utilisateur pourra se servir des données personnelles ainsi obtenues à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été enregistrées. C'est pourquoi la consultation en ligne de données personnelles (sensibles) doit reposer sur une base légale formelle. S'agissant des données sensibles, telles que les mesures disciplinaires ou les motifs de retrait ou de refus de l'autorisation de pratiquer, elles ne seront accessibles pour leur part qu'aux autorités cantonales compétentes, et seulement par le biais d'un accès sécurisé. Cela s'appliquera également au numéro AVS, dont l'utilisation est prévue dans le NAREG comme dans le registre des professions médicales. Ne pourront en avoir connaissance que le service qui tient le registre ainsi que les autorités cantonales chargées de délivrer les autorisations de pratiquer, car l'article 50f LAVS n'autorise la divulgation du numéro AVS dans l'application du droit (inter)cantonal que si aucun intérêt manifestement digne de protection de la personne concernée ne s'y oppose et que si ce numéro est indispensable au destinataire pour l'accomplissement de sa tâche légale. Le service qui tient le registre a impérativement besoin d'identifier précisément à l'aide du numéro AVS les personnes qui y sont inscrites pour pouvoir tenir correctement son registre, de même que les services cantonaux qui octroient les autorisations de pratiquer. Toutes les autres données, et donc également un retrait, un refus ou une restriction de l'autorisation de pratiquer, seront d'accès libre (consultation en ligne; 4^e phrase).

Alinéa 8

L'article 12, alinéa 2 contient la base légale (formelle) de la perception d'émoluments pour l'inscription des données nécessaires à la tenue du registre. En mars 2012, le Comité de la CDS s'est dit favorable à ce que l'exploitation du registre soit si possible autofinancée, en majeure partie par les émoluments que doivent verser les personnes qui s'y font enregistrer, comme cela se fait déjà pour le registre de la Croix-Rouge suisse (CRS), qui va être remplacé par le NAREG. Or, puisque seule **l'inscription** des données au registre sera soumise à émoluments, et non leur consultation, qui se fera en ligne et exigera donc un plus grand investissement sur les plans technique et financier, les émoluments perçus actuellement par la CRS pour l'enregistrement des données ne suffiront plus à la tenue du registre, d'autant plus qu'il faudra inscrire dans le nouveau registre actif non seulement les données relatives aux personnes et à leurs diplômes, mais également celles qui relèvent de l'autorisation légale de pratiquer et du droit de

surveillance. Si les cantons saisissent eux-mêmes ces dernières données dans le registre, ils auront également droit à d'éventuels émoluments, prélevés par exemple dans le cadre des procédures d'autorisation. Mais on ne percevra pas d'émoluments pour la migration des données du registre de la CRS vers le NAREG, car les personnes concernées en ont déjà payé pour leur inscription à ce registre.

De surcroît, les prestataires de services exerçant moins de 90 jours et déclarant leurs qualifications professionnelles conformément à l'article 1, alinéa 2 LPPS viendront élargir le cercle des personnes ayant l'obligation de se faire inscrire au registre. Par conséquent, l'accord fixe pour la perception des émoluments une fourchette allant de 100 (montant minimal) à 1000 (montant maximal) francs. L'accord doit en outre définir lui-même le cercle des personnes soumises à l'émolument, l'objet de ce dernier ainsi que les bases sur lesquelles il est calculé. L'émolument doit être versé par les personnes qui sont inscrites au registre. Il a pour objet l'inscription de toutes les données nécessaires à ce à quoi doit servir le registre (al. 4). Les émoluments prévus à l'article 12, alinéa 2¹²⁾ pour la communication de renseignements tirés du registre se réfèrent aux données que l'on ne pourra toujours obtenir qu'au cas par cas, sur demande auprès du registre tenu (sous forme papier) par la CRS, qui contient les données personnelles et relatives aux diplômes des personnes enregistrées avant l'an 2000 et que la CRS n'a pas reprises dans sa base de données électroniques. Pour des raisons de coût, il a été décidé de ne pas numériser non plus (dans un premier temps) ces données dans le NAREG, si bien qu'elles ne seront pas consultables en ligne. Il faudra donc continuer à communiquer des renseignements dans de tels cas, ce qui implique un coût en personnel que la perception d'émoluments auprès de ceux qui en font la demande est destinée à couvrir dans des limites appropriées. Le Comité de la CDS aura, comme actuellement, compétence pour fixer les tarifs concrets dans l'ordonnance de la CDS, en fonction du temps et de la charge de travail nécessaires (cf. art. 12, al. 4).

Alinéa 9

L'alinéa 9 réglemente l'effacement général des données en reprenant la teneur des dispositions de la Confédération à ce sujet. Toutes les données relatives à une personne sont éliminées du registre ou anonymisées au plus tard à la déclaration officielle du décès de celle-ci.

Avant cet effacement général, les délais au terme desquels certaines inscriptions devront être définitivement radiées ou soustraites à la publication sont proportionnels à la gravité de l'infraction. Les sanctions encourues pour des infractions légères à la loi seront éliminées du registre cinq ans après avoir été prononcées, tandis que, par exemple, l'inscription d'une interdiction temporaire de pratiquer infligée à la suite d'une infraction grave ne sera pas définitivement éliminée du registre, mais portera la mention «radié», à l'instar de ce que prévoit l'article 54, alinéa 2 LPMéd à ce sujet. En d'autres termes, seul l'accès public à ces données sera verrouillé, de façon à ce que, dans l'intérêt de la protection des

¹²⁾ Art. 12^{ter}, al. 7 du texte en vigueur

patients, elles restent visibles et puissent servir d'élément de décision pour l'autorité chargée de délivrer les autorisations de pratiquer et pour l'autorité de surveillance. Les alinéas 9 et 10 actuels sont repris intégralement en tant qu'alinéas 10 et 11.

4. Arrêté d'adhésion

L'accord en question est un traité intercantonal. Selon l'article 74, alinéa 2, lettre b en corrélation avec l'article 88, alinéa 4 de la Constitution du canton de Berne (ConstC), il revient au Grand Conseil d'adopter les traités intercantonaux qui ne relèvent pas de la compétence exclusive du Conseil-exécutif. L'article 88, alinéa 4 ConstC, quant à lui, dispose que les traités intercantonaux dénonçables à court terme ressortissent exclusivement au Conseil-exécutif s'ils sont d'une importance mineure ou s'ils se situent dans le cadre de ses compétences législatives.

Est considéré comme dénonçable à court terme un délai allant jusqu'à une année¹³⁾. Le présent accord mentionne à l'article 13 qu'il peut être dénoncé pour la fin de chaque année civile moyennant un délai de résiliation de trois ans. Ce n'est donc pas le Conseil-exécutif qui est compétent pour approuver la révision de l'accord, mais le Grand Conseil.

5. Commentaire des dispositions de l'arrêté portant adhésion

Chiffre 1

Le chiffre 4 (décision d'adhésion) énumère les motifs pour lesquels le Grand Conseil est compétent pour adhérer ou pour refuser l'adhésion.

Si le Grand Conseil décide d'adhérer à l'accord, il approuve uniquement les modifications survenues depuis la dernière révision de l'accord intercantonal en 2005. Il a déjà approuvé les autres dispositions, lors de l'adhésion en 1993 et lors de la première révision de 2005. La présente procédure porte uniquement sur les dispositions révisées en date du 21 novembre 2013.

Chiffre 2

Le Conseil-exécutif est habilité à approuver les modifications de l'accord et à les reconnaître en tant que dispositions du droit bernois en vigueur, pour autant qu'il s'agisse de changements mineurs. Les modifications de fond relèvent du Grand Conseil.

Chiffre 3

Il ressort de l'article 69, alinéas 1 et 2 ConstC que la compétence du Grand Conseil de dénoncer l'accord peut être déléguée au Conseil-exécutif. Le Conseil-exécutif peut ainsi s'adapter à une situation nouvelle et sortir du concordat si y rester

représenterait un inconvénient pour le canton, c'est-à-dire qu'il serait plus avantageux que ce soit une unité administrative du canton qui reconnaisse les diplômes extracantonaux et étrangers en lieu et place de la CDS ou de la CDIP¹⁴⁾.

Chiffre 4

Le Grand Conseil autorise le Conseil-exécutif à mettre en vigueur l'arrêté du Grand Conseil. Le Comité de la CDIP fixera l'entrée en vigueur des modifications de l'accord intercantonal comme celui-ci le prévoit¹⁵⁾.

Chiffre 5

La LPPS est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2013. Il résulte de l'article 3, alinéa 3 et de l'article 4, alinéa 2 que la procédure de vérification des qualifications professionnelles et de déclaration est régie par le droit cantonal ou intercantonal, un traité intercantonal (cf. art. 6, al. 1 de l'accord révisé) pouvant comprendre ladite réglementation. Si le canton de Berne réglementait ces deux procédures sans adhérer à un traité intercantonal, il devrait édicter une loi, soumise à la votation facultative, comme prescrit à l'article 69, alinéa 4 ConstC. Mais comme il a décidé que la base en serait l'adhésion à un traité intercantonal, celui-ci est donc soumis au référendum facultatif disposé à l'article 62, alinéa 1, lettre b ConstC.

Selon l'article 3, lettre a de la loi du 18 janvier 1993 sur les publications officielles (LPO)¹⁶⁾, les traités intercantonaux auxquels le canton a adhéré doivent être publiés dans le Recueil officiel des lois bernoises.

6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le rapport concernant le programme gouvernemental de législation ne mentionne pas la révision de l'accord, car la CDS s'en est chargée avant de soumettre les modifications aux cantons, qui sont libres de les approuver ou pas. Adhérer à l'accord révisé ne contredit cependant nullement le programme gouvernemental. Au contraire, l'adhésion s'avère indispensable selon le Conseil-exécutif pour permettre à la CDS de poursuivre la mission qui lui est dévolue de reconnaître les diplômes de fin d'études de manière appropriée selon les dispositions requises.

7. Répercussions financières

La révision n'implique aucune dépense supplémentaire. Les coûts découlant de l'accord imputables au canton figurent à l'article 12, alinéa 1 qui n'a pas été modifié. Les obligations financières découlant dudit accord sont inscrites dans le budget et

¹⁴⁾ En ce qui concerne la compétence de la CDIP, voir par exemple l'article 4, alinéa 1 de l'accord intercantonal

¹⁵⁾ Cf. modifications du 24 octobre/21 novembre 2013 (p. 12)

¹⁶⁾ RSB 103.1

¹³⁾ Kälin/Bolz, *Manuel de droit constitutionnel bernois*, Berne 1995, note 14 ad art. 88

dans le compte d'Etat, conformément aux prescriptions de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)¹⁷⁾ et sont autorisées par l'organe compétent selon le régime ordinaire des compétences en matière d'autorisation de dépenses.

Cependant, l'accord révisé a une incidence sur les prestations fournies par la CDS (émoluments pour la décision de reconnaissance, pour la délivrance d'attestations, la réponse aux demandes de renseignement, voir l'art. 12, al.2 à 4 de l'accord révisé).

En résumé, les obligations financières du canton issues de la révision de l'accord sont du même ordre que celles des années passées.

8. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Les modifications proposées n'ont aucune répercussion sur le personnel ni sur l'organisation.

9. Répercussions sur les communes

Elles n'ont aucune répercussion sur les communes, celles-ci n'étant pas responsables de mettre en œuvre les modifications de l'accord.

10. Répercussions sur l'économie

Adhérer à l'accord révisé n'a aucune répercussion sur l'économie. La révision a été faite pour créer les bases légales nécessaires permettant de percevoir des émoluments pour l'inscription au registre de la CDS et pour instaurer une procédure de consultation en ligne de celui-ci. Le montant de ces émoluments n'a pas de conséquences sur l'économie. Il en va de même des adaptations à la LPPS induites par la révision en matière d'obligation de déclaration et de vérification des qualifications professionnelles des prestataires.

11. Résultat de la procédure de consultation

Conformément à l'article 21 de l'ordonnance du 26 juin 1996 sur les procédures de consultation et de corapport (OPC)¹⁸⁾, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a mené une procédure de consultation auprès des milieux intéressés du 8 avril au 23 mai 2014. Ont été invitées à donner leur avis les associations représentant les 19 professions répertoriées dans l'annexe de l'accord, concernées au premier chef par ce dernier. Cinq d'entre elles ont pris position:

¹⁷⁾ RSB 620.0

¹⁸⁾ RSB 152.025

- La section bernoise de l'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI) salue les modifications proposées tout en déclarant ne pas comprendre pourquoi les émoluments fixés par la CDS sont calculés non seulement en fonction du temps et de la charge de travail nécessaires, mais aussi de l'intérêt public pour l'activité concernée. Si elle estime judicieuse la possibilité ménagée à la CDS, à l'article 12^{ter}, alinéa 2, de déléguer la tenue du registre à des tiers, l'ASI souhaite que l'on revoie la pratique actuelle en matière de choix de ces tiers, au motif que le nouveau registre est plus complet et qu'il faut assurer une coordination dans le cadre du projet de loi fédérale sur les professions de la santé (LPSan)¹⁹⁾.
- L'IGMTT²⁰⁾ remercie de la possibilité qui lui est donnée de s'exprimer mais n'a pas de remarques à faire.
- La section bernoise de la Fédération suisse des sages-femmes se dit également reconnaissante d'avoir été consultée, mais elle ne formule aucune objection quant aux modifications proposées.
- La Société suisse des podologues relève que le mode de consultation en ligne prévu à l'article 12^{ter} permettra aux patients et aux patientes de s'informer plus clairement et plus rapidement sur les qualifications des professionnels indépendants. La transparence et le contrôle en matière d'exercice des professions de la santé revêtant à ses yeux une importance particulière, elle approuve la création d'un accès direct à certaines données. Le service chargé de tenir le registre devra toutefois veiller à réduire au minimum les risques d'abus. En ce qui concerne l'article 12^{ter}, alinéa 8, la société préconise de maintenir les coûts, et partant les frais d'enregistrement, aussi bas que possible afin de ne pas percevoir d'émoluments disproportionnés auprès des personnes enregistrées. Elle invite la CDS à tenir compte de cet aspect lorsqu'elle fixera les tarifs.
- L'association Swiss Dental Hygienists rend un avis semblable à celui de la Société suisse des podologues.

Le canton de Berne ne peut accepter ou refuser les modifications de l'accord intercantonal qu'en bloc. C'est la seule façon d'assurer qu'il soit appliqué de façon uniforme par tous les cantons qui y ont adhéré. Seules quelques associations professionnelles se sont exprimées à son sujet, ce qui laisse à penser que ces modifications n'éveillent pas un grand intérêt et ne sont pas controversées. Les quelques avis reçus ne les remettent pas en question mais portent sur la manière dont la CDS les mettra en œuvre (montant des émoluments, délégation de la tenue du registre à des tiers, protection des données). Il apparaît donc judicieux, de l'avis du Conseil-exécutif, que le Grand Conseil les approuve.

¹⁹⁾ Titre provisoire fixé par la Confédération

²⁰⁾ Interessengemeinschaft medizinisch-therapeutisch-technischer Leitungspersonen (communauté d'intérêts des cadres du secteur des professions médico-techniques et médico-thérapeutiques)

12. Proposition

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver les modifications apportées à l'accord intercantonal du 21 novembre 2013 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études.

Berne, le 3 septembre 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Annexe

Aperçu des modifications

Annexe

Aperçu des modifications

Accord antérieur		Dispositions révisées (autres: comme accord antérieur)
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études		
Art. 1 But ¹ L'accord règle la reconnaissance des diplômes cantonaux de fin d'études, ainsi que la tenue d'une liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner et celle d'un registre des professionnels de la santé. ² Il règle également, en application du droit national et international, la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers.	³ Il favorise le libre accès aux cycles de formation supérieure et à l'exercice de la profession. Il contribue à assurer des formations de qualité dans toute la Suisse. ⁴ Il sert de base aux conventions passées entre la Confédération et les cantons, telles que stipulées à l'art. 16, al. 2, de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées.	² Il règle également, en application du droit national et international, la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers ainsi que la mise en œuvre de l'obligation de déclaration à laquelle sont soumis les prestataires de services.
Art. 2 Champ d'application Le présent accord s'applique à toutes les formations et à toutes les professions qui sont réglementées par les cantons.		

Art. 3 Collaboration avec la Confédération ¹ Dans les domaines où les compétences sont partagées entre la Confédération et les cantons, des solutions communes doivent être recherchées. ² La collaboration avec la Confédération intervient notamment dans les domaines suivants: <i>a</i> reconnaissance des certificats de maturité (aptitude générale à entreprendre des études supérieures), <i>b</i> reconnaissance des différents certificats de maturité spécialisée et, plus généralement, de l'aptitude à entreprendre des études dans une haute école spécialisée, <i>c</i> reconnaissance des diplômes pour l'enseignement dans les écoles professionnelles, <i>d</i> définition des principes qui régissent l'offre d'études sanctionnées par un diplôme dans le domaine des hautes écoles spécialisées, et <i>e</i> consultation et participation des cantons dans les affaires internationales. ³ La conclusion d'accords tels que prévus à l'article 1, alinéa 4, relève de la compétence de l'Assemblée plénière de la CDIP. Dans le domaine des professions de la santé, la CDS doit être associée à toute négociation menée en vue de la conclusion d'un accord.	
Art. 4 Autorité de reconnaissance ¹ L'autorité de reconnaissance est la CDIP. La CDS reconnaît les diplômes de fin d'études dans les domaines qui relèvent de sa compétence et non de la Confédération. ² Chaque canton partie à l'accord dispose d'une voix. Les autres cantons ont une voix consultative.	

Art. 5 Application de l'accord ¹ La CDIP est chargée de l'application de l'accord ² Elle collabore avec la Confédération et avec la Conférence universitaire suisse pour toutes les questions relatives aux diplômes de fin d'études universitaires. ³ La CDS est chargée de l'application de l'accord dans son domaine de compétence. Elle peut confier cette tâche à des tiers, mais elle en assure dans tous les cas la surveillance.	
Art. 6 Règlements de reconnaissance ¹ Les règlements de reconnaissance fixent, pour chaque diplôme de fin d'études ou pour des catégories de diplômes, en particulier: <i>a</i> les conditions de reconnaissance, et <i>b</i> la procédure de reconnaissance, et <i>c</i> les conditions de reconnaissance auxquelles sont soumis les diplômés de fin d'études étrangers. ² L'autorité de reconnaissance émet le règlement de reconnaissance après avoir consulté les organisations et associations professionnelles directement concernées. Si la réalisation est confiée à des tiers selon l'article 5, alinéa 3, elle assure l'approbation du règlement. ³ Le règlement de reconnaissance, respectivement son acceptation, doit être approuvé par deux tiers au moins des membres de l'autorité de reconnaissance compétente habilités à voter.	¹ Les règlements de reconnaissance fixent, pour chaque diplôme de fin d'études ou pour des catégories de diplômes, en particulier: <i>a</i> les conditions de reconnaissance, et <i>b</i> la procédure de reconnaissance, et <i>c</i> les conditions de reconnaissance auxquelles sont soumis les diplômés de fin d'études étrangers, et <i>d</i> la procédure relative à l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles et à la vérification de ces qualifications.

Art. 7 Conditions de reconnaissance ¹ Les conditions de reconnaissance énoncent les exigences minimales auxquelles le diplôme de fin d'études doit satisfaire. On tiendra compte de manière appropriée des standards relatifs à la formation et à la profession en Suisse, ainsi que d'éventuelles exigences internationales. ² Le règlement doit stipuler: <i>a.</i> les qualifications attestées par le diplôme, et <i>b.</i> la manière dont ces qualifications sont évaluées. ³ Il peut également contenir d'autres prescriptions telles que: <i>a</i> la durée de la formation, <i>b</i> les conditions d'accès à la formation, <i>c</i> les contenus de l'enseignement, et <i>d</i> les qualifications du personnel enseignant.	
Art. 8 Effets de la reconnaissance ¹ La reconnaissance atteste que le diplôme de fin d'études satisfait aux conditions stipulées dans le présent accord et dans le règlement de reconnaissance spécifique. ² Les cantons parties à l'accord garantissent aux titulaires d'un diplôme reconnu le même droit d'accès aux professions réglementées sur le plan cantonal que celui accordé à leurs propres ressortissantes et ressortissants au bénéfice d'un diplôme de fin d'études correspondant. ³ Les cantons parties à l'accord autorisent les titulaires d'un diplôme reconnu à fréquenter leurs écoles subséquentes dans les mêmes conditions que celles auxquelles sont soumis leurs propres ressortissantes et ressortissants au bénéfice d'un diplôme de fin d'études correspondant. D'éventuelles restrictions tenant à la capacité des écoles, ainsi qu'une participation financière appropriée, demeurent réservées. ⁴ Les titulaires d'un diplôme reconnu ont le droit de porter le titre protégé correspondant pour autant que le règlement de reconnaissance le prévoit expressément.	

Art. 9 Documentation, publication ¹ La CDIP tient une documentation sur les diplômes de fin d'études reconnus. ² Les cantons parties à l'accord s'engagent à publier les règlements de reconnaissance dans la feuille officielle.	
Art. 10 Protection juridique ¹ Toute contestation par un canton des règlements et des décisions adoptés par l'autorité de reconnaissance et tout litige entre les cantons sont tranchés par voie d'action auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 120 de la loi sur le Tribunal fédéral ²⁾ . ² Tout particulier concerné peut, dans un délai de 30 jours après notification, interjeter auprès d'une commission de recours mise en place par le comité de la conférence compétente un recours écrit et dûment motivé contre une décision de l'autorité de reconnaissance. Les dispositions de la loi sur le Tribunal administratif fédéral ²⁾ s'appliquent mutatis mutandis. Toute décision d'une commission de recours peut elle-même faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal fédéral en application de l'art. 82 de la loi sur le Tribunal fédéral. ³ Le comité de la conférence compétente définit dans un règlement la composition et l'organisation de la commission de recours.	² Tout particulier concerné peut, dans un délai de 30 jours après notification, interjeter auprès d'une commission de recours mise en place par le comité de la conférence compétente un recours écrit et dûment motivé contre une décision de l'autorité de reconnaissance ou contre une décision concernant les émoluments prévus à l'article 12 ^{ter} , alinéa 8. Les dispositions de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF) ²⁾ s'appliquent mutatis mutandis. Toute décision d'une commission de recours peut elle-même faire l'objet d'un recours de la part de l'autorité de reconnaissance ou du particulier concerné auprès du Tribunal fédéral, en application des articles 82 ss de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF) ²⁾ .

²¹⁾ Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF), RS 173.110
²²⁾ Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF), RS 173.32
²³⁾ RS 173.32
²⁴⁾ RS 173.110

Art. 11 Dispositions pénales Quiconque porte un titre protégé au sens de l'article 8, alinéa 4, du présent accord sans être titulaire d'un diplôme de fin d'études reconnu, ou utilise un titre propre à donner l'impression qu'il détient un tel diplôme, est passible des arrêts ou de l'amende. La négligence est également punissable. La poursuite pénale incombe aux cantons.	
Art. 12 Coûts ¹ Les coûts découlant du présent accord sont à la charge des cantons signataires au prorata du nombre d'habitants. Sont réservées les dispositions de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3. ² Pour les décisions concernant la reconnaissance rétroactive, à l'échelon national, d'un diplôme cantonal ou la reconnaissance de diplômes professionnels étrangers, ainsi que pour les décisions de recours, des émoluments allant d'un montant minimum de 100 francs à un montant maximum de 2000 francs peuvent être perçus. Le montant de l'émolument dépend du temps et du travail que nécessite le traitement de la demande de reconnaissance. ³ Le comité de la conférence compétente fixe dans un règlement les montants des différents émoluments.	Art. 12 Coûts et émoluments ¹ Les coûts découlant du présent accord sont à la charge des cantons signataires au prorata du nombre d'habitants. Sont réservées les dispositions des alinéas 2, 3 et 4. ² Pour l'établissement d'une attestation confirmant la reconnaissance rétroactive à l'échelon national d'un diplôme cantonal ou la déclaration des qualifications professionnelles d'un prestataire de services, de même que pour l'inscription des données nécessaires au sens de l'article 12 ^{ter} , alinéa 5, et pour la communication de renseignements tirés du registre des professionnels de la santé au sens de l'article 12 ^{ter} , alinéa 8, des émoluments allant de 100 à 1000 francs peuvent être perçus. ³ Pour toute décision ou décision de recours concernant <i>a</i> reconnaissance rétroactive à l'échelon national d'un diplôme cantonal, <i>b</i> la reconnaissance d'un diplôme de fin d'études étranger, <i>c</i> l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles, ou <i>d</i> la vérification des qualifications professionnelles des prestataires de services, des émoluments allant de 100 à 3000 francs peuvent être perçus. ⁴ Le comité de la conférence compétente fixe dans un règlement les montants des différents émoluments, calculés en fonction du temps et de la charge de travail nécessaires et de l'intérêt public pour l'activité concernée.

Art. 12^{bis} Liste intercantonale des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner ¹ La CDIP tient une liste des enseignants auxquels a été retiré, par décision cantonale, le droit d'enseigner. Les cantons ont l'obligation de communiquer au Secrétariat général de la CDIP les données personnelles stipulées à l'alinéa 2 dès que la décision est exécutoire. ² La liste contient le nom de l'enseignant, la date de l'octroi du diplôme ou de l'autorisation d'exercer la profession, la date du retrait du droit d'enseigner, le nom de l'autorité compétente, la durée du retrait du droit d'enseigner ainsi que, le cas échéant, la date du retrait du diplôme. Les autorités cantonales et communales peuvent, sur demande écrite, obtenir ces renseignements à condition qu'elles prouvent leur intérêt légitime et que la demande concerne une personne précise. ³ Tout enseignant figurant sur la liste intercantonale est informé de son inscription ou de la suppression de cette dernière. Il a, en tout temps, le droit de consulter les informations le concernant. ⁴ L'inscription est effacée lorsque le droit d'enseigner est restitué à la fin de la période de retrait ou lorsque la personne concernée a 70 ans révolus. ⁵ Tout enseignant inscrit dans la liste peut, dans un délai de 30 jours après notification, interjeter contre cette décision un recours écrit et dûment motivé auprès de la commission de recours, comme le prévoit l'article 10, alinéa 2 du présent accord. ⁶ Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent mutatis mutandis.	
--	--

Art. 12^{ter} Registre des professionnels de la santé ¹ La CDS tient un registre des titulaires de diplômes suisses et étrangers de fin d'études pour les professions de la santé énumérées dans une annexe à l'accord. Elle peut déléguer cette tâche à des tiers. ² Le secrétariat central de la CDS tient à jour cette annexe. ³ Le registre sert à la protection et à l'information des patients, comme à renseigner les services suisses et étrangers, à assurer la qualité et à établir des statistiques. ⁴ Le registre contient les données personnelles des titulaires de diplômes (nom, nom de jeune fille, date et lieu de naissance, nationalité). Il recense également des informations sur le type de diplôme obtenu, sur la date et le lieu de son émission ainsi que sur toute autorisation de pratiquer délivrée par les autorités compétentes ou sur toute révocation de cette autorisation. Le retrait, la révocation ou la modification de ladite autorisation ainsi que toute autre mesure exécutoire relevant du droit de surveillance sont également inscrits dans le registre, avec mention de l'autorité décisionnaire et de la date de la décision.	¹ La CDS tient un registre des titulaires des diplômes suisses de fin d'études non universitaires dans les professions de la santé énumérées dans l'annexe au présent accord, ainsi que des titulaires des diplômes étrangers reconnus comme équivalents. Le registre recense également les personnes qui ont déclaré leurs qualifications professionnelles en vertu de la loi fédérale du 14 décembre 2012 portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications (LPPS)²⁶³ et qui sont titulaires d'un diplôme dans l'une des professions indiquées en annexe. ² La CDS peut déléguer la tenue de ce registre à des tiers. ³ Le Comité de la CDS tient à jour l'annexe. ⁴ Le registre sert à la protection et à l'information des patients, à l'information des services suisses et étrangers, à l'assurance de la qualité ainsi qu'à des fins statistiques. Il sert en outre à simplifier les procédures nécessaires à l'octroi des autorisations de pratiquer.
--	--

⁵ La responsabilité de la transmission imputée de ces données incombe aux services compétents pour l'octroi des diplômes et aux services chargés de contrôler les professions de la santé dans les cantons.	⁵ Le registre contient les données nécessaires pour atteindre les buts visés à l'alinéa 4. En font aussi partie les données personnelles sensibles citées à l'alinéa 7, seconde phrase. Pour identifier précisément les personnes inscrites au registre et pour actualiser leurs données personnelles, le registre utilise en outre systématiquement le numéro AVS au sens de l'article 50e, alinéa 3 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)²⁶⁾ Le Comité directeur de la CDS édicte les dispositions de détail.
⁶ Si l'existence d'un intérêt légitime est prouvée, des renseignements sur les données précisées à l'alinéa 4, phrases 1 et 2, peuvent être communiqués sur demande écrite à des tiers, en particulier aux autorités cantonales et étrangères, aux assureurs-maladie et aux employeurs. Les informations au sujet des mesures relevant du droit de surveillance ne sont communiquées qu'aux autorités compétentes pour l'octroi des autorisations de pratiquer.	⁶ Les services avant compétence pour l'octroi des diplômes suisses et pour la reconnaissance des diplômes étrangers communiquent sans délai au service qui tient le registre tout octroi ou toute reconnaissance d'un diplôme. Les autorités cantonales compétentes communiquent sans délai audit service tout octroi, refus ou retrait d'une autorisation de pratiquer, et toute modification de l'autorisation, notamment toute restriction à l'exercice de la profession et toute autre mesure relevant du droit de surveillance, de même que les données relatives aux personnes qui ont déclaré leurs qualifications professionnelles en vertu de la LPPS et sont habilitées à exercer leur profession. Les personnes visées à l'alinéa 1 livrent audit service toutes les données nécessaires au sens de l'alinéa 5 qui sont en leur possession, à moins que d'autres services ne soient tenus de les livrer.
⁷ La transmission d'informations à des personnes privées ou à des services extracantonaux est assujettie à une taxe de chancelerie.	⁷ Les données contenues dans le registre peuvent être consultées en ligne. Toutefois, les motifs de retrait ou de refus d'une autorisation de pratiquer, ainsi que les données relatives aux restrictions levées ou à toute autre mesure relevant du droit de surveillance, ne peuvent être consultées que par les autorités chargées de l'octroi des autorisations de pratiquer et de la surveillance. Le numéro AVS ne peut être consulté que par le service qui tient le registre et par les autorités chargées de l'octroi des autorisations de pratiquer. Toutes les autres données peuvent être consultées librement.

⁸ Toute inscription dans le registre est effacée lorsque la personne concernée a 70 ans révolus ou lorsque son décès est déclaré par une autorité compétente. Cinq ans après leur prescription, les avertissements, blâmes et amendes sont signalés dans le registre par la mention «annulé»; il en va de même pour l'inscription de restrictions de l'autorisation de pratiquer cinq ans après la suspension de cette dernière. Lorsque les interdictions d'exercer inscrites dans le registre ont une durée limitée, la mention «annulé» est apportée dix ans après leur levée.	⁸ Conformément à l'article 12, les personnes visées à l'alinéa 1 s'acquittent d'émoluments pour l'inscription des données nécessaires au sens de l'alinéa 5, et les personnes privées ou les services extracantonaux pour la communication de renseignements.
⁹ Les professionnels de la santé concernés ont, en tout temps, le droit de consulter les informations les concernant personnellement.	⁹ Toute inscription au registre est éliminée dès qu'une autorité déclare le décès de la personne concernée. Les données peuvent ensuite être utilisées à des fins statistiques sous une forme anonymisée. L'inscription d'un avertissement, d'un blâme ou d'une amende est éliminée du registre cinq ans après le prononcé de la mesure disciplinaire en question; l'inscription de restrictions à l'autorisation de pratiquer est éliminée cinq ans après la levée de celles-ci. L'inscription d'une interdiction temporaire de pratiquer est complétée dans le registre, dix ans après la levée de ladite interdiction, par la mention «radié».
¹⁰ Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent mutatis mutandis.	¹⁰ Les professionnels de la santé concernés ont, en tout temps, le droit de consulter les informations les concernant personnellement. ¹¹ Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent mutatis mutandis.
Art. 13 Adhésion/dénonciation ¹ Les déclarations d'adhésion au présent accord sont adressées au Comité de la CDIP. Celui-ci les communique au Conseil fédéral. ² L'accord peut être dénoncé pour la fin de chaque année civile moyennant un délai de résiliation de trois ans.	

Art. 14 Entrée en vigueur Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur de l'accord lorsque 17 cantons au moins ont fait acte d'adhésion et après que l'accord a été approuvé par la Confédération. Berne, le 18 février 1993	
Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, le président: <i>Peter Schmid</i> le secrétaire général: <i>Moritz Arnet</i> Décidé par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique en accord avec la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales. La Confédération (Département fédéral de l'intérieur) a donné son approbation à l'accord le 24 novembre 1994. L'accord est entré en vigueur le 1 ^{er} janvier 1995. Tous les cantons ont adhéré à l'accord (état: août 1997).	
Modifications du 16 juin 2005 Les modifications ont été décidées par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique et par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé, d'entente avec la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales. Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur du nouvel accord lorsque tous les cantons signataires de l'accord de 1993 l'ont approuvé. Le nouvel accord est porté à la connaissance de la Confédération. Berne, le 16 juin 2005 Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, le président: <i>Hans Ulrich Stöckling</i> le secrétaire général: <i>Hans Ambühl</i> Les modifications du 16 juin 2005 sont entrées en vigueur le 1 ^{er} janvier 2008	

Modifications du 24 octobre/ 21 novembre 2013 Les modifications ont été décidées par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique et par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé. Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur du nouvel accord lorsque tous les cantons signataires de l'accord de 1993 l'ont approuvé. Le nouvel accord est porté à la connaissance de la Confédération. Berne, le Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, la présidente: le secrétaire général:	Annexe ²⁷⁾ Annexe conformément à l'article 12^{ter}, alinéa 1 ostéopathe diplômé CDS logopédiste diplômé (CDIP) diététicienne et diététicien HES* ergothérapeute HES* sage-femme HES* physiothérapeute HES* infirmière et infirmier (ES/HES*) spécialiste en activation ES technicienne et technicien en analyses biomédicales ES hygiéniste dentaire ES droguiste ES
--	--

²⁷⁾ Décision de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé du 8 mars 2012; entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013
* Inscription actuellement uniquement dans le Registre de la Croix-Rouge suisse (CRS)

technicienne et technicien en radiologie médicale ES/Bachelor of Science HES-SO en technique en radiologie médicale* ** technicienne et technicien en salle d'opération ES orthoptiste ES podologue ES ambulancière et ambulancier ES masseuse et masseur médical (brevet fédéral) opticienne et opticien CFC infirmière et infirmier de santé publique* ***	
---	--

* Inscription actuellement uniquement dans le Registre de la Croix-Rouge suisse (CRS)
** Filière d'études autorisée jusqu'au début du semestre d'hiver 2014/15, actuellement offerte exclusivement par la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
*** La délivrance de diplômes cesse fin 3013

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord sur la reconnaissance des diplômes)

Le Grand Conseil du canton de Berne, vu l'article 74, alinéa 2 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993¹⁾, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:

1. Le canton de Berne approuve les modifications des 24 octobre et 21 novembre 2013 de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (accord sur la reconnaissance des diplômes)²⁾, dont le texte figure en annexe.
2. Le Conseil-exécutif est habilité à approuver les modifications de cet accord, pour autant qu'il s'agisse de changements mineurs concernant la procédure ou l'organisation.
3. Il est habilité à dénoncer l'accord, conformément à l'article 13 de celui-ci.
4. Il fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.
5. Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et est publié dans le Recueil officiel des lois bernoises.

Berne, le 3 septembre 2014 Au nom du Conseil-exécutif, la présidente: Egger-Jenzer le chancelier: Auer

¹⁾ RSB 101.1
²⁾ RSB 439.18

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Arrêté du Grand Conseil concernant les modifications de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord sur la reconnaissance des diplômes)

Le Grand Conseil du canton de Berne, vu l'article 74, alinéa 2 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993¹⁾, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:

1. Le canton de Berne approuve les modifications des 24 octobre et 21 novembre 2013 de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (accord sur la reconnaissance des diplômes)²⁾, dont le texte figure en annexe.
2. Le Conseil-exécutif est habilité à approuver les modifications de cet accord, pour autant qu'il s'agisse de changements mineurs concernant la procédure ou l'organisation.
3. Il est habilité à dénoncer l'accord, conformément à l'article 13 de celui-ci.
4. Il fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.
5. Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et est publié dans le Recueil officiel des lois bernoises.

Berne, le 29 octobre 2014 Au nom du Conseil-exécutif, la présidente: Egger-Jenzer le chancelier: Auer

Berne, le 7 octobre 2014 Au nom de la commission, la présidente: Zumstein

¹⁾ RSB 101.1
²⁾ RSB 439.18

Annexe

Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes) (Modification)

Coûts et émoluments

Art. 1 ¹Inchangé.

² Il règle également, en application du droit national et international, la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers ainsi que la mise en œuvre de l'obligation de déclaration à laquelle sont soumis les prestataires de services.

^{3 et 4} Inchangés.

Art. 6 ¹Les règlements de reconnaissance fixent, pour chaque diplôme de fin d'études ou pour des catégories de diplômes, en particulier:

- a les conditions de reconnaissance (art. 7),
- b la procédure de reconnaissance,
- c les conditions de reconnaissance auxquelles sont soumis les diplômes de fin d'études étrangers, et
- d la procédure relative à l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles et à la vérification de ces qualifications.

^{2 et 3} Inchangés.

Art. 10 ¹Inchangé.

² Tout particulier concerné peut, dans un délai de 30 jours après notification, interjeter auprès d'une commission de recours mise en place par le comité de la conférence compétente un recours écrit et dûment motivé contre une décision de l'autorité de reconnaissance ou contre une décision concernant les émoluments prévus à l'article 12^{er}, alinéa 8. Les dispositions de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAf)¹⁾ s'appliquent mutatis mutandis. Toute décision d'une commission de recours peut elle-même faire l'objet d'un recours de la part de l'autorité de reconnaissance ou du particulier concerné auprès du Tribunal fédéral, en application des articles 82 ss de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)²⁾.

³ Inchangé.

¹⁾ RS 173.32

²⁾ RS 173.110

Art. 12 ¹Les coûts découlant du présent accord sont à la charge des cantons signataires au prorata du nombre d'habitants. Sont réservées les dispositions des alinéas 2, 3 et 4.

² Pour l'établissement d'une attestation confirmant la reconnaissance rétroactive à l'échelon national d'un diplôme cantonal ou la déclaration des qualifications professionnelles d'un prestataire de services, de même que pour l'inscription des données nécessaires au sens de l'article 12^{er}, alinéa 5, et pour la communication de renseignements tirés du registre des professionnels de la santé au sens de l'article 12^{er}, alinéa 8, des émoluments allant de 100 à 1000 francs peuvent être perçus.

³ Pour toute décision ou décision de recours concernant

- a la reconnaissance rétroactive à l'échelon national d'un diplôme cantonal,
- b la reconnaissance d'un diplôme de fin d'études étranger,
- c l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles, ou
- d la vérification des qualifications professionnelles des prestataires de services,

des émoluments allant de 100 à 3000 francs peuvent être perçus.

⁴ Le comité de la conférence compétente fixe dans un règlement les montants des différents émoluments, calculés en fonction du temps et de la charge de travail nécessaires et de l'intérêt public pour l'activité concernée.

Art. 12^{ter} ¹La CDS tient un registre des titulaires des diplômes suisses de fin d'études non universitaires dans les professions de la santé énumérées dans l'annexe au présent accord, ainsi que des titulaires des diplômes étrangers reconnus comme équivalents. Le registre recense également les personnes qui ont déclaré leurs qualifications professionnelles en vertu de la loi fédérale du 14 décembre 2012 portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées et sur la vérification de ces qualifications (LPPS)³⁾ et qui sont titulaires d'un diplôme dans l'une des professions indiquées en annexe.

² La CDS peut déléguer la tenue de ce registre à des tiers.

³ Le Comité de la CDS tient à jour l'annexe.

³⁾ RS 935.01

⁴ Le registre sert à la protection et à l'information des patients, à l'information des services suisses et étrangers, à l'assurance de la qualité ainsi qu'à des fins statistiques. Il sert en outre à simplifier les procédures nécessaires à l'octroi des autorisations de pratiquer.

⁵ Le registre contient les données nécessaires pour atteindre les buts visés à l'alinéa 4. En font aussi partie les données personnelles sensibles citées à l'alinéa 7, seconde phrase. Pour identifier précisément les personnes inscrites au registre et pour actualiser leurs données personnelles, le registre utilise en outre systématiquement le numéro AVS au sens de l'article 50e, alinéa 3 de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)¹⁾. Le Comité directeur de la CDS édicte les dispositions de détail.

⁶ Les services ayant compétence pour l'octroi des diplômes suisses et pour la reconnaissance des diplômes étrangers communiquent sans délai au service qui tient le registre tout octroi ou toute reconnaissance d'un diplôme. Les autorités cantonales compétentes communiquent sans délai audit service tout octroi, refus ou retrait d'une autorisation de pratiquer et toute modification de l'autorisation, notamment toute restriction à l'exercice de la profession et toute autre mesure relevant du droit de surveillance, de même que les données relatives aux personnes qui ont déclaré leurs qualifications professionnelles en vertu de la LPPS et sont habilitées à exercer leur profession. Les personnes visées à l'alinéa 1 livrent audit service toutes les données nécessaires au sens de l'alinéa 5 qui sont en leur possession, à moins que d'autres services ne soient tenus de les livrer.

⁷ Les données contenues dans le registre peuvent être consultées en ligne. Toutefois, les motifs de retrait ou de refus d'une autorisation de pratiquer, ainsi que les données relatives aux restrictions levées ou à toute autre mesure relevant du droit de surveillance, ne peuvent être consultés que par les autorités chargées de l'octroi des autorisations de pratiquer et de la surveillance. Le numéro AVS ne peut être consulté que par le service qui tient le registre et par les autorités chargées de l'octroi des autorisations de pratiquer. Toutes les autres données peuvent être consultées librement.

⁸ Conformément à l'article 12, les personnes visées à l'alinéa 1 s'acquittent d'émoluments pour l'inscription des données nécessaires au sens de l'alinéa 5, et les personnes privées ou les services extracantonaux pour la communication de renseignements.

⁹ Toute inscription au registre est éliminée dès qu'une autorité déclare le décès de la personne concernée. Les données peuvent ensuite être utilisées à des fins statistiques sous une forme anonymisée. L'inscription d'un avertissement, d'un blâme ou d'une amende est éliminée du registre cinq ans après le prononcé de la mesure disciplinaire en question; l'inscription de restrictions à l'autorisation de pratiquer est éliminée cinq ans après la levée de celles-ci. L'inscription d'une interdiction temporaire de pratiquer est complétée dans le registre, dix ans après la levée de ladite interdiction, par la mention «radié».

Les alinéas 9 et 10 deviennent les alinéas 10 et 11.

Les modifications ont été décidées par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé.

Le Comité de la CDIP décide l'entrée en vigueur du nouvel accord lorsque tous les cantons signataires de l'accord de 1993 l'ont approuvé. Le nouvel accord est porté à la connaissance de la Confédération.

Braunwald, le 24 octobre 2013 Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique,

la présidente: *Isabelle Chassot*
le secrétaire général: *Hans Ambühl*

Berne, le 21 novembre 2013

Au nom de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé,

le président: *Carlo Conti*
le secrétaire central: *Michael Jordi*